BILAN DE LA CONCERTATION

—

ncertation préalable décidée au titre de l'article L 121-17

Centre pénitentiaire d'Angers

Mise en compatibilité des documents d'urbanisme

Serge QUENTIN, garant
désigné par la CNDP

Concertation préalable du 18 Janvier au 14 Mars 2022

Date de remise du rapport, le 12 avril 2022

commission nationale du débat public

Sommaire

Sommaire .....
Avant-propos .....
Synthèse……3
Les principales demandes de précisions et recommandations du garant 5
Introduction.....
Le projet objet de la concertation 7
La saisine de la CNDP 13
Garantir le droit à l'information et à la participation 14
Le travail préparatoire du garant.....
Les résultats de l'étude de contexte 15
L'élaboration du dispositif de concertation : périmètre, calendrier, modalités d'information, de mobilisation et de participation 22
Avis sur le déroulement de la concertation .....
Le droit à l'information a-t-il été effectif ? 25
Le droit à la participation a-t-il été effectif ?..... 26
Synthèse des arguments exprimés .....
Synthèse des observations ayant émergé pendant la concertation 29
Synthèse des propositions ayant émergé pendant la concertation 37
Évolution du projet résultant de la concertation 44
Demande de précisions et recommandations au responsable du projet/ plan/ programme .....
Précisions à apporter de la part du responsable du projet/ plan/ programme, des pouvoirs publics et des autorités concernées 45
Recommandations du garant pour garantir le droit à l'information et à la participation du public suite à cette concertation, et notamment jusqu'à l'ouverture de l'enquête publique 47
Liste des pieces jointes .....

Avant-propos

Le présent bilan est rédigé par Serge QUENTIN, garant de la concertation préalable. Il est communiqué par le garant dans sa version finale le 12 Avril 2022 sous format PDF non modifiable au responsable du projet pour publication sans délai par ses soins, sur le site dédié au projet (art. R121-23 du Code de l'Environnement).

Ce bilan a également été remis à cette même date à la Commission nationale du débat public.

Le responsable du projet publiera de son côté sous deux mois sa réponse à ce bilan ; réponse qui sera transmise à la CNDP par ses soins (R.121-24 CE).

Synthèse

La presse locale décrivait même que c'était l'Arlésienne. C'est entendre que le projet d'un établissement pénitentiaire était attendu à Angers. Pendant près de douze années le maire de la commune de Trélazé a gelé des terrains en vue d'accueillir l'établissement. Ces terrains se trouvent au lieudit : la Bodinière, pour une surface de 15 ha. Lorsque le garant a été saisi le 2 septembre 2022, il s'agissait du projet d'établissement pénitentiaire d'Angers Trélazé. Lors des journées parlementaires, monsieur le garde des sceaux est venu à Angers le mardi 7 septembre, il a annoncé un établissement de 850 places. Pour ce faire l'APIJ a besoin alors d'un terrain d'au moins 19 ha. La donne initiale était donc changée. Les élus proposent ainsi à l'APIJ des terrains en friches sur la commune de Loire Authion, au lieu-dit les Landes, en bordure de la RD 347, limitrophe des communes de Trélazé et de Saint Barthélémy d'Anjou, reliant Angers à Saumur. Le centre-ville d'Angers se trouvant à 10 km.

Bien que peu éloigné de la Bodinière ce nouveau site proposé changeait le périmètre d'étude et de concertation. Le garant immédiatement a demandé à l'APIJ de concerter sur les deux sites, même si elle en privilégiait un, eu égard aux contraintes de la Bodinière. La concertation est de nature à proposer au public des alternatives. Il n'y avait pas lieu de se priver de concerter sur les deux sites.

Les riverains d'Avalou et de la Bodinière à Trélazé ont constamment été présents pour les deux sites proposés. S'agissant des Landes, des associations se sont constituées, notamment le collectif du Val d'Authion (le CEVA49) et les 3 C la crémaillère d'Argent.

Rapidement ces associations ont demandé à rencontrer le garant en vue d'être entendues.

Elles se sont exprimées tant sur l'opportunité d'un tel projet, que sur la politique carcérale que sur leurs questionnements liés aux futures nuisances qu'allait engendrer un tel projet, que des nuisances liées à l'environnement immédiat d'un centre pénitentiaire, visuel, sonore, de sécurité, de flux, de dévalorisation patrimoniale, et de bien d'autres inquiétudes qui sont reprises dans l'analyse des contributions et observations.

L'APIJ, s'est montrée très présente auprès de tous les publics. Elle a conduit des rencontres préalables en amont de la concertation. Ces publics, la plupart du temps en présence du garant, ont pu s'exprimer, même si leurs inquiétudes demeuraient et pour tout dire même si leur refus de voir un centre pénitentiaire près de leurs habitations était particulièrement prégnant.

Ils ont pu néanmoins largement le faire savoir au moyen de tous les outils mis en place, plateforme, réunion publique, atelier, permanences mairies, outils qui seront développés supra.

S'agissant de la mise en compatibilité des documents d'urbanisme, même si des questions ont émergé, le garant ne peut pas dire qu'elle ait suscité un vif intérêt. D'une part, il n'a pas été proposé de documents visuels pour la faire comprendre. Des cartes *« avant et après »,* n'ont pas figuré à la concertation. Il n'a pas été non plus mis en place une concertation particulière pour ce domaine. Pour l'avenir il conviendra d'ailleurs et ce sera une recommandation, de mettre en place ces explications et ces documents.

Le temps de la concertation a subi des modifications quant au calendrier. La concertation prévue au début pour six semaines du 18 Janvier au 28 Février 2022, a été prolongée et c'est une excellente chose jusqu'au 14 mars 2022. Ce délai a permis à plus de publics de s'exprimer, ce qui s'est concrétisé par le nombre d'observations reçues dans la dernière quinzaine.

Dans les derniers jours de la concertation, il convient de le souligner dès à présent, des riverains ont mis en avant une alternative de terrain pouvant recevoir l'établissement pénitentiaire. Ce terrain le Gué-Moret commune de Saint Sylvain d'Anjou entre dans le champ d'une alternative pour le maitre d'ouvrage mais n'a pas fait l'objet d'une concertation ni d'échanges puisque présenté au dernier moment.

LES ENSEIGNEMENTS CLEF DE LA CONCERTATION

Les échanges ont été fructueux, intelligents au sens propre du terme, puisqu'ils étaient constructifs. Quelques contributions ont été fournies au maitre d'ouvrage, qui sont insérées en pièces jointes. La concertation s'est déroulée sur un temps de huit semaines afin de répondre aux sollicitations diverses. Elle fut conduite dans le respect des uns et des autres en toute franchise. De nombreuses questions néanmoins, il en sera traité plus bas, n'ont pas trouvé de réponses immédiates, soit parce que le maitre d'ouvrage ne les avait pas, soit que d'autres organismes comme le Département et la Direction des routes du Département, soit Angers Loire Métropole se devaient de répondre et que cela n'a pas été fait ou partiellement répondu. Par exemple, l'aménagement de la RD347 et ses abords, deux thématiques qui liaient ALM et le Département, n'ont pas obtenu en fin de concertation les réponses souhaitées.

La concertation a été conduite au départ par des modalités surprenantes pour le garant, avec des entretiens nombreux et riches conduits par l'APIJ en amont, mais elle n'a pas permis, et c'est dommage, de mettre en place des ateliers et des rencontres comme souhaitées pendant le temps de la concertation, ouverts à tous les publics, alors que le garant l'avait précisé dans son étude de contexte.

Les principales demandes de précisions et recommandations du garant

Le tableau ci-dessous présente les principales demandes de précisions et recommandations que le garant formule à la fin de la concertation préalable. Le responsable du projet, lorsqu'il va publier sa réponse à ce bilan avec les enseignements de la concertation, est invité à répondre à ces différents points. Le tableau qui a été transmis au maître d'ouvrage afin qu'il puisse répondre se trouve en annexe de ce bilan.

Tableau des demandes de précisions et/ou recommandations

Suites à donner à des interrogations ayant émergé mais n'ayant pas trouvé de réponse

S'il est une demande qui retient l'attention en général et si le projet devait se réaliser aux Landes, c'est l'implantation et l'orientation précises au sein de la zone impactée, du centre de détention. L'APIJ doit en concertation avec les riverains travailler cette thématique de façon à éteindre les velléités qui sont nées pendant la concertation et qui diminuent l'acceptabilité du projet.

Le second point qui doit être précisé, c'est l'accès au centre de détention. Initialement présenté au rondpoint de la Crémaillère, il aurait eu tendance à se déplacer vers la route de Pignerolles, mais les choses n'ont pas encore été réellement précisées.

Le traitement des nuisances sonores doit être concerté avec les riverains, ainsi que les nuisances visuelles.

Les études environnementales, naturalistes et de biodiversité, seront communiquées dès que réalisées sur le site qui devra demeurer ouvert jusqu'à l'enquête publique.

Lors de la concertation, l'aspect architectural du centre de détention ne présentait pas de mirador. Il s'avère que d'après les réponses de l'APIJ en réunion publique, il y en aurait effectivement. Les riverains souhaitent obtenir des précisions quant à leur nombre, leur taille et leur insertion dans le paysage.

Les riverains ont souhaité avoir une réponse au risque de dévalorisation de leur patrimoine immobilier suite à la présence du centre. Aucune étude jusqu'alors ne leur a été présentée, il conviendra d'y remédier.

Les riverains ont aussi souhaité que pendant la phase chantier, ils bénéficient d'un interlocuteur et d'une chartre chantier. L'APIJ devra pouvoir se rapprocher

d'eux pour mettre en place ces services. C'est aussi dans le sens de « l'après » que les riverains ont émis l'idée du 1% du montant des travaux à provisionner pour les corrections ultérieures des nuisances.

S'agissant du raccordement au réseau d'assainissement, il reviendra à Angers Loire Métropole de répondre aux riverains, mais ces précisions sont néanmoins liées au projet.

S'agissant du 1% artistique, les riverains de la Crémaillère souhaitent faire partie prenante de la thématique et attendent en ce sens des précisions et des réponses précises et engageantes du maitre d'ouvrage.

L'APIJ n'a pas encore répondu sur la qualité des futurs détenus, s'ils seront à haut risque ou provenant de d'autres centrales par exemple.

L'incertitude demeure notamment quant au fonctionnement des parloirs, nombre par semaine, horaires, en week-end, etc.

L'APIJ s'assurera de mettre à la disposition du public, des informations claires et précises avec plans et cartes, pour une lecture clarifiée de la mise en compatibilité des PUI et Scot d'Angers Loire Métropole.

Recommandations portant sur les modalités d'association du public, sur la gouvernance du projet, sur la prise en compte des avis des participant.e.s.

En premier lieu il conviendra pour l'APIJ de diffuser largement sa réponse au présent bilan en l'adressant à tous les participants du Comité de pilotage mis en place par la Préfecture de Maine et Loire, ainsi qu'à tous ceux qui ont participé et laissé leurs coordonnées sur la plateforme dédiée, en l'insérant et en le faisant savoir.

1 – Il convient donc si le site des Landes est seul retenu :

D'organiser un atelier avec les associations, les élus locaux, Angers Loire Métropole, le Département, en vue de travailler les différents éléments émis au sein du paragraphe précédents : « des précisions à apporter »

Mettre en place un comité de liaison entre l'APIJ et les riverains de la Crémaillère d'Argent.

Inclure dans le document en réponse les éléments résumés des entretiens conduits en amont de la concertation.

Conserver le site internet jusqu'à l'enquête publique afin d'y insérer les études, les comptes rendus des réunions et les actualités du projet.

Adresser aux élus, aux associations des informations par le biais d'une newsletter sur l'avancement du projet.

Prévoir avec les mêmes personnes des réunions périodiques sur le site pendant la durée de la phase chantier afin de rester à l'écoute des riverains et en mesure de limiter les nuisances.

Le garant informe aussi l'APIJ dans le cadre de l'article L 121-16-2 du code de l'environnement, qu'il lui est possible de faire appel à la CNDP pour garantir une participation continue du public entre sa réponse à ce bilan et l'ouverture de l'enquête publique.

2- Si le site des Landes n'est pas le seul retenu et si le site du Gué Moret ou un autre, devait retenir l'attention du maitre d'ouvrage pour une étude, le garant recommande au maitre d'ouvrage :

De saisir la CNDP pour demander une nouvelle concertation. En effet, il ne s'agirait plus des mêmes publics, des mêmes préoccupations, et il serait inconcevable que les riverains d'un tel lieu ne puissent bénéficier des mêmes conditions de participation et d'informations qu'à Loire Authion.

A ce titre le garant enjoint expressément le maitre d'ouvrage à prendre toutes les mesures qu'il a sollicitées et mises en place pour les landes à Loire Authion, pour l'alternative qu'il aura choisie d'étudier.

Introduction

Le projet objet de la concertation

- **Responsable du projet et décideurs impliqués :**

Agence publique pour l'immobilier de la justice (APIJ) : Etablissement à caractère administratif sous tutelle du ministère de la Justice et du ministère de l'Action et des comptes publics, l'APIJ est le maitre d'ouvrage du projet et est à l'origine du lancement de la concertation préalable (article L 121-17 du Code de l'Environnement). L'APIJ a aussi la charge de la procédure de mise en compatibilité du PLU et du SCoT, et par conséquent de la phase de participation du public quant à ce sujet (article R 153-16 du Code de l'Urbanisme).

Ministère de la Justice : Commanditaire du projet, il est chargé de la gestion du patrimoine immobilier judicaire. Il évalue les besoins et définit la programmation immobilière. Le futur établissement pénitentiaire d'Angers est inscrit dans un plan immobilier pénitentiaire national.

Préfecture de Maine et Loire : Représentant l'Etat, La Préfecture convoque et anime le Comité de pilotage du projet qui réunit l'APIJ, les administrations, les collectivités territoriales et les agences concernées.

Angers Loire Métropole : Est concernée par la mise en compatibilité des documents d'urbanisme, Plu et Scot, mais aussi par les aménagements extérieurs au projet.

Département de Maine et Loire : Le Département est concerné s'agissant de la décision à prendre concernant les routes et voies d'accès de son ressort.

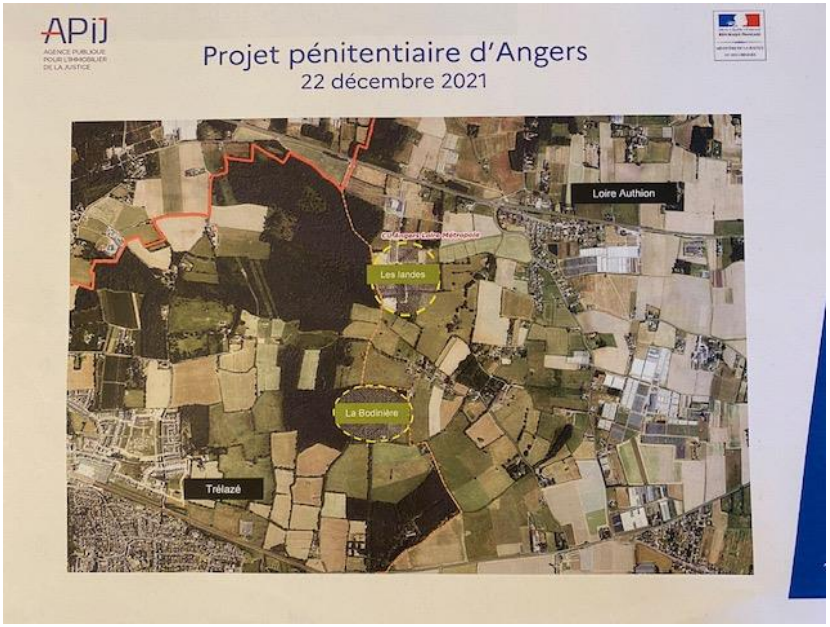
- **Plans de situation du projet :**

Deux sites ont fait l'objet d'études et ont retenu l'attention de l'APIJ. Le site de la Bodinière tout d'abord sur la commune de Trélazé, en périphérie et à l'Est d'Angers, puis le site des Landes, sur la commune de Loire Authion en bordure de la RD 347 reliant Angers à Saumur.

L'environnement naturel et les premières études ont rapidement démontré que le site de la Bodinière était fortement contraint tant par sa situation environnementale que par sa capacité à recevoir un établissement de 850 places.

Le site des landes commune de Loire Authion est limitrophe des communes de Trélazé et de Saint Barthélémy d'Anjou, en limite des bois de Verrières à l'ouest. Il se situe à environ 10 km de la ville d'Angers. Les 17 ha 2 de ce site sont composés de plusieurs parcelles privées regroupant des exploitations horticoles et des terres agricoles. Ce site a la préférence du maitre d'ouvrage eu égard aux différentes contraintes.

A l'Est du site des Landes, une zone pavillonnaire d'environ 200 habitants est située à environ 200 mètres. Au nord un château classé fait partie de la zone retenue. Au Sud ce sont principalement des cultures et des prairies. Il convient de souligner que les deux zones tant la Bodinière que les Landes sont bordées par d'anciennes extractions minières, ardoisières ou de fer.



Les deux sites à l'étude



Site des Landes à l'étude avec le rapport site, et zones d'habitations.

- **Objectifs du projet**

Selon l'APIJ et surtout l'Administration pénitentiaire, la création d'un nouveau centre pénitentiaire vise à lutter contre la surpopulation carcérale, à améliorer les conditions de travail du personnel pénitentiaire et à permettre la réinsertion des détenus.

Toujours selon le maitre d'ouvrage, les objectifs tiennent compte de la maitrise des coûts, de l'exigence de sécurité et de sureté.

Enfin ce projet s'inscrit dans une démarche de développement durable.

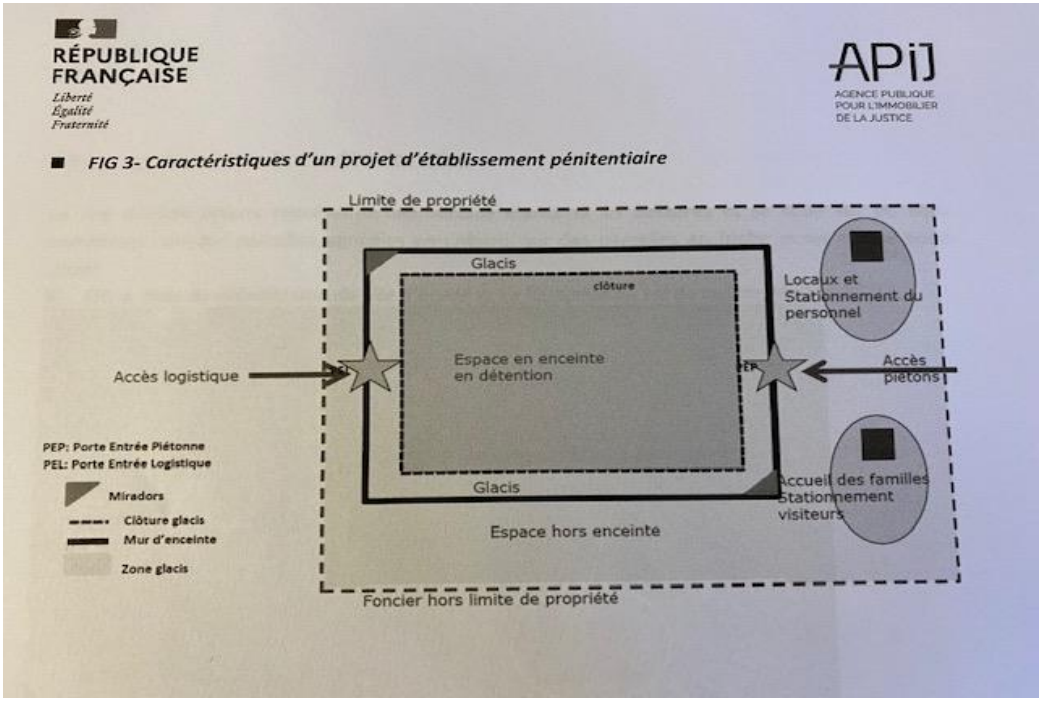
L'actuelle prison d'Angers, dite prison du Pré-Pigeon, est site rue olivier Giran, en plein centre-ville. Elle date de 1856. Au premier octobre 2021, elle comptait 266 places de détention pour 416 personnes détenues, de sexe masculin, soit un taux de sur occupation de 156,4%. Ce bâtiment, inscrit aux monuments historiques ne peut être transformé, ni agrandi.

Pour l'APIJ, la vétusté du bâtiment, et les éléments ci-dessus décrits conduisent ainsi l'Administration à projeter de construire un nouvel établissement sur la métropole d'Angers.

- **Caractéristiques du projet et alternatives mises au débat**

Le Projet consiste en la construction d'un établissement pénitentiaire d'une capacité de 850 places, dont 790 pour les hommes et 60 pour les femmes.

Le bâtiment est prévu sur une surface de plancher d'environ 50 000 m2. Pour plus de détails il est utile de se référer au dossier de concertation établi par l'APIJ, en lecture sur les sites de l'APIJ, dans les mairies, et amplement diffusé.



Pendant la concertation mais aussi en amont, plusieurs caractéristiques du site ont été présentées comme pouvant faire l'objet de discussion, à savoir :

-La localisation précise au sein de la zone projetée

-Son orientation

-Ses accès

-Les caractéristiques architecturales et paysagères.

- **Coût**

Le coût estimé des travaux s'élève à près de 130 millions d'euros HT. Il est financé par l'Etat.

- **Contexte du projet**

Le projet de construction d'un nouveau centre pénitentiaire sur la métropole angevine se situe dans le cadre du *« Projet pénitentiaire 15000* » lancé en octobre 2018 pour lutter contre la surpopulation carcérale. Ce projet a pour objectif la construction de 15000 places supplémentaires de prison, en vue d'être achevé à l'horizon 2027.

La construction du centre pénitentiaire d'Angers s'inscrit dans ce plan.

A l'origine, le projet consistait à construire un établissement de 685 places. Le 12 juillet 2021, le Gouvernement a annoncé que ce projet serait augmenté et passerait à 850 places. Nonobstant, le quartier de semi-liberté de l'actuelle maison d'arrêt, d'une capacité de 38 places, sera maintenu sur place. Le devenir de l'actuelle prison n'a pas encore été officiellement défini.

Au total les détenus de l'agglomération angevine seront de 888 places, en 2027.

- **Calendrier du projet**

OCTOBRE 2018 : Annonce su plan immobilier pénitentiaire et du projet d'établissement pénitentiaire d'Angers

AOÛT 2021 : Etudes préalables

SEPTEMBRE 2021 : Protocole d'accord entre le ministère de la Justice et Angers Loire métropole

18 JANVIER -14 MARS 2022 : Concertation préalable (à l'origine la concertation devait se dérouler sur une période de 6 semaines du 18 janvier au 28 Février 2022. Eu égard aux nécessités de satisfaire aux rencontres, de répondre aux questionnements des riverains et à la volonté de concerter l'APIJ a souhaité prolonger le calendrier de deux semaines.

2EME SEMESTRE 2022 : Dépôt du dossier de déclaration d'utilité publique en Préfecture, comprenant le bilan de la concertation.

1ER SEMESTRE 2023 : Enquête relative à l'utilité publique du projet et à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme, enquête parcellaire et de cessibilité.

2023 : Arrêté de déclaration d'utilité publique valant mise en compatibilité du Scot et du PLUI, puis études d'avant-projets, dépôt du permis de construire.

2024 : Fin des études, obtention du permis de construire, puis démarrage des travaux

2027 : Livraison et ouverture de l'établissement.

La saisine de la CNDP

- **Contexte de la concertation**

La concertation préalable sur ce sujet relève de l'article 121-17 du Code de l'Environnement qui précise que le maitre d'ouvrage du projet peut prendre l'initiative d'organiser une concertation préalable, soit selon les modalités qu'il fixe librement, soit en choisissant de recourir à celles définies à l'article 121-16-1. Dans les deux cas, la concertation préalable respecte les conditions fixées à l'article 12-16.

Ce projet supposant la mise en compatibilité du PLUI et du Scot d'Angers Loire Métropole, la Préfecture du Maine et Loire, en accord avec l'APIJ, a demandé à la CNDP (par courrier en date du 1er Octobre 2021) qu'un garant lui fournisse les conseils méthodologiques sur cette partie du dossier (art 121-1 du code de l'environnement) afin de mener une concertation la mieux articulée possible entre le projet, et la mise en compatibilité des documents d'urbanisme, malgré la soumission de celle –ci aux concertations obligatoires du code de l'urbanisme (article 103-2 du CU). En effet, ne peuvent faire l'objet d'une concertation préalable en application de l'article 121-15-1, les documents d'urbanisme soumis à une concertation obligatoire au titre de l'article 103-2 du code de l'urbanisme.

- **Décision d'organiser une concertation**

Par courrier en date du 22 Juillet 2021, madame BOUSSETON directrice de l'Agence publique pour l'immobilier de la justice, (APIJ) demande la désignation d'un garant dans le cadre d'une démarche de concertation préalable sur le projet de construction d'un établissement pénitentiaire sur les communes de TRELAZE et de LOIRE AUTHION, en application de l'article 121-17 et selon les modalités des articles L 121-16 et L 121-16-1.

Par décision n° 121/117 prise lors de la séance plénière du 1er septembre 2021, la CNPD a décidé d'organiser une concertation préalable selon l'article 121-15 et suivant et a désigné Monsieur Serge QUENTIN comme garant de la concertation préalable sur le projet de construction de cet établissement pénitentiaire.

Par lettre en date du 1er octobre 2021, monsieur le préfet du Maine et Loire demande que soient conjointes les concertations du projet pénitentiaire et celle de la mise en compatibilité des documents d'urbanisme, PLUI et Scot ANGERS LOIRE METROPOLE.

Par décision n° 2021/147 du 3 Novembre 2021 prise lors de la séance plénière la CNDP a demandé à monsieur Serge QUENTIN d'assurer une mission de conseil sur les questions relatives à la participation du public pour la mise en compatibilité du PLUI et du ScoT d'Angers Loire Métropole, à l'occasion du projet de construction de cet établissement pénitentiaire.

Le garant est chargé par la CNDP :

- D'une mission de garantie sur la concertation portant sur le projet porté par l'APIJ
- D'une mission de conseil sur la concertation portant sur la mise en compatibilité des documents d'urbanismes à cette occasion.

Garantir le droit à l'information et à la participation

« Toute personne a le droit, dans les conditions et les limites définies par la loi, d'accéder aux informations relatives à l'environnement détenues par les autorités publiques, et de participer à l'élaboration des décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement » - Article 7 de la charte de l'environnement.

La Commission nationale du débat public est l'autorité indépendante chargée de garantir le respect du droit individuel à l'information et à la participation sur les projets ou les politiques qui ont un impact sur l'environnement. Il s'agit d'un droit constitutionnel, qui est conféré à chacune et à chacun.

Afin de veiller au respect de ces droits, la CNDP nomme des tiers garant.e.s neutres, qui ont pour rôle de garantir au nom de l'institution la qualité des démarches de concertation mises en œuvre par les porteurs de projet. Les attentes précises pour cette mission ont été formulées dans la lettre de mission du/ de la garant.e qui se trouve en annexe de ce bilan.

- **Le rôle du garant**

Un.e garant.e est une personne inscrite sur la liste nationale des garant.e.s, neutre et indépendante, nommée par la CNDP pour garantir une concertation, c'est-à-dire pour garantir le droit à l'information et le droit à la participation selon le Code de l'Environnement. L'absence de conflit d'intérêt est un prérequis indispensable à la désignation d'un.e garant.e. Pour chaque nouveau dispositif dans les territoires, la CNDP mandate un.e ou plusieurs garant.e.s pour garantir la qualité du dispositif participatif au nom de l'institution et dans le respect de ses principes ; à savoir l'indépendance vis-à-vis des parties prenantes, la neutralité par rapport au projet, la transparence de l'information, l'argumentation des points de vue, l'égalité de traitement et l'inclusion de tous les publics concernés. Chaque tiers garant.e est lié.e à la CNDP par une lettre de mission rendue publique qui leur présente leur rôle ainsi que les attentes de la CNDP vis-à-vis du responsable du projet. A l'issue de la concertation, les garant.e.s rédigent un bilan qui est transmis aux porteurs de projet, à la CNDP et à tous les acteurs.

Le travail préparatoire du garant

Le garant a dans un premier temps procédé à l'analyse des acteurs et des institutions qui peuvent, pourraient, et pourront être impactés et intéressés par le projet : Apij, Préfecture, Institutions judiciaires, élus concernés, forces de l'ordre et de sécurité, conseil départemental et direction des routes, associations environnementales, direction pénitentiaire, personnels pénitentiaires et détenus, chambres consulaires, entreprises riveraines, riverains et tout public.

Les résultats de l'étude de contexte

ANALYSE DES RENCONTRES

Lors de son étude de contexte, le garant a bien précisé à ses interlocuteurs qu'il mentionnerait le contenu des entretiens dans son bilan afin de montrer l'entière transparence de la concertation. Il n'y a pas eu d'opposition à sa proposition.

1 – MAIRE DE TRELAZE,

Le mardi 14 septembre 2021, le garant a rencontré le maire de la commune. L'entretien a porté sur le site envisagé de la Bodiniere, à TRELAZE tout en évoquant un autre site en cours de recherche par l'Agglomération d'Angers.

2- ASSOCIATION OLIVIER GIRAN (aide aux familles de détenus)

Le mardi 14 septembre 2021, le garant a rencontré l'association chargée d'apporter l'aide aux familles qui viennent visiter un prisonnier (femmes et enfants). Elle gère les biens qui sont laissés en casier, et s'occupe entre autres de l'enregistrement des parloirs. Elle aide à remplir les documents pour les personnes qui ne peuvent le faire, parce que souvent ne maitrisant pas très bien la langue française.
L'association est située à l'extérieur de la prison, très proche. Elle souhaite que dans le nouvel établissement il en soit ainsi. Elle souhaite aussi que le nouvel établissement intègre des espaces dédiés pour les enfants.
Elle ne fonctionne qu'avec des bénévoles et des subventions de l'agglomération d'Angers.

3- ASSOCIATION SAUVEGARDE DE L'ANJOU ET FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT

Le mercredi 15 septembre 2021 le garant a rencontré plusieurs associations environnementales réunies en fédération, au sein de France nature environnement. Ces associations sont attachées à ce que le maitre d'ouvrage propose plusieurs alternatives d'implantations pour pouvoir en discuter. S'agissant de la biodiversité, des terres agricoles et de l'emprise du site, elles s'inquiètent pour une ferme Bio de 140 HA près du site de la Bodinière.

4 – APIJ

Après un premier entretien avec le directeur de projet de l'APIJ, une réunion en visioconférence a permis de se réunir le jeudi 16 septembre. Il a été évoqué le site de la Bodinière et l'étude qui a été conduite. Le garant en a eu copie. Ensuite un autre site à Loire Authion – anciennes pépinières Levavasseur a été évoqué mais rien n'est définitivement arrêté. Il a été question de l'annonce du garde des sceaux qui a annoncé qu'il donnerait le lieu retenu avant la fin de l'année alors que la concertation ne sera pas officiellement entamée. Le garant estime qu'une annonce prématurée serait défavorable à la concertation qui justement est l'objet de l'étude des différentes alternatives.

Le calendrier a été évoqué sans être défini. Pour l'heure, l'APIJ voudrait rencontrer le maximum d'acteurs avant la concertation.

5 – DIRECTRICE DE LA PRISON ACTUELLE

Le 16 septembre 2021 en après-midi, le garant s'est entretenu avec madame la directrice de la prison, accompagnée du personnel pénitentiaire présent et de détenus en charge d'activités diverses, repas et travail.

La prison actuelle :

Il est porté à sa connaissance que les chiffres de la prison actuelle sont : 226 places théoriques, 400 détenus en présence, taux de 175 %. Le nombre de gardiens est théoriquement de 104 mais seulement 92 sont présents à l'effectif.

De la directrice aux contractuels, 30 personnes constituent le pôle administratif.

La prison date de 1856. Elle est construite selon le panoptique conçu par Jérémy Bentham. L'architecture intérieure permet à un gardien, logé dans une tour centrale, d'observer les prisonniers enfermés dans leurs cellules sans que ces derniers puissent savoir qu'on les observe. La rotonde de la prison est classée. Les détenus à Angers sont tous des hommes et la moyenne d'âge est de 26 ans. Ils sont adressés par les TGI et Cour d'appel d'Angers, parfois du Mans et de Nantes mais aussi de Tours.

.**6 – ENTRETIEN AVEC LA DIRECTRICE INTERREGIONALE DU SERVICE PENTENTIAIRE**

La directrice appuie son propos sur la nécessité de réfléchir d'emblée aux transports publics et aux accès à l'établissement.

7 – ENTRETIEN AVEC LE PRESIDENT DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE

La chambre ne s'oppose pas par principe à la construction d'un centre pénitentiaire même si elle sait que cela impactera les surfaces agricoles. Elle met en avant les problèmes de biodiversité et le respect de l'agriculture biologique.

8 - ENTRETIEN AVEC LE PREMIER ADJOINT ANGERS LOIRE METROPOLE

Le mercredi 29 septembre 2021, Le vice-président d'Angers Loire Métropole reconnait l'urgence d'un nouvel établissement pénitentiaire et qu'il faille trouver un nouveau site.

Le site de la Bodinière qui a été en premier retenu n'a pas fait l'objet d'une véritable étude.

Les choses ont véritablement évolué après la visite ministérielle du Garde des sceaux. Il convient de trouver l'espace nécessaire que n'a pas la Bodinière pour faire un établissement de 850 places. De plus, en dehors de l'exigence environnementale, il existe d'autres difficultés notamment un problème de ligne à haute tension, et aussi d'accessibilité.

Les élus d'ALM préfèrent s'orienter sur une alternative des terrains que pourrait céder un ancien pépiniériste. Les discussions avancent. Il serait possible de retenir 20 h sans maison ni culture. La RD 347 toute proche se prête bien à la desserte d'un nouvel établissement. ALM entend tout mettre en œuvre pour faire face à l'afflux d'un nouveau public et de permettre de mettre en place tous les transports urbains nécessaires.

9 – ENTRETIEN AVEC LA DEPUTEE DE LA 6 EME CIRCONSCRIPTION,

Madame la députée est membre de la commission des Lois à l'Assemblée et suit de près la politique carcérale. En ce sens, elle est impliquée dans le projet de la nouvelle prison et de son aménagement.

10 – GROUPEMENT DE GENDARMERIE DEPARTEMENTALE

Le 5 octobre 2021 le garant s'est réuni avec l'adjoint au commandant de groupement de Gendarmerie.

L'entretien a porté sur les points suivants :

-L'implantation du site,

-Sites retenus,

-Implication de la gendarmerie quant à la sécurité intérieure et extérieure,

-Sur l'afflux de population,

-Sur les charges nouvelles induites,

-Sur les nouvelles infrastructures routières,

-Les besoins nouveaux de la gendarmerie. Actuellement il s'agit d'une communauté de brigades de 27 militaires et le nouveau point sensible nécessitera des besoins nouveaux, des pratiques et missions nouvelles, et des effectifs supplémentaires.

11 – RENCONTRE AVEC LPO LIGUE PROTECTION DES OISEAUX

La rencontre a eu lieu le 6 octobre 2021. L'association compte 1500 adhérents, et 20 emplois à Angers. Le résultat des entretiens fait partie des thématiques que le garant retient dans ses prescriptions.

12 – RENCONTRE AVEC ASSOCIATION ADDULT

(Association pour le développement durable Loire –Trélazé).

C'est une association locale, qui intervient sur l'ensemble des projets locaux d'urbanisme ou liés à l'environnement. Elle a dressé un inventaire patrimonial des contraintes environnementales, à l'aide d'étudiants de l'université.

Il existe sur le site de la Bodinière des essences d'arbres remarquables. Une nouvelle espèce de plante a été découverte sur le site de la Bodinière, (le Peucé Dan de France) : Espèce très rare.

13 – RENCONTRE AVEC MONSIEUR LE MAIRE DE LOIRE AUTHION

Le terrain de la Bodinière présente des contraintes environnementales particulièrement importantes, quant à la voie, à la biodiversité, aux zones humides et aussi au respect de l'agriculture biologique.

Aussi, dit-il, a-t-il été nécessaire de penser et identifier au moins une alternative. Cela s'est fait en réflexion avec la chambre d'agriculture. Il s'agit de s'attarder sur les terrains en friches dit terrains Levavasseur à Loire Authion. Ainsi en tant que maire se trouve-t-il concerné.

Il entend discuter pendant la concertation et dès maintenant de l'aménagement de la route RD347 par le département en liaison avec l'Agglomération d'Angers pour les besoins d'un éventuel centre pénitentiaire.

14 - RENCONTRE AVEC MONSIEUR LE PREFET DU DEPARTEMENT 49

La rencontre a eu lieu le 11 octobre 2021, en présence de madame la Secrétaire générale, sous-préfète pour l'arrondissement d'Angers, et de monsieur le Directeur Départemental des Territoires.

Les sujets abordés, furent les suivants :

-Opportunité de la prison à venir

-Les alternatives de choix de sites, la Bodinière et les terres Levavasseur.

-Les aspects environnementaux

-Les aspects agricoles,

-Les difficultés de voiries et d'accès.

-Les infrastructures

S'agissant de la concertation :

-Rôle de la CNDP et du garant

-Les thématiques et les modalités à venir

-L'étude de contexte du garant.

-Le calendrier prévisionnel.

-Le prochain comité de pilotage préfecture le mercredi 13 octobre.

15 - RENCONTRE AVEC LE PROPRIETAIRE DES FRICHES AGRICOLES

Le mercredi 13 Octobre 2021, accompagné du directeur de projet de l'APIJ, le garant a pu visiter les lieux du site Levavasseur et comprendre les enjeux environnementaux et d'infrastructures routières à l'emplacement d'un tel projet.

16 - RENCONTRE AVEC ASSOCIATION DE RIVERAINS (ADIRA)

Le garant a le mercredi 13 octobre 2021 rencontré ces riverains proches d'Avalou, du site de la Bodinière et du site Levavasseur. Ces riverains au nombre d'une dizaine de maisons, ne s'opposent pas frontalement au projet. Ils évoquent toutes les contraintes déjà évoquées pour le site de la Bodinière.

17 - RENCONTRE AVEC LE COLLECTIF ENVIRONNEMENTAL DU VAL D'AUTHION (CEVA49)

Le jeudi 14 octobre 2021, le garant s'en entretenu avec ce collectif à la maison des loisirs d'Andard.

L'entretien a porté sur l'existence et les objectifs de ce collectif pour continuer sur les interrogations, réflexions et positionnement par rapport au projet.

18 – RENCONTRES POUR la MECDU (mise en compatibilité des documents d'urbanisme)

Le vendredi 19 novembre 2021, le garant a rencontré à la Préfecture la cheffe du service du rapport avec les collectivités territoriales.

Cette responsable dit qu'elle sera présente lors de la concertation pour répondre à toutes les questions qui pourraient être posées à ce sujet.

Il se pourrait aussi que le terrain présente des zones humides, auquel cas elle aurait aussi à connaitre.

Si le dossier futur est soumis à autorisation environnementale, il fera l'objet d'une enquête publique.

C'est nourri de tous ces éléments que le garant fut en mesure de rencontrer la collectivité Angers Loire métropole et de se préparer à la conseiller quant à son rôle de concertation vis à vis du public et expliquer en réunion le processus qui conduira à la Mecdu.

Il a rencontré le premier adjoint à Angers Loire métropole. Il a conseillé la collectivité d'être présente aux différentes rencontres en mesure de renseigner le public avec des cartes *« avant-après »* si possible. Il lui a expliqué l'enjeu de la concertation dans ce domaine, à savoir, montrer au public et expliquer quel sera le processus d'adaptation des documents du Scot et du PLui d'Angers Loire métropole pour l'implantation d'un futur établissement pénitentiaire.

ENJEUX ET THEMATIQUES SE DEGAGEANT DES RENCONTRES

Des rencontres et réunions conduites par le garant au cours de l'étude de contexte il ressort qu'émergent des thématiques qui seront de nature à éclairer le maitre d'ouvrage dans l'organisation de la concertation préalable, mais aussi des interrogations et des craintes quant à l'émergence du projet pénitentiaire.

Les Thématiques ?

Elles sont d'ordre environnemental et d'infrastructures : Le maitre d'ouvrage, lors des ateliers et rencontres, pourra retenir

les enjeux suivants :

- Respect de la trame verte et bleue
- Artificialisation des sols
- Création ou aménagement de voies d'accès
- Qualité alimentaire
- Protection faunistique et floristique
- Architecture du bâtiment pénitentiaire
- Nuisance sonore
- Nuisance lumineuse
- Nuisance visuelle
- Volet santé, présence d'une infirmerie adaptée à la télémédecine.

Elles sont d'ordre agricole

- Il conviendra de porter une attention marquée à la protection des exploitations agricoles, fermes bio mais pas seulement, aux surfaces d'exploitation, aux compensations (zones humides ou boisées)
  L'aspect des zones boisées et doubles compensations inhérentes devront être évoquées pendant la concertation
  Les zones d'élevage dans le secteur représentent un atour sensible qu'il faudra retenir pour le choix du site. Par ailleurs, une enquête pour intoxication alimentaire et pollution dans la zone est en cours. Par conséquent, il existe un climat tendu dans la zone.

Elles sont d'ordre patrimonial

- De nombreuses personnes rencontrées lors de l'étude de contexte s'inquiètent de la valeur des propriétés en vue des reventes. Quelques-unes depuis l'annonce du projet ne trouvent pas acheteur.

Elles sont d'ordre psychologique

- Habiter près d'une prison n'est pas anodin pour aucune personne.

Elles sont d'ordre sécuritaire

- Les voies d'accès et de secours
- La qualité et le nombre des forces de l'ordre
- La sécurité de l'établissement
- Les terrains de gens du voyage

Les conditions de détention et la politique carcérale

A plusieurs reprises le garant a été interpellé pour que soit mis en exergue lors de la concertation les conditions de détentions, le nombre de place et l'état de tension des prisons et de la prison d'Angers.

Au-delà des professionnels de la détention, nombreux sont les acteurs qui ont échangé avec le garant sur ces sujets.

LES INTERROGATIONS DIVERSES ET NON EXAUSTIVES DE DIFFERENTS PUBLICS :

L'avenir, l'organisation et l'implantation de l'association d'aides aux familles de détenus.

Les infrastructures et l'architecture tant intérieures qu'extérieures de l'établissement, les aménagements en général, tant pour les détenus, que pour le personnel pénitentiaire que pour les familles.

Les voies d'accès.

Le développement urbanistique de l'Est de l'agglomération Angevine, et ses conséquences d'infrastructures.

L'élaboration du dispositif de concertation : périmètre, calendrier, modalités d'information, de mobilisation et de participation

Les recommandations du garant concernant les modalités d'information, de mobilisation et de participation

Eu égard aux différentes réunions et rencontres qu'il a mises en œuvre, aux différentes thématiques qu'il en a extrait, le garant a prescrit au maitre d'ouvrage les thématiques et modalités suivantes quant à l'organisation de la concertation préalable.

- Rédiger un dossier de concertation de concert avec le garant
- Rédiger dans les mêmes conditions un document simplifié évoquant le projet et les modalités de la concertation en vue d'être largement diffusé par boitage au sein des communes concernées.
- Annoncer par voie de presse légale 15 jours auparavant le calendrier et les modalités de la concertation préalable, tout en faisant confectionner des affiches à implanter dans les mairies et autres emplacements d'affichage habituels locaux
- Ouvrir la concertation par une conférence de presse, écrite, radiophonique et télévisuelle si possible pour présenter le projet, ses alternatives, ses enjeux, mais aussi les modalités de la concertation tant par son contenu que par son calendrier. Conférence de presse commune entre le maitre d'ouvrage, la Préfecture, les élus et le garant.
- Faire relayer toutes ces informations par les documents d'information des communes concernées
- Ouvrir un site internet interactif dédié, pour que le public puisse s'approprier le projet, poser des questions, faire des suggestions et participer en sachant qu'il en obtiendra exhaustivement des réponses
- Placer dans les mairies le dossier de concertation et des registres papiers
- Rencontrer sous formes d'ateliers l'ensemble des acteurs identifié par le garant lors de son étude de contexte

SUR LE DEROULE DE LA CONCERTATION LE GARANT PROPOSE :

- Deux réunions publiques, une au début et une autre en fin de concertation.
- Ateliers publics liés en présentiel liés aux thématiques : AGRICOLE – ENVIRONNEMENT – SECURITE ET INFRASTRUCTURE
- Un atelier en distantiel ouvert aux gardiens familles de détenus, bénévoles des prisons
- Un débat mobile sur le marché hebdomadaire de Loire Authion, pour recueil des idées et autres observations
- Un débat mobile à la gare d'Angers dans les mêmes conditions
- Permanences dans les communes impactées

La prise en compte des recommandations par le responsable du projet

Le maitre d'ouvrage et le garant ont longuement échangé sur les modalités à mettre en place à l'issue des prescriptions.

S'agissant des publics à mobiliser le maitre d'ouvrage n'a pas souhaité de conférence de presse préalable, ni d'émission de télévision. Elles auraient permis de répondre d'emblée à quelques interrogations et peut être d'aborder plus en amont la politique pénale, ce qui n'a pas été le cas.

Il n'a pas été mis en place de débats mobiles sur les marchés par exemple.

Quant aux modalités, le garant n'a pas spécialement été suivi dans ses recommandations. Il n'a à aucun moment caché son souhait de mettre en place deux réunions publiques, l'une au début, l'autre en fin pour faire la synthèse et dégager ce qui n'a pas été traité.

Il a été entendu pour mettre en place un atelier mais il en aurait souhaité au moins trois. Ces ateliers sont des moments de co-construction et souvent de modification intelligente, puisqu'argumentée, du projet.

Il n'a pas été retenu d'atelier avec les familles ce qui aurait été souhaitable, pour le fonctionnement extérieur du centre.

Le débat mobile sur un marché eut permis de contacter des publics différents peu enclins à s'exprimer pendant une réunion.

Les permanences dans les mairies ont permis, c'est heureux, au maitre d'ouvrage de travailler de façon pragmatique avec le public présent.

Les relations du garant avec le maitre d'ouvrage ont été correctes. Le garant a pu s'exprimer librement sur les propositions qu'il faisait tout en sachant qu'il se trouvait dans le champ de l'article 121-17 et que le maitre d'ouvrage demeurait libre de des modalités.

Nonobstant, les modalités proposées par le garant eurent permis de mettre en place sans nul doute une concertation plus aboutie.

Le dispositif de concertation :

21033 dépliants format A5 distribués dans toutes les communes limitrophes, habitants, services et municipalités
5 kakémonos ont été placés dans les mairies d'Andard, Brain, Trélazé, Loire Authion et Saint Barthélémy
363 dossiers de concertation ont été distribués
12 panneaux pour affiches ont été installés format 420X594
108 affiches format A2 ont été réparties
3 communiqués de presse ont été fait, auprès de ouest France et Courier de l'Ouest
10 communiqués ont été faits sur les réseaux numériques
5 registres ont été installés dans les mairies de Andard, Loire Authion, Trélazé, Saint Barthélémy et Brain sur l'Authion
1 plateforme numérique a été ouverte pour recevoir les observations
2 annonces légales ont été placées dans les journaux ouest France et Courrier de l'ouest

Avis sur le déroulement de la concertation

La CNDP garantit deux droits complémentaires pour l'ensemble des citoyen.ne.s, le droit d'accéder aux informations et le droit de participer aux décisions, pour tous les projets, plans et programmes qui ont un impact significatif sur l'environnement. En France, ces droits sont constitutionnels, il s'impose à tous les responsables de projet, sans restriction. En d'autres termes, les porteurs de projet ne choisissent pas librement de permettre, ou non, la participation du public ; au contraire, ils sont tenus par la loi de permettre aux publics d'exercer leurs droits.

Le droit à l'information a-t-il été effectif ?

Globalement le public a pu disposer d'informations claires sur le projet, présentées de façon synthétique mais compréhensible tant au sein du dossier de concertation que sur les autres documents et supports mis à disposition. Lors des permanences en mairies et lors de la réunion publique, il en fut de même.

La présence lors de la réunion publique, de Monsieur le préfet du département, des directeurs de l'administration pénitentiaire, d'Angers Loire Métropole, du commandant de groupement de Gendarmerie, des parlementaires, et de la direction des routes du département fut le signe d'une volonté de concerter et de répondre aux interrogations.

Les enjeux environnementaux ont été entendus, notamment les interrogations sur les zones agricoles de culture biologique, du respect de la biodiversité, notamment des bois de Verrières et des zone humides en bordure du site. A ce titre, plusieurs options d'orientations du centre ont été présentées en fonction des contraintes mises en évidence par les différents publics.

Le public a pu largement s'exprimer sur l'ensemble des contraintes et des nuisances qui lui apparaissait nécessaire d'évoquer.

Cependant d'autres alternatives aux Landes sont apparues un peu tardivement dans le processus de concertation. Il fut impossible au maitre d'ouvrage de répondre aux propositions émises par des riverains sur des zones nouvelles pouvant accueillir le projet et non étudiées tant par l'APIJ qu'Angers Loire Métropole. Il s'agit entre autres du site du Gué Moret sis à Verrières en Anjou, près d'Angers. D'ailleurs et cela sera répété plus bas, le directeur du Projet a confirmé au garant que ce site serait particulièrement étudié.

D’autres terrains et alternatives ont été évoqués, mais ne correspondant pas au projet. Le maitre d’ouvrage l’a fait savoir pendant le temps de la concertation.

Il a manqué une cartographie des Plui et du Scot de la métropole ainsi qu’une véritable présentation en vue de la concertation de la mise en compatibilité des documents d’urbanisme alors que le garant l’avait conseillé en amont. Nonobstant, le public par ses observations, s’est montré plus intéressé par les contraintes et interrogations du projet qu’à l’évolution des documents d’urbanisme.

Le droit à l’information a été effectif, le maitre d’ouvrage a été transparent dans ce qu’il savait des choses et l’APIJ a mis les moyens adaptés même si la méthode est perfectible, notamment en affichant plus de volonté de concertation pendant le temps imparti de la concertation ou en sollicitant plus les partenaires comme ALM et le Département en vue de concerter à l’unisson, ce qui n’a pas été ressenti.

Enfin le public a disposé de réponses satisfaisantes s’agissant des aspects environnementaux, socio-économiques, sur l’aménagement du territoire, et pas suffisamment sur les autres alternatives.

Le dossier de concertation était bien élaboré et facilement compréhensible. Tous les documents ont été publiés dans les délais impartis.

Le droit à la participation a-t-il été effectif ?

S’agissant de la mobilisation du public, en terme quantitatif, la participation a été très satisfaisante. La réunion publique a réuni tant en présentiel qu’à distance, plus de 400 personnes. Il s’agissait c’est entendu de la plupart des habitants de Loire Authion.

Le site participatif mis en place sur la page de l’APIJ a permis à plus de 200 personnes de s’exprimer.

Il est dommage que les acteurs sollicités pendant l’étude de contexte n’aient pas répondu présents lors de la concertation. Il s’agit particulièrement d’associations environnementales bien structurées qui par habitude sont présentes.

Les détenus n’ont pas pu s’exprimer, monsieur le Garde des Sceaux, interrogé à ce titre, a répondu qu’il s’y opposait, que ce public n’était pas concerné par la concertation préalable. Sa lettre en réponse est jointe au présent.

En terme qualitatif, les opposants au projet, ont pu s’exprimer à loisir tant sur les registres en mairie que sur la plateforme, mais aussi lors de la réunion publique et lors de l’atelier qui a suivi.

Si les habitants de la commune de Loire Authion ont été très présents, que certaines associations comme celles du soutien aux familles de détenus l’ont été tout autant, les habitants de la région angevine et de ses abords ne se sont pas mobilisés. Pour y répondre, même si la concertation a été annoncée par voie de presse d’affiches et de divers autres outils, le projet demeurait très

localisé à l'Est d'Angers. Si les rencontres préalables de l'APIJ ont porté leurs effets quant aux public impacté, une information sur le terrain comme une présence sur les marchés et à la gare eut été profitable pour faire connaitre la concertation et mobiliser d'autres publics.

Le site participatif, il faut le redire n'était pas très interactif et séduisant.

Le garant a nettement ressenti que l'APIJ avait peu de marges de manœuvre par rapport aux consignés données par le Ministère de tutelle et qu'elle n'entendait pas concerter au-delà de ce qui lui était prescrit. Elle avait un schéma de base qu'elle a tout simplement mis en œuvre.

Le garant souligne que si en amont de la concertation, il a été surpris au départ, par la volonté du maitre d'ouvrage de commettre des réunions avec soit des agriculteurs, soit des riverains, soit des élus, il a dû ensuite reconnaitre que ce procédé fut efficace pour éteindre quelques velléités et répondre en amont à des interrogations particulières. Nonobstant ces réunions n'étaient pas ouvertes à toutes et tous et que par-là, la concertation n'était plus publique au sens général de la volonté de la CNDP, de ne se fermer à aucun public. L'inclusion de tous les publics étant une des priorités de la CNDP.

Enfin de nombreuses interrogations n'ont pas reçu de réponses parce que ne se trouvant pas dans le champ de l'APIJ mais d'ALM, ou de la direction des routes, notamment les accès sur la RD 347 et son aménagement.

S'agissant de la qualité des dispositifs d'échanges, le public a disposé d'informations claires et suffisantes pour la bonne compréhension du projet. Lors des rencontres et de la réunion publique, les échanges furent vifs, fermes et passionnés, de qualités et constructifs.

Si le but de la réunion publique était de présenter le projet et de recevoir les questions du public en vue d'y réponde, c'est néanmoins pendant les permanences en mairie, à effectifs plus réduits et plus personnalisés que les échanges furent les plus fructueux. Il s'en est dégagé des arguments et des propositions qui permettaient au maitre d'ouvrage d'amender au besoin son projet.

Il est dommage, il faut le souligner, et des associations l'ont demandé, tout comme des élus, notamment conseillers départementaux locaux, que la politique générale carcérale au niveau national n'ait pas été traitée précisément, et développée comme demandé. L'administration pénitentiaire s'en est seulement tenue à présenter le plan 15000. Aucune autre thématique ou alternatives à l'incarcération pour discuter de l'opportunité du projet n'a été mise à la concertation, pas plus que la qualité des détenus qui seront présents après 2027 à Angers, pas plus que des propositions avancées de construire de petites unités.

Le registre dématérialisé n'a pas permis une réelle interactivité du public alors qu'il l'aurait souhaité.

Ce ne fut pas seulement une concertation de présentation, mais une concertation où toutes les interrogations ont pu être exprimées mais où toutes n'ont pas obtenu de réponses.

Si l'APIJ confirme ensuite sa décision de poursuivre le projet des Landes, elle devra le faire en pleine concordance avec ALM et le Département en vue d'expliquer de manière argumentée ce choix et en vue de répondre à l'unisson aux différentes sollicitations.

Pour clore cette participation du public le garant peut affirmer que le maitre d'ouvrage (l'APIJ) a été transparent avec les éléments qui étaient de son domaine de compétence.

Quelques chiffres clefs de la concertation :

400 personnes étaient présentes à la réunion publique du 3 février

35 personnes ont participé à l'atelier thématique

203 personnes se sont exprimées sur la plateforme dédiée.

Aucun questionnaire n'a été distribué

11156 personnes se sont connectées au site de la concertation

578 personnes ont consulté les documents

Par ailleurs il a été versé sur la plateforme et par courrier reçu par le garant, des contributions émanant des acteurs suivants:

- Municipalité Loire Authion
- Conseillers départementaux locaux
- Collectif environnement Val d'Authion
- Municipalité Plessis Grammoire
- Municipalité Saint Barthélémy
- Association 3 C la Crémaillère d'argent

Synthèse des arguments exprimés

Globalement, le public a participé activement en s'exprimant et en proposant.

Les thématiques que l'on peut regrouper peuvent être classées entre :

- Opportunité, choix de terrains et justification de construire une nouvelle prison
- Nuisances diverses
- Biodiversité, nature et agriculture
- Sécurité
- Energie
- Aspect économique

Elles ont permis aussi à de nombreuses personnes de s'interroger sur des sujets plus personnalisés comme le raccordement aux eaux usées et aux accès à proximité des habitations,

Synthèse des observations ayant émergé pendant la concertation

- **Opportunité du projet**

Tout d'abord, le collectif Val Authion interpelle le maitre d'ouvrage sur l'opportunité d'une prison de 850 places. Il demande que soit revu la politique carcérale et estime que la concertation n'est pas orientée sur les alternatives à la prison

L'association 3 C la Crémaillere s'interroge sur l'annonce d'une prison alors qu'en 2018 le plan 15 000 ne mentionnait qu'une maison d'arrêt pour Angers.

Au fil de l'eau des observations déposées, voici les interrogations émises :

- Qu'est-ce qui justifie un Centre Pénitentiaire sur Angers ? La délinquance ne s'est pas subitement déplacée d'EST en OUEST du SUD vers le NORD !

- Est-il vraiment raisonnable de construire le 4ème plus grand centre de détenus sur la commune déléguée de Brain-sur-l'Authion, commune de 3 800 habitants qui vient tout juste de rejoindre l'agglomération d'ALM ?

- Ce projet d'implanter la Prison sur Loire Authion ne figurait aucunement au programme du Conseil Municipal élu en 2019.
- Pourquoi imposer un tel établissement ici, dans un environnement contraint ?

- Quels seront les impacts sur la commune à court, moyen et long terme ?

- Quels impacts pour nos enfants, nos petits enfants à l'échelle de la commune, à l'échelle de notre quartier rajeuni et densifié ces dernières années avec la construction de nombreuses nouvelles maisons sur des parcelles divisées ?

- **Choix du site, implantation et alternatives :**

Les riverains de la Crémaillère d'Argent s'interrogent quant au choix du site à moins de 500 mètres de leurs habitations parfois à près de 200 mètres, alors qu'il eut été préférable de l'implanter dans une zone industrielle et non habitée par plus de 150 foyers

N'y aurait-il pas d'autres terrains peu enclins au développement agricole qui pourraient accueillir un tel établissement, s'interrogent-ils ?

<u>L'association des 3C de la Crémaillère propose notamment à l'étude les sites suivants :</u>

- Site de la SAFER à Verrières-en-Anjou :
  En vente actuellement (et depuis plusieurs années). La qualité du terrain très pierreux et pollué par les pesticides liés à son ancienne exploitation d'arbres fruitiers laisse peu de place à une agriculture bio, comme proposé dans le projet Terralab.

- Site en friches (identifié par CEREMA) à Verrières-en -Anjou

L'association conclut, et leur rapport est placé en pièce jointe :

Il convient de trouver <u>un autre site</u> sur le territoire d'ALM, un site :

Sans habitat proche et dense,
Avec moins de contrainte par le PLUi d'ALM,
Sans contraintes géotechniques et hydrologiques.

- **NUISANCES**

Nuisances sonores :

De nombreuses personnes font état de ces nuisances potentielles dans leur fonctionnement quotidien :

- Quels sont les alarmes, sirènes, appels qui interviennent en extérieur et qui seront perceptibles par les riverains, de jour et de nuit ?
- À quelle intensité les alarmes, sirènes, appels sont-ils émis ?
- Y a-t-il un rythme journalier, une fréquence ou pas ? si oui lequel ?

Les cris des détenus seront-ils perceptibles par les riverains ? Comment ces bruits sont-ils gérés au sein d'un établissement pénitentiaire ?

Le soir à partir de 20 heures notre quartier est plongé dans le calme sans bruit résiduel contrairement à ce que l'on peut trouver en Ville. Les études acoustiques sont donc à mener en intégrant bien ce paramètre.

Par ailleurs, compte tenu de l'implantation projetée du Centre Pénitentiaire, l'habitat pavillonnaire de la Crémaillere est situé plein Ouest, et directement exposé aux vents dominants. Les bruits émis par les alarmes, sirènes, appels avec un vent moyen de 20/30km/h seront-ils perçus par l'habitat à 200 / 300 / 400 et 500m ? Il y aura-t-il des corrections complémentaires liées à ce paramètre d'exposition aux vents dominants

Pollution visuelle :

L'éclairage permanent du Centre Pénitentiaire représentera également une pollution visuelle pour les riverains. Il est souhaité une projection représentative des futurs miradors avec différents points de vue. En effet, au cours des différentes présentations et réunions, aucun mirador n'a été présenté bien que l'Apij ait confirmé leur présence.

Nuisances liées au trafic routier :

La construction d'un établissement de 850 détenus va engendrer un nouveau flux routier qui sera loin d'être anecdotique. L'APIJ dispose-t-elle de retours d'expériences sur d'autres sites, d'étude de trafic ?

Quel sera le flux quotidien engendré par cet établissement ? : flux liés aux visites / au fonctionnement interne / au personnel /aux livraisons ?

Comment ce site sera-t-il desservi ? Quelles modifications sur notre quotidien ?

Quelles sont les infrastructures routières envisagées par le Département, ALM et l'APIJ pour tenir compte de ce nouveau trafic ?

Nuisances liées au stationnement des familles des détenus sur des terrains privés

L'association des riverains s'inquiète des risques liés à la présence des familles à l'extérieur et s'interroge comme d'autres aussi :

Comment et avec quels moyens l'APIJ, ALM, Loire Authion et la Gendarmerie appréhendent-ils ce risque ?

Qui sera l'interlocuteur pour gérer ces problèmes

Nuisances liées aux parloirs sauvages

L'APIJ ayant expliqué qu'aujourd'hui la distance entre le mur d'enceinte et la « grille » intérieure des cours (le glacis) est de 32 m augmentant la distance entre le mur extérieur et les détenus, la question est de savoir si cette distance est aussi valable par rapport aux cellules des détenus ?

Comment l'APIJ peut garantir aux riverains l'absence de parloirs sauvages et, s'ils existent, quels recours auront les riverains subissant ces nuisances ?

Qui portera la responsabilité de préserver le cadre de vie et le calme des riverains ?

Autres nuisances « courantes »

Des riverains souhaitent que le ministère de la justice et l'APIJ communiquent également la liste exhaustive des autres nuisances (arrivées / transfert de détenus / rodéos sauvages etc…).

- **L'ACCÈS AU SITE**

Une des interrogations et préoccupations principales des riverains et des habitants de Loire Authion est l'accès au futur site.

Lors de la 1ère réunion d'information en mairie, un accès à proximité du rond-point de la Crémaillère d'Argent sur la voie privative du propriétaire du site a été projeté aux riverains. Ils s'y opposent formellement et l'écrivent.

L'entrée principale, comme elle a pu être présentée, orientée face aux résidences proches à l'Ouest n'est pas envisageable pour les habitants.

- **LA VALEUR PATRIMONIALE**

Concernant l'immobilier et principalement la valeur des logements dans le périmètre proche de la prison, la question d'une décote se pose : la proximité d'une prison a-t-elle un impact sur le prix ?

Si l'on pose des chiffres, cela veut dire qu'une maison traditionnelle d'une valeur actuelle de 300 000 € ne vaudra demain plus que 200 000 €, disent-ils. Sachant que pour beaucoup l'achat d'une maison est l'achat de toute une vie, la question se pose :

Comment compenser cette perte pour les riverains ?? La formule Eviter / Réduire / Compenser s'applique-t-elle ici ?

- **LE TRAITEMENT DES NUISANCES LORS DE LA PHASE CHANTIER**

Une autre nuisance évoquée est la nuisance apportée lors de la phase de chantier.

« Il s'agit d'une construction gigantesque qui doit se réaliser sur un délai d'environ 30 mois.

Il convient, là aussi, d'anticiper les nuisances pour les riverains liées à cette construction en amont de la phase travaux via une charte de chantier à faibles nuisances. Bien que ces chartes existent sur de nombreuses opérations et signées des entrepreneurs, elles ont généralement bien des difficultés à être respectées.

Les riverains souhaitent être associés dans l'élaboration de cette charte sur la partie *« traitement du voisinage* ». »

- **LE TRAITEMENT DES NUISANCES APRÈS LA MISE EN SERVICE**

Aujourd'hui, quel que soit le site retenu, la difficulté est d'appréhender au mieux l'ensemble des nuisances émises par ce futur établissement par rapport aux riverains.

Il a été demandé, qu'une somme soit provisionnée par le constructeur afin de permettre d'apporter des corrections ultérieures à la mise en service de l'établissement.

La somme pourrait correspondre au 1 % du montant des travaux, pensent les riverains.

Cette demande est une attente forte des riverains car elle pourra leur assurer que le ministère de la Justice et ALM feront le nécessaire pour préserver leur quiétude et leur cadre de vie, ajoutent-ils

- **RISQUES DE TROUBLES ET D'INSECURITE**

Les questions et observations liées à l'insécurité engendrée plus sont très prégnantes : Que se passera t'il lors d'éventuelles évasions ? Nos enfants seront-ils en danger ? Les riverains souhaitent être informé des mesures qui seront prises pour assurer leur tranquillité

- **INONDATIONS**

Lors d'épisodes pluvieux, une réelle contrainte d'évacuation des eaux pluviales existe sur l'ensemble de la zone dite des Landes, de la Crémaillère d'Argent et de Calais (**appelé autrefois Basses Landes !**). Il ne faut pas sous-estimer dans votre analyse de risque ce paramètre primordial, écrivent les riverains.

- **CONCERTATION**

De nombreuses personnes estiment que la communication en amont de la concertation a été trop limitée. Certains ajoutent une absence de parution préalable au bulletin municipal**,** mais aussi, des rencontres préalables avec l'APIJ à des horaires qui ne convenaient pas à la plupart des familles :

- Absence de publication préalable dans les revues d'ALM.

- Certains riverains et notamment les plus proches ont seulement été informés à la mi-décembre 2021 par des habitants du quartier dans le cadre de la création de l'association des 3C de la Crémaillère.

- Trois demi-journées d'information en semaine à des horaires difficilement compatibles avec une activité professionnelle… réunissant en conséquence un très faible nombre de participants :

- **MISE EN COMPATIBILITE DES DOCUMENTS D'URBANISME**

Bien que repris dans le titre de la concertation, la mise en compatibilité du PLUi et du SCOT sur le site des Landes à Loire-Authion n'a pas fait l'objet de débats, faute de renseignements remis par l'APIJ et ALM concernant les modifications envisagées, précisent une partie des habitants de Loire Authion.

Les documents n'ont pas été présentés.

Il ne serait pas souhaitable que certains propriétaires terriens profitent de cette occasion et usent de leur influence pour permettre une transformation de leurs terres agricoles en zones constructibles.

La dévalorisation des biens immobiliers liés à la proximité du Centre Pénitentiaire ne doit pas être transformée en contrepartie pour certains propriétaires par une opportunité de vente de terrain devenus constructibles.

- **DIVERSES AUTRES OBSERVATIONS : économiques et autres**

Des interrogations se profilent pour savoir combien d'emplois induits seront créés, combien de familles viendront habiter la commune.

La RD 347 : les observations et les questions furent nombreuses pour évoquer l'engorgement à certaines heures de la journée sur la RD 347. Il est souhaité du Département des réponses s'agissant de son aménagement. Les riverains voudraient aussi connaitre les aménagements urbains liés à cet axe comme les pistes douces et cyclables, les arrêts de transports en commun.

Une question met en lumière, la possibilité d'installer des panneaux solaires pour l'éclairage et les besoins énergétiques du centre pénitentiaire.

Synthèse des propositions ayant émergé pendant la concertation

Des propositions en plus des observations ont été émises et nous les reprenons :

Pour minimiser l'impact et les nuisances sonores pour les riverains, l'accès serait à effectuer **à l'opposé de l'habitat**.

Par ailleurs, dans le cadre des études de trafic à mener, il convient aussi de faire prendre en compte par l'APIJ, le Département et ALM, l'ensemble des aménagements **en cours et à venir** sur le territoire de Brain sur l'Authion mais aussi à l'est du territoire de Brain-sur-l'Authion (Corné, Mazé, Beaufort…).

En ce qui concerne le trafic sur la Route de la Chesnaie, route directement liée aux riverains de la Crémaillère, il convient d'intégrer dans les études, les nouveaux paramètres qui vont déjà impacter fortement cette voie :

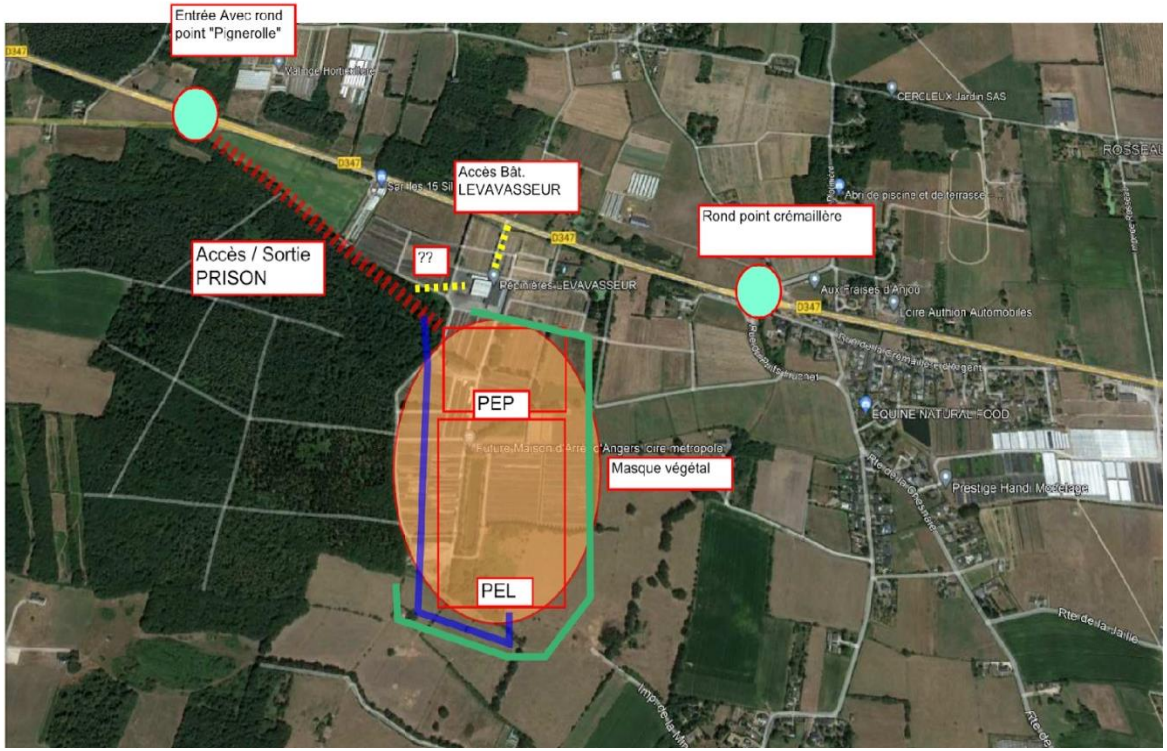
- La création d'un nouveau lotissement à Brain sur l'Authion de 310 pavillons soit près de 1000 habitants (à l'ouest de Brain-sur-l'Authion) : les futurs habitants emprunteront la route de la Chesnaie pour se diriger sur Angers, principal bassin d'emploi.

- L'extension en cours de travaux et engagée depuis plusieurs années du Lycée professionnel de Narcé à 1100 élèves, avec le passage des élèves conducteurs sur la route de la Chesnaie à des vitesses déjà peu règlementaires et dangereuses…

- Le développement engagé et à venir des Maraîchers Nantais et l'arrivée d'un nouvel établissement Graines Voltz sur cette voie, ce qui laisse envisager une recrudescence du passage d'engins agricoles et de véhicules poids lourds. A noter par ailleurs la présence sur cet axe d'entreprises horticoles de longue date.

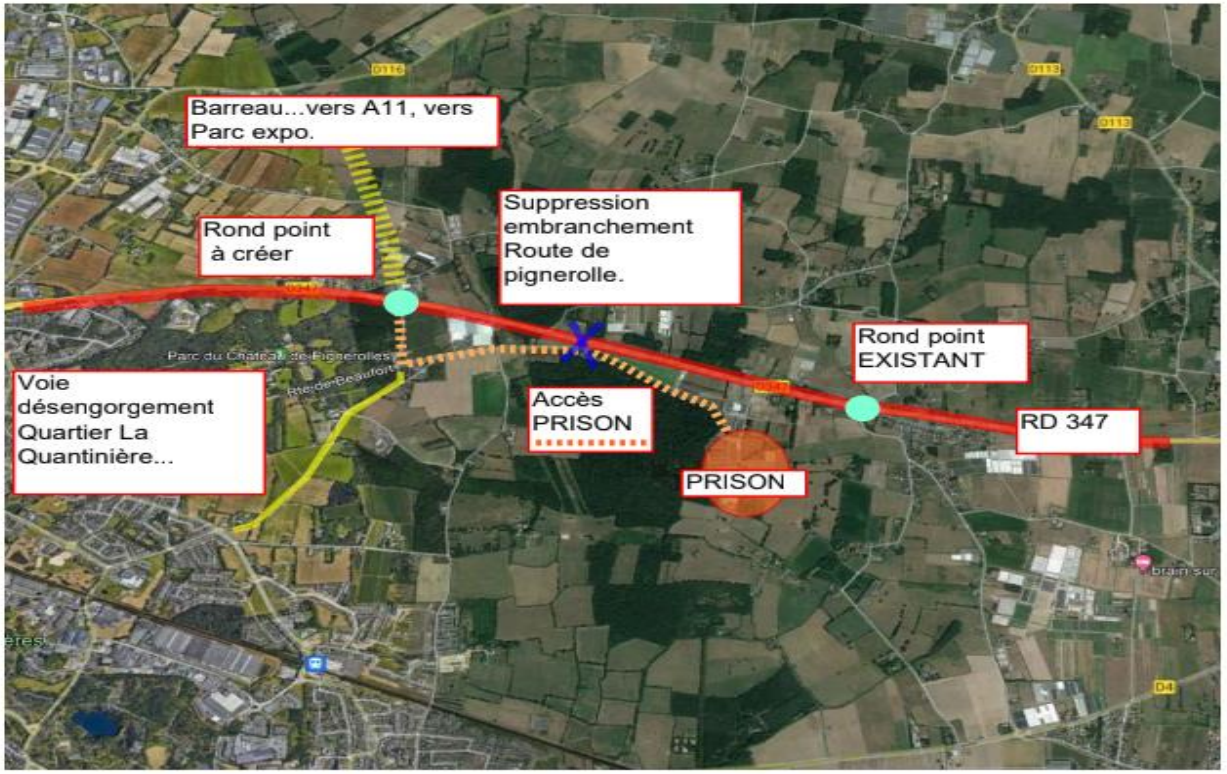
- Des propositions d'entrée au futur site et de traitement des déplacements :

Proposition 1 : entrée au site à l'embranchement de la Route de Pignerolles sur la RD 347 avec deux possibilités de barreaux, un premier vers la Zone Industrielle de St Barthélémy d'Anjou, un second vers l'embranchement de l'A11 au Plessis-Grammoire.



Concernant la desserte du futur centre, la voie dite « logistique – PEL » doit être implantée côté opposé aux habitations, du côté Bois classé de façon à limiter les nuisances sonores pour les riverains, comme stipulé sur le schéma ci-dessus.

Proposition 2 : une entrée depuis un rond-point à créer au niveau du centre d'essai des Mines (croisement route des Ambillons et RD 347) avec une voie à aménager, recalibrer vers le futur Centre et un barreau vers la Zone Industrielle de St Barthélémy, Parc des Expositions d'Angers…



Proposition 3 : entrée à l'est du Bois de Verrières, avec aménagement d'une nouvelle desserte entre la RD4 et la RD 347 permettant de délester la Route de la Chesnaie non calibrée pour recevoir le trafic à venir et avec un barreau reprenant celui de la proposition 1 ou 2. Cette proposition est celle déposée sur le site de la CNDP question n° 53.


Connexion
Liaison D 347 / D 116
(vers D 323 et A11)
Prolongement de
l'aménagement à
3 voies de la D 347
Centre
pénitentiaire
Aménagement VC
Rue des Hauts Bois
Liaison D 4 / D 347
Et desserte du centre
Parc de
Pignerole
Parc des
Ardoisières
Izeaux
Brain-sur-l'Authion
3D

L'INSERTION DANS LE SITE POUR TRAITER LES NUISANCES VISUELLES

L'insertion d'un tel établissement dans un site à proximité immédiate des riverains doit être traitée et appréhendée de la même façon que celui du bâtiment classé ABF, situé dans le périmètre des 500m.

Un écran végétal adapté

Pour protéger la vue des riverains sur le mur d'enceinte et sur ce bâtiment de plus de 15 m de hauteur (une construction en R+3 + combles), il conviendra de prévoir un écran végétal comme évoqué lors de la réunion participative et des réunions en mairies déléguées.

Les riverains de la Crémaillère demandent que cet écran végétal soit efficace dès la mise en service du bâtiment.

Pour cela, ils demandent que soit prévu :

- La réalisation d'un merlon de l'ordre de 2 à 3 m associés à des arbres à hautes tiges implantés au pied du merlon côté mur d'enceinte.
- Cet écran végétal sera à prévoir dès l'acquisition du terrain via un appel d'offres. Il s'agira d'anticiper sa réalisation indépendamment du reste de la construction.
- Le traitement du merlon doit aussi être pensé côté riverains. Il faut également le végétaliser avec des plantes grasses ou autres de type couvre sol pour ne pas avoir un visuel de bâches, bâches déjà fortement présentes dans notre environnement avec les maraîchers nantais !
- Un écran en sapins de type **Cyprès de Leyland (**Cupressocyparis leylandii) reste une solution à privilégier puisque c'est une plante de haie à croissance rapide qui peut **pousser** 70/80 cm par an.

Le Leylandii est un conifère très approprié pour former une haie haute et dense et sa taille adulte est d'environ 15 mètres. Ce conifère s'épanouit aussi bien à mi-ombre qu'au soleil et il résiste bien à la pluie et au vent. Pour le sol, le **cyprès de Leyland** n'est pas difficile. De plus, pour cet arbre à croissance rapide, la **terre** doit être riche en nutriments, fraîche et humide. Lorsqu'on le laisse pousser librement, le **cyprès de Leyland** s'étire tout le long d'un tronc dont la cime peut atteindre 20 à 30 mètres de haut, ses nombreux rameaux plats et souples sur 6 à 10 mètres de large. Nous retrouvons d'ailleurs ce type d'arbres sur des voies proches, par exemple le long de la RD 347 et de la Route de Chesnaie, et pensons également qu'ils pourraient mieux contribuer aux traitements des nuisances sonores en provenance de l'établissement.

Les plantations devront avoir un âge suffisant pour que l'écran végétal puisse être efficace dès la mise en service de l'établissement.

L'APIJ se doit d'assurer d'un suivi très strict des végétaux du site par un BET écologue avec un passage noté comme suit à partir de la première année de plantation : N+1, N+2, N+4 puis tous les 5 ans sur une période totale de 30 ans : nous en prenons bonne note.

- **Un mur d'enceinte architectonique**

L'aspect visuel du mur d'enceinte côté riverains doit aussi être appréhendé dans son aspect. Sans doute préfabriqué, ce type d'ouvrage peut très facilement être matricé en usine sans surcoût important, la matrice étant répétitive sans ouverture dans la paroi.

Un aspect végétal de la matrice (bambou) permettrait une meilleure intégration dans le site.

- **Les miradors**

Le traitement visuel des miradors fortement impactant dans l'insertion paysagère du site reste une grande inconnue pour les 3C de la Crémaillère n'ayant eu aucune donnée sur ces ouvrages. Leur insertion doit être pensée et appréhendée au mieux.

- Quels sont les aménagements possibles ?
- Comment ces miradors vont-ils s'intégrer dans le paysage ?

LE TRAITEMENT DES NUISANCES SONORES

Autre point très sensible lié à la création de ce type d'établissement : la gestion des nuisances sonores émises par le centre pénitentiaire. Elles doivent être prises en compte dès la conception du site pour limiter les impacts directs auprès des riverains.

Les riverains rappellent que le site dit des Landes à l'étude est implanté à l'ouest de l'habitat et les **expose pleinement** aux vents dominants suivant la rose des vents d'Angers.

La morphologie des bâtiments doit être pensée en fonction des émissions sonores émises par l'établissement. Des simulations acoustiques devront permettre de déterminer les moyens à mettre en œuvre par le maître d'ouvrage pour permettre d'atténuer fortement, voire de supprimer les émissions sonores perçues par les riverains et ce en respectant la réglementation.

De même, l'orientation des cellules des détenus ne devra pas avoir d'ouverture vers les riverains de façon à limiter les éventuels bruits émis en provenance des cellules (cris, radio etc…).

Le positionnement de l'accès logistique doit lui aussi faire l'objet d'attention afin de limiter son impact sonore sur le voisinage. Dans nos scénarios d'implantation de la voie principale d'accès au Centre, nous imaginons cette voie côté opposé des riverains, côté Bois (cf plan ci-avant).

LE 1% ARTISTIQUE

Comme toute construction publique, il est possible de recourir au 1% artistique, représentant 1% de la somme des travaux. L'association des 3C souhaite être partie prenante de la thématique et du lieu de l'œuvre à retenir.

PARTICIPATION DE L'ASSOCIATION DANS LA SUITE DE L'OPÉRATION

- Comment l'association des 3C de la Crémaillère sera-t-elle tenue informée ?

- L'association souhaite participer aux différents débats liés à la création de ce projet si celui-ci devait se réaliser sur le site des Landes à Brain-sur-l'Authion bien que nous soyons opposés au site proposé à l'étude.

- L'association souhaite être concertée durant la phase programmation avant la finalisation du programme sur les aménagements extérieurs situés à l'extérieur du mur d'enceinte. Dans quelle mesure l'association pourra participer au programme ?

REPONSES DU MAITRE D'OUVRAGE AUX OBSERVATIONS ET PROPOSITIONS

L'APIJ a répondu aux 203 observations dans des délais tout à fait raisonnables. Elles demeurent à la lecture sur le site de l'APIJ. Si des réponses renvoient à des documents ou à d'autres réponses, il est acceptable que les réponses ne soient pas redondantes.

Il convient de souligner que l'APIJ ne peut répondre aux questions qui ne sont pas de son ressort. Nonobstant, s'agissant notamment des voies d'accès et de la RD 347, un rapprochement avec le département et Angers Loire métropole sera absolument nécessaire. Les réponses devront être livrées au public.

S'agissant des questions qui n'auraient pas pu obtenir une réponse satisfaisante ou imprécise, le garant les reprendra dans le paragraphe des demandes de précisions.

Évolution du projet résultant de la concertation

Lorsqu'il fut saisi par la CNDP pour conduire la garantie de ce projet, le garant n'avait à connaitre que le site de la Bodinière à TRELAZE.

C'était en date du 1er septembre 2021. Le 7 septembre suivant, monsieur le garde des sceaux en visite à Angers annonce aux élus et à la presse l'intention du gouvernement que le nouveau centre pénitentiaire d'Angers serait d'une capacité de 850 places.

Le site de la Bodinière eût pu selon l'APIJ continué d'être étudié en tant que tel, mais au prix de contraintes environnementales nombreuses et de nécessités d'expropriations difficiles. L'APIJ s'est ainsi enquise avec Angers Loire Métropole de chercher une alternative à la Bodinière. L'APIJ s'est orienté vers un terrain privé au lieu-dit les Landes, commune de Loire Authion. C'est ce site qui a été porté à la concertation sans omettre de stipuler la Bodinière, en qualité de site préalablement retenu, afin de souligner les contraintes telles qu'il devenait difficile de le retenir.

La concertation préalable s'est achevée le 14 mars. Pendant la réunion publique du 3 Février, il fut proposé parmi les membres du public, d'étudier d'autres alternatives, à savoir :

-Le terrain militaire de Saint Jean de Linières,

-L'aéroport de Marcé,

-L'ancienne usine Thomson.

L'étude rapide de ces terrains a montré ses limites en matière de capacité et aucun n'a été retenu pour l'heure.

Nonobstant, un terrain a retenu l'attention de l'APIJ en fin de concertation. Le lieudit Gué – Moret, commune de Verrières en Anjou au Nord d'Angers.

Avant de clore son bilan, le garant a expressément demandé au directeur de projet de lui répondre sur ses intentions quant à cette alternative, et s'il entendait poursuivre vers une concertation nouvelle.

Le directeur a répondu que l'APIJ était mandatée par le Ministre de la Justice uniquement pour la concertation sur le site des Landes et que si des éléments nouveaux, notamment au terme du bilan du garant, des suites devaient être conduites, elles les entreprendraient mais eu égard au calendrier électoral, cette situation nouvelle ne pourrait pas intervenir avant les nouvelles nominations gouvernementales.

Le garant, d'ores et déjà et sans attendre le paragraphe des recommandations, estime que si l'APIJ étudie en alternative le site de Gué-Moret, commune de Verrières en Anjou, elle doit le faire dans le cadre d'une concertation nouvelle, le contraire ne serait pas admis par le public qui dans la presse se manifeste déjà.

Demande de précisions et recommandations au responsable du projet

Précisions à apporter de la part du responsable du projet, des pouvoirs publics et des autorités concernées

- S'il est une demande qui retient l'attention en général et si le projet devait se réaliser aux Landes, c'est l'implantation et l'orientation précises au sein de la zone impactée, du centre de détention. L'APIJ doit en concertation avec les riverains travailler cette thématique de façon à éteindre les scories qui sont nées pendant la concertation et qui en diminuent l'acceptabilité.

- Le second point qui doit être précisé, c'est l'accès au centre de détention. Initialement présenté au rondpoint de la Crémaillère, il aurait eu tendance à se déplacer vers la roue de Pignerolles, mais les choses n'ont pas encore été réellement précisées.

- Le traitement des nuisances sonores doit être concerté avec les riverains, ainsi que les nuisances visuelles.

- Les études environnementales, naturalistes et de biodiversité, seront communiquées dès que réalisées sur le site qui devra demeurer ouvert jusqu'à l'enquête publique.

- Lors de la concertation, l'aspect architectural du centre de détention ne présentait pas de mirador. Il s'avère que d'après les réponses de l'APIJ en réunion publique, il y en aurait effectivement. Les riverains souhaitent obtenir des précisions quant à leur nombre, leur taille et leur insertion dans le paysage.

- Les riverains ont souhaité avoir une réponse au risque de dévalorisation de leur patrimoine immobilier suite à la présence du centre. Aucune étude jusqu'alors ne leur a été présentée, il conviendra d'y remédier.

- Les riverains ont aussi souhaité que pendant la phase chantier, ils bénéficient d'un interlocuteur et d'une chartre chantier. L'APIJ devra pouvoir se rapprocher d'eux pour mettre en place ces services. C'est aussi dans le sens de « l'après » que les riverains ont émis l'idée du 1% du montant des travaux à provisionner pour les corrections ultérieures des nuisances.

- S'agissant du raccordement au réseau d'assainissement, il reviendra à Angers Loire Métropole de répondre aux riverains, mais ces précisions sont néanmoins liées au projet.

- S'agissant du 1% artistique, les riverains de la Crémaillère souhaitent faire partie prenante de la thématique et attendent en ce sens des précisions et des réponses précises et engageantes du maitre d'ouvrage.

- L'APIJ n'a pas encore répondu sur la qualité des futurs détenus, s'ils seront à haut risque ou provenant de d'autres centrales par exemple.

- L'incertitude demeure notamment quant au fonctionnement des parloirs, nombre par semaine, horaires, en week-end.

- L'APIJ s'assurera de mettre à disposition du public, des informations claires et précises avec plans et cartes, pour une lecture clarifiée de la mise en compatibilité des PUI et Scot d'Angers Loire Métropole.

Recommandations du garant pour garantir le droit à l'information et à la participation du public suite à cette concertation, et notamment jusqu'à l'ouverture de l'enquête publique

En premier lieu il conviendra pour l'APIJ de diffuser largement sa réponse au présent bilan en l'adressant à tous les participants du Comité de pilotage mis en place par la Préfecture de Maine et Loire, ainsi qu'à tous ceux qui ont participé et laissé leurs coordonnées sur la plateforme dédiée, en l'insérant et en le faisant savoir.

Ce document en réponse devra répondre point par point aux demandes de précisions et aux recommandations formulées par cette partie du présent bilan.

Il convient donc si le site des Landes est seul retenu :

- D'organiser un atelier avec les associations, les élus locaux, Angers Loire Métropole, le Département, en vue de travailler les différents éléments émis au sein du paragraphe précédents : « des précisions à apporter »
- Mettre en place un comité de liaison entre l'APIJ et les riverains de la Crémaillère d'Argent.
- Inclure dans le document en réponse les éléments résumés des entretiens conduits en amont de la concertation.
- Conserver le site internet jusqu'à l'enquête publique afin d'y insérer les études, les comptes rendus des réunions et les actualités du projet
- Adresser aux élus, aux associations des informations par le biais d'une newsletter sur l'avancement du projet.
- Prévoir avec les mêmes personnes des réunions périodiques sur le site pendant la durée de la phase chantier afin de rester à l'écoute des riverains et en mesure de limiter les nuisances.

Le garant informe aussi l'APIJ dans le cadre de l'article L 121-16-2 du code de l'environnement, il lui est possible de faire appel à la CNDP pour garantir une participation continue du public entre sa réponse à ce bilan et l'ouverture de l'enquête publique.

2- Si le site des Landes n'est pas le seul retenu et si le site du Gué Moret ou un autre, devait retenir l'attention du maitre d'ouvrage pour une étude, le garant recommande au maitre d'ouvrage :

- **De saisir la CNDP pour demander une nouvelle concertation. En effet, il ne s'agirait plus des mêmes publics, des mêmes préoccupations, et il serait inconcevable que les riverains d'un tel lieu ne puissent bénéficier des mêmes conditions de participation qu'à Loire Authion.**
- **A ce titre le garant enjoint expressément le maitre d'ouvrage à prendre toutes les mesures qu'il a sollicitées et mises en place pour le site des Landes à Loire Authion, au vu de l'alternative qu'il aura choisie d'étudier.**

Liste des annexes

ANNEXE : TABLEAU DES DEMANDES DE PRECISIONS ET DE RECOMMANDANTIONS

Les pièces jointes

Au nombre de 13, elles sont insérées à la suite du tableau des précisions et téléchargeables

Annexe 1 Tableau des demandes de précisions et recommandations des garant.e.s

Réponses à apporter par le responsable du projetet les acteurs décisionnaires à la concertation préalable			
Demande de précisions et/ ou recommandations 30/03/2022	**Réponse du/ des maître(s) d'ouvrage ou de l'entité responsable désignée**	**Délais dans lesquels les engagements pris seront tenus**	**Moyens mis en place pour tenir les engagements pris**
Suites à donner à des interrogations ayant émergé mais n'ayant pas trouvé de réponse			
1. S'il est une demande qui retient l'attention en général et si le projet devait se réaliser aux Landes, c'est l'implantation et l'orientation précises au sein de la zone impactée, du centre de détention. L'APIJ doit en concertation avec les riverains travailler cette thématique de façon à éteindre les scories qui sont nées pendant la concertation et qui diminuent l'acceptabilité du projet.			
Le second point qui doit être précisé, c'est l'accès au centre de détention. Initialement présenté au rondpoint de la Crémaillère, il aurait eu tendance à se déplacer vers la roue de Pignerolles, mais les choses n'ont pas encore été réellement précisées. Le traitement des nuisances sonores doit être concerté avec les riverains, ainsi que les nuisances visuelles.			

_____ Les études environnementales, naturalistes et de biodiversité, seront communiquées dès que réalisées sur le site qui devra demeurer ouvert jusqu'à l'enquête publique. _____ Lors de la concertation, l'aspect architectural du centre de détention ne présentait pas de mirador. Il s'avère que d'après les réponses de l'APIJ en réunion publique, il y en aurait effectivement. Les riverains souhaitent obtenir des précisions quant à leur nombre, leur taille et leur insertion dans le paysage. _____ Les riverains ont souhaité avoir une réponse au risque de dévalorisation de leur patrimoine immobilier suite à la présence du centre. Aucune étude jusqu'alors ne leur a été présentée, il conviendra d'y remédier. _____ Les riverains ont aussi souhaité que pendant la phase chantier, ils bénéficient d'un interlocuteur et d'une chartre chantier. L'APIJ devra pouvoir se rapprocher d'eux pour mettre en place ces services. C'est aussi dans le sens de « l'après » que les riverains ont émis l'idée du 1% du montant des travaux à provisionner pour les corrections ultérieures des nuisances. S'agissant du raccordement au réseau d'assainissement, il reviendra à Angers Loire Métropole de répondre aux riverains, mais ces précisions sont néanmoins liées au projet. _____			

S'agissant du 1% artistique, les riverains de la Crémaillère souhaitent faire partie prenante de la thématique et attendent en ce sens des précisions et des réponses précises et engageantes du maitre d'ouvrage. _____ L'APIJ n'a pas encore répondu sur la qualité des futurs détenus, s'ils seront à haut risque ou provenant de d'autres centrales par exemple. _____ L'incertitude demeure notamment quant au fonctionnement des parloirs, nombre par semaine, horaires, en week-end. _____ L'APIJ s'assurera de mettre à disposition du public, des informations claires et précises avec plans et cartes, pour une lecture clarifiée de la mise en compatibilité des PUI et Scot d'Angers Loire Métropole.			
Recommandations portant sur les modalités d'association du public, sur la gouvernance du projet, sur la prise en compte des avis des participant.e.s			
1. En premier lieu il conviendra pour l'APIJ de diffuser largement sa réponse au présent bilan en l'adressant à tous les participants du Comité de pilotage mis en place par la Préfecture de Maine et Loire, ainsi qu'à tous ceux qui ont participé et laissé leurs coordonnées sur la plateforme dédiée, en l'insérant et en le faisant savoir. Ce document en réponse devra répondre point par point aux demandes de			

précisions et aux recommandations formulées par cette partie du présent bilan 1 – Il convient donc si le site des landes est seul retenu : D'organiser un atelier avec les associations, les élus locaux, Angers Loire Métropole, le Département, en vue de travailler les différents éléments émis au sein du paragraphe précédents : « des précisions à apporter » Mettre en place un comité de liaison entre l'APIJ et les riverains de la Crémaillère d'Argent. Inclure dans le document en réponse les éléments résumés des entretiens conduits en amont de la concertation. Conserver le site internet jusqu'à l'enquête publique afin d'y insérer les études, les comptes rendus des réunions et les actualités du projet Adresser aux élus, aux associations des informations par le biais d'une newsletter sur l'avancement du projet. Prévoir avec les mêmes personnes des réunions périodiques sur le site pendant la durée de la phase chantier afin de rester à l'écoute des riverains et en mesure de limiter les nuisances. Le garant informe aussi l'APIJ dans dans le cadre de l'article L 121-16-2 du code de l'environnement, il lui est possible de faire appel à la CNDP pour garantir une participation continue du public entre sa réponse à ce bilan et l'ouverture de l'enquête publique. 2- Si le site des Landes n'est pas le seul retenu et si le site du Gué Moret ou un autre, devait retenir l'attention du maitre d'ouvrage pour une étude, le garant recommande au maitre d'ouvrage : **De saisir la CNDP pour demander une nouvelle concertation. En effet, il ne s'agirait plus des mêmes publics, des mêmes préoccupations, et il serait inconcevable que les riverains d'un tel lieu ne puisse**			

bénéficier des mêmes conditions de participation qu'à Loire Authion. **A ce titre le garant enjoint expressément le maitre d'ouvrage à prendre toutes les mesures qu'il a sollicitées et mises en place pour les landes à Loire Authion, au vu de l'alternative qu'il aura choisie d'étudier.**			

Liste des pièces jointes

Pièce jointe n° 1 : ***« Cf pièce jointe 1 : LETTRE DE SAISINE DE L APIJ.pdf »***

Pièce jointe n° 2 ***: « Cf pièce jointe 2 : NOTE DE PRESENTATION.pdf »***

Pièce jointe n° 3 : ***« Cf pièce jointe 3 :Decision_2021_117_Centre_penitentiaire_Trelaze_1.pdf »***

Pièce jointe n° 4 : ***« Cf pièce jointe 4 :Courrier de saisine_MECDU PREFET 49.pdf »***

Pièce jointe n° 5 : « Cf pièce jointe 5 :decision mcdu.pdf »

Pièce jointe n° 6 : « Cf pièce jointe 6 :LETTRE DE MISSION.pdf »

Pièce jointe n° 7 : « Cf pièce jointe 7 :LETTRE DU MINISTRE.pdf »

Pièce jointe n° 8 : « Cf pièce jointe 8 :contribution loire authion.pdf »

Pièce jointe n° 9 : « Cf pièce jointe 9 :contribution_CEVA49.pdf »

Pièce jointe n° 10 : « Cf pièce jointe 10 :CONTRIBUTION 3 C LA CREMAILLERE.pdf »

Pièce jointe n°11 : « Cf pièce jointe 11 : Avis de la concertation 1.pdf »

Pièce jointe n°12 : « Cf pièce jointe 12 :Avis de la concertation 2.pdf »

Pièce jointe n°13 : « Cf pièce jointe 13 :Avis de la concertation prolongation.pdf »

@debatpublic.fr @CNDPDebatPublic lorem ipsum

244 boulevard Saint-Germain - 75007 Paris - France

T. +33 1 40 81 12 63 - contact@debatpublic.frdebatpublic.fr

PROJET DE construction

D'UN ÉTABLISSEMENT PÉNITENTIAIRE SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE TRÉLAZÉ ET DE LOIRE-AUTHION

Mise en compatibilité
des documents d'urbanisme
(PLUi et SCoT)

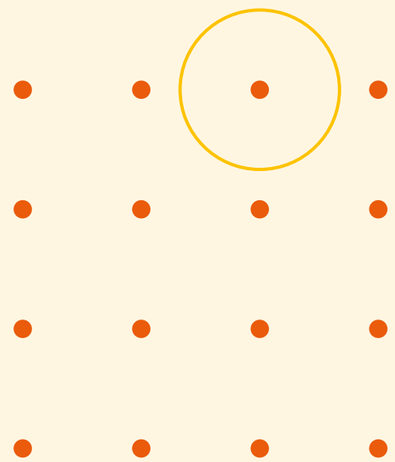
CONCERTATION PRÉALABLE DU MARDI 18 JANVIER AU LUNDI 28 FÉVRIER 2022

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
Liberté
Égalité
Fraternité

APIJ
AGENCE PUBLIQUE POUR L'IMMOBILIER DE LA JUSTICE

INFORMEZ-VOUS ET DONNEZ VOTRE AVIS

www.concertation-justice-angers.fr



sommaire

GLOSSAIRE 7

PRÉAMBULE 8

LE MOT DU GARANT 9

LE PROJET EN BREF 10
Un nouvel établissement pénitentiaire sur l'agglomération d'Angers 10
Le site d'Angers Les Landes 10
Le site d'étude pour l'établissement pénitentiaire d'Angers les Landes 11
Le coût du projet 11
Le calendrier du projet 11

LES ACTEURS DU PROJET 12
L'utilisateur : le ministère de la Justice 12
Le maître d'ouvrage : l'Agence publique pour l'immobilier de la Justice (APIJ) 13

1 LA CONCERTATION PUBLIQUE PRÉALABLE 15

LA CONCERTATION PRÉALABLE QU'EST-CE QUE C'EST ? 16
Une phase de dialogue avec le public 16
Pour informer et recueillir les avis et contributions du public 16
Une concertation préalable à quoi ? 16

LE GARANT DE LA CONCERTATION 17
Acteur indépendant qui garantit le processus de concertation 17
Nommé par la Commission Nationale du Débat Public 17

UNE CONCERTATION PRÉPARÉE AVEC LE TERRITOIRE 18
Des réunions préparatoires 18
L'appui des services locaux de l'État 18

COMMENT S'INFORMER, ÉCHANGER ET CONTRIBUER ? 19
Pour vous informer 19
Pour échanger 19
Pour contribuer 19

QUE SE PASSE-T-IL APRÈS LA CONCERTATION ? 20
Le bilan du garant 20
Un bilan au titre de la mise en compatibilité 20
Le rapport de la concertation réalisé par l'APIJ 20
L'enquête publique à venir 20
Schéma du déroulé de la concertation préalable 21

2 LE PROJET DE NOUVEL ÉTABLISSEMENT PÉNITENTIAIRE D'ANGERS LES LANDES 23

UN PROJET QUI S'INSCRIT DANS LE PROGRAMME IMMOBILIER PÉNITENTIAIRE NATIONAL 24
Développer la capacité et la qualité de l'accueil pénitentiaire en France 24
Les objectifs du programme immobilier pénitentiaire 24
Des capacités d'accueil multipliées par quatre sur le secteur d'Angers pour résorber la surpopulation 25
Un établissement pénitentiaire, qu'est-ce que c'est ? 25

L'ORGANISATION D'UN ÉTABLISSEMENT PÉNITENTIAIRE 26
La zone hors enceinte 26
L'enceinte extérieure 26
Les points d'accès 26
La zone en enceinte 27
Le schéma d'organisation type d'un établissement pénitentiaire 27

POURQUOI AVOIR CHOISI LE SITE D'ÉTUDE D'ANGERS LES LANDES 28
Comment est choisi l'emplacement d'un établissement pénitentiaire ? 28
Le projet d'implantation 29
Les deux sites qui ont fait l'objet d'une analyse préalable 29
Les caractéristiques du site à l'étude 31

LES IMPACTS SUR L'ENVIRONNEMENT 32
Le principe de prise en compte de l'environnement dans le projet 32
L'enquête publique 32
Synthèse des éléments présents sur le site, à prendre en compte pour limiter les impacts 33
- Activités agricoles
- Patrimoine
- Enjeux de préservation faune et flore
- Risques naturels
- Risques entropiques
- Infrastructures de transport
- Infrastructures de transport d'énergie
- Réseaux
- Voisinage et cohabitation des activités
- Insertion paysagère du projet

La zone d'implantation privilégiée pour l'établissement 35

LES BÉNÉFICES POUR LE TERRITOIRE 36
La création d'emplois 36
Le développement des infrastructures et des services publics 36
Les retombées économiques 37

COMMENT VA SE DÉROULER LE CHANTIER ? 38
La charte chantier « faibles nuisances », l'information des riverains 38
Les mesures pour « Eviter - Réduire - Compenser » les impacts sur l'environnement 38

COMMENT VA FONCTIONNER L'ÉTABLISSEMENT UNE FOIS OUVERT ? 39
La sûreté 39
Le traitement des émissions 39

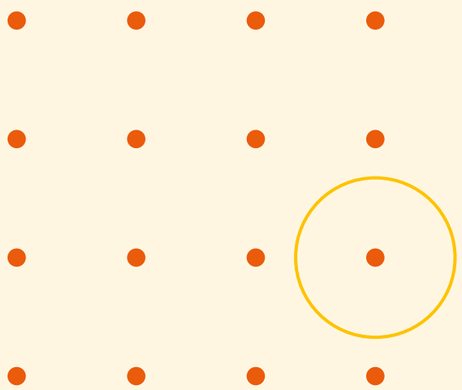
3 LA COMPATIBILITÉ DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS RÉGLEMENTAIRES 41

LE PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL D'ANGERS LOIRE MÉTROPOLE ET LE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE LOIRE ANGERS **42**

Qu'est-ce qu'un PLUi ? 42
Les éléments constitutifs du PLUi 42
Qu'est-ce qu'un SCoT ? 43
Les éléments constitutifs du SCoT 43

UNE NÉCESSAIRE MISE EN COMPATIBILITE **44**

Les étapes de la mise en compatibilité 44



Glossaire

AE	Autorité Environnementale
APIJ	Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice
CNDP	Commission Nationale du débat Public
CDPENAF	Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers
CNPN	Conseil National de la Protection de la Nature
DAP	Direction de l'Administration Pénitentiaire
DRAC	Direction régionale des Affaires Culturelles
DOO	Document d'Orientation et d'Objectifs
DUP	Déclaration d'Utilité Publique
ERC	Eviter – Réduire – Compenser
MRAE	Mission Régionale d'Autorité Environnementale
MEC	Mise en Compatibilité
OA	Orientations d'Aménagement
OAP	Orientations d'Aménagement et de Programmation
PADD	Plan d'Aménagement et de Développement Durable
PEL	Porte d'Entrée Logistique
PEP	Porte d'Entrée Principale
PLUi	Plan Local d'Urbanisme Intercommunal
PPRI	Plan de Prévention des Risques d'Inondation
PREJ	Plateforme régionale d'Extractions Judiciaires
SCoT	Schéma de Cohérence Territoriale
SPIP	Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation

Préambule

A l'horizon 2027, 15 000 places supplémentaires en détention seront créées en France. Cet objectif s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la surpopulation carcérale et le programme immobilier pénitentiaire, initié par le Président de la République en octobre 2018.

Plusieurs établissements seront construits ou agrandis sur le territoire national. L'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice (APIJ), établissement public agissant au nom et pour le compte de l'État - Ministère de la Justice, est notamment mandatée pour construire un établissement pénitentiaire sur le territoire de la métropole d'Angers, à la limite des communes de Loire-Authion et de Trélazé, à proximité de Saint Barthélemy d'Anjou, dans le département du Maine-et-Loire, en région Pays de la Loire.

Cet établissement fait l'objet d'une concertation préalable. Cette phase de dialogue, régie par les articles L.121-15-1 et suivants du Code de l'environnement et par les articles L.103-2 et suivants du Code de l'urbanisme, permet de présenter le projet d'établissement pénitentiaire et les contours de la mise en compatibilité des documents d'urbanisme aux habitants et aux acteurs locaux et de recueillir leurs avis et contributions. Un garant, désigné par la Commission Nationale du Débat Public (CNDP), supervise l'ensemble du dispositif et tirera le bilan du déroulement des échanges.

La concertation se déroule du mardi 18 janvier au lundi 28 février 2022. Ce dossier présente le projet soumis à concertation, la mise en compatibilité des documents d'urbanisme, et les modalités d'information et de participation pour le public.

Le mot du garant

Vous pouvez me contacter :

Par mail :
serge.quentin@garant-cndp.fr

Par courrier :
M. Serge QUENTIN - CNDP
244, boulevard Saint-Germain
75007 Paris

Nommé par décision de la CNDP du 1er Septembre 2021, garant de la concertation préalable du centre pénitentiaire d'Angers, ma mission tout au long de la concertation sera de veiller :

- Au respect de la participation du public au processus d'élaboration du projet.
- À la qualité, la sincérité et l'intelligibilité des informations diffusées au public.
- À la possibilité pour le public de formuler des questions et de donner son avis.
- À l'obligation du maître d'ouvrage d'apporter des réponses aux questions posées.

À ce titre mes missions sont les suivantes :

- OBSERVER les conditions de déroulement de cette concertation,
- RAPPELER le cadre de la concertation et intervenir à tout moment pour rappeler les règles de la concertation aux participants et au maître d'ouvrage notamment pendant les réunions,
- SE METTRE À DISPOSITION DES PARTICIPANTS : le garant constituant un recours possible en cas de désaccord sur le déroulement du processus de la participation,
- APPORTER DES CONSEILS MÉTHODOLOGIQUES AU MAÎTRE D'OUVRAGE tout au long du processus sur les mesures à prendre pour assurer un dialogue de qualité,
- RENDRE COMPTE : le garant rédige un bilan de la concertation préalable et un rapport final de la phase de participation qui suit la concertation. Le garant se doit d'une parfaite neutralité et d'une égalité de traitement.

Durant tout le processus de concertation, chacun pourra s'adresser au garant pour aborder des questions relatives au déroulement et au contenu de la concertation sur le projet.

Serge QUENTIN
Garant de la concertation préalable

Le projet en bref

Un nouvel établissement pénitentiaire sur l'agglomération d'Angers

Le projet de construction de l'établissement pénitentiaire d'Angers les Landes est porté par l'APIJ, mandatée par le ministère de la Justice. Le projet consiste à concevoir et à construire un établissement de 850 places à la limite des communes de Loire-Authion et de Trélazé, à proximité de Saint-Barthélemy d'Anjou.

Plusieurs types d'établissements pénitentiaires existent, en fonction du régime de détention et des catégories de condamnation.

En France, on distingue deux grandes catégories : les maisons d'arrêt et les établissements pour peine.

Les maisons d'arrêt :
Elles reçoivent les personnes prévenues en détention provisoire (en attente de jugement ou dont la condamnation n'est pas définitive), ainsi que les personnes condamnées dont la peine ou le reliquat de peine n'excède pas deux ans.
Ce sont les établissements pénitentiaires présentant le plus de cas de surpopulation carcérale.

Les établissements pour peine regroupent :

- **les maisons centrales,** qui accueillent les personnes détenues condamnées à une longue période et/ou présentant le plus de risques ;
- **les centres de détention,** qui accueillent des personnes détenues condamnées à une peine supérieure à deux ans et qui présentent les meilleures perspectives de réinsertion sociale ;
- **les centres de semi-liberté,** qui reçoivent des personnes condamnées admises au régime du placement extérieur ou de la semi-liberté. Le détenu peut s'absenter de l'établissement durant la journée pour exercer une activité professionnelle, suivre un enseignement ou s'investir dans un projet d'insertion ;
- **les quartiers centres pour peines aménagées,** qui peuvent recevoir les personnes condamnées bénéficiant d'une mesure de semi-liberté ou d'un placement à l'extérieur ainsi que les personnes condamnées dont le reliquat de peine est inférieur à un an, afin de leur permettre de concrétiser un projet de réinsertion.
- **Les structures d'accompagnement vers la sortie :** elles accueillent les personnes détenues condamnées à une peine ou un reliquat de peine inférieur à 2 ans, afin de préparer leur réinsertion dans la société, dans le cadre d'une structure privilégiant la responsabilisation, l'autonomie des personnes détenues et la vie en collectivité.

Les sites d'étude pour l'implantation de l'établissement pénitentiaire : de la Bodinière au site d'Angers les Landes

Le site de la Bodinière et celui d'Angers les Landes ont tous deux fait l'objet d'analyses préalables pour l'implantation du nouvel établissement pénitentiaire.

Les caractéristiques du site de la Bodinière, à Trélazé, son environnement naturel, et les premières études qui ont été menées ont montré que ce site était fortement contraint pour permettre la construction d'un établissement pénitentiaire de 850 places.

Aujourd'hui, le site d'Angers les Landes est à l'étude. Il se localise sur la commune de Loire-Authion. Limitrophe des communes de Trélazé et de Saint-Barthélemy d'Anjou, il se situe en limite du bois de Verrières, au sud de la RD347. Le centre-ville d'Angers est à environ 10 km du site à vol d'oiseau.

Dans un contexte majoritairement naturel et agricole, le site d'étude s'étend sur une surface d'environ 17,2 ha. Il est composé de plusieurs parcelles privées, regroupant des exploitations horticoles et des terres agricoles.

Le bâtiment aura une surface de plancher d'environ 50 000 m². Un tel établissement de 850 places engendre la création d'environ 400 emplois directs. Les travaux devraient commencer en 2024 et se terminer en 2027, année de livraison de l'établissement. Ce projet sera conçu de manière à limiter au maximum l'impact sur son environnement.

1ha = 1hectare = 10 000 m²



Le site d'étude privilégié pour l'implantation de l'établissement pénitentiaire

Le coût du projet

Le coût estimé des travaux pour le projet de l'établissement pénitentiaire d'Angers les Landes s'élève à près de 130 millions d'euros HT.

Le projet est entièrement financé par l'État.

LE CALENDRIER DU PROJET

- **Octobre 2018**
  Annonce du Plan Immobilier Pénitentiaire et du projet d'établissement pénitentiaire d'Angers les Landes
- **Avril 2021**
  Etudes Préalables
- **Septembre 2021**
  Protocole d'accord entre le ministère de la Justice et Angers Loire Métropole
- **18 Janvier – 28 Février 2022**
  Concertation préalable
- **2ème semestre 2022**
  Dépôt du dossier de déclaration d'utilité publique en préfecture, comprenant le bilan de la concertation
- **1er semestre 2023**
  Enquête relative à l'utilité publique du projet et à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme, enquête parcellaire et de cessibilité
- **2023**
  Arrêté de déclaration d'utilité publique valant mise en compatibilité du SCoT et du PLUi
- **2023**
  Etudes d'avant-projet, dépôt du permis de construire
- **2024**
  Fin des études, obtention du permis de construire
- **2024**
  Démarrage des travaux
- **2027**
  Livraison et ouverture de l'établissement

Les acteurs du projet

Le programme Immobilier Pénitentiaire a été initié par le Président de la République en octobre 2018. La mise en œuvre du programme est confiée à l'APIJ, en dialogue permanent avec l'administration pénitentiaire.

L'utilisateur : le ministère de la Justice

Son rôle dans le projet

L'administration pénitentiaire, qui a établi son besoin d'un nouvel établissement pénitentiaire sur le territoire de la métropole angevine, participera à toutes les grandes étapes du projet de construction en qualité de futur exploitant, à partir de sa livraison en 2027.

En France, la Justice est administrée par un ministère, nommé aussi « Chancellerie ». Le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, est Monsieur Éric Dupond-Moretti.

Le ministère de la Justice a principalement deux missions : la préparation des textes juridiques et l'administration de la Justice. Il assure la gestion des services de la Justice et prend en charge les personnes qui lui sont confiées par l'autorité judiciaire (mineurs délinquants ou en danger, etc.). Il est chargé de définir et de mettre en œuvre des politiques publiques en matière de Justice comme l'aide aux victimes et l'accès au droit par exemple.

La direction de l'administration pénitentiaire, placée depuis 1911 sous l'autorité du garde des Sceaux, est l'une des cinq directions du ministère de la Justice. Elle se compose d'une administration centrale, de services déconcentrés (neuf directions interrégionales et une mission des services pénitentiaires d'outre-mer, 186 établissements pénitentiaires et 103 services pénitentiaires d'insertion et de probation - SPIP), d'un service à compétence nationale (le service de l'emploi pénitentiaire - SEP) et d'un établissement public administratif, l'École nationale d'administration pénitentiaire (ENAP).

Le site internet du ministère de la Justice détaille son fonctionnement : www.justice.gouv.fr

Le maître d'ouvrage : l'Agence publique pour l'immobilier de la Justice (APIJ)

Son rôle dans le projet

L'APIJ est le maître d'ouvrage du projet de construction de l'établissement pénitentiaire d'Angers les Landes. Elle supervise le projet et coordonne l'ensemble des acteurs qui interviendront, depuis la recherche foncière jusqu'à la fin de la réalisation du projet.

L'APIJ est à l'origine du lancement de cette concertation préalable.

L'Agence publique pour l'immobilier de la Justice (APIJ) est un établissement public à caractère administratif sous tutelle du ministère de la Justice et du ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance. Elle a pour mission de construire, rénover et réhabiliter les palais de justice, les établissements pénitentiaires, les bâtiments des services de la protection judiciaire de la jeunesse, et les écoles de formation du ministère, en France métropolitaine et Outre-mer.

Elle assure un rôle d'opérateur immobilier et de maître d'ouvrage. Son domaine de compétences s'étend de la maîtrise foncière et la programmation à la mise en service des bâtiments livrés. Ainsi toutes les phases d'études, de conception et de travaux sont sous la responsabilité de l'APIJ, qui assure à cet effet la passation et la gestion de tous les contrats nécessaires à la réalisation du projet. En outre, son expertise est sollicitée par les directions centrales ministérielles sur tout type de problématiques liées à l'immobilier : définition de nouveaux programmes, maîtrise du coût de la construction, développement durable, et exploitation-maintenance.

L'APIJ est régie par le décret n°2006-208 du 22 février 2006.

Le site internet de l'APIJ détaille son fonctionnement : www.apij.justice.fr

1

La concertation publique préalable

S'informer, participer, contribuer

La concertation préalable qu'est-ce que c'est ?

La concertation publique préalable est une procédure organisée en amont d'un projet, d'un plan ou d'un programme susceptible d'avoir un impact sur l'environnement, le cadre de vie ou l'activité économique d'un territoire.

Une phase de dialogue avec le public

La concertation préalable vise à informer le public sur les données du projet et à lui permettre d'exprimer ses observations, ses interrogations et ses propositions alternatives. Elle est organisée sous l'égide d'un garant désigné par la Commission Nationale du Débat Public (CNDP).

Pour informer et recueillir les avis et contributions du public

- **Informer le public** (habitants, associations...) de manière claire et transparente sur les données et les enjeux du projet de construction d'un nouvel établissement pénitentiaire sur l'agglomération angevine et répondre aux questions ;
- **Recueillir** les observations liées au projet, mais également les propositions visant à l'améliorer ;
- **Appréhender** de manière plus précise les impacts du projet sur son environnement ;
- **Préparer** les prochaines étapes du projet et notamment la phase d'enquête publique.

Une concertation préalable à quoi ?

La concertation préalable se déroule avant la procédure d'instruction relative à la déclaration d'utilité publique. Le bilan de la concertation sera annexé au dossier de demande de déclaration d'utilité publique qui sera instruit par les services de l'État puis soumis à l'enquête publique.

CE QUE DIT LA LOI :

ARTICLE L.121-15-1
DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

« La concertation préalable permet de débattre de l'opportunité, des objectifs et des caractéristiques principales du projet ou des objectifs et des principales orientations du plan ou du programme, des enjeux socio-économiques qui s'y attachent ainsi que de leurs impacts significatifs sur l'environnement et l'aménagement du territoire. Cette concertation permet, le cas échéant, de débattre de solutions alternatives, y compris, pour un projet, son absence de mise en œuvre. Elle porte aussi sur les modalités d'information et de participation du public après la concertation préalable. »

ARTICLE L.103-4
DU CODE DE L'URBANISME :

«Les modalités de la concertation permettent, pendant une durée suffisante et selon des moyens adaptés au regard de l'importance et des caractéristiques du projet, au public d'accéder aux informations relatives au projet et aux avis requis par les dispositions législatives ou réglementaires applicables et de formuler des observations et propositions qui sont enregistrées et conservées par l'autorité compétente. »

Le garant de la concertation

Acteur indépendant qui garantit le processus de concertation

Le garant a pour mission de veiller au respect du droit à l'information et à la participation du public, dans le respect des règles fixées par le code de l'environnement : transparence de l'information, expression de tous, écoute mutuelle et argumentation à chaque intervention ou prise de position. Il est indépendant et doit être extérieur aux parties prenantes du débat.

Nommé par la Commission Nationale du Débat Public

La CNDP est une autorité administrative indépendante. Son rôle est de faire respecter et d'assurer la bonne mise en place des procédures de démocratie participative en France. Ces procédures servent à favoriser la participation des citoyens à la conception des projets et politiques publiques à fort impact socio-économique et environnemental. Elles permettent aux décideurs d'être éclairés par les contributions et par l'expression du grand public.

En savoir plus :
www.debatpublic.fr

Par décision n°2021/117/ETABLISSEMENT PENITENTIAIRE TRELAZE /1, du 1er septembre 2021, la CNDP a désigné Monsieur Serge QUENTIN comme garant de la concertation publique préalable portant sur le projet de construction d'un nouvel établissement pénitentiaires.

Par décision n°2021/147/ETABLISSEMENT PENITENTIAIRE TRELAZE/2, du 3 novembre 2021, la CNDP a désigné Monsieur Serge QUENTIN pour une mission de conseil portant sur toutes questions relatives à la participation du public pour les mises en compatibilité des PLUi des collectivités d'Angers Loire Métropole, de Loire-Authion et du SCoT d'Angers Loire, à l'occasion du projet de construction d'un établissement pénitentiaire sur les communes de Trélazé et de Loire-Authion.

LA commission nationale du débat public CNDP
MA PAROLE A DU POUVOIR

une concertation préparée avec le territoire

Si la concertation préalable qui s'ouvre est un premier temps de dialogue avec le public, le projet est conçu depuis le début de manière partenariale avec les collectivités locales et les représentants de l'administration pénitentiaire.

Des réunions préparatoires

Depuis le début du projet, Angers Loire Métropole et les communes de Trélazé, Loire-Authion et Saint-Barthélemy d'Anjou sont associées étroitement à l'élaboration du projet d'établissement pénitentiaire. Plus d'une vingtaine de réunions se sont tenues en amont du lancement de la concertation.

Des réunions préparatoires avec les associations et les riverains les plus directement concernés par le projet se sont également tenues en présence du garant.

L'appui des services locaux de l'État

La Préfecture du Maine et Loire accompagne l'APIJ dans ses démarches et les divers services de l'État (DREAL, DRAC,...) apportent leur expertise.

Un protocole entre le Garde-des-Sceaux, le ministre de la Justice et le Président d'Angers-Loire-Métropole acte la coopération inter-services pour la réalisation du projet immobilier.



comment s'informer, échanger et contribuer ?

Pour vous informer

Le dossier de concertation présente les objectifs, les caractéristiques et les impacts principaux du projet.

Un dépliant synthétise le projet et la démarche de concertation.

Ces deux documents sont consultables en mairie déléguée de Brain-sur-l'Authion à Loire-Authion, en mairies de Loire-Authion, à Saint-Mathurin-sur-Loire, de Trélazé et de Saint-Barthélemy d'Anjou et en préfecture.

→ Ils sont également consultables et téléchargeables sur les sites internet de :

- **L'APIJ :** www.apij.justice.fr
- **La ville de Loire-Authion :** www.loire-authion.fr
- **La ville de Trélazé :** www.trelaze.fr
- **La ville de Saint-Barthélemy d'Anjou :** www.ville-saint-barthelemy-anjou.fr
- **La préfecture du Maine-et-Loire :** www.maine-et-loire.gouv.fr

Pour contribuer

Le registre numérique vous permet de déposer avis et contributions pendant toute la concertation : www.concertation-justice-angers.fr

Les registres papiers sont disponibles :

- En mairie déléguée de Brain-sur-l'Authion, à Loire-Authion
- En mairie de Loire-Authion, à Saint-Mathurin-sur-Loire
- En mairie de Trélazé
- En mairie de Saint-Barthélemy d'Anjou
- En préfecture du Maine-et-Loire

→ Il est également possible de donner son avis ou de poser une question sur le projet :

- **par téléphone :** 01 88 28 88 27
- **par mail :** cp-angers49@apij-justice.fr

Pour échanger

5 rencontres publiques sont prévues

3 permanences :

- **Le 25 janvier 2022 de 9h à 12h,** 51 place Jean XXIII, Saint-Barthélemy d'Anjou
- **Le 25 janvier 2022 de 14h à 17h,** en mairie de Trélazé
- **Le 26 janvier 2022 de 9h à 12h,** en mairie déléguée de Brain-sur-l'Authion, à Loire-Authion

Les citoyens pourront échanger directement avec l'APIJ sur le projet.

Une réunion publique :

- **Le jeudi 3 février 2022 à 19h,** en salle des fêtes, en mairie déléguée de Brain-sur-l'Authion, à Loire-Authion

La réunion sera également retransmise en direct, en ligne, sur le site du projet : **www.concertation-justice-angers.fr**

Ouverte à tous, cette réunion est un moment de rencontre privilégié entre les représentants du Ministère de la Justice, l'Administration pénitentiaire, l'APIJ et les citoyens. Elle consiste en une présentation formelle du projet suivie d'un temps d'échanges : chacun pourra donc y exprimer ses remarques et interrogations.

Un atelier participatif :

- **Le samedi 5 février 2022, à 9h30** en salle des fêtes, en mairie déléguée de Brain-sur-l'Authion, à Loire-Authion

En reprenant les sujets d'interrogations, identifiés depuis le début de la concertation, ce temps de travail collectif permettra de réfléchir à la future implantation de l'établissement pénitentiaire.

Ces modalités d'échanges peuvent évoluer en fonction du contexte sanitaire. Toutes les informations actualisées sont disponibles sur le site internet : **www.concertation-justice-angers.fr**

Que se passe-t-il après la concertation ?

Le bilan du garant

À l'issue de la concertation et dans un délai d'un mois, le garant rédige un bilan de la concertation, résumant la façon dont la concertation s'est déroulée. Il comporte une synthèse des observations et des propositions présentées. Ce bilan est rendu public par la Commission Nationale du Débat Public. Il sera mis en ligne sur le site internet de l'APIJ et annexé au dossier d'enquête publique.

Un bilan au titre de la mise en compatibilité

A l'issue de la concertation, un bilan est arrêté au titre de la mise en compatibilité (L.103-6 du code de l'urbanisme). Ce bilan sera également joint au dossier d'enquête publique.

Le rapport de la concertation réalisé par l'APIJ

L'APIJ publiera sur son site, dans un délai de deux mois à compter de la publication du bilan du garant, ses réponses aux demandes de précisions et aux recommandations du garant et les mesures qu'elle juge nécessaire de mettre en place afin de tenir compte des enseignements tirés de la concertation. Cette réponse écrite à la forme libre doit également être transmise à la CNDP et aux services de l'État.

L'enquête publique à venir

Au stade du dépôt de la première autorisation administrative, le projet fera l'objet d'une étude d'impact et par conséquent sera soumis à enquête publique. Cette procédure permettra au public d'exprimer en toute liberté son opinion sur le projet et sur ses modalités de mise en œuvre. A l'issue de l'enquête, un rapport sera ensuite rédigé par un commissaire enquêteur dans lequel il rendra un avis sur le projet.

M. Serge QUENTIN est chargé de veiller au respect du droit à l'information et à la participation du public.

Vous pouvez le contacter :

Par mail :
serge.quentin@garant-cndp.fr

Par courrier :
M. Serge QUENTIN – CNDP
244, boulevard Saint-Germain, 75 007 Paris

Schéma du déroulé de la concertation préalable

1. Le projet de construction d'un nouvel établissement pénitentiaire dans le Maine-et-Loire est annoncé par le Plan Immobilier Pénitentiaire (octobre 2018).
2. L'APIJ, maître d'ouvrage du projet, sollicite la CNDP pour lancer une concertation préalable – désignation du garant de la concertation.
3. La concertation préalable est lancée. Les citoyens peuvent contribuer au projet en s'informant et en donnant leur avis grâce à des espaces de dialogue mis en place (rencontres publiques, site internet, registre papier...).
4. La concertation préalable se termine. L'ensemble des contributions est compilé pour être analysé.
5. Un bilan est établi par le garant.
6. L'APIJ publie les mesures tirées des enseignements de la concertation.

2

Le projet de nouvel établissement pénitentiaire d'Angers les Landes

Un projet inscrit au programme pénitentiaire national, indispensable pour offrir de meilleures conditions de travail aux personnels pénitentiaires et de meilleures conditions de détention aux personnes détenues.

Un projet qui s'inscrit dans le programme immobilier pénitentiaire national

Développer la capacité et la qualité de l'accueil pénitentiaire en France

L'État a annoncé en octobre 2018 la mise en place d'un programme Immobilier Pénitentiaire. Ce programme vise à lutter contre le phénomène de surpopulation carcérale (environ 57 000 places pour plus de 69 000 détenus en France) et faire évoluer le parc pénitentiaire afin d'améliorer la prise en charge des personnes détenues et les conditions de travail des personnels sur l'ensemble du territoire français.

La construction de 15 000 places supplémentaires devrait être achevée à l'horizon 2027.

Les objectifs du programme immobilier pénitentiaire



Des capacités d'accueil multipliées par quatre sur le secteur d'Angers pour résorber la surpopulation

L'actuelle maison d'arrêt d'Angers ou prison du Pré-Pigeon, située 1 place Olivier Giran à Angers, a été construite en 1854. Sa mise en service date de 1856.

Au 1er octobre 2021, elle comptait 266 places de détention pour 416 personnes détenues de sexe masculin accueillies et présentait un taux de suroccupation de 156,4 %.

En 1997, la prison du Pré-Pigeon a été inscrite aux monuments historiques. Pour cette raison, il s'avérait difficile de réaliser une extension et d'entreprendre des travaux, afin de remettre la maison d'arrêt aux normes. En parallèle, la dégradation des locaux d'une part et la suroccupation de la prison engendraient des difficultés de surveillance et des problématiques de sécurité pour les détenus comme pour le personnel.

Afin de remédier à la surpopulation carcérale et à la vétusté de l'actuelle maison d'arrêt, la construction d'un nouvel établissement pénitentiaire s'avère donc indispensable sur la métropole d'Angers.

A la suite d'une annonce du gouvernement, le 12 juillet 2021, le nombre de places du nouvel établissement pénitentiaire d'Angers les Landes a évolué. De 685 places à l'origine, le futur établissement comptera désormais 850 places, comprenant 790 places pour hommes et 60 places pour femmes, augmentant sensiblement la capacité carcérale du Maine-et-Loire.

Un établissement pénitentiaire, qu'est-ce que c'est ?

Il existe différents types d'établissements pénitentiaires :

Les maisons d'arrêt :

Elles reçoivent les personnes prévenues en détention provisoire (en attente de jugement ou dont la condamnation n'est pas définitive), ainsi que les personnes condamnées dont la peine ou le reliquat de peine n'excède pas deux ans. Ce sont les établissements pénitentiaires présentant le plus de cas de surpopulation carcérale.

Les établissements pour peine :

- les maisons centrales, qui accueillent les personnes détenues condamnées à une longue période et/ou présentant le plus de risques ;
- les centres de détention, qui accueillent des personnes détenues condamnées à une peine supérieure à deux ans et qui présentent les meilleures perspectives de réinsertion sociale ;
- les centres de semi-liberté, qui reçoivent des personnes condamnées admises au régime du placement extérieur ou de la semi-liberté. Le détenu peut s'absenter de l'établissement durant la journée pour exercer une activité professionnelle, suivre un enseignement ou s'investir dans un projet d'insertion ;
- les quartiers centres pour peines aménagées, qui peuvent recevoir les personnes condamnées bénéficiant d'une mesure de semi-liberté ou d'un placement à l'extérieur ainsi que les personnes condamnées dont le reliquat de peine est inférieur à un an, afin de leur permettre de concrétiser un projet de réinsertion.



L'organisation d'un établissement pénitentiaire

L'organisation d'un établissement pénitentiaire répond à des normes. Le projet d'Angers les Landes reprendra l'organisation détaillée dans le schéma ci-dessous.

La zone hors enceinte

La zone hors enceinte s'étend jusqu'aux limites du domaine pénitentiaire. Elle comprend :

- Les abords (y compris aménagements paysagers)
- L'accueil des familles
- Les locaux du personnel hors enceinte
- La plateforme régionale d'extractions judiciaires (PREJ)
- Le parking du personnel, d'environ 275 places
- Le parking des visiteurs, d'environ 315 places

L'enceinte extérieure

Il s'agit d'un mur de 6 mètres de haut, avec deux points d'entrée : la porte d'entrée principale (PEP) et la porte d'accès logistique (PEL). Sa géométrie doit faciliter la surveillance sans créer d'angle mort. Le mur d'enceinte doit être continu, les deux points d'accès étant les seules ruptures possibles.

Points d'accès

L'entrée s'effectue en deux points :

PEP : Porte d'entrée principale
C'est la porte d'entrée pour les piétons et les fourgons pénitentiaires. Elle représente l'entrée principale de l'établissement. Elle est surveillée 24h / 24h. Elle est lisible, évidente pour la personne qui arrive et facile d'accès depuis l'entrée sur le domaine pénitentiaire.

PEL : Porte d'entrée logistique
C'est l'entrée secondaire réservée aux véhicules de livraison et logistique (services au bâtiment et aux personnes, ateliers de production et de formation, secours). Elle peut recevoir des véhicules lourds. Son fonctionnement est indépendant de la PEP.

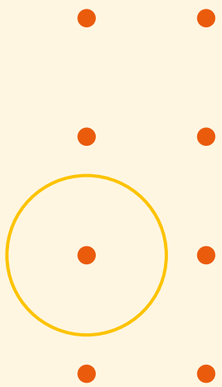
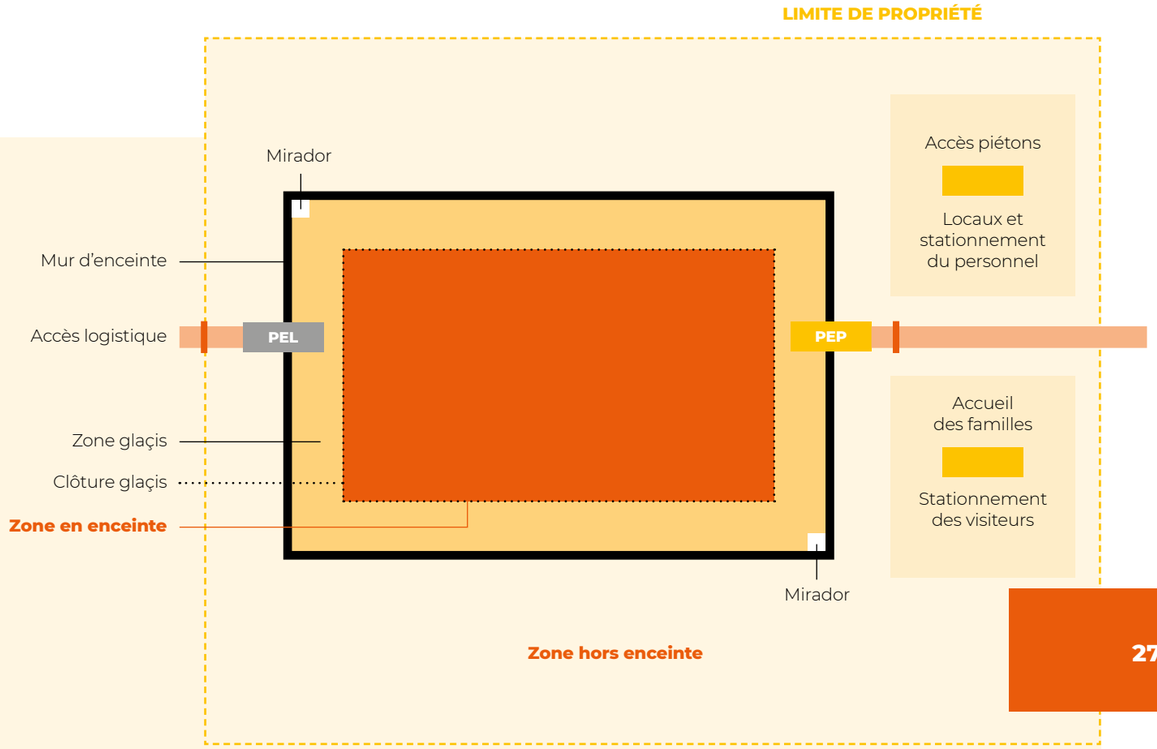


Schéma d'organisation type d'un établissement pénitentiaire



La zone en enceinte

La zone en enceinte est composée :

- **Du chemin de ronde :** c'est l'espace de part et d'autre du mur d'enceinte de l'établissement qui constitue le chemin de ronde. Ce dernier permet l'intervention des forces de l'ordre et des pompiers, en plus des surveillants.
- **Du glacis :** c'est une bande de terrain découvert positionné à l'intérieur du mur d'enceinte, d'une largeur de 20 à 50 mètres. Il est fermé par une clôture grillagée et contribue à la sûreté du site en mettant à distance du mur d'enceinte les espaces de détention.
- **De la zone neutre :** c'est une zone non constructible à respecter à l'intérieur de l'enceinte, au-delà du chemin de ronde et du glacis. Elle est située entre la clôture grillagée intérieure du glacis et l'ensemble des bâtiments, les cours de promenade et les terrains de sport.
- **Des fonctions dites en enceinte en détention :** c'est la zone carcérale proprement dite (hébergements, locaux socio-éducatifs, équipements culturels et sportifs, ateliers, unité médicale, etc.).
- **Des fonctions dites en enceinte hors détention :** zone de transition entre l'extérieur et la détention, destinée notamment à l'administration de l'établissement, au greffe, aux parloirs, aux locaux techniques, aux cuisines, etc.

L'interruption du chemin de ronde et du glacis nécessaire au franchissement ponctuel (personnel, visiteurs) doit être réduite au maximum et limitée aux seuls contacts avec la porte d'entrée principale (PEP) et la porte d'entrée logistique (PEL).

La surface hors enceinte, d'environ 7ha permet l'insertion paysagère de l'établissement et son intégration dans son environnement.

1ha = 1hectare = 10 000 m²

Pourquoi avoir choisi le site d'étude d'Angers les Landes ?

Comment est choisi l'emplacement d'un établissement pénitentiaire ?

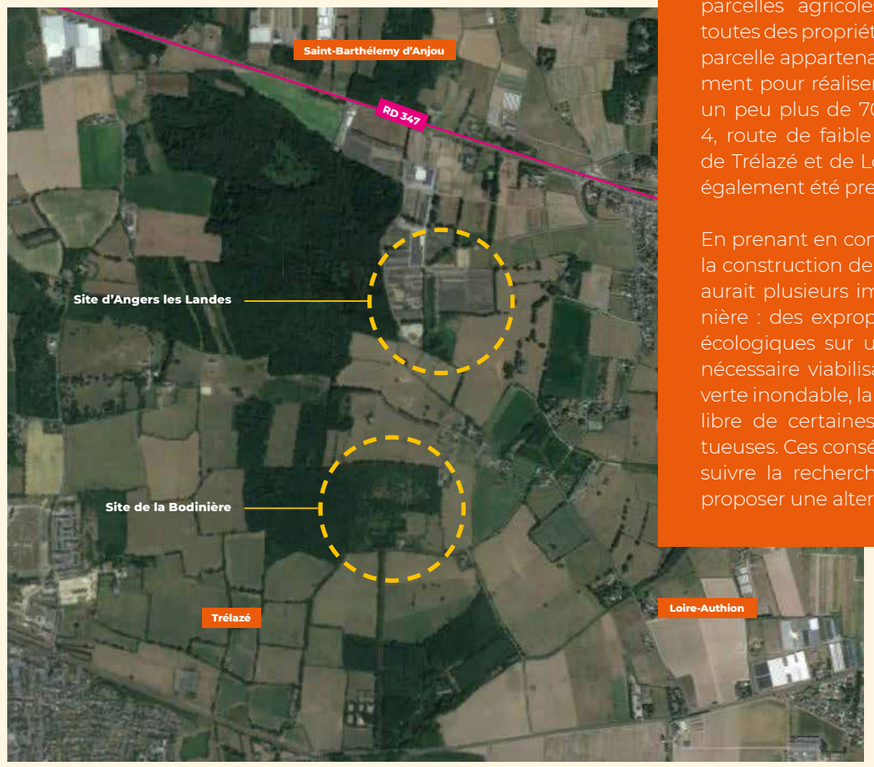
Le choix du site d'implantation d'un établissement pénitentiaire répond à un cahier des charges strict. Ce choix est contraint par de nombreuses caractéristiques.

- Être de forme régulière permettant l'inscription d'un quadrilatère de 10,8 ha* environ, en évitant des terrains excessivement étirés.
- Être plat ou présenter des déclivités qui doivent pouvoir être gérées dans le cadre de l'aménagement du site et de la conception du projet.
- Ne pas permettre des vues de proximité plongeantes sur l'établissement depuis une position de surplomb.
- Être à moins de 30 minutes du Palais de Justice d'Angers et à moins de 45 minutes d'un centre hospitalier.
- Être situé dans un bassin d'habitat offrant de bonnes possibilités de logement locatif pour les personnels de l'établissement et des équipements collectifs et permettant leur installation dans de bonnes conditions (écoles, commerces, transports en commun), dans un tissu urbain offrant suffisamment de partenaires publics, associatifs et privés à proximité (mission locale, pôle emploi...) et hors des zones urbaines sensibles.
- Être accessible en transports en commun et raccordé à un réseau routier. Une extension ou une création de ligne doit pouvoir être envisagée afin de raccorder le site au réseau environnant.

Le projet d'implantation

Le Ministère de la Justice a mandaté l'APIJ pour la recherche d'un terrain permettant d'accueillir un établissement pénitentiaire d'une capacité de 850 places (sur une emprise totale de 17 ha environ), implanté en région Pays de la Loire, dans le département du Maine-et-Loire (49).

Le ministère de la Justice étudie le site d'Angers les Landes, situé sur la commune de Loire-Authion, à proximité de Trélazé et de Saint-Barthélemy d'Anjou, et qui comporte les caractéristiques répondant aux besoins de l'administration pénitentiaire.



2 SITES ONT FAIT L'OBJET D'UNE ANALYSE PRÉALABLE

Deux sites ont fait l'objet d'analyses préalables pour l'implantation d'un nouvel établissement pénitentiaire dans le Maine et Loire :

Le site de la Bodinière

Le site d'étude, d'une emprise de 17 ha environ, se situe sur la commune de Trélazé. Il se localise dans un milieu naturel préservé, bocager et boisé. Son accès actuel se fait par une longue et étroite voie arborée remarquable localisée en zone inondable PPRI. Le site est également proche de l'emplacement réservé n°09 « Chemin piéton dans la forêt de la Verrière ». Il est intégré au zonage du parc naturel régional de Loire-Anjou Touraine. Les études écologiques réalisées en 2012 puis mises à jour en 2017 inventorient de nombreuses espèces de faune et de flore, de plus des zones humides et des mares sont identifiées sur le site.

En plus de ces caractéristiques naturelles, le site est localisé à proximité directe du hameau d'Avaloup et d'habitations. Il est constitué de parcelles agricoles en exploitation, qui sont toutes des propriétés privées, à l'exception d'une parcelle appartenant à l'Etat, acquise préalablement pour réaliser le projet. Le site se trouve à un peu plus de 700 mètres au nord de la RD 4, route de faible gabarit qui relie les bourgs de Trélazé et de Loire-Authion. Des fouilles ont également été prescrites.

En prenant en compte ces différents éléments, la construction de l'établissement pénitentiaire aurait plusieurs impacts sur le site de la Bodinière : des expropriations, des compensations écologiques sur un secteur agricole tendu, la nécessaire viabilisation du site dans une zone verte inondable, la remise en question de l'équilibre de certaines exploitations agricoles vertueuses. Ces conséquences ont conduit à poursuivre la recherche foncière localement pour proposer une alternative.

Le site d'Angers les Landes

Le site d'Angers les Landes, présenté à la concertation, est le site d'étude alternatif, préférentiel pour l'implantation du futur établissement pénitentiaire, suite à la proposition des élus de proximité et les premiers retours des études.

Le site est principalement une friche d'activité horticole. Les bassins de stockage d'eau qui s'y trouvent servaient à cette ancienne activité d'horticulture. Il est desservi indirectement par la RD347 au Nord, une voie d'un gabarit moyen permettant de rejoindre le réseau autoroutier. Il n'est pas inclus dans la zone PPRI. Il fait partie du parc naturel régional de Loire-Anjou Touraine. Il est dans le périmètre d'une demeure dont certaines parties sont protégées au titre des Monuments Historiques. Tout projet dans les 500m de son rayonnement est à ce titre soumis à l'avis de l'architecte des bâtiments de France.

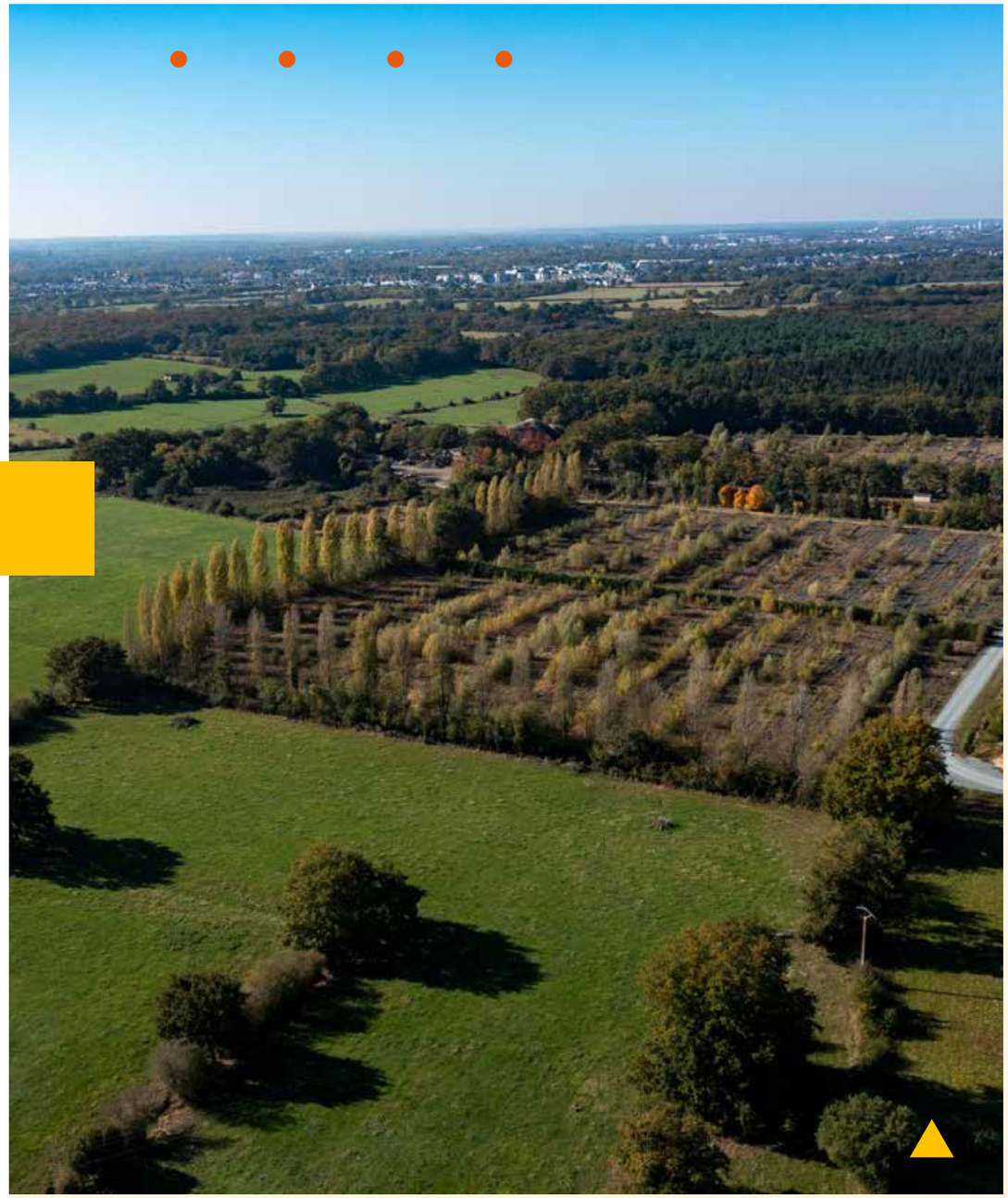
A l'Ouest, le site est bordé par le bois de Verrières et des terres agricoles. En fonction de la forme définitive du projet, un déboisement partiel pourrait être envisagé, et des terres agricoles pourraient être impactées.

A l'Est, les premières habitations sont situées à environ 200 mètres. Au Sud, une déchetterie de gravats de construction en surplomb de puits et d'anciennes carrières souterraines d'extraction de fer fait l'objet de recommandations constructives.

En l'attente d'études environnementales complètes, réalisées sur les quatre saisons, le site d'Angers les Landes offre a priori le meilleur compromis vis-à-vis des enjeux de préservation de la faune et de la flore.

L'implantation définitive de l'établissement est l'objet de la concertation.

1ha = 1hectare = 10 000 m²



Le site d'étude actuellement

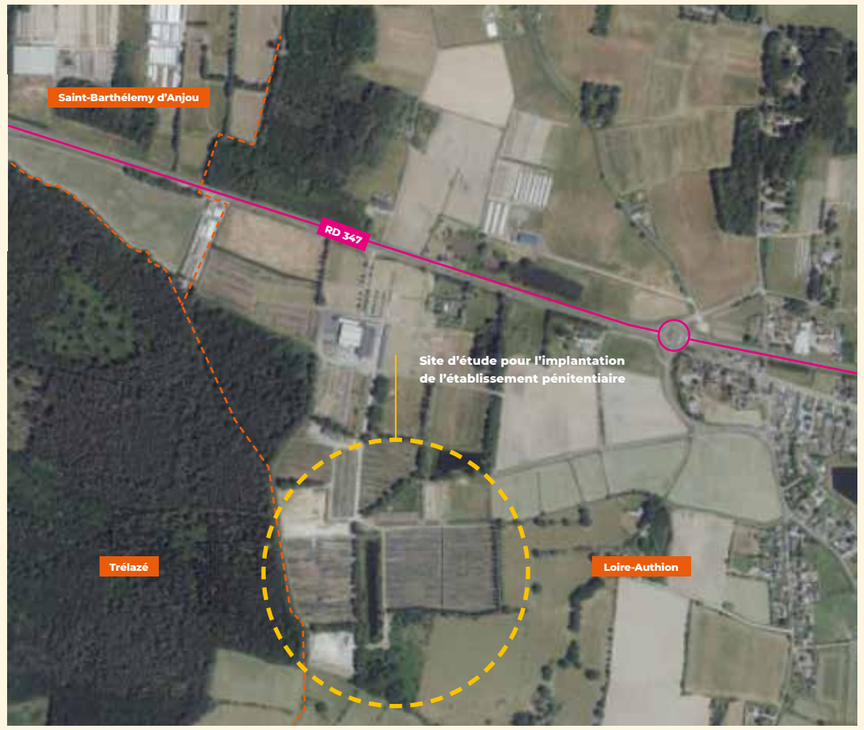
Les caractéristiques du site à l'étude

Le site se localise sur la commune de Loire-Authion, à proximité de Trélazé et de Saint-Barthélemy d'Anjou. Il se situe à environ 10 km du centre-ville d'Angers à vol d'oiseau.

Il se situe au sud de la RD 347, axe structurant qui travers l'Est de la communauté urbaine d'Angers Loire Métropole et qui permet un accès rapide au centre-ville d'Angers. Il se trouve à une distance de 15 min du CHU et à 10 minutes du Palais de Justice.

Le site d'étude est composé de plusieurs terres agricoles en exploitation et de deux exploitations d'horticulture. Il couvre une surface d'environ 17,2 ha. L'ensemble du foncier est en propriété privée.

Le site se situe en limite du Bois de Verrières. Au nord du site se trouve une propriété privée avec un périmètre de protection de 500 mètres.
Le site est viabilisé puisqu'il est situé à proximité d'un rond-point, récemment réaménagé et d'une voierie annexe, qui permettra de desservir le site par l'Est.



1ha = 1hectare = 10 000 m²

Les impacts sur l'environnement

Le principe de prise en compte de l'environnement dans le projet

« La prise en compte de l'environnement doit être intégrée le plus tôt possible dans la conception d'un plan, programme ou d'un projet, afin qu'il soit le moins impactant possible pour l'environnement.

Cette intégration, dès en amont, est essentielle pour prioriser : les étapes d'évitement des impacts tout d'abord, de réduction ensuite, et en dernier lieu, la compensation des impacts résiduels du projet, du plan ou du programme si les deux étapes précédentes n'ont pas permis de les supprimer.

Ministère de la Transition écologique et solidaire

L'enquête publique

Lorsqu'un acteur public réalise des aménagements, des ouvrages ou des travaux susceptibles de porter atteinte à l'environnement, ces opérations sont soumises à enquête publique.

Elle permet au public d'exprimer en toute liberté son opinion sur le projet et sur ses modalités de mise en œuvre.

A l'issue de l'enquête, un rapport est ensuite rédigé par un commissaire enquêteur. Si le commissaire rend un avis favorable au projet, le préfet peut délivrer la déclaration d'utilité publique des travaux.

Les travaux peuvent alors commencer.

https://www.ecologie.gouv.fr/eviter-reduire-et-compenser-impacts-sur-lenvironnement

Synthèse des éléments présents sur le site, à prendre en compte pour limiter les impacts

Activités agricoles

Le site d'étude est composé de surfaces agricoles appartenant à des propriétaires privés, dont des exploitations horticoles. Les études sont en cours pour identifier les éventuels impacts sur le groupement d'exploitation agricole commun (GAEC) du grand Avalou et le cas échéant, proposer des mesures d'évitement, de réduction et de compensation.

Patrimoine

La propriété des Landes se situe au nord du site. La construction de l'établissement pénitentiaire devra prendre en compte les contraintes d'un périmètre de protection de 500 mètres autour de la propriété. Un diagnostic archéologique sera réalisé.

Enjeux de préservation de la faune et de la flore

La zone d'étude est inscrite en zone N du PLUi d'Angers Loire Métropole. Il se situe en lisière du Bois de Verrières, qui est un Espace Boisé Classé. Le site se situe dans le Parc national de Loire-Anjou-Touraine.

Le site d'Angers les Landes est à proximité directe de la trame verte et bleue du PLUi d'Angers Loire Métropole. Des alignements d'arbres seront conservés. Des zones humides sont présentes à proximité du site.

L'APIJ a donc lancé un diagnostic Faune-Flore 4 saisons, afin de déterminer le niveau d'enjeu écologique.

Risques naturels

Le site d'étude se situe en dehors du Plan de Prévention des Risques d'Inondation du Val d'Authion. Une étude de sol sera nécessaire.

Une zone soumise à risque d'effondrement avec un secteur ponctuel non aedificandi est présente au sud du site d'étude.

Risques entropiques

Sur le site d'étude sont présentes d'anciennes exploitations minières. Des recherches géologiques et minières doivent préciser les risques entropiques.

Infrastructure de transport

Le site est déjà viabilisé. Il dispose d'un accès à la RD 347 et d'un accès à la rue Huchet. Les modalités d'accès routier à l'établissement ne sont pas encore déterminées et sont un des sujets de la concertation.

Infrastructure de transport d'énergie

Il existe une servitude de maitrise de l'urbanisation autour d'une canalisation de transport de gaz. Le passage d'une canalisation de gaz aura un impact sur les règles de constructibilité, notamment pour l'ERP.

Réseaux

Des études techniques seront réalisées sur les réseaux, au regard des conclusions de la concertation.

Voisinage et cohabitation des activités

Le voisinage et les activités sont éloignées du site. Elles ne constituent pas une contrainte pour l'aménagement de l'établissement pénitentiaire.

Insertion paysagère du projet

L'environnement paysager, ses opportunités et ses contraintes sont à prendre en compte pour concevoir le projet. Elles seront traduites dans le cahier des charges architectural adressé aux concepteurs, qui devront en tenir compte dans leurs projets.

Le site, aujourd'hui peu perceptible car non construit, pourrait devenir une réelle composante paysagère, avec une perception aussi bien sur le paysage proche que lointain. L'implantation de bâtiments hauts rendrait également le site visible depuis le hameau d'Avaloup et de la Crémaillère d'Argent, pour lesquels aucune covisibilité n'existe à l'heure actuelle. Le projet devra donc faire l'objet d'une intégration paysagère et d'un traitement architectural adapté.

Le ministère porte la volonté d'inscrire les établissements pénitentiaires dans de nouvelles perspectives architecturales, avec notamment une plus grande intégration dans leur environnement. L'aménagement de l'établissement sera envisagé en tenant compte des caractéristiques, des dimensions et des contraintes du site en jouant sur la topographie actuelle. L'étude de faisabilité réalisée n'a pas mis en avant de contraintes rédhibitoires pour l'implantation d'un établissement pénitentiaire.

Le projet de maison d'arrêt de Troyes-Lavau
© Architecture Groupe-6 +WTFA

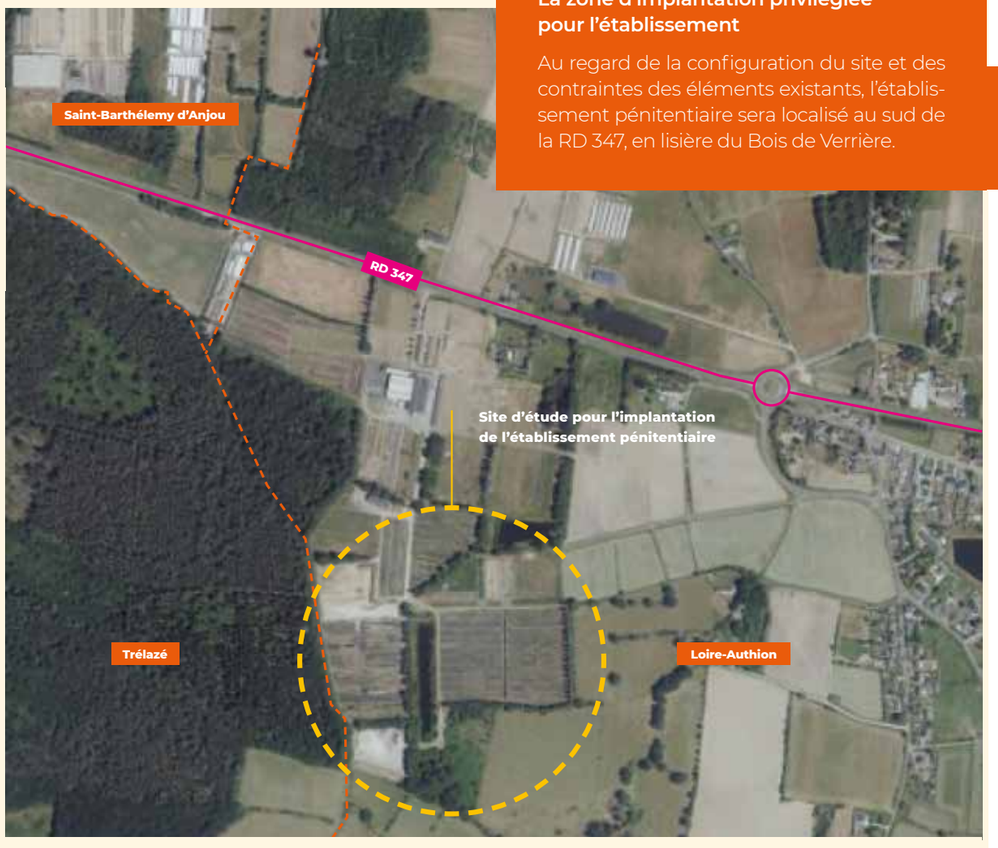


Le projet de centre pénitentiaire de Troyes-Lavau
© Architecture Groupe-6 +WTFA



La zone d'implantation privilégiée pour l'établissement

Au regard de la configuration du site et des contraintes des éléments existants, l'établissement pénitentiaire sera localisé au sud de la RD 347, en lisière du Bois de Verrière.



Les bénéfices pour le territoire

L'implantation d'un établissement pénitentiaire induit la création d'emplois et des retombées économiques.

Création d'emplois

Pendant la phase de chantier, des emplois seront créés, environs 350 ouvriers travailleront sur place et ils seront jusqu'à 600 au pic du chantier. La majorité de la main-d'œuvre sera régionale, par le biais notamment de la sous-traitance, bien que les contrats de construction soient nationaux.

Le contrat prévoira une clause d'insertion pour des personnes non qualifiées, sans emploi ou en demande de réinsertion (sortant de prison). Cette clause sera suivie en concertation avec les associations d'insertion locales et les collectivités locales.

Pour la phase d'exploitation, environ 520 emplois seront créés. Il est toutefois à noter que le périmètre de recrutement ne sera pas forcément local :

- Environ 400 emplois directs (au sein de l'établissement)
- Environ 120 emplois indirects et induits (en dehors de l'établissement : exploitation maintenance du bâtiment, services sociaux, de santé, de formation et autres intervenants en support de l'établissement).

Développement des infrastructures et des services publics

En fonction de l'intégration de l'établissement au tissu social et urbain de la commune et, plus largement, de l'agglomération d'accueil, l'installation de l'établissement pénitentiaire permet généralement le développement ou la densification du réseau de transports en commun et la viabilisation de terrain à proximité de l'établissement. Il contribue de fait au développement du territoire et de l'agglomération.

Retombées économiques

Le fonctionnement de l'établissement génère d'importantes commandes passées par l'établissement, le gestionnaire du site et le service pénitentiaire d'insertion et de probation. Les flux ainsi générés représentent un montant estimé de 5,5 millions d'euros hors taxes par an. La répartition géographique de ces commandes dépend intimement du choix de l'implantation de l'établissement vis-à-vis des cœurs urbains et de la localisation des principaux fournisseurs.

Les personnes incarcérées sont prises en charge à 100 % par l'État et ne génèrent donc aucune charge pour les finances communales. En fonctionnement, l'établissement lui-même est considéré comme un usager ordinaire des services publics. Ne créant pas de charges nouvelles et apportant des recettes supplémentaires au budget communal, il donne ainsi des marges de manœuvre supplémentaires aux collectivités locales. Comme tout bâtiment d'État affecté au service public, l'établissement pénitentiaire ne génère pas de taxe foncière.

L'implantation de l'établissement fait bénéficier à l'ensemble des communes voisines, comme à celle d'implantation, de recettes fiscales indirectes (taxe d'habitation, taxe foncière) liées à l'arrivée de nouveaux habitants (personnel pénitentiaire notamment).

EN RÉSUMÉ

Jusqu'à 600 emplois
impliqués dans le chantier

Environ 520
emplois pérennes

Environ 5,5 millions d'euros
de commandes générées
chaque année

* Les données sociales et économiques présentées constituent une moyenne établie sur la base d'établissements dont la capacité varie entre 600 et 700 places, selon l'étude Crédoc de 2019.

Comment va se dérouler le chantier ?

La charte chantier « faibles nuisances », l'information des riverains

La réalisation des opérations conduites par l'APIJ s'inscrit dans la politique d'exemplarité de l'État en matière de développement durable.

Une charte « Chantiers faibles nuisances » sera donc signée par les différents acteurs participant au chantier de construction de l'établissement pénitentiaire.

Grâce à la mise en place de cette charte, l'APIJ s'assure de l'exigence environnementale des intervenants de l'opération et d'une limitation maximale de l'impact du chantier sur les habitants et sur l'environnement. La charte décrira les prescriptions et recommandations visant à optimiser la qualité environnementale du chantier. L'organisation du chantier doit minimiser les nuisances tant pour :

- Le personnel des entreprises du chantier,
- Le voisinage,
- L'environnement naturel.

Les principales atteintes à l'environnement auxquelles l'APIJ portera une attention particulière pendant le chantier sont :

- La limitation des nuisances (bruit, poussière, boues, perturbations causées à la circulation et au stationnement)
- La protection de la santé des travailleurs
- La gestion des déchets
- La limitation des pollutions et des consommations

Chacun des signataires de la charte mettra en œuvre des mesures tout au long de l'opération de construction pour garantir le respect de ces engagements.

LES MESURES POUR « EVITER - RÉDUIRE - COMPENSER » LES IMPACTS SUR L'ENVIRONNEMENT

La séquence «éviter, réduire, compenser» (ERC) a pour objectif d'éviter les atteintes à l'environnement, de réduire celles qui n'ont pu être suffisamment évitées, et, si possible, de compenser le effets notables qui n'ont pu être évités, ni suffisamment réduits. Elle s'applique aux projets et aux plans et programmes soumis à évaluation environnementale.

EVITER (E)

Les mesures d'évitement peuvent concerner des choix fondamentaux liés au projet (évitement « amont », géographique, technique ou temporel).

REDUIRE (R)

Lorsque des impacts négatifs sur l'environnement n'ont pu être pleinement évités, il convient de réduire les dégradations restantes par la mise en œuvre de mesures de réduction. Il s'agit donc de réduire autant que possible les impacts sur les espèces présentes au sein de l'emprise du projet.

Une mesure forte de limitation des impacts en phase chantier sera de conduire les travaux en dehors des périodes les plus sensibles de reproduction des espèces.

COMPENSER (C)

En dernier recours, des mesures compensatoires doivent être engagées pour apporter une contrepartie positive aux impacts négatifs résiduels. L'implantation de l'établissement implique l'altération d'environ 14 hectares artificialisés et dégradés. Un calcul sera nécessaire pour évaluer la perte d'habitat pour la faune et la flore. Si malgré les mesures, des effets notables subsistent, il conviendra de prévoir des mesures de compensations (sur site ou hors site).

Comment va fonctionner l'établissement une fois ouvert ?

La sûreté

La protection du site contre les parloirs dits « sauvages » et jets d'objets de l'extérieur vers l'enceinte de l'établissement fait partie du projet.

La partie en enceinte est ceinturée par deux enceintes successives : une clôture grillagée intérieure et un mur extérieur à distance de la clôture précédente.

La partie hors enceinte dispose d'une clôture urbaine.

Par ailleurs, suite aux dispositions de la loi de programmation et de réforme pour la justice, les surveillants pénitentiaires affectés dans les équipes locales de sécurité pénitentiaire (ELSP) sont armés et habilités à contrôler les personnes susceptibles de commettre une infraction sur le domaine pénitentiaire. La mobilisation de ces équipes permet d'éviter de recourir aux effectifs de police, rendant les interventions plus rapides et donc plus dissuasives.

Le traitement des émissions

Le projet répondra aux exigences de la réglementation en vigueur et respectera les objectifs pour les rejets d'eaux pluviales et d'eaux usées ainsi que pour leurs dispositifs de traitement.

Une étude de traitement des rejets (eaux pluviales, usées et déchets ménagers notamment) de l'établissement sera réalisée afin de s'assurer de l'adéquation du dimensionnement des installations vis-à-vis de l'environnement.

3

La compatibilité du projet avec les documents réglementaires

Le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal d' Angers Loire Métropole et le schéma de cohérence territoriale Loire Angers

Actuellement, le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal d' Angers Loire Métropole (PLUi) et le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Loire Angers ne permettent pas la réalisation du projet. Pour le rendre réalisable et assurer la sécurité, la sûreté et la fonctionnalité de l'établissement, la mise en compatibilité de ces deux documents est nécessaire.

Qu'est-ce qu'un PLUi ?

Le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) est un document de planification prospectif et réglementaire, qui définit l'avenir du territoire. Il traduit un projet politique pour différentes communes, regroupées en communauté et défini les ambitions pour les futurs projets de développement des territoires concernés.

Le PLUi fixe et harmonise, pour les années à venir, les objectifs de développement des communes et leurs politiques publiques en matière d'urbanisme, d'habitat, d'environnement, d'économie, de paysage, d'équipement ou encore de déplacement. Il fixe les règles d'utilisation du sol et de construction, applicables sur l'ensemble du territoire.

Le PLUi d'Angers Loire Métropole a été approuvé le 13 février 2017, et est entré en vigueur sur le territoire de la nouvelle commune de Loire-Authion le 18 octobre 2021.

Le PLUi est consultable sur le site d'Angers Loire Métropole.

Les éléments constitutifs du PLUi

- **Le rapport de présentation :** Il propose un diagnostic général de la commune. Il expose la situation existante, présente les perspectives d'évolution et les dispositions réglementaires en vigueur devant être respectées lors de la mise en place du PLUi. Ce document assure la cohérence de l'ensemble du PLUi.
- **Le Plan d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) :** Il fixe le projet du territoire pour les dix ou les quinze prochaines années, précise les orientations générales à l'échelle du territoire communal en matière de développement économique et social, d'environnement et d'urbanisme. Il prévoit par exemple l'évolution du nombre de logements, les besoins en matière d'équipement, de transport, de commerce, ou encore concernant la préservation des espaces agricoles et naturels.
- **Les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) :** Les OAP peuvent être comparées à des zooms du PADD sur certains quartiers ou sur certaines thématiques, permettant de préciser les orientations d'aménagement.
- **Un dispositif réglementaire :** il est nécessaire pour mettre en œuvre les orientations prises dans le PADD. Il s'agit d'un plan de zonage qui découpe le territoire en plusieurs zones selon leurs spécificités (habitat individuel, économique...) et d'un règlement pour chacune des zones définies, qui définit ce qu'il est possible de construire ou non.
- **Les annexes :** Elles comprennent des informations ou indications utiles à la compréhension du PLUi, en particulier les servitudes d'utilité publique, les réseaux d'eau potable et d'assainissement.

Qu'est-ce qu'un SCoT ?

Le Schéma de Cohérence Territoriale est un document de planification qui définit, sur le long terme (entre 15 à 20 ans), les grandes orientations d'aménagement et d'organisation du territoire à l'échelle de plusieurs communes pour un territoire donné. Il peut, si nécessaire, être modifié ou révisé dans son ensemble. C'est un document réglementaire qui s'impose au PLUi.

Le SCoT Loire Angers a été approuvé le 9 décembre 2016. Il s'applique actuellement sur le territoire de la communauté urbaine Angers Loire Métropole, les anciennes communautés de communes Loire Aubance et du Loir, et la commune Loire-Authion.

Sur le territoire, le pôle métropolitain Loire Angers est un syndicat mixte regroupant plusieurs intercommunalités dont la mission est l'élaboration et le suivi du SCoT et du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET). C'est également une instante qui permet aux intercommunalités de coopérer autour d'un projet commun dans les domaines de l'économie, du tourisme, des déplacements, de l'environnement...

Avec l'entrée en vigueur du schéma départemental de coopération intercommunale, le périmètre du pôle métropolitain a été étendu le 1er janvier 2017. Les élus du Pôle métropolitain Loire Angers ont donc décidé le 29 janvier 2018 d'élaborer un SCoT unique pour le territoire.

Les éléments constitutifs du SCoT

Le SCoT est composé de 3 documents principaux. À ces trois documents, peuvent être ajoutés des pièces complémentaires, en particulier un cahier de recommandations à destination des PLU (communaux ou intercommunaux).

- **Un Rapport de Présentation :** Il contient notamment le diagnostic, l'évaluation environnementale du projet, une analyse des besoins en logements et activités, une analyse de la consommation d'espaces.
- **Un Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) :** Il répond à la question : Que va-t-on faire ? Il porte la vision partagée du devenir du territoire métropolitain. Il met en cohérence l'ensemble des politiques d'aménagement et de développement durable métropolitaines et fixe les objectifs.
- **Un Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) :** Il est la mise en œuvre du PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durable) et constitue son « volet réglementaire ».

Une nécessaire mise en compatibilité

Le site d'étude se localise en zone naturelle (N) et en zone agricole (A). La zone N est une « zone à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels. » La zone A est une « zone qui correspond aux secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. »

Au regard de ces éléments, il conviendra d'adapter le règlement et le zonage du PLUi pour permettre la réalisation de l'établissement pénitentiaire.

> Une mise en compatibilité du PLUi d'Angers Loire Métropole sera nécessaire.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable du (PADD) du SCoT Loire Angers s'articule autour de 3 grands axes :

- Donner une nouvelle ambition au territoire angevin ;
- Organiser un développement solidaire dans un territoire multipolaire ;
- Préserver et valoriser les richesses naturelles, patrimoniales et paysagères.

Le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) du SCoT Loire Angers définit plusieurs orientations générales à privilégier dans les projets d'urbanisation et opérations d'aménagement :

- Grands équilibres territoriaux et organisation de l'espace ;
- Favoriser le rayonnement et le développement économique ;
- Développer et qualifier l'offre résidentielle ;
- Définir une politique globale de mobilité ;
- Protéger l'environnement et améliorer le cadre de vie.

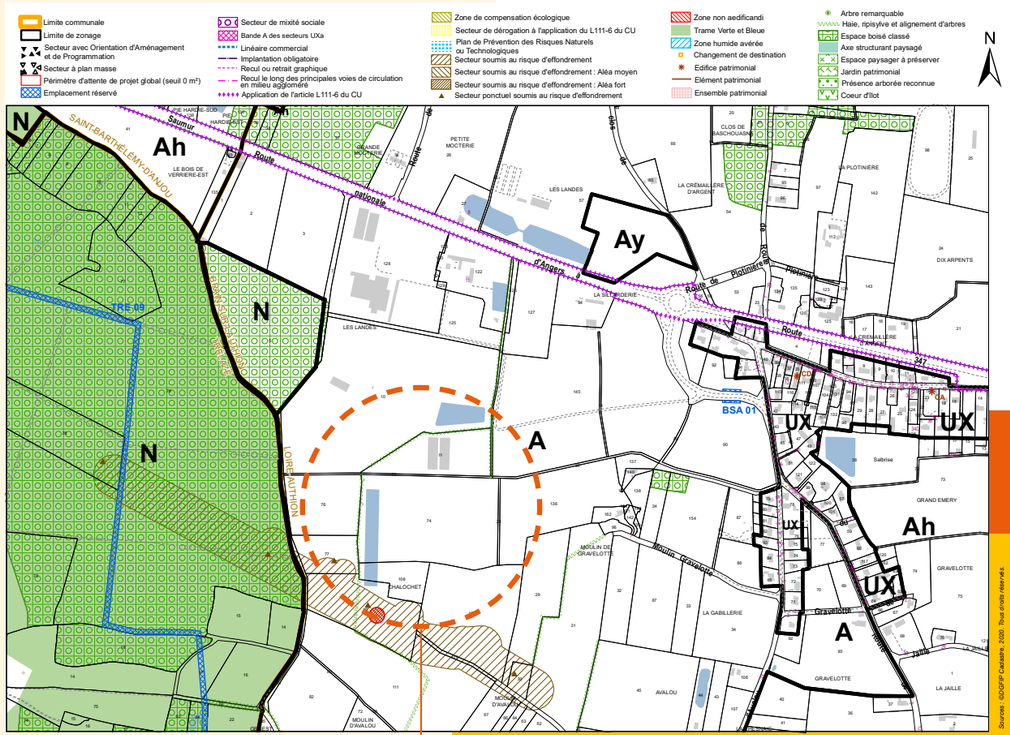
Au regard du DOO du SCoT, le site d'étude se localise en marge d'une trame verte écologique. Il s'agit d'un réservoir de biodiversité complémentaire à protéger.

> Une mise en compatibilité du SCoT Loire Angers sera nécessaire.

Les étapes de la mise en compatibilité

Le PLUi et le SCoT vont être mis en compatibilité via une Déclaration d'Utilité Publique (DUP). La déclaration d'utilité publique est une procédure administrative du droit français, qui permet de réaliser une opération d'aménagement sur des terrains privés en les expropriant, précisément pour cause d'utilité publique ; elle est obtenue à l'issue d'une enquête d'utilité publique.

Plan de zonage actuel du PLUi de Loire-Authion



Site d'étude pour l'implantation de l'établissement pénitentiaire

Notes

APIJ
AGENCE PUBLIQUE
POUR L'IMMOBILIER
DE LA JUSTICE

INFORMEZ-VOUS ET DONNEZ VOTRE AVIS

www.concertation-justice-angers.fr

PROJET DE construction

D'UN ÉTABLISSEMENT PÉNITENTIAIRE SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE TRÉLAZÉ ET DE LOIRE-AUTHION

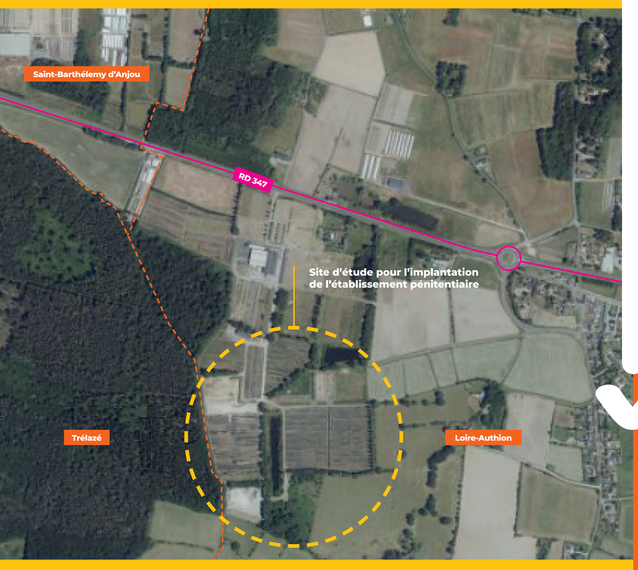
Mise en compatibilité des documents d'urbanisme (PLUi et SCoT)

CONCERTATION PRÉALABLE

Du 18 janvier au 28 février 2022

Le projet de construction de l'établissement pénitentiaire sur le territoire des communes de Trélazé et de Loire-Authion consiste à construire un établissement de 850 places, intégrant notamment des détenus hommes (790 places) et femmes (60 places).

Porté par l'APIJ, mandatée par le ministère de la Justice, ce projet vise à réduire la surpopulation carcérale et s'inscrit dans le cadre du programme immobilier pénitentiaire, qui prévoit la construction, d'ici 2027, de 15 000 places supplémentaires en détention en France.



LES CHIFFRES CLÉS

850 places de détention

50 000 m² de surface de plancher

130 millions d'euros HT environ de coût prévisionnel

INFORMEZ-VOUS

› **Sur le site Internet :**
www.concertation-justice-angers.fr

› **En lisant le dossier de concertation,**
en mairie déléguée de Brain-sur-l'Authion à Loire-Authion, en mairies de Loire-Authion, à Saint-Mathurin-sur-Loire, de Trélazé et de Saint-Barthélemy d'Anjou et en préfecture

EXPRIMEZ-VOUS

› **Sur le registre en ligne :**
www.concertation-justice-angers.fr

› **Sur les registres papier :**
en mairie déléguée de Brain-sur-l'Authion à Loire-Authion, en mairies de Loire-Authion, à Saint-Mathurin-sur-Loire, de Trélazé et de Saint-Barthélemy d'Anjou, en préfecture

› **Par voie postale :** APIJ
67 avenue de Fontainebleau
94270 Le Kremlin Bicêtre

LE CALENDRIER DU PROJET

Octobre 2018 : Annonce du Plan Immobilier Pénitentiaire et du projet d'établissement pénitentiaire d'Angers

Avril 2021 : Études préalables

Septembre 2021 : Protocole d'accord entre le ministère de la Justice et Angers Loire Métropole

18 janvier - 28 février 2022 : Concertation préalable

2ème semestre 2022 : Dépôt du dossier de déclaration d'utilité publique en préfecture, comprenant le bilan de la concertation

1er semestre 2023 : Enquête relative à l'utilité publique du projet et à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme, enquête parcellaire et de cessibilité

2023 : Arrêté de déclaration d'utilité publique valant mise en compatibilité du SCoT et du PLUi

2023 : Études d'avant-projet, dépôt du permis de construire

2024 : Fin des études, obtention du permis de construire

2024 : Démarrage des travaux

2027 : Livraison et ouverture de l'établissement

PARTICIPEZ AUX 5 RENDEZ-VOUS

3 PERMANENCES

Venez rencontrer l'équipe du projet

- **Le 25 janvier 2022 de 9h à 12h,**
  51 place Jean XXIII, Saint-Barthélemy d'Anjou
- **Le 25 janvier 2022 de 14h à 17h,**
  en mairie de Trélazé
- **Le 26 janvier 2022 de 9h à 12h,**
  en mairie déléguée de Brain-sur-l'Authion, à Loire-Authion

1 RÉUNION PUBLIQUE

Venez poser vos questions et donner votre avis

- **Le 3 février 2022 à 19h,**
  en salle des fêtes, en mairie déléguée de Brain-sur-l'Authion, à Loire-Authion

Cette réunion sera également diffusée en direct sur le site Internet du projet.

1 ATELIER PARTICIPATIF

Venez travailler en atelier sur le projet

- **Le 5 février 2022 à 9h30,**
  en salle des fêtes, en mairie déléguée de Brain-sur-l'Authion, à Loire-Authion

Ces modalités de concertations peuvent évoluer en fonction du contexte sanitaire. Toutes les informations actualisées sont disponibles sur le site Internet
www.concertation-justice-angers.fr

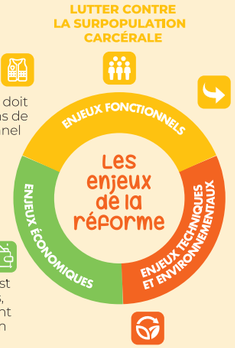
MINISTÈRE DE LA JUSTICE
Liberté Égalité Fraternité

APIJ
AGENCE PUBLIQUE POUR L'IMMOBILIER DE LA JUSTICE

Développer la capacité et la qualité de l'accueil pénitentiaire en France

Ce programme vise à lutter contre le phénomène de surpopulation carcérale (environ 57 000 places pour plus de 69 000 détenus en France) et à faire évoluer le parc pénitentiaire, afin d'améliorer la prise en charge des personnes détenues et les conditions de travail des personnels sur l'ensemble du territoire français.

Construire 15 000 places supplémentaires d'ici 2027



LUTTER CONTRE LA SURPOPULATION CARCÉRALE

AMÉLIORER LES CONDITIONS DE TRAVAIL DU PERSONNEL PÉNITENTIAIRE
la conception architecturale doit prendre en compte les conditions de vie et de travail du personnel

LA RÉINSERTION ACTIVE DES DÉTENUS
améliorer les conditions de détention en mettant en place des dispositifs de travail et de formation en détention, mais également un suivi personnalisé des peines et une architecture favorisant l'apaisement

L'EXIGENCE DE SÉCURITÉ ET DE SÛRETÉ
les contraintes de sécurité, conséquences de la mission de garde dont l'administration pénitentiaire est investie, représentent un facteur essentiel du coût de la construction et du fonctionnement. La conception a donc pour soin de les envisager dans leur globalité

LA MAÎTRISE DES COÛTS
une attention particulière est portée sur la maîtrise des coûts, tant sur le plan de l'investissement que sur celui de l'exploitation du bâtiment

L'INSCRIPTION DES PROJETS DANS UNE DÉMARCHE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE
les enjeux environnementaux pris en compte dans la conception et l'exploitation-maintenance sont la gestion de l'énergie, le confort thermique et la qualité de l'air

Des capacités d'accueil multipliées par quatre sur le secteur d'Angers pour résorber la surpopulation



Comment s'informer et participer ?

Le projet de construction d'un établissement pénitentiaire et de mise en compatibilité des documents d'urbanisme intercommunaux (PLUi et SCoT), sur le territoire des communes de Trélazé et de Loire-Authion, est soumis à la procédure de concertation préalable, organisée par l'APIJ au titre des articles L.121-16 et suivants du code de l'environnement, et au titre des articles L.103-2 et suivants du code de l'urbanisme.

Cette concertation se tiendra du mardi 18 janvier au lundi 28 février 2022 inclus.

La concertation a pour objectifs :

- **D'informer le public de manière claire et transparente sur les enjeux et les données du projet ;**
- **De créer un espace de dialogue pour recueillir observations et propositions.**

La concertation préalable est organisée sous l'égide d'un garant, désigné par la Commission Nationale du Débat Public (CNDP). Serge QUENTIN est chargé de veiller au respect du droit à l'information et à la participation du public.

Vous pouvez le contacter :

- **Par mail :**
  serge.quentin@garant-cndp.fr
- **Par courrier :**
  M. Serge QUENTIN – CNDP
  244, boulevard Saint-Germain
  75007 Paris

3 PERMANENCES

Venez rencontrer l'équipe du projet

Le 25 janvier 2022 de 9h à 12h,
51 place Jean XXIII, Saint-Barthélemy d'Anjou

Le 25 janvier 2022 de 14h à 17h,
en mairie de Trélazé

Le 26 janvier 2022 de 9h à 12h,
en mairie déléguée de Brain-sur-l'Authion, à Loire-Authion

1 RÉUNION PUBLIQUE

Venez poser vos questions et donner votre avis

Le 3 février 2022 à 19h,
en salle des fêtes, en mairie déléguée de Brain-sur-l'Authion, à Loire-Authion

1 ATELIER PARTICIPATIF

Venez travailler en atelier sur le projet

Le 5 février 2022 à 9h30,
en salle des fêtes, en mairie déléguée de Brain-sur-l'Authion, à Loire-Authion

Ces modalités de concertation peuvent évoluer en fonction du contexte sanitaire.
Toutes les informations actualisées sont disponibles sur le site Internet **www.concertation-justice-angers.fr**

INFORMEZ-VOUS

- **Sur le site Internet :**
  www.concertation-justice-angers.fr
- **En lisant le dossier de concertation,**
  en mairie déléguée de Brain-sur-l'Authion à Loire-Authion, en mairies de Loire-Authion, à Saint-Mathurin-sur-Loire, de Trélazé et de Saint-Barthélemy d'Anjou et en préfecture

EXPRIMEZ-VOUS

- **Sur le registre en ligne :**
  www.concertation-justice-angers.fr
- **Sur les registres papier :**
  en mairie déléguée de Brain-sur-l'Authion à Loire-Authion, en mairies de Loire-Authion, à Saint-Mathurin-sur-Loire, de Trélazé et de Saint-Barthélemy d'Anjou et en préfecture
- **Par voie postale :**
  APIJ - 67 avenue de Fontainebleau
  94270 Le Kremlin Bicêtre

PROJET DE construction

D'UN ÉTABLISSEMENT PÉNITENTIAIRE SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE TRÉLAZÉ ET DE LOIRE-AUTHION

Mise en compatibilité
des documents d'urbanisme (PLUi et SCoT)

CONCERTATION PRÉALABLE DU MARDI 18 JANVIER AU LUNDI 28 FÉVRIER 2022

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
Liberté
Égalité
Fraternité

APIJ
AGENCE PUBLIQUE POUR L'IMMOBILIER DE LA JUSTICE

INFORMEZ-VOUS ET DONNEZ VOTRE AVIS
www.concertation-justice-angers.fr

Construction d'un établissement pénitentiaire de 850 places

Le projet d'établissement pénitentiaire sur le territoire des communes de Trélazé et de Loire-Authion sera un établissement de 850 places, intégrant des détenus hommes (790 places) et femmes (60 places).

Qui conduit le projet ?

Le futur gestionnaire de l'établissement :

L'Administration Pénitentiaire, une direction du ministère de la Justice, est chargée de la gestion quotidienne du centre pénitentiaire une fois que celui-ci sera créé.

Le maître d'ouvrage :

L'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice (APIJ) est le maître d'ouvrage. Elle supervise le projet de construction du futur établissement pénitentiaire. Elle coordonne l'ensemble des acteurs qui interviendront du début à la fin de la réalisation du projet.

LE CALENDRIER DU PROJET

Octobre 2018 : Annonce du Plan Immobilier Pénitentiaire et du projet d'établissement pénitentiaire d'Angers

Avril 2021 : Etudes préalables

Septembre 2021 : Protocole d'accord entre le ministère de la Justice et Angers Loire Métropole

18 janvier – 28 février 2022 : Concertation préalable

2ème semestre 2022 : Dépôt du dossier de déclaration d'utilité publique en préfecture, comprenant le bilan de la concertation

1er semestre 2023 : Enquête relative à l'utilité publique du projet et à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme, enquête parcellaire et de cessibilité

2023 : Arrêté de déclaration d'utilité publique valant mise en compatibilité du SCoT et du PLUi

2023 : Etudes d'avant-projet, dépôt du permis de construire

2024 : Fin des études, obtention du permis de construire

2024 : Démarrage des travaux

2027 : Livraison et ouverture de l'établissement

LES CHIFFRES CLÉS

850
places

50 000
m² environ de surface de plancher

130
millions d'euros HT environ de montant prévisionnel

Le futur établissement pénitentiaire et son environnement

Où serait situé l'établissement ?

L'APIJ étudie actuellement le site d'Angers les Landes.

Sur la commune de Loire-Authion, à proximité de Trélazé et de Saint-Barthélemy d'Anjou, le site est en limite du bois de Verrières, au sud de la RD 347. Le centre-ville d'Angers est à environ 10 km à vol d'oiseau.

Ce site est constitué de parcelles privées : deux exploitations horticoles et des terres agricoles qui couvrent une surface d'environ 17 hectares.

La concertation permettra d'aborder les sujets liés à l'implantation de l'établissement pénitentiaire, et notamment :

- La localisation précise de l'établissement sur le site d'étude
- L'insertion paysagère du bâtiment
- L'intégration de vos avis et contributions au projet lorsque cela est possible
- La mise en comptabilité des documents d'urbanisme, nécessaire à la réalisation du projet

pourquoi ce site ?

Le choix du site d'implantation d'un établissement pénitentiaire répond à un cahier des charges strict, avec des contraintes liées notamment à son accessibilité, la proximité d'un commissariat et d'un tribunal de grande instance, son insertion dans un secteur offrant suffisamment de partenaires publics, associatifs, etc.

Le site retenu pour affiner les études est celui qui présente le meilleur compromis entre l'impact généré sur le territoire et la gestion des nuisances périphériques.

Le site de la Bodinière, à Trélazé, a également été étudié. Une étude de faisabilité a révélé différentes contraintes : nécessité de créer une voie viabilisée pour accéder au site, présence de zones naturelles protégées et notamment d'un espace boisé classé. Ces différentes contraintes ont conduit à poursuivre la recherche foncière localement pour proposer l'alternative d'Angers les Landes.

1ha = 1hectare = 10 000 m²



quelle prise en compte de l'environnement ?

Dès le début de la conception du projet, la prise en compte des enjeux environnementaux est une priorité pour étudier les impacts du projet et les éviter, les réduire et les compenser dans un objectif de :

- Prendre en compte les risques naturels
- Préserver la faune et la flore
- Assurer la gestion de l'eau et l'assainissement
- Prendre en compte l'activité agricole
- Prendre en compte les infrastructures de transport d'énergie
- Veiller à une bonne insertion du projet dans son environnement
- Assurer la desserte du futur établissement

Les apports du projet pour le territoire

Le développement des infrastructures et des services publics locaux

En général, l'installation d'un établissement pénitentiaire implique le développement du réseau de transports en commun et d'infrastructures publiques.

Il contribue de fait au développement du territoire.

La création d'emplois et les retombées économiques

Un centre de détention de 850 places engendre la création de 400 emplois directs environ et un montant de commande annuelle de 5,5 millions d'euros.

Projet de construction d'un établissement pénitentiaire sur le territoire des communes de Trélazé et de Loire-Authion, mise en compatibilité du PLUi de Loire-Authion et mise en compatibilité du SCOT Loire Angers

Du 18 Janvier 2022 au 14 Mars 2022

Observation n°1

Déposée le 18 Janvier 2022 à 05:31
Par Anonyme

Observation:
Je suis totalement opposé à ce projet qui va impacter fortement la valeur de l'immobilier, l'attractivité de saint Barthélémy et le trafic routier déjà très chargé aux horaires de bureau.
Mettez cette prison loin des habitations.
Pourquoi venir polluer notre environnement ??!!!

Observation n°2

Déposée le 18 Janvier 2022 à 12:03
Par Jacquemin eddy
25 rue marc leclerc
49460 Cantenay Epinard

Observation:
Vous parlez de 400 emploi directs et 120 emploi indirects.
Pouvez-vous détailler de tels type de métiers une telle structure a besoin afin de pouvoir orienter nos enfants vers ces métiers?

Observation n°3

Déposée le 18 Janvier 2022 à 14:23
Par perzo catherine
17 rte d avalou
49800 brain sur l authion

Observation:
Ayant ma maison route d avalou a brain sur l authion, celle ci va se trouver à 300 metres de la prison, je viens vous vous exposer mon avis qui est negatif vis à vis de cette construction:
Etant à 300 metres de ce futur etablissement , nous allons subir une perte financiere sur la valeur de notre bien, pour lequel ,nous avons travaillé dur pour l acquerir et l ameliorer! nous allons egalement avoir des nuisances sonores importantes qui vont se repercuter sur notre santé.
- l impact sur la biodiversité sera present egalement.il y a beaucoup d animaux dans ce lieu
-Nous sommes dans un secteur ou l eau est presente , le fait de construire sur ces terrains risque de nous amener des soucis d inondations.
-Il y aura des problemes d assainissement aussi, la pollution lumineuse:Les nouveaux centres penitentiers sont construits dans des zones industrielles ou pres d autoroutes et non pres de zones pavillonnaires !!!
- de plus, 4 années de constructions seront ingerables sur nos petites routes, vous allez mettre en danger tous ceux qui circulent chaque jour, en particulier , je pense au lycée narcé, nous les habitants et nos jeunes !!!
Pour toutes ces raisons,je suis contre ce projet.

Observation n°4

Déposée le 18 Janvier 2022 à 18:25
Par Anonyme

Observation:
Bonjour,

Il y aura-t-il une adaptation de la route de beaufort pour s'adapter à ce nouveau projet ?
Cette route est très empruntée et risque de l'être encore +.

Observation n°5

Déposée le 18 Janvier 2022 à 21:40
Par Anonyme

Observation:
Je désapprouve ce projet.

Observation n°6

Déposée le 18 Janvier 2022 à 21:48
Par Anonyme

Observation:
Plutôt que de construire des prisons, pourquoi ne pas consacrer ces millions d'euros à faire en sorte que le taux de criminalité et de délinquance baisse ? Hausse des budgets de l'éducation nationale, retour des commissariats de proximité par exemple..

Observation n°7

Déposée le 18 Janvier 2022 à 21:56
Par Lefevre Constance
26 rue du coureau
49800 Loire Authion

Observation:
Est-ce normal de modifier le plui car cela arrange l'état? Nous sommes tous contraints de le suivre pour des raisons environnementales en grosse partie. L'état devrait donner l'exemple.

De plus, un centre pénitentiaire à proximité de ces communes très familiales, cela risque de dégrader fortement le cadre de vie.

Les détenus qui travaillent en journée vont-ils utiliser les mêmes transports en commun que nos enfants?

Cordialement,

Observation n°8

Déposée le 19 Janvier 2022 à 14:23
Par Lucas Christine

Observation:
La prison va se construire sur des terres horticoles et à ce titre va participer à l'artificialisation des sols. Est-il prévu dans le projet de prison la création d'espaces verts ou cultivables qui permettraient de réduire l'artificialisation. Ceci permettrait également de faire rentrer dans le projet social et d'insertion de la prison un volet développement durable intéressant.

Observation n°9

Déposée le 19 Janvier 2022 à 22:36
Par Anonyme

Observation:
Bonsoir,
C'est bien pour les détenus d'avoir de nouveaux locaux mais il faudrait mieux favoriser la prévention et donner plus de moyens aux SPIP, et favoriser les alternatives à l'incarcération. Cordialement

Observation n°10

Déposée le 20 Janvier 2022 à 17:18
Par Vele Matthieu
Rue de la Croix de Bois
49800 Loire Authion

Observation:
Bonjour
Je me présente, je suis Matthieu Velé, repreneur de la société Ernest Turc à Brain sur l'Authion.
J'ai quelques questions et je serai heureux de recevoir vos réponses:

- combien d'heures de travail seront effectuées par les prisonniers par an? Est-ce qu'une partie des heures de travail seront en dehors des murs de la prison? Par exemple, est-ce qu'un prisonnier peut participer à des travaux horticoles dans les champs? Quels types d'ateliers existent dans les prisons françaises?

- Pour accéder à la prison, il semble que la seule solution citée dans l'étude soit le transport par la route qui est déjà saturée aux heures de pointe. Quand Avrillé a accepté d'avoir l'autoroute traversant la ville, Avrillé a été la première commune à bénéficier du tramway avec Angers. Si Brain sur l'Authion accepte la prison, est-ce qu'une solution de transport par rail peut être envisagée: une solution simple serait de mettre une gare au lycée de Narcé sur la ligne Angers-Saumur pour desservir Narcé + la ville de Loire Authion + la prison avec une connection en bus. Une solution plus complexe serait la construction d'une extension du tramway angevin vers l'est (St Barthélémy/Trélazé/Brain). Est-ce que l'une de ces solutions est sérieusement envisagée pour 2030?
En parallèle, est-ce qu'un accès vélo est envisagé dans le prolongement de la voie vélo qui longe l'Authion.

- Artificialisation des sols: quelles solutions sont envisagées pour réduire l'impact de la prison sur l'environnement: contingentement des places de parking? Parking enterrés? Panneaux solaires? Potager ou verger au sein de la prison?

Un grand merci
Matthieu Velé
07 84 99 76 61

Observation n°11

Déposée le 21 Janvier 2022 à 14:31
Par RICHOU OLIVIER
7 rue de Belzunce
75010 Paris 10e Arrondissement

Observation:
Madame, Monsieur
La prison sera mitoyenne, à l'ouest, d'un massif boisé majoritairement résineux de plusieurs dizaines d'hectares, particulièrement exposé à l'incendie si des gens s'y introduisent.
Le projet fait état des clôtures de la future emprise du centre de détention mais Il semble indispensable de prévoir une autre clôture, le long de ce bois, afin d'éviter qu'il ne devienne une aire de pique-nique géante ou de toilettes publiques pour les visiteurs en attente.
Afin qu'elle ne soit pas contournée, cette clôture, d'une hauteur indispensable de 2 mètres, devrait s'étirer de la RD 347 à la parcelle cadastrale AS 37, située sur Trélazé à La Bodinière.
Je vous remercie.

Observation n°12

Déposée le 21 Janvier 2022 à 14:40
Par Anonyme

Observation:
Les bois voisins du site retenu sont une zone de chasse au gros gibier. La nouvelle installation, l'urbanisation du secteur va le faire fuir. Quelle indemnisation est prévue pour les chasseurs ?
Cordialement

Observation n°13

Déposée le 21 Janvier 2022 à 14:50
Par Anonyme

Observation:
Comment se fait-il que 17 hectares de terrain soient artificialisés pour 850 détenus ? Cela fait 200 mètres carrés goudronnés ou bétonnés par détenu !
Sachant qu'un détenu doit disposer en cellule de 10 mètres carrés au mieux, que fait-on des 190 autres ?
Ne peut-on pas réduire un peu au lieu de choisir toujours l'étalement facile ?
Merci

Observation n°14

Déposée le 21 Janvier 2022 à 21:02
Par Anonyme

Observation:
Un centre penitentiaire de 800 places!!!,la nature a horreur du vide ajouter à cela une surpopulation pénale,ca veux dire au moins 1400 détenus.une nouvelle prison oui mais a taille humaine.Les économies faites pourront être investies dans les assos de réinsertion et de lutte contre la récidive.stop au tout carcéral.

Observation n°15

Déposée le 23 Janvier 2022 à 13:22
Par Anonyme

Observation:
Bonjour,
Je viens d'emménager à Brain sur l'Authion en me disant c'est une ville familiale, agréable et tranquille.
J'ai peur que cette définition ne soit plus la même une fois la prison construite aux bords de celle ci..
Je crains pour la fréquentation des écoles et des associations sportives et culturelles dans les années à venir si le projet de concrétise.
Il serait regrettable que le visage de la ville change à cause d'une prison.
Je suis contre ce projet.

Observation n°16

Déposée le 23 Janvier 2022 à 14:16
Par Anonyme

Observation:
Bonjour,
Avec mon mari nous avons choisi la ville de Loire Authion pour sa tranquillité afin d'y fonder notre famille. La construction de la prison nous inquiete quant à la fréquentation du centre ville, de l'école et ses alentours. Si le projet se concrétise nous remettrons peut être en question notre envie de rester sur la commune.
Ça nous fait également peur pour le marché immobilier de la commune, nous espérons que celui ci ne va pas chuter considérablement à l'avenir..
Je suis contre ce projet.
Je pense qu'il est plus judicieux de créer ce type de projet dans une zone industrielle dans Angers ou 1ere couronne d'Angers.
En achetant à Brain sur l'authion nous avons acheté notre tranquillité. Ancien résident d'Angers et de Saint Barthélemy d'Anjou, nous sommes partis suite à la dégradation de la population dans ses villes où nous ne sentions plus forcément en sécurité.

Observation n°17

Déposée le 23 Janvier 2022 à 23:11
Par Richou Pierre
Verrières
49800 Trélazé

Observation:
Que va devenir l'actuelle prison d'Angers?
N'y avait-il pas la possibilité de la rénover au lieu d'artificialiser 17 ha de terres agricoles ?

Observation n°18

Déposée le 26 Janvier 2022 à 09:30
Par Anonyme

Observation:
Non à la prison sur Trélazé !

Trélazé est déjà une commune qui souffre d'un déficit d'image, avec son urbanisation à outrance cette commune subit déjà des problèmes quotidiens liés à l'insécurité et aux incivilités de la population locale (zone picasso, quantinière, ...).

Créer une prison sur cette commune ce serait la catégoriser et la stigmatiser comme une zone à voyous.

Quid des transports de détenus entre le commissariat central et la prison ? En tant que parent résidant sur Trélazé, je n'ai aucune envie que mes enfants voient passer tous les jours les véhicules de transports pénitentiaires devant leur maison.

Donc encore une fois NON ! NON ! et NON ! à la prison sur Trélazé et aux alentours !

Observation n°19

Déposée le 26 Janvier 2022 à 23:11
Par Anonyme

Observation:
Habitant à andard Je ne souhaite pas de nouvelle prison à proximité d autant que les infrastructures routières ne sont pas adaptées. La rd 347 est déjà saturée et ne peut pas supporter des flux liés à cette nouvelle prison il faudra un aménagement en 4 voies.

Observation n°20

Déposée le 27 Janvier 2022 à 09:38
Par Observatoire international des prisons Section française

Observation:
Merci de prendre en compte la contribution de l'Observatoire international des prisons-section française que vous trouverez en pièce jointe.

1 document joint.

OBSERVATOIRE INTERNATIONAL
DES PRISONS
SECTION FRANÇAISE

NON A LA CONSTRUCTION DE TOUJOURS PLUS DE PRISONS !



L'extension du parc carcéral est présentée par le gouvernement français, depuis des décennies, comme l'une des principales réponses pour lutter contre la surpopulation carcérale et l'indignité des conditions de détention. Son ineffectivité a pourtant largement été documentée par les institutions européennes et les organisations et associations du monde prison-justice.

Il n'est pas un pays où la construction de prisons s'est avérée être la solution. En France, en dépit de l'augmentation continue du nombre de places de prison ces trente dernières années, l'inflation carcérale est telle que la surpopulation dans les prisons est encore d'une actualité criante.

Sans corrélation avec l'évolution de la délinquance, la hausse du nombre de personnes détenues semble s'expliquer par des orientations de politique pénale de plus en plus répressives. Qui refusent de tirer les leçons d'une réponse carcérale coûteuse et contre-productive, alors que d'autres solutions – dessinées notamment au niveau européen – existent.

> **«Il apparaît important de tirer les leçons de l'inefficacité des mesures prises depuis trente ans pour enrayer la surpopulation carcérale et d'élaborer une stratégie globale pour y mettre un terme. Le CPT rappelle une fois de plus que l'accroissement des capacités d'accueil est loin de constituer une solution durable au problème de la surpopulation.»**
>
> *Extrait du rapport du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT), publié en juin 2021 à l'issue de sa dernière visite en France.*

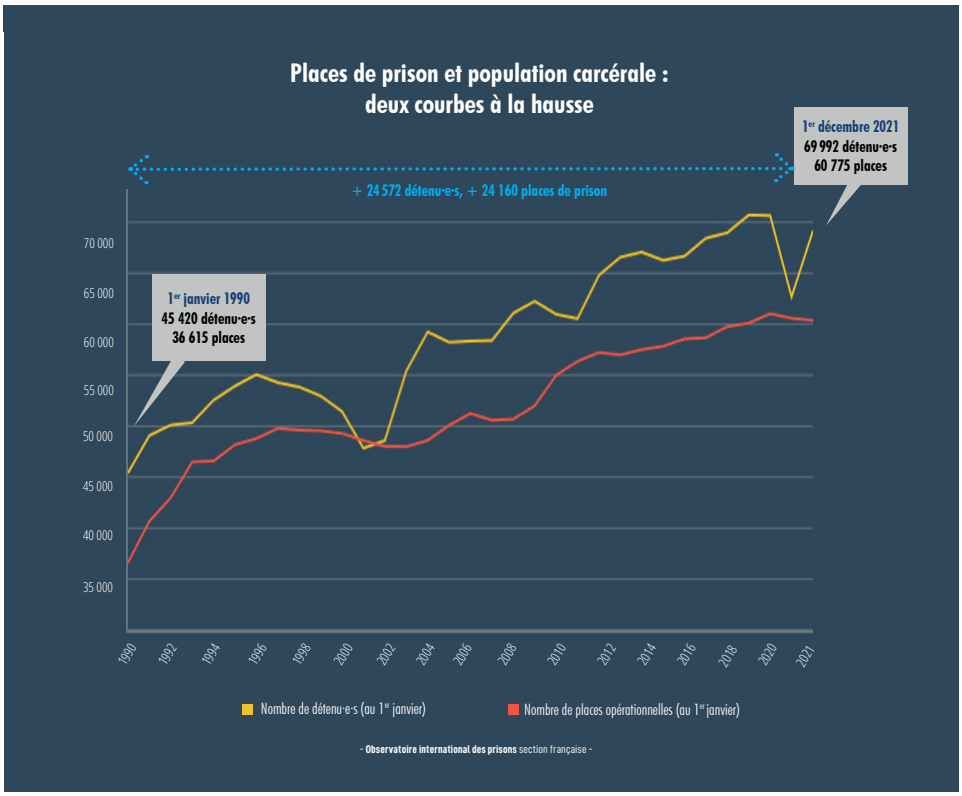
Construire pour remplir

Au 1er décembre 2021, 69 992 personnes étaient détenues dans les prisons françaises . Plus du double qu'il y a quarante ans[1]. Si le nombre de personnes détenues n'est pas encore remonté à son triste record de mars 2020 (72 575) – avant sa baisse historique au début de la crise sanitaire –, il en prend nettement le chemin. Il a en effet flambé, de manière continue, dès juin 2020. En un an et demi, la population carcérale a augmenté de 20 %. Le nombre de matelas au sol a, sur la même période, presque quadruplé.

La surpopulation carcérale atteint aujourd'hui une moyenne de 115% au niveau national, et 135% dans les maisons d'arrêt (où se concentre la surpopulation). Près de 1 600 détenus dormant sur des matelas posés au sol. Et au total, 39 établissements ou quartiers affichent un taux d'occupation supérieur ou égal à 150% (contre 30 en 2000).

Parallèlement, les pouvoirs publics n'ont cessé de construire toujours plus de prisons : entre 1990 et 2020, le nombre de places de prison est passé de 36 615 à 60 775. **Ainsi, depuis plus de trente ans, nombre de places de prison et nombre de prisonniers évoluent parallèlement : + 24 160 places nettes ; + 24 572 personnes détenues.**

1. 31 551 au 1er janvier 1982.



Une inflation carcérale sans lien avec l'évolution de la délinquance

Déjà en 2012, le Contrôleur général des lieux de privation de liberté d'alors, Jean-Marie Delarue, insistait sur ce point : « **Il convient de se défaire résolument de l'idée commune selon laquelle les effectifs de personnes emprisonnées sont liés à l'état de délinquance du pays et que, plus la criminalité augmenterait, plus les prisons se rempliraient** »[2].

En effet, si les chiffres de la délinquance sont toujours difficiles à manipuler, les organismes qui étudient la question (Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales, Centre d'Observation de la société, Observatoire scientifique du crime et de la justice) s'accordent autour du le fait que, ce qui augmente, ce n'est pas l'insécurité mais le « sentiment d'insécurité », particulièrement perméable à la médiatisation de faits divers et aux discours politiques démagogiques. Surtout, **aucune corrélation ne saurait être faite entre l'augmentation du nombre de personnes détenues et l'évolution de la délinquance**.

2. CGLPL, Avis du 22 mai 2012 relatif au nombre de personnes détenues, 13 juin 2012.

Les facteurs de l'augmentation massive de la population carcérale sont ailleurs, en particulier dans les orientations de politique pénale de plus en plus répressives. Ces dernières décennies, on peut notamment retenir :

- La **pénalisation** d'un nombre toujours plus important de comportements, avec la création de nouveaux délits : racolage passif, mendicité agressive, occupation d'un terrain en réunion, occupation d'un hall d'immeuble, vente à la sauvette, maintien irrégulier sur le territoire, correctionnalisation du défaut de permis de conduire ou d'assurance, ou plus récemment le fait de circuler sans autorisation en période de confinement ou de se soustraire à un test PCR pour une personne étrangère soumise à une mesure d'éloignement.

- Le développement de procédures de jugement rapide particulièrement pourvoyeuses d'incarcération telles que la **comparution immédiate**. Elles aboutissent à un taux plus important de peines de prison ferme (environ 70 %, soit 8 fois plus que les procédures classiques), et à des peines plus longues.

- Le recours accru à la **détention provisoire** et un allongement des délais avant jugement. Les prisons comptaient ainsi 21 075 prévenus au 1er janvier 2020, contre 16 549 en janvier 2015, soit une augmentation de 27% en cinq ans.

- L'augmentation du **nombre de peines de prison** ferme. Le garde des Sceaux se félicitait ainsi récemment que 113 000 années de prison aient été prononcées en 2016 contre 89 000 en 2005 (+27%), et 132 000 peines d'emprisonnement ferme prononcées en 2019 contre 120 000 en 2015 (+10%) .

- L'explosion du nombre de **courtes peines** : les personnes condamnées à des peines de prison d'un an ou moins représentent 36,7 % des détenus condamnés en 2021 contre 25,3 % en 2000.

- Le prononcé de **peines de plus en plus lourdes** par ailleurs : en janvier 2020, 11 989 personnes étaient détenues au titre d'une peine de 5 ans ou plus, contre moins de 6 000 personnes en 1980.

- L'augmentation globale de la **durée moyenne de détention** effectuée, qui a presque doublé en quarante ans, passant de 5,8 mois en 1982 à 8,6 mois en 2003, et à 10,7 mois en 2019.

La prison : une réponse coûteuse et contre-productive

Construction, entretien et coût journalier : le coût de la prison est astronomique. **Pour la seule année 2022, près d'un milliard d'euros d'investissement immobilier est prévu.** Une somme qui vient s'ajouter à la dette immobilière qui, échelonnée sur près de trente ans, s'élève à ce jour à près de 5 milliards d'euros.

3. Réponse d'Éric Dupond-Moretti dans le cadre des questions au Gouvernement, Assemblée nationale, 18 mai 2021.

Cette course à la construction asphyxie les fonds disponibles pour la rénovation des bâtiments vétustes – plus d'un tiers du parc carcéral –, pour la (ré-)insertion ou encore pour les alternatives à l'incarcération et les aménagements de peine, dont les budgets stagnent à un niveau dérisoire.

De plus, **le coût moyen d'une journée de détention est estimé à environ 100 €**, soit trois fois celui d'un placement à l'extérieur – environ 30 €[4]. Des données de 2012 mettent en perspective le très fort écart annuel entre le coût moyen de l'enfermement d'une personne et de sa prise en charge en milieu ouvert : 32 000 € contre 1 014 €[5].

Un coût qui paraît d'autant plus abyssal que le **caractère criminogène et désocialisant de la prison** est unanimement reconnu. Si la manipulation des chiffres de la récidive est à prendre avec une grande précaution, toutes les études concluent que les peines alternatives sont plus efficaces à cet égard.

Prison et lutte contre la récidive : un constat d'échec partagé par tous les gardes des Sceaux

Christiane Taubira soulignait en 2012 : « Aujourd'hui, notre taux de remplissage des prisons n'est plus seulement inacceptable, il est dangereux. […] Il y a des années qu'on sait que la prison, sur les courtes peines, génère de la récidive, c'est presque mécanique. Je le dis, il faut arrêter ! Ça désocialise, ça coûte cher et ça fait de nouvelles victimes »[6].

La même année, **Jean-Jacques Urvoas** observait que « la première étape pour éviter la récidive est d'éviter l'emprisonnement qui aggrave la situation sociale, psychique, familiale des personnes, perpétue des phénomènes de violence et enferme les personnes dans un statut de délinquant. […] Les politiques qui misent sur l'incarcération ne sont pas efficaces, mais vous refusez de l'admettre »[7].

En 2019, **Nicole Belloubet**, qui lui a succédé, déclarait : « Afin de favoriser la réinsertion et d'éviter la récidive des personnes placées sous-main de justice, il est nécessaire de penser, plus encore que cela n'a été fait jusqu'alors, la peine hors de la prison »[8].

Quant à **Éric Dupond-Moretti**, il était signataire en 2017 d'une tribune parue dans *Le Monde*, dont les auteurs affirmaient : « On sait, données statistiques et études à l'appui, que la prison renforce les facteurs de délinquance et accroît la récidive »[9].

4. Avis sur le budget 2015 de l'administration pénitentiaire, Sénat, novembre 2014.
5. Conférence de consensus sur la récidive, « Combien coûte la prison ? », 2012.
6. « Taubira : ''Les courtes peines, il faut arrêter !'' », *Libération*, 7 août 2012.
7. Propos tenus par Jean-Jacques Urvoas lors de débats sur l'exécution des peines, Assemblée nationale, 19 et 20 février 2012.
8. Déclaration de Nicole Belloubet, garde des sceaux, sur l'équilibre des peines et la réforme de la justice, 13 mai 2019.
9. « Prétendre qu'il faudrait plus d'incarcération relève d'une imposture », *Le Monde*, 3 avril 2017.

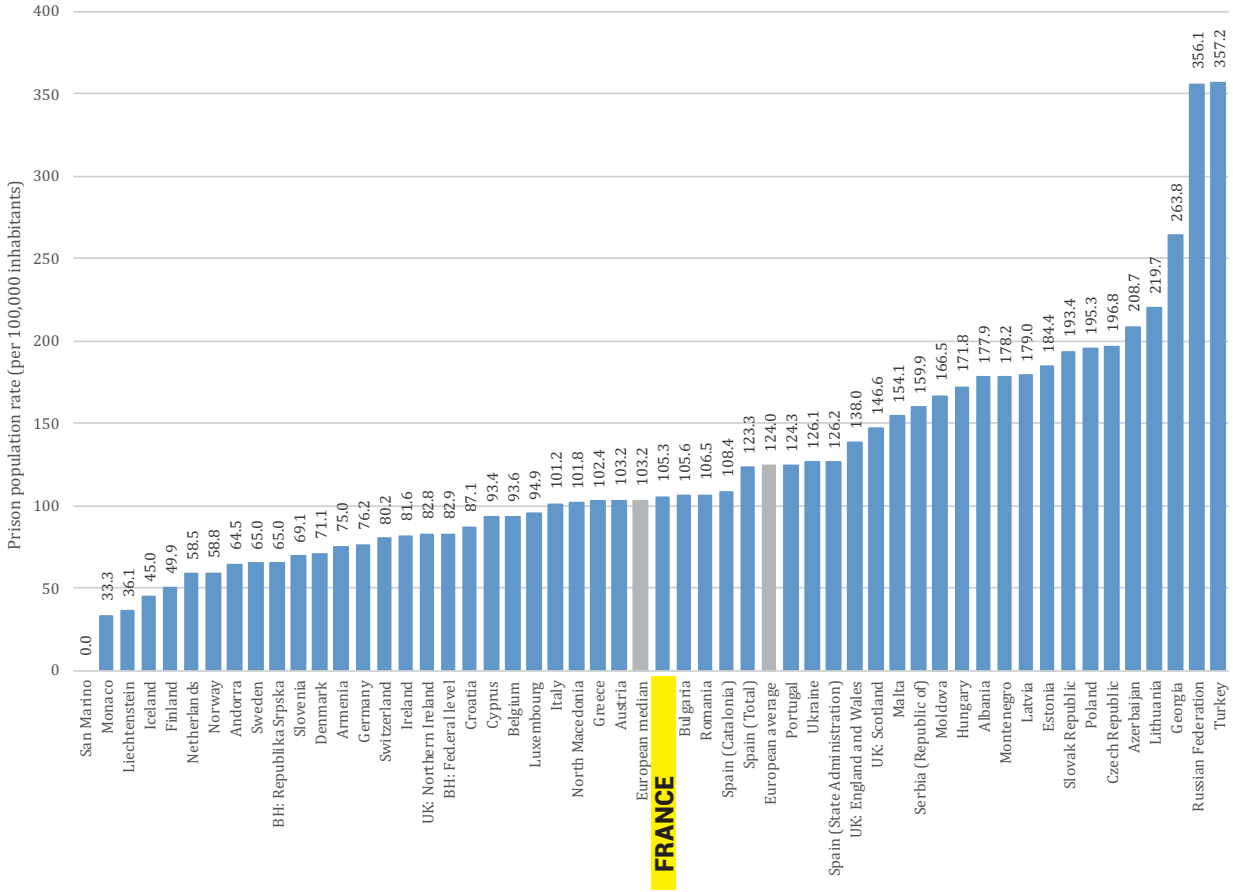
Vers d'autres solutions que la construction

La France, mauvais élève européen

La France était, au 31 janvier 2020, le **cinquième pays du Conseil de l'Europe présentant la plus forte densité carcérale** (derrière la Turquie, l'Italie, la Belgique et Chypre). Avec un taux d'occupation moyen de ses prisons de 115 %, elle se situait 28 points au-dessus de la moyenne européenne (87 %).

La France est également **à contre-courant de la forte baisse du nombre moyen de personnes détenues** pour 100 000 habitants dans les pays du Conseil de l'Europe (de plus de 20 points entre 2010 et 2020). Avec un taux de détention de 105,3, la France reste au-dessus de la médiane européenne (103,2), alors que ses plus proches voisins sont très largement en-dessous (93,6 en Belgique, 76,2 en Allemagne, 58,5 aux Pays-Bas, notamment).

Figure 1. Prison population rates (inmates per 100,000 inhabitants) on 31st January 2020 (N=51)



Pour une politique de déflation carcérale

Jusqu'à présent, aucune réforme n'a permis de résorber le problème structurel de surpopulation carcérale, pour lequel **la Cour européenne des droits de l'homme a condamné la France** en janvier 2020 et lui a enjoint d'adopter des « mesures générales » visant sa « résorption définitive »[10].

Mais les réformes adoptées récemment – que ce soit la loi de programmation pour la justice ou la loi pour la confiance dans l'institution judiciaire – ne permettent d'espérer une amélioration. **Une véritable politique réductionniste s'impose**, qui prenne en compte les différents facteurs de l'inflation pénale et replace la privation de liberté en tant que « peine de dernier recours ».

Une telle politique implique :

- La dépénalisation de certains types de délits, en confiant leur prise en charge à des autorités administratives (comme la conduite sans permis) ou sanitaires (comme la consommation de stupéfiants).

- La limitation des possibilités de recours à la détention provisoire dès le placement initial, et la réduction de sa durée.

- Une stricte limitation du champ d'application des procédures de jugement rapide.

- Une révision de l'échelle des peines qui allie réduction du recours aux longues peines et remplacement des courtes peines de prison par des mesures non carcérales, en particulier par des mesures de probation en milieu ouvert.

- Le développement des mesures permettant de réduire la durée effective de la peine de prison.

10. CEDH, arrêt J.M.B. et autres c. France, 30 janvier 2020.

Observation n°21

Déposée le 27 Janvier 2022 à 12:52
Par Anonyme

Observation:
Cette prison serait trop loin du commissariat central d'Angers 11km, mais 20min de trajets quand tout va bien. De plus les accès se feraient par la seule départementale RD347 qui est déjà saturée en heure de pointe. Imaginer un transfert de prisonniers tandis que le convoi est bloqué dans les bouchons ?
Autre solution imaginer les transfert par Saint Barthelemy ou Trélazé ? Non on en veut pas !!!

Observation n°22

Déposée le 27 Janvier 2022 à 14:41
Par Anonyme

Observation:
Bonjour,

Vous dites que le nouveau centre pénitentiaire va entraîner la création de +400 postes mais que faites vous pour les personne pour qui ça entraîne une perte d'emploi ?

Ex : agents avec un trop long trajet qui devront démissionner, le boulanger qui beneficiait de la clientèle des agents, des visiteurs, des familles, le bureau de tabac qui fournit l'établissement actuel, le coiffeur/la salle de sport/la banque qui permettaient aux agents d'y aller sur la pause méridienne, etc.

Observation n°23

Déposée le 28 Janvier 2022 à 15:50
Par Marais Suzanne
9 rue Abel Ruel
49000 Angers

Observation:
Il est indispensable que les familles et proches de personnes détenues puissent avoir accès à des TRANSPORTS EN COMMUN depuis la gare ou depuis le centre ville pour se rendre aux parloirs à des horaires compatibles aux heures des parloirs, y compris le dimanche s'il y a des parloirs le dimanche.

La MAISON D'ACCUEIL des familles :
-Pour être vraiment un lieu d'accueil elle doit être située à l' extérieur des murs de la prison, disposer d'un espace en plein air clos pour les enfants.
-Il est souhaitable que, si des agents de l'Administration pénitentiaire doivent y pénétrer (pour régler des problèmes de linge, colis, prise de rendez-vous) un local soit prévu à l'entrée afin que, au-delà, les visiteurs s'y sentent chez eux. Pour la même raison : pas de caméra dans ce lieu.
-Sera-t-elle gérée par des bénévoles ou un prestataire de service ? ou les deux ? En plus des zones communes, bureau indépendant indispensable pour l'accueil par les bénévoles.
HEBERGEMENT : est-il prévu un lieu d'hébergement pour les familles venant de loin aux parloirs ? si oui géré par ? financé par ?

Observation n°24

Déposée le 28 Janvier 2022 à 18:47
Par Lebas Anne
Route Du Clos Gasnier
49630 Corné

Observation:
Arrêter de demander toujours l'avis de la population pour ce genre de projet, ça ne mène à rien puisque les gens sont systématiquement contre tout (c'était pareil pour le crématorium). Cela fait attendre des mois voir des années avant que la réalisation ne se fasse alors que le besoin est très urgent. Il faut une autre prison pour Angers, cest absolument nécessaire donc prenez la décision de l'endroit et construisez ! Demander l'avis des habitants est un non-sens puisque vous savez les problèmes que ça engendre, discussions à n'en plus finir et les mois qui passent sans qu'une décision soit prise !
Construisez cette prison c'est urgent !

Observation n°25

Déposée le 28 Janvier 2022 à 19:43
Par Anonyme

Observation:
Bonjour,

Le PLUi va t'il évoluer autour de la prison ? Il est dit sur le reportage de France 3 que le bassin d'habitat doit présenter des possibilités de logements locatifs conséquentes.

Vous dites que le site d'implantation de la prison est sur une « friche horticole » hors l'Anjou est la capitale du végétal, ce site ne peut-il pas être remployé en horticulture spécialisé ?

Merci.

Observation n°26

Déposée le 28 Janvier 2022 à 20:54
Par jeanneteau jean-François
3 place Olivier giran
49100 Angers

Observation:
Les documents joints regroupent les observations et souhaits du Groupe Angevin Concertation Prison sur le projet de construction du nouvel établissement pénitentiaire Angers-Les Landes.

1 document joint.

OBSERVATIONS ET SOUHAITS

DU GROUPE ANGEVIN

CONCERTATION PRISON

SUR LE PROJET DE

CONSTRUCTION

DU NOUVEL ÉTABLISSEMENT

PÉNITENTIAIRE

ANGERS-LES LANDES

Présentation des documents

Au regard de leurs pratiques respectives auprès des personnes détenues à la maison d'arrêt d'Angers et de leurs familles et amis les différentes associations intervenantes ont formalisé un ensemble de remarques et souhaits concernant le nouvel établissement pénitentiaire à construire sur la commune de Loire-Authion.

Celui-ci concerne des aspects matériels (locaux et équipements) nécessaires au bon fonctionnement des associations dans et hors de l' établissement, mais aussi des aspects d'une portée générale sur le fonctionnement des établissements pénitentiaires.

Sont recueillies dans ce document les contributions de :

1. **L'Association Olivier Giran :**

(a) Accueil des familles et amis des personnes détenues à l'occasion des parloirs.
(b) Relais Enfants- Parents
(c) Téléphone du dimanche

(*50 bénévoles- 25000 passages annuels à la maison d'accueil)*

2. **Les visiteurs de Prison :**

(Sur une année :18 visiteurs – 370 visites – 40 personnes détenues visitées - 530 heures)

3. **Les Aumôneries** (Catholiques, Protestantes et Musulmanes)

4. **Le Secours Catholique**

5. **La société Saint Vincent de Paul**

6. **La ligue des droits de l'homme**

Association Olivier Giran

Recommandations concernant la maison d'accueil, son environnement et sa desserte

Environnement et Architecture : à positionner en dehors de l'enceinte du centre pénitentiaire - architecture idéale de plein pied dans un site clos, sécurisé et arboré + gazon - lumineux (baies vitrées - puits de lumière). Inclure à l'extérieur abri vélos - abri poussettes - table pique-nique 'autoroute' - jeux, toboggan et balançoires jardins publics avec sol adapté.

Local d'accueil : indépendant - sans caméra - de taille adaptée à l'effectif connu des familles - de forme arrondie - avec différents corners permettant de réaliser des activités et accueils différenciés selon les besoins (coins ou local animation enfants - coin garderie de petits durant les parloirs - coin ou salle enfants - coin toilette privé bénévoles + toilette F + Enfants + H, dont toilette PMR) - coin ou pièce de confidentialité pour certains partages - espace gestion administrative de l'accueil avec ordi et prise / connexion tel et WI-FI - coin repos - coin lecture / bibliothèque - coin tisanerie équipé vaisselle, micro-onde, évier, bouilloire, frigo) - placard et espace de rangement du matériel d'entretien et matériel sensibles (ordi - jeux - …)
Mobilier unifié - solide - lavable - gai -
Prévoir coin casier en retrait du couloir d'accueil, pour éviter de bloquer l'accueil
Coin poubelle.

Ménage et maintenance des locaux d'accueil : réalisés par le centre pénitentiaire

Si partage des missions d'accueil avec un prestataire privé : Il sera important de bien définir le rôle de chacun sachant que dans un partage avec un prestataire, les bénévoles conservent pleinement leur rôle d'accueillant. Le prestataire se voit confier les tâches en rapport avec l'AP : les casiers, le prise de RV, la garde d'enfants pendant parloir...

Transports : Prévoir ligne de bus suffisantes ou navettes pour permettre aux familles de se rendre aux parloirs à partir de la gare SNCF.
Pistes cyclables jusqu'au site, emplacements vélos avec prise recharge vélos électriques

Hébergement : en centre ville à envisager pour les familles hors département.

Association Nationale des Visiteurs de Prison

et Société Saint Vincent de Paul

On souhaite plus d'investissement pour le milieu ouvert, les nouvelles prisons doivent s'inscrire dans la perspective de fermeture des établissements obsolètes et aller vers de l'encellulement individuel en prenant en compte les surfaces nécessaires pour l'implantation d'ateliers, de salles de formation en nombre suffisant et tout l'aspect des parloirs "avocats" et famille.

Ce qui implique :

- des salles en quantités suffisantes pour les rencontres avec les personnes détenues.
- des jardins.
- des ateliers en quantités suffisantes pour permettre à un maximum de personnes détenues de pouvoir travailler.
- au moins une salle équipée (ordinateur + vidéo-projecteur) pour les associations (info hebdo,... etc).

De même la mise en place des UVF doit permettre de répondre à toutes les demandes sans attendre des délais extrêmement longs (pour de pas dire inadmissibles).

La réflexion de l'organisation doit porter sur la détention, bien sûr, mais sur le travail, la formation et le maintien du lien familial et vers le monde "extérieur" pour tous les intervenants.

On pense qu'il ne faut pas oublier l'humain dans ces nouvelles constructions : Un personnel en nombre suffisant et formé, des espaces de communication collective, entre les personnes détenues et entre elles et le personnel.

Il faudrait veiller à ce que cet établissement soit suffisamment bien desservi pour permettre aux familles et proches de s'y rendre facilement et à moindre frais.

Je rajouterai aux propos de nos responsables de permettre aux visiteurs de prison d'avoir des parloirs dignes de ce nom pour exercer leur rôle de visiteurs.

Rencontre entre les aumôniers musulmans, protestants et catholiques

de la maison d'arrêt d'Angers pour une réflexion commune

en vue de la construction de la nouvelle prison.

La taille de la prison envisagée nous laisse penser qu'il y aura à la fois une maison d'arrêt et un centre de détention avec probablement 2 salles de culte séparées.

Pour chacune de ces deux salles, nous souhaitons un espace suffisamment grand (en pensant à d'éventuelles restrictions sanitaires), que la salle soit dédiée à l'usage exclusif du culte, qu'elle soit insonorisée et possède un lavabo et des toilettes.

Il serait nécessaire d'avoir des lieus de rangement qui ferment à clé pour chaque culte, que l'espace soit équipé de matériel audiovisuel avec un écran pour pouvoir projeter des documents, un ordinateur, un lecteur DVD .

Nous souhaiterions également un tableau blanc d'une part et d'autre part un panneau pour afficher qui puisse être masqué par un rideau avec bien entendu dans la salle des tables et des chaises. D'autre part nous aimerions avoir la clé de la salle pour pouvoir sortir le cas échéant.

Quid de la présence des femmes aux temps de cultes ? Dans certains lieux de détention, une mezzanine permet aux femmes de participer aux cultes en même temps que les hommes sans qu'il y ait pour autant de contact direct.

Nous pensons nécessaire également d'avoir des petits bureaux attenants pour les entretiens individuels.

À l'extérieur de la prison, nous aimerions une salle mutualisée avec les autres associations dans laquelle on entre à l'aide d'un badge pour nos réunions et éventuellement pour rencontrer des intervenants extérieurs.

Secours Catholique Angers

Nous préconisons :

- de veiller à l'existence de locaux collectifs suffisants pour les activités ; au delà des ateliers, locaux d'enseignement ou de soin, il faut de l'espace pour les activités associatives et le culte (La logique de construction vise trop souvent à éviter les occasions de rencontres humaines et le collectif, avec l'objectif illusoire d'éviter les occasions de violence, alors que c'est justement quand on frustre les gens de lieux d'expression et d'échange que la tension monte et va péter d'autant plus fort qu'elle aura été contenue longtemps).

- et naturellement, de veiller aux espaces favorisant le lien familial : il faut un UVF et des locaux dignes, anticiper les transport des familles de la gare jusqu'à l'établissement

GROUPE ANGEVIN CONCERTATION PRISON

Associations	Contacts
Association Olivier Giran	Jean-François Jeanneteau oliviergiran.association@sfr.fr
Les Visiteurs de prison	François-Michel Leveau
Le courrier de Bovet	Simone Naulet
Les Aumôneries Catholiques	Marie-Odile Cochet aumonerieprison.49@laposte.net
Les Aumôneries Protestantes	Francis Rigotti
Les Aumôneries Musulmanes	Mohamed Jarmouni
Le Secours Catholique	Jean-Patrice Cordier prison.490@secours-catholique.org
Les Compagnons d'Emmaüs	Emmaus.anjou@orange.fr
La Croix-Rouge	André-Jean Glière andré-jean.gliere@croix-rouge.fr
La ligue des Droits de l'Homme	Catherine Jamil angers@ldh-France.org
Société Saint Vincent de Paul	François-Michel Leveau maisonstvp@orange.fr
Aide Accueil Angers	Gaëlle Rochard gaelle.rochard@aide-accueil.fr

Observation n°27

Déposée le 29 Janvier 2022 à 11:08
Par Anonyme

Observation:
Des friches industrielles il y en a malheureusement partout. Commencez donc par utiliser ces espaces en les faisant nettoyer et dépolluer par les anciens propriétaires et les prisonniers Angevins puis construisez.

Observation n°28

Déposée le 29 Janvier 2022 à 14:23
Par Anonyme

Observation:
Je suis opposée au projet de construction de la nouvelle prison sur la commune de Loire Authion.
La construction est prévue sur des terres agricoles ce qui est contraire aux politiques actuelles de préservation des terres agricoles.
La construction de la prison à proximité des habitations d Avaloup et de la crémaillère d argent engendrerait trop de nuisances lumineuses....sonores...
Cris sirènes....circulation...entre autres..
La qualité de vie à la campagne s en trouverait fortement dégradée....
Un site loin d'une zone résidentielle serait plus approprié à la construction de ce futur établissement pénitentiaire.

Observation n°29

Déposée le 29 Janvier 2022 à 17:17
Par leguillon frederic
10 route d avalou
49800 BRAIN SUR L AUTHION

Observation:
Mon avis est des plus défavorable ! Il me semble que ce choix d'implantation est juste un choix d'opportunité porté par une seule voix, celle du mairie de Loire Authion et laisser faire par Angers Loire Métropole (loin des yeux, loin du cœur). J'ai fais un choix de vie, vivre dans ma région de naissance reconnue par son bien être entre équilibre ville/campagne. j'ai choisi d'habité près d'Angers mais cependant à la campagne, avec ces contraintes de transport entre autres (pour les enfants, le travail...) mais surtout pour la joie d'être en lien avec la nature et le caractère local fait de terres horticoles reconnues !
Une telle décision d'implantation est incompréhensible et au vue des dernières implantations de prisons, dans des friches industrielles avec des infrastructures déjà viabilisées, est incohérente. Changer un PLU, alors défendu électoralement jusqu'à présent, pour du Béton est scandaleux. Aucune considération des proches habitants de maisons individuelles, avec pour certaines des caractères historiques comme moi !!
Réfléchissez bien l'avenir de notre planète, que laisserons nous comme traces face des décisions hâtives portées l’appât du gain et le nombrilisme. Un habitant de la campagne trop près de ce projet ! La campagne la campagne !!

Observation n°30

Déposée le 30 Janvier 2022 à 12:16
Par Anonyme

Observation:
Je refuse d'avoir un centre pénitentiaire de 850 places voir 1200 détenus .
Nous avons fait construire en 1995, en campagne, le calme et la nature.
Pourquoi choisir ce site les Landes?
il n'y avait pas d'autres sites proposés, friches industrielles la Poissonnière, ancienne usine Thomson, zone industrielle comme ATOLL avec toutes les commodités sont déjà présentes, bus , commerces, tramway, axes autouroutiers.
Autres sites aérodrome de Narce qui doit être convertis en plateforme logistique.
Les nuissances sonores, visuelles, les accès qui ne sont pas compatibles avec l'environnement.

Observation n°31

Déposée le 31 Janvier 2022 à 12:09
Par chabrun marine

Observation:
Bonjour, j'aimerais une description de l'organisation des soins pour cette nouvelle maison d'arrêt.
Prévoit-on des unités d'hospitalisation somatique et psychiatrique à Angers, ou faudra-t-il toujours des transferts à Rennes et Nantes?
merci

Observation n°32

Déposée le 31 Janvier 2022 à 16:52
Par jacquemin eddy
25 rue marc leclerc
49460 Cantenay Epinard

Observation:
Observations
Nouvel établissement

Observation n°1 : Vous parlez de 400 emplois directs et 120 emplois indirects.
Pouvez-vous détailler de tels type de métiers une telle structure a besoin afin de pouvoir orienter nos enfants vers ces métiers?

Observation n° 2 : Nous sommes en pleine période de Covide, avec beaucoup de cas qui compliquent le quotidien des citoyens, des mesures sanitaires complexes. Nous sommes à moins de trois mois de la présidentielle. Ces éléments ne sont-ils pas de nature à diminuer la participation des citoyens à cette concertation ?

Observation n° 3 : Vous avez annoncé que l'établissement était à 15km de la gare Saint Laud d'Angers qui va financer le développement des infrastructures pour permettre l'accès au site par la route mais également les infrastructures, transports en commun, pistes cyclable, etc...

Observation n°4 : Le fait de favoriser la voiture, les commerçants locaux auront peu de retombées puisque les usagers de la voiture préferent les grandes structures commerciales facilement accessible en voiture

Observation n°5 : La taille de la structure va demandé des appels d'offres auxquels les petits artisans locaux auront du mal à répondre. Est-il prévu une structure afin de les aider à profiter du fonctionnement de telle structure ?

Observation n°6 : Il est 2 parkings 275 places pour le personnel et 315 pour les visiteurs, il y aura en plus besoin de véhicules pour assurer le fonctionnement d'un établissement de 850 places en théorie (Extractions judiciaires, extractions médicales, transferts, founisseurs des cantines (achat) des personnes détenues, buanderie, restauration, poubelles, maintenance et travaux, pour le travail des personnes détenues à l'intérieures de nos murs, fournisseurs de l'économat, etc...)

Celà représenter un flux de combien de véhicules quotidien ?
Si j'ai bien compris c'est aux collectivités territoriales de trouver des solutions et des financements pour développer des infrastrucrures alternatives à la voiture (Transports en commun, pistes cyclables, vision conférences, etc...°) afin de respecter les engagements de la COP 21

Observation n°7 : Il y aura une nurserie sur le future site cela posera le problème des soins médicales, en effet le personnel permament de l'USMP (Unité Sanitaire en Milieu Pénitentiaire) n'est pas spécialisé pour ce genre de Public, donc du personnel spécialisé viendront sur notre site.
Pour les urgences ou inquiétudes et en dehors des horaires d'ouverture de l'USMP, Les soins seront assurés comment ? Les extractions médicales mobilisent du personnel qui souvent à d'autres missions à remplir sur le site.

Observation n° 8 : La gestion régionale de la population pénale (c'est-à-dire les 3 régions Bretagne Normandie et Pays de Loire) des personnes détenues multiple le besoin de déplacement et d'infrastructures entre les régions ; Le train c'est moins polluant mais nous sommes à 15 km de la gare annoncé.

De plus la future grande structure de 850 places théorique qui sera la plus importante de la région pénitentiaire de Rennes sera à coté de trois régions pénitentiaires ça facilite la gestion inter régions de la population pénale?

Cette gestion de la population pénale était comptatible avec les objectifs de la COP 21? En effet des établissements à taille humaine permettrent d'éviter un grand nombre de déplacement de longue distance

Observation n°9 : La population pénale a tendance a jeté n'importe quoi dans les WC notamment des médicaments comment seront traitées les eaux usées de cette structure de 850 places

Observation n°33

Déposée le 31 Janvier 2022 à 19:05
Par Anonyme

Observation:
Bonjour,
Je suis contre ce projet de centre pénitentiaire sur notre commune.
L établissement sera trop proche des habitations de la crémaillère d'argent.
La route de beaufort déjà saturée ne pourra pas absorber d'avantage de flux...
Nos écoles sont déjà suffisamment surchargées.
Merci de respecter le choix des habitants.

Observation n°34

Déposée le 02 Février 2022 à 13:56
Par Lerouet Mickael
10 Rue des Mejuteaux
49800 Loire-Authion

Observation:
Bonjour,
ce projet de construction d'un établissement pénitentaire dans notre belle campagne est bien domangeable.
Nous sommes contre ce projet qui va dénaturer notre campagne, et créer des nuisances aux alentours, ainsi qu'encore plus de circulation sur la RD 147 qui est déjà très saturée aux heures de pointes matin et soir !
Fini notre tranquilité ! Nous allons sérieuresement réfléchir à déménager si ce projet devait se faire.
Pourquoi faire ça ici ?? nous sommes quand même plus loin d'Angers que d'autre sites sur Trélazé et les ponts de Cé et je ne vois pas en quoi le site choisi à brain répond au cahier des charges strict défini pour l'implantation d'un tel site pénitentiaire ??
Cordialement
Mr et Mme Lerouet

Observation n°35

Déposée le 02 Février 2022 à 14:05
Par Anonyme

Observation:
Nous sommes contre ce projet de centre pénitentiaire à Brain sur l'Authion
De plus cela va accentuer le trafic de la route RD347 qui est déjà très saturée matin et soir ce qui fait que nos enfants arrivent en retard aux collèges ou lycées.
Pas de prison chez nous !

Observation n°36

Déposée le 02 Février 2022 à 17:23
Par Anonyme

Observation:
bonjour
Si l'etablissement penitentier devait voir le jour.Je voulais savoir comment va etre résolu le probleme des campements sauvage autour de l'établissement et les problemes auccasionnés (bruit entre détenus et civils exterieur,détritus ,dégradations des biens allentour etc....)Sachant que les terrains peuvent etre vendu toutes personnes mal intentionnées.
Je voulais également savoir comment allait etre résolu le probleme des odeurs du a l'assainissement individuel de l'établissement .

Observation n°37

Déposée le 02 Février 2022 à 20:18
Par Anonyme

Observation:
Pourquoi la Ferme au lieu dit Grand Avaloup n'apparaît pas dans les sites classés à respecter ?

Observation n°38

Déposée le 02 Février 2022 à 20:19
Par Anonyme

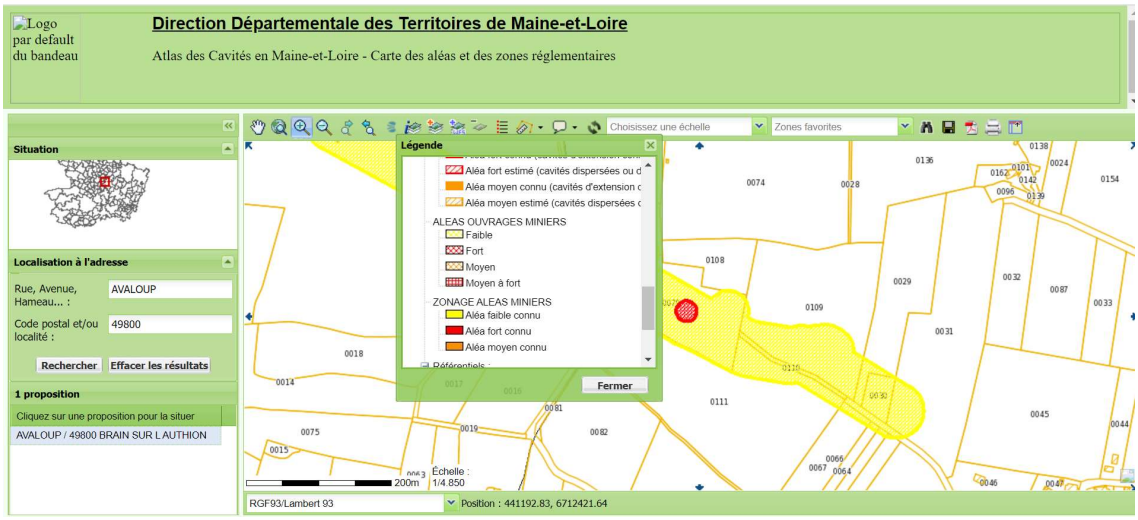
Observation:
Pourquoi la Haie Leroy n'apparaît pas dans les sites classés à respecter ?

Observation n°39

Déposée le 02 Février 2022 à 20:25
Par Anonyme

Observation:
POURQUOI AVOIR AFFIRME QUE LE RISQUE MINIER EVOQUE AU SUD DE LA ZONE EST MINIME ALORS QU'IL EST CLASSE EN ALEA OUVRAGE MINIER RISQUE FORT PAR LA COMMISSION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DU MAINE ET LOIRE ?

1 document joint.


Direction Départementale des Territoires de Maine-et-Loire
Atlas des Cavités en Maine-et-Loire - Carte des aléas et des zones réglementaires
Situation
Localisation à l'adresse
Rue, Avenue, Hameau... :
AVALOUP
Code postal et/ou localité :
49800
Rechercher
Effacer les résultats
1 proposition
Cliquez sur une proposition pour la situer
AVALOUP / 49800 BRAIN SUR L AUTHION
Légende
Aléa fort estimé (cavités dispersées ou d
Aléa moyen connu (cavités d'extension c
Aléa moyen estimé (cavités dispersées c
ALEAS OUVRAGES MINIERS
Faible
Fort
Moyen
Moyen à fort
ZONAGE ALEAS MINIERS
Aléa faible connu
Aléa fort connu
Aléa moyen connu
Fermer
Choisissez une échelle
Zones favorites
Échelle : 1/4.850
200m
RGF93/Lambert 93
Position : 441192.83, 6712421.64

Observation n°40

Déposée le 02 Février 2022 à 20:39
Par Anonyme

Observation:
LE PLAN DE GESTION DU VAL DE LOIRE PATRIMOINE MONDIAL DE L'UNESCO ADOPTE PAR LE PREFET DE LA REGION CENTRE LE 15 DECEMBRE 2012 EXIGE DE SES PARTENAIRES DES ETUDES PREALABLES A TOUT PROJET D'ENVERGURE ET DIVERSES AUTTRES OBLIGATIONS (EN TERME DE RESPECT ARCHITECTURAUX? DE RESPECT DE LA V.U.E. , D'ETUDES D4IMPACT PATRIMONIAL, D4ETUDES D'IMPACT ECOLOGIQUE ET D4ETUDE PAYSAGERE ....)
LA COMMISSION MISSION VAL DE LOIRE (intronisée par le plan de Gestion) A-T-ELLE ETE SAISIE AU PREALABLE ET DANS LES DELAIS LEGAUX ET RAISONNABLES D'INSTRUCTION ?

Observation n°41

Déposée le 02 Février 2022 à 20:41
Par Anonyme

Observation:
LE PARC NATUREL REGIONAL LOIRE ANJOU TOURAINE A-T-IL ETE INFORME ET SAIS DE CE PROJET ?

Observation n°42

Déposée le 02 Février 2022 à 20:45
Par Anonyme

Observation:
SACHANT QUE LE PLAN DU PNR LOIRE ANJOU TOURAINE EST UN DOCENT CONTRACTUEL ENGAGEGANT TOUS LES SIGNATAIRES (COMMUNE ET VAL DE LOIRE PATRIMOINE UNESCO) VOTRE PROJET TIENT6 IL COMPTE DES DIRECTIVES DU PADD ACTUEL OU ATTENDEZ-VOUS LA REVISION DU SCOT ET PLUi POUR FINALISER VOTRE PROJET ?

Observation n°43

Déposée le 02 Février 2022 à 20:54
Par Anonyme

Observation:
CONCERNANT LES DIFFERENTS ENGAGEMENTS DE L'ETAT VIS A VIS DU PNR LOIRE ANJOU TOURAINE (CF DOC JOINT) QUEL(S) PROJET(S) ALTERNATIF(S) AVEZ-VOUS ETUDIE DEPUIS L'INTRODUCTION DU PROJET DES LANDES (A L'ABANDON DES BODINIERE AUTOMNE 2021)?

1 document joint.

• **PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

Ces zones n'ont **pas vocation à recevoir des équipements, des infrastructures ou tout projet de valorisation des ressources naturelles qui remettraient en cause leur biodiversité.**

Les habitats et les effectifs des espèces de ces zones ne devront donc pas être altérés sauf à démontrer qu'aucune solution technique alternative n'est possible ailleurs ou sauf à prouver que le projet, dans la mise en oeuvre de dispositions spécifiques, pourra compenser les impacts et être, au final, bénéfique pour la biodiversité. Ce bénéfice sera évalué à partir des éléments techniques et scientifiques de l'étude préalable d'aménagement.

• **LE RÔLE DU PARC**

Le Parc incitera les acteurs de la gestion de ces espaces à s'engager dans des mesures de conservation de la biodiversité par le biais de mesures contractuelles de gestion.

Le Parc assistera les communes dans leur politique de préservation de ces espaces. Il leur proposera des moyens spécifiques de gestion en mettant en relation les acteurs de la gestion des espaces naturels. Il assistera les collectivités compétentes pour qu'elles intègrent ces objectifs dans leurs documents d'urbanisme. Il s'engage à répondre à toute sollicitation des collectivités qui l'interrogeront sur leurs projets touchant ces zones.

Dans le cadre de la définition de son schéma des potentialités écologiques (article 1 de la charte), le Parc développera en priorité ses capacités d'analyse et d'intervention sur ces milieux naturels.

Il pourra proposer aux opérateurs compétents la mise en œuvre d'une politique de maîtrise foncière appliquée à certains secteurs dont les caractéristiques écologiques et économiques sont propices à une gestion conservatoire durable.

• **LES MODALITÉS D'INTERVENTION**

Les actions à engager par le Parc et ses partenaires sont :

- inventaires précis et réguliers pour étudier l'évolution de ces espaces,
- convention de gestion ou acquisition de foncier à envisager pour certains espaces dans la mesure où cela permet d'atteindre une masse critique suffisante pour intéresser une activité économique qui aura intérêt à entretenir le milieu naturel pour sa propre pérennité (ex: élevage extensif),
- dans ce même but, reconversion de terres arables ou boisées,
- animation et veille écologique sur le long terme.

Pour les projets d'aménagement susceptibles de toucher ces zones, le Parc devra être associé le plus en amont possible afin d'accompagner les projets significatifs d'aménagement du territoire dans un souci constant d'amélioration de la performance environnementale, gage de qualité sur le long terme.

La réalisation de diagnostics et bio-évaluation des systèmes prairiaux et bocagers devra également être engagée. Cette action d'inventaire et de cartographie doit permettre la protection de ces milieux dans les documents d'urbanisme et l'engagement de plans de gestion.

L'engagement des acteurs impliqués dans le Parc

Les EPCI et les communes concernés par ces zones s'engagent à les intégrer dans leurs politiques de gestion et de valorisation des patrimoines. Ainsi, ils chercheront, dans la mesure de leur compétence à :

- mettre en oeuvre des arrêtés municipaux pour interdire les pratiques de loisirs motorisés terrestres dans ces espaces,
- limiter les nouveaux aménagements pouvant nuire à la conservation de la biodiversité sur ces sites et interroger le Parc en amont, au moment des études de faisabilité des projets.
- engager une préservation sur le long terme à l'occasion de la réalisation des documents d'urbanisme.

Afin d'améliorer la connaissance scientifique de ces espaces, il est souhaitable que tous les signataires de la charte puissent réclamer aux bureaux d'étude qu'ils mandatent pour étudier les milieux naturels la restitution de leurs inventaires naturalistes dans l'outil « STERNE », base de données collaborative développée par le Parc.

Contribution de l'État

Les services de l'État mobiliseront prioritairement sur ces espaces les dispositifs contractuels, en vigueur ou à venir, relatifs à la préservation et à la gestion de la biodiversité.

L'État s'engage à ne pas autoriser la réalisation d'infrastructures ou d'aménagements remettant en cause la biodiversité de ces sites. En l'absence de possibilité de projet alternatif, l'État veillera à ce que des mesures compensatoires exceptionnelles soient définies et appliquées en faveur du patrimoine naturel.

Principaux partenaires

Associations de protection de la nature, chambres d'agriculture, départements, régions, conservatoires, CRPF, CSP, CPIE Touraine Val de Loire, fédérations départementales de chasse et de pêche, ONCFS, ONF, Office nationale de l'eau et des milieux aquatiques, DIREN, DDAF…





Observation n°44

Déposée le 02 Février 2022 à 20:59
Par Anonyme

Observation:
La charte du PNR Loire Anjou Touraine stipule que
" Les porteurs de projets publics associeront le Parc aux réflexions préalables à tout projet d'infrastructure, de zone d'activité ou d'aménagement susceptible d'avoir un impact durable sur l'environnement"
Les avez-vous associé à votre projet et si oui à quelle date vp ?

Observation n°45

Déposée le 02 Février 2022 à 21:10
Par Anonyme

Observation:
LE PLUi que vous souhaitez réviser stipule dans ses textes
"Cible 1 : Limiter la consommation foncière Enjeux : ? Lutter contre l'étalement urbain et limiter les impacts sur les milieux naturels et agricoles ; ? Favoriser la proximité des services, des biens et des personnes. Modalités : ? Rechercher la mobilisation et l'optimisation du tissu existant pour la production de nouveaux logements ; L'une des modalités à privilégier pour lutter contre l'étalement urbain est de mobiliser le tissu urbain existant en favorisant son renouvellement."

A ce titre, des projets alternatifs sur des friches industrielles (usine thomson) ou sur des terrains identfiés (ETAS à l'ouest d4angers qui dispose de plus de 60 Ha) ont-ils été étudiés ? Et le seront-ils ?

1 document joint.

PUBLICITÉ

ANGERS CULTURE EDUCATION
Made in Angers. L'Université

ANGERS

La zone de l'ETAS près d'Angers deviendra à terme une zone industrielle

Publié il y a 10 ans le 9 novembre 2011
Par La rédaction

Paramètres cookies

Une information dévoilée aujourd'hui par Daniel Loiseau en charge du développement économique et emploi à Angers Loire Métropole, nous apprends que l'ancien emplacement de l'Etas, ancien établissement public militaire, situé à Avrillé près d'Angers serait dévolu à une prochaine zone communautaire d'activité dédiée à l'industrie.

D'une superficie de 60 Ha, » Cette zone a été inscrite dans le futur shéma du SCOT, si celui-ci est adopté, elle sera réalisée dans le courant des 10 prochaines années » indique l'élu angevin.

Observation n°46

Déposée le 02 Février 2022 à 21:17
Par Anonyme

Observation:
DANS VOTRE DOCUMENT DE PROJET VOUS PARLEZ DE COOPERATION INTERSERVICES POUR LA REALISATION DU PROJET IMMOBILIER (PREFECTURE DREAL DRAC) AVEC PROTOCOLE ENTRE MINISTRE DE LA JUSTICE? LE GARDE DES SCEAUX ET LE ¨PRESIDENT D'ALM
AUCUNE COOPERATION N'EST EVOQUE AVEC LES COMMISSIONS ET SERVICES DU PNR LOIRE ANJOU TOURAINE, NI LA MISSION VAL DE LOIRE 5ALORS QUE L'ETAT A RATIFIE ET S'EST ENGAGE A LES SOLLICITER TOUTES 2 PREALABLEMENT A TOUT PROJET) NI LE COMOPTVR.
POUR QUELLES RAISONS SE PASSER DE LEURS SERVICES, ANALYSES ET DIRECTIVES ?

Observation n°47

Déposée le 02 Février 2022 à 21:26
Par Anonyme

Observation:
DANS VOTRE PROJET INFORMATIF SUR LA CONCERTATION ET VOTRE PROJET VOUS INDIQUEZ QUE
"A l'issue de la concertation, un bilan est arrêté au titre de la mise en compatibilité (L.103-6 du code de l'urbanisme).
vous nous avez dit en réunion avoir contacté le PNR Loire Anjou Touraine depuis peu (puisque le projet à la bodinière n'entrait pas dans le PNR) , vous soucier des travées Bleues et Vertes (le comité opérationnel des trames a du être sollicité) et mesurer l'impact sur le Val de Loire Patrimoine de l'Anjou.
Pouvez-vous en toute transparence nous communiquer les dates auxquelles vous avez saisi pour ce projet précis des Landes (la production à l'appui des courriers signerait votre transparence) ces différents organismes et leurs commissions ?

Observation n°48

Déposée le 02 Février 2022 à 21:32
Par Anonyme

Observation:
EN DROITE LIGNE DES 2 CONTRIBUTIONS PRECEDENTES (COOPERATION DECLAREES DANS VOTRE DOCUMENT EXCLUANT LE PNR ANJOU LOIRE TOURAINE, LA MISSION VAL DE LOIRE MALGRE LES ENGAGEMENTS DES COLLECTIVITES A RESPECTER LEURS CHARTES NOTAMMENT EN PREALABLE A TOUT PROJET D'ENVERGURE OU CHANGEANT DE PLUI ou SCOT), PENSEZ6VOUS AVOIR OFFERT ET OBSERVE UN DELAI LEGAL ET RAISONNABLE D'INSTRUCTION DE VOTRE PROJET POUR EMPORTER UNE DECISION PLEINE, MESUREE, LEGALE PPOUR ENGAGER LESDITES COLLECTIVITES A UN CHANGEMENT DE SCOT ET DE PLUi ?

Observation n°49

Déposée le 02 Février 2022 à 21:42
Par Anonyme

Observation:
Les Equipes Régionales d'Intervention et de Sécurité seules habilitées à intervenir dans un environnement pénitentiaire sont stationnées dans la région Rennaise
Une implantation sur l'Ouest d'Angers (Avrillé, Etas, voire st Jean de Linière) avec un accès rapide facilité réduirait d'au moins 30 minutes un délai d'intervention.
Des solutions alternatives pourraient-elles être de fait étudiées soit à déplacer le projet dans cette zone soit à déplacer le casernement ?

Observation n°50

Déposée le 02 Février 2022 à 21:44
Par Anonyme

Observation:
POUVEZ VOUS VOUS ENGAGER A GARANTIR UN RECRUTEMENT PRIVILEGIE SUR LE BASSIN DE LOIRE AUTHION POUR LE PERSONNEL, POUR LES FOURNISSEURS QUI GARANTIRAIT LES CHIFFRES ECONOMIQUES QUE VOUS AVANCEZ EN GAIN POUR LA COMMUNE ?

Observation n°51

Déposée le 02 Février 2022 à 21:49
Par Anonyme

Observation:
ALM (ANGERS LOIRE METROPOLE) VOUS A-T-ELLE FOURNI LA LISTE DES FRICHES INDUSTRILLES OU MILITAIRES ET PROJETS D'AMENAGEMENTS DE CES FRICHES A COURT ET MOYENS TERMES POUR IDENTIFIER UNE ALTENATIVE ?
ET SINON POUVEZ VOUS LA SOLLICITER (CF ARTICLE JOINT QUI MONTRE QU4IL Y A 10 ANS L'ANTICIPATION ETAIT DEJA DE MISE) ?
ET NOUS TENIR INFORMES ?

1 document joint.

PUBLICITÉ

ANGERS CULTURE EDUCATION
Made in Angers. L'Université

ANGERS

La zone de l'ETAS près d'Angers deviendra à terme une zone industrielle

Publié il y a 10 ans le 9 novembre 2011
Par La rédaction

Paramètres cookies

Une information dévoilée aujourd'hui par Daniel Loiseau en charge du développement économique et emploi à Angers Loire Métropole, nous apprends que l'ancien emplacement de l'Etas, ancien établissement public militaire, situé à Avrillé près d'Angers serait dévolu à une prochaine zone communautaire d'activité dédiée à l'industrie.

D'une superficie de 60 Ha, » Cette zone a été inscrite dans le futur shéma du SCOT, si celui-ci est adopté, elle sera réalisée dans le courant des 10 prochaines années » indique l'élu angevin.

Observation n°52

Déposée le 03 Février 2022 à 07:16
Par Ricoult Baptiste
11 rue des quatre vents
49250 Loire authion

Observation:
Il est inadmissible de venir construire une prison dans une localité aussi agréable qu'est Loire authion et ses alentours.
Le site serait nettement plus à sa place sur un ancien site à l'abandon style industriel. La destruction de 17 hectare de terre pour une prison, dans un environnement où le calme était un critère fondamental pour les gens qui s'y sont installés.
L'axe Loire authion Angers est déjà un axe saturé par la quantité de personne qui l'utilise chaque jour.
En définitive, nous ne voulons pas de cette prison !

Observation n°53

Déposée le 03 Février 2022 à 11:00
Par Anonyme

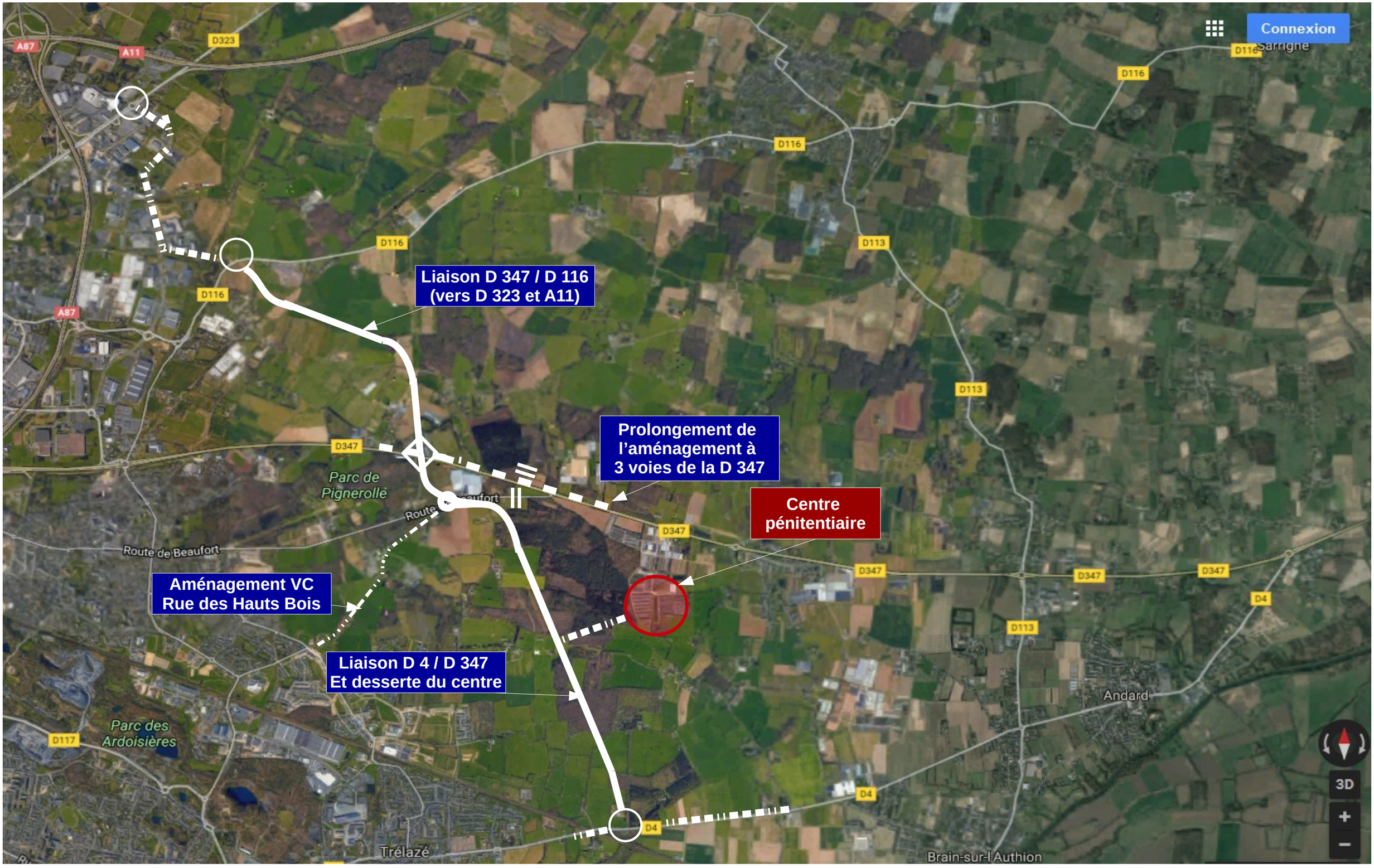
Observation:
1) Justification du projet :
L'acceptabilité d'un projet de centre pénitentiaire de 850 places pose question alors que pendant plus de 10 ans, seule la construction d'une maison d'arrêt de 400 places environ a été évoquée en remplacement de l'actuelle prison d'Angers.
L'utilité du déplacement de la structure actuelle est démontrée. Le doublement de sa capacité ainsi que l'accueil de détenus purgeant des peines de longues durées n'ont aucune justification sur le site proposé.
2) Justification du site :
La réalisation du projet sur l'ancien site agricole des pépinières LEVAVASSEUR ne semble pas acceptable compte tenu de la proximité immédiate des zones d'habitations existantes (Crémaillère d'argent, Calais et Avalou).
Dans tous les cas, l'étude de faisabilité pour la réalisation d'un projet sur ce site devra prévoir la réalisation d' un accès indépendant en direction de la RD 347 vers Angers et l'éloignement maximum des habitations en le décalant le plus à l'ouest possible dans le bois de verrière.
3) Déplacement et desserte du site :
Une étude des déplacements complète devra être réalisée dans le secteur Est de l'agglomération d'Angers suivant les différentes variantes de desserte du centre pénitentiaire qui pourront être analysées.
Un nouvel accès vers la RD 347 en dehors des zones d'habitations existantes est indispensable à l'acceptabilité du projet.
La création d'une voie de contournement Est entre la RD 4 et la RD 347 pourrait répondre à de nombreuses préoccupations concernant les déplacements dans le secteur Est de l'agglomération et assurer l'accès du centre pénitentiaire. Le prolongement de ce barreau de contournement Est de l'agglomération en direction de l'A 11 assurerait un maillage complémentaire des dessertes locales (Zones d'activités, parc des expositions, A 11, zones d'habitations de Trélazé et de Saint Barthélémy-d'Anjou)).
Ci-joint une variante de desserte du centre pénitentiaire qui devrait être analysée

1 document joint.

Liaison RD 4 / RD 347 / RD 16 (RD 323 et A 11) – Desserte Centre pénitentiaire

- Liaison RD 4 / RD 347 + desserte Centre pénitentiaire + aménagement rue du Haut Bois
  - Desserte du centre pénitentiaire facilitée en dehors des zones d'habitation
  - Sécurisation de la RD 347 avec la réalisation d'un échangeur complet et la fermeture de voies d'accès
  - Délestage du trafic des quartiers Est Trélazé / St Barthélémy vers RD 347 (rue de Hauts Bois)
  - Réduction du trafic de la RD 347 avec report partiel sur la RD 4 (liaisons Andard-Brain vers Angers Est)
  - Limitation de la gêne du centre pénitentiaire pour les riverains (accès coté Ouest pour accueil, parking, etc..)
  - Délestage de voies communales non adaptées et structurées pour le trafic projeté (VC de La Chesnaie et de La Jaille)
- Liaison RD 347 / RD 16 (vers RD 323 et A 11)
  - Délestage partiel du trafic de la RD 347 et de l'échangeur de la Cressonnière (fluidité du trafic et pérennité de la trémie de la Cressonnière à 2x1 voie)
  - Amélioration de la desserte Parc des expo / Zones d'activités, depuis le secteur Est
  - Bouclage du contournement du secteur Est de l'agglomération assurant de meilleurs liaisons vers le secteur Nord-Est
  - Liaison alternative préférentielle de la RD 347 vers l'A 11 permettant de limiter le trafic sur la RD 113 via Le Plessis-Grammoire (voie fortement urbanisée et limitée à 3,5 T)
- Aménagement 3 voies de la RD 347 sur 1,5 km
  - Amélioration de la fluidité du trafic de la RD 347 en direction de Saumur

Liaison RD 4 / RD 347 / RD 323 (A11) – Desserte du Centre pénitentiaire



Observation n°54

Déposée le 03 Février 2022 à 23:04
Par Anonyme

Observation:
Bonsoir,

Nous sommes très déçus de cette réunion publique.

Nous avons le sentiment que ledit projet d'implantation est déjà bien engagé et que cette pseudo concertation sert à "justifier un échange" avec les habitants de la commune, mais que les décideurs ne prennent pas en compte leurs avis. Pire qu'en l'absence d'alternatives d'emplacement, la décision est déjà prise.

De nombreuses questions légitimes ont été posées ce soir : quid de la délinquance avec l'arrivée de cette prison, de la saturation de l'axe routier vers Angers, des indemnisations pour les riverains et surtout de la valeur immobilière de nos biens avec cette prison à quelques mètres.

Le sentiment, sûrement partagé par la majorité, que les habitants ne sont pas écoutés ni entendus perdure. Si même au sein dans notre commune nos avis ne comptent pas, à quoi bon ?
Il a été demandé si un référendum local était prévu, ne serait-ce pas un très bon outil démocratique pour décider d'un tel projet, sachant que les plus impactés sont bien les habitants de la commune.
Encore faut il que le référendum soit pris en compte, mieux qu'il conditionne le choix de la localisation.

D'autres emplacements sont envisageables, sur des terrains éloignés des habitations mais malheureusement les deux choix possibles pour l'entièreté de l'agglomération angevine étaient deux terrains à Brain sur l'Authion ou très proche... étrange.

J'espère que nos arguments seront entendus et que ce projet ne verra jamais le jour ici.

Observation n°55

Déposée le 04 Février 2022 à 09:10
Par Anonyme

Observation:
J ai assisté hier soir à la reunion d information, ou vous nous avez presenté des plans de la future prison, avec de beaux espaces de verdures qui donneraient presque l impression d un centre de vacances ! on a bien compris, ceci est capital pour le bien etre des prisonniers.
Mais nous, les riverains ? comment va t on vivre avec cet etablissement immense à nos portes ?
vous parlez de constructions R3 avec peu de hauteur et cachés par de la vegetation, mais à aucun moment de la reunion, vous avez parlé de la hauteur des 2 miradors !! qui seront difficiles à masquer.
En ressortant de la salle, j ai eu le sentiment de ne pas etre ecouté, que seul les dotations sont importantes aux yeux de nos elus, au detriment des citoyens ...
quelle deception...

Observation n°56

Déposée le 04 Février 2022 à 09:33
Par Anonyme

Observation:
Bonjour,
Nous n'avons pas pu assister à la réunion d'hier soir.
Merci de nous indiquer sur quel lien, il est possible de visionner la réunion en streaming.
Cordialement

Observation n°57

Déposée le 04 Février 2022 à 15:38
Par MAUTROT Frédérique

BRAIN SUR L'AUTHION

Observation:
Lors de la réunion publique tenue hier soir à ANDARD, il a été évoqué les futures nuisances sonores.

Suite aux différentes questions, il a été indiqué qu'une étude allait être faite mais le timing n'a pas été annoncé...

Sauf à ne pas avoir compris votre réponse, comment pouvez-vous faire une étude des futures nuisances sonores d'une prison qui n'est pas encore construite ?

Merci de votre réponse.

Observation n°58

Déposée le 04 Février 2022 à 23:38
Par Anonyme

Observation:
Bonjour, étant riverain de l'impasse du moulin d'avalou, je demande à ce que la 1ère clôture de sécurité du centre pénitentiaire soit au minimum à 500m des habitations voisines.
J'espère que l'APIJ ainsi que tous les acteurs à l'initiative de ce projet sont en mesure de comprendre notre inquiétude. Cette demande fait appel au bon sens ainsi qu'au civisme de chacun.
Merci.

Observation n°59

Déposée le 05 Février 2022 à 19:56
Par Anonyme

Observation:
Ça va dénaturer notre belle commune.
Je ne souhaite pas avoir cette prison à côté de chez nous.
Merci à vous

Observation n°60

Déposée le 05 Février 2022 à 20:26
Par Anonyme

Observation:
Le site de l'Administration pénitentiaire fait état de 16 établissements en projet ou en construction et tous seront construits sur des zones agricoles. Parce que c'est moins cher d'exproprier les paysans que de payer le prix réel du terrain.
Si les 16 établissements consomment chacun 17 hectares de terrain comme à Brain, on imagine la catastrophe environnementale. De plus on va ajouter des routes, des ronds-points, etc...
A Brain-sur-l'Authion, le projet se situe même dans la zone protégée d'un monument historique et éventuellement sur un bois classé par le plan local d'urbanisme. Ce qui signifie que les mesures de protection sont des plaisanteries pour amuser les particuliers qui seuls sont tenus de respecter les réglementations sous peine de condamnation pénale alors que l'Etat et les collectivités auraient le droit de les mépriser, de les modifier pour leurs besoins et de passer outre.
Quant aux 17 hectares de terre naturelle, on s'étonne du silence du ministère de l'Environnement alors que les dernières conclusions du GIEC sur le réchauffement climatique sont catastrophiques, principalement à cause de la déforestation et de l'étalement urbain.
Ce n'est pas la peine de nous montrer M. Fabius fier de son résultat à la COP 26 si c'est pour s'asseoir dessus. Ce n'est pas la peine de montrer du doigt le Brésil ou les autres pays dévastateurs si c'est pour faire la même chose au prétexte que nous, on aurait un vrai projet indispensable.
L'évolution du climat est dramatique, tous les experts du monde le répètent inlassablement en précisant à chaque fois que les projections sont encore pires que prévu et pires que la fois précédente. Mais en France, on en parle et on ne fait rien. Pire, on s'autorise ce genre de projets. Là, on va peut-être défricher des bois classés et on va sûrement prendre la place d'une pépinière, pour créer un établissement pénitentiaire. C'est un symbole.
A Angers, il y a bien des zones urbaines, ou en tout cas des zones dans l'agglomération qui pourraient recevoir la prison. Mais il serait sans doute plus couteux et plus fatigant de faire un projet raisonnable.
De plus, au lieu de circonscrire l'établissement dans une zone stricte, de créer les parkings en sous-sol, par exemple, on va au contraire faire de l'étalement sans se restreindre et goudronner l'équivalent d'une exploitation agricole. C'est du vandalisme. Il est à souhaiter que les auteurs de ces projets en répondent un jour.

Observation n°61

Déposée le 06 Février 2022 à 17:29
Par Anonyme

Observation:
Ce projet de prison sur un tel secteur m'interpelle vivement.

Comment les services de l'État peuvent-ils, d'un côté prôner des valeurs de développement durable du territoire du Maine-et-Loire, en reprochant notamment à de nombreux élus de faire de mauvais choix, et dans le même temps, jeter leur dévolu sur le site Trélazé Loire-Authion pour un projet de cette envergure ?

Certes, la construction d'une nouvelle prison sur le territoire angevin paraît inévitable, mais ce n'est pas parce que ce projet est attendu depuis de nombreuses années qu'il faut faire n'importe quoi dans la précipitation.

Si les critères de choix du site sont explicités clairement et de manière compréhensible dans le dossier, la suite interroge fortement. On apprend d'abord que le projet se situe à l'intérieur d'un périmètre de Monument Historique. N'hésitez pas à vous rapprocher de l'architecte des bâtiments de France du département pour savoir ce qu'il en pense. Lui qui a déjà du mal avec les coffres de volets roulants extérieurs...

Le deuxième point, et pas des moindres, c'est de positionner ce projet sur des terres agricoles et surfaces boisées. A partir de ce jour, j'apprends donc qu'il est encore possible de détruire des terres agricoles et boisées sur le département du Maine-et-Loire. Quelle force supérieure a-t-elle engendrée ce changement de fusil d'épaule de la part des services de l'État ? Et on ne parle même pas de l'impact de ce projet sur l'imperméabilisation des sols… A moins qu'une infiltration des eaux de pluies à l'échelle du projet puisse être possible... par une prouesse technique qui me dépasse alors.

Je n'arrive plus à me remémorer le nombre de fois où j'ai pu entendre les services de l'État prôner l'arrêt de l'urbanisation le long de cette RD 347. Là encore, j'ai dû mal comprendre ce qu'on a pu reprocher aux élus des communes situées le long de cette départementale. Apparemment, l'impact de l'urbanisation sur les paysages n'était pas si préoccupante qu'on avait pu nous l'expliquer...

L'argument de l'emploi pourrait être entendable sur un territoire situé dans la Diagonale du Vide. Or, il ne vous échappera pas que le Maine-et-Loire est un territoire où l'on penne à recruter et où trouver un logement relève du parcours du combattant. Que dire également de l'inclusion de nouveaux flux routiers sur un axe déjà saturé.

En conclusion, après l'Atoll, ce projet constituera un véritable passif pour les services de l'État. Comment pourront-ils après cela faire valoir leur crédibilité devant nos élus ?

Observation n°62

Déposée le 07 Février 2022 à 22:50
Par LEVEL Morgane
20 Rue De La Chesnaie
49800 La Bohalle

Observation:
Le projet est important vu l'état de vétusté de la prison depuis des dizaines d'années.
Mais j'ai plusieurs questions :
- pourquoi aller dans une campagne et venir polluer des terres saines et donc ne pas respecter les zones de biodiversité ? Je ne comprends pas la ville d'Angers. Elle a trouvé de la place pour l'atoll je suis sure qu'elle peut trouver de la place pour le projet de la prison.

- de plus, quelles nuisances cette prison va-t-elle apporter dans notre campagne ? Sonore ? (une prison ce n'est pas silencieux), des allers et venus (beaucoup de monde viennent et repartent rien qu'en une journée)
Et donc je suis très inquiète que cela viennent nuire à notre tranquillité (nous avons choisi la campagne pour cela), et que cela apporte une mauvaise image de nos communes et face baisser les prix du marché par exemple.

Observation n°63

Déposée le 08 Février 2022 à 20:48
Par BOUTRY Bernard

Observation:
Bonjour,

Une étude sur la faune et la flore 4 saisons doit être réalisée suivant le document d'information remis par l'APIJ.

Lors de la réunion d'information organisée en Mairie de Brain sur l'Authion le 26.01.2022 les représentants de l'APIJ ont échangé sur le sujet avec les personnes présentes et ouvertement dits que le périmètre de l'étude ne se limiterait pas au périmètre foncier du terrain mais irai au delà car l'impact de l'établissement sur la faune et la flore ne se limite évidemment pas au périmètre foncier.

Merci de nous préciser le périmètre d'étude contractuel défini avec le bureau d'études en charge de cette étude, de nous préciser qui est le bureau d'études mandaté par l'APIJ et de motiver votre réponse sur le périmètre d'étude en terme de distance par rapport au positionnement du futur établissement. Egalement de nous informer sur la date de départ de cette étude sur site.

Merci par avance de vos réponses sur les différentes interrogations portant sur le sujet de cette étude 4 saisons.

Observation n°64

Déposée le 08 Février 2022 à 21:07
Par Anonyme

Observation:
Bonjour,

Lors de la première présentation publique en Mairie de Brain sur l'authion Fin Novembre, l'APIJ nous a exposé le fait que le site historique initial de la Bodinière situé sur Trelazé n'était plus adapté à l'effectif nouveau de l'établissement porté très récemment à 850 personnes.

Compte tenu de la surface nécessaire à la création du Centre Pénitentiaire (17 hectares), vous nous avez pressentez le terrain de la Bodinère comme n'étant plus compatible avec vos critères de construction pour notamment les points suivants évoqués : zones humides, présences d'espèces protégées et zone partiellement en PPRI.

Aujourd'hui dans votre communication dont la réunion publique récente vous présentez toujours deux sites à l'étude: site dit de la Bodinière et site dit des Landes situé à proximité.

Le site de la Bodinière reste t'-il compatible ou pas avec vos critères liés à la réalisation d'un établissement de 850 personnes ?

Merci par avance de répondre simplement par OUI ou NON

Bien Cdt

Observation n°65

Déposée le 08 Février 2022 à 23:08
Par Aissou Sandra
167 Impasse des Avardières (Andard)
49800 ANDARD

Observation:
Habitante de Andard, je suis très inquiète de la transformation que l'implantation de cet établissement va engendrer sur nos vies. Ce centre pénitentiaire est bien trop surdimensionné au vu de la taille de notre ville et des infrastructures et habitations que nous pouvons proposer. La vie des habitants de loire- authion sera complétement bouleversée et Loire-authion deviendra une banlieue d'Angers où personne ne souhaitera s'installer. Une ville dortoir. Des études, des articles expliquent bien que la décote immobilière est importante près des prisons. Et les gains socio-économiques sont minimes voire inexistants. Les nuisances sonores et visuelles ne peuvent être que peu atténuées.
Si nous sommes venus vivre ici c'est parce que nous avons trouvé confort, tranquillité et sécurité. Que nous n'aurons plus après cela.
Pourquoi une prison si grande (la 4eme plus grande de France) si proche des riverains? Pourquoi à Angers, ville de 160000 habitants. Le site de Trélazé n'était-il pas plus convenable pour tous? Plus mesuré ? Plus loin des habitations?
La prison de Nantes contient 570 places pour une ville de 300000 personnes! Le double!
Nous sommes contre l'installation de cette prison si proche des riverains!
Un autre site doit être trouvé.

Observation n°66

Déposée le 09 Février 2022 à 19:00
Par Anonyme

Observation:
Bonjour

Pour rebondir sur l'observation n° 63 au sujet de l'étude 4 saisons, merci de nous préciser les espèces protégées recensées à proximité du Site des Landes et donc de la Bodinière, puisqu'il a été évoqué que des espèces protégées se situaient sur le site de la Bodinière (lors des études préalables menées sur se site).

Observation n°67

Déposée le 10 Février 2022 à 09:51
Par ABELLARD Philippe
2 rue de la Mairie
49124 LE PLESSIS-GRAMMOIRE

Observation:
Vous trouverez ci-joint la contribution de la commune du Plessis-Grammoire concernant le projet de centre pénitencier à Brain sur l'Authion.
Cordialement

1 document joint.

Le Plessis-Grammoire, le 24 janvier 2022

N/Réf. : 2022-18 -PA/AL
Affaire suivie par Anne LORDET

OBJET : FUTURE PRISON A BRAIN SUR L'AUTHION - CONCERTATION PREALABLE CONTRIBUTION DE LA COMMUNE DU PLESSIS GRAMMOIRE.

Madame, Monsieur,

La concertation préalable sur le projet de nouvelle prison à BRAIN-SUR-L'AUTHION permet de s'informer et de participer. C'est l'objet de notre contribution en tant qu'élus du Plessis-Grammoire.

Notre commune jouxte celle de LOIRE-AUTHION et la commune déléguée de BRAIN-SUR-L'AUTHION. Elle sera à proximité du centre pénitentiaire et le hameau d'AIGREFOIN à deux kilomètres.

L'équipement est prévu pour 850 places. Cela implique des flux de circulation importants pour les équipes qui y travailleront. Il nécessitera également des accès rapides et sécurisés pour le transport des détenus. Nous pensons principalement vers Angers, à l'Ouest, sur la route départementale 347, et vers l'autoroute A11 au Nord en direction de Paris.

La jonction vers l'autoroute s'effectue, par la traversée du PLESSIS- GRAMMOIRE, par la route départementale 115 (vers VERRIERES EN ANJOU – commune déléguée SAINT SYLVAIN D'ANJOU) ou la route départementale 113 (vers VERRIERES EN ANJOU – COMMUNE DELEGUEE PELLOUAILLES- LES VIGNES).

Une première partie de contournement de la commune a été réalisé en 2010.

Afin de garantir un flux rapide, l'achèvement de ce délestage est nécessaire. Cet ouvrage est reconnu dans les documents d'urbanisme du PLUi et du SCOT. Mais le projet de la future prison renforce encore plus l'utilité et l'urgence de cette voie.

Nous vous demandons donc d'intégrer à la concertation préalable cette position communale.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

MAIRIE DU PLESSIS-GRAMMOIRE (M.-&-L.)

Le Maire,
Philippe ABELLARD.

Mairie du Plessis-Grammoire
2 rue de la Mairie – 49124 LE PLESSIS-GRAMMOIRE
02 41 76 72 21 – accueil@leplessisgrammoire.fr
www.leplessisgrammoire.fr

Observation n°68

Déposée le 13 Février 2022 à 11:16
Par Mathieu François-Xavier
2 rue de la crémaillère d'argent
49800 Brain sur l authion

Observation:
Bonjour
Je suis très proche de ce projet soit moin de 800m avec une vue directe, je suis installé ici depuis 11 ans . Je m interrogé sur le fait de construire de telles infrastructures sur des terrains marécageux ? Sur les rejets des eaux pluviales, car les terrains sont gorgée d eaux, de plus sur les naissances visuelles et sonores, qu avez vous prévu pour les voisins les plus proches. Merci de vos réponses. Je suis contre ce projet et souhaite qu on préservé cette zone protéger...

Observation n°69

Déposée le 13 Février 2022 à 11:47
Par HAPPIETTE Anne-Sophie
5 impasse du Clos de Bachouasne
49800 BRAIN SUR L'AUTHION

Observation:
Bonjour,
Je suis propriétaire de l'une des maisons qui sont les plus proches du futur projet du centre pénitentiaire (400 m).
Je m'interroge sur les nuisances que, vous ne pouvez affirmer le contraire, nous allons subir.
Au vu des autres projets de centres pénitentiaires sur le territoire français et de la zone géographique visée (Les landes), ces nuisances seront de plusieurs ordres :
- nuisances sonores quotidiennes lors des transferts des détenus vers le tribunal et l'hôpital (sirène de police)
- nuisances sonores quotidiennes lors des visites des détenus par leurs proches (augmentation du trafic routier)
- nuisances sonores nocturnes (cris, musique,...)
- nuisances visuelles (ce type de bâtiment n'est pas joli avec notamment le grillage au dessus de la zone de promenade)
- cela va dénaturer le paysage et le patrimoine culturel local (Le Logis des Landes est un site classé). Pour notre part, lors de la rénovation de notre maison, nous avons été contraints de respecter de nombreuses normes définies par l'Architecte des Bâtiments de France afin de préserver l'entourage proche de ce site classé). Le respect de ses normes a eu un impact financier non négligeable sur notre budget de rénovation. Comment est il possible qu'un site moderne et voué à la détention de prisonniers puissent voir le jour dans le terrain jouxtant ce site classé ?
- cela va endommager la faune et la flore locales. Des nombreuses espèces d'oiseaux (cygnes, huppes fasciées, hérons, merles, moineaux, pie, oies sauvages,...), de mammifères (hérisson, blaireaux,...), d'insectes (bourdons, abeilles, libellules, vers de terre, cloporte, coccinelle,...) sont présentes sur ce site depuis de très nombreuses années. Pourquoi vouloir bétonner un site naturel ?
J'aimerais que plusieurs autres sites soient étudiés afin de peser le pour et le contre de chaque emplacement. Un emplacement, soit au centre d'Angers (Thomson) soit dans une zone moins habitée (Verrière en Anjou) me semble pouvoir être étudiée et certainement préférable.
Par ailleurs, nous avons investi des sommes importantes dans la rénovation de notre maison. Je suis prête à parier que la valeur de notre bien diminuera si le centre pénitentiaire voyait le jour à quelques pas de chez nous. Personne ne viendra dédommager tous les habitants des alentours de ce futur centre qui vont voir le prix de leur bien fondre comme neige au soleil...
Vous comprendrez que ce projet ne présente aucun intérêt ni pour les habitants ni pour la biodiversité des environs.
J'espère que vous prendrez compte de tout ceci et aurez la courtoisie d'étudier d'autres sites au lieu de nous imposer ceci.
Cordialement,

Observation n°70

Déposée le 13 Février 2022 à 13:47
Par Leloup Angélique
24 bisous route de la chesnaie
49800 Brain sur l auThion

Observation:
Bonjour
Habitante avec ma famille non loin du futur projet du centre pénitentier
Je suis contre ce projet
J'ai décidé de quitter la ville pour notre bien être de ma famille
De plus détruire la faune et flore alors qu'il y a des zones industrielles en friche c'est vraiment n'importe quoi...

Observation n°71

Déposée le 13 Février 2022 à 18:08
Par Anonyme

Observation:
Bonjour, comme beaucoup d'habitants de Loire Authion, je me questionne sur le choix de l'emplacement du projet de centre pénitentiaire . Dans un tel projet, il me semble qu'il y a obligation d'études comparatives entre différents sites . Pouvez-vous apporter aux citoyens les documents démontrant que vous avez œuvré en ce sens . Le terrain appartenant à Mr Levavasseur , y a t il eu des appels d'offres à d'autres propriétaires privés ? Bien entendu, inutile de nous sortir les plans de la Bodinière, chacun sait qu'ils sont désormais obsolètes .Montrez-nous uniquement les études réalisées concernant le projet de 850 détenus. Nous aimerions être assurés qu'il n'y ait aucun conflit d'intérêt .

Observation n°72

Déposée le 14 Février 2022 à 16:29
Par OSMONT Patricia
2 ROUTE D AVALOU
49800 BRAIN SUR L AUTHION

Observation:
1- Si je regarde le PLU de 2017 (Voir pièce jointe, phrases importantes soulignées en jaune) de Brain sur l'Authion et pour faire un résumé, il est clairement dit que :
- Le secteur des Landes est placé en Ays : un projet de construction doit être en rapport avec la filière du végétal.
- La végétation (bois, haies, etc...) participe à la qualification du paysage et joue un rôle pour la faune.
- Une étude de sol doit être faite (risque minier, risque d'inondation, risque de mouvements de terrain dû à la sécheresse et à la réhydratation des sols, présence de galeries souterraines avec les carrières de Trélazé, risque sismique).
- La présence de zones humides répertoriées par la DREAL.
- Les demandes de défrichements sont irrecevables dans les espaces boisés classés (un bois classé) à l'article L. 130-1 du Code de l'urbanisme.
- Les occupations et utilisations du sol ne doivent présenter aucun danger ni entraîner aucune nuisance ou insalubrité pouvant causer des dommages ou troubles importants aux personnes, aux biens et aux éléments naturels.
- Les terrains situés en zone inondable, doivent respecter les dispositions du Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles Inondations du Val d'Authion.
- Ne sont admises dans le secteur des Landes que les occupations du sol suivantes (constructions et installations en lien avec la filière du végétal spécialisé et ne pas excéder au total 3000 m2 d'emprise au sol, pas plus de 12 mètres de hauteur et qu'elles ne soient pas visibles depuis le périmètre Val de Loire UNESCO dans son intégralité).

2- Il faut prendre en compte aussi qu'avec l'exploitation des terres par la mâche nantaise, le sol est gorgé d'eau et des débordements et inondations sont fréquents car le sol n'arrive plus à absorber le surplus. Je n'ose même pas imaginer, l'état des routes et chemins avec le va et vient incessant des camions.

3- Il faut prendre aussi en compte les nuisances sonores des riverains (travaux qui vont durer entre 2 et 3 ans, et bien sûr la prison elle-même). L'ARS (Agence Régionale de santé Pays de la Loire) était déjà intervenue en 2017 et avait donné un rapport défavorable pour la construction de la future zone des gantières pour des nuisances sonores.
Dans le rapport du 2 février 2022 l'ARS explique de manière générale ce que sont des nuisances sonores : il faut savoir que les bruits de toute sorte doivent être gérées par les maires, en vertu de leurs pouvoirs généraux de police en matière de salubrité et tranquillité publique articles L.2212-2 et suivants du Code Général des Collectivités). Les bruits de voisinage mais aussi bruits d'activités portant atteinte à la tranquillité du voisinage.
Le rôle de l'ARS est, entre autre, de veiller à la prise en compte de la problématique dans les projets d'aménagement et peut rendre des avis sanitaires sur les documents d'urbanisme, notamment sur la question du bruit.

4- La sauvegarde de l'Anjou en 2021, mettait en avant les discontinuités qui peuvent exister dans la trame verte et bleue, et quel est le plan d'action d'Angers Loire Métropole pour y remédier et c'est le cas sur la commune de Loire-Authion et plus particulièrement sur Brain sur l'Authion.
Des zones humides seront détruites ou perdront de leur fonctionnalité à cause de l'urbanisation.
Cela sera des grignotages incessants d'espaces naturels et agricoles.
LA PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, LA PROTECTION DSE MILIEUX NATURELS ET AGRICOLES DOIVENT CONDITIONNER L'ORGANISATION DU TERRITOIRE.
Le rapport montre aussi qu'il faut respecter la trame noire : Il existe un réel impact des nuisances lumineuses sur la faune et la biodiversité. Il existe une perturbation du paysage naturel nocturne mais aussi des équilibres et rythmes biologiques de nombreuses espèces faunistiques et floristiques d'où les insectes et les oiseaux migrateurs.

5- J'ai contacté hier, l'architecte des bâtiments de France à Angers, pour savoir si ce projet de construction de 15 mètres de hauteur était conforme aux exigences pour la construction ou rénovation de bâtiments près des monuments classés (bâtisse en ruines de M. Levavasseur) et le Château de Pignerolles (commune de Saint Barthélémy d'Anjou) qui se trouve à proximité de la future construction n'est-il pas un bâtiment classé ?

6 - La ferme saint Marthe qui se situe de l'autre côté de la RN 347 est refuge LPO (Ligue protectrice des oiseaux) depuis 2017 et est très proche (à vol d'oiseaux) de la construction.
J'ai en ma possession le rapport de la LPO qui a répertorié une partie des oiseaux, insectes et toutes sortes d'animaux (espèces menacées ou protégées). Nous les retrouvons sur les terres agricoles et dans les bois. La liste n'est pas exhaustive car j'en ai répertorié beaucoup d'autres.
Il faut absolument faire un état des lieux sérieux.

7- On parle aussi d'agrandir la RN 347 mais comment ? Puisque d'un côté nous avons la Ferme Sainte Marthe (refuge LPO) et la présence de 2 étangs indispensables pour les espèces animales, et de l'autre M. Châtaigner (horticulteur). Est-il question de grignoter sur leurs terrains ? Ce qui serait inconcevable.

ARRETONS DE BETONNER SUR DES TERRES AGRICOLES ET DE JOUER A L'APPRENTI SORCIER AVEC L'ENVIRONNEMENT ET LA BIODIVERSITE ET CONTINUONS TOUS ENSEMBLE A VIVRE PAISIBLEMENT A LOIRE-AUTHION. JE CONTINUE A PENSER QU'IL EXISTE A ANGERS LOIRE METROPOLE DES FRICHES INDUSTRIELLES. MAIS IL FAUT CEHRCHER UN PEU ET ARRETER DE FAIRE UNE FIXATION SUR LOIRE-AUTHION ET PLUS SPECIALEMENT BRAIN SUR L'AUTHION MEME SI C'EST UNE MANNE FINANCIERE.

5 documents joints.

Section 1 - Nature de l'occupation et de l'utilisation du sol

ARTICLE A 1 OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

I. Rappels :

Les demandes de défrichements sont irrecevables dans les espaces boisés classés au titre de l'article L. 130-1 du Code de l'urbanisme et figurant comme tels aux documents graphiques.

II. Expression de la règle :

Sont interdites toutes les occupations et utilisations du sol qui ne sont pas mentionnées à l'article 2, notamment les affouillements et exhaussements dans les zones humides identifiées et protégées, au titre de l'article L.123-1-5-7° du code de l'urbanisme, au Règlement – Documents graphiques, à l'exception de ceux autorisés à l'article 2.

Dans la partie du secteur Ays faisant l'objet d'une trame spécifique « espace non constructible », sont interdites toutes les occupations et utilisations du sol, à l'exception de celles nécessaires au traitement des eaux usées des constructions implantées dans le secteur Ays.

ARTICLE A 2 OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

I. Rappels :

1 - Doivent faire l'objet d'une déclaration préalable, les travaux, installations et aménagements listés à l'article R.421-23 du code de l'urbanisme, et notamment à ce titre tous travaux ayant pour effet de détruire un élément de paysage identifié en application de l'article L. 123-1-5-7° du code de l'urbanisme.

2 - Doit faire l'objet d'une déclaration préalable, sur l'ensemble du territoire communal, l'édification d'une clôture en application de l'article R.421-12-d) du code de l'urbanisme, conformément à la délibération prise par le conseil municipal.

II. Expression de la règle :

Sous réserve :

- ***dans l'ensemble de la zone*** :
  -de ne présenter aucun danger ni entraîner aucune nuisance ou insalubrité pouvant causer des dommages ou troubles importants aux personnes, aux biens et aux éléments naturels,
  -d'être compatibles avec le caractère de la zone et les équipements publics existants ou prévus,
- ***pour les terrains concernés par l'existence d'un site archéologique recensé (cf. délimitation au document graphique), de respecter les dispositions applicables en matière d'archéologie,***
- ***pour les terrains situés en zone inondable***, de respecter les dispositions du Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles Inondation du Val d'Authion figurant en annexe au dossier de P.L.U.,
- ***pour les terrains concernés au Règlement-Document graphique par les zones de dangers autour de la canalisation de transport de gaz,*** *que tout projet de construction soit transmis à GRT Gaz dans le stade de l'avant-projet ;*

ne sont admises dans le secteur Ar que les occupations et utilisations du sol suivantes :

- Les constructions et installations à usage agricole aisément démontables (serres, tunnels …).
- L'extension mesurée en construction neuve des habitations existantes, sous réserve que l'augmentation d'emprise au sol soit inférieure à 30% de l'emprise au sol de l'habitation existante à la date d'approbation du présent document.
- La construction d'annexes (garage, abri de jardin, etc.) et de piscines, accolées ou non aux habitations, sous réserve de respecter les deux conditions suivantes :
  - la superficie totale projetée des annexes édifiées postérieurement à l'approbation du présent document ne doit pas excéder 50 m², sauf dans le cas d'une piscine (pas de superficie maximale dans ce cas) ;
  - les annexes doivent être implantées à moins de 20 mètres de l'habitation existante.

à l'accueil d'activités accessoires qui sont la continuité de l'activité agricole principale (gîte rural, chambre d'hôtes, camping à la ferme, ferme auberge, ferme pédagogique), à condition qu'elles s'inscrivent dans le cadre d'une valorisation d'un patrimoine bâti de caractère.

- Le changement de destination à usage agricole de bâtiments existants à la date d'approbation du P.L.U., ou la construction de bâtiments agricoles, sous réserve de ne pas générer de nuisances incompatibles avec la proximité d'une habitation existante.

- L'extension des bâtiments agricoles existants.

- Les affouillements et exhaussements de sol nécessaires aux occupations et utilisations du sol admises dans le sous-secteur.

sont en outre admis dans le sous-secteur Ahl, les types d'occupations et d'utilisations du sol suivants :

- Les activités de salle de réception en changement de destination d'un bâtiment existant identifié à cette fin au Règlement – Documents Graphiques..

ne sont admis dans le secteur Azh, que les types d'occupations et d'utilisations du sol suivants :

- Les constructions, installations, travaux et ouvrages techniques liés ou nécessaires, soit à la réalisation d'infrastructures, soit à des équipements et des services publics, collectifs ou d'intérêt général (réseaux, pylônes, transformateurs, ouvrage de gestion des eaux pluviales etc.), sous réserve pour les éoliennes de plus de 12 mètres de hauteur qu'elles ne soient pas visibles depuis le périmètre Val de Loire UNESCO dans son intégralité.
- Les lotissements à usage strictement horticole.
- Les constructions et installations nécessaires aux exploitations horticoles.
- Les affouillements et exhaussements de sol nécessaires aux occupations et utilisations du sol admises dans la zone.

ne sont admises dans le secteur Ay que les occupations et utilisations du sol suivantes :

- Les constructions, installations, travaux et ouvrages techniques liés ou nécessaires, soit à la réalisation d'infrastructures, soit à des équipements et des services publics, collectifs ou d'intérêt général (réseaux, pylônes, transformateurs, etc.), sous réserve pour les éoliennes de plus de 12 mètres de hauteur qu'elles ne soient pas visibles depuis le périmètre Val de Loire UNESCO dans son intégralité.
- Les constructions et installations en lien avec la filière du végétal spécialisé
  - que l'augmentation d'emprise au sol soit inférieure à 30% de l'emprise au sol de l'ensemble des bâtiments existants à la date d'approbation du présent document,
  - qu'elle n'entrave pas le développement des activités agricoles existantes.
- Les affouillements et exhaussements de sol nécessaires aux occupations et utilisations du sol admises dans le secteur.

ne sont admises dans le secteur Ays que les occupations et utilisations du sol suivantes :

- Les constructions, installations, travaux et ouvrages techniques liés ou nécessaires, soit à la réalisation d'infrastructures, soit à des équipements et des services publics, collectifs ou d'intérêt général (réseaux, pylônes, transformateurs, etc.), sous réserve pour les éoliennes de plus de 12 mètres de hauteur qu'elles ne soient pas visibles depuis le périmètre Val de Loire UNESCO dans son intégralité.
- Les constructions et installations en lien avec la filière du végétal spécialisé (bâtiments agricoles, ateliers de transformation, espace de vente, bureaux …), sous réserve d'être implantées sur le site de production agricole et de ne pas excéder au total 3000 m² d'emprise au sol.
- Les affouillements et exhaussements de sol nécessaires aux occupations et utilisations du sol admises dans le secteur.

ne sont admis dans le reste de la zone A, que les types d'occupations et d'utilisations du sol suivants :

- La restauration d'éléments de petit patrimoine (loge de vigne, croix, puits …), sous réserve qu'elles respectent les caractéristiques architecturales traditionnelles de ces édifices et qu'elles s'effectuent dans le cadre d'une action de mise en valeur ou de promotion du petit patrimoine local.
- Les constructions, installations, travaux et ouvrages techniques liés ou nécessaires, soit à la réalisation d'infrastructures, soit à des équipements et des services publics, collectifs ou d'intérêt général (réseaux, pylônes, transformateurs, ouvrage de gestion des eaux pluviales etc.), sous réserve pour les éoliennes de plus de 12 mètres

Cette zone est concernée par le risque de mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols (aléa faible, sauf la partie nord du territoire communal qui est concernée par un aléa moyen). Les constructeurs d'ouvrages se doivent de respecter des obligations et normes de construction dans les zones susceptibles d'être affectées par ces risques (article 1792 du code civil, article L.111-13 du code de la construction et de l'habitation), afin d'en limiter les conséquences. Il est ainsi fortement conseillé d'effectuer une étude préalable du sol afin de pouvoir prendre des dispositions particulières pour adapter les fondations de la construction aux caractéristiques du sol

Le risque sismique est également à prendre en compte (zone de sismicité 2 correspondant à un aléa faible). Les constructions concernées par les règles de construction parasismique nationales s'appliquant depuis le 1er mai 2011 devront s'y soumettre.

Cette zone est concernée par la présence des zones humides répertoriées par la DREAL. Cependant, ces zones humides identifiées au Règlement – Documents graphiques ne sauraient constituer un recensement exhaustif. Il est donc nécessaire avant tout projet de s'assurer qu'il ne porte pas atteinte à une zone humide au sens de l'arrêté du 1er octobre 2009 modifiant l'arrêté du 24 juin 2008 et précisant les critères de définition des zones humides.

Destination :

Dans la zone A, les occupations et utilisations du sol autorisées sont limitées aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et à celles nécessaires à l'exploitation agricole, dont les logements des exploitants agricoles sous conditions.

L'évolution du bâti existant n'ayant pas de lien avec l'activité agricole est permise ***au sein du secteur Ah,*** elle est très encadrée afin de rester limitée ; le retour à un usage agricole de ces ensembles bâtis étant également permis sous certaines conditions.
Dans le sous-secteur Ahl, les activités de salle de réception sont autorisées sous conditions.

Au sein du secteur Ay, l'évolution activités existantes est autorisée, mais elle est très encadrée afin de rester limitée.

Au sein du secteur Ays, les constructions et installations nouvelles en lien avec la filière du végétal spécialisé sont autorisées sous réserve d'être implantées sur le site de production agricole et de respecter des prescriptions spécifiques, notamment en terme d'emprise au sol et de hauteur des constructions.

Au sein du secteur Ar, seules les constructions et installations à usage agricole aisément démontables (serres, tunnels …), ainsi que l'évolution mesurée des habitations existantes sont permises.

Au sein du secteur Azh, seules sont autorisés les lotissements horticoles et les constructions et installations nécessaires aux exploitations horticoles.

Objectifs des dispositions réglementaires :

- protéger les terres et les exploitations agricoles,
- permettre une diversification de l'activité agricole,
- favoriser l'intégration dans le site des constructions à usage agricole,
- permettre la réhabilitation du bâti rural traditionnel, présentant un intérêt patrimonial, et sa protection.

Les éléments de végétation intéressants sont protégés au titre des espaces boisés classés ou au titre de l'article L.123-1-5-7° du code de l'urbanisme lorsqu'ils sont liés à un ensemble bâti, et les zones humides probables font l'objet de mesures de protection au titre de l'article L.123-1-5-7° du code de l'urbanisme.

CHAPITRE 1
DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE A

EXTRAIT DU RAPPORT DE PRESENTATION

Caractère de la zone A

Zone correspondant aux secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles, au sein desquels seules sont autorisées les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole et aux services publics ou d'intérêt collectif.

Identification :

La zone A est constituée par les parties du territoire à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Elle correspond globalement, hors zones urbaines et à urbaniser, à toute la partie du territoire communal située au nord de l'Authion et de la voie ferrée, intégrant notamment les espaces protégés au titre de la Charte Foncière de l'Anjou.

Un secteur Ah est créé ***pour identifier les ensembles bâtis n'ayant plus de lien avec l'activité agricole*** et leur permettre une évolution limitée.
Un ***sous-secteur Ahl*** est créé pour identifier 2 ensembles bâtis de caractère (Rousson et La Bouteillerie) accueillant des ***salles de réception*** existantes ou en cours d'aménagement.

Un secteur Ar est créé, ***au niveau de la partie nord du futur secteur stratégique de la polarité Andard / Brain / Corné***, pour reconnaître l'occupation agricole des terrains, mais en ne permettant pas l'implantation de constructions et installations liées aux exploitations agricoles, afin de préserver un potentiel de développement urbain à long terme.

Un secteur Ay est créé ***pour les activités existantes au sein de l'espace agricole et qui ont un lien avec l'activité agricole (centre de recherche, entreprise de matériel agricole ...), afin de leur permettre une évolution modérée.***

Un secteur Ays est créé aux Landes pour le développement d'un projet en lien avec la filière du végétal spécialisé.

Un secteur Azh est créé ***pour identifier le lotissement horticole existant et son potentiel de confortement.***

Cette zone intègre des éléments de végétation intéressants (bois, haies), participant de la qualification du paysage et jouant aussi un rôle pour la faune.

Cette zone est partiellement couverte par la présence d'entités archéologiques recensées par le Service Régional de l'Archéologie (cf. trame et symboles reportés au Règlement – Documents graphiques).

Cette zone est très partiellement concernée par l'existence d'un périmètre de risque minier à l'ouest d'Avalou, au sein duquel il est fortement conseillé de réaliser une étude de sol, afin de prendre toute mesure adaptée au regard de la présence d'un risque minier potentiel.

Cette zone est partiellement concernée par le risque d'inondation de la Loire aux abords de la voie ferrée et au niveau des vallons de La Perrière et de La Coulée (cf. trame de la zone inondable issue du PPRi du Val d'Authion reportée au Règlement – Document graphique).

Cette zone est partiellement concernée par les zones de danger liés au passage de la canalisation de transport de gaz « Mazé -Trélazé » (cf. report au Règlement-Document graphique).

Cette zone est concernée par l'arrêté du 18 mars 2003 classant les infrastructures de transports terrestres en fonction de leurs caractéristiques sonores, par rapport au bruit généré par le trafic sur la RD347, ainsi que par rapport à la voie ferrée.

Modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme

BRAIN-SUR-L'AUTHION

COMMUNE DE LOIRE-AUTHION (49)

PLU approuvé le 20 février 2014

Déclaration de projet de La Ferme de Ste-Marthe emportant mise en compatibilité du PLU approuvée le 20 avril 2017

REGLEMENT – Pièce écrite

APPROBATION

Vu pour être annexé à la délibération du conseil municipal de LOIRE AUTHION en date du 20 avril 2017 approuvant la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune déléguée de Brain-sur-l'Authion.

Le Maire de Loire-Authion,

Gino BOISMORIN

urbanism
L'innovation au Service de nos Métiers
URBANISME / PAYSAGE / ARCHITECTURE

Observation n°73

Déposée le 15 Février 2022 à 10:32
Par brogard stéphanie
5 bis rue de l'épinay la bohalle
49800 loire authion

Observation:
un rond point à l'intersection de pignerolle afin de sécuriser cet abord qui sera très passant
repousser la prison vers le petit bois

Observation n°74

Déposée le 15 Février 2022 à 11:53
Par ASSOCIATION LES 3 C

Observation:
Bonjour,

Nous vous informons avoir envoyé ce jour une lettre recommandée avec accusé de réception aux instances ci-dessous indiquées :

- Mr BECHU - Maire d'ANGERS
- Mr PRONO - Maire de LOIRE-AUTHION
- Mr ORY - Préfet de Maine et Loire
- Mr DUPOND-MORETTI - Garde des Sceaux
- l'APIJ
- Mr ORPHELIN - Europe Ecologie les Verts 49

1 document joint.

Brain sur l'Authion, le 14 Février 2022

LETTRE RECOMMANDEE AVEC ACCUSE DE RECEPTION

Objet : Implantation du Centre Pénitentiaire d'ANGERS

Monsieur,

Dans le cadre de la concertation sur la création du futur centre pénitentiaire d'Angers, l'association des 3C de la crémaillère s'est créée en janvier 2022 en vue de défendre les intérêts des riverains face à cette éventuelle création d'établissement.

Aujourd'hui, après avoir participé à de nombreux échanges avec l'APIJ et le garant de la concertation, l'association des 3C de la Crémaillère s'étonne sur le fait qu'un seul lieu soit aujourd'hui mis à l'étude, à savoir le site des Landes à LOIRE-AUTHION.

En effet très récemment, il a été annoncé publiquement que le site de la Bodinière initialement implanté sur la commune voisine de TRÉLAZÉ n'était plus apte à recevoir ce Centre du fait du doublement de la capacité des détenus. Ce site dit de la Bodinière étant le site choisi et retenu par ANGERS LOIRE MÉTROPOLE pour l'implantation de la nouvelle Maison d'arrêt d'Angers.

Selon le plan « 15 000 immobilier pénitentiaire » d'octobre 2018, ANGERS devait accueillir une Maison d'Arrêt et non un Centre Pénitentiaire. Pourquoi ce changement soudain de capacité ? La délinquance ne s'est pas déplacée sur l'OUEST subitement, quelles sont les explications fondées avancées par la chancellerie ? Les explications doivent être mises au débat de la concertation.

Le territoire d'ALM semble assez vaste pour que les exigences liées à la création de ce type d' établissement ne se résume pas à un seul terrain. Ce terrain est par ailleurs un terrain privé, appartenant majoritairement à Mr LEVAVASSEUR.

Nous sollicitons donc qu'une étude soit menée auprès de tous les propriétaires terriens d'ALM. Cette étude expliciterait les contraintes constructives et de situation liées au site. Ces contraintes seraient exposées par l'APIJ afin que d'autres propriétaires ou d'autres collectivités locales puissent se manifester, si comme Mr LEVAVASSEUR ils y sont favorables.

Les études d'opportunités pourraient être engagées de façon sereine pour permettre, par la suite, de débattre des avantages et inconvénients de chacun des sites compatibles. Cela permettrait de respecter l'article L121-15-1 du Code de l'environnement à savoir :

"La concertation préalable permet de débattre de l'opportunité, des objectifs et des caractéristiques principales du projet, ou des objectifs et des principales orientations du plan ou programme, des enjeux socio-économiques qui s'y attachent ainsi que de leurs impacts significatifs sur l'environnement et l'aménagement du territoire. Cette concertation permet, le cas échéant, de débattre de solutions alternatives, y compris, pour un projet, son absence de mise en œuvre. Elle porte aussi sur les modalités d'information et de concertation du public après la concertation préalable."

Le site des Landes situé à LOIRE AUTHION présente de nombreuses contraintes en comparaison, par exemple, au terrain propriété de la SAFER situé à VERRIERES EN ANJOU. Ce site de 35 hectares est inexploité depuis plusieurs années et affiché en vente actuellement.

Nous vous listons ci-dessous nos recherches et comparaisons sur ces deux sites (cf étude comparative ci-dessous).

ANALYSE COMPARATIVE DE DEUX SITES D'IMPLANTATION DU CENTRE PENITENTIAIRE d'ANGERS

LISTING NON EXHAUSTIF DES CONTRAINTES IDENTIFIEES	*St Sylvain (Gué Moré)*	*Loire authion (Les Landes)*
Contraintes de Fonctionnement générales		
- Distance p/r CHU — Trajet sur Mappy	9 Km	15 Km
Délai sur Mappy	11mn	15mn
- Distance p/r Tribunal — Trajet sur Mappy	12km	11km
Délai sur Mappy	15mn	14mn
- Terrain sans déclivité	OUI	OUI
- Terrain sans survol aérien	OUI	OUI
- Création d'une nouvelle Gendarmerie	Acté (Déc. 2021)	Non acté
Contraintes liées au PLUi		
- Classement terrain au PLUi	Zone A	Zone A
- Contraintes environnementales		
- Trame verte et bleu	NON	OUI
- Corridor écologique à proximité	NON	OUI
- Périmètre PNR Anjou Touraine	NON	OUI
- Périmètre UNESCO	NON	OUI
- Etude pédologiques en cours (zones humides..suivant PLUi.)	??	Probable, en cours analyse
- Diag Faune Flore (étdendue du périmètre d'étude)	??	En cours (4 saisons)
- Terrain sur zone PPRI	NON	NON
- Espècés protégées identifiées	??	OUI
- Bois classé à proximité immédiate du site	NON	OUI
- Contraintes Constructives listées au PLUi		
- Zones identifiée au PLUi soumise à effondrement	NON	OUI
- Zone identifiée au PLUi avec secteur non aedificandi	NON	OUI
- Bâtiment classé ABF dans le périmètre proche (moins de 500m)	NON	OUI
- Terrain avec anciennes exploitations minières (cavités - risques entropiques)	NON	OUI
- Transport de Gaz identifié au PLUi à proximité du site	NON	OUI
- Contraintes annexes liées au site		
- Accès au Centre Pénitentiaire direct depuis la Voie Départementale	OUI	NON
- Terrain propriété	SAFER	Privé
- Coût du terrain	??	??
- Terrain non cultivé depuis plusieurs années	OUI	OUI
- Zone avec habitat "dense" à proximité, quartier pavillonnaire moins de 500m	NON	OUI
- Implantation du Centre Pénitentiaire avec vent dominant en direcetion de l'habitat (voir rose des vents d'ANGERS)	-	OUI
- Présence de la nappe phréatique très proche du TN ayant pour impact	??	OUI
. Surcoût fondations conséquent		OUI
. Impact sur le bilan carbone de la construction		OUI
. Risques aléas forts sur l'infrastructure (coût et délai)		OUI

Ce site de la SAFER n'est certainement pas le seul, il convient comme demandé d'ouvrir les recherches d'opportunités de façon à implanter ce centre pénitentiaire dans le site le plus adapté sur le Territoire d'ANGERS LOIRE METROPOLE.

L'association des 3C de la Crémaillère représente plus de 150 foyers situés à proximité immédiate du site des Landes à LOIRE AUTHION, nous sommes tous riverains et très préoccupés par cette annonce soudaine et très inquiets des nuisances que pourrait apporter un tel établissement près de nos foyers (nuisances visuelles, sonores liés aux vents dominants en direction de notre habitat, dégradations de la valeur de nos biens immobiliers, mais aussi nos interrogations sur la quiétude de notre lieu de vie que nous avons voulu en campagne sans établissement de cette ampleur aux portes de nos maisons).

Notre demande porte aussi sur le réel impact social-économique sur le territoire. Aujourd'hui à mi-parcours de la concertation publique aucune étude effectuée par un organisme indépendant n'a été présentée auprès de la population, auprès des habitants de LOIRE AUTHION, auprès des riverains.

Nous sommes dans l'attente d'une présentation à l'échelle de l'ampleur de cet établissement d'un coût global proche de 200 millions d'euros, sur l'impact social économique lors de la phase construction mais bien sur au-delà à savoir dans 5, 10, 20 ans à venir. Quelles sont les conséquences directes et indirectes sur le territoire proche d'un tel établissement ?. Cette question doit être portée au débat de la concertation de façon approfondie et totalement objective.

Nous espérons vivement que cette lettre retiendra toute votre attention et sommes dans l'attente de vos retours suite à nos interrogations nombreuses dans le cadre de cette concertation sur le sujet de projet de construction de ce centre pénitentiaire.

L'association des 3C

Co-Présidents Mrs GOUBEAU et NEVEU

Observation n°75 (Courrier)

Déposée le 15 Février 2022 à 11:57
Par Mme FOUINNETEAU

Observation:
Merci de prendre en compte les éléments en pièce jointe.

1 document joint.

Mme Fouinneteau
1 rue vieille levée
42800 La Daguenière
Loire-Authion

Le 3/02/2022.

Monsieur,
Madame,

Habitante de la commune de la Daguenière j'ai reçu dans ma boîte aux lettres le dépliant de concertation préalable au projet de construction d'un établissement pénitentiaire sur le territoire de Loire-Authion. Pour moi le site retenu n'est pas le site qui convient car l'accès ne convient pas de plus très bruyant Pour ma part il y a l'ancienne usine Thomson à Angers Boulevard gaston birgé où il y a plus d'activité depuis plus de 15 ans qui serait un site plus adapté tout pour l'accès à partir du bus de la ville et le tramay et la route qui va à Paris- quand à l'investissement qui n'est pas définitif et le montant annuel de commandes cela va peser lourd sur le budget de la commune.

Veuiller, agréer Monsieur en mes salutations distinguées

Observation n°76

Déposée le 16 Février 2022 à 10:31
Par Anonyme

Observation:
Bonjour

Concernant les futurs détenus, lors de la réunion publique il a été évoqué par l'APIJ que des "quartiers" regroupant des effectifs inférieurs à 200 personnes seront créés au sein du Centre Pénitentiaire.

Sur la question de la durée des peines et du type des détenus la réponse est restée vague.

Pourriez vous préciser si cet établissement pénitentiaire sera conçu pour recevoir tous les types de peines ou bien si il y aura des exclusions sur les types de peines.

Si exclusion il y a merci de les préciser / lister dans votre réponse

Observation n°77

Déposée le 16 Février 2022 à 10:32
Par Anonyme

Observation:
Bonjour

Concernant les futurs détenus, lors de la réunion publique il a été évoqué par l'APIJ que des "quartiers" regroupant des effectifs inférieurs à 200 personnes seront créés au sein du Centre Pénitentiaire.

Sur la question de la durée des peines et du type des détenus la réponse est restée vague.

Pourriez vous préciser si cet établissement pénitentiaire sera conçu pour recevoir tous les types de peines ou bien si il y aura des exclusions sur les types de peines.

Si exclusion il y a merci de les préciser / lister dans votre réponse

Observation n°78

Déposée le 16 Février 2022 à 10:32
Par Anonyme

Observation:
Bonjour

Concernant les futurs détenus, lors de la réunion publique il a été évoqué par l'APIJ que des "quartiers" regroupant des effectifs inférieurs à 200 personnes seront créés au sein du Centre Pénitentiaire.

Sur la question de la durée des peines et du type des détenus la réponse est restée vague.

Pourriez vous préciser si cet établissement pénitentiaire sera conçu pour recevoir tous les types de peines ou bien si il y aura des exclusions sur les types de peines.

Si exclusion il y a merci de les préciser / lister dans votre réponse

Observation n°79

Déposée le 16 Février 2022 à 10:58
Par Anonyme

Observation:
Le titre du registre est le suivant "Projet de construction d'un établissement pénitentiaire sur le territoire des communes de Trélazé et de Loire-Authion, mise en compatibilité du PLUi de Loire-Authion et mise en compatibilité du SCOT Loire Angers"

Aujourd'hui qu'elle débat il y a t'il eu sur la mise en compatibilité du PLUi de Loire Authion et la mise en compatibilité du SCOT Loire Angers ??

Quels sont les articles exhaustifs du PLUi et du SCOT qui devront être réécrits ? quelles sont les nouvelles propositions de texte ? Quel débat autour de ces modifications dans le cadre de la concertation ? Les impacts de la création du Centre Pénitentiaire sur la rédaction du PLUi et le SCOT doivent êtres identifiés et expliqués auprès des citoyens. Aujourd'hui ce n'est pas le cas.

Observation n°80

Déposée le 16 Février 2022 à 14:35
Par MAIRIE DE LOIRE-AUTHION PRONO Jean-Charles

Observation:
Projet d'implantation d'un centre pénitentiaire - contribution à la concertation préalable - voeux

1 document joint.

CONSEIL MUNICIPAL DU 1er FEVRIER 2022

Convocation du 26 janvier 2022
Affichage du 7 février 2022

L'an deux mille vingt-deux, le premier février, à vingt heures, le conseil municipal de la commune de Loire-Authion s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle des Fêtes de Loire-Authion, commune déléguée de Saint-Mathurin-sur-Loire, sous la présidence de Jean-Charles PRONO, Maire.

Etaient présents : Jean-Charles PRONO, Marie-France RENOU, Grégoire JAUNEAULT, Myriam BERANGER, Paul OPREA, Laurence BROSSARD, Jackie FRANIK, Claire VIAL, Frédéric PANNIER, Carole DIARD, Sophie LEROY, Daniel RAULT, Bernard AUBIN, Catherine ALBERT, Danielle LEPAGE, Michelle CHARTIER, Georges M'BOUSSI, Alain HORNOY, Didier ROUGER, Philippe FENARD, Hervé ROLLAND, Maryline TESSIER, Pierre-Noël MEIGNAN, Patrick VRIGNAUD, Marie-Claude BOISSONNET, Agnès BODIN, Christophe PINEAU, Hicham EL BAHRI, Maryline POIRIER, Pierre DEVIGILI, Lisa COMBOT, Emilie PILLARD, Patrick CHARTIER, Jean-Louis EZECHIEL, Christine DABIN, Margot MANNI, Ségolène BRUN, Barbara LEDUC-BARRE, Bernard PANNEFIEU, Bérengère POVERT, Patrick MOREAU, Hélène LE GUIADER

Absents excusés : Axel HIMILY donne pouvoir à Laurence BROSSARD, Jeanne LEMOINE donne pouvoir à Margot MANNI, Audrey REVEREAULT donne pouvoir à Frédéric PANNIER

Secrétaire de séance : Myriam BERANGER

Nombre de conseillers en exercice : 45 / présents : 42 / votants : 45

*****

N°2022-02-01 : PROJET D'IMPLANTATION D'UN CENTRE PÉNITENTIAIRE – CONTRIBUTION A LA CONCERTATION PRÉALABLE - VOEUX

Monsieur le Maire expose :

L'Etat s'est fixé l'objectif de créer 15 000 places de prison à l'horizon 2027. Il s'agit d'une part d'apporter une réponse à la problématique de surpopulation carcérale et d'autre part de moderniser des structures existantes vieillissantes. A cet égard, le ministère de la Justice a engagé un vaste programme national de constructions et/ou d'agrandissements porté par l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice (APIJ).

La maison d'arrêt d'Angers fait partie des établissements concernés. Vétuste, inadaptée et touchée par la surpopulation, il est prévu d'opérer son transfert « hors les murs » de la ville. Seul le centre de semi-liberté sera maintenu à Angers.

Le nouvel établissement pénitentiaire de l'agglomération d'Angers aura une capacité de 850 places. Il accueillera des prévenus en détention provisoire mais aussi des détenus condamnés à une peine courte (jusqu'à 5 ans).

Deux sites ont été étudiés : celui de La Bodinière à Trélazé et celui des Landes à Loire-Authion. C'est ce dernier qui semble aujourd'hui présenter les meilleures conditions d'accueil. Il s'étend sur 17,2ha. Il est composé de plusieurs parcelles privées regroupant une exploitation horticole en friche et des terres agricoles. Le propriétaire majoritaire ne semble pas opposé à la cession de ses terrains.

Les bâtiments représentent une surface de plancher de l'ordre 50 000 m². Ils seront construits à plus de 200 m des premières habitations. L'établissement viendra s'embrancher sur la RD 347 au rond-point de la Crémaillère d'Argent, commune déléguée de Brain-sur-l'Authion.

L'APIJ s'engage à travailler le projet de manière à limiter au maximum l'impact visuel, sonore, lumineux et environnemental de manière générale. Le projet est estimé à 130 millions d'euros. Le calendrier prévisionnel affiche un début de travaux en 2024 et une livraison en 2027.

Une procédure de concertation préalable s'est engagée le 18 janvier 2022 ; elle s'achèvera le 28 février 2022. Elle a vocation à présenter et débattre du projet et à permettre la mise en compatibilité des documents d'urbanisme : Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) et Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT). Elle est conduite sous l'égide d'un garant de la concertation, nommé par décision de la Commission Nationale du Débat Public.

Ce garant, indépendant, a pour mission de veiller au respect du droit à l'information et à la participation du public, dans le respect des règles fixées par le code de l'environnement. Il rédige un bilan de la concertation et un rapport final dont le maître d'ouvrage doit tenir compte pour finaliser le projet et établir le Dossier d'Utilité Publique (DUP).

Au cours de la période de concertation préalable, le dossier de présentation du projet est mis à la disposition de tout public, ainsi qu'un registre d'expression pour formuler questions, observations et avis. En outre, des permanences sont prévues, ainsi qu'une réunion publique et un atelier participatif.

Au titre de cette concertation préalable, Monsieur le Maire propose au conseil municipal d'apporter une contribution par la formulation de vœux associés au projet d'implantation du futur centre pénitentiaire Angers-Les Landes.

Tout d'abord, il convient de rappeler que ce projet n'est pas un projet de la commune et de l'équipe municipale. C'est toutefois un projet structurant pour le territoire métropolitain et pour Loire-Authion qui doit se construire en lien étroit avec Angers Loire Métropole (ALM).

L'implantation d'un tel équipement mérite de mesurer tous les impacts et les défis à relever pour faire que ce projet trouve sa place et s'intègre aux territoires de la commune et d'ALM. La réussite de cette implantation dépend ainsi de la capacité de l'ensemble des acteurs, collectivités locales et Etat, à se mobiliser pour réunir les conditions nécessaires.

- Par ordre d'importance, le conseil municipal met en avant un premier enjeu capital à résoudre : **la fluidification du trafic routier sur la RD 347 et plus largement sur les axes secondaires.** Le problème de congestion du trafic routier sur la RD 347 n'est pas nouveau et n'a pas été suffisamment traité à ce jour. Les élus à l'est d'Angers l'ont maintes fois signalé. L'arrivée d'un centre pénitentiaire à Loire-Authion, avec embranchement sur la RD 347 au rond-point de la Crémaillère d'Argent, ne fera qu'amplifier les difficultés actuelles. En outre, cet équipement est supposé se trouver à 15min du centre hospitalier et à 10min du palais de Justice d'Angers. Or, ce ne sera pas le cas en journée. En théorie oui, mais en pratique non. En effet, la circulation sur cet axe est dense et s'amplifie aux heures de pointe avec un pic à 25 000 véhicules comptabilisés au rond-point de la Coutardière sur la commune déléguée de Brain sur l'Authion. Ce point d'étranglement provoque un fort ralentissement du trafic qui suscite, en outre, des stratégies d'évitement. On observe ainsi un déport conséquent du trafic sur les axes secondaires ou tertiaires non calibrés et aménagés à cet effet, provoquant des nuisances et de l'insécurité pour les riverains quand ce n'est pas pour les automobilistes eux-mêmes.
En conséquence de quoi, l'accueil de la future prison d'Angers ne peut intervenir sans traiter cette question sensible. Elle constitue une priorité pour le conseil municipal de Loire-Authion.
Dès cette année, **le conseil municipal demande que soient engagées les études nécessaires pour le recalibrage de la RD 347** dans l'optique de renforcer une offre de transport collectif en site propre à échéance 2027, que la problématique du franchissement de cet axe soit traitée en confirmant l'installation

de passerelles piétonne et vélo, et que plus globalement soit réfléchie et définie une stratégie pour les axes secondaires et tertiaires avec analyse de l'opportunité d'un « barreau est » pour rallier l'A11. Il est souhaité qu'un accès direct entre le centre pénitentiaire et la RD 347 soit étudié.

- Dans le prolongement de l'enjeu précédent, **la desserte en transport collectif est un levier essentiel** pour limiter la fuite en avant du « tout voiture ». Le sujet des mobilités est au cœur du projet de transition écologique d'ALM et Loire-Authion veut y contribuer notamment au travers de la démarche Climat Air Energie (ex Citergie) engagée en 2021. Les élus de Loire-Authion souhaitent ardemment offrir aux habitants et acteurs économiques de la commune une véritable alternative à la voiture.
Aussi, le conseil municipal insiste afin que l'offre de transport collectif soit ajustée et amplifiée dès 2023. Il est demandé que l'année 2022 soit ainsi mise à profit pour réfléchir à augmenter le cadencement de certaines lignes de desserte de Loire-Authion et à ajuster certains circuits. En outre, il est attendu que soit concrétisée à court terme une liaison vélo sur la RD 113 pour desservir la gare de la Bohalle. De son côté, la commune s'engage à prendre sa part en mettant en place les actions nécessaires pour accompagner ces changements d'usage auprès de ses habitants.

- Concernant **l'enjeu de sécurité**, le conseil municipal estime que l'arrivée du centre pénitentiaire doit pouvoir s'accompagner de **l'implantation d'une caserne de gendarmerie**, à la fois nécessaire au bon fonctionnement de l'établissement mais aussi utile pour renforcer la sécurité d'un territoire de près de 20 000 habitants.

- L'implantation d'un centre pénitentiaire de 850 places pose également la question de **la collecte et du traitement des eaux usées (E.U.)**. En effet, 1000 personnes seront présentes sur site 24h/24 et 7j/7. Le conseil municipal demande que les infrastructures de collecte et traitement des E.U. de la prison permettent le raccordement E.U. des secteurs urbanisés proches (quartiers La Crémaillère d'Argent, Calais, Chesnaie, Moulin de Gravelotte au sein de la commune déléguée de Brain sur l'Authion). En outre, **le traitement des eaux pluviales** devra faire l'objet d'une attention toute particulière de la part du maitre d'ouvrage, compte tenu de la sensibilité du secteur à cet égard. C'est un point d'inquiétude exprimé par les riverains, et partagé par le conseil municipal.

- Cet équipement devant être sécurisé en permanence, des aménagements spécifiques seront mis en place, notamment lumineux. Etant reconnu que la pollution lumineuse a des conséquences sur la biodiversité, il est souhaité que le respect de la trame noire soit pris en considération, tout comme le traitement des pollutions visuelle et sonore.

- L'implantation d'un centre pénitentiaire affecte, par ailleurs, **la charte foncière de l'Anjou**. Il est donc nécessaire de la faire évoluer et plus particulièrement au sein de la commune déléguée de Brain-sur-l'Authion directement concernée par le projet et, qui plus est, se trouve au cœur des programmes de développement de la polarité de Loire-Authion. Le SCoT étant actuellement en révision, c'est le moment de remettre ce document à jour en travaillant avec toutes les parties prenantes. Les agriculteurs attendent de la visibilité sur l'avenir de ce secteur.

- En dernier lieu, le conseil municipal de Loire-Authion sollicite le maître d'ouvrage du projet pour que soit activé **le dispositif « 1% artistique »** au bénéfice du territoire. Cette mesure consiste à consacrer, à l'occasion de la construction, de la réhabilitation ou de l'extension d'un bâtiment public, un financement représentant 1% du coût des travaux, à la commande ou à l'acquisition d'une ou plusieurs œuvres d'art spécialement conçues par des artistes vivants pour être intégrées au bâtiment considéré ou à ses abords. L'ensemble des formes d'expression dans le domaine des arts visuels est admis, des disciplines les plus traditionnelles, comme la peinture ou la sculpture, aux nouveaux médias, la vidéo, le design, le graphisme, la création sonore, la création paysagère, etc.

La commune dispose d'idées à partager sur ce point. A titre d'exemple, cet outil pourrait être mis au service de la qualité de l'intégration paysagère du projet.

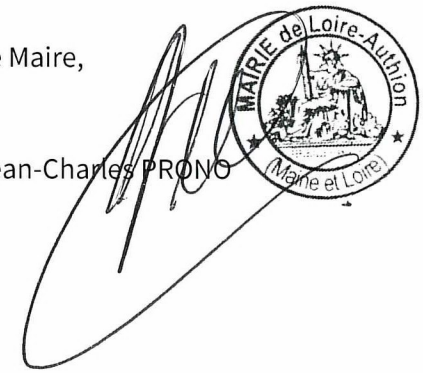
Après discussions, Monsieur le Maire met aux voix, les vœux ci-avant exposés. Ceux-ci sont validés à l'unanimité.

Monsieur le Maire informe que cette contribution du conseil municipal sera déposée dans le registre dématérialisé ouvert dans le cadre de la concertation préalable. Elle sera également remise en main propre au garant de la concertation.

Fait et délibéré à Loire-Authion, les jour, mois et an susdits.

Le Maire,

Jean-Charles PRONO



Observation n°81

Déposée le 19 Février 2022 à 18:57
Par BOUTRY Bernard

Observation:
Bonjour

Vous n'apportez pas de réponse sur le périmètre de l'étude 4 saisons (cf réponse question n° 63) . Merci de communiquer ce périmètre avec une carte à l'appui, en toute transparence pour tous s'il vous plait.

Dans l'attente du document.

Merci par avance

Observation n°82

Déposée le 19 Février 2022 à 20:25
Par Tinchant Anne

Observation:
Nous constatons sur le document de présentation du projet que le cercle qui indique l'emplacement envisagé ne prend pas uniquement les terrains des pépinières Levavasseur mais dépasse largement
sur nos bonnes terres agricoles.
Nos terres sont exploitées depuis plus de 30 ans sans traitements, enrichies de fumier tous les ans et de chaux régulièrement, irrigables et en partie drainées.
Ces parcelles sont clôturées avec des pieux d'acacia. J'espère que vous prévoyez de remplacer ces clôtures au cas ou votre projet empiéterait sur notre terrain. Sinon le mieux serait de ne pas les casser et donc de ne pas passer les limites des parcelles.
Anne Tinchant

Observation n°83

Déposée le 21 Février 2022 à 13:52
Par Commune St-Barthélemy-d'Anjou

49124

Observation:
Bonjour,

Vous trouverez, ci-joint, un courrier des élus du conseil municipal de Saint-Barthélemy-d'Anjou accompagné de leur contribution commune pour le projet de construction d'un établissement pénitentiaire sur les communes de Loire-Authion et Trélazé.

Cordialement,
Ville de Saint-Barthélemy-d'Anjou

2 documents joints.

Saint-Barthélemy
d'Anjou

LE MAIRE

Mail : m-le-maire@ville-stbarth.fr

M. Serge QUENTIN

Le 21 FEV. 2022

Objet : Contribution projet établissement pénitentiaire

Monsieur,

Dans le cadre de la concertation en cours sur le projet de construction d'un établissement pénitentiaire sur le territoire des communes de Trélazé et de Loire-Authion, la ville de Saint-Barthélemy-d'Anjou, riveraine immédiate du projet, souhaite apporter ses observations.

Aussi, vous trouvez, ci-joint, la contribution de l'ensemble des élus municipaux bartholoméens que je vous remercie d'intégrer au titre des observations déposées sur le projet.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Au nom du conseil municipal,
Dominique BREJEON,
Maire,

ST-BARTHÉLEMY-D'ANJOU
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
49124

Ville de
Saint-Barthélemy-d'Anjou
1 rue Jean Gilles - CS 40009
49180 Saint-Barthélemy-d'Anjou cedex
Tél. : 02 41 96 12 80
E-mail : ville-stbarth@ville-stbarth.fr
www.ville-saint-barthelemy-anjou.fr

Saint-Barthélemy d'Anjou

LES ÉLUS DU CONSEIL MUNICIPAL DE SAINT-BARTHÉLEMY-D'ANJOU

La concertation préalable sur le projet de construction d'un établissement pénitentiaire sur le territoire des communes de Trélazé et de Loire-Authion permet de s'informer, mais aussi de participer. Après avoir pris connaissance des éléments mis à disposition par l'APIJ, l'ensemble des représentants du conseil municipal de la commune de Saint-Barthélemy-d'Anjou, réunissant toutes ses nuances politiques, souhaite qu'une attention particulière soit portée sur trois points :

1. Tout d'abord la **problématique des mobilités**, sous toutes les formes. L'implantation de l'établissement pénitentiaire impliquera, si le site Angers-Les Landes est retenu, une réflexion sur les accès, tant routiers qu'en transports en commun, cyclistes ou piétonniers. Ce projet, à l'Est du territoire angevin, s'inscrit ainsi dans le périmètre du PLUi et de son Programme d'Orientations et d'Actions, dans sa partie Déplacements et Habitats. Ce document évoque deux opérations pour lesquelles le projet aura un impact :
   - L'Accessibilité et la sécurisation de la RD347 en lien avec les projets de développement situés à proximité de l'axe,
   - L'Amélioration des déplacements Trélazé (Quantinière) / Saint-Barthélemy-d'Anjou / RD347.

   Ces deux opérations (voir extraits ci-dessous) prennent en compte les problématiques de déplacement dans leur ensemble. **La commune de Saint-Barthélemy-d'Anjou** est associée aux réflexions déjà engagées entre Angers Loire Métropole et le Département. Elle restera vigilante sur le sujet des mobilités et **demande à être partie prenante de toutes les études et réflexions portant sur celui-ci.**

- **Accessibilité et sécurisation de la RD347 en lien avec les projets de développements situés à proximité de l'axe**
  - Nature de l'opération :
    - → Approfondir les réflexions menées sur le devenir de l'axe et de ses abords en lien avec les évolutions urbaines. Ces approfondissements devront intégrer les conclusions des études menées par l'État sur la maison d'arrêt et son accessibilité.
    - → Réaménager le réseau routier en fonction des conclusions de l'étude en retenant les opérations les plus durables du point de vue de l'impact sur l'environnement (limitation des émissions de GES).
  - Objectifs :
    - Apaiser les axes desservant les zones urbanisées de part et d'autres de la voie et limiter le transit ;
    - Améliorer le fonctionnement de la RD347 ;
    - Sécuriser les accès à la RD347 (depuis Saint-Barthélemy-d'Anjou et pour la future maison d'arrêt à Trélazé).

- **Amélioration des déplacements Trélazé (Quantinière) / Saint-Barthélemy-d'Anjou / RD347**
  - Nature de l'opération : étudier et mettre en oeuvre les mesures permettant d'améliorer les liaisons tous modes entre Trélazé / Saint-Barthélemy-d'Anjou / RD347, voire vers Angers. les actions envisagées, si leur opportunité est avérée, pourront être multimodales :
    - → En faveur des modes doux, notamment pour l'accès à Angers par un itinéraire structurant, continu et sécurisé
    - → Liées aux transports collectifs (ferroviaire via la halte de Trélazé, ou en lien avec le réseau Irigo)
    - → Routières (liaison Trélazé - RD347 notamment)
  - Objectifs :
    - → Apaiser la traversée de Saint-Barthélemy-d'Anjou
    - → Mieux accompagner le développement du quartier de la Quantinière

2. Le second point est celui de **la sécurité**. Lors de la réunion publique du 3 février a été abordée la possibilité de devoir renforcer le peloton de gendarmerie de Loire-Authion, pour les besoins liés à l'implantation de la prison. Si le site Angers - Les Landes est effectivement sur un périmètre gendarmerie, il est aussi limitrophe au périmètre de la police nationale. **La commune** de Saint-Barthélemy-d'Anjou **aimerait que l'implantation** de l'établissement pénitentiaire **permette une réflexion globale, notamment sur les effectifs de police nationale** qui ne sont **pas assez nombreux**. En effet, comme d'autres communes de l'agglomération, elle observe des faiblesses au niveau de ceux-ci. Un point de vigilance doit être porté à cette problématique.

3. Le dernier point est celui du **développement durable** dans sa globalité et de la partie environnementale notamment. La prise en compte de cet enjeu est régulièrement mise en avant dans la phase de concertation. **La commune de Saint-Barthélemy-d'Anjou restera vigilante sur la transposition des engagements en actes**. Ainsi, par exemple, si la commune comprend qu'il y ait des procédures en matière de surveillance des sites pénitenciers, elle s'interroge, à l'époque du territoire intelligent, des caméras thermiques et autres systèmes de surveillance, d'un besoin en éclairage nocturne continue … . Des exemples de réalisations d'établissements pénitentiaires et des simulations d'insertions paysagères ont déjà été produits, la commune de Saint-Barthélemy-d'Anjou souhaite une réalisation à l'image de ces exemples.

Observation n°84

Déposée le 21 Février 2022 à 14:05
Par Jacquemin Eddy
25 rue marc leclerc
49460 Cantenay Epinard

Observation:
Lors de la réunion publique du 3 février, vous évoquez la plantation d'arbres de 6 ans d'âge afin que celle-ci forme une barrière naturelle pour lutter contre la pollution visuelle et sonore d'une structure de sureté renforcée de 850 places. L'intérêt de cet outil est que celui-ci soit pérenne.

Qui sera chargé de l'entretien de cette plantation ?

Un organisme indépendant contrôlera-t-il l'efficacité de barrière visuelle et sonore dans le temps ?

Où sera implanté les arbres pour ne pas limiter l'efficacité des outils de sécurité que sont les 2 miradors qui a besoin d'une grande visibilité sur le site et le personnel qui seront chargé de la surveillance du domaine ?

Vous parlez de R+3 pour la hauteur des bâtiments c'est à dire 3 étages plus la hauteur des combles environ 12 à 15 mètres de haut. La prise en compte du risque inondation va peut-être entrainer le remblayage du terrain. R+3 est-ce la hauteur avant le terrassement ou après ?

Des observations évoquent des zones humides à proximité du site, ce qui est propice au brouillard.
Vous nous avez expliqué que notre future structure a besoin de deux miradors car elle est classée en sûreté renforcée et nous avons des moyennes peines à gérer.
Les 2 miradors ont donc besoin d'avoir une bonne visibilité, le brouillard, le manque de hauteur de ceux-ci ou une barrière d'arbres trop proche réduisent l'efficacité de cet outil.
Le brouillard réduit la visibilité des caméras et entraîne la mise en place d'un plan anti brouillard consommateur de personnel,

Observation n°85

Déposée le 22 Février 2022 à 10:43
Par Les 3 C de la crémaillère association

49800 Brain sur l'Authion

Observation:
Lors des ateliers participatifs du 5 février 2022,plusieurs idées, souhaits et questionnement ont été évoqués et remis à l'APIJ sur support papier, vous nous aviez dit que tout le contenu seraient remis sur le site de la concertation afin d'y apporter des réponses.
Hors , a ce jour, aucuns points évoqués lors des ateliers n'est sur le site, est ce normal ?
Devons nous, nous même les remettre avant le 14 mars (fin de la concertation)
Merci de votre réponse

Observation n°86

Déposée le 22 Février 2022 à 13:14
Par Anonyme

Observation:
Nous sommes à 4,70 km du parc du vkssoir à Trelazé où se font les concert du festival Estival. Suivant le vent, nous pouvons entendre au pire la musique et "au mieux" nous pouvons comprendre très distinctement les paroles des chansons.
La prison ne sera qu'à 500 mètres de nos maisons. Entre 500m et 4700m, il y a une légère différence...
Vous pensez sincèrement qu'avec votre rangée d'arbres nous n'entendrons pas ces gens hurler, crier, insulter, siffler jour ET nuit ?????

Observation n°87

Déposée le 22 Février 2022 à 13:22
Par Anonyme

Observation:
Nous attendions un vrai réseau de bus pour que nos enfants puissent aller au collège, au sport, en ville en bus.....
Mais si c'est pour les laisser se retrouver dans le bus avec des gens qui ont pu être condamné pour viol, agression sexuelle, pédophilie et autres. NON merci !!!!

Observation n°88

Déposée le 22 Février 2022 à 13:26
Par Anonyme

Observation:
Au niveau purement budgétaire, est-ce qu'on pourrait nous dire Clairement les frais que cela va engendrer à la commune et ce que cela va rapporter.
Pas sûr que cela rapporte grand chose...

Observation n°89

Déposée le 22 Février 2022 à 14:40
Par Anonyme

Observation:
Bonjour,

J'habite Brain sur l'Authion, c'est un petit village tranquille sans grosse délinquance. Je dis NON à la prison à Brain sur l'Authion, je veux que mon village reste paisible et serein. Non au bruit, à la délinquance à venir, aux petits caïds qui en feront baver aux riverains, aux nuisances sonores, visuelles et à la pollution du fait de l'augmentation du traffic routier. Trouvez un autre endroit, je n'ai pas envie de subir les inconvénients qu'engendrera inévitablement l'implantation de la prison. Je n'ai pas envie de vivre enfermé chez moi à double tour à craindre pour mon bien et/ou moi-même !

Observation n°90

Déposée le 22 Février 2022 à 15:01
Par Anonyme

Observation:
Merci à l'ancien maire d'Andard. C'est grâce à lui tout ça ! C'est lui qui nous a fait intégré Angers Loire Métropole. Et pourquoi ? Que des em..... !
Je ne veux pas de prison à Brain, je ne veux pas de pollution. Cherchez d'autres territoires : ex : Usine Thomson à Angers qui est inoccupée depuis des années et des années ou un terrain sans riverain comme vous avez fait pour l'Atoll.
Notre village est trop petit pour cette immonde prison ! Il y a sûrement mieux ailleurs.

NON A LA PRISON !!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!

Observation n°91

Déposée le 22 Février 2022 à 15:36
Par Anonyme

Observation:
Hey les parents, attention à vos enfants
Gardez les à la maison par tout temps.
Il faudra leur expliquer
Que dehors, ils ne peuvent plus jouer
Parce que rôdent de vilains monsieurs mal intentionnés.
Attention mesdemoiselles, pour un peu que vous soyez jolies,
Vous ne serez plus à l'abri.
Vous vivez seule et êtes un peu âgée, malheur à vous,
on pourrait bien venir vous voler ou plus si affinité
C'est ça la vie à laquelle on doit se préparer
Avec cette prison qui sur nos champs va s'élever
Fini l'insouciance, la tranquillité,
Il va falloir s'habituer, se résigner ou résister
Si comme moi, vous ne voulez pas de cette verrue
Dans le paysage, dans nos bocages
Soutenez le collectif qui lutte contre ces grilles et grillages.
Signez la pétition
Non à la prison !

Observation n°92

Déposée le 22 Février 2022 à 19:44
Par OSMONT Patricia
2 ROUTE D AVALOU
49800 BRAIN SUR L AUTHION

Observation:
Des logements pour les familles des détenus (ex : visite le week-end) vont-ils être construits autour ou à proximité du centre pénitentiaire ?

Observation n°93

Déposée le 23 Février 2022 à 16:54
Par Jeanneteau Claude
2Bis chemin de la roche Andard
49800 Loire Authion

Observation:
Bonjour
Dans le cadre de l'impact environnemental de ce projet, je voudrais savoir s'il est envisagé, ou envisageable, d'y installer une centrale solaire photovoltaïque d'une part , et d'autre part quelles sont, si elles existent, les mesures prévues pour diminuer ou minimiser l'impact environnemental et énergétique de ce projet, tant dans sa conception que dans son fonctionnement

Observation n°94

Déposée le 23 Février 2022 à 17:46
Par Anonyme

Observation:
Extrait de votre projet de construction :
"Le site d'Angers Les Landes, présenté à la concertation, est le site d'étude alternatif, préférentiel pour l'implantation du futur établissement pénitentiaire.....
Il est dans le périmètre d'une demeure dont certaines parties sont protégées au titre des Monuments Historiques. Tout projet dans les 500m de son rayonnement est à ce titre soumis à l'avis de l'architecte des bâtiments de France".
Or, vous trouverez en PJ, une image montrant le rayonnement des 500m du fameux château.
Avouez que c'est assez bluffant!
Que reste-t'il comme espace pour implanter une prison? Où voyez-vous l'espace d'implanter cette prison, sans empiéter largement sur des terres agricoles, sans vous rapprocher dangereusement des riverains sans protection?

Merci de rechercher un autre site alternatif.

1 document joint.

géoportail

500m chateau classé



2 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

Observation n°95

Déposée le 24 Février 2022 à 16:22
Par LVDSB Association
1 place des droits de l'Homme et du citoyen
49124 SAINT-BARTHELEMY-D'ANJOU

Observation:
Monsieur le garant,
Deux documents sont déposés par l'association Les Voies de St Barth,
- le projet de contournement Est de la commune de Saint-Barthélemy-d'Anjou,
- les premières interventions de l'association depuis le début de la concertation préalable,
Je vous en souhaite bonne réception.
Avec mes sincères salutations.
le secrétaire de l'association
Joël Buret

2 documents joints.

Association LES VOIES DE ST BARTH
1 place des droits de l'Homme et du Citoyen
49124 SAINT-BARTHELEMY-D'ANJOU
lesvoiesdestbarth@laposte.net

LE PROJET DE CONTOURNEMENT EST DE LA COMMUNE DE SAINT-BARTHELEMY-D'ANJOU

Historique

Le projet de création du contournement Nord de Saint-Barthélemy-d'Anjou date de **1979**. Cette déviation appelée « barreau Nord » est mentionnée dans les documents du POS de Trélazé du 20 juillet 1979 et dans le POS de Saint-Barthélemy daté du 15 novembre de la même année.

Le Schéma Directeur de la Région Angevine approuvé en **1996** prévoit le développement d'une urbanisation nouvelle à insérer au Sud-Est de l'agglomération Angevine. Il s'agit du quartier Quantinière-Guérinière-Grillère.

Le conseil de communauté d'Angers Loire Métropole prend conscience des difficultés de desserte du futur quartier. Alors par la délibération du **8 avril 2002**, concernant l'étude préalable du projet, il propose, dans une convention tripartite de partenariat - ALM, communes de Trélazé et Saint-Barthélemy- :

- une recherche de liaisons viaires entre la RN 147 et la nouvelle zone urbanisée de Trélazé,
- de définir un schéma directeur d'aménagement de l'ensemble de la zone,
- de définir un schéma viaire structuré, définissant la nature des voies, carrefours et ouvrages,

Compte tenu des enjeux intercommunaux et communautaires, une étude d'un Plan de référence a été réalisé en **2003** avec l'ensemble des collectivités concernées. Ce document établit un cadre aux projets d'urbanisation à venir. La commune de Trélazé précise immédiatement ses intentions. Elle souhaite réaliser une première opération sur une superficie d'environ 75 hectares, s'intégrant dans les orientations du Plan de référence (schéma de voirie, densités, développement durable, …) et prévoit à terme environ 2700 logements, des services, des équipements, des commerces de proximité.

En septembre **2004**, la commission Urbanisme-Déplacements de l'agglomération se saisit du dossier. En effet le projet nécessite la recomposition du réseau viaire, en particulier de la voie de la Quantinière dont la circulation devra s'écouler :

- Vers le Nord par la voie qui rejoint la RN 147 et les zones d'activités de l'agglomération,
- Vers le Sud, par le boulevard de la zone d'activité de Trélazé, vers le boulevard du site ardoisier et les échangeurs du Moulin de Marcille et de la Foucaudière.

Le PADD élaboré dans le cadre du PLUi par Angers Loire Métropole qualifie ainsi les dessertes Sud du quartier Quantinière-Guérinière :

- Gabarit insuffisant,
- Recalibrage nécessaire,
- Voies sous dimensionnées,

… et quant aux dessertes Nord elles sont inexistantes pour rejoindre la RN 147. Effectivement seule possibilité la traversée de Saint-Barthélemy-d'Anjou !

Dans l'enquête publique de **Juillet 2005** relative à la Déclaration d'utilité publique (DUP) de la ZAC Quantinière - Guérinière, il est fortement recommandé par les Commissaires enquêteurs de prévoir la création d'un axe routier structurant reliant ce nouveau quartier de Trélazé à la RN 147 d'une part et au pont de la Boucherie d'autre part, avec la création de carrefours sécurisés...

Depuis, d'année en année, les Bartholoméens font le constat d'un trafic routier de plus en plus important dans les rues de leur commune alors que la population locale progresse peu et surtout pas à l'Est. De plus la **RN 147** est classée route départementale et devient la **RD 347**.

Le **18 mai 2016** Madame la Préfète fait la remarque suivante à l'occasion du projet de PLUi du 14 décembre 2015 : « On note cependant qu'à l'instar du projet de SCOT, toute étude paraît abandonnée sur la faisabilité du maillon de voirie Trélazé/RD 347 Saint-Barthélemy-d'Anjou, alors même que le projet de développement du quartier Quantinière-Guérinière et la mise en service de la halte ferroviaire de Trélazé généreront obligatoirement une augmentation substantielle du trafic routier ».

De **mai à juillet 2016** se sont déroulées les enquêtes publiques relatives au PLUi 2017 et au SCOT. Les Bartholoméens, très nombreux, notifient les problèmes de sécurité et les nuisances qui résultent du nombre toujours croissant de véhicules dans les rues de Saint-Barthélemy et qui ont pour origine le nouveau quartier de Trélazé.

La commission d'enquête émet un avis favorable au projet de révision du PLUi (sans réserve pour le PLUi) et au SCOT mais assorti de plusieurs réserves dont une concernant le secteur Est. « Que PMLA s'engage de manière explicite à être, en liaison avec ALM, l'instigateur de la mise en place d'une structure réunissant les parties prenantes ALM, les communes de Saint-Barthélemy et Trélazé et des représentants des Bartholoméens afin de conduire l'étude dans les meilleurs délais, d'un contournement de la traversée de Saint-Barthélemy par le flux de véhicules venant et retournant à Trélazé. »

Le **9 décembre 2016** le SCOT est approuvé mais avec les préconisations relatives à la sécurisation de la traversée de Saint-Barthélemy décrites ci-dessus et la mise en place d'une structure réunissant les parties prenantes, ALM, les communes de Saint-Barthélemy, Trélazé et des représentants des Bartholoméens.

Le **11 février 2017** création de l'Association **les Voies de Saint-Barth** ayant pour objet social, entre autres :

- Agir pour réduire la circulation de transit dans les rues de Saint-Barthélemy-d'Anjou,
- Agir pour la défense des intérêts des riverains et pour améliorer leurs conditions de vie en réduisant les nuisances provoquées, tout particulièrement, par une circulation excessive qui provoque bruits, pollution, insécurité et dépréciation du patrimoine,
- Agir auprès des élus et des responsables locaux pour exiger le respect des lois et leur application,
- Agir pour être présent ou représenté dans les structures traitant des sujets en relation avec l'objet social de l'association,
- Communiquer et diffuser toutes informations auprès des citoyens,
- …

Le **13 février 2017,** le Conseil de communauté de l'Agglomération approuve le PLUi en prenant en compte la situation transitoire dans l'attente de la réalisation du contournement de la commune de Saint-Barthélemy qui aura pour objectif :

- Délester et sécuriser la traversée de Saint-Barthélemy en offrant un accès plus direct à la RD 347 depuis Trélazé et sécuriser les accès à la RD 347 et dans l'attente, à court terme, des aménagements seront mis en œuvre afin de traiter localement les problèmes liés à la vitesse, sécuriser et réduire les nuisances pour les riverains.

Le POA du PLUi 2017 en vigueur prévoit d'ici 2027 la création d'un accès direct des lotissements de Trélazé vers la RD 347. C'est écrit page 84 du POA 2017 en vigueur.

- Nature de l'opération : création d'un barreau routier avec reprise d'une partie des voies existantes,
- Objectif : délester et sécuriser la traversée de Saint-Barthélemy-d'Anjou en offrant un accès plus direct à la RD 347 depuis Trélazé, sécuriser les accès à la RD 347,
- Dans l'attente, à court terme, des aménagements seront mis en œuvre afin de traiter localement les problèmes liés à la vitesse, sécuriser et réduire les nuisances pour les riverains.

- Etudes et faisabilité d'ici 2027, 4 millions d'euros inscrits sous la maîtrise d'ouvrage ALM.
- Depuis sa création et le porter à connaissance de son existence auprès d'ALM, l'association Les Voies de Saint-Barth a toujours été invitée aux réunions, tenues à l'Agglo ou en Mairie, traitant des déplacements à l'Est de l'agglomération. Les représentants de l'Association ont participé à toutes les réunions publiques organisées sur le territoire concerné depuis février 2017.

Le **19 octobre 2017** l'étude de circulation réalisée par le Groupe SYSTRA sur le secteur Est du Pôle Métropolitain Loire Angers a été publiée. On peut y lire les constats et observations suivantes :

- Le secteur de Saint-Barthélemy/Trélazé est en plein développement : habitat, halte ferroviaire, ce qui entrainera une hausse prévisible du trafic. La RD4/RD117 offre une connexion logique adaptée vers l'A87. Cependant il existe un shunt via la rue de la Marmitière qui est principalement une voie à usage local. Ce circuit parallèle doit être contenu en termes de trafic. Pour les habitants des nouveaux quartiers de Trélazé, le cheminement via la RD 347 n'est pas le cheminement logique. Pour contenir le shunt, il faut favoriser la logique d'accès par la RD 117 et maîtriser les flux de transit par la rue de la Marmitière. Un nouveau redimensionnement de voie pourrait être proposé en connexion avec la RD 347 « barreau de connexion via un réaménagement de la rue des Hauts Bois ».
- Cette étude met en évidence les dysfonctionnements suivants ; il faut noter une absence d'axe structurant Nord-Sud en dehors de l'A 87 et la hiérarchisation viaire laisse apparaître un trafic de shunt sur la RD 117 sur le secteur Saint-Barth/Trélazé. Ces shunts reflètent des problèmes de connexions non adaptées aux flux de transit depuis Trélazé et Saint-Barthélemy vers la RD 347. Le renforcement du jalonnement existant sur le circuit Bahonneau/RD 117 et l'optimisation du carrefour De Gaulle/Bahonneau sont des dispositifs de dissuasion du trafic de transit à Saint-Barthélemy. Il faut chercher tous moyens de dissuasion pour limiter le flux de transit sur la rue des Héraudières et sur l'itinéraire Pellerinière/Marmitière.
-

ALM - REVISION GENERALE N° 1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME

L'intégration de communes nouvelles dans la communauté Angers Loire Métropole conduit à la révision du PLUi 2017 et à la rédaction d'un projet de PLUi 2020.

C'est au cours de la réunion organisée par ALM le **13 décembre 2019** qu'il est constaté que le projet de contournement Est de Saint-Barthélemy ne figure pas dans le projet de PLUi 2020.

Le POA du projet du PLUi 2020 prévoit d'ici 2027 une simple étude technique et environnementale avec mise en œuvre des solutions proposées pour un coût de 100 000 euros sous la responsabilité d'ALM. Il s'agit d'une remise en question totale du contournement de Saint-Barthélemy. Ceci alors que l'extension de Trélazé, Quantinière/Guèrinière/Grillère sera à terme aussi peuplée que le bourg de Saint-Barthélemy-d'Anjou. On laisse se construire une nouvelle ville de 8000 habitants sans accès routiers !

La Préfecture, les élus, les agents missionnés, tous ont démontré la nécessité de réaliser le contournement Est de Saint-Barthélemy. Les différents Commissaires enquêteurs qui sont intervenus au cours des enquêtes publiques successives ont insisté sur la nécessité de réaliser ce barreau Est et ont demandé son inscription.

Depuis vingt ans, à plusieurs reprises, la nécessité de réaliser le contournement est une évidence. Et pourtant, alors qu'un nouveau PLUi est étudié en 2019 le contournement disparaît purement et simplement. Ce projet de PLUi 2020 ignore les souhaits, les exigences, les avis, tout le travail fourni par les uns et les autres. Les Bartholoméens s'agacent alors Monsieur le Président d'Angers Loire Métropole tente de les rassurer dans un courrier adressé au Maire le 23 janvier 2020. Si la première partie de sa lettre peut faire patienter, la deuxième partie crée le doute puisqu'il évoque la desserte d'une **Maison d'arrêt** dont il appelle la réalisation la plus rapide possible mais sans précision sur le lieu.

L'ENQUETE PUBLIQUE PROGRAMMEE DU 12 OCTOBRE AU 18 DECEMBRE 2020

La participation des Bartholoméens à cette enquête a démontré, encore une fois, tout l'intérêt que ceux-ci portent au contournement Est de leur commune. Les commissaires enquêteurs ont rendu leurs rapports définitifs et leurs conclusions le 9 février 2021.

RESUME DES CONCLUSIONS DE LA COMMISSION D'ENQUETE

Un résumé qui reprend principalement les observations concernant la commune de Saint-Barthélemy-d'Anjou et ses habitants et concernant la circulation.

Circulation

Dans ce chapitre figurent l'étude indispensable de la circulation à l'Est d'ALM avec la sécurisation de la RD 347 et le projet de délestage reliant la RD 347 à la ZA l'Océane. ALM entend mener une étude globale.

Les déplacements dans Saint-Barthélemy en raison du développement du quartier de la Quantinière de Trélazé, et le projet abandonné de raccordement sur la RD 347. Beaucoup d'études ont été faites mais pas de projet concret.

Commune de Saint-Barthélemy-d'Anjou

Pour l'aménagement routier reliant la Quantinière à la RD 347 la commission retient que la municipalité de Saint-Barthélemy appelle de ses vœux sa réalisation en s'appuyant sur une lettre d'engagement du Président d'ALM. La commission partage l'avis du maire mais note que ce courrier d'ALM parle d'apaisement de circulation (études et travaux) mais que le dossier ne prévoit qu'un budget d'étude.
Pour la sécurisation de la RD 347, la commission partage la position du maire qui estime indispensable la mise en place d'un groupe de travail élargi car la résolution de ce problème dépasse le cadre d'ALM.

L'Association Les Voies de Saint-Barth (LVDSB)

Les problèmes de circulation sur la commune sont anciens mais se sont accrus avec le développement de Trélazé. Le PLUi de 2017 prévoyait la réalisation du barreau « Quantinière-RD 347 » avec un budget de 4 M€ et retiré dans le budget du projet 2020 en créant un grand mécontentement. L'association demande la réalisation de ce projet et le gel des constructions à Trélazé dès maintenant.
La commission soutient cette demande de réalisation avant 2017. Elle considère distinct ce projet de la sécurisation de la RD 347.

Le Conseil départemental (CD 49)

Le CD 49 évoque les travaux déjà réalisés sur la RD 347 permettant de réduire le temps de transport et d'améliorer la sécurité. Il considère que la résolution complète des problèmes à l'Est d'ALM ne peut se concevoir que par un projet de territoire, dont ALM pourrait dans un proche avenir être le seul décideur. Il rappelle qu'au Plan d'Occupation des Sols (POS) de 2005 un raccordement de la rue des Hauts Bois à la RD 347 était déjà envisagé. A ce jour aucun groupe de travail n'existe réunissant ALM, les communes et le CD 49.
La commission entrevoit un accord possible de raccordement de la rue des Hauts-Bois sur le RD 347 mais déplore le manque de travail en commun entre les parties prenantes.

Commune de Loire-Authion (LOA)

LOA soutient le projet de barreau Est reliant la RD 347 à la zone de l'océane-A11, mais déplore que rien ne soit inscrit actuellement. Le projet de construction d'une maison d'arrêt et le lycée de Narcé leur font craindre une augmentation du trafic au rond-point entre Brain et Andard. LOA attire l'attention sur le problème existant entre étendue des zones humides sur son territoire et nécessité de développement. Les besoins de mixité dans les zones UY est évoqué comme à Saint-Barthélemy.

La commission n'entrevoit pas de solution rapide des problèmes de circulation à l'Est-RD 347 – Barreau vers l'Océane en raison des responsabilités partagées et d'un financement qui n'est pas prévu. La maison d'arrêt ne devrait pas avoir d'incidence sur LOA dans la mesure où le CD 49 voit son raccordement au giratoire de la crémaillère d'Argent. La mixité souhaitée en ZA est à prendre en compte**. Enfin la commission estime qu'un « bilanciel » sans appel doit être réalisé permettant de satisfaire aux nécessités environnementales mais aussi aux impératifs de développement.**

Ces observations ont été remises à ALM qui répond brièvement à chaque point et, pour ce qui concerne Saint-Barthélemy, elle dit ceci.

En ce qui concerne l'aménagement routier entre la Quantinière et la RD 347 sur les communes de Trélazé et Saint-Barthélemy, ALM précise la teneur de la lettre du Président d'ALM. Une étude complémentaire à celle de 2019 sera effectuée sur l'hypothèse d'un « barreau » allant de la Quantinière à la RD 347 par la rue des Hauts Bois. Si l'opportunité est démontrée, les travaux pourraient être engagés avant la fin du mandat.
La commission prend acte de cette évolution sensible de position, et confirme son soutien total à ce projet de « barreau », programmé en 2017 et retiré en 2020.

LES AVIS ET COMMENTAIRES

Déplacements et projets d'urbanisation.

La commission constate que le PLUi comporte un aspect perfectible concernant ce point. En effet plusieurs cas présentés dans le dossier prouvent que des projets d'urbanisation en cours ou prévus sont dépourvus de prévisions sur les déplacements induits par ces projets. Citons par exemple : la Quantinière à Trélazé (1200 logements) avec les problèmes actuels de circulation dans Saint-Barthélemy.

Circulation à Saint-Barthélemy d'Anjou

La commune de Saint-Barthélemy-d'Anjou est victime, depuis plusieurs années, d'un flux important de circulation qui dépasse ses capacités d'absorption. Il génère des nuisances importantes, sonores, visuelles, sécuritaires, polluantes, dégradant les conditions de vie des riverains et impactant leur tranquillité. Cet accroissement s'est accentué avec la création des quartiers de la Guérinière et de la Quantinière à Trélazé (1200 logements).
Cent cinq observations, dont des associations et collectifs citoyens relaient l'inquiétude, l'exaspération et l'incompréhension des habitants. La disparition dans la révision du projet de liaison routière offrant un accès direct à la RD 347 depuis Trélazé, validé au PLUi de 2017 avec une réalisation avant 2027 est collectivement interrogée et contestée.
Est unanimement demandé le maintien des engagements pris en reprogrammant ce délestage.
Estimant qu'il y a deux niveaux de projet, la commission sépare la sécurisation de la RD 347 du projet d'aménagement routier de la Quantinière-RD 347 contrairement à la proposition d'ALM qui parle d'une étude globale de circulation à l'Est du territoire. La commission partage les observations et arguments du public et des associations. Elle a constaté sur place les nombreux aménagements de voirie pour ralentir le flux de circulation qui ont des effets insuffisants. La commission observe qu'à la Quantinière est construit seulement près de la moitié des logements programmés. La poursuite du projet amplifiera le trafic automobile. La commission ne voit pas d'autres axes structurants amenant au centre-ville que la RD 347.

A partir de cet ensemble d'éléments la commission demande une réinscription du projet dans le POA, réaliser cet aménagement routier entre la Quantinière et la RD 347

En définitive

LA COMMISSION D'ENQUETE EXPRIME UN AVIS FAVORABLE au projet de révision générale n° 1 du PLUi ALM assorti de trois réserves dont :

Réserve 1 : le thème déplacement à Saint-Barthélemy-d'Anjou

Que l'aménagement routier de délestage à partir du quartier de la Quantinière vers la RD 347, appelé « barreau », prévu et budgété en 2017, supprimé à la révision n° 1, soit réintroduit dans le POA et que les travaux débutent avant l'échéance du PLUi.

LES DECISIONS DES ELUS D'ANGERS LOIRE METROPOLE

Les élus d'ALM se sont réunis le 13 septembre 2021 pour examiner les conclusions de l'enquête, donner leur avis et délibérer. La résolution votée lors de ce conseil communautaire ne reprend pas les termes exacts des conclusions de l'enquête et sème le doute. Nos élus ont-ils vraiment l'intention de réaliser le barreau ? En effet ci-dessous, un extrait du texte soumis au vote des élus.

Au-delà de ces observations sur la politique globale des mobilités, trois secteurs et projets d'infrastructures ont fait plus particulièrement l'objet d'observations du public et de la commission d'enquête. Ils ont ainsi été retravaillés

- ***Amélioration des déplacements Trélazé/Saint-Barthélemy-d'Anjou/RD 347***

Pour prendre en compte la première réserve de la commission d'enquête au sujet de la circulation dans ce secteur il a été proposé de scinder clairement les problématiques en distinguant :

- *Les projets d'accessibilité et de sécurisation de la RD 347, d'une part*
- *L'amélioration des déplacements dans et aux pourtours de Trélazé (Quantinière), Saint-Barthélemy-d'Anjou et la RD 347 d'autre part. Un budget de quatre millions d'euros a été inscrit pour des études d'opportunité, techniques et environnementales et pour une mise en œuvre des solutions choisies avant 2027. Il a été précisé qu'il s'agissait d'améliorer les circulations de tous les modes (modes actifs, transports en commun et voiture).*

Ainsi la réserve n° 1 de la commission d'enquête a été prise en compte.

Si cette résolution a été votée à l'unanimité, le document du Programme d'Orientations et d'actions déplacements/habitat -**POA** - destiné à être joint à la délibération du conseil communautaire est rédigé ainsi, l'ensemble a été transmis en Préfecture le 16 septembre 2021.

Accessibilité et sécurisation de la RD347 en lien avec les projets de développements situés à proximité de l'axe

Nature de l'opération :

- *Approfondir les réflexions menées sur le devenir de l'axe et de ses abords en lien avec les évolutions urbaines.* ***Ces approfondissements devront intégrer les conclusions des études menées par l'État sur la maison d'arrêt et son accessibilité****.*
- *Réaménager le réseau routier en fonction des conclusions de l'étude en retenant les opérations les plus durables du point de vue de l'impact sur l'environnement (limitation des émissions de GES).*

Objectifs :

- *Apaiser les axes desservant les zones urbanisées de part et d'autre de la voie et limiter le transit ;*
- *Améliorer le fonctionnement de la RD347 ;*
- *Sécuriser les accès à la RD347 (depuis Saint-Barthélemy-d'Anjou et pour la future maison d'arrêt àTrélazé).*

Amélioration des déplacements Trélazé (Quantinière) / Saint-Barthélemy-d'Anjou / RD347

Nature de l'opération : étudier et mettre en oeuvre les mesures permettant d'améliorer les liaisons tous modes entre Trélazé / Saint-Barthélemy-d'Anjou / RD347, voire vers Angers. Les actions envisagées, si leur opportunité est avérée, pourront être multimodales :

- *En faveur des modes doux, notamment pour l'accès à Angers par un itinéraire structurant, continu et sécurisé*
- *Liées aux transports collectifs (ferroviaire via la halte de Trélazé, ou en lien avec le réseau Irigo)*
- *Routières (liaison Trélazé - RD347 notamment)*

Objectifs :

- *Apaiser la traversée de Saint-Barthélemy-d'Anjou*
- *Mieux accompagner le développement du quartier de la Quantinièr*
-

Programmation, estimation financière, maîtrise d'ouvrage inscrits dans le POA

Accessibilité et sécurisation de la RD347
Études techniques et environnementales et mise en œuvre des solutions préconisées
Horizon de mise en œuvre 2027, estimation financière 50 à 100 000€, Maîtrise d'ouvrage ALM
Amélioration des déplacements Trélazé (Quantinière) / Saint-Barthélemy-d'Anjou /RD347
Etudes d'opportunité, techniques, environnementales et mise en oeuvre
Horizon de mise en œuvre 2027, estimation financière 4 M€, Maîtrise d'ouvrage ALM

La réserve de la commission d'enquête est très explicite alors que faut-il penser de ces écrits qui sont aujourd'hui officiels. Le PLUi approuvé le 13 septembre 2021 et opposable depuis le 17 octobre ne reprend pas les termes précis de la réserve n° 1. Le PLUi ne comprend aucun objectif de délestage visant à réduire le trafic dans St-Barthélemy ; Le contournement EST de la commune sera t'il réalisé avant 2027 !

Monsieur le Maire, que nous avons rencontré récemment, ne nous a pas rassurés ; alors que l'on sait aujourd'hui que le site de la Bodinière à Trélazé a été abandonné, il n'a pas pu nous préciser le lieu de construction de la future prison. Ce choix est primordial, **les décisions relatives aux nouvelles voies s'articuleront à partir de ce site.**

En attendant, les constructions se poursuivent à Trélazé, plus de 1200 logements sont programmés. Les derniers comptages effectués en février 2020 précisaient, 2600 véhicules/jour rue du 8 Mai, plus de 6000 route d'Angers, 13400 rue de la Marmitière, etc. Où allons-nous ?

La vitesse, les accidents, les accrochages, le non-respect du code de la route sont en progression régulière. Tout ceci exaspère les Bartholoméens.

Les Bartholoméens restent très vigilants, attentifs et font comprendre aux élus locaux qu'ils sont déterminés, ils souhaitent vivement le contournement EST de Saint-Barthélemy-d'Anjou considéré plus que nécessaire par les commissaires enquêteurs.

Les membres de l'association Les Voies de St Barth se portent volontaires pour participer à des réunions de travail traitant du sujet de raccordement routier de la zone Quantinière – Guérinière - Grillère à la RD 347.

Association LES VOIES DE ST BARTH
1 place des droits de l'Homme et du Citoyen
49124 SAINT-BARTHELEMY-D'ANJOU
lesvoiesdestbarth@laposte.net

PROJET DE CONSTRUCTION D'UN ETABLISSEMENT PENITENTIAIRE SUR LA COMMUNE DE LOIRE-AUTHION

INTERVENTIONS DE L'ASSOCIATION LES VOIES DE ST-BARTH

Les représentants de l'association Les Voies de St-Barth, LVDSB, attendaient avec impatience le début des concertations relatives à l'implantation du futur centre pénitentiaire sur le territoire angevin. En effet plusieurs élus, dont le président d'ALM, avaient laisser entendre que l'étude de contournement Est de la commune serait jumelé avec celle concernant l'implantation décrite ci-dessus.

Centre pénitentiaire – concertation préalable du 18 janvier au 13 mars 2022

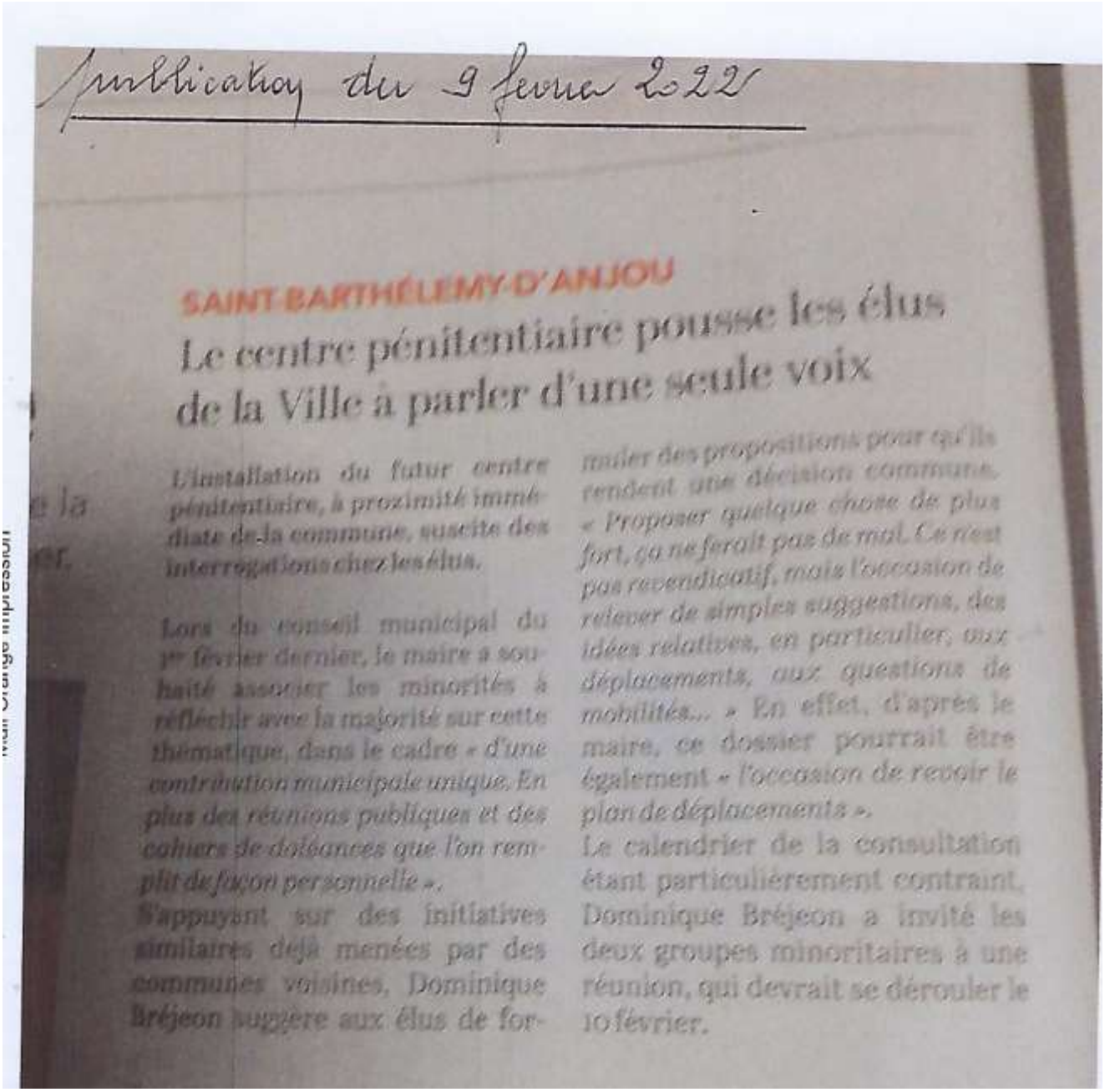
Les représentants de LVDSB étaient présents à la première réunion publique qui s'est tenue le 25 janvier 2022 à St-Barthélemy. Ils ont pris connaissance du projet « Angers les Landes » présenté par le Chef de projet et Mr Serge Quentin le Garant du CNDP.
L'implantation de l'établissement pénitentiaire projetée et surtout ses raccordements à la RD 347 poussent à la réflexion. Nos interrogations ont retenu l'attention de Mr le Garant représentant la CNDP ainsi que les responsables du projet. Au titre de notre Association LVDSB nous avons formulé notre souhait de voir étudier un raccordement en commun à la RD 347, pour la prison et le contournement de St-Barthélemy, permettant de désenclaver les zones Quantinière- Guérinière situées sur la commune de Trélazé dans le but précis de diminuer le trafic routier traversant la ville de St-Barthélemy.
Au sortir de cette rencontre publique les organisateurs de cette concertation nous ont invités à assister à la réunion publique du jeudi 03 février 2022 ainsi qu'à l'atelier participatif du samedi suivant.

Réunion Publique du jeudi 03 février 2022
Au cours de notre entretien du 25 janvier avec Mr le Garant, celui-ci nous avait demandé un dossier traitant du contournement et des conclusions du PLUi qui s'y rattachent. Un historique de ce projet de contournement avec son raccordement à la RD347 lui a été remis ainsi qu'à Mr Verchère ALM et au chef de projet APIJ.
La présentation détaillée du projet de la prison est traitée par thèmes avec la recommandation de Mr le Garant de bien vouloir s'inscrire pour pouvoir formuler tous les avis, désaccords, oppositions, suggestions et inviter les participants à assister aux ateliers participatifs du samedi 05 février 2022. Ce que nous ne manquons pas de faire.

Ateliers participatifs du 5 février 2022 au cours de ces ateliers un travail a été fait avec la participation des riverains et l'équipe de conception du projet sur l'environnement et les accès.

Au terme de ces échanges l'implantation de l'accès n°1 fait l'unanimité, avec une contreproposition suspendue à la possibilité d'emprise d'implantation dans le bois classé. Le plan est présenté ci-après, il a aussi pour intérêt de desservir le lycée de Narcé.

Relation écrite avec Mr Le Maire de Saint-Barthélemy qui a fait part, par voie de presse début février 2022, de son intention d'affirmer unanimement au sein du conseil municipal des intentions, des suggestions… relatives aux questions de mobilités et l'occasion de revoir le plan de déplacements. Nous lui avons adressé notre document de travail traitant du contournement Est de la commune ; il nous en a accusé réception et confirmé que le conseil municipal apporte une contribution à l'enquête publique sur le centre pénitentiaire et que les mobilités y sont largement évoquées.



Publication du 9 février 2022

SAINT-BARTHÉLEMY-D'ANJOU

Le centre pénitentiaire pousse les élus de la Ville à parler d'une seule voix

L'installation du futur centre pénitentiaire, à proximité immédiate de la commune, suscite des interrogations chez les élus.

Lors du conseil municipal du 3e février dernier, le maire a souhaité associer les minorités à réfléchir avec la majorité sur cette thématique, dans le cadre « d'une contribution municipale unique. En plus des réunions publiques et des cahiers de doléances que l'on remplit de façon personnelle ».

S'appuyant sur des initiatives similaires déjà menées par des communes voisines, Dominique Bréjeon suggère aux élus de former des propositions pour qu'ils rendent une décision commune. « Proposer quelque chose de plus fort, ça ne ferait pas de mal. Ce n'est pas revendicatif, mais l'occasion de relever de simples suggestions, des idées relatives, en particulier, aux déplacements, aux questions de mobilités… » En effet, d'après le maire, ce dossier pourrait être également « l'occasion de revoir le plan de déplacements ».

Le calendrier de la consultation étant particulièrement contraint, Dominique Bréjeon a invité les deux groupes minoritaires à une réunion, qui devrait se dérouler le 10 février.


Liaison RD 4 / RD 347 / RD 323 (A11) – Desserte du Centre pénitentiaire
Liaison D 347 / D 116
(vers D 323 et A11)
Prolongement de
l'aménagement à
3 voies de la D 347
Centre
pénitentiaire
Aménagement VC
Rue des Hauts Bois
Liaison D 4 / D 347
Et desserte du centre
NARCE

Liaison RD 4 / RD 347 / RD 16 (RD 323 et A 11) – Desserte Centre penitentiaire

- Liaison RD 4 / RD 347 + desserte Centre pénitentiaire + aménagement rue du Haut Bois
  - Desserte du centre pénitentiaire facilitée en dehors des zones d'habitation
  - Sécurisation de la RD 347 avec la réalisation d'un échangeur complet et la fermeture de voies d'accès
  - Délestage du trafic des quartiers Est Trélazé / St Barthélémy vers RD 347 (rue de Hauts Bois)
  - Réduction du trafic de la RD 347 avec report partiel sur la RD 4 (liaisons Andard-Brain vers Angers Est)
  - Limitation de la gêne du centre pénitentiaire pour les riverains (accès coté Ouest pour accueil, parking, etc..)
  - Délestage de voies communales non adaptées et structurées pour le trafic projeté (VC de La Chesnaie et de La Jaille)

→ Délestage du lycée de Saucé

- Liaison RD 347 / RD 16 (vers RD 323 et A 11)
  - Délestage partiel du trafic de la RD 347 et de l'échangeur de la Cressonnière (fluidité du trafic et pérennité de la trémie de la Cressonnière à 2x1 voie)
  - Amélioration de la desserte Parc des expo / Zones d'activités, depuis le secteur Est
  - Bouclage du contournement du secteur Est de l'agglomération assurant de meilleurs liaisons vers le secteur Nord-Est
  - Liaison alternative préférentielle de la RD 347 vers l'A 11 permettant de limiter le trafic sur la RD 113 via Le Plessis-Grammoire (voie fortement urbanisée et limitée à 3,5 T)
- Aménagement 3 voies de la RD 347 sur 1,5 km
  - Amélioration de la fluidité du trafic de la RD 347 en direction de Saumur

Observation n°96

Déposée le 25 Février 2022 à 09:00
Par Anonyme

Observation:
Un projet d'établissement pénitentiaire en zone naturelle est un non sens.
Cela implique une pollution des sols par imperméabilisation de 20 hectares naturels, sans compter les créations d'accès qui seront annoncées ultérieurement.
Ces terrains étaient tellement naturels qu'ils étaient jusqu'à présent une pépinière horticole.
Ce projet implique une pollution visuelle en zone rurale, dans une zone qui est d'ailleurs protégée pour un monument historique.
Le projet implique aussi une pollution lumineuse nocturne permanente qui serait davantage acceptable en zone industrielle par exemple.
La route D347 est déjà surchargée aux heures de début ou de fin de journée au point qu'il est impossible de la traverser et le projet va ajouter un rond-point qui sera un, nouvel obstacle à la fluidité de la circulation.
Le projet est très éloigné du palais de justice et les convois de détenus participeront à l'encombrement.
Il existerait des endroits bien plus appropriés en zones déjà impactées par la pollution visuelle, notamment et plus proches du palais de justice.

Observation n°97

Déposée le 25 Février 2022 à 09:28
Par Anonyme

Observation:
Cet endroit est très mal choisi sur le plan environnemental.
Non seulement il va supprimer 17 hectares de zone naturelle qui seront goudronnés, imperméabilisés, ce qui est très nuisible à l'environnement, il n'est plus nécessaire de l'expliquer. Il faut rappeler que la disparition des zones humides ou naturelles est l'une des causes principales de nos problèmes de sécheresse qui reviennent maintenant tous les ans et qu'elle a été identifiée comme cause majeure du changement de climat.
De plus, par l'éclairage nocturne, agitation nouvelle et le bruit, ce projet va supprimer toute vie dans les bois mitoyens qui sont une grande réserve de biodiversité, quasiment unique dans la métropole d'Angers.
Les animaux vont fuir cette zone puisqu'elle deviendra quasi urbaine.
Il faut prendre en compte les impacts qui seront causés aux alentours et non seulement ceux qui seront causés sur l'emprise stricte du projet.

Observation n°98

Déposée le 25 Février 2022 à 17:57
Par Anonyme

Observation:
Brain sur l'authion est situé cœur d'un secteur semi rurale qui est le principal attrait des residents a la recherche de verdure et de champs pas loin du Parc naturel régional Loire-Anjou- riche en faune et flore
Édifier une prison dans cette zone apporterait beaucoup de nuisances par les visiteurs que cela engendrerait donc moins sécurisant pour les habitants et plus de voitures sur un axe déjà surchargé. L'implantation d'une prison d'un point de vue psychologique et même visuelle n'est pas positif et j'y suis donc défavorable

Observation n°99

Déposée le 26 Février 2022 à 01:06
Par OSMONT Patricia
2 ROUTE D AVALOU
49800 BRAIN SUR L AUTHION

Observation:
Quand vous regardez un plan détaillé de Brain sur l'Authion, il est clairement indiqué que des anciennes mines de fer (3) dont 1 dans le bois de Verrières sont bien présentes. Il y a bien sûr risque d'effondrement puisque le risque zéro n'existe pas.
Des études de sol ont elles étaient faites ?

Observation n°100

Déposée le 26 Février 2022 à 17:10
Par Anonyme

Observation:
Bonjour M le Garant,
Habitant de St Barth, je souhaite que M. Béchu tienne son engagement de réalisation du barreau routier visant à délester Saint-Barthélémy d'Anjou du trafic routier venant de Trélazé et qui concoure également à la desserte de la prison comme il l'a écrit le 22 janvier 2020 (courrier en PJ).

M Béchu est aujourd'hui un peu plus qu'hier un homme d'honneur puisque ses amis l'ont récemment nommé chevalier de la légion d'honneur.
Je l'en félicite et espère donc que cet homme d'honneur tiendra la parole donnée en temps que président d'ALM.
Bien qu'il soit probable qu'avec les échéances qui arrivent, M Béchu soit happé par de futures fonctions ministérielles, j'espère que son successeur à la tête d'ALM respectera l'engagement pris auprès des Bartholoméens.
Le trafic routier venant de Trélazé au sein de St Barthélemy est insupportable et a déjà été signalé à de multiples occasions (cf. avis de la commission d'enquête sur le dernier PLUi, avis sur le PLUi précédent, avis sur le SCoT et sur la DUP Quantinière...).

Le barreau de délestage de St Barth. peut concourir à la desserte de la prison, desservir la gare de Trélazé et le Lycée de Narcé.

Merci de tenir parole

Cordialement

1 document joint.

angers Loire métropole
communauté urbaine

Le Président

Réf. A rappeler : Cab/FXS/CG/2020

Monsieur Dominique BREJEON
Maire
Mairie de Saint-Barthélemy d'Anjou
1 rue Jean Gilles
49124 SAINT-BARTELEMY D'ANJOU

Angers, le 22 Janvier 2020

Monsieur le Maire,

Je reviens vers vous suite à notre conversation concernant le potentiel barreau Trélazé -Saint-Barthélemy-d'Anjou pour délester et sécuriser la traversée de votre commune. Je vous confirme la volonté et la détermination de l'Agglomération à conduire, dans le mandat qui arrive, les études et les travaux de réalisation qui permettront d'apaiser la circulation comme vous le réclamez depuis des années pour tenir compte des remarques de votre population.

La nouvelle formulation du PLU ne marque absolument pas un recul d'ambition de la part de l'Agglomération. Le chiffre de 100 000 euros précisé dans le document ne correspond qu'à la partie « études » que nous souhaitons pouvoir engager dès cette année. L'horizon global de réalisation reste bien la fin du mandat qui commencera au printemps, d'autant plus que ce projet concoure à la desserte d'une Maison d'Arrêt dont nous appelons à la réalisation la plus rapide possible.

Je vous assure avoir bien entendu votre impatience et votre exigence que les choses soient conduites avec célérité et sérieux et en concertation avec les Bartholoméens concernés par cette opération.

Dans l'attente de prochaines occasions de rencontres et d'échanges, je vous prie de croire, Monsieur le Maire, en l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Christophe BÉCHU

Angers Loire Métropole
83, rue du Mail - BP 80011 - 49020 Angers Cedex 02
Tél : 02 41 05 50 00 - Fax : 02 41 05 39 00
www.angersloiremetropole.fr

Observation n°101

Déposée le 27 Février 2022 à 19:42
Par Anonyme

Observation:
Bonjour,
Je suis opposé à la création d'une si grosse structure de prison. Je préférerais plusieurs petites structures réparties sur le territoire et plus à taille humaine.
Par ailleurs, la route d'accès est saturée.
Enfin, je suis pour une couronne verte autour d'Angers et une alimentation locale .Or l'artificialisation des sols est galopante et remet en cause ce souhait de la population, détruit les écosystèmes.
Je suis contre l'artificialisation des terres de Levassseur qui sont à la base de terres agricoles.

Cordialement

Observation n°102

Déposée le 27 Février 2022 à 20:45
Par Anonyme

Observation:
NON À LA FERME DES 1000 vaches DES 1000 PRISONNIERS !!!
RESPECTER LE BIEN-ÊTRE (HUMAIN)

OUI à des petites structures à taille humaine et moins impactante pour l'environnement !

Observation n°103

Déposée le 28 Février 2022 à 19:29
Par OSMONT Patricia
2 ROUTE D AVALOU
49800 BRAIN SUR L AUTHION

Observation:
Comment se fait-il que dans le Courrier de l'Ouest du mercredi 15 décembre 2021, un article intitulé "Quelles solutions pour économiser les terres agricoles" indique que la friche industrielle de Thomson fait 60 hectares alors qu'on nous dit et redit qu'elle ne fait que 13 hectares et donc impossible d'y implanter un centre pénitentiaire de 17 hectares ?
On nous dit aussi que la dépollution du site coûterait plusieurs millions d'euros alors que "dans le cadre du plan de relance, le gouvernement a déployé un fonds pour financer des opérations de recyclage des friches et la transformation du foncier déjà artificialisé (lire CO du 27 novembre)". D'autant plus qu'il faudra aussi dépolluer le site des Landes. Pourquoi s'acharner sur le site des Landes (terres agricoles et présence de biodiversité nombreuse) alors que des friches industrielles existent. Où est la logique ?

Observation n°104

Déposée le 28 Février 2022 à 19:40
Par OSMONT Patricia
2 ROUTE D AVALOU
49800 BRAIN SUR L AUTHION

Observation:
On retrouve aussi dans le Courrier de l'Ouest du 15 décembre 2021, une réflexion sur l'artificialisation des terres et le ZAN (Zéro Artificialisation Nette). Il est dit ceci : "d'ici la fin de la décennie, les territoires devront baisser de 50% le rythme d'artificialisation et de consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers. Et le ZAN devra être atteint d'ici 2050."
En totale contradiction avec ce qui est prévu sur le site des Landes.

Observation n°105

Déposée le 01 Mars 2022 à 13:15
Par Association ADIRA

Observation:
Préambule association ADIRA :

L'association ADIRA (Association de Défense des Intérêts des Riverains d'Avalou) reste opposée à l'implantation du centre pénitencier sur le site des Landes, ainsi que sur celui de la Bodinière précédemment pressenti.

Notre hameau d'Avalou se trouve à proximité immédiate des 2 sites étudiés pour l'implantation du centre pénitencier, d'un côté de l'impasse du moulin d'Avalou pour le site de la Bodinière, de l'autre côté de notre impasse, pour le site des Landes. Nous avons bien pris en compte que l'augmentation de capacité de la future prison impose de se diriger vers le site des Landes mais ce choix entraînera aussi des nuisances importantes pour notre hameau.

Si à l'issue de cette phase de concertation préalable, le site des Landes devait être retenu, nous vous adressons 15 points.

Nous demandons que soit apportée une réponse à chaque demande association ADIRA, faisant l'objet d'un point.
En cas de refus et/ou réponse négative, nous demandons que les motifs de refus soient exposés et argumentés.

Observation n°106

Déposée le 01 Mars 2022 à 13:17
Par Association ADIRA

Observation:
Point 1 association ADIRA :

Pourquoi la recherche foncière en alternative du site de La Bodinière s'est-elle faite exclusivement localement ?
Nous demandons que d'autres sites en périphérie d'Angers, sans habitation à proximité et répondant aux critères, soient recherchés et étudiés (friches industrielles ? …).

Observation n°107

Déposée le 01 Mars 2022 à 13:21
Par Association ADIRA

Observation:
Point 2 association ADIRA :

Accès prison : 1 seul accès extérieur est prévu.

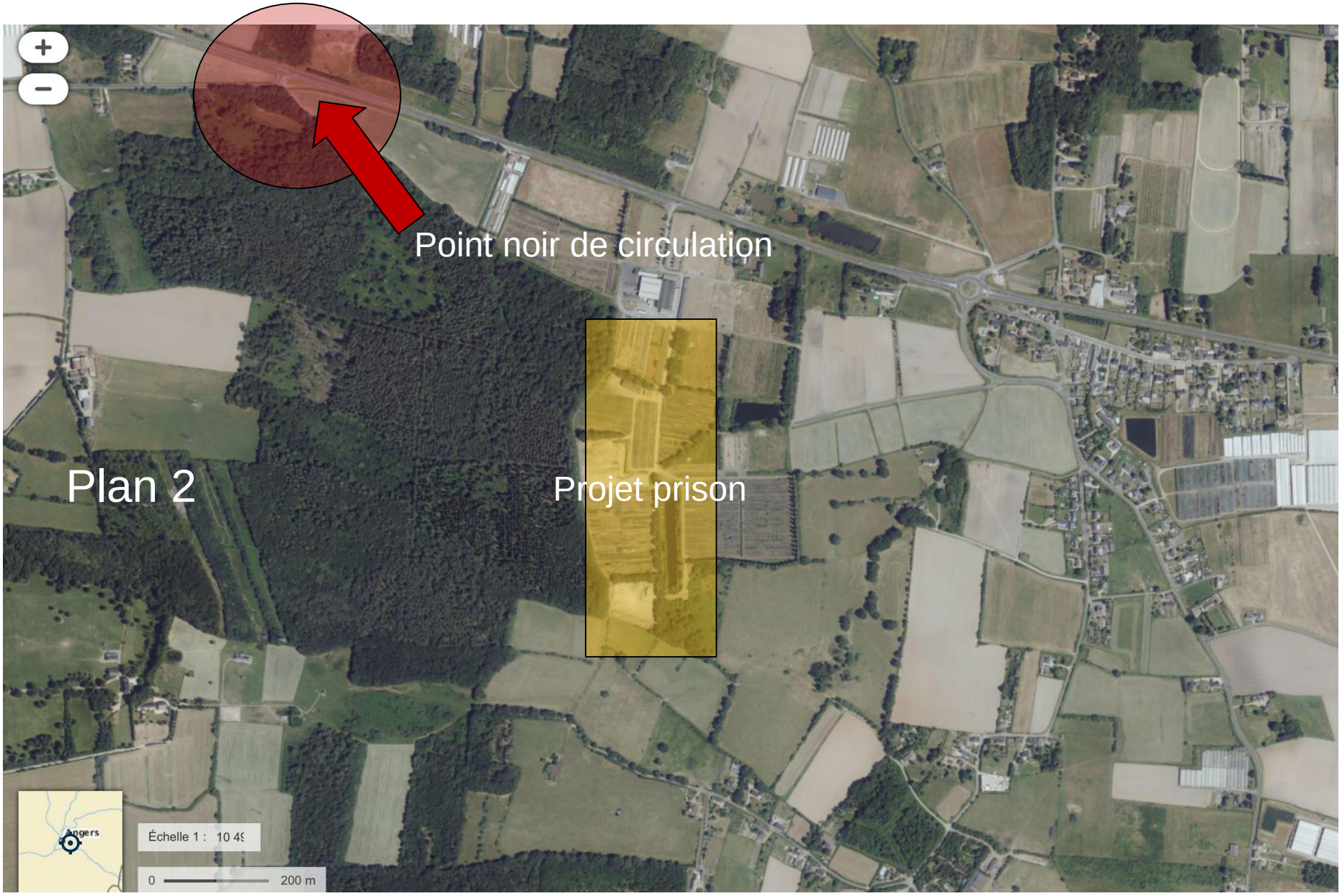
L'accès extérieur prévu dans le projet se situe via le rond-point de la Crémaillère et la route du « puits Huchet ». Celui-ci augmenterait la circulation sur la RD347 jusqu'au rond-point de la Crémaillère. Il augmenterait le trafic routier sur la route de la Chesnaie déjà très empruntée, sous-dimensionnée pour le trafic existant, dangereuse et dont le trafic va s'accroître avec les prochaines constructions dans le bourg de Brain. Et surtout, il traverserait une zone d'habitations. Nous ne voulons pas de cet accès situé juste en face des maisons des riverains sachant qu'il traverse la zone habitée tel que représenté sur le plan 1.

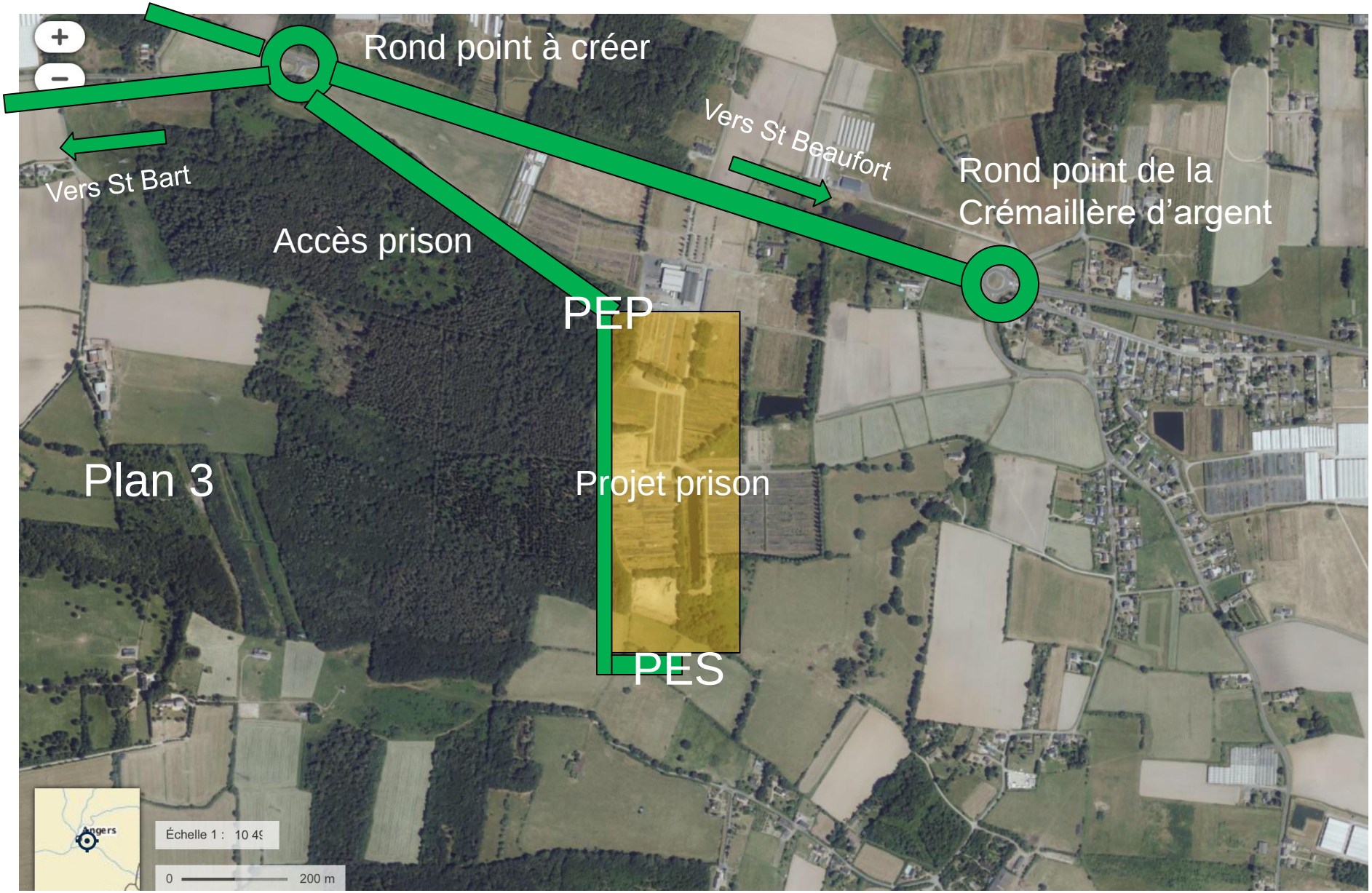
Nous proposons la création d'un accès plus à l'est du site des Landes, création d'un giratoire à la sortie Pignerolles St Barthélémy (Route de Beaufort) avec accès direct à la prison, en longeant ou empiétant sur le Bois de Verrière.

Aujourd'hui la sortie de la route de Beaufort venant de St Barthélémy d'Anjou et allant vers Beaufort (ou Angers) en empruntant la RD347 est un point noir de sécurité qui entraînera des accidents de la circulation très graves (Voir Plan 2).
C'est aussi pour cette raison que nous préconisons la réalisation d'un giratoire pour donner accès à la prison.
Ce nouveau giratoire faciliterait et sécuriserait en même temps la sortie de St Barthélémy d'Anjou, pour les voitures et les camions EUROVIA.
Il permettrait également de créer un accès RD347 / secteur Quantinière (gare de Trélazé et habitations) et un accès via des bus, voie verte cyclable.. de la gare de la Quantinière à la prison, d'Angers/St Barthélémy/la prison.
Il désengorgerait la circulation dans St Barthélémy d'Anjou.
Nous ne pouvons pas envisager que ce sujet de sécurité ne soit pas pris en compte dans le cadre du projet de la prison qui lui-même va engendrer une augmentation du risque d'accident au vue de l'augmentation de la densité de circulation. (Voir Plan 3).

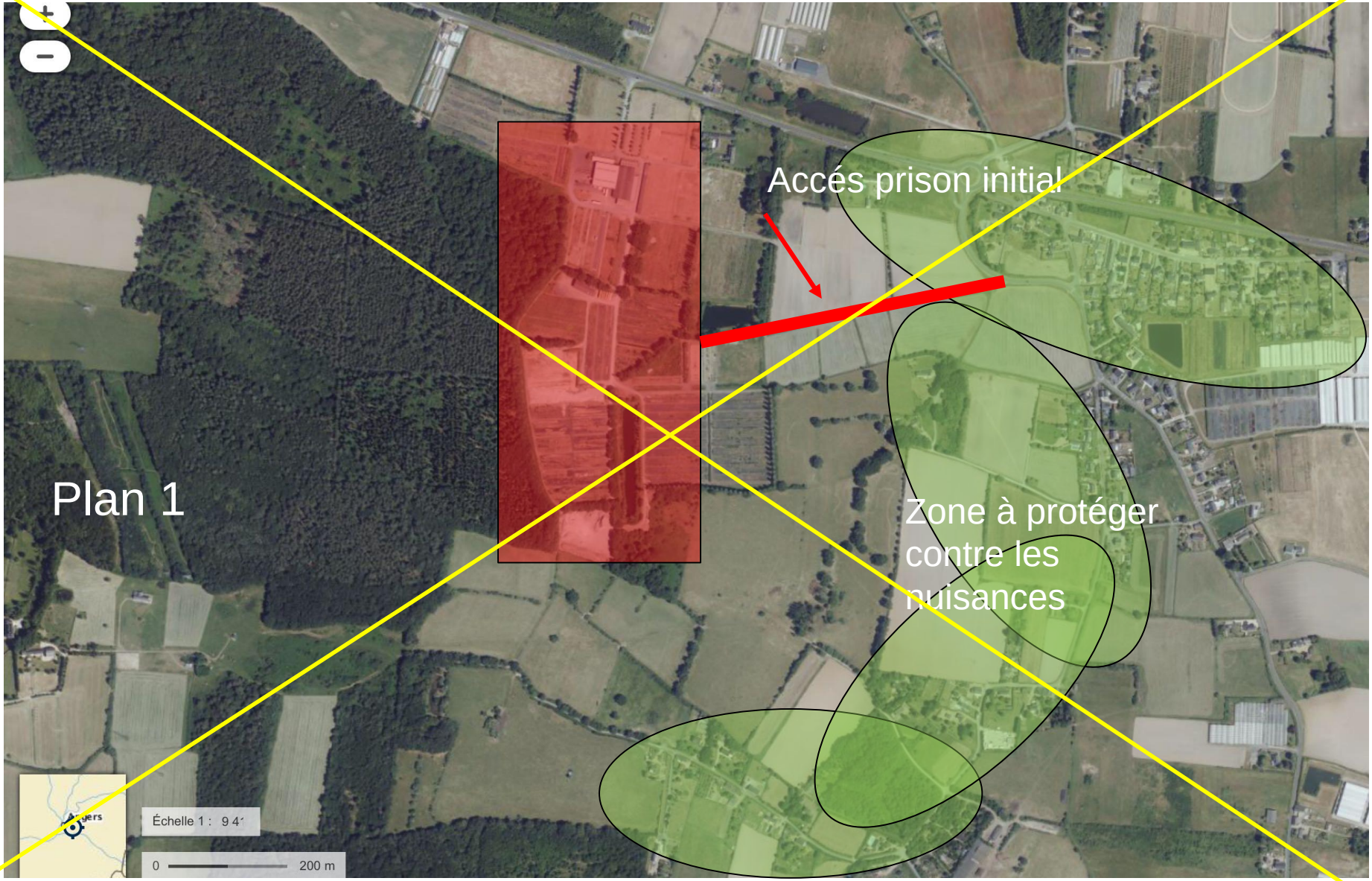
Cette proposition est la proposition n° 1 de l'atelier participatif (cf réunion du 05 février 2022).

3 documents joints.


Point noir de circulation
Plan 2
Projet prison
Angers
Échelle 1 : 10 4
0
200 m



PEP : Porte Entrée Principale , PES : Porte Entrée Secondaire (Exploitation)



Zones habitées

NON à l'accès initial prévu

Observation n°108

Déposée le 01 Mars 2022 à 13:26
Par Association ADIRA

Observation:
Point 3 association ADIRA :

Implantation de la prison :

A la lecture du projet de concertation, il est question des bois de Verrière classés, du château classé (rayonnement de 500m soumis à l'approbation des bâtiments de France), de la faune/flore à respecter. Aucune protection particulière n'est prévue pour les habitations à proximité !
Nous souhaitons une équité de traitement entre les différents impactés, pour que tous les riverains (80 à 100 maisons) concernés à proximité, soient pris en compte.

Les bâtiments sont prévus être construits sur le point le plus haut du quartier, donc bien visible des riverains aux alentours.

Pour limiter les nuisances visuelles, voici nos demandes :

- Décaler l'implantation de la prison dans le bois de Verrière en reconstituant la trame verte à l'est du site (= nouveau boisement du site sur les terres Levavasseur).

- Implanter la prison le plus haut possible près de la RD347, sur les terres horticoles Levavasseur pour éviter l'emprise sur des terres agricoles exploitées actuellement (GAEC Grand Avalou).

- Prévoir une distance minimum de 500m entre le périmètre extérieur et les habitations. (Voir plan 4 , principe de préservation des habitations). Nous demandons une équité de traitement entre la protection des habitations alentours, le site classé de Levavasseur, la faune et la flore des bois environnant. Pourquoi les habitants autour, auraient-ils moins de droit que la préservation de bois destinés à la chasse ou la préservation d'un bâtiment classé actuellement délabré ?

- Réduire la distance entre le château « ruine » classé et les bâtiments du centre pénitentiaire, pour éloigner le plus possible les bâtiments des habitations.

- Décaisser la partie de terrains correspondant aux bâtiments les plus hauts.

- Implanter les bâtiments les plus hauts dans (vers le bois de …)le bois de Verrières.

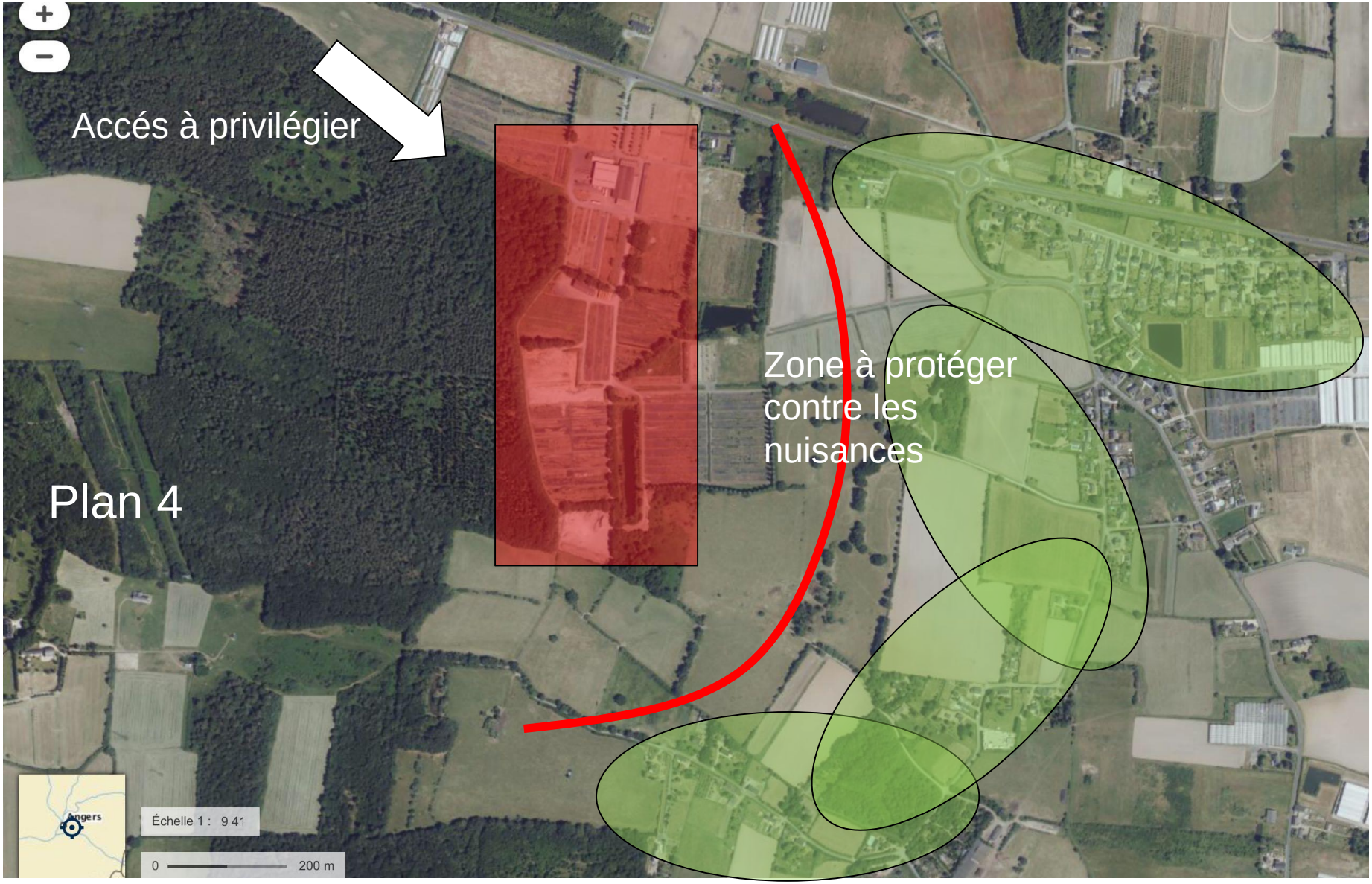
- Cacher les bâtiments/enceinte/miradors avec des merlons de terre paysagés, avec des arbres suffisamment âgés (grands), à feuilles persistantes. Ces merlons de terre doivent être prévus tout autour de l'enceinte, uniquement côtés riverains, pas côté bois.

- Vous engager à entretenir les plantations.

- Travailler les murs d'enceinte et miradors pour leur donner un aspect paysager et permettre une meilleure intégration. Exemple des bâtiments industriels construits en bardage « grand brillant » qui permettent de refléter la végétation.

- Arborer le parking visiteur et l'accès extérieur prison pour une meilleure intégration paysagère.

1 document joint.



Zones habitées à préserver des nuisances

Observation n°109

Déposée le 01 Mars 2022 à 13:28
Par Association ADIRA

Observation:
Point 4 association ADIRA :

Nuisances sonores

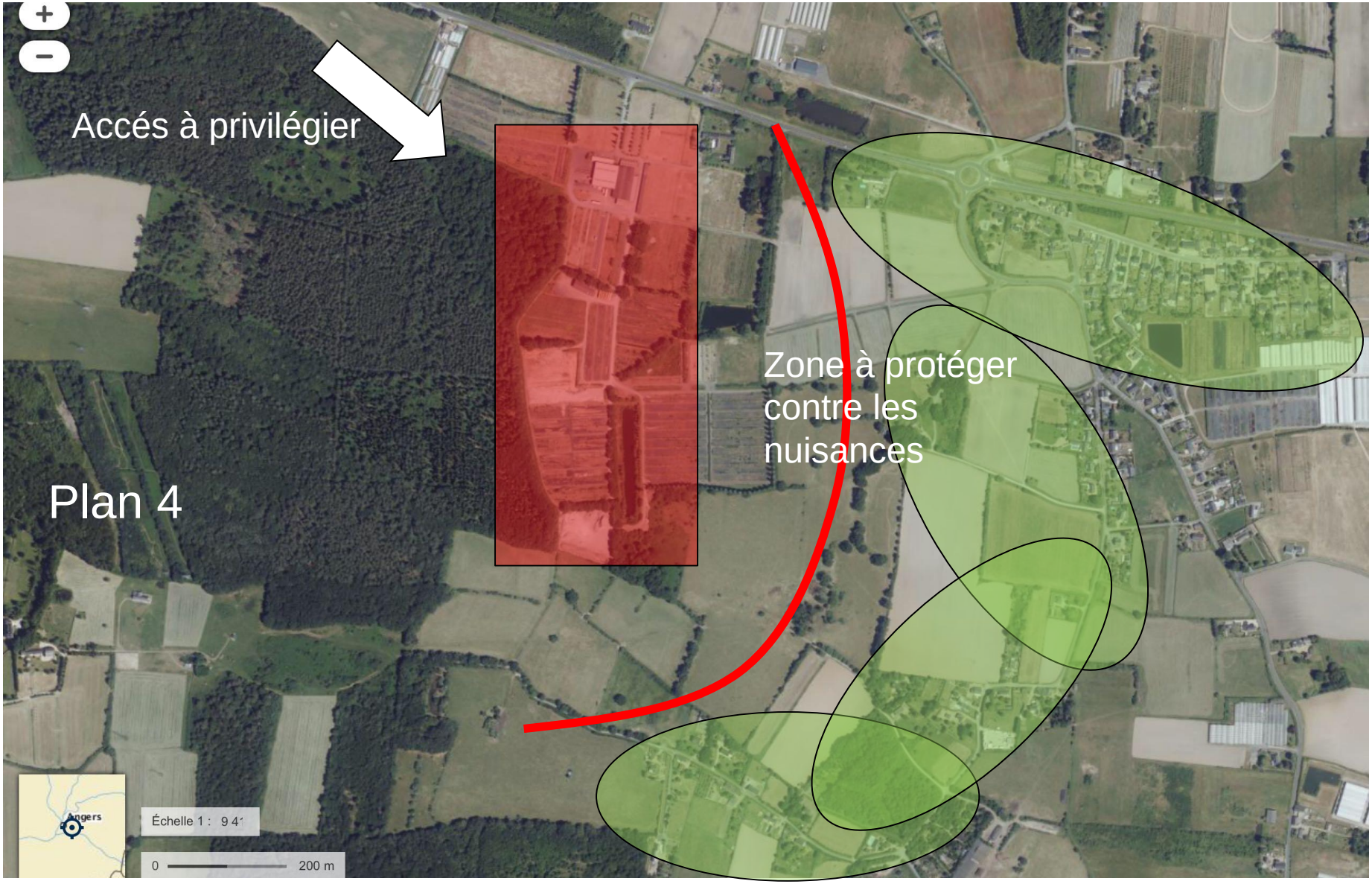
L'implantation d'un établissement pénitencier à proximité de nos habitations va générer des nuisances sonores : cris des prisonniers lors des balades, de cellules à cellules, les alarmes, les sirènes des véhicules d'urgence de jour/de nuit, l'accès routier...

Nous demandons qu'une étude sonore soit réalisée (décibels, distances, …), pour mettre en place des dispositifs adaptés à la configuration de notre environnement.
Il faut que nous ayons une signature acoustique de l'environnement actuel qui ne devra pas être dépassée après l'installation de la prison.
Il faut un engagement de ne pas dépasser un certain niveau de bruit pour ne pas perturber les habitations et la faune aux alentours.
Une mesure de bruit contradictoire sera demandée à l'issue du projet pour juger de l'efficacité des mesures prises.

Nous demandons l'installation de murs ou dispositifs anti-bruits tout autour du bâtiment, enceinte (à l'endroit le plus adapté selon les études) pour réduire ces nuisances.

A l'intérieur de l'enceinte des 17 ha, 2 accès desserviront la Porte d'Entrée Logistique et la Porte d'Entrée Principale (visiteurs).
Nous demandons que ces accès soient prévus côté bois et non côté habitations, pour réduire ces nuisances. (Voir plan 4 , principe de préservation des habitations)

1 document joint.



Zones habitées à préserver des nuisances

Observation n°110

Déposée le 01 Mars 2022 à 13:32
Par Association ADIRA

Observation:
Point 5 association ADIRA :

Nuisances lumineuses

Nous demandons que le site soit le moins éclairé possible la nuit.
Nous demandons que soit utilisé le principe de lumière rasante et non aérienne pour éviter de reproduire l'effet de halo lumineux.
La nuit, en campagne, la lumière est très visible et néfaste pour la faune.

L'éclairage sera-t'il aussi intense que celui des serres de St Barthélémy d'Anjou ?
Est-il possible de faire une simulation de l'éclairage prévu ?

Observation n°111

Déposée le 01 Mars 2022 à 13:33
Par Association ADIRA

Observation:
Point 6 association ADIRA :

Risque d’inondation du quartier d’avalou en contrebas

La construction du centre pénitentiaire et l’urbanisation liée à cette construction, sur le point le plus haut du quartier, font craindre des risques d’inondations pour le quartier d’avalou situé en contrebas, en cas de fortes pluies, orages.… ou des débordements des fossés existants suite aux déversements des eaux pluviales du nouveau site.

Les fossés servant à réduire nos risques d’inondations dans nos zones d’habitats suffiront-ils ? Doivent-ils être redimensionnés ? L’entretien est-il et sera-t'il suffisant ?

Nous demandons qu’une étude soit réalisée pour l’écoulement des Eaux Pluviales autour du projet. Il faut déterminer si les fossés existants suffisent, si de nouveaux fossés sont nécessaires, et quel plan d’entretien doit être mis en place. La saturation des fossés et le manque d’écoulement d’eau de pluie est déjà un point sensible autour de l’impasse d’Avalou.

Observation n°112

Déposée le 01 Mars 2022 à 13:36
Par Association ADIRA

Observation:
Point 7 association ADIRA :

Accès prison et sécurité des habitants d'Avalou :

En créant l'accès unique de la prison côté sortie Pignerolles, (comme demandé dans notre point 2 ADIRA), et non côté Crémaillère/Chesnaie, cela préserve du cheminement des personnes à proximité de l'entrée de la prison, donc à proximité des habitations.

Pour nous protéger des cheminements, errances, aux alentours de la prison, nous demandons :

- la sécurisation de l'accès de l'impasse de La Mine, en prévoyant l'installation d'une borne amovible par exemple, ou autre dispositif dissuasif, empêchant l'accès aux clôtures urbaines de la prison.

- Une clôture urbaine de 2 mètres de haut est prévue tout autour du périmètre foncier. Pour dissuader toute tentation et tentative d'intrusion dans l'enceinte, nous demandons une clôture plus haute (d'une hauteur de 3 mètres) tout autour du périmètre.

- Une garantie d'absence d'accès possible autour de l'enceinte grillagée, pour éviter les échanges possibles entre les personnes de l'extérieur et les prisonniers aux fenêtres de l'établissement pénitentiaire. Ce point est essentiel pour ne pas reproduire les nuisances constatées par les accès sauvages autour des prisons.

Observation n°113

Déposée le 01 Mars 2022 à 13:38
Par Association ADIRA

Observation:
Point 8 association ADIRA :

Nuisances chantiers

On demande que pendant les travaux, l'accès des camions, grues, toupies...se fassent exclusivement via l'accès actuel AGENEAU ou via le nouvel accès prison (côté Pignerolles).

Il ne doit en aucun cas se faire par l'accès existant via la route du puits huchet, situé en plein virage, et dangereux. Il générerait des nuisances sonores importantes, compte tenu du défilé de camions, pour les riverains à proximité, et la dégradation des infrastructures routières.

On demande à ce que les travaux se fassent sur des horaires de journées, exclusivement du lundi au vendredi.

Observation n°114

Déposée le 01 Mars 2022 à 13:39
Par Association ADIRA

Observation:
Point 9 association ADIRA :

Dévalorisation des biens (maison) :

Nous constatons déjà que la vente de nos habitations au prix du marché est difficile, voire impossible. Elle le sera pendant la période des travaux et nous n'avons aucune garantie sur un maintien du prix de nos habitations une fois l'établissement pénitentiaire construit.

Nous demandons qu'une étude immobilière soit réalisée pour nous garantir l'absence d'impact négatif sur la valeur immobilière de nos biens.

Nous demandons qu'une compensations soit apportée, sous la forme d'une exonération des taxes foncières et d'habitation pour les riverains des quartiers Avalou, Crémaillère, Calais, Chesnaie directement impactés par le projet (Avalou, Gravelotte, Chemineau, La Mine, Calais, La Chesnaie, Crémaillère). Cette exonération devra être liée à l'habitation, et donc acquise définitivement, y compris en cas de changement de propriétaire.

Observation n°115

Déposée le 01 Mars 2022 à 13:42
Par Association ADIRA

Observation:
Point 10 association ADIRA :

Nuisances olfactives :

Le choix de l'assainissement à implanter pour la prison doit prendre en compte la proximité de nombre d'habitats à préserver en terme d'odeurs.
Ces habitations sont majoritairement situées à l'est du bâtiment.
Elles risquent donc de subir les odeurs selon les vents dominants d'ouest.

Observation n°116

Déposée le 01 Mars 2022 à 13:43
Par Association ADIRA

Observation:
Point 11 association ADIRA :

En ce qui concerne les 2 hectares déjà acquis sur le site de La Bodinière :

Les riverains de l'impasse du Moulin d'Avalou et du chemin du Chemineau ne veulent en aucun cas subir de nouveaux désagréments sur ces terrains situés à proximité immédiate de leurs habitations.
Nous voulons un engagement écrit nous certifiant que ces terres ne feront l'objet d'aucune construction, qu'elles serviront exclusivement à de réserves compensatrices écologiques ou agricoles.
Nous nous opposons fermement à un cumul de projets nuisibles à notre environnement, la prison, la gendarmerie …ou tout autres structures envahissantes.

Observation n°117

Déposée le 01 Mars 2022 à 13:45
Par Association ADIRA

Observation:
Point 12 association ADIRA :

Sanctuarisation des terres agricoles.

Les terrains entourant le futur centre pénitencier doivent rester sous la forme actuelle de cultures, terres agricoles et ne devront pas changer de qualification.
Ces terrains ne devront pas être considérés comme des zones constructibles, lors de la mise en compatibilité des documents d'urbanisme dans le cadre de ce projet.
Nous ne voulons pas que ces terrains, permettent à plus ou moins long terme, la construction de bâtiments d'accueil ou d'hébergements, hôtel, restaurant, etc...pour les familles rendant visite aux détenus, ou toute autre construction en lien avec la prison.

Toute construction autour du projet de prison serait un risque supplémentaire de pouvoir accéder autour de l'enceinte. Cela pourrait générer le risque de communication entre les détenus et la population extérieure avec un impact très fort sur les nuisances sonores.

Observation n°118

Déposée le 01 Mars 2022 à 13:46
Par Association ADIRA

Observation:
Point 13 association ADIRA :

Gendarmerie :

Il est question de muscler la brigade de gendarmerie de Loire Authion pour assurer la sécurité. Cela signifie que l'implantation d'une prison à proximité de nos habitations, nécessite une protection supplémentaire ?

Nous demandons que la future gendarmerie ne soit pas implantée à proximité de la prison. Cela signifierait prendre à nouveau sur des terrains à proximité des habitations, nous n'en voulons pas !

Observation n°119

Déposée le 01 Mars 2022 à 13:48
Par Association ADIRA

Observation:
Point 14 association ADIRA :

Nous demandons la création d'une instance avec les associations de riverains, collectivités locales, autorités pénitentiaires, … pour prendre en charge et gérer les aléas et problèmes qui seront constatés après la construction de la prison.
Nous demandons à ce qu'il soit établi, lors de l'étude, une liste de paramètres mesurables pour refléter l'impact sur l'environnement de ce genre de projet. Ces paramètres devront être bornés, mesurés, avant et après la construction, et corrigés si dépassement des seuils maxi fixés. (exemples paramètres : acoustique , olfactif , niveau d'éclairement…)

Observation n°120

Déposée le 01 Mars 2022 à 13:50
Par Association ADIRA

Observation:
Point 15 association ADIRA :

Les fouilles archéologiques ou études des sols (anciennes mines), l'étude faune/flore 4 saisons, qui sont en cours ou vont être réalisées, peuvent-elles remettre en cause le projet et surtout l'implantation du bâtiment pénitentiaire ?

Quelles garanties sur l'implantation définitive pour les habitants à l'issue de celles-ci?

Serons-nous consultés à nouveau si l'implantation devait se rapprocher des habitations ?

Au-delà de toutes les mesures qui doivent être prises pour limiter les nuisances, les riverains sont fermement opposés à l'implantation d'une prison à proximité de chez eux, un éloignement minimum de 500 m est exigé.

Observation n°121

Déposée le 02 Mars 2022 à 10:12
Par Anonyme

Observation:
nous avons été tres surpris lors de la derniere reunion publique de fevrier de constater que les propositions d'autres sites possibles pour l'implantation d'une prison sur les communes de Angers Loire metropole provenaient uniquement de certaines personnes du public mais pas des representants de Angers loire metropole .
le site de la Bodiniere ayant été justement écarté il semble que Angers loire metropole s'est reporté en urgence sur le site des landes (situé juste à côté) sans pouvoir évoquer l'étude d'un autre site sur toute l'étendue d'Angers loire metropole .
pourquoi se focaliser sur un seul site ?
y-a t-il eu une veritable recherche pour un autre site ou cela arrange-t-il les interêts particuliers de certains ?
nous demandons de nous fournir la liste des sites alternatifs qui "auraient" été envisagé et d'avoir accès au dossier entraînant la non conformité d'un tel projet .
nous craignons toutefois que cela n'existe pas ...

Observation n°122

Déposée le 02 Mars 2022 à 23:41
Par Anonyme

Observation:
Pourquoi parler de 2 sites ???? il y a qu'un site de proposé, et non 2 ???
L'alternative "des landes" est survenue après "la Bodinière" (plus possible par raport au recalibrage du projet 400 à 850 places) donc hier 1 seul site et aujourd'hui 1 seul site ????? Comment pouvez-vous expliquer que 2 sites sont à l'étude ???????

Observation n°123

Déposée le 03 Mars 2022 à 07:52
Par Anonyme

Observation:
Extrait d'un article du Courrier de l'Ouest de Juillet 2010 :

"La préfecture qui cherche un site de15 hectares dans un rayon de 30 km autour du tribunal de grande instance d'Angers dispose désormais de deux candidatures : Beaufort-en-Vallée et Angers Loire Métropole.

Trois communes du Maine-et-Loire se sont montrées intéressées mais ont dû retirer leur candidature suite à la pression des habitants. Le site de l'Etas, qui se situe sur les communes d'Avrillé, de Montreuil-Juigné et de La Meignanne figure parmi les sites envisagés. L'Etablissement Technique d'Angers représente une surface de 190 hectares dont 150 pour les pistes réservées aux essais d'engins militaires.

L'agglomération envisage également d'implanter la future prison sur la commune de Trélazé. Le site devrait être choisi avant la fin de cette année."

Quid de ces deux terrains (l'Etas et Beaufort) ??

Et bravo aux représentants des 3 communes qui ont écouté leurs habitants en retirant leur candidature..... on aimerait nous aussi de Mr Prono se batte à nos côtés.....

Observation n°124

Déposée le 03 Mars 2022 à 12:41
Par RICHOU OLIVIER

Observation:
Je souhaiterais savoir si, au-delà des limites de l'emprise prévue, une zone réglementée est prévue chez les riverains et si certaines activités, qu'ils peuvent actuellement exercer, leur seront interdites ?
Sera-t-il par exemple interdit d'approcher, ou interdit de faire du bruit, ou interdit de stationner, de camper, etc ?
En particulier, s'agissant d'une construction installée au milieu d'une zone rurale naturelle, sera-t-il désormais interdit de chasser, ce qui suppose de s'approcher avec des armes ?..
Je vous remercie

Observation n°125

Déposée le 03 Mars 2022 à 22:23
Par Anonyme

Observation:
Si le PROJET abouti Quelles sont les types de peines identifiées dans ce futur centre pénitentiaire ?

Et comment définir les différents types de peines et comment définir le % par type de peine ?

Observation n°126

Déposée le 03 Mars 2022 à 22:25
Par Anonyme

Observation:
Dans le cas ou ce projet se réalise, dans quelle mesure les accès de la prison sont-ils sécurisés ?

Observation n°127

Déposée le 03 Mars 2022 à 22:40
Par Anonyme

Observation:
Bonjour, je m'oppose à la création de ce centre pénitentiaire aux portes de nos maisons. Outre les nuisances sonores, visuelles et olfactives de ce projet. je m'interroge fortement quand à la sécurité, ou plutôt l'insécurité que cela va générer.
J'ai peur pour nos enfants, pour les fréquentations que cela peut engendrer , j'ai peur de la délinquance qui y sera associé, aux abords de la prison et dans notre petit bourg.
comment pouvez-vous assurer la sécurité des riverains et des familles impactées par le projet.

Observation n°128

Déposée le 04 Mars 2022 à 04:26
Par Wouenzell David

49800

Observation:
Il y a 35 hectares au gué moré a saint sylvain d'Anjou ou l'agglomération angevine Doit acquérir le terrain pour un projet de PAT. Projet alimentaire Ils ont qu'à faire leur projet alimentaire sur les terres de Brain sur L'authion et la prison a saint sylvain d'Anjou . Je vais faire remonter l'information !

Observation n°129

Déposée le 04 Mars 2022 à 18:14
Par Anonyme

Observation:
En dehors de la récente réunion, je constate que les habitants de Loire Authion ne sont pas consultés individuellement sur ce projet. Un référendum s'avère prioritaire quand il s'agit d'un projet d'une telle envergure, c'est une question démocratique qui touche toute la population. D'ailleurs, il n'y a aucune information sur ce projet dans le site de la mairie de Loire Authion. Cette manière de procéder pose question et semble montrer que ce projet est déjà décidé en haut lieu. En conséquence, je m'oppose à ce projet qui nous concerne tous. Je précise par ailleurs que nous n'avons pas non plus été consultés quant au rattachement de la commune de Loire Authion à Angers Loire Métropole et nous en mesurons déjà les inconvénients.

Observation n°130

Déposée le 05 Mars 2022 à 17:53
Par Anonyme

Observation:
Le projet Angers Les Landes annonce une implantation importante sur des terres initialement horticoles et de plus situées sur le périmètre du patrimoine mondial de l'Unesco.
Aucune étude préalable d'implantation sur des lieux plus appropriés tels que les friches industrielles d'ALM n'a été, en amont, présentée dans ce projet.
C'est donc une réelle dissonance avec la politique affichée par le gouvernement en matière de lutte contre l'artificialisation des sols (taille et emprise au sol).
C'est aussi une atteinte à la prise en compte de la valorisation de ce patrimoine classé.
Je demande donc l'organisation d'un référendum auprès de la population de la Commune de Loire Authion.

Observation n°131

Déposée le 07 Mars 2022 à 17:03
Par Anonyme

Observation:
Les habitants de la rue de la Crémaillère d'Argent vont avoir une prison à proximité et la seule chose que notre cher maire veut c'est que la D347 soit élargie... donc nos maison dans lesquelles nous habitons depuis des dizaines d'années pour certains ou quelques mois pour d'autres sont condamnées à finir entre une prison et une 3 voies (voir 4!) collée à nos jardins. Nuisance + Nuisance = qualité de vie fortement dégradée mais bien invendable..
Laissez nous TRANQUILLES !!!!!!!!!

Observation n°132

Déposée le 07 Mars 2022 à 21:28
Par quinton Carole
Avalou
49800 Brain sur l'authio

Observation:
Je suis opposée à la modification du PLUI pour ce site des Landes ainsi qu'à la construction de ce centre pénitentiaire.
.
Engagements ALM pour le PLUI signé le 13 septembre 21
- Limiter à 73Ha/an l'urbanisation de foncier à horizon 2027
- Réduire de 54 à 18,84ha les zones humides détruites par l'urbanisation
- Elargir la zone à 15km du périmètre UNESCO » la Loire » : Le site des Landes est 5,5km de la Loire !
Comment respecter vos engagements avec l'urbanisation de 20ha de terres agricoles, dans la zone de périmètre UNESCO, pour la création du centre pénitentiaire?

Observation n°133

Déposée le 07 Mars 2022 à 21:38
Par Quinton Carole
Avalou
49800 Brain sur l'authion

Observation:
BIODIVERSITE– Dossier LPO 2011- PLUI ALM 2021
Niveau d'intérêt : complémentaire

Les bois de Verrières ainsi que leurs lisières constituent une zone de refuge pour les mammifères terrestres (Chevreuil d'Europe, Renard roux, Ecureuil roux…). Ces bois sont très probablement
exploités par des populations de chauves-souris en quête d'alimentation (Barbastelle, Oreillard roux notamment).
La diversité des haies recensées à l'est des bois est favorable à la biodiversité. Les haies arborées
étant exploitées par des espèces de lisières forestières et les haies broussailleuses par des espèces
plus bocagères. La nature assez pauvre du sol et le peu d'amendement induit la présence d'un
cortège d'insectes potentiellement intéressant. Les secteurs de prairies à haies basses accueillent un cortège de passereaux liés à ces milieux de bocages secs : Tourterelle des bois, Bruant jaune, Fauvette grisette... La Pie-grièche écorcheur, espèce inscrite à l'annexe I de la Directive européenne oiseau, niche sur ce site.

Les prairies situées à l'est des bois disposent d'un bon état de conservation. En revanche, une partie des prairies situées entre les boisements ne semble plus exploitée et tend à s'embroussailler. Il faudrait par ailleurs veiller au maintien de haies basses broussailleuses qui permettent la présence de passereaux à valeur patrimoniale sur ce secteur prairial telle que la Pie grièche écorcheur.

Une biodiversité certaine dans cette zone agricole proche d'un bois protégé,
Angers belle par nature ! Une prison belle par nature!

Une étude 4 saisons et surtout une etude d'impact du chantier et de la présence de ce centre est indispensable pour évaluer l'étendue des dommages pour le siècle à venir.

Observation n°134

Déposée le 07 Mars 2022 à 21:48
Par Quinton Carole
Avalou
49800 Brain sur l'authion

Observation:
GEOLOGIE : une zone Aedificandi cad cette zone est déterminée comme ne pouvant recevoir aucun édifice du fait de contraintes.
C’est une servitude non aedificandi est définie par l’article 689 du code civil comme une interdiction de bâtir sur des fonds.
Cette zone est soumise au risque d’effondrement.

Il est connu sur ce site d'anciennes carrières (rapport des ardoisières autour d'Angers, 2020).
Ce risque d'effondrement est envisageable pour les maisons riveraines, ou tout au moins des dommages causés par les mouvements de terrains dû au chantier.
Une etude géologique très appronfondie, ainsi que l'étude des conséquences du chantier et de la présence du centre pénitentiaire, doivent être engagées.

Le risque d'effondrement est présent!

Observation n°135

Déposée le 07 Mars 2022 à 22:08
Par Quinton Carole
Avalou
49800 Brain sur l'authion

Observation:
NUISANCES
Nuisances de réputation: mauvaise réputation de Brain sur l'Authion- Village associé à la prison.
Nuisances sur la valeur immobilière : personne ne rêve d'habiter à côté d'une prison , perte annoncée de 40% (étude H Leroux) lors de la phase préalable de construction et ensuite ??? Prévoyez vous des dédommagements ?
Nuisances sonores : rodeo sur les routes alentour, feux d'artifice, augmentation de la circulation des voitures de gendarmerie, police sur les axes d'accès à la prison, augmentation du trafic sur les axes secondaires,
Nuisances lumineuses: éclairage permanent-
Nuisances liées à l'augmentation du trafic routier: terminé les balades en vélo!
Nuisances liées au paysage: supporté quotidiennement la vision de cette construction, qui malgré tous les efforts de l'architecte reste un centre pénitentiaire avec ses murs, ses miradors, ses grillages à côté, dessus, ...
Nuisances liées à la sécurité des personnes - une gendarmerie supplémentaire, pourquoi ? La présence de ce centre pénitentiaire diminue t'il ce sentiment de sécurité qui nous connaissons aujourd'hui dans notre petite commune?

Avec ce centre pénitentiaire , cette toute la vie de la commune qui change et pas seulement celles des riverains et voisins.

Observation n°136

Déposée le 07 Mars 2022 à 23:23
Par Anonyme

Observation:
Ne serait il pas possible de déclasser ke bois pour y implanter la prison plus à l'ouest loin des riverains. Un boisement compensateur où la biodiversité retrouvera à terme sa place pourrait être fait à l'emplacement des Landes actuellement envisagé et ailleurs. La prison serait mieux acceptée de tous (pas de riverain), l'implantation serait plus proche d'Angers et son accès pourrait en plus être commun à la desserte des nouveaux lotissements de Trélazé, des transports en communs, de la gare et du lycée de Narcé.
Cela complique un peu et nécessitera des dérogations au titre des espèces et habitats protégés mais serait "neutre" à long terme pour la biodiversité et socialement accepté des habitants proches du projet actuel. Les habitants méritent une protection au même titre que les espèces protegees (même si la réglementation leur est défavorable).
Ça n'est pas le plus simple en terme de procédure mais c'est sans aucun doute la meilleure solution qui préserve, à terme, tous les intérêts et enjeux.

Observation n°137

Déposée le 09 Mars 2022 à 00:10
Par OSMONT Patricia
2 ROUTE D AVALOU
49800 BRAIN SUR L AUTHION

Observation:
J'avais cru comprendre que toutes les questions auraient une réponse et que Monsieur Quentin s'y engageait. Il est dommage de constater que ce n'est pas le cas et que certaines observations mériteraient une réponse détaillée. Est-ce toujours d'actualité ?
De même, qu'en est il de la simulation demandée pour une vue de nuit du centre pénitentiaire et ses miradors.
Merci.

Observation n°138

Déposée le 09 Mars 2022 à 14:43
Par Anonyme

Observation:
Merci de prendre en compte les éléments en pièce jointe.
Courrier du SECOURS CATHOLIQUE a M. Serge QUENTIN, garant de la concertation publique

1 document joint.

Secours Catholique
Caritas France

ENSEMBLE,
CONSTRUIRE
UN MONDE JUSTE
ET FRATERNEL

Maine-et-Loire

Angers, le 23/02/22

Monsieur Serge Quentin
CNDP
244 Boulevard Saint Germain
75007 Paris

Objet : Concertation relative au projet d'établissement pénitentiaire à Angers

Monsieur,

Il est évidemment urgent de mettre fin à la surpopulation de la maison d'arrêt d'Angers et d'héberger dignement les personnes qui y sont détenues. Nous nous réjouissons que le projet depuis si longtemps annoncé voit enfin le jour.

Nous nous interrogeons cependant sur les avantages d'un établissement de cette taille. M. Delarue, ancien contrôleur général des lieux de privation de liberté, prônait plutôt des établissements de taille modeste (environ 250 places) qui permettent un accompagnement individualisé parce qu'à cette échelle les gens se connaissent. Cette taille est également préconisée par les projets européens RESCALED de recherches d'alternatives à l'emprisonnement massifié.

Une enquête réalisée par le Secours Catholique et Emmaüs France (rapport ci-joint) a démontré que « telle qu'elle fonctionne aujourd'hui, la prison accroît la pauvreté et agit comme un accélérateur de précarisation, engendrant une perte du pouvoir d'agir des personnes sur l'ensemble des dimensions de leur vie ». Elle conclut que **la prison ne doit plus être la peine de référence de notre système judiciaire.** Depuis le début des années 1990, les faits prouvent que "plus on construit, plus on remplit". Selon la métaphore de l'OIP, « ça ne sert à rien d'agrandir la baignoire tant qu'on n'agit pas sur le flux du robinet. »

Plutôt que créer de nouvelles places de prison, il paraîtrait donc infiniment préférable de développer les peines alternatives. Concernant les maisons d'arrêt, les solutions sont connues :

- Eviter tant que faire se peut les comparutions immédiates qui conduisent trop souvent à prononcer des peines prison fermes.
- Préférer le contrôle judiciaire ou la surveillance électronique à la détention préventive.
- Respecter l'obligation d'aménagement des peines inférieures à un an de prison ferme.
- Préférer systématiquement les peines alternatives : le travail d'intérêt général, le sursis probatoire, la surveillance électronique, le placement à l'extérieur…

Vous remerciant par avance pour votre attention, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sincères salutations.

Marie Moriceau
Présidente du Secours Catholique
de Maine-et-Loire

PJ : Rapport « Au dernier barreau de l'échelle sociale, la prison : 25 recommandations pour sortir du cercle vicieux Prison & Pauvreté »

Observation n°139

Déposée le 09 Mars 2022 à 15:25
Par Anonyme

Observation:
Bonjour
Nous découvrons p°3 dans votre rapport sur l'atelier participatif du 5 février dernier mis sur ce site dans l'onglet ci-dessus "documents de présentation" :
"Un participant mentionne une étude réalisée par Isabelle LEROUX, sur les conséquences de l'implantation d'une prison dans un territoire.
L'étude de Mme Leroux n'est pas connue de l'APIJ. Il est demandé au participant de bien vouloir la communiquer."

Pour information cette étude a été financée par le Ministère de la Justice. L'APIJ peut donc y avoir accès. Elle a été présentée dans le cadre du Livre Blanc de l'immobilier le 10 mars 2017 ou était présent l'APIJ.
Nous avons pu retrouver cette étude dans l'ouvrage « Les nouvelles prisons - Enquête sur le nouvel univers carcéral français » aux Presses Universitaires de Rennes.

Par ailleurs dans le "rapport de la Commission d'enquête Parlementaire sur les dysfonctionnements et manquements de la politique pénitentiaire française de nov2021" - que nous mettons en pièce jointe - , p°5 M. Éric Rigamonti, économiste et consultant de grandes entreprises françaises, qui a participé au programme de recherche sur les Nouvelles prisons soutenu par la Mission de recherche Droit et Justice du Ministère de la Justice identifie les erreurs des chiffres avancés présentés comme les bénéfices économiques et sociaux des très gros centres pénitentiaires comme celui d'Angers.
Ce travail visait à examiner les incidences de la politique de localisation des nouvelles prisons et les difficultés rencontrées par l'Administration pénitentiaire dans la gestion des contrats de partenariats public-privé.

Nous encourageons par ailleurs les différents acteurs engagés ou touchés par ce projet Angers Les Landes à découvrir les 2 vidéos sur YOUTUBE de 10' : « L'écrou et ses vices » et « A qui profite la taule » qui permettent la compréhension simple des grands enjeux de la politique pénitentiaire française actuelle à rebours des politiques européennes.

Enfin il est intéressant de découvrir le projet InSERRE du même gouvernement (cf site InSERRE du ministère de la justice sur internet) qui test la mise en place de centres de petite taille comme cela se développe ailleurs en Europe, en exprimant l'objectif de répondre aux finalités des peines prononcées (que ne permettent pas les MAXI-CENTRES PÉNITENTIAIRES comme celui d'Angers) :
1. Sécurité (pour prévenir la récidive des personnes sortant de prison) -
2. Dignité (pour lutter contre la surpopulation carcérale)
3. Responsabilité : (pour faciliter l'insertion des personnes détenues et l'indemnisation des victimes)
4. Efficacité : (pour réduire le coût de la détention).

C'est de cette analyse que doit naitre le re-ajustement du PLAN IMMOBILIER Pénitentiaire français et non de la fuite en avant de constructions toujours plus grandes en places de prison, toujours plus massifiées avec une externalisation de plus en plus importante des services internes, transmis à des sociétés privés, qui conduit comme pour les secteurs hospitaliers et les Ehpad aux échecs et dérives auxquels nous assistons très impuissants actuellement.

1 document joint.

ASSEMBLÉE NATIONALE

XV^e LÉGISLATURE

Compte rendu

Commission d'enquête sur les dysfonctionnements et manquements de la politique pénitentiaire française

– Audition de commune consacrée à la prospective pénitentiaire : M. Erwan Dieu, directeur général de l'Association de recherche en criminologie appliquée (ARCA) ; M. Paul Mbanzoulou, directeur de la recherche, de la documentation et des relations internationales de l'École nationale d'administration pénitentiaire (ENAP) ; M. Laurent Merchat, directeur pénitentiaire d'insertion et de probation ; M. Éric Rigamonti, économiste, professeur à l'école de management ESSCA 2

– Présences en réunion..... 12

Jeudi
25 novembre 2021
Séance de 12 heures

Compte rendu n° 41

SESSION ORDINAIRE DE 2021-2022

Présidence de
M. Philippe Benassaya,
président de la commission

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES DYSFONCTIONNEMENTS ET MANQUEMENTS DE LA POLITIQUE PÉNITENTIAIRE FRANÇAISE

Jeudi 25 novembre 2021

La séance est ouverte à douze heures.

———

(Présidence de M. Philippe Benassaya, président de la commission)

M. le président Philippe Benassaya. Nous achevons nos auditions avec vous. La diversité de vos profils professionnels et de vos travaux devrait nous permettre d'approfondir notre rapport d'enquête dans de nombreux domaines : le lien prison-nation, l'attractivité des métiers, la valorisation des ressources humaines, la santé des détenus, etc. Nous avons déjà abordé ces thèmes mais nous aimerions dégager à leur propos une vision plus prospective.

Je vous demanderai d'effectuer un exposé introductif de cinq minutes. Vous pourrez également nous adresser ultérieurement des contributions écrites.

Mme Caroline Abadie, rapporteure. Le cadre que nous nous étions fixé était large et ambitieux. Parmi les thèmes figuraient la surpopulation carcérale, le parc immobilier, les ressources humaines, les partenaires de la justice – éducation, formation professionnelle, santé –, les activités en détention, la sortie de détention, la religion, la radicalisation, les mineurs en détention, etc. Nous concluons aujourd'hui quatre mois d'audition et votre regard sur les profondes évolutions de l'administration pénitentiaire ces vingt dernières années nous sera certainement utile mais nous aimerions également ajouter une dimension prospective à nos travaux.

Lors d'une discussion informelle avec le Président, nous nous demandions par exemple si la population carcérale tendra vers les 80 000 détenus, comme certaines études semblent l'indiquer. Serait-il souhaitable d'atteindre de tels niveaux ? Quelle est la place de la prison dans notre pays ? Si la capacité augmente, il faudra encore développer le parc immobilier ainsi que les effectifs, alors même que l'administration pénitentiaire souffre d'un déficit d'attractivité. Quelle politique pénale faudrait-il envisager pour maintenir la population carcérale à un niveau inférieur ? Quelles sont vos priorités pour l'avenir ?

M. le président Philippe Benassaya. Il est finalement logique que nous terminions notre cycle d'auditions par un regard sur l'avenir. Nos divers déplacements nous ont déjà permis de constater la réalité de l'univers carcéral actuel.

L'article 6 de l'ordonnance du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires impose aux personnes auditionnées par une commission d'enquête de prêter serment de dire la vérité, toute la vérité, rien que la vérité. Je vous invite donc à lever la main droite et à dire : « Je le jure. »

(M. Erwan Dieu, M. Paul Mbanzoulou, M. Laurent Merchat et M. Éric Rigamonti prêtent successivement serment.)

M. Laurent Merchat, directeur pénitentiaire d'insertion et de probation. J'avais préparé des éléments que je vais m'efforcer de synthétiser. J'ai noté l'emploi de termes forts

dans l'intitulé de votre commission d'enquête : « manquements » et « dysfonctionnements ». Même si ces derniers s'adressent à la politique pénitentiaire et non pas à l'administration pénitentiaire, je n'observe rien de tel dans ma pratique professionnelle. Peut-être suis-je un grand optimiste mais j'en ai la ferme conviction.

Je ne peux en effet que me réjouir de l'engagement sur le terrain dont fait preuve la filière pénitentiaire d'insertion et de probation. Les évolutions législatives, même si elles nous appellent à accroître notre technicité et notre responsabilité, aboutissent à des modes de prise en charge plus réactifs et plus efficaces. Quand bien même nous ne sommes astreints à aucune obligation de résultat mais seulement de moyens, nous avons obtenu de nombreux résultats, même s'ils sont difficilement évaluables et communicables. Nous bénéficions d'une écoute attentive de notre ministre de tutelle, nous sommes encouragés à mettre en œuvre des bonnes pratiques et les moyens déployés sont très rassurants.

Les SPIP – services pénitentiaires d'insertion et de probation – sont animés par des valeurs fortes. En l'occurrence, même s'il est essentiel d'appliquer une juste sanction pénale et civile, il n'en demeure pas moins que le justiciable peut légitimement prétendre à retrouver sa place dans la société – si tant est qu'il l'ait perdue – une fois sa dette purgée. Nul n'est heureux en prison, quelles que soient ses conditions de détention. La délinquance n'est pas un projet de vie dans la mesure où aucun enfant ne rêve de se marier puis de fracasser le crâne de son conjoint, ni de s'intéresser aux petites filles une fois sa situation familiale et professionnelle établie. La délinquance est un chemin de traverse et pour prévenir la récidive, il importe de comprendre dans quel contexte une personne a pu s'y engager et quels changements de son mode de vie lui permettraient de ne plus commettre de nouvelles infractions. Les SPIP prennent alors toute leur place.

Si l'organisation interne des établissements pénitentiaires est essentielle, si la place des surveillants dans le travail éducatif n'est pas à négliger, le SPIP assurer une mission tout aussi cruciale en prévenant la récidive. Pour autant, la voix des SPIP se fait peu entendre. Cela s'explique par le fait qu'il agisse dans un cadre individuel : les décisions relatives à l'application des peines ont lieu à huis clos et on peut le comprendre car des questions intimes y sont analysées. Je pense que les citoyens seraient bien plus rassurés s'ils savaient exactement en quoi consiste la prise en charge des justiciables à partir du prononcé de leur peine. Ils comprendraient mieux que certaines peines puissent être exécutées sans faire appel à l'incarcération et que toutes les peines apportent bel et bien leur lot de pénibilité. D'une certaine manière, les contraintes imposées aux personnes en milieu ouvert peuvent être perçues avec une plus grande acuité : un détenu peut se contenter d'attendre passivement que sa peine soit écoulée alors qu'en milieu ouvert, des efforts sont requis. Nos logiciels métiers nous permettent difficilement de définir les contours de la population localement prise en charge et il est encore compliqué de dégager une vision macroscopique de nos interventions individuelles. Nous sommes contraints d'adopter une approche empirique lorsque nous cherchons à évaluer l'efficacité de telle ou telle démarche. Celle-ci n'est pas mauvaise en soi mais elle ne permet guère de communiquer sur la nature de notre travail.

L'emploi, le logement et la santé sont des éléments essentiels pour la prévention de la récidive mais notre action ne peut se limiter à ces aspects. Ce que nous appelons les « besoins criminogènes » sont de natures diverses et variables, selon chaque situation. Les agents sont particulièrement impliqués et ce en dépit d'une charge de travail conséquente. Il s'agit de porter des outils sur la communication sans violence ou la résolution de conflits. L'objectif est de donner un sens à la peine y compris lorsque l'intervention est de très courte durée.

Depuis une dizaine d'années, sont menées sur le territoire des actions porteuses qu'il serait bon de partager, qu'il s'agisse de tenir compte de l'entrée infractionnelle – violences envers le conjoint, violences sexuelles, etc. – ou d'un besoin transversal – alcoolisme ou courtes peines, par exemple. La communication sur ces actions collectives est plus aisée, et elle permettrait de mettre en valeur la richesse de nos métiers à condition de ne pas perdre de vue la richesse du suivi individuel.

En tant qu'acteur de terrain dans la Drôme, j'ai eu la chance de pouvoir parrainer le programme du parrainage de désistance avec Doriane Serrières, directrice pénitentiaire d'insertion et de probation, et avec le soutien de la direction départementale en la personne de Pierrick Leneveu. J'ai coanimé ce programme avec ma collègue Yasmina Boyadjian et j'ai contribué à son évaluation interne et externe avec la participation et l'engagement de l'ARCA – l'Association de recherche en criminologie appliquée

Ce programme, articulé autour d'une méthodologie d'intervention en SPIP, décline les principes de valeur d'un autre programme : les cercles de soutien et de responsabilité. Il fait intervenir des bénévoles en collaboration étroite. Il vise le rétablissement de la paix sociale en permettant que les personnes aux mains de la justice renouent avec le contrat social par l'ouverture à des cercles relationnels pro-sociaux, en plaçant la prévention de la récidive au cœur de la cité et en impliquant la société dans la réinsertion sociale de certains membres éloignés du fait de la délinquance. Ce programme véhicule certainement un objectif restauratif. La désistance est le processus qui permet à une personne de sortir de la délinquance. Cette théorie met l'accent sur des facteurs positifs.

Si l'intervention professionnelle ne peut prétendre avoir prise sur l'âge, au sens de la maturité, ou sur les événements positifs de la vie, comme une rencontre amoureuse ou la naissance d'un enfant, il en est tout autre pour ce qui est des deux autres facteur de désistance mis en avant par la recherche criminologique : le renforcement du capital humain – capacités de communication et de gestion des émotions – et le développement du capital social – intégration dans des relations et des réseaux sociaux non délinquants, développement de compétences personnelles et sociales, insertion professionnelle. Si les besoins criminogènes sont divers, l'isolement est une difficulté récurrente. Non pas que les personnes placées sous mains de justice n'aient pas d'entourage relationnel, mais ils ne bénéficient pas nécessairement du soutien dont ils auraient besoin au moment où ils en ont besoin. Le repli sur des cercles restreints voire sur soi-même constitue un frein au processus de changement. De même la difficulté à comprendre les codes et procédures limite souvent les possibilités d'insertion sociale. Ce programme donne accès à des facteurs sociaux de protection tout en diminuant les facteurs de risques infractionnels.

La finalité du programme est en elle-même innovante puisqu'elle porte l'ambition d'instaurer des relations sociales sincères et authentiques vécues dans la communauté. Ces relations sont librement choisies entre des bénévoles formés et accompagnés et des personnes placées sous mains de justice sous l'autorité du service public de la justice. Tous les participants – neuf bénévoles et neuf personnes placées sous mains de justice – se rencontrent une fois par mois et font cercle. Il est alors possible qu'ils définissent ensemble une mission de parrainage dont ils déterminent la durée : quatre, six ou huit mois. Le bénévole devenu parrain ou marraine de désistance s'engage à téléphoner une fois par semaine à son filleul pour prendre de ses nouvelles. Il est formé pour écouter, questionner, vérifier s'il a bien compris et témoigner : il peut établir une relation entre une difficulté mentionnée par le filleul et un exemple tiré de sa propre expérience de vie. Les deux personnes ont la possibilité de se rencontrer sur la place publique mais pas chez l'un ou l'autre et sans échange d'argent.

Sans entrer dans les détails, ce programme illustre à mes yeux la créativité des SPIP afin de mettre en pratique les corpus de référence sous la forme d'actions structurées et inscrites dans une politique départementale, en tenant compte des réalités de terrain et des nouvelles méthodologies d'intervention. Des modèles étrangers peuvent nous servir d'inspiration mais nous pouvons aussi construire nos propres modèles en France et il est essentiel que l'évaluation de ces programmes soit confiée à des criminologues, à charge pour ces derniers d'en valider l'utilité. Pour ce qui est du parrainage, l'ARCA a déjà procédé à une première évaluation dont les conclusions sont encourageantes. Une seconde évaluation a été ouverte. Ce programme existe toujours dans la Drôme cinq après sa création, il a été déployé en 2021 à Roanne et il est attendu prochainement à Bordeaux et Saint-Étienne. Ce programme a déjà été adapté dans deux cantons suisses et quatre autres y travaillent.

M. Éric Rigamonti, économiste, professeur à l'école de management ESSCA. Je m'efforcerai dans mon intervention d'analyser, d'un point de vue économique, l'efficacité de la politique pénale déployée depuis une dizaine d'années. Les coûts occuperont donc une place centrale dans mon argumentation.

Je reprendrai dans un premier temps un certain nombre de fondamentaux théoriques.

La prison s'avère être la modalité la plus coûteuse pour réprimer les délits non lourds – veuillez m'excuser si je n'emploie pas la terminologie adaptée. Les peines alternatives n'ont pas d'incidence particulière sur la récidive. Je me fonde principalement sur la récidive car, du point de vue économique, la récidive entraîne un surcoût social : il faut prévoir davantage de places en prison si les criminels récidivent. La réinsertion constitue un facteur de prévention de la récidive, comme cela vient d'être illustré. Le travail est une nécessité mais avec un taux d'occupation très élevé. L'éducation permet quant à elle le développement d'un capital humain et la sortie doit être particulièrement surveillée, car la période qui suit la première voire la deuxième incarcération joue un rôle important pour le retour au crime.

Les peines de prison inférieures à six mois ou un an apparaissent comme contre-productive, ce qui est lié au fait que la durée d'incarcération n'est pas suffisante pour mettre en œuvre l'apprentissage au travail, l'éducation et une préparation convenable de la sortie. Une peine de prison de moins d'un an est donc généralement considérée comme l'alternative pénale la moins pertinente.

La détention provisoire réduit également les perspectives de réinsertion et favorise la récidive. Elle s'accompagne d'une baisse de la probabilité de retrouver un emploi. Certaines études font apparaître le fait qu'un délai de détention provisoire supérieur à quatre jours peut amplifier le taux de récidive de 50 %.

Nous avons examiné la politique des nouvelles prisons mise en œuvre depuis une quinzaine d'années. La poursuite d'un double objectif nous est apparue comme absolument nécessaire : réduire la surpopulation et améliorer les conditions sanitaires, comme à la prison Saint-Michel de Toulouse.

Ces nouvelles prisons se sont transformées en opérations immobilières : il s'agissait de libérer des surfaces en centre-ville et de trouver un lieu pour implanter un établissement généralement plus étendu que le précédent. Les nouvelles prisons se retrouvent ainsi construites dans des zones industrielles, au voisinage de logements sociaux voire même en zone rurale. La raison en est qu'un établissement de 600 à 800 places est d'une superficie non négligeable et que les riverains sont susceptibles de manifester une opposition au projet.

L'implantation en zone industrielle apparaît alors plus aisée vu l'absence de logements proches. À défaut, des zones proches de quartiers de logements sociaux sont utilisées, afin de minimiser les pertes de valeur locative et donc les potentielles oppositions au projet. Le projet peut même être présenté comme un moyen de développer l'emploi local, dans des quartiers où le taux de chômage est généralement élevé.

En réalité, les emplois ne sont pas réservés aux riverains dans la mesure où ils sont pourvus par voie de concours nationaux. Quant aux gains économiques, ils sont souvent largement surestimés : 600 millions d'euros de retombées économiques annuelles ont par exemple été annoncées en ce qui concerne la nouvelle prison d'Angers, mais sur la base d'un millier d'agents payés 30 000 euros annuels – on arrive en réalité péniblement à 50 millions d'euros… Il ne s'agit là que des salaires, mais ceux-ci représentent généralement la moitié des retombées économiques. Ces dernières ne sauraient donc guère excéder les 100 millions d'euros. En outre, les surveillants résident généralement dans d'autres communes, pas toujours à proximité de la prison. Ainsi, les communes d'accueil ne bénéficient pas des retombées économiques mais héritent des problèmes sociaux : parloirs nocturnes, lumières des miradors, etc.

Nous notons par ailleurs, avec les nouvelles prisons, l'absence de politique locale de réinsertion. Les prisons sont beaucoup plus grandes que les précédentes et aucune réelle garantie n'est apportée quant à la capacité du bassin d'emploi local à offrir des emplois aux anciens détenus. En dix ans, le taux d'occupation des quartiers de semi-liberté a plutôt baissé en raison de l'éloignement de ces quartiers. Dans un même ordre d'idée, les nouvelles prisons, éloignées des centres d'agglomération, sont moins bien desservies, ce qui pose des problèmes pour les familles et pour les avocats.

Les PPP – partenariats public-privé – s'avèrent économiquement peu efficaces, avec un coût de construction généralement majoré de 30 % par rapport à la construction publique traditionnelle. Quant à la gestion déléguée, en particulier de l'éducation, de la formation professionnelle et du travail, la qualité des prestations de formation professionnelle laisse souvent à désirer et dans le domaine du travail, les termes des contrats de délégation ne sont généralement pas respectés et les niveaux de travail sont très faibles. Les modèles de gestion publique de certaines prisons – comme à Saint-Maur, où une boulangerie a été créée – n'ont pas été dupliqués et aucune innovation n'a été proposée par les acteurs privés. Des contrats quinquennaux ou décennaux ne leur permettent pas d'envisager des investissements lourds et ils ont obtenu un abaissement des contreparties financières dues au titre de la non-atteinte des objectifs en faisant valoir des obligations non respectées de la part de l'administration.

M. Paul Mbanzoulou, directeur de la recherche, de la documentation et des relations internationales de l'École nationale d'administration pénitentiaire (ENAP). Ma direction, à l'ENAP, a vocation à alimenter le débat scientifique autour des problématiques pénitentiaires. Nous organisons au moins un colloque par an.

Notre administration est confrontée à des demandes évolutives diverses et les métiers qui la constituent se transforment très rapidement sous cette double impulsion : extérieure avec les différentes normes et interne avec une redéfinition des pratiques. Une telle évolution entraîne indubitablement des modifications profondes et des phénomènes de résistance en redéfinissant les liens avec les pouvoirs institutionnels.

Les travaux que nous menons à l'ENAP s'efforcent d'identifier les différentes dynamiques à l'œuvre dans le champ pénitentiaire et leurs diverses sources. J'avais préparé

une intervention de dix minutes sur la base de la convocation mais je vais m'efforcer d'en réduire la durée. Je vous proposerai une analyse prospective à partir du retour d'expérience de la crise sanitaire qui a fait irruption en mars 2020.

J'appelle tout d'abord votre attention sur l'irruption de l'usager dans la gestion de la crise du covid 19. En effet, les mesures décidées par Mme la garde des sceaux le 23 mars 2020 – crédit de téléphone de 40 euros par mois par exemple – et la régulation de l'occupation des maisons d'arrêt ont permis d'éviter un embrasement généralisé en dépit de quelques tensions observées localement. Un dialogue a été instauré par les directeurs d'établissement avec les détenus.

L'ENAP mène actuellement une réflexion sur la question de la sécurité dynamique. Nous pourrions nous interroger sur ces pratiques. Quelles évolutions possibles permettraient la prise en compte de l'expression collective des détenus ?

Grâce à la régulation pénitentiaire, nous avons observé une augmentation de 22 % de l'encellulement individuel dans la période considérée. Le taux d'occupation carcérale était redescendu à 119 % le 13 avril 2020. Concomitamment, nous avons observé une forte augmentation du nombre de suicides : trente-neuf suicides sur une période donnée, contre vingt-huit en 2019 durant la même période.

Quels enseignements pouvons-nous en tirer pour ce qui concerne le maintien des liens familiaux en prison ou l'organisation de la vie sociale en détention ? Quel accompagnement spécifique peut-on envisager en lien avec la pandémie ?

Nous observons un renversement de la figure de l'ennemi : non pas l'ennemi qui a rompu le pacte social, mais celui qui apparaît comme le porteur potentiel de la maladie. Durant la crise sanitaire, les surveillants pouvaient être considérés par les détenus comme des vecteurs de contamination. La suspension des parloirs, des activités socioculturelles et du travail pénitentiaire étant suspendus, les surveillants pouvaient parfaitement être identifiés comme des vecteurs potentiels du virus. La perception de la dangerosité avait pour ainsi dire changé de camp.

Quelles sont les conséquences potentielles pour l'évolution du rapport entre surveillants et détenus ? De quels types de changement cette situation est-elle annonciatrice, d'autant plus que nous avons constaté une forme d'alliance, les détenus soutenant la demande de fourniture de masques de la part des surveillants. À une époque où les masques étaient devenus très rares, des détenus travaillaient en régie pour fabriquer des masques susceptibles de sauver des vies, y compris celles des personnels de surveillance. Quelle représentation la société dans son ensemble a-t-elle de ce travail à la portée symbolique importante ? Je préfère conclure sur ce point, et je pourrai prolonger au besoin cette intervention pendant nos échanges.

M. Erwan Dieu, directeur général de l'Association de recherche en criminologie appliquée (ARCA). Puisque nous sommes le 25 novembre, en pleine semaine internationale de la justice restaurative, j'aimerais tout d'abord avoir une pensée pour les victimes. La justice restaurative est parfois mal comprise. À notre niveau, il est intéressant de réfléchir à la manière dont nous pouvons demander à une personne qui ne croit pas en la justice d'en respecter les règles et les implications. La restauration du système de justice auprès des auteurs apparaît donc comme une voie de réflexion particulièrement pertinente, au-delà des rencontres entre auteurs et victimes.

Vous nous avez interrogé par ailleurs sur la question de la rétribution et de l'utilitarisme de la prison. La peine de prison est perçue comme la plus sévère dans la mesure où elle s'accompagne d'une privation des libertés. La sévérité des peines a déjà donné lieu à une analyse il y a une vingtaine d'années, aboutissant à l'absence de corrélation entre la sévérité des peines et le taux de récidive.

J'appelle par ailleurs votre attention sur une étude de septembre 2021, sous la forme d'une méta-analyse construite sur la base de 116 études portant sur 4,5 millions d'auteurs d'infractions dans plus de quinze pays : 981 effets possibles de la prison par rapport aux peines non-privatives de liberté ont été analysés. Cette étude très robuste sur le plan méthodologie aboutit au constat d'une absence totale de différence entre les peines privatives de liberté et les peines non-privatives de liberté, et cela fait l'objet d'un consensus criminologique. Les auteurs en concluent que l'incarcération ne peut être justifiée qu'au motif qu'elle assurerait la sécurité publique en éliminant la récidive.

La peine de prison pourrait s'avérer justifiée eu égard à d'autres considérations mais pas vis-à-vis de la prévention de la récidive.

La réhabilitation par la travail centrée sur l'auteur se heurtait il y a une trentaine d'années au même constat d'inefficacité. Entre-temps, un courant nord-américain a permis d'énoncer un certain nombre de principes à respecter dans le cadre du travail réhabilitatif. Lorsque ces méthodes sont correctement appliquées, il est possible de réduire les cas de récidive de 17 à 35 %. Le résultat n'est certes pas parfait mais il est scientifiquement reconnu.

Je déclinerai trois idées majeures à propos de la réhabilitation.

La première problématique renvoie à notre incapacité à mettre en œuvre au niveau national des principes reconnus par la communauté scientifique. Les États-Unis sont d'ailleurs dans une situation similaire, comme le montre une étude datant de 2016 : aucun des trente-huit programmes évalués ne respectait les principes criminologiques de prévention de la récidive ; sur cent trente-quatre autres programmes qui avaient bénéficié de financements élevés, seulement trente-six avaient réussi à respecter les principes criminologiques de prévention de la récidive. Même si cela peut paraître intuitivement plus facile de travailler avec un auteur, respecter les principes s'avère très compliqué et coûteux en ressources, pas nécessairement financières mais éventuellement méthodologiques, humaines, etc. Nous devons offrir à nos professionnels des outils et des formations, mais surtout un contexte administratif propice à la mise en œuvre de stratégies d'accompagnement et d'évaluation, permettant d'appliquer les connaissances scientifiques. Sinon, cela reviendrait à envoyer des médecins sur le terrain sans hôpitaux et sans outils et leur demander de travailler avec la même efficacité.

La deuxième problématique est la trajectoire des auteurs d'infractions. L'on se réfère aux expériences d'adversité rencontrées par les auteurs d'infractions avant leur majorité, qui peuvent considérablement compliquer l'accompagnement à l'âge adulte. Deux études majeures ont été publiées sur le sujet, dont une en 2019 et une autre plus ancienne qui avait été menée auprès de 64 000 mineurs âgés de plus de seize ans. Cette dernière montrait que la probabilité de suivre une trajectoire de délinquance était positivement corrélée au nombre d'expériences d'adversité avant dix-huit ans et surtout, il en était de même pour la probabilité de récidive.

On peut alors s'interroger quant à la systématisation des obligations de soins, par exemple. Peut-être certains profils nécessitent-ils un accompagnement très particulier, avec des méthodes qui seraient efficaces auprès d'eux, et peut-être inversement le risque de récidive est-il faible pour certains individus astreints à une obligation de soins – une évaluation fine permettrait de le mettre en évidence.

La troisième problématique est liée à l'adhésion. Si l'accompagnement ne peut pas être mené à son terme – en raison par exemple d'un changement de lieu de détention –, cela peut avoir une incidence sur la probabilité de récidive. Pire, une étude de 2007 confirmée en 2016 montre que l'adhésion au traitement est tout aussi importante pour l'entrée, le maintien que la complétion totale de l'accompagnement : les personnes qui ne suivent pas leur accompagnement jusqu'à son terme ont un risque de récidive supérieur, non seulement par rapport à ceux qui avaient achevé leur accompagnement, mais également par rapport qui n'avaient jamais débuté d'accompagnement. Avoir des lieux de détention efficaces mais avec des personnes suivies qui ne se présentent pas ou des changements fréquents de mode d'intervention peut remettre en question l'incidence de l'accompagnement.

Des modèles complémentaires sont à l'étude. Leur objectif est de mettre en avant l'importance de la motivation et de l'évaluation des forces à intégrer dans les interventions. Je signale d'ailleurs qu'au Canada, des méthodes sont reconnues depuis une dizaine d'années en ce qui concerne la motivation et le maintien dans le traitement ou l'accompagnement. Le recentrage de la réflexion sur les besoins des personnes et leurs motivations est une approche apolitique. Le lien entre la qualité de vie et la perception du niveau de satisfaction de vie est établi scientifiquement, et le niveau d'engagement dans le crime ou la violence au cours des douze derniers mois y apparaît corrélé. Telle est la conclusion d'une étude confirmée il y a un an.

Une méta-analyse publiée il y a un an et demi et qui était alimentée par 948 études, confirmait l'efficacité des méthodes basées sur le renforcement du capital humain vis-à-vis de la prévention de la rechute.

En résumé, il me semble important d'appliquer dans la durée des méthodologies éprouvées, de mettre à disposition des professionnels des outils et des formations et de leur laisser le temps nécessaire à la bonne application de leurs programmes. Une période de mise en place de deux à cinq ans est à prévoir pour une nouvelle méthodologie, et il est bien entendu nécessaire de procéder à une évaluation scientifique pour évaluer son efficacité sur le long terme. Cela implique notamment des partenariats stables. À titre d'exemple, les appels à projets FIPD – fonds interministériel de prévention de la délinquance – sont publiés chaque année aux alentours du mois de mars, avec un délai de réponse entre juin et septembre, et un financement potentiel en octobre ou novembre pour l'année en cours. Ainsi, il ne reste plus qu'une courte période d'exécution avec en outre une incertitude pour le renouvellement du contrat l'année suivante. Ces conditions ne me semblent pas propices à l'établissement de partenariats solides et stables dans le temps, ce qui me semble être un handicap pour mener une véritable réforme axée sur la prévention de la récidive.

M. le président Philippe Benassaya. N'hésitez pas à nous faire parvenir des contributions écrites. Vous ne pouvez naturellement pas aborder tous les sujets lors de votre audition.

Mme Caroline Abadie, rapporteure. J'imagine votre frustration de ne pas pouvoir présenter les résultats de vos travaux d'une manière plus exhaustive. Nous ne manquerons pas

de prendre connaissance des éléments que vous nous enverrez. Nous commençons par exemple à nous familiariser avec le concept de justice restaurative et les leviers permettant de favoriser la réinsertion et de prévenir la récidive.

Mes questions seront concentrées sur deux aspects.

Tout d'abord, je n'ai pas tout à fait compris le propos de M. Rigamonti sur les retombées économiques des prisons.

Par ailleurs, dans la mesure où trois d'entre vous êtes des spécialistes de la justice restaurative, avez-vous des pistes de réflexion sur l'évaluation, sachant que l'évaluation des politiques publiques est de plus en plus cruciale, dans une logique de sobriété budgétaire.

M. Éric Rigamonti. Lorsqu'une agglomération recherche un emplacement pour une nouvelle prison, la réaction typique des habitants de chaque quartier et des élus locaux est qu'ils ne souhaitent pas la voir s'implanter dans leur voisinage. Ainsi le centre pénitentiaire de Lille-Annœullin s'est-il retrouvé littéralement coupé du monde à la suite d'un épisode neigeux car le maire, qui était fortement hostile au projet, n'a pris aucune mesure pour faire déneiger les 700 mètres de la route d'accès à la prison. La directrice s'inquiétait d'une potentielle émeute parmi les prisonniers.

Pour favoriser l'adhésion de la population locale à un projet de création de prison, l'argument des retombées économiques peut être utilisé. Pour convaincre la municipalité du nouveau site prévu pour la future prison d'Angers – l'emplacement initialement prévu s'avère insuffisant compte tenu de la taille revue à la hausse de l'établissement, de 450 à 800 places – le chiffre de 600 millions d'euros de retombées économiques a été avancé. Or un rapide calcul montre que ce montant est manifestement surévalué. Partant du principe que le poste budgétaire le plus important dans un établissement de services est la masse salariale, et sur la base d'un millier d'emplois – en réalité, il s'agirait plutôt de 750 emplois – à raison de 30 000 euros de salaire annuel moyen, on arriverait ainsi à une trentaine de millions d'euros. Même si les retombées économiques étaient en définitive deux ou trois fois supérieures, l'ordre de grandeur serait de la centaine de millions d'euros tout au plus, bien loin du montant annoncé.

En outre, les surveillants ne souhaiteront vraisemblablement pas habiter dans les environs de la prison pour des raisons évidentes : pour leur sécurité et leur tranquillité, ils ne voudront pas croiser des anciens détenus ou des familles de détenus dans leur quartier. Ils dépenseront donc vraisemblablement leur salaire dans d'autres communes que celle où la prison est construite.

Mme Caroline Abadie, rapporteure. On peut imaginer d'autres types de retombées économiques à travers la fourniture de repas, de prestations, de chantiers de rénovation, etc.

M. Éric Rigamonti. En l'occurrence, les contrats de travaux et de services sont gérés par des grandes centrales d'achats nationales. Quelques prisons ont développé une politique d'achats locale mais ces initiatives restent très limitées. Les achats de produits alimentaires s'effectuent par l'intermédiaire d'une centrale d'achats, comme cela existe chez Carrefour.

M. le président Philippe Benassaya. Je suis ancien maire de Bois-d'Arcy, commune qui abrite une maison d'arrêt importante, et les achats locaux y sont assez développés. Le pain provient par exemple d'artisans boulangers locaux. Le jour où nous avons appris que le pain

était censé être livré désormais par une centrale d'achats, nous avons fait en sorte que le modèle existant soit maintenu. Les retombées économiques pour la ville d'accueil ne sont donc pas strictement nulles.

M. Éric Rigamonti. La seule obligation en matière d'achats locaux est de se fournir en tabac auprès du buraliste le plus proche à vol d'oiseau, mais il arrive malheureusement dans certains cas qu'il se situe dans une autre commune. Les retombées économiques réelles ont toujours été nettement plus faibles que les promesses affichées. Les maires font alors souvent le constat amer que le bilan de l'opération immobilière est défavorable.

M. Paul Mbanzoulou. La question de l'évaluation est omniprésente. S'il est très compliqué d'évaluer la justice en général, on se doit d'imaginer des indicateurs rendant compte de l'efficacité de la justice restaurative. Nous avons répondu collectivement à un appel d'offres de recherche qui vise précisément à évaluer des dispositifs de justice restaurative. Nos travaux en la matière sont menés en partenariat avec l'Institut français pour la justice restaurative – IFJR –, représenté par Erwan Dieu, et le CNRS, représenté par Sandrine Lefranc, qui dirige d'ailleurs ces travaux de recherche.

À l'ENAP, nous cherchons en premier lieu à comprendre le fonctionnement des outils d'évaluation qui ont été mis en œuvre par les porteurs de projets en justice restaurative, en association avec des laboratoires universitaires. Les études de cohorte s'avèrent très difficiles en France compte tenu de la faiblesse des effectifs. Nous pouvons donc encore difficilement envisager des études quantitatives comme dans le monde anglo-saxon mais à terme, nous devrions en être capables. L'avantage à travailler sur des échantillons de population réduits est que nous pouvons retracer la trajectoire des individus.

Deux travaux évaluatifs sont en cours. Les professeurs Nicolas Amadio et Sid Abdellaoui ont ainsi été les premiers à travailler sur les freins et leviers de la justice restaurative, en réponse à un appel d'offres. Le second travail est mené par l'IFJR, qui vient de publier un rapport d'évaluation il y a quelques mois. Il s'agit là d'une étude qualitative, les effectifs des cohortes disponibles étant insuffisants pour mener une analyse quantitative robuste.

La réunion se termine à treize heures cinq.

———

Membres présents ou excusés

Commission d’enquête sur les dysfonctionnements et manquements de la politique pénitentiaire française

Présents. – Mme Caroline Abadie, M. Philippe Benassaya

Observation n°140

Déposée le 09 Mars 2022 à 21:25
Par QUINTON CAROLE
AVALOU
49800 BRAIN

Observation:
•
Dans un article de 2011 sur my-angers info , 5 sites pour la nouvelle prison de l'agglomération sont identifiés.
SVP, pourquoi ne pas avoir réouvert ce dossier afin de faire l'étude sur plusieurs sites? Autre point, le site des Landes n'apparait pas dans cette première sélection? Comment le site des Landes a t'il été sélectionné? sur quels critères?

Prison d'Angers: 5 sites toujours en compétition. Publié il y a 11 ans le 23 mai 2011
https://my-angers.info/05/23/prison-dangers-5-sites-toujours-en-competition/6183
Sur l'ensemble des sites proposés ou retenus, seuls cinq sites restent en compétition en Maine-et-Loire :
- Saint-Léger-des-Bois,
- Saint-Sylvain d'Anjou (trois terrains retenus selon le SCOT (schéma de cohérence territoriale),
- Avrillé n'est pas retenu pour le moment car il se situe le long d'une conduite de gaz.
- Trélazé qui tiendrait la corde si l'Agglomération angevine prenait en compte ses travaux d'aménagements.
- La ville de Cholet s'est proposée sans projet ni lieux, mais n'est pas retenue pour le moment dans l'attente d'un projet viable.

Observation n°141

Déposée le 09 Mars 2022 à 21:35
Par quinton Carole
Avalou
49800 Brain sur l'authio

Observation:
SVP, Quelle est la durée de vie prévue de cette prison? Une possibilité d' agrandissement est elle envisagée? merci

Observation n°142

Déposée le 10 Mars 2022 à 11:25
Par Anonyme

Observation:
Comment justifier autant de béton quand des panneaux indiquent « zone naturelle protégée »? Est-ce cohérent? Je trouvais rassurant de voir ces panneaux au bord des routes… j'imaginais que notre lieu de vie était préservé de ce genre de projet fou… Et je pensais aussi être à l'abri en ayant voté pour un maire écologiste… Mais les intérêts politiques et financiers, seront toujours plus forts que les convictions manifestement. La mairie y perd en crédibilité.
Par ailleurs la zone est-elle desservie par les transports en commun? Cette zone isolée n'a pas de transports, ni d'hébergements à proximité pour les familles qui viennent rendre visite aux détenus. La route est déjà un point noir de cette zone, le trafic va être augmenté. Et nos maisons dévalorisées…. Est-il prévu une compensation financière pour la valeur de nos biens? Si c'est le cas, le projet reste-il rentable?
Pourquoi ne pas implanter cette prison dans une zone industrielle, desservie par les transports, ou les nuisances ne gêneraient personne puisque les voisins seraient des entreprises. D'autres lieux déjà cernés par le béton existent aux alentours, nul besoin de venir encore dénaturer le coin, qui l'est déjà bien assez par l'agriculture intensive de mâche.
Les riverains s'y opposeront et médiatiseront l'affaire. La commune pâtira de cette image négative. Vous pensez quoi si je vous dis « Notre-Dame-des-Landes »? Aéroport? Violence? Échec? A quoi pensera t-on lorsque l'on dira Brain-sur-l'Authion? A méditer….

Observation n°143 (01. Mairie déléguée de Brain-sur-l'Authion)

Déposée le 31 Janvier 2022 à 16:45
Par LEGUILLON Frédéric

Observation:
Merci de prendre en compte les éléments en pièce jointe.

1 document joint.

PREMIÈRE JOURNÉE

Les _____ de _____ heures _____ à _____ heures _____

Observations de M[1]

le 31 janvier 2022 Frédéric LEGUILLON. 16H45.

Je souhaite exprimer mon avis qui est dès plus défavorable compte tenu des impacts environementaux et écologiques d'une telle installation. Il me semblait que défendre notre territoire porté sur un savoir faire horticole de la vallée de l'Authion était un axe important. Il me semble que ce choix d'implantation est un choix d'opportunité qui ne prend aucun compte des habitants avoisinants qui ont fait un choix de vie de vivre à la campagne, loin d'un bourg, malgré quelques inconvénient comme le déplacement, deux enfants, en autres.

Observation n°144 (01. Mairie déléguée de Brain-sur-l'Authion)

Déposée le 01 Février 2022 à 14:00
Par OSMONT Patricia

Observation:
Merci de prendre en compte les éléments en pièce jointe.

1 document joint.

le 1er février 2022 OSMONT Patricia - 14h00

Je profite de ce cahier pour exprimer mon refus de la construction du futur Centre pénitentiaire sur la Commune de Brain sur l'Authion et plus particulièrement sur le terrain "Les Landes" à proximité des habitations de la Crémaillère, de la rue de Calais, de la Chesnaie, de l'impasse du Moulin d'Avalon et de la route d'Avalon qui se trouverait impacter par un va et vient incessant.

Loire-Authion où il fait bon vivre, va t'elle devenir une Commune où on ne retiendra que le mot "Centre pénitentiaire"? : bel avenir !!!

A-t'on pensé à la biodiversité (faune et flore), aux bois classés, aux zones humides plutôt qu'au béton. Des associations comme la LPO, la FNE (France nature environnement) et la sauvegarde de l'Anjou, s'insurgeront aussi.

A t'on pensé à un autre lieu d'implantation, loin des habitations et des terres agricoles? N'y a t'il pas des zones industrielles à Angers Loire Métropole? Des terrains en friche, il en existe, mais je ne vais pas faire le travail des experts (Cadastre - gouv) - Quelques exemples: parc d'activités Verrières en Anjou, Angers - Marcé, ancienne usine Thomson, Trouillé etc...

Nous sommes des Loire-Authiens et Loire-Authiennes qui avons notre mot à dire sans que Angers Loire Métropole impose sa loi! nous ne sommes pas des "moutons"! L'environnement et la biodiversité nous concernent tous même à Angers-Loire Métropole et Monsieur Béchu - Loire-Authion a toujours été dans ce sens alors pourquoi ne pas poursuivre dans cette voie?

Donc, je ne suis pas contre un Centre pénitentiaire mais pas dans ces

2

(1) *Pour prendre en considération vos remarques, consignez-les sur le présent registre ou adressez-vous directement au commissaire-enquêteur.*

Conditions ni sur des terres agricoles si proches des habitations : La recherche d'un autre site est indispensable - Et oui à la BIODIVERSITÉ -

Observation n°145 (01. Mairie déléguée de Brain-sur-l'Authion)

Déposée le 20 Février 2022 à 11:40
Par Dominique LHERBETTE et Florence DUMONT

Observation:
Merci de prendre en compte les éléments en pièce jointe.

1 document joint.

le 20 février 2022

Opposition à la future prison à cause de la proximité de mon logement acheté en juin 2021 et non annoncé de ce projet lors de l'acquisition. Pollution sonore et risque dû à sa proximité. Dominique Cherbette 10 rue des Cresnailleres d'Argent Dumont Florence

Observation n°146 (01. Mairie déléguée de Brain-sur-l'Authion)

Déposée le 01 Mars 2022 à 10:15
Par Marie-France RENOU et Grégory BLANC - conseillers départementaux du canton d'Angers 7 / Département de Maine-et-Loire

Observation:
Merci de prendre en compte les éléments en pièce jointe.

2 documents joints.

Dépôt d'une contribution écrite jointe au registre de la part de Mme RENOU Marie France et Grégory BLANC, conseillers départementaux du Canton d'Angers 7 –

le 1er Mars 2022. Marie France RENOU

Marie-France RENOU
Grégory BLANC
Canton ANGERS 7

Déplacement du centre de détention à Loire-Authion

-Phase de concertation préalable-

En 2010, la ville de Trélazé était candidate pour accueillir la nouvelle maison d'arrêt sur le site de « la Bodinière ». A l'été 2021, en proposant à l'Etat un autre terrain sur Loire-Authion, Angers Loire Métropole a décidé d'assumer directement les responsabilités et le pilotage dans ce dossier.

C'est salutaire, il appartient effectivement à l'EPCI, porteur du PLUI et du SCOT, de clarifier l'impact de l'implantation de cet équipement d'intérêt général : **Quelle vision de l'aménagement du territoire ?** Quel périmètre pour l'habitat ? Quelle organisation des déplacements ? Comment conserver un peuplement harmonieux, notamment au niveau des attributions de logements sociaux pour les familles de prisonniers, sur Trélazé-Quantinière et Saint-Barthélemy-d'Anjou ? etc...

Clarifier l'ambition, pour l'Est du territoire, est donc indispensable au moment de la phase de concertation pour apporter une orientation claire au moment, demain, de l'enquête publique et la mise en comptabilité des documents d'urbanisme.

Conseillers départementaux du canton concerné par cette implantation, nous voulons verser à cette phase quelques éléments complémentaires à la réflexion :

1. Quel urbanisme ? L'implantation du centre de détention au cœur de l'espace à l'origine préservé pour accueillir une deuxième Rocade Est, et aujourd'hui sanctuarisé dans le cadre de la « trame verte », avec Bois classé et zones agricoles, pose les questions du devenir des terrains : y a-t-il une volonté de densifier un peu plus à la **« Crémaillère d'Argent » en rendant certains terrains constructibles ?** Si oui, lesquels ? Sinon, n'y aurait-il pas là une opportunité pour à la fois compenser l'impact pour certains riverains et surtout atteindre une taille critique suffisante pour mieux desservir en services publics (transports en commun, assainissement, ...) ?

   Concernant la zone agricole, faut-il revoir la classification de certains terrains pour mieux protéger les sols ?

   De ces réponses vont découler celles concernant les transports et les voiries pour bien penser la mixité des usages, du vélo au tracteur, du bus à la voiture.

2. Quels besoins de dessertes ? Répondre aux problèmes de saturation de la RD347 et de la RD4 requiert une meilleure maîtrise des besoins, pour mieux penser les accès et fréquences de trains, de bus, ... L'implantation du centre de détention de 850 places implique **un recalibrage du plan de déplacement d'Angers Loire Métropole.** Le débat autour de ces orientations sera utile à la Région et au Département pour apporter leurs réponses.

DÉPARTEMENT DE MAINE-ET-LOIRE
anjou

Déplacement du centre de détention à Loire-Authion

Marie-France RENOU
Grégory BLANC
Canton ANGERS 7

Concernant le réseau viaire :

La RD347 était prévue au schéma routier départemental de 2004 comme un axe devant être élargi en 2x2 voies jusqu'à la Crémaillère d'Argent, voire au-delà. **Aujourd'hui, il s'agit du point le plus noir du Département. L'étude « SYSTRA » réalisée en 2016 et 2017 conjointement par Angers Loire Métropole et le Conseil départemental** a permis d'arrêter les points suivants :

- A court terme : le Département devait élargir les ronds-points pour fluidifier les dessertes locales. Angers Loire Métropole devait augmenter l'offre de transport en commun. Ce dernier engagement demeure non réalisé.
- A long terme : le scénario prévoyant un élargissement en 2x2 voies, impliquant une refonte de la trémie de Saint-Barthélemy-d'Anjou, était privilégié à la création d'un barreau Est, avec déviation du lieu-dit « la Coutardière », finalisation de celle du Plessis-Grammoire et avec embranchement sur la zone d'activité Océane et l'A11. Ce scénario d'une 2x2 voies, pour être efficace, impliquait l'absence de création de nouveaux ronds-points sur la RD347 en desserte de Trélazé et Saint-Barthélemy-d'Anjou afin de ne pas accentuer la congestion de l'axe. L'hypothèse d'une nouvelle desserte a donc été retirée de tout document d'urbanisme.

En mai 2021 s'est tenue une réunion sous la présidence de M. Jean-Pierre Chavassieux, alors Vice-Président en charge des routes au Département, et réunissant les élus des communes concernées d'Angers Loire Métropole, le 1er vice-président de l'EPCI et les conseillers départementaux des cantons d'Angers 6 et 7. En conclusion, le nouveau scénario d'une 3 voies alternées en pendulaire devait être mis à l'étude. Une réunion d'étape à l'automne 2021 devait permettre de clarifier sa faisabilité. **Cette hypothèse impliquait toujours l'absence d'ouvrage nouveau freinant le trajet entre Angers et Beaufort-en-Anjou.** Le changement de terrain d'implantation du centre de détention a stoppé ce processus.

Pour notre part, nous pensons que l'implantation d'un équipement aussi structurant implique de repenser l'ensemble des réseaux pour :

- **Désengorger la RD347[1] des flux en amont de Brain-sur-l'Authion** afin de créer un rond-point au niveau de « Pignerolle ». Dans cette perspective, l'étude des contournements de la Coutardière et du Plessis-Grammoire, présente dans tous les précédents documents d'urbanisme, doit être engagée.
- **Créer un nouveau rond-point** doit permettre d'enfin desservir les communes de Saint-Barthélemy-d'Anjou et Trélazé, et notamment la gare multimodale de la Quantinière via la création du petit barreau Est.

[1] La création prochaine d'un nouveau rond-point au niveau du lieu-dit « Le Point du Jour » à Corné pour sécuriser l'axe et desservir notamment la laiterie de Cornillé-les-Caves va encore ralentir l'écoulement du trafic.

Marie-France RENOU
Grégory BLANC
Canton ANGERS 7

- **La création d'un axe secondaire d'intérêt communautaire entre la Crémaillère d'Argent et Pignerolle** doit pouvoir permettre d'envisager la desserte en transport en commun à la fois du centre de détention en augmentant la fréquence en provenance d'Angers via Saint-Barthélemy-d'Anjou, et de l'établissement de la Venaiserie pour les collégiens d'Andard et Brain-sur-l'Authion qui y sont rattachés. Toutefois, la création de cet axe **implique nécessairement le recalibrage en voie communautaire de la route très accidentogène dite « de la Jaille »**, pour y accueillir l'hétérogénéité des usages (bus de ville desservant la maison d'arrêt, camions, voitures, piste cyclable, piétons). La création de ce nouvel axe permettrait d'éviter le report sur la RD347 (au Nord) et la RD4 (Brain-sur-l'Authion-Trélazé, au Sud) des déplacements de proximité.

- **La création d'une voie *a minima* cyclable entre la gare de la Quantinière et le centre de détention.**

3. Quelles politiques sociales ? L'évolution du projet en centre de détention avec 850 détenus implique un accueil permanent de nombreuses familles de détenus de plus longues peines. Une partie sollicitera un logement social. **Il serait paradoxal que, au moment où l'Etat accompagne Trélazé vers davantage de mixité sociale, un déséquilibre nouveau apparaisse à la suite de l'implantation d'un nouvel équipement du même Etat. Aussi, d'une part, comment compenser les impacts pour préserver l'équilibre de peuplement arrêté dans le cadre de la conférence intercommunale du logement (CIL) par Angers Loire Métropole et l'Etat ? D'autre part, quels ajustements opérer au sein du PLH pour prévenir les problèmes sociaux ? Les réponses à ces questions doivent permettre de calibrer l'organisation des politiques sociales départementales.**

En conclusion, si nous continuons de penser que l'implantation d'un centre de détention à hauteur de 850 détenus est difficilement absorbable pour notre territoire (550 détenus constituent sans doute un maximum), ce projet présente de réelles opportunités pour rendre plus agréables les quartiers du centre-ville et du faubourg Saint-Michel. C'est un atout pour Angers Loire Métropole, aussi en termes d'emplois et d'activités commerciales.

Pour autant, ce projet pose des questions au regard des contraintes nouvelles liées à la taille de l'établissement et à son déplacement. Pour être acceptable dans la perspective de l'enquête publique, cette phase de consultation doit permettre de soulever les interrogations en matière d'aménagement du territoire, et donc de clarifier les engagements de chaque institution et collectivité concernée.

Marie-France RENOU
Conseillère départementale
Canton Angers 7



Grégory BLANC
Conseiller départemental
Canton Angers 7



Observation n°147

Déposée le 10 Mars 2022 à 14:53
Par Farapej RESCALED -

Observation:
Merci de prendre en compte la contribution de RESCALED-Farapej que vous trouverez en pièce jointe.

1 document joint.

CONCERTATION PRÉALABLE À LA CONSTRUCTION D'UN NOUVEL ÉTABLISSEMENT PÉNITENTIAIRE SUR LE TERRITOIRE ANGEVIN : PROPOSITIONS D'ALTERNATIVES DE RESCALED

Le projet d'établissement pénitentiaire de 850 places sur le territoire de la commune de Loire-Authion illustre les problématiques locales et nationales de la politique pénitentiaire actuelle. Si, afin de garantir les droits des personnes détenues et des conditions de travail dignes pour les personnels pénitentiaires, un nouveau lieu de détention sur le territoire angevin est nécessaire, le projet proposé s'inscrit dans une politique qui a déjà montré ses limites et ses effets néfastes. La question pénitentiaire, notamment à l'échelle angevine, appelle des solutions alternatives et innovantes répondant aux enjeux sociaux, économiques et écologiques actuels, tel que le propose RESCALED avec les maisons de détention.

LES PROBLÉMATIQUES POSÉES PAR LE PROJET D'ÉTABLISSEMENT PÉNITENTIAIRE À LOIRE-AUTHION

L'ENFERMEMENT MASSIF DANS DES ÉTABLISSEMENTS DE GRANDE TAILLE N'EST PAS UNE POLITIQUE ADÉQUATE

Au 1er février 2022, 69 964 personnes étaient détenues en France alors que le parc pénitentiaire français dispose de 60 701 places opérationnelles[1]. Le taux d'occupation des établissements pénitentiaires est de 115% en moyenne au niveau national, atteignant 135% dans les maisons d'arrêt[2]. Face à cette situation de surpopulation carcérale qui n'est pas nouvelle en France, les gouvernements successifs ont mené des politiques visant à augmenter le nombre de places de prison disponibles. Le programme immobilier pénitentiaire national actuel, qui vise la construction de 15 000 nouvelles places de prison à l'horizon 2027, s'inscrit dans cette réponse. Toutefois, cette politique ne résout pas la surpopulation carcérale, le nombre de places de prison et le nombre de personnes détenues augmentant de façon parallèle depuis 30 ans[3].

Plusieurs facteurs expliquent l'augmentation de la population carcérale tels que la création de nouveaux délits, le recours accru aux courtes peines, l'augmentation du nombre de personnes en détention provisoire, etc. Incarcérer est d'autant plus problématique que la prison est reconnue comme ayant des effets néfastes sur la socialisation, sans être pour autant une mesure probante de lutte contre la récidive. Par exemple, le placement en détention provisoire pour une durée de plus de quatre jours augmente de plus de 50% le risque de récidive[4]. De plus, les courtes peines sont contre productives car leur durée est

[1] Direction de l'administration pénitentiaire, *Statistique des établissements des personnes écrouées en France*, février 2022.
[2] *Ibid.*
[3] Observatoire International des Prisons, *Non à la construction de toujours plus de prisons,* 2022.
[4] Eric Rigamonti, *Audition de la Commission d'enquête sur les dysfonctionnements et les manquements de la politique pénitentiaire française*, 25 novembre 2021.

insuffisante pour permettre l'accès au travail, à l'éducation et la préparation de la sortie. Ainsi, les peines de moins d'un an sont considérées comme l'alternative pénale la moins pertinente[5].

Une réponse aux enjeux de surpopulation carcérale et de réinsertion ne peut alors que passer par la **mise en œuvre d'une véritable politique de déflation carcérale** consistant en la **dépénalisation de certains délits**, en la **limitation du recours à la détention provisoire** et le **développement de mesures et de sanctions alternatives à la détention**.

LE PROJET PROPOSÉ À ANGER : ILLUSTRATION DES LIMITES DES PRATIQUES D'IMPLANTATION DES ÉTABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES

Le projet de centre pénitentiaire de 850 places sur la commune de Loire-Authion présente des problématiques récurrentes de la politique pénitentiaire nationale, notamment liées à la taille de l'établissement et au lieu d'implantation. Comme pour le présent projet, les **nouveaux établissements pénitentiaires sont généralement relégués dans des communes périurbaines**. Si ce choix d'implantation répond à un objectif économique notamment lié au coût des terrains pour des établissements de grande taille, il répond également à une **volonté d'isoler les prisons** et de les mettre à l'écart du reste de la société du fait de leur image négative dans la population[6]. Des **difficultés liées aux transports** apparaissent du fait de l'implantation proposée pour ce projet : les infrastructures routières sont déjà encombrées et ne sont pas adaptées à un projet de cette ampleur, les liaisons en transports en commun sont insuffisantes, ce qui posera des difficultés notamment pour le maintien des liens familiaux et de réinsertion. En outre, les nouveaux établissements pénitentiaires, tel que celui envisagé à Loire-Authion, ne permettent pas un accompagnement individuel de qualité et **aucune garantie réelle n'est apportée quant à la capacité du bassin d'emploi local à offrir des emplois aux personnes pendant et à la sortie de leur détention**[7], autant d'éléments pouvant remettre en question la réinsertion des personnes détenues.

Auprès des riverains, ce type de projets génère de **nombreuses peurs et oppositions**. Un établissement de 850 places engendre de nombreuses craintes liées à sa taille et à son implantation : craintes notamment des nuisances sonores et visuelles, de l'impact sur le cadre de vie, de la dévalorisation des biens immobiliers et des effets sur l'environnement.

L'un des arguments utilisés pour faciliter l'acceptabilité d'un tel projet est celui des retombées économiques. Générer des emplois, offrir de nouveaux débouchés aux entreprises locales, attirer de nouvelles entreprises, permettre de nouvelles entrées fiscales, tels sont les effets souhaités et annoncés comme l'illustre la plaquette de présentation du projet d'établissement à Loire-Authion :

---

[5] *Ibid.*

[6] Didier Cholet et al, *Les nouvelles prisons : regards pluridisciplinaires*, Note de synthèse.

[7] Isabelle Leroux et Éric Rigamonti, « Pour une lecture institutionnaliste de l'acceptabilité locale d'un établissement carcéral », *Économie et institutions*, 25, 2017, https://doi.org/10.4000/ei.5866
Isabelle Leroux et Eric Rigamonti, « Approche économique : impacts de l'implantation d'une prison sur sa commune d'accueil », *in* Cholet D. (2015), *Les nouvelles prisons – Enquête sur le nouvel univers carcéral français*, Presses Universitaires de Rennes: 159-206, 2015.

"*Jusqu'à 600 emplois impliqués dans le chantier. Environ 520 emplois pérennes. Environ 5,5 millions de commandes générées chaque année*"

Il convient toutefois de nuancer cet argument, la littérature internationale montrant le **caractère souvent limité des impacts économiques des prisons sur leur zone d'implantation immédiate** mais aussi les échecs liés aux mauvaises anticipations[8]. Les retombées économiques évoquées pour le présent projet semblent ainsi surestimées et ne pourront très certainement pas atteindre les 60 millions d'euros de retombées économiques avancés par le ministère de la Justice. En effet, alors que les salaires des personnels administratifs, techniques, d'encadrement et de direction sont les principales retombées économiques des établissements de services, le montant total de ces retombées liées aux salaires dépassera difficilement 30 millions d'euros, en considérant l'hypothèse que 1000 personnes travailleront au sein de l'établissement pour un coût annuel d'environ 30 000€ par salarié[9]. Les autres retombées économiques sont très marginales. Les achats sont dans la grande majorité des cas effectués par l'intermédiaire de centrales d'achat, les achats et prestations locaux sont donc rares. De plus, l'essentiel des conséquences économiques, notamment les salaires, sera au profit de la ville d'Angers et des communes périphériques, et non pas exclusivement au profit de la ville d'accueil. En effet, les personnels pénitentiaires évitent de manière générale de résider près de l'établissement pénitentiaires dans lequel ils travaillent pour des raisons de confort personnel et de sécurité[10].

Afin de permettre une véritable politique de réinsertion des personnes détenues et d'accroître l'impact économique et social de l'établissement pénitentiaire tout en minimisant les problèmes sociaux, l'établissement doit **s'inscrire dans un projet de territoire** et doit **être pensé comme partie intégrante d'une politique de développement territorial**[11]. L'établissement pénitentiaire doit donc être pensé en **porosité avec l'environnement local**, privilégiant les **proximités géographiques** en termes de mobilités, de bassins d'emploi et d'ancrage socio-culturel **impliquant les réseaux organisationnels et institutionnels locaux**. Des liens et des partenariats étroits avec les acteurs politiques et des entreprises locales et/ou extra locales doivent être noués. Ceci suppose une réflexion à l'échelle de la communauté urbaine et non pas uniquement à l'échelle de la commune hôte. De plus, pour atteindre les objectifs de réinsertion, d'impact socio-économique sur la société et de réduction des coûts sociaux, les infrastructures doivent être adaptées et modulables en fonction des activités menées au sein de l'établissement.

---

[8] Whitfield D. (2008), *Economic impact of prisons in rural areas, a review of the issues*, European Services Strategy Unit Glasmeier A.K. and T. Farrigan (2007), The economic impacts of the prison development boom on persistently poor rural places, *International Regional Science Review*, 30, pp. 274-299 ;
Hooks G., C. Mosher, T. Rotoblo et L. Lobao (2004), The prison industry: carceral expansion and employment in US counties, 1969-1994, *Social Science Quaterly*, vol. 85, 1.

[9] Eric Rigamonti, *Audition de la Commission d'enquête sur les dysfonctionnements et les manquements de la politique pénitentiaire française*, 25 novembre 2021.

[10] Isabelle Leroux, *France : la prison, une entreprise comme une autre ?, Prison Insider, 2021:* https://www.prison-insider.com/articles/france-la-prison-une-entreprise-comme-une-autre

[11] Isabelle Leroux et Eric Rigamonti, « Les nouvelles prisons françaises, objets de développement économique local ? Socio-économie des impacts sur la commune d'accueil et nouveaux enjeux de territorialité », *Criminocorpus*, Actes de colloques et de journées d'études, 2020.

TRANSFORMER LE PAYSAGE CARCÉRAL AVEC LES MAISONS DE DÉTENTION : LA PROPOSITION INNOVANTE DE RESCALED

Face à ces constats, le mouvement RESCALED considère qu'il est **nécessaire de faire évoluer la politique pénitentiaire par la transformation des prisons en maisons de détention.**

QU'EST-CE QUE RESCALED ET LES MAISONS DE DÉTENTION ?

RESCALED est un projet européen né du désir de réformer la prison. Le projet a été initié en Belgique et est implanté depuis 2019 dans cinq pays (Belgique, France, Norvège, Pays-Bas, Portugal). Le projet est organisé depuis 2021 autour de l'organisation internationale à but non lucratif RESCALED, basée à Bruxelles, et est piloté par une association nationale dans chaque pays. En France, la Fédération des Associations Réflexion-Action Prison et Justice (FARAPEJ) porte le projet.

RESCALED propose un nouveau concept de détention qui répond aux enjeux sociaux, économiques et écologiques actuels : le concept de **maison de détention**. Les maisons de détention doivent permettre aux personnes détenues d'exécuter leur peine dans des conditions dignes, respectant leurs droits fondamentaux (droit au respect de la dignité, droit à l'enseignement, droit à la vie privée, droit au maintien des liens familiaux, etc) et favorisant un parcours de désistance[12]. Les maisons de détention permettent également aux différents personnels d'évoluer dans de bonnes conditions de travail et dans un état d'esprit moins centré sur la surveillance et le contrôle mais sur l'écoute, l'animation, l'anticipation et la résolution du conflit.

Les maisons de détention sont des lieux de détention articulés autour de trois piliers qui permettent de répondre à leur objectif premier qui est la réinsertion des personnes détenues :



Petite échelle

Les maisons de détention visent à rompre avec l'aspect massif, en termes d'architecture et de taille, des établissements actuels. Les maisons accueillent un nombre réduit de personnes pour permettre un fonctionnement à taille humaine. La "sécurité dynamique" est favorisée par la création de relations de proximité entre le personnel et les personnes détenues.



Spécialisation

Les maisons de détention sont spécialisées selon le niveau de sécurité et les programmes d'activités et de formation proposés. Elles offrent un accompagnement global et individualisé qui facilite le processus de réinsertion.



Intégration à l'environnement local

Les maisons sont un acteur à part entière de l'environnement local et jouent un rôle économique, social et culturel au sein de leur territoire d'implantation. Elles travaillent en partenariat avec les acteurs sociaux, économiques, culturels, associatifs, politiques, sportifs et médicaux locaux.

[12] Le processus de sortie de la délinquance.

RESCALED supporte l'implantation d'expérimentations de maisons de détention en France et plus largement en Europe pour démontrer par l'expérience qu'un établissement pénitentiaire innovant basé sur les trois piliers de RESCALED est une réponse aux problématiques actuelles, au bénéfice des personnes détenues et de leurs proches, des professionnels, des acteurs locaux et des riverains et donc de toute la société.



Prototype réalisé par Mélanie Bouteille, architecte DE

DES PISTES POUR L'IMPLANTATION D'UN PROJET PILOTE À ANGERS

Faire d'Angers un territoire innovant pour la transformation du monde carcéral ? C'est ce que peuvent faire l'administration pénitentiaire et les autorités locales angevines en **impulsant l'implantation d'un projet pilote de maison de détention sur le territoire** en **complémentarité** avec la réhabilitation de la maison d'arrêt actuelle ou la construction d'un nouvel établissement pour remplacer l'actuel. Le nombre de places au sein de ces deux structures ne devra pas excéder la capacité opérationnelle actuelle de la maison d'arrêt.

Implanter une maison de détention est une opportunité pour co-construire avec l'ensemble des acteurs intéressés un **lieu de détention adapté à la fois aux besoins des personnes détenues, au territoire local et aux enjeux de sécurité**. Le processus d'implantation d'une maison de détention favorise l'**innovation socio-économique** et permet de **remettre la question carcérale au cœur de la cité**. Cette proposition s'inscrit en continuité avec des innovations qui ont été mises en place entre des prisons et leur environnement. Ces initiatives, qui s'inscrivent notamment en lien avec l'agriculture urbaine, la préservation de l'environnement et les activités culturelles, sportives et créatives, sont menées avec les associations locales et les organismes de formation et d'emploi, notamment des secteurs en tension.

RESCALED travaille à la création de maisons de détention sur le territoire français en lien avec les différents acteurs du secteur prison-justice (associations, chercheurs, architectes, administration pénitentiaire, etc.). RESCALED a initié une réflexion avec des chercheurs de l'Université d'Angers et une collaboration avec des associations locales du milieu carcéral pour identifier des premières pistes de territoires d'implantation et d'activités de spécialisation possibles. Ces pistes devront être approfondies et élargies à d'autres lieux et secteurs avec les autorités politiques et administratives angevines.

Une maison de détention à Angers, quelles pistes ?

DOMAINES DE SPÉCIALISATION ENVISAGEABLES

Au cœur de l'identité angevine, le secteur du **végétal** représente près de 5000 emplois et de nombreuses formations, donnant la possibilité de spécialiser la maison de détention dans ce domaine.

Développés sur le territoire, les **secteurs industriels et logistiques** offrent des emplois accessibles, que pourraient occuper des personnes détenues.

Secteurs en croissance, l'**électronique** et l'**informatique** pourraient offrir des parcours de formation puis d'insertion professionnelle aux personnes détenues, notamment déjà détentrices de diplômes dans le domaines.

Autres métiers **en croissance ou en tension** sur le territoire angevin.

TERRITOIRES POTENTIELS

Angers :
Montplaisir, Belle Beille, centre-ville, etc.

Communes périphériques :
Trélazé , etc.

ACTEURS MOBILISABLES

Réseaux associatifs
Acteurs culturels et sportifs
Structures de formations et d'insertion professionnelle
Professionnels de santé
Collectivités territoriales
Entreprises
Acteurs de l'économie sociale et solidaire

Ces pistes, non-exhaustives, résument le travail amorcé par RESCALED. D'autres idées ? N'hésitez pas à nous contacter pour échanger sur un projet pilote.

Contacts : Emilie Adam Vezina (emilie.adam@farapej.fr) et Élise Garel (elise.garel@farapej.fr)

Observation n°148

Déposée le 12 Mars 2022 à 12:51
Par Anonyme

Observation:
Habitant de Loire Authion, je constate sans cesse la circulation difficile sur la RD 347, il est impensable d'avoir un afflux supplémentaire avec les allers et venues des prisonniers et des visiteurs, sans compter les salariés de la prison.
De plus le site est sur un site qui privilégie la biodiversité et cette prison mets à mal l'environnement.
Des sites avec un impact moindre devrait être étudié, avant de décider de faire cette prison à l'endroit défini

Observation n°149

Déposée le 12 Mars 2022 à 15:19
Par DELAUNAY Laurence
20 RUE DU PETIT CHAMP
49800 BRAIN SUR L'AUTHION

Observation:
Je suis opposée à ce projet qui va profondément changer de manière négative la population, le paysage et le calme de notre commune de campagne. Nous nous sommes justement installés à Brain-sur-l'Authion pour la tranquillité et la prison n'apportera pas le calme, bien au contraire. De plus, d'autres terrains éloignés d'un bourg existent forcément dans les 30 minutes autour du palais de Justice. Il est inadmissible que ALM n'ait pas mené une recherche méthodique d'autres terrains, qu'elle s'obstine à vouloir la construire ici et demande aux citoyens de Brain de proposer une alternative! C'est le rôle de ALM de chercher !!
Non à une prison à Brain et oui au respect du calme des citoyens qui respectent les lois de la République.

Observation n°150

Déposée le 12 Mars 2022 à 15:29
Par DELAUNAY Laurence
20 RUE DU PETIT CHAMP
49800 BRAIN SUR L'AUTHION

Observation:
Un référendum est nécessaire pour recueillir l'avis de la population qui n'est que très peu informée par ce projet.
Aucune communication dans le journal local par exemple.
Une communication écrite auprès de tous les habitants est nécessaire avant de lancer un projet d'une telle ampleur.

Observation n°151

Déposée le 12 Mars 2022 à 21:34
Par Salquain Bertrand
258 rues Ferdinand Vest
49300 Les Ponts de Cé

Observation:
J' exerce la profession d'avocat aux Ponts de Cé.

J'observe que dans l'étude préalable, les seules personnes qui se sont intéressées à ce projet étaient des élus locaux.

Leur souci était de voir leur commune bénéficier de la manne financière représentée par l'apport d'une taxe pour chaque détenu, et des emplois induits par la présence d'un établissement pénitentiaire.

Les communes n'ont jamais caché cette motivation financière a l'origine de leur candidature.

Ne doit-on pas estimer qu'il serait préférable de solliciter les professionnels de la justice pour connaître leur sentiment sur le choix d'une implantation, plutôt que de prendre en compte celle des élus locaux ? On pourrait par exemple interroger le bâtonnier, le président de la juridiction, ou les représentants de la police et de la gendarmerie, plutôt que des élus étrangers au monde de la justice ?

Depuis 2014, pas un bâtonnier n'a été consulté , mais une myriade d'élus et de députés se pressaient à l'occasion, avec le Ministre, au palais de justice, pour tenter d'obtenir que leur commune soit choisie.

Le quotidien des familles de détenus, et celui des Avocats n'a jamais été évoqué par ces élus. La situation des détenus n'est même pas abordée. On part du principe que si c'est neuf c'est forcément mieux.

Or les avocats savent par un retour d'expérience que les nouveaux établissements manquent souvent d'humanité dans leur architecture, leur localisation, et leur agencement.

Le nombre et la fréquence des suicides a augmenté à Nantes lorsque les détenus se sont trouvés transférés en périphérie. C'est un fait identifié qui doit être pris en compte dans votre approche de l'intérêt général.

Vous solliciterez nécessairement, à cet égard, des services pénitentiaires, de vous fournir les statistiques des suicides observés chez lés détenus, avant et après la construction des nouveaux établissements, sur les mêmes villes.

La fréquence des suicides observés au sein des nouveaux établissement doit être prise en considération, pour écarter les projets qui ne prennent pas en compte l'anxiété de la détention, en adaptant l'architecture au soucis de préserver l'humain.

Les détenus ne doivent pas être traités de façon déshumanisé. Ils doivent être au cœur du projet.

Vous devrez également émettre toute réserve si les familles ne peuvent pas disposer d'un mode de transport toutes les sept minutes à un coût raisonnable.

Vous devrez également émettre toute réserve si une surface excessive et des équipements trop déshumanisés ne permet pas un accueil des familles, et notamment des enfants qui les préservent d'une violence sociale.

Il serait important de prendre en considération le confort des détenus et de leur famille.

Les familles doivent disposer d'un parking réservé et prioritaire ainsi que les avocats.

Les enfants devront être préservés. L'accueil des familles doit être direct, discret, non traumatisant.

À cet égard, le choix d'un établissement étalé sur 17 hectares, loin d'Angers, hérissé de guérîtes et encerclé de différentes rangées

de grillages infranchissables, ne paraît pas constitué un progrès vers une humanisation des lieux de détention.

Il conviendra de vous assurer lors de l'enquête que les familles seront accueillis dignement. On peut craindre qu'un étalement de l'établissement sur 17 hectares, plein des réseaux de tramways et des gares soit peu compatible avec cet objectif d'humanité.

L'utilité publique se heurte à un risque de déshumanisation du lieu de détention, en ajoutant des contraintes de déplacement et des contraintes financières aux familles des détenus.

Par ailleurs l'empreinte écologique est assez désastreuse. Il devrait être possible de ramener ce projet à une dimension plus raisonnable.

À ce titre, la surface choisie par le ministère semble obéir à des objectifs difficilement entendables.

Enfin, la rénovation de l'actuelle maison d'arrêt n'a pas été étudiée sérieusement.

Au contraire elle n'a pas été étudiée du tout, comme si un bâtiment ancien était nécessairement obsolète.

Or , C'est souvent l'erreur dans les projets d'investissements publics.

Un service spécialisé, chargé des nouveaux projets, travaille à l'aveugle, sans aucune concertation avec les services en charge de l'établissement initial.

Aucune étude initiale n'est alors réalisé avant que le service chargé des nouveaux projets commence à réfléchir.

C'est une carence fréquente en matière d'investissement public.

On prendra l'exemple de l'ancien palais de justice de Nantes.

Vous pourrez vous y déplacer pour constater la présence d'un palace, dans ce qui était décrit, par quelques élus locaux, comme un palais de justice vétuste, nécessitant de charger le service des investissements de lancer un appel à projet,….

350 millions d'euros plus tard, Nantes dispose d'un palais de justice moche, pas plus grand que l'ancien, et d'un palace exploité les anciens locaux, rénovés, du palais de justice, soit disant vétuste,..

L' Architecte a simplement pensé de façon très harmonieuse à exploité tout le rez-de-chaussée de l'ancien palais de justice,…

Il nous paraît donc que la consultation d'un architecte pour réfléchir à un projet de modernisation et d'extension de l'actuelle maison d'arrêt n'a pas été mené.

Il nous paraît donc en conséquence que l'artificiialusation de 17 hectares de terres agricoles, repose sur une erreur manifeste d'appréciation de l'utilité du projet en ce que :

-Aucun architecte,ni aucune étude n'a été réalisée pour adapter les locaux actuels avant d'engager un projet de construction d'une nouvelle structure pénitenciere.

-En l'absence d'étude en ce sens la dépense nous semble ne pas revêtir un intérêt général suffisant pour justifier la dépense.

-Les inconvénients pour les détenus, leur famille et les usagers, paraissent excessifs au regard de l'intérêt général poursuivi,dont il n'est pas démontré qu'il ne peut pas être poursuivi à moindre coût.

-L'artificialisation de sols agricoles paraît excessive, alors qu'il existe d'autres solutions qui n'ont pas été évaluées

Il apparaît enfin que ce projet était essentiellement poussé par des visée financières , et par souhait de la mairie de Angers de récupérer le foncier de l'actuelle maison d'arrêt.

Une vision cohérente de la dépense publique devra vous amener à réfléchir sur la charge globale pour les contribuables de ce projet.

L'abandon du site actuel engendrera nécessairement des dépenses financées par des impôts. Les dépenses de rénovation de

l'actuelle maison d'arrêt doivent donc être chiffrées et englobées dans l'étude. Il serait totalement anormal pour les finances publiques de ne pas prendre en considération les dépenses futures de rénovation du site actuel, qui seront de toute façon engagées. Elles doivent donc être chiffrées.

L'abandon du site actuel ne doit être regardé comme irrémédiable que si une rénovation en profondeur du site actuel apparaît inappropriée au but poursuivi.

La mairie d'Angers parle de faire de l'actuel maison d'arrêt un site culturel. C'est donc qu'il n'est pas si vétuste que ça. Et qu'on envisage de sauvegarder ce patrimoine architectural.

L'exemple du palais de justice de Nantes illustre la gabegie d'une dépense de 350 millions d'euros pour construire un nouveau palais de justice, pas plus grand que l'ancien, alors que le groupe Radisson a installé un palace quelques années plus tard dans l'ancien palais de justice, redistribué et agrandi avec goût, en préservant le bâti ancien. Une simple visite de l'ancien palais de justice de Nantes, avantage ment transformé en palace par le groupe Radisson, suffit à s'interroger sur la politique d'investissement très gravement défaillante du Ministere de la justice.

La même critique s'entend pour le nouveau palais de justice de Paris, dont toute la profession d'avocat décrit une verrue déshumanisée (Les avocats parisiens disent avoir l'impression de plaider dans un hôpital...) Là encore un le gain pour les professionnels et les usagers est nul.

Vous devrez donc vous interroger sur les défaillances habituelles des investissements lancés par le ministère de la justice.

Il nous paraît donc important de rappeler qu'ancien ne veut pas dire vétuste. On citera l'Élysée et l'ensemble des ministères parisien, à l'exception de celui de l'économie, qui ont été adaptés à la modernité sans faire l'objet d'une table rase, et d'un déménagement sur des sites de 17 hectares…

Le postulat d'étalement du bâti ne nous semble pas cohérent au regard de ce qui précède. Ces exemples et contre-exemples prouvent qu'on peut même conserver un palais présidentiel ou les ministères au cœur de Paris.

Une fois de plus, le postulat de l'étalement n'est pas cohérent.

L'état visuel de la maison d'arrêt d'Angers résulte d'un défaut d'entretien depuis 40 ans. À peine un coup de peinture en 40 ans.

Il nous semble donc que le projet d'une nouvelle maison d'arrêt procède de la gabegie habituelle de la gestion des bâtiments publics.

L'argument de la modernisation ne saurait écarter l'idée qu'il n'est pas établi qu'avec une remise aux normes de l'actuel établissement , et des travaux d'extension sur place, la construction d'un nouvel établissement serait une nécessité pour lés finances publiques en terme de confort des détenus et des usagers; alors que les contribuables supporteront nécessairement la rénovation de l'actuel établissement dont le coût doit donc être étudié…

Voici les observations que je souhaitai formuler en ma qualité d'avocat établi aux Ponts de Cé (Atlantique avocats associés).

Bertrand Salquain

Observation n°152

Déposée le 13 Mars 2022 à 13:04
Par Lewis Sébastien
15 rue des Cormiers
49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Observation:
Merci de prendre en compte les éléments en pièce jointe.

1 document joint.

Observations vis-à-vis du projet de construction d'un établissement pénitentiaire sur le territoire des communes de Trélazé et de Loire-Authion

Sébastien Lewis,
habitant de Saint-Barthélemy-d'Anjou

L'emplacement prévu pour le centre de détention sera situé à l'entrée par la D347 dans le parc naturel régional Loire-Anjou-Touraine, un vecteur d'attraction touristique. On peut imaginer plus accueillant que des murs de béton et des barbelés pour un parc naturel régional !
Je demande donc qu'une implantation paysagère particulièrement soignée (arbres, haies) soit réalisée afin que le centre de détention ne soit pas visible depuis la route. Et que des moyens soient alloués durablement par l'Etat pour entretenir ces plantations.
De même, le déboisement partiel envisagé pour l'implantation devra être compensé par un reboisement au moins équivalent dans la continuité du bois existant.

La D347 étant clairement identifiée dans le projet comme le principal moyen d'accès au centre de détention depuis et vers la ville d'Angers, on peut s'attendre à une augmentation significative de la circulation sur cet axe pourtant déjà très chargé.
En effet, les déplacements domicile-travail du personnel ainsi que les visites aux détenus génèreront un trafic routier supplémentaire. Les transfèrements de détenus, notamment ceux accompagnés d'une escorte, avec gyrophare et/ou sirène, amèneront des ralentissements voire des congestions aux heures de pointe.
Cela renforce la nécessité de la mise en 2x2 voies de la D347, au moins dans sa traversée des communes de Saint-Barthélemy-d'Anjou et de Loire-Authion, qui seront les plus impactées par le trafic supplémentaire.

Nonobstant ce besoin de renforcer la capacité de la D347, je tiens à faire remarquer que la commune de Saint-Barthélemy-d'Anjou est déjà fortement handicapée par les saignées que représentent les axes routiers comme l'A87 dans le sens nord-sud et la D347 selon un axe est-ouest. La commune est divisée en plusieurs parties distinctes, entre lesquelles les points de passage sont peu nombreux et parfois malaisés.
En particulier, le passage du centre de la commune, situé au sud de la D347, vers le nord (plus vert et fréquenté par les cyclistes, les joggeurs et les promeneurs), se fait sur très peu de points, dont un seul est sécurisé pour les piétons et cyclistes par une trémie : le rond-point de la Cressonnière.
Sur les autres points de passage : 1) derrière le parc de Pignerolle, 2) accès au bois de l'Hôpital par la rue de la Pie Hardie, pendant de nombreuses heures de la journée, il est difficile voire très dangereux de traverser la D347 où le trafic est continu, que l'on soit piéton, cycliste ou automobiliste.
Je demande donc que l'implantation de la prison soit l'occasion d'aménager des passages sécurisés (passerelle ou trémie) pour piétons et cyclistes pour la traversée

de l'axe D347 sur les points de passage cités : 1) derrière le parc de Pignerolle, 2) accès au bois de l'Hôpital.
D'autre part je suggère que l'accès automobile à la D347 depuis la route de Beaufort, principale route vers ou en provenance du centre de Saint-Barthélemy, soit revu pour faciliter l'échange entre ces deux axes. Cela pourrait se faire via une trémie en cas de passage de la D347 à 2x2 voies, ou à défaut un rond-point, comme il en existe un nombre déjà important plus à l'est sur la D347.

Je porte à votre attention l'absence totale d'aménagements de transports doux (cheminement piéton, piste pour cycles ou trottinettes électrique) ainsi que de transports en commun entre Saint-Barthélemy-d'Anjou et Brain/Andard (commune de Loire-Authion). Il est pratiquement impossible de joindre autrement qu'en voiture ces deux villes voisines appartenant à la métropole d'Angers.
L'emprise de l'implantation envisagée pour la prison vient compliquer encore toute jonction pédestre ou cycliste, alors même qu'elle en augmente les besoins. En effet, à notre époque de carburant cher, les modes de transport individuels électriques (trottinettes, vélos électriques) se développent grandement pour des trajets de quelques kilomètres comme Angers—Saint-Barthélemy—Loire-Authion.
Je demande donc que l'implantation de la prison s'accompagne de la création d'un trottoir et d'une piste cyclable depuis Angers jusqu'à Andard, le long de la D347, bien séparés de la chaussée automobile car les véhicules automobiles roulent à vitesse élevée sur ce tronçon.
En outre il serait logique de permettre une liaison par bus entre Angers et l'établissement de détention via Saint-Barthélemy, pour le personnel et pour les visiteurs. Il est important que la ligne en question desserve les gares SNCF/routière d'Angers et prenne un chemin assez direct, de telle sorte que des visiteurs venus d'autres communes voire d'autres départements puissent faire l'aller-retour assez rapidement. Ainsi, une extension de la ligne 4 semble une piste intéressante.

Observation n°153

Déposée le 13 Mars 2022 à 15:15
Par Richou Pierre
Verrières
49800 Trélazé

Observation:
En tant que co-propriétaire des bois de Verrières, je voudrais savoir s'il sera toujours autorisé d'y chasser.
Si la chasse devait y être interdite, partiellement ou totalement, je voudrais connaître les mesures alternatives possibles pour réguler la population notamment des sangliers.

Observation n°154

Déposée le 13 Mars 2022 à 15:16
Par Anonyme

Observation:
le nouveau maire de Loire authion a été élu par toute la population de la commune sur un programme qui n'integrait pas le projet d'une prison .
M. Prono explique que cette option n'etait pas envisagé à l'epoque et que ce projet est une opportunité pour la commune puisque cela pourrait permettre le doublement de la national RD 347 et l'arrivée des bus de loire Angers métropole ainsi que le développement de la commune...
ceci est l'appréciation de Monsieur le maire et de son equipe mais vous êtes vous interrogé sur l'avis de la population ?
la population de Brain sur l'authion souhaite-t-elle l'implantation d'un projet demesuré qui va impacter pendant des années leurs vie quotidienne et cela pour un hypotétique developpement ...
doit-on tout sacrifier sur l'hotel du développement ?
pourquoi ne pas demander l'avis à la population ?
Monsieur le maire vous avez été élu par le suffrage universelle mais cela ne veut pas dire que la population a donné carte blanche à n'importe quel projet et surtout à un projet d'une telle ampleur .
une vraie concertation est necessaire, un référendum permettrait de faire la lumière sur la réelle volonté de la population.
Monsieur le maire pouvez-vous entendre vos administrés ou préférez-vous passer en force ?

Observation n°155

Déposée le 13 Mars 2022 à 15:35
Par Richou Pierre
Verrières
49800 Trélazé

Observation:
Quelles études d'impact vont être faites sur les conséquences pour la faune et la flore locale?

Observation n°156

Déposée le 13 Mars 2022 à 15:43
Par Richou Pierre
Verrières
49800 Trélazé

Observation:
On ne peut pas continuer à artificialiser des terres (17 ha en l'occurrence) et pleurer sur le réchauffement climatique !
Il serait bien que nos élus locaux montrent l'exemple d'une gestion qui prennent en compte vraiment le développement durable.
La prison d'Angers existe, on pourrait commencer par l'entretenir et l'adapter si nécessaire.
Son implantation dans le centre fait qu'elle est plus pratique pour tous les visiteurs, proche du palais de justice, plus proche de l'hôpital que le site sélectionné, etc.

Observation n°157

Déposée le 13 Mars 2022 à 15:53
Par ALLEMAND Olivier
13 route d'avalou
49800 loire Authion

Observation:
comment peut-on déclarer que l'implantation d'une prison de 850 prisonniers va apporter une plus value à la commune alors que les conséquences d'un projet aussi énorme seront négatifs pour une grande partie de la population .
l'intérêt collectif l'emporte sur les interêts particuliers mais encore faut-il que l'intérêt collectif soit vraiment prouvé.
les riverains ne voient que des inconvénients à l'arrivée de cette prison .
on ne peut pas comparer l'implantation d'une usine avec de réelles retombées économiques pour la commune et surtout pour sa population avec l'arrivée d'une prison de 850 détenues.
les retombées ne sont pas les mêmes : dépréciation des valeurs immobilieres , tapages nocturnes, nuisances lumineuses, déterioration de l'environnement etc ...
nous demandons un référendum auprès des habitants de Loire Authion dont beaucoup ne sont même pas au courant de ce projet.
nous demandons également de mener "sérieusement" l'étude d'un autre site qui sera plus adapté à l'implantation d'une établissement pénitentiaire .

Observation n°158

Déposée le 13 Mars 2022 à 16:18
Par Richou Pierre
Verrières
49800 Trélazé

Observation:
Observation n°17 (Web)
10 fois plus d'artificialisation de terres !
Votre réponse à ma question met bien en avant le problème.

Par Pierre Richou
Déposée le 23 janvier 2022 à 23h11
Que va devenir l'actuelle prison d'Angers?
N'y avait-il pas la possibilité de la rénover au lieu d'artificialiser 17 ha de terres agricoles ?
Réponse apportée
Bonjour,
Angers Loire Métropole a informé par voie de presse que la vocation des lieux serait culturel.
Le terrain de l'actuelle maison d'arrêt mesure 1,8 ha à comparer aux 17 ha souhaités, soit dix fois plus. Il n'est pas adapté aux besoins d'une construction moderne d'une capacité de 850 détenus.

Observation n°159

Déposée le 13 Mars 2022 à 16:26
Par Richou Pierre
Verrières
49800 Trélazé

Observation:
Ce site ne permet pas de classer par sujet les remarques faites dans les 160 observations et ne permet pas de voir clairement les réponses apportées.
il ne permet pas non plus de signaler son soutien aux observations déjà faites.

Observation n°160

Déposée le 13 Mars 2022 à 17:36
Par CEVA 49
rue du cloteau
49800 Loire authion

Observation:
Il est précisé en page 25 du projet de construction que la prison du Pré Pigeon a été inscrite aux monuments historiques en 1997.
Pour cette raison il s'avérait difficile d'y réaliser une extension ou d'entreprendre des travaux de réhabilitation.
Pouvez vous nous indiquer ce qu'il va advenir des bâtiments une fois que la prison aura déménagé?

Observation n°161

Déposée le 13 Mars 2022 à 17:40
Par Anonyme

Observation:
Mesdames, Messieurs,

Nous nous opposons fermement à ce projet d'établissement d'un centre pénitentiaire sur le site des Landes à Brain sur l'Authion. Cet établissement n'a absolument pas sa place à une proximité de moins de 200 m des premières habitations !!! D'autres terrains vous ont été proposés, bien plus adaptés à ce futur centre pénitentiaire !
Si vous maintenez ce projet de prison sur le site des Landes, malgré la vive opposition des riverains et des habitants de Brain, formulée via la pétition, (ce qui signifierait que vous n'entendez pas et ne tenez pas compte de l'opposition de tous), nous demandons :

1/ Que le bâtiment soit érigé à plus de 500 m des premières habitations (et non à 200 m comme actuellement prévu)
2/ Que les accès à cet établissement se situent sur l'axe Pignerolles/D347, actuellement très dangereux
3/ Qu'aucune cellule n'ait une vue sur les habitations
4/ Que le mur d'enceinte soit suffisamment haut pour bloquer toute visibilité depuis les cellules
5/ Que le site, autour des parkings, ainsi que le mur d'enceinte, soit entièrement entouré par des doubles haies occultant totalement l'ensemble des structures.
Nous espérons être entendus dans notre 1ere demande (annulation de ce projet sur le site des Landes) et à défaut, que vous teniez compte des demandes subséquentes.

Observation n°162

Déposée le 13 Mars 2022 à 17:44
Par 49 CEVA
rue du cloteau
49800 LOIRE AUTHION

Observation:
Dans le dossier de projet, il est précisé en page 11 que le projet est entièrement financé par l'état.
Pouvez vous nous confirmer sous quelle forme? Est ce un partenariat, et si oui de quel type?

Observation n°163

Déposée le 13 Mars 2022 à 17:47
Par 49 CEVA
rue du Cloteau
49800 LOIRE AUTHION

Observation:
En regard de la page 27 du dossier de présentation, il n'est pas précisé la superficie de la zone "hors enceinte".
Pourriez vous nous apporter cette précision?

Observation n°164

Déposée le 13 Mars 2022 à 18:02
Par Anonyme

Observation:
LORS DES PERMANENCES ET DE LA REUNION PLENIERE, vous disiez tenir compte des avis de la population concernée. Or, si vous teniez compte de nous, il n'y aurait plus de sujet "prison" sur le site des Landes puisque les riverains et habitants de BRAIN sont totalement opposés à cette prison.
Comment justifiez-vous que vous n'écoutez aucunement nos remarques et nos demandes ? Nous écouter = Stopper ce projet !!!
Alors, allez-vous annuler ce projet sur le site des Landes ? Nous vous remercions par avance pour votre réponse.

Observation n°165

Déposée le 13 Mars 2022 à 19:12
Par Anonyme

Observation:
Comme le précise l'un des riverains qui a fait part de ses observations, nos maisons sont actuellement invendables en raison de ce projet de prison à proximité de nos habitations. Que prévoyez-vous pour nous qui sommes devenus "prisonniers" de nos biens immobiliers ? Une indemnisation ? Ou autre ? Notre maison, pourtant qualifiée de bien "coup de coeur", ne trouve pas d'acquéreur malgré de nombreuses visites. Les potentiels acquéreurs qui, pour la plupart, ont eu un coup de coeur, laissent place à la réflexion.....et à l'issue de cette réflexion, et compte tenu de la proximité de la future prison, ne donnent pas suite !! Nous sommes clairement lésés par ce projet, nous sommes les victimes collatérales de votre projet insensé d'une prison si proche de nos habitations ! Allez-vous enfin prendre en compte les dommages que vous nous causez en stoppant purement et simplement ce projet au lieu-dit "Les landes" ?

Observation n°166

Déposée le 13 Mars 2022 à 19:52
Par Anonyme

Observation:
A l'issue de cette consultation et de la seule rencontre des acteurs mandatés (CNDP et APIJ) avec la population les 3 et 5 février, il apparait que ce projet soulève un émoi et un rejet massif.
Très peu de personnes (une quarantaine) sont venues aux permanences des mairies pour s'informer préalablement à la rencontre du 3 février du fait d'un dossier de présentation du projet encore extrêmement flou et imprécis.
Près de 350 riverains sont venus à la concertation du 3 février, ont posé de nombreuses questions restées sans réponses à date.
Près de 160 observations de rejet ont été déposées (ce qui est particulièrement important au regard des autres concertations de centres pénitentiaires de même type, consultables sur les sites CNDP et APIJ).
De nombreuses contributions et questions sont restées sans réponses. Certaines ont reçues des réponses très lapidaires. Des dossiers et études très étayées contradictoires aux affirmations avancées par le garant et l'APIJ sont restés sans réponse.

Il s'avère que ce projet de MAXI-CENTRE PENITENTIAIRE est totalement rejeté par les riverains qui s'organisent en associations de défense de leur territoire.
Ce projet est également contredit pas des économistes experts consultés par le ministère de la justice (cf observations déposées, études et rapport parlementaire indiqués) au prétexte que les bénéfices avancées tant pour les riverains que pour les collectivités territoriales sont gravement erronées.
Enfin de grands organismes nationaux (OIP - Secours Catholique - Associations - …) s'opposent à ce projet au motif qu'il ne répond à aucun des objectifs assignés au vu de l'expérience des MAXI-CENTRE implantés en France sur la Sécurité : (pour prévenir la récidive des personnes sortant de prison) - la Dignité (pour lutter contre la surpopulation carcérale) - la Responsabilité (pour faciliter l'insertion des personnes détenues et l'indemnisation des victimes) - l'Efficacité (pour réduire le coût de la détention).

Nous demandons donc expressément :
- la mise en œuvre d'une réponse pour chacune des observations déposées sur le site comme il est de droit,
- la rédaction d'un rapport de synthèse du garant de la CNDP à l'APIJ exprimant le rejet massif et argumenté de ce projet,
- la mise en place d'un référendum local, (vote de consultation des habitants de l'agglomération Angers - Loire Authion du type de ND des Landes en 2016) pour éviter la génération de tensions à venir,
- l'étude et la publication de l'étude de la rénovation de la Maison d'Arrêt d'Angers,
- l'étude de solutions alternatives de projet de centre de détention de petite taille (InSerre ou Rescaled ou autre).
- Une réponse à cette observation.

Observation n°167

Déposée le 13 Mars 2022 à 20:42
Par MARTIN Thomas

49800

Observation:
Bonjour,

Le projet initial à « La Bodinière » était très préoccupant pour l'avenir de la ferme. Celui des « Landes » semble à première vue moins impactant. Néanmoins, il est source de beaucoup d'inquiétude chez nous.
En tant qu'acteur économique du territoire, nous avons besoin de stabilité. Or, le projet en cours d'implantation d'un centre pénitentiaire sur la commune perturbe notre environnement et notre quotidien.

Que le projet se fasse ou non, voici 4 propositions que nous souhaitons formuler :

- Sur la question des axes routiers : nous souhaiterions que soit établi un diagnostic des voies fréquentées par les agriculteurs et vitales pour leurs activités afin d'en tenir compte dans les aménagements à venir. Il semble que ce travail ait été réalisé par la Chambre d'Agriculture sur l'ensemble des communes de l'Agglo. Loire-Authion n'ayant rejoint ALM qu'en cours d'étude, celle-ci n'a pu se faire sur la commune.

- Sur la question de l'urbanisation à l'Est d'Angers : l'exemple d'urbanisation du quartier de « La Quantinière » à Trélazé (et son impact sur le secteur agricole), le projet en cours d'implantation du centre pénitentiaire et la localisation initialement retenue à « La Bodinière » (malgré la zone humide, la zone agricole, la trame verte, la zone inondable et la zone boisée) nous font craindre à moyen terme la réalisation de nouveaux projets urbains. Dans ce contexte, nous souhaitons proposer la création d'une zone agricole protégée (ZAP) autour du site de « La Bodinière » afin de préserver l'activité de polyculture-élevage dans ce secteur.

- Sur la question du devenir de la ferme de « La Bodinière » : Nous aimerions faire émerger et participer à un projet collectif sur ce site autour de la sensibilisation du public aux questions environnementales (bois, mares, élevage, flore, faune…) en lien avec le développement économique, l'un n'allant pas sans l'autre.

- Sur la question du devenir de l'agriculture autour du potentiel futur site : Nous appelons de nos vœux une réorganisation foncière qui permette d'assurer la pérennité et le développement des entreprises agricoles déjà présentes. Cette réorganisation pourrait également être un outil d'arbitrage pour la collectivité.

En vous remerciant par avance pour l'attention que vous porterez à nos propositions.
Cordialement,

Thomas MARTIN
Pour l'EARL TOUCHET MARTIN

Observation n°168

Déposée le 13 Mars 2022 à 22:13
Par Anonyme

Observation:
Monsieur le garant , messieurs de l APIJ
je souhaitais porter à votre connaissance certains éléments qui m interpellent concernant le choix de ce terrain par APIJ....
1/ comment ce terrain se retrouve t il proposé à l implantation d un tel établissement alors qu il n est "officiellement" pas en vente , en tout cas pas lors du dévoilement du projet sur le site des landes.... ALM et Loire authion affirment qu' ils n ont pas proposés ce terrain à l APIJ (pour la bonne raison qu il appartient à un particulier...pour le moment.) Ce que contredit le post numéro 146 de Mr LEBLANC et Mme RENOU elus du départements puisqu'ils affirment que c'est ALM qui a proposé ce terrain..
Si un terrain "privé" se retrouve proposé à l implantation d un établissement publique, pourquoi un "appel d offre" sur d'autres terrains privés du département n est il pas proposé permettant peut être de mettre à jour d autres localisations n ayant pas été étudiées? Existe t il des liens ou connivences cachées entre certains propriétaires terriens de Brain sur authion et des élus ALM ayant facilité de manière
privilégié et peu démocratique la sélection d un tel terrain?

Ce début de réflexion illustre de manière évidente que la recherche du "meilleur terrain" du département pour acceullir un tel centre n a pas fait l objet d une étude comparative et objective sérieuse...

Pour deux raisons a mon sens..

La première est qu ALM et la commune de LOIRE AUTHION n ont aucun intérêt à trouver un autre terrain puisque celui des landes sera proposé à la vente a ALM (peut être parceque ALM a soufflé la bonne idée a l oreille du propriétaire?)
et que l équipe municipale de LOIRE AUTHION ne s y oppose pas ....bien au contraire .....
imaginant d hypothétiques retombées economiques ou de d accélérateur de développement local...
(qui au pire, n arriveront pas, ou au mieux n auront pas besoin de l installation d une telle prison...)
La deuxième est que l APIJ n a pas recherché sérieusement d'autres alternatives sur l ensemble du département (ALM aurait elle suggérer a
L APIJ qu il n'existait aucune autre alternative sur le département) .....Etonnant sur une surface totale de 660 km2 non??

l APIJ aurait tout du moins du s étonner de l absence totale d autre proposition d ALM sur la totalité du departement....

Monsieur le garant , j espère que ces réflexions seront de nature à aiguiser votre curiosité pour faire la lumière sur ce dossier....

Messieurs les responsables de l APIJ , j espère que la manière dont le sélection Du seul terrain proposé pour acceuillir l implantation de la prison " d ANGERS" vous fera vous questionner...
Ce terrain est il le meilleur en terme de localisation , de contrainte environnementale , de riverains de construction , de coût.....

En espérant avoir attirer votre attention

Observation n°169

Déposée le 13 Mars 2022 à 22:28
Par 49 CEVA
10, rue du Cloteau - La Daguenière
49800 LOIRE-AUTHION

Observation:
Bonjour,
Le projet d'implantation du centre pénitentiaire sur le site de la Bodinière semble abandonné. L'état a fait l'acquisition sur ce site d'une ou plusieurs parcelles dont l'une construite (ancien bâtiment d'un centre d'accueil pour enfants). Quel devenir pour ces terrains boisés? Feront-ils l'objet d'une modification de zonage dans le PLUi révisé?
Pour le CEVA49, Christian COUVERCELLE

Observation n°170

Déposée le 14 Mars 2022 à 10:27
Par ASSOCIATION LES 3 C

Observation:
ENVOI N° 1

Bonjour,
Ci-joint la contribution de l'association les 3C de la crémaillère.
Comme évoqué par le garant de la concertation Mr QUENTIN, nous attendons des réponses à chacune de nos observations, réponses à fournir par chacun des acteurs concernés par le projet de cet établissement (Ministère de la Justice, l'APIJ, ANGERS LOIRE METROPOLE, La préfecture, Le département, La commune de Loire Authion, Gendarmerie...).
Les réponses doivent être concertées par ces acteurs en amont de façon à être complémentaires.
Merci.

1 document joint.

RAPPORT DES 3C de la Crémaillère

Contestations sur le PROJET D'IMPLANTATION D'UN CENTRE PÉNITENTIAIRE

à BRAIN SUR L'AUTHION - Les Landes

Établi le 5 Mars 2022

Toute correspondance à l'Association des 3 C de la Crémaillère doit être envoyée par courriel à l'adresse :

les3cdelacremaillere@gmail.com

Aucune entrée de table des matières n'a été trouvée.

1 - **PRÉSENTATION DES 3C DE LA CRÉMAILLÈRE** page 3
- 1 - 1 - L'Association Les 3C de la Crémaillère page 3
- 1 - 2 - Notre contribution à la concertation page 4

2 - **UN SITE UNIQUE ET NON JUSTIFIE** page 5
- *2 - 1 -* Un choix non concerté et unique page 5
- 2 - 2 - Demandes d'étude d'autres sites compatibles page 9
- *2 - 3 -* Absence d'études préalables remises auprès des citoyens pour la phase concertation et permettant de débattre page 10
  - 2 - 3 - 1 - Introduction page 10
  - 2 - 3 - 2 - Absence d'étude sociale et économique page 10
  - 2 - 3 - 3 - Absence de rapport auprès des riverains sur les nuisances apportées page 12
  - 2 - 3 - 4 - Une communication très limitée du projet du site retenu page 15
  - 2 - 3 - 5 - Une communication erronée sur le projet du site retenu page 16
- 2 - 4 - Un site unique à l'étude fortement contraint page 19
  - 2 - 4 - 1 - Un site avec des riverains à proximité page 19
  - 2 - 4 - 2 - Un plui avec de fortes contraintes page 20
  - 2 - 4 - 3 - Un site avec une biodiversité à respecter page 28

3 - LES DEMANDES FAITES PAR L'ASSOCIATION DES 3C DE LA CRÉMAILLÈRE LORS DE LA PHASE CONCERTATION page 31
- 3 - 1 - Préambule page 31
- 3 - 2 - L'accès au site page 31
- 3 - 3 - L'insertion dans le site pour traiter les nuisances visuelles page 35
- 3 - 4 - Le traitement des nuisances sonores page 37
- 3 - 5 - L'aménagement du PLUi et du SCOT page 38
- 3 - 6 - La perte immobilière page 39
- 3 - 7 - Le traitement des nuisances lors de la phase chantier page 40
- 3 - 8 - Le traitement des nuisances après la mise en service page 40
- 3 - 9 - La création d'une voie douce page 41
- 3 - 10 - Le raccordement au réseau d'assainissement collectif ou semi-collectif page 41
- 3 - 11 - Le 1% artistique page 42
- 3 - 12 - Participation de l'association dans la suite de l'opération page 42

4 - AUTRES INTERROGATIONS DEMANDANT UNE RÉPONSE page 43

5 - CONCLUSION page 43

6 - ANNEXES page 44

1- PRÉSENTATION DES 3 C DE LA CREMAILLERE

1.1 L'Association Les 3C de la Crémaillère

L'association « Les 3C de la Crémaillère » a été créée suite à l'annonce en Mairie de Loire-Authion fin Novembre 2021, du projet de construction d'un centre pénitentiaire sur le site des Landes à proximité de la zone pavillonnaire regroupant plus de 150 foyers.

Ces pavillons sont principalement implantés sur les voies de la **C**rémaillère d'Argent, de la route de la **C**hesnaie et de **C**alais d'où l'origine du nom de l'association les **3C de la Crémaillère.**

Enregistrée mi-janvier auprès de la préfecture, l'association Les 3C de la Crémaillère regroupe aujourd'hui plus de 150 adhérents ainsi que de nombreux soutiens extérieurs (associations et membres extérieurs).

L'objectif premier de l'association, enregistré dans l'objet des statuts, est **de défendre les intérêts de la Crémaillère faisant suite au projet de création du futur centre pénitentiaire et aux aménagements ultérieurs sur notre territoire.**

Sur le plan de situation ci-dessous, vous trouverez la zone géographique d'habitation des adhérents de l'association (en jaune) ainsi que le projet d'implantation prévue du Centre pénitentiaire présentée par l'APIJ lors de la réunion en Mairie délégué de Brain sur l'Authion le 27 Novembre 2021.



1.2 Notre contribution à la concertation

Depuis sa création, l'association « Les 3C de la Crémaillère » a été pleinement partie prenante de la concertation. Elle demande à être entendue et écoutée par les différents services concernés par la réalisation de cet établissement, que ce soit le Maître de l'ouvrage, l'APIJ mandatée par la maîtrise d'ouvrage, Angers Loire Métropole (ALM), la Préfecture, le Département, la commune de Loire-Authion.

L'association les 3C de la Crémaillère était présente :

- Le 12 Janvier 2021 lors d'une réunion spécifique en visio avec Mr Quentin, le garant de la concertation,
- Au cours des 3 réunions publiques en Mairie de Trélazé, Saint Barthélemy d'Anjou et Brain-sur- l'Authion les 25 et 26 Janvier 2022 avec un minimum de 2 membres de l'association à chacune de ces réunions,
- Lors de la réunion publique à Brain-sur-l'Authion le 3 Février 2022,
- Lors de l'atelier participatif à Brain-sur-l'Authion le 5 Février 2022,
- Lors d'un RDV avec Mr Grégory Blanc le 21 Février 2022,
- le 3 Mars 2022 lors d'un RDV à ANGERS LOIRE MÉTROPOLE, en présence de Mrs VERCHÈRE et CECCALDI d'ALM ainsi que de Mrs PITON et TROUILLARD du Département et de Mr PRONO Maire de Loire Authion.

Aujourd'hui, en cette fin de concertation, notre incompréhension majeure reste le choix d'un site unique au regard du recalibrage du projet (de 400 à 850 détenus), **site fortement contraint aussi bien par le PLUi, que par sa nature géologique et par la proximité immédiate de nombreux riverains.**

2- UN SITE UNIQUE ET NON JUSTIFIE

2.1 – UN CHOIX NON CONCERTÉ ET UNIQUE

Le 27 novembre 2021, l'APIJ et la Commune de Loire-Authion organisent une présentation en mairie, destinée aux riverains , relative au transfert du projet de la maison d'arrêt de Trélazé situé sur le site de la Bodinière, vers la commune déléguée de Brain-sur-l'Authion sur le site dit "des Landes".

Ce nouveau site s'implante à moins d'un kilomètre seulement du site initial sur les 666 km² d'ALM.

Les riverains sont surpris à deux niveaux :

Tout d'abord, d'apprendre que ce site semble avoir été retenu sans communication préalable auprès des riverains : aucune parution de ce site dans la presse, aucune allusion dans le bulletin municipal ni dans les parutions d'ALM.

Egalement à cette occasion les riverains apprennent qu'il ne s'agit plus d'un projet de construction d'une maison d'arrêt mais d'un centre pénitentiaire de 850 détenus soit **une des CINQ plus grande PRISON de France !**

Il est à noter par ailleurs que l'invitation à cette réunion en mairie n'a pas été réalisée de manière à ce que tous les riverains soient prévenus. Les deux propriétaires des maisons les plus proches n'ont pas été informés de ce projet ! Ni l'APIJ ni la Mairie n'ont pris le soin de contacter directement ces foyers aujourd'hui isolés, au calme et en pleine campagne alors qu'ils seront les premiers impactés en se situant à moins de 200 m du mur d'enceinte du futur centre pénitentiaire projeté.

L'opinion des riverains est-elle une préoccupation pour les instances ?

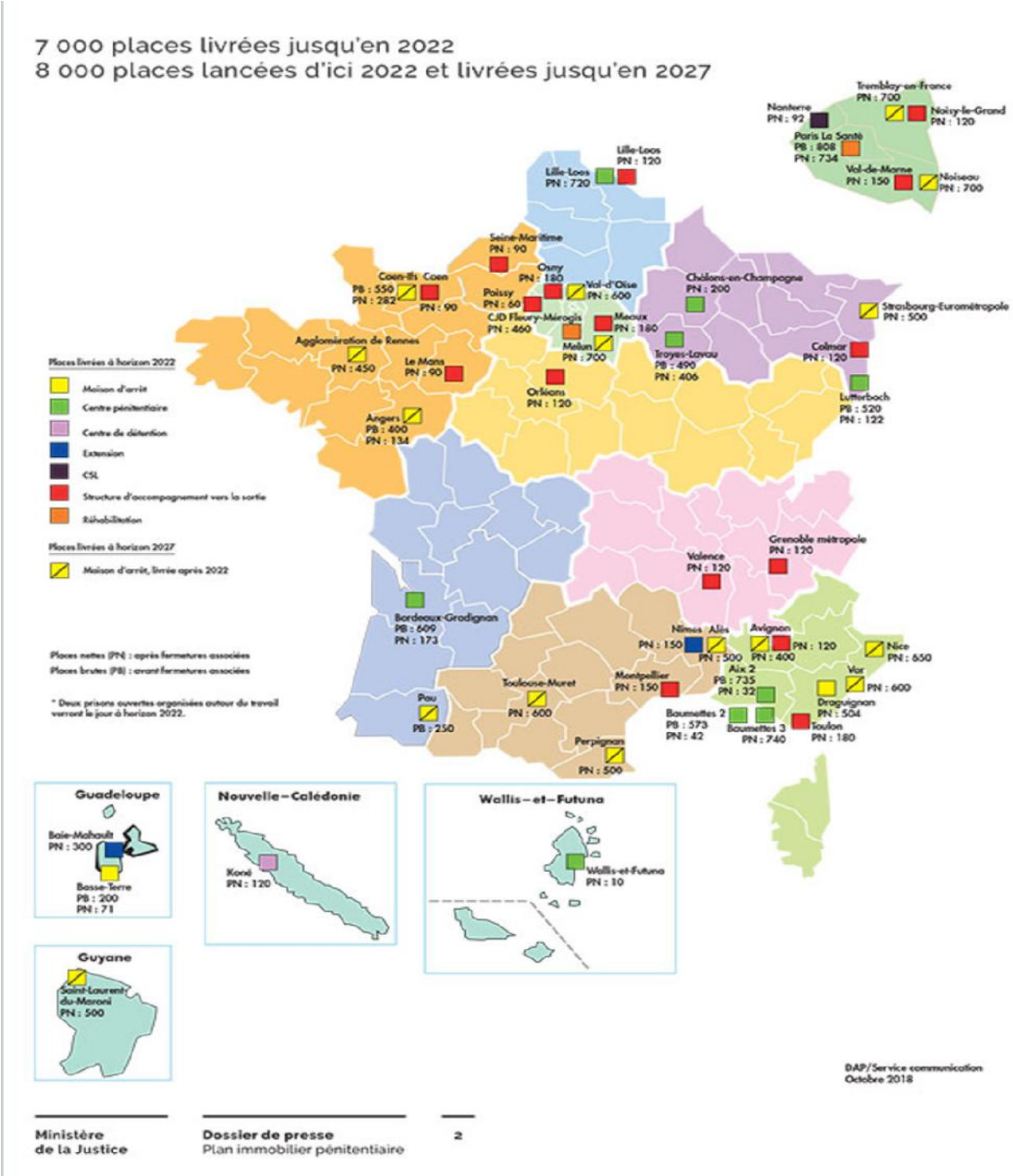
La question de la place laissée aux riverains mérite d'être posée..

Pourquoi ce site ? Pourquoi aucun autre scénario n'a t'il pas été présenté auprès des riverains ?

La question du site **unique** interroge fortement : il ne doit pas et ne peut être imposé de manière unilatérale, sans alternatives proposées, afin qu'il y ait un vrai et bon choix dans cette décision d'importance.

Il ne semble pas envisageable que l'APIJ décide coûte que coûte, dans la précipitation et sans réelle concertation, de construire un centre pénitentiaire et non plus une Maison d'arrêt comme il était encore prévu **tout récemment encore dans le Plan des 15 000 places.**

Ci-dessous, le plan immobilier pénitentiaire défendu au parlement par le Ministère de la Justice sur lequel il est bien inscrit que la prison d'Angers est destinée à rester une Maison d'arrêt et non un Centre Pénitentiaire.



La décision de modifier le projet de Maison d'Arrêt en Centre pénitentiaire n'a pas été justifiée et n'a pas fait l'objet d'une concertation.

- Qu'est-ce qui justifie un Centre Pénitentiaire sur Angers ? La délinquance ne s'est pas subitement déplacée d'EST en OUEST du SUD vers le NORD !

- Qu'en est-il des autres implantations prévues dans ce Plan 15 000 et arrêtées par le ministère de la Justice, par l'APIJ suivant la carte encore disponible sur le net et reprise ci-dessus ?
- Est-il vraiment raisonnable de construire le 4ème plus grand centre de détenus sur la commune déléguée de Brain-sur-l'Authion, commune de 3 800 habitants qui vient tout juste de rejoindre l'agglomération d'ALM ?

- Ce projet d'implanter la Prison sur Loire Authion ne figurait aucunement au programme du Conseil Municipal élu en 2019. Pourquoi vouloir bétonner nos terres agricoles, notre sous-sol alors que les élus locaux défendent des valeurs écologiques ?

- Pourquoi imposer un tel établissement ici, dans un environnement contraint ?

- Quels seront les impacts sur la commune à court, moyen et long terme ?

- Quels impacts pour nos enfants, nos petits enfants à l'échelle de la commune, à l'échelle de notre quartier rajeuni et densifié ces dernières années avec la construction de nombreuses nouvelles maisons sur des parcelles divisées ?

Aujourd'hui, toutes ces interrogations restent en suspens et aucunes réponses précises, concrètes, argumentées n'ont été apportées par l'APIJ, par le Ministère de la Justice, par ALM, par la Commune de Loire-Authion.

Nous sommes donc toujours dans l'attente de ces réponses.

Aujourd'hui, le site proposé pour ce projet de centre pénitentiaire est celui des "Landes", site privé appartenant majoritairement à Mr Levavasseur (pour 13 hectares) mais aussi à des exploitants agricoles (4 hectares exploités appartenant au GAEC du Grand Avalou).

Pour construire cet établissement, compte tenu du nombre de détenus projeté (850 théorique) l'APIJ demande une surface de 17 hectares, un terrain sans forte déclivité, à proximité relative de l'Hôpital et du Palais de Justice, et desservi par des axes routiers suffisamment calibrés.

Il y a-t-il eu un appel à candidature pour savoir si d'autres propriétaires terriens autre que Mr Levavasseur seraient intéressés sur le territoire d'ALM ?

Suivant certains rapports encore tout récents, sur 467 exploitations agricoles localisées sur le territoire d'ALM plus de 140 sont aujourd'hui sans repreneurs dans les 5 années à venir dont bon nombre dans les 2 ans. La cartographie de ces exploitations ayant été réalisée, celle-ci a-t-elle été étudiée par l'APIJ, la chambre d'agriculture, les Domaines ?

N'y aurait -il pas d'autres terrains peu enclins au développement agricole qui pourraient accueillir un tel établissement ?

N'y aurait-t-il pas d'autres sites plus appropriés, moins contraints, moins proches des riverains ?

Comment ce site à proximité immédiate du site de la Bodinière a-t-il été trouvé par l'APIJ ?

Le prix du terrain est-il un argument ou pas pour l'APIJ ?

Quel est le coût d'acquisition du terrain ? S'agissant d'une construction publique, les citoyens seront en droit d'en connaître le montant.

L'agglomération d'ALM s'étendant sur plus de 666 km² soit 66 000 hectares, dont près de la moitié en surface non urbanisée, comment ne pourrait-on pas envisager d'autres alternatives pour ce projet de 17 ha qui représente 0,05% de la surface non urbanisée.

Le choix <u>unique et unilatéral</u> du site des Landes n'est pas entendable aujourd'hui : d'autres sites compatibles doivent être proposés à l'étude par les différentes parties prenantes de ce projet (Le ministère de la justice, ALM), des sites moins contraints pour les riverains et présentant moins de contraintes constructibles liées au site choisi (PLUI et cartographie géologique).

2.2 DEMANDES D'ÉTUDE D'AUTRES SITES COMPATIBLES

Lors des réunions d'information en mairie, les représentants de l'APIJ représentés par Mr GAC et Mr LAMBERT nous ont indiqué qu'aujourd'hui ALM ne leur avait pas proposé d'autres sites à l'étude. Ces mêmes représentants nous ont invités à proposer d'autres sites si nous en avions connaissance.

Aujourd'hui la demande des 3C de la Crémaillère est de mettre en comparaison différents sites et d'analyser les avantages et inconvénients de chacun avant de statuer sur le site le plus approprié sur le territoire.

<u>L'association des 3C de la Crémaillère propose notamment à l'étude les sites suivants :</u>

- Site de la SAFER à Verrières-en-Anjou :
  En vente actuellement (et depuis plusieurs années). La qualité du terrain très pierreux et pollué par les pesticides liés à son ancienne exploitation d'arbres fruitiers laisse peu de place à une agriculture bio, comme proposé dans le projet Terralab.

- Site en friche (identifié par CEREMA) à Verrières-en -Anjou : cf site « CARTOFRICHE »
  Friche de 28 hectares, dont nous n'avons pu collecter plus d'éléments. Les 3C l'on proposée à l'APIJ auprès de Mr GAC qui devait se renseigner sur cette éventuelle opportunité, ainsi qu'auprès d'ALM le 03/03/2022.

- Les exploitations agricoles connues et répertoriées sans repreneurs dans les 6 à 12 mois méritent d'être étudiées en fonction de leur implantation, de la nature de leur exploitation et de leur devenir.

- Des appels à candidats privés (propriétaires terriens) avec un cahier des charges listant les contraintes exposées par l'APIJ pour construire un Centre Pénitentiaire, méritent aussi d'être effectués de façon ouverte.

L'association des 3C de la Crémaillère attend donc une ouverture réelle sur le projet d'implantation du futur Centre Pénitentiaire ou de la future Maison d'arrêt.

2.3 – ABSENCE D'ÉTUDES PRÉALABLES REMISES AUPRÈS DES CITOYENS LORS DE LA PHASE CONCERTATION ET PERMETTANT DE DÉBATTRE

2.3.1 - Introduction

L'APIJ a initié une phase de concertation préalable auprès des citoyens sur le projet de la création du Centre Pénitentiaire à Loire Authion / Trélazé.

Cette concertation d'une durée initiale de 6 semaines a été prolongée de 2 semaines suite à la période sanitaire compliquée liée au COVID 19 en Janvier et Février 2022 (demande de prolongement de la phase de concertation notamment faite par les « 3C de la Crémaillère »).

Face à l'arrivée d'un tel établissement à moins de 500m de nos maisons, nous aurions souhaité que la maîtrise d'ouvrage, ou son représentant l'APIJ puisse nous exposer de façon ouverte l'ensemble des impacts et conséquences directs et indirects sur notre quotidien et sur notre qualité de vie.

Aujourd'hui en cette fin de concertation, nous n'avons malheureusement pas pu collecter les réponses à nos interrogations.

Les réponses apportées restent très vagues et répétitives lorsque l'on prend le temps de parcourir les différents sites en cours de concertation sur le territoire français (site internet de la CNDP).

Les riverains ne semblent pas être la préoccupation du Ministère de la Justice.

Nous attendons donc, nous, citoyens, que vous nous démontriez le contraire par vos réponses et notamment en proposant d'autres sites à l'étude.

2.3.2 – Absence d'étude sociale et économique

Une de nos préoccupations face à l'arrivée d'un tel établissement est l'impact social et économique sur notre vie de demain, à court, moyen et long terme, puisque cet établissement est construit pour une durée minimale de 50 ans (voir beaucoup plus).

Quelles seront les conséquences **sociales et économiques** pour la Commune déléguée de Brain sur l'Authion, commune de 3800 habitants ?

Nous avons demandé auprès des instances une étude socio-économique indépendante pour connaître et appréhender les impacts de notre vie de demain (cf copie du courrier en date du 14 Février 2022 de l'association des 3C de la crémaillère adressé aux différentes parties prenantes du projet).

*Ci-dessous extrait du courrier envoyé en LRAR aux instances le 14 Février 2022 (dont l'intégralité figure en **annexe 1**) :*

> *(...) "Nous sommes dans l'attente d'une présentation à l'échelle de l'ampleur de cet établissement d'un coût global proche de 200 millions d'euros, sur l'impact social économique lors de la phase construction mais bien sûr au-delà à savoir dans 5, 10, 20 ans à venir.*
>
> *Quelles sont les conséquences directes et indirectes sur le territoire proche d'un tel établissement ?*
>
> *Cette question doit être portée au débat de la concertation de façon approfondie et totalement objective" (...).*

Nous vous remercions de bien vouloir faire réaliser cette étude par un cabinet indépendant.

Le code de l'environnement permet par ailleurs au garant de la concertation de demander une étude complémentaire suivant l'article L121-16-1 *« Le garant peut demander à la Commission nationale du débat public, qui en supporte le coût, une étude technique ou expertise complémentaire. La décision de la commission est portée à la connaissance du public sur le site internet prévu pour la concertation préalable »*

Nous rappelons ci-dessous le code de l'environnement

« La concertation préalable permet de débattre de l'opportunité, des objectifs et des caractéristiques principales du projet ou des objectifs et des principales orientations du plan ou programme, des enjeux socio-économiques qui s'y attachent ainsi que de leurs impacts significatifs sur l'environnement et l'aménagement du territoire. Cette concertation permet, le cas échéant, de débattre de solutions alternatives, y compris, pour un projet, son absence de mise en œuvre. Elle porte aussi sur les modalités d'information et de participation du public après la concertation préalable. »

2.3.3 – Absence de rapport auprès des riverains sur les nuisances apportées

Pour les riverains proches, et donc plus particulièrement les riverains des 3C de la Crémaillère directement impactés par ce projet, nous étions lors de cette phase de concertation dans l'attente d'une présentation précise sur le fonctionnement quotidien de ce type d'établissement et d'un listing détaillé des nuisances apportées (nuisances directes et indirectes).

Aucune réponse détaillée n'a été remise. Aujourd'hui nous attendons de la part de la maîtrise d'ouvrage des éléments quantifiés sur les nuisances apportées qui seules sont réellement connues et quantifiables de celle-ci.

Ce ne sont pas les riverains qui construisent, c'est l'état représenté par le Ministère de la Justice, c'est donc à lui et à son mandataire, l'APIJ, d'apporter l'ensemble des réponses à nos interrogations :

Quelles sont l'ensemble des nuisances induites directement et indirectement par ce type d'établissement à moins de 500 m pour les riverains ?

Il aurait été important dans cette période de concertation que les riverains soient informés préalablement de l'ensemble des nuisances sonores, visuelles, lumineuses et leurs niveaux d'intensité et de fréquence afin de pouvoir être force de proposition dans le cadre de la concertation et jouer réellement leur rôle lors de l'atelier participatif du 5 février 2022.

Merci en conséquence de nous répondre avec chiffres et études à l'appui sur les points suivants mais aussi de nous lister de façon exhaustive les impacts directs et indirects induits par la création de ce type d'établissement sur notre quotidien. Seul vous, en tant que maître d'ouvrage, au regard de vos connaissances et retours d'expériences, saurez apprécier ces impacts à leur juste valeur.

Nous riverains et non sachant répertorions les points suivants :

✔ **Nuisances sonores :**

- Dans son fonctionnement quotidien :

  - quels sont les alarmes, sirènes, appels qui interviennent en extérieur et qui seront perceptibles par les riverains, de jour et de nuit ?
  - à quelle intensité les alarmes, sirènes, appels sont-ils émis ?

- y a-t-il un rythme journalier, une fréquence ou pas ? si oui lequel ?

- Les cris des détenus seront-ils perceptibles par les riverains ? Comment ces bruits sont-ils gérés au sein d'un établissement pénitentiaire ?

- Le soir à partir de 20 heures notre quartier est plongé dans le calme sans bruit résiduel contrairement à ce que l'on peut trouver en Ville. Les études acoustiques sont donc à mener en intégrant bien ce paramètre.

- Par ailleurs, compte tenu de l'implantation projetée du Centre Pénitentiaire, l'habitat pavillonnaire est situé plein Ouest, et directement exposé aux vents dominants. Les bruits émis par les alarmes, sirènes, appels avec un vent moyen de 20/30km/h seront-ils perçus par l'habitat à 200 / 300 / 400 et 500m ? Y aura t'il des corrections complémentaires liées à ce paramètre d'exposition aux vents dominants ?

- Il conviendra de nous apporter une réponse via une étude par un bureau d'études acoustique.

.

✔ **Pollution visuelle :**

- L'éclairage permanent du Centre Pénitentiaire représente également une pollution visuelle pour les riverains. Cependant, notre inexpérience ne nous permet pas d'appréhender le niveau de cette pollution visuelle :

  Une demande a été faite en réunion publique du 3 février 2022, et une réponse doit être apportée avec la réalisation d'une image de synthèse de nuit. Cette étude doit être produite avec une distance de 200 / 350 et 500 m, distance représentative de l'habitat qui aura une vue directe sur le Centre Pénitentiaire en y intégrant aussi les miradors.

- Nous demandons aussi une projection représentative des futurs miradors avec différents points de vue. En effet, au cours des différentes présentations et réunions, aucun mirador n'a été présenté bien que l'on nous ait confirmé leur présence.

✔ **Nuisances liées au trafic routier :**

La construction d'un établissement de 850 détenus va engendrer un nouveau flux routier qui sera loin d'être anecdotique. L'APIJ dispose-t-elle de retours d'expériences sur d'autres sites, d'étude de trafic ?

Une fois de plus, nous souhaitons pouvoir le quantifier :

- Quel sera le flux quotidien engendré par cet établissement ? : flux liés aux visites / au fonctionnement interne / au personnel /aux livraisons ?

- Comment ce site sera-t-il desservi ? Quelles modifications sur notre quotidien ?

- Quelles sont les infrastructures routières envisagées par le Département, ALM et l'APIJ pour tenir compte de ce nouveau trafic ?

✔ **Nuisances liées au stationnement des familles des détenus sur des terrains privés**

Les 3C ont été informés du stationnement sur des terrains non autorisés, privés par certaines familles de détenus.

- **Comment et avec quels moyens l'APIJ, ALM , Loire Authion et la Gendarmerie appréhendent-ils ce risque ?**

- **Quels sont les moyens dont vous disposez pour se prémunir de celui-ci à proximité de nos habitations ?**

- **Quelle instance sera en charge de gérer cette problématique ?**

✔ **Nuisances liées aux parloirs sauvages**

L'APIJ nous a expliqué qu'aujourd'hui la distance entre le mur d'enceinte et la « grille » intérieure <u>des cours</u> (le glacis) est de 32 m augmentant la distance entre le mur extérieur et les détenus. Cette distance est-elle aussi valable par rapport <u>aux cellules</u> des détenus ?

- **Comment l'APIJ peut-elle garantir aux riverains l'absence de parloirs sauvages et, s'ils existent, quels recours auront les riverains subissant ces nuisances ?**

- **Qui portera la responsabilité de préserver notre cadre de vie et le calme auprès de nos habitations ?**

- **Il y a-t-il une procédure particulière prévue au sein de l'établissement, au sein de la gendarmerie et si oui laquelle ?**

✔ **Autres nuisances « courantes »**

L'association souhaite que le ministère de la justice et l'APIJ communiquent également la liste exhaustive des autres nuisances (arrivées / transfert de détenus / rodéos sauvages etc…). Notre association représente les riverains qui sont des non-sachants en matière carcérale.

✔ **Nuisances « exceptionnelles »**

Aucune nuisance exceptionnelle n'a été présentée par le ministère de la Justice et l'APIJ.

- Quelles sont les nuisances à caractère exceptionnel que l'on pourrait avoir à subir pour un établissement d'une telle taille ?

- A titre d'exemple lors de l'évasion d'un détenu, quels sont les impacts et risques pour les riverains (cf évasion récente du 21/12/2021 à la Prison d'OSNY dans le Val d'Oise).

2.3.4 – UNE COMMUNICATION TRÈS LIMITÉE SUR LE SITE RETENU EN PROJET

✔ Absence **de parution préalable au bulletin municipal.**

✔ Absence **de publication préalable dans les revues d'ALM.**

- ✔ Un **défaut dans l'information auprès des riverains : certains riverains et notamment les plus proches ont seulement été informés à la mi-décembre 2021 par des habitants du quartier dans le cadre de la création de l'association des 3C de la Crémaillère.**

- ✔ Trois **demi-journées d'information en semaine à des horaires difficilement compatibles**
- ✔ **avec une activité professionnelle… réunissant en conséquence un très faible nombre de participants :**

  - 8 personnes (dont 2 membres des 3C) le matin du 25 Janvier 2022 à SAINT BARTHÉLEMY D'ANJOU,

  - 7 personnes (dont 3 membres des 3C) l'après-midi du 25 Janvier 2022 à TRÉLAZÉ,

  - 22 personnes (dont 3 membres des 3C) le matin du 26 Janvier 2022 à BRAIN SUR L'AUTHION.

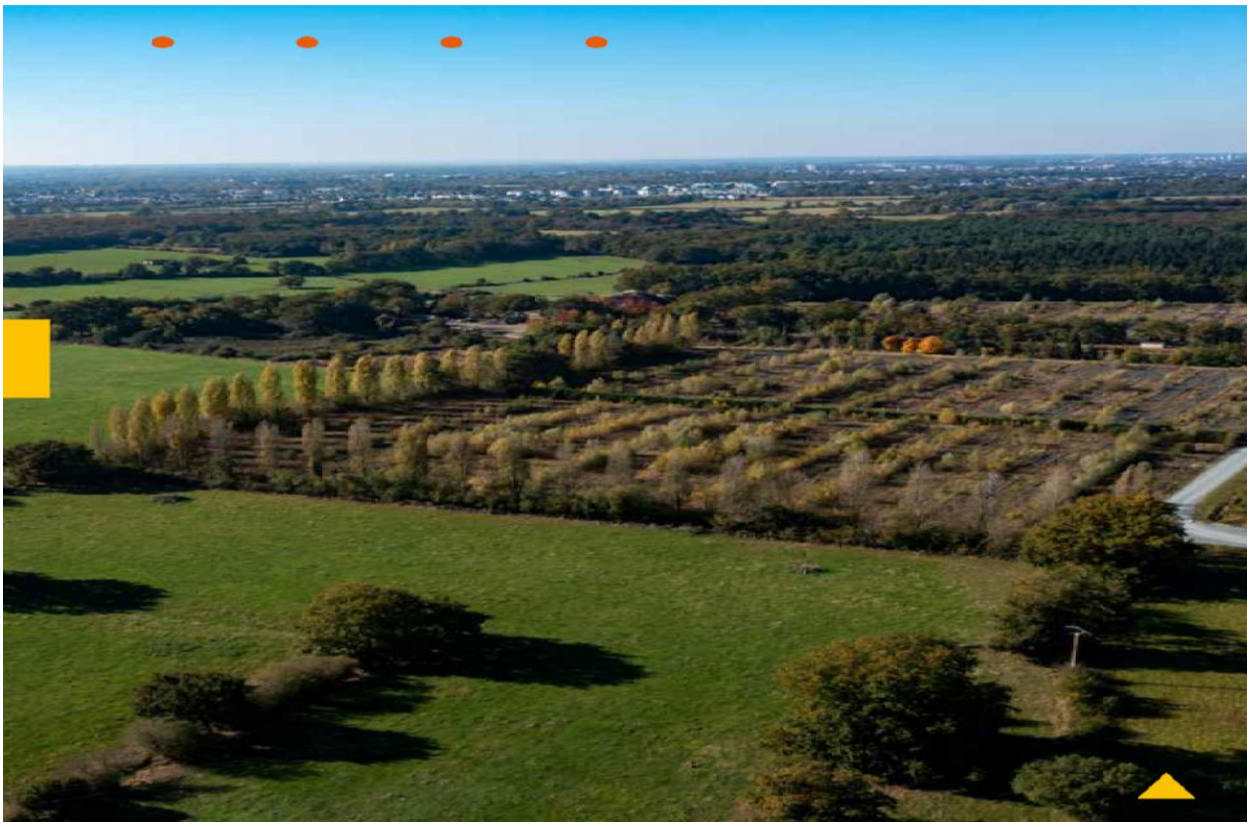
- ✔ Une **réunion publique le 3/02/2022 qui s'arrête subitement alors que bon nombre de personnes avaient encore de très nombreuses interrogations, réunion dont la durée n'a pas été présentée en préambule.**

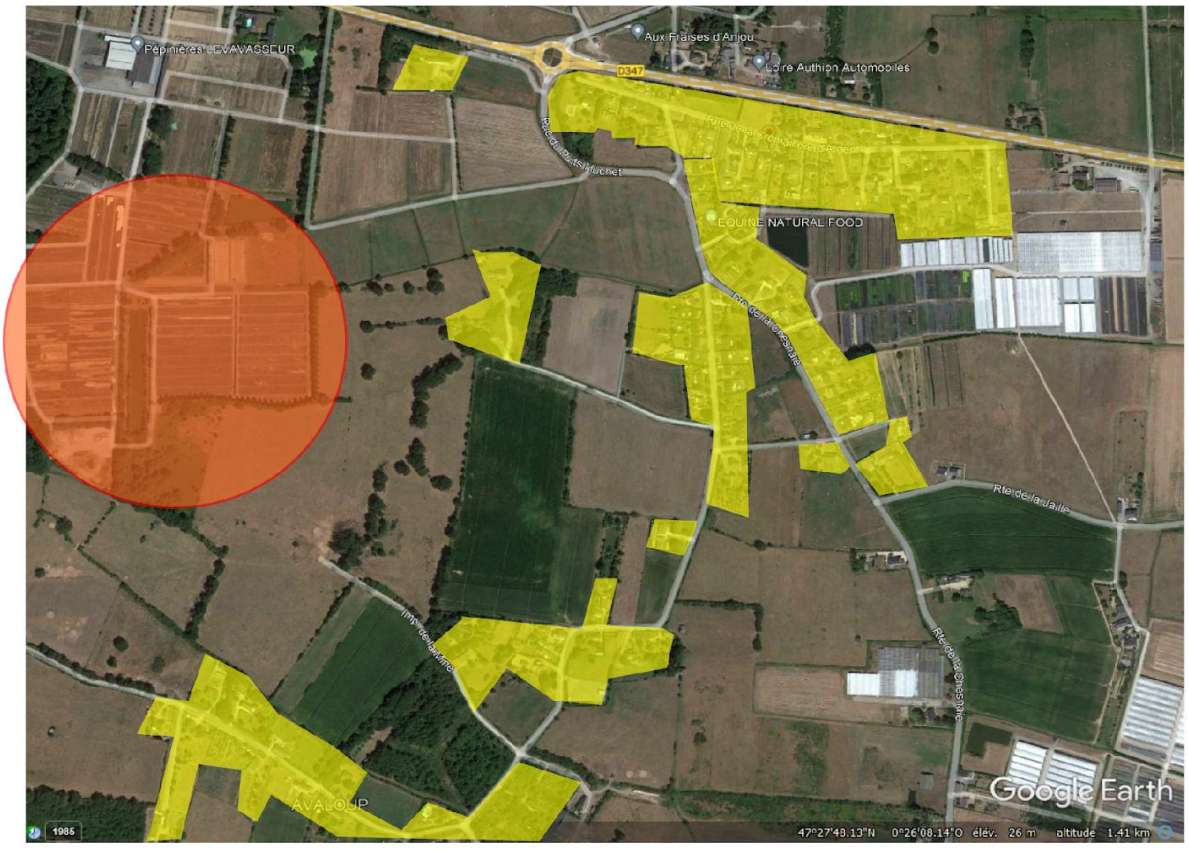
2.3.5 – UNE COMMUNICATION ERRONÉE SUR LE PROJET DU SITE RETENU

Sur le document officiel de la concertation de l'APIJ, nous relevons une très mauvaise communication auprès des décideurs, élus et citoyens proches qui ne connaissent pas l'environnement immédiat et plus particulièrement la proximité des 150 foyers de riverains.

La photo aérienne (unique représentation en format A4 du document…) figurant en page 30 du dossier est prise côté opposé à nos habitations pourtant toutes proches. Il conviendrait de reprendre cette photo **exactement dans le même angle à 180°** de façon à montrer aux élus, décideurs, citoyens que ce projet d'implantation **est très impactant pour l'ensemble du quartier des 3C de la Crémaillère**.

Ci-dessous la photo aérienne figurant au dossier de l'APIJ en page 30 non représentative de l'environnement réel, et sur l'image suivante la localisation de l'habitat proche :

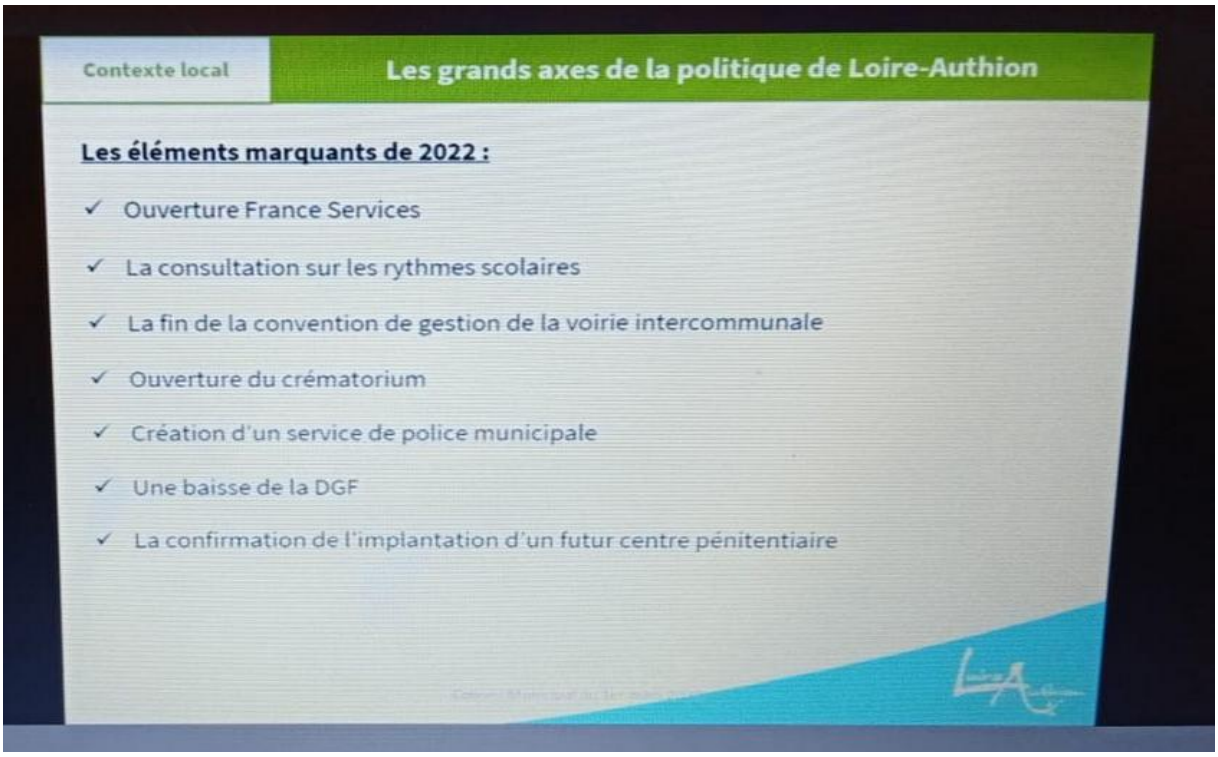



Pépinières LEVAVASSEUR
Aux Fraises d'Anjou
Loire Authion Automobiles
D347
EQUINE NATURAL FOOD
Rte de la Chesnaie
AVALOUP
Google Earth
1985
47°27'48.13"N 0°26'08.14"O élév. 26 m altitude 1.41 km

Également une **fausse information** figure en page 11 du document sur la date à laquelle l'étude du site dit "des Landes" est engagée (ou alors l'APIJ, les collectivités locales ont volontairement caché cette information au préalable) : nous lisons sur le document que le site des Landes est à l'étude **depuis Octobre 2018** ! **Que doit-on en déduire ?**



Très récemment au conseil municipal de Loire Authion en date du 1/03/2022, il a été projeté auprès des conseillers municipaux, au public présent, au public suivant le conseil municipal sur facebook, que le site des Landes **était acté**, alors que la concertation est en cours et qu'aucun site n'est encore retenu à ce jour !



La mairie de Loire-Authion dispose-t-elle d' informations cachées ? De quel droit durant cette phase de concertation peut-on afficher auprès des citoyens de tels propos ?

2.4 – UN SITE UNIQUE A L'ÉTUDE FORTEMENT CONTRAINT

2.4.1 – UN SITE AVEC DES RIVERAINS À PROXIMITÉ

Ce projet de centre pénitentiaire s'implante dans un terrain situé en dehors d'une ville, en dehors d'une zone industrielle, **en campagne et à proximité d'une zone pavillonnaire de plus de 150 foyers**.

Après avoir effectué des recherches, les sites récents d'implantation de maisons d'arrêt ou centre pénitentiaire sont, soit en zone industrielle (CAEN par exemple) soit en pleine campagne sans riverains à proximité (RIOM par exemple cf photo ci-dessous).

Pourquoi ici déroge-t-on à la bonne réflexion sur l'implantation d'un tel établissement ?



Conscient de l'état de vétusté de l'actuelle Maison d'arrêt d'ANGERS, et ne remettant pas en cause la réelle nécessité de créer un nouvel établissement.

Il convient de trouver <u>un autre site</u> sur le territoire d'ALM, un site :

- **sans habitat proche et dense,**
- **avec moins de contrainte par le PLUi d'ALM,**
- **sans contraintes géotechniques et hydrologiques.**

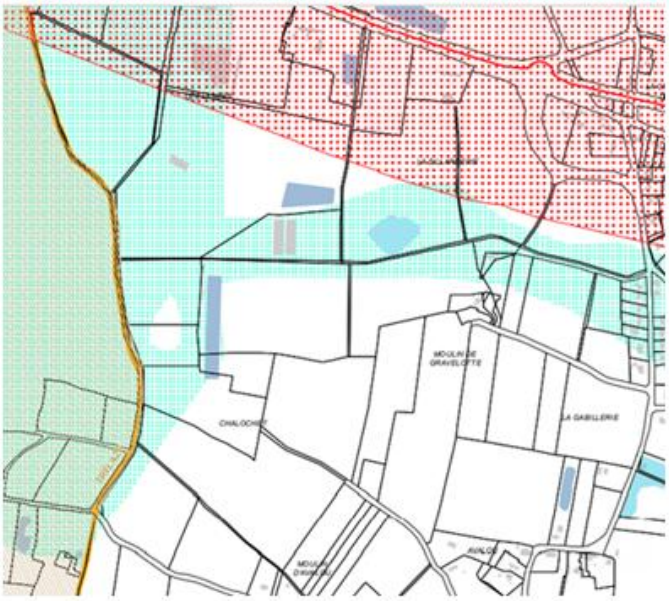
Les riverains du futur site dit "des Landes" à Loire Authion sont majoritairement propriétaires de leur habitation, ces maisons sont le le fruit de toute une vie de travail et d'économies. Une prison à proximité immédiate d'une zone pavillonnaire telle que la nôtre donnerait une connotation négative au quartier et dévalorisait systématiquement les propriétés.

2.4.2 – UN PLUi AVEC DE FORTES CONTRAINTES

À la lecture du PLUi, le site comporte de nombreuses contraintes. Nous relevons notamment sur le PLUi d'ALM du site des Landes à Loire-Authion :

- ✔ Des zones non constructibles et minières (le site étant un ancien site de mines de fer),
- ✔ Un bois classé à l'est de la parcelle,
- ✔ Un bâtiment classé ABF situé dans un périmètre de moins de 500m,
- ✔ Une implantation située dans le périmètre du Parc Naturel Régional Anjou Touraine,
- ✔ Une implantation située dans le périmètre de l'UNESCO,
- ✔ La présence d'un corridor écologique à proximité immédiate,
- ✔ La présence d'une conduite de gaz.

Nous, riverains ayant pleine connaissance de l'historique des terres, vous signalons que ce site est un site « à forte probabilité de zones humides », et vous communiquons un extrait de l'ancien PLU de LOIRE AUTHION sur lequel figure la localisation des ces zones humides (Document DREAL).



- Limite communale
- Repère géodésique
- Site archéologique
- Axe des grandes infrastructures de transport terrestre
- Emprise de classement sonore des grandes infrastructures de transport terrestre
- Zone de présomption de prescription archéologique
- Zone d'impact de la surface des dégagements de l'hélistation du CHU
- Tranchée couverte de l'A11
- Zone de contraintes techniques de la tranchée couverte (Bande de 600m)
- Secteur d'Information sur les Sols
- Risques autour des installations classées
- Zones humides identifiées par études des collectivités
- Prélocalisation Zones humides de la DREAL
- RAMSAR et ONZH
- SAGE Forte probabilité de zones humides (Loir, Authion)

Paradoxalement, l'étude toute récente menée par un prestataire mandaté par ALM ne mentionne plus cette zone en site humide.

Lors d'épisodes pluvieux, une réelle contrainte d'évacuation des eaux pluviales existe sur l'ensemble de la zone dite des Landes, de la Crémaillère d'Argent et de Calais (**appelé autrefois Basses Landes !**). Il ne faut pas sous-estimer dans votre analyse de risque ce paramètre primordial.

De plus, l'arrivée récente et massive des maraîchers nantais au pourtour du site des Landes contribue fortement à la mauvaise gestion du rejet des eaux pluviales sur ce terrain sans déclivité (apport moyen de 30 tonnes de sable à l'hectare et par an, obstruant les évacuations).

La nappe phréatique est située à quelques centimètres sous le terrain naturel et l'absence de pente sur l'ensemble des terrains environnants ne permet pas une évacuation fluide des eaux pluviales.

Ci-dessous 2 photos vous présentant la Rue de Calais inondée et une 3ème photo d'un terrassement pour une piscine juste après ouverture de la fouille, ces lieux étant localisés à proximité immédiate du site.







Construire une prison ici sur un site aussi humide, sablonneux, argileux en surface s'avère une réelle contrainte technique et financière (pieux tubés…, rabattement de nappes, aléas de coût, aléas sur la durée des travaux d'infrastructure etc..).

Le risque à l'avenir d'inondations du futur site lié au mauvais écoulement des eaux pluviales est réel, le terrain étant situé en point bas sur le lieu dit "des basses landes".

Il est à noter par ailleurs qu' Angers se situe en zone sismique, ce qui engendre des contraintes complémentaires sur la conception du bâtiment **et très impactant sur le coût de l'infrastructure**.

Bétonner le sous-sol de vallée de loire-Authion n'est pas écologique, contraire aux valeurs environnementales sur la réduction de l'empreinte carbone, ainsi qu'aux valeurs défendues par nos élus.

Dans le cadre de la maîtrise des dépenses publiques de l'Etat, ces paramètres géotechniques et hydrauliques doivent être appréhendés en comparaison à des sites non contraints sur ces aspects. Ces impacts peuvent se mesurer en millions d'euros compte tenu des surfaces d'emprise au sol de ce projet d'établissement.

Nous relevons sur une prison neuve les problèmes engendrés par une inondation (Prison de SARAN en 2016, les détenus évacués n'ont pu réintégrer les lieux que 2 ans plus tard…) bien qu'en théorie les études hydrologiques avaient été réalisées. Ici, sur le site dit "des landes", l'eau est bien présente en surface du terrain naturel.

A noter que cette problématique technique d'évacuation des eaux pluviales est rencontrée actuellement sur une construction toute proche et en cours, d'une surface beaucoup moins étendue.

C'est l'une des images fortes des inondations qui ont touché le Loiret: l'évacuation des détenus du centre pénitentiaire d'Orléans-Saran. Au total, 398 prisonniers ont été extraits par des forces spéciales de leur cellule pour être dispatchés dans 23 établissements en France.



Une évacuation de la prison sous haute surveillance © Radio France - Christophe Dupuy

L'évacuation de la maison d'arrêt de Saran a marqué les esprits. Les images étaient impressionnantes. **398 prisonniers ont été extraits par des forces spéciales de leur cellule.** Le transfert s'est passé sous haute surveillance. **Les détenus ont été répartis dans 23 établissements** de Rennes à Bordeaux en passant par la banlieue parisienne. Malgré

Les 3C de la Crémaillère ont étudié un autre terrain, celui de la SAFER situé à Verrières en Anjou, au lieu-dit du Gué Moré. Ce terrain est d'une superficie de 35 hectares, soit 2 fois la surface nécessaire à la création de ce projet.

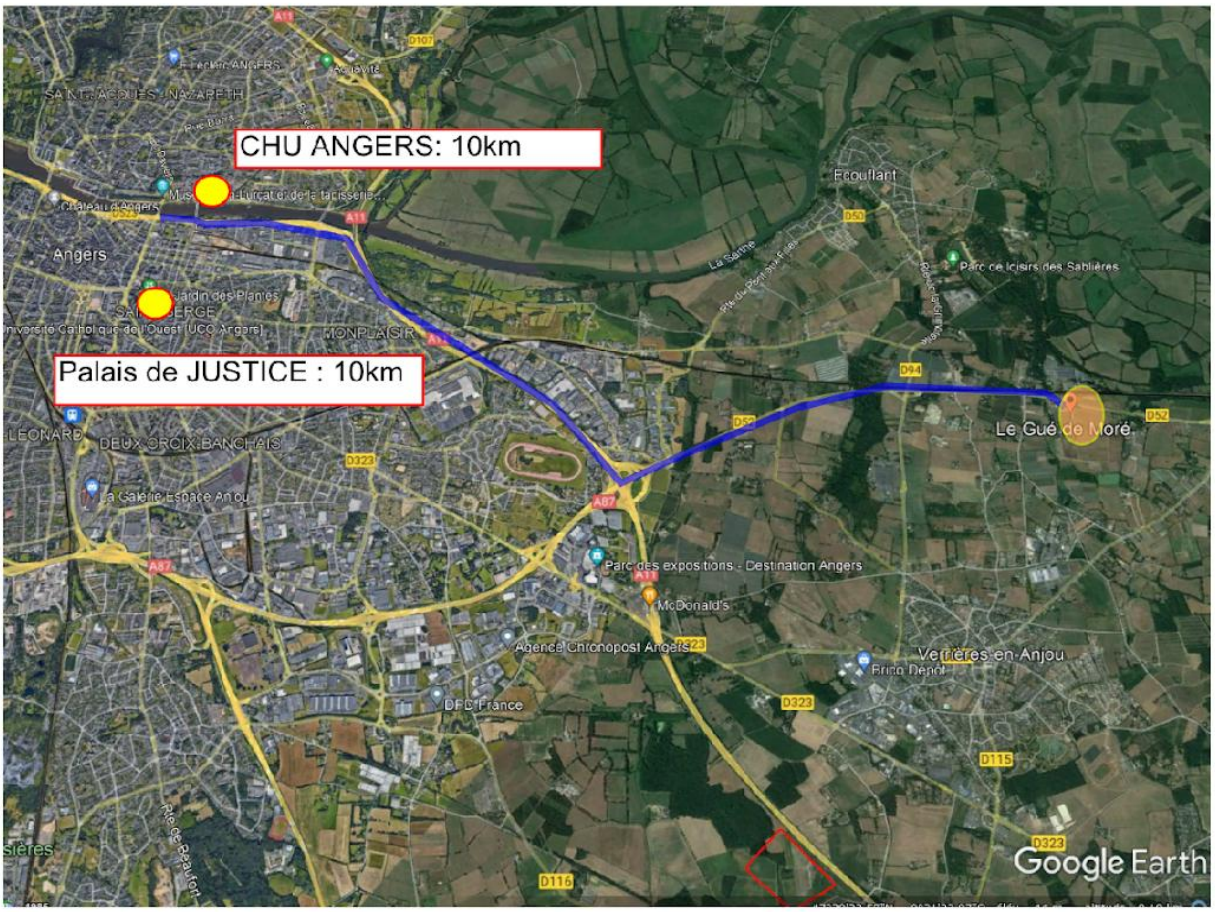
Ci-dessous photo aérienne de ce terrain :



Sur le tableau ci-dessous, nous exposons un comparatif qui montre les avantages et inconvénients de chaque site. Ce comparatif a été réalisé par l'association des 3C de la Crémaillère de façon objective d'après les documents réglementaires du PLUi.

ANALYSE COMPARATIVE DE DEUX SITES D'IMPLANTATION DU CENTRE PENITENTIAIRE d'ANGERS			
LISTING NON EXHAUSTIF DES CONTRAINTES IDENTIFIEES		*St Sylvain (Gué Moré)*	*Loire authion (Les Landes)*
Contraintes de Fonctionnement générales			
- Distance p/r CHU	Trajet sur Mappy	9 Km	15 Km
	Délai sur Mappy	11mn	15mn
- Distance p/r Tribunal	Trajet sur Mappy	12km	11km
	Délai sur Mappy	15mn	14mn
- Terrain sans déclivité		OUI	OUI
- Terrain sans survol aérien		OUI	OUI
- Création d'une nouvelle Gendarmerie		Acté (Déc. 2021)	Non acté
Contraintes liées au PLUi			
- Classement terrain au PLUi		Zone A	Zone A
- Contraintes environnementales			
- Trame verte et bleu		NON	OUI
- Corridor écologique à proximité		NON	OUI
- Périmètre PNR Anjou Touraine		NON	OUI
- Périmètre UNESCO		NON	OUI
- Etude pédologiques en cours (zones humides..suivant PLUi.)		à vérifier nécessité	Probable, en cours analyse
- Diag Faune Flore (étdendue du périmètre d'étude)		A établir	En cours (4 saisons)
- Terrain sur zone PPRI		NON	NON
- Espècés protégées identifiées		à vérifier si connues ou pas	OUI
- Bois classé à proximité immédiate du site		NON	OUI
- Contraintes Constructives listées au PLUi			
- Zones identifiée au PLUi soumise à effondrement		NON	OUI
- Zone identifiée au PLUi avec secteur non aedificandi		NON	OUI
- Bâtiment classé ABF dans le périmètre proche (moins de 500m)		NON	OUI
- Terrain avec anciennes exploitations minières (cavités - risques entropiques)		NON	OUI
- Transport de Gaz identifié au PLUi à proximité du site		NON	OUI
- Contraintes annexes liées au site			
- Accès au Centre Pénitentiaire direct depuis la Voie Départementale		OUI	NON
- Terrain propriété		SAFER	Privé
- Coût du terrain		à exposer	à exposer
- Terrain non cultivé depuis plusieurs années		OUI	OUI
- Zone avec habitat "dense" à proximité, quartier pavillonnaire moins de 500m		NON	OUI
- Implantation du Centre Pénitentiaire avec vent dominant en direcetion de l'habitat (voir rose des vents d'ANGERS)		-	OUI
- Présence de la nappe phréatique très proche du TN ayant pour impact		à vérifier	OUI
	. Surcoût fondations conséquent		OUI
	. Impact sur le bilan carbone de la construction		OUI
	. Risques aléas forts sur l'infrastructure (coût et délai)		OUI

Desserte du site du Gué Moré :



Selon nos sources, le terrain de Verrières-en-Anjou présente également un sol dit non humide, pierreux et donc **sans contraintes au niveau du sous sol, au niveau des fondations.**

Par ailleurs, cet ancien site d'exploitation agricole (verger) est en vente depuis plus de 4 ans et non cultivé.

Ce site de 35 hectares a été fortement exposé à des traitements pesticides et sera sans doute difficilement exploitable en parcelle bio, comme souhaité par le projet TerraLab porté par la chambre d'agriculture et l'agglomération.

En complément du Centre Pénitentiaire sur cette parcelle de 35 hectares, il pourrait être imaginé une activité économique parallèle qui contribuerait à une réinsertion professionnelle pour les détenus (idée novatrice).

2.4.3 – UN SITE AVEC UNE BIODIVERSITÉ À RESPECTER

Le site des Landes à LOIRE AUTHION est situé, d'une part, dans l'emprise du Parc régional Loire Anjou Touraine et borde, d'autre part, la trame verte d' ALM, définie dans le PLUI ALM (sept.2021).

Le nouveau PLUI d'ALM, intégré dans le projet d'aménagement et de développement durables (PADD), prévoit notamment un coup de frein sur la consommation foncière, en la limitant à moins de 73 hectares par an à l'horizon 2027 (elle était de 93 hectares consommés par an de 2005 à 2018).

Un coefficient de pleine terre sera instauré pour favoriser l'infiltration des eaux pluviales et la biodiversité.

Le nouveau PLUi d'ALM prévoit également de réduire de 54 à 18,84 hectares les zones humides impactées par les zones à urbaniser.

Le projet de centre pénitentiaire représente donc déjà plus de ¼, 27,4% de l'urbanisation des objectifs fixés du PLUI.

D'autre part, la trame verte y est définie et délimitée.

La trame verte est constituée de noyaux remarquables et complémentaires de biodiversité reliés entre eux par des corridors écologiques.

Les bois de Verrières et de la Bodinière constituent un noyau d'intérêt complémentaire de biodiversité, inclus dans le corridor écologique à l'Est d'Angers (NC32 – bois de Verrières et de la Bodinière) sur le PLUi Angers Loire Métropole.

Le dossier d'élaboration de la trame verte et bleue (LPO 2011 – NC32-bois de Verrières et la Bodinières , pages 113-116.) notifie que :

- Ces bois de Verrières, de par leur taille conséquente et la diversité des essences présentes, accueillent une faune forestière diversifiée : Pic épeiche, Grimpereau des jardins, Pouillot véloce… Plusieurs oiseaux forestiers remarquables ont pu être recensés, principalement dans le bois de Verrières. Il s'agit notamment de la Bondrée apivore et du Pic noir qui pourraient nicher sur ce site.

- Ces milieux constituent par ailleurs une zone de refuge pour les mammifères terrestres (Chevreuil d'Europe, Renard roux, Ecureuil roux…).

  Ces bois, ainsi que leurs lisières, sont très probablement exploités par des populations de chauves-souris en quête d'alimentation (Barbastelle, Oreillard roux notamment).

- La diversité des haies recensées à l'est des bois est favorable à la biodiversité.

  Les haies arborées sont exploitées par des espèces de lisières forestières et les haies broussailleuses par des espèces plus bocagères.

- La nature assez pauvre du sol et le peu d'amendement induit la présence d'un cortège d'insectes potentiellement intéressant.

  Les secteurs de prairies à haies basses accueillent un cortège de passereaux liés à ces milieux de bocages secs : Tourterelle des bois, Bruant jaune, Fauvette grisette... La Pie-grièche écorcheur, espèce inscrite à l'annexe I de la Directive européenne oiseau, niche sur ce site.

- Les prairies situées à l'est des bois disposent d'un bon état de conservation.

  En revanche, une partie des prairies situées entre les boisements ne semble plus exploitée et tend à s'embroussailler.

  Le maintien de haies basses broussailleuses permet la présence de passereaux à valeur patrimoniale sur ce secteur prairial dont la Pie grièche écorcheur.

Une rupture de ce corridor écologique mis en place dans le cadre de la constitution de la trame verte irait à l'encontre de la volonté d'ALM de préserver et d'améliorer sa biodiversité.

La replantation des bois en compensation sur d'autres lieux ne compenserait pas la perte de ce corridor écologique puisqu'il fait le lien (zone de passage, zone de transition) entre différents noyaux de biodiversité ; C'est le principe même de la trame verte.

Le site des Landes est également dans la zone tampon élargie du périmètre relatif au classement de la Loire au patrimoine mondial de l'UNESCO,

Pour mémoire, ce site comporte :

- Un étang
- Des haies, signe de zones humides
- De nombreux fossés plus ou moins profonds
- Des prairies gorgées d'eau
- Des zones en friche
- Un bois classé : bois de Verrières
- Des terres agricoles
- Des mines de fer avec galeries souterraines.

Nous joignons les documents ci-après :

- un dossier dans lequel est listé un certain nombre d'animaux et d'oiseaux présents en nombre sur le terrain des Landes (***annexe 2*****).**
- un rapport établi en 2017 par la LPO pour le site de la Ferme de la Saint-Marthe (***annexe 3***).
- Un autre rapport également très complet émis par le Parc Naturel Régional Loire-Anjou-Touraine relatif à la trame verte et bleue - CHARTE 2023-2038 - est joint au présent rapport (***annexe 4***).

Nous joignons également le rapport final de la cartographie des aléas mouvement de terrain (***annexe 5***) et copie de la directive 2009/147/CE du Parlement Européen concernant la conservation des oiseaux sauvages (***annexe 6***).

Concernant l'étude "4 saisons" malgré une demande faite sur le site de la CNDP nous n'avons pas eu de réponse sur le périmètre de cette étude et la justification de celui-ci. Lors des rendez-vous d'information en Mairie l'APIJ nous ayant confirmé que le périmètre d'étude serait étendu au-delà bien évidemment du périmètre foncier de la parcelle, l'impact sur la faune et la flore de cet établissement ne s'arrêtant pas à la frontière physique de la parcelle…

3- LES DEMANDES FAITES PAR L'ASSOCIATION DES 3C DE LA

CRÉMAILLÈRE LORS DE LA PHASE CONCERTATION

3.1 – PRÉAMBULE

Vous l'aurez compris, nous sommes défavorables au projet d'implantation du Centre Pénitentiaire sur le site des Landes à Loire-Authion pour l'ensemble des raisons précédemment évoquées.

Dans le cadre de la contribution à la concertation, « les 3C de la Crémaillère » exposent ci-dessous leurs remarques, à ce stade en fonction des données dont ils disposent.

3.2 – L'ACCÈS AU SITE

Une des interrogations et préoccupations principales des 3C de la Crémaillère est l'accès au futur site.

Lors de la 1ère réunion d'information en mairie, un accès à proximité du rond-point de la Crémaillère d'Argent sur la voie privative de Mr Levavasseur a été projeté aux riverains.

Cet accès serait impossible à accepter pour l'association des 3C de la Crémaillère et la persistance de l'administration serait perçue comme un réel passage en force ce qui est inconcevable.

Lors de notre rencontre le 3 Mars 2022 dans les bureaux d'ALM en présence de Mrs VERCHERE, PITON et TROUILLARD, il a été reconnu que cette entrée n'était pas appropriée.

Notre opposition nous amène à présenter des alternatives constructives.

Pour minimiser l'impact et les nuisances sonores pour les riverains, l'accès serait à effectuer **à l'opposé de l'habitat**, c'est une évidence et un état de fait.

Par ailleurs, dans le cadre des études de trafic à mener, il convient aussi de prendre en compte par l'APIJ, le Département et ALM, l'ensemble des aménagements **en cours et à venir** sur le territoire de Brain sur l'Authion mais aussi à l'est du territoire de Brain-sur-l'Authion (Corné, Mazé, Beaufort….).

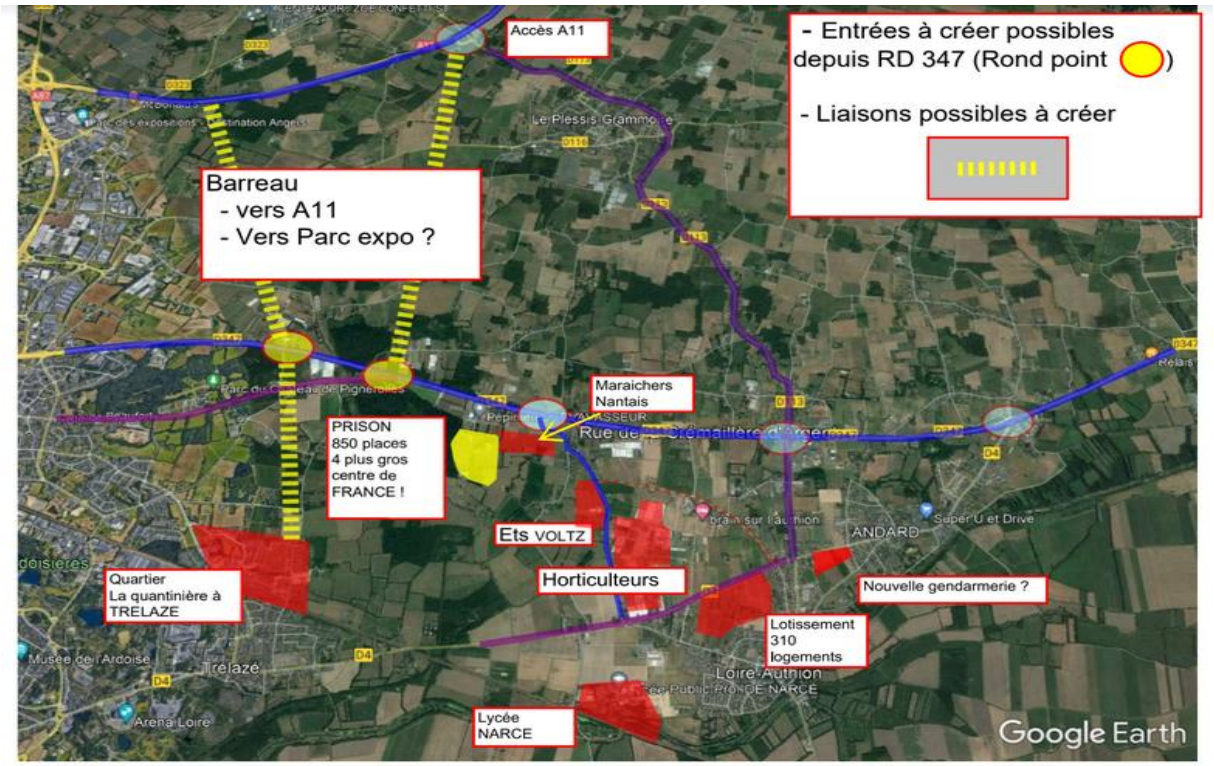
En ce qui concerne le trafic sur la Route de la Chesnaie, route directement liée aux « 3C de la Crémaillère » il convient d'intégrer dans vos études les nouveaux paramètres suite aux faits

nouveaux à proximité de ce site qui vont déjà impacter fortement cette voie rappelons le, **voie routière non conçue pour le trafic qu'elle subit déjà :**

- La création d'un nouveau lotissement à Brain sur l'Authion de 310 pavillons soit près de 1000 habitants (à l'ouest de Brain-sur-l'Authion) : les futurs habitants emprunteront la route de la Chesnaie pour se diriger sur Angers, principal bassin d'emploi.

- L'extension en cours de travaux et engagée depuis plusieurs années du Lycée professionnel de Narcé à 1100 élèves, avec le passage des élèves conducteurs sur la route de la Chesnaie à des vitesses déjà peu règlementaires et dangereuses…

- Le développement engagé et à venir des Maraîchers Nantais et l'arrivée d'un nouvel établissement Graines Voltz sur cette voie, ce qui laisse envisager une recrudescence du passage d'engins agricoles et de véhicules poids lourds. A noter par ailleurs la présence sur cet axe d'entreprises horticoles de longue date.



Lors de notre RDV du 3 mars 2022 dans les bureaux d'ALM, en présence de Mrs PITON et TROUILLARD représentant le Département et plus particulièrement des aménagements routiers, il nous a été confirmé que l'aménagement de la RD 347 est **la priorité actuelle** et que les aménagements seront réalisés **avec ou sans prison**.

Les 3C de la Crémaillère proposent différents scénarios, qui nécessitent une étude conjointe entre l'APIJ, le Département et ALM. Cette étude pourrait aussi être conjuguée avec celle du « barreau Est d'Angers » afin de mutualiser les problématiques de déplacement situés à l'est d'Angers,

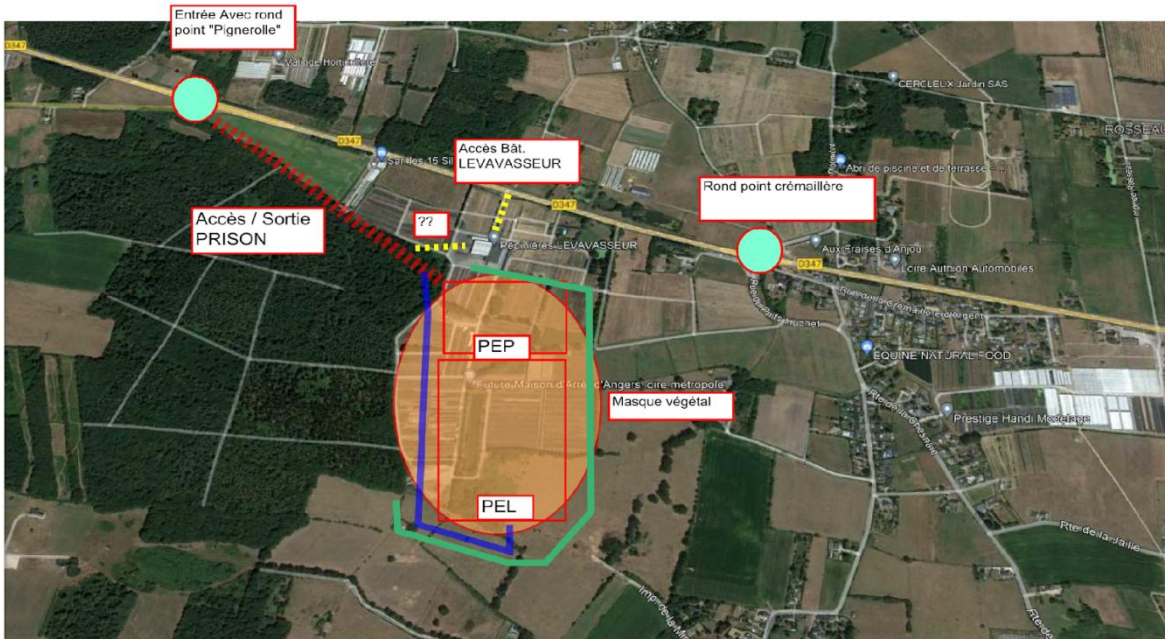
Ci-dessous des propositions d'entrée du futur site et de traitement des déplacements :

→ Proposition 1 : entrée au site à l'embranchement de la Route de Pignerolles sur la RD 347 avec deux possibilités de barreaux, un premier vers la Zone Industrielle de St Barthélémy d'Anjou, un second vers l'embranchement de l'A11 au Plessis-Grammoire.

le tracé **en pointillé rouge** représente l'accès unique au centre pénitentiaire

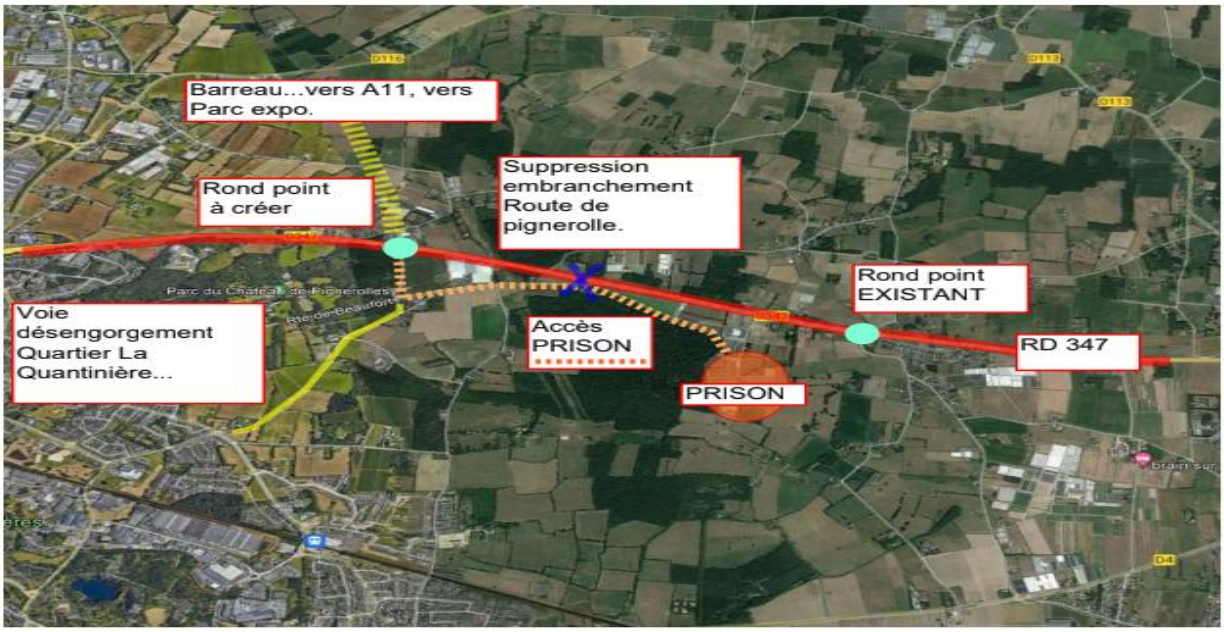
le tracé **bleu** représente la voie logistique contournant le mur d'enceinte

le tracé **vert** représente le masque végétal.



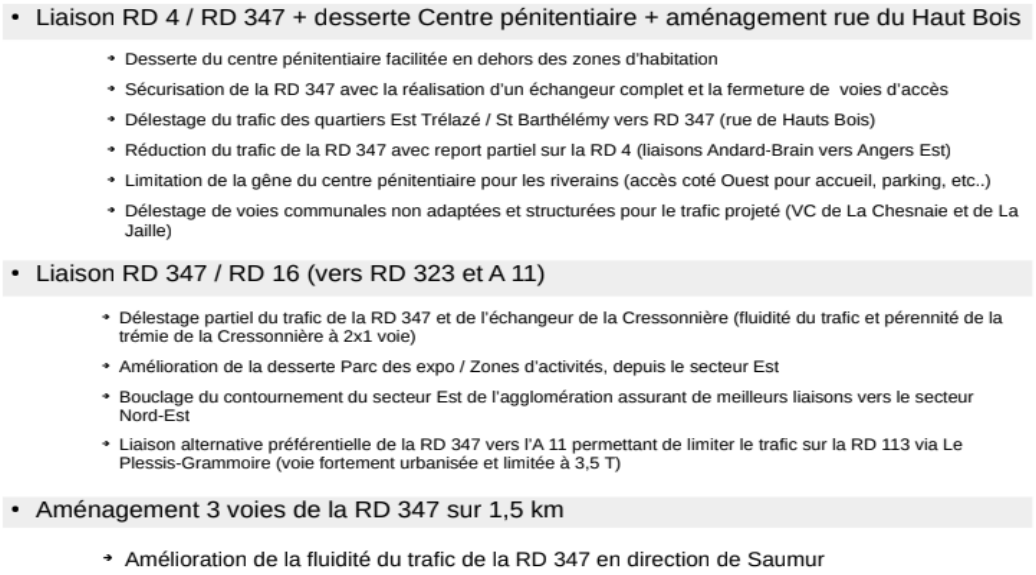
Concernant la desserte du futur centre, la voie dite « logistique – PEL » doit être implantée côté opposé aux habitations, du côté Bois classé de façon à limiter les nuisances sonores pour les riverains, comme stipulé sur le schéma ci-dessus.

→ Proposition 2 : entrée depuis un rond-point à créer situé au centre d'essai des Mines (croisement route des Ambillons et RD 347) avec une voie à aménager, recalibrer vers le futur Centre et un barreau vers la Zone Industrielle de St Barthélémy, Parc des Expositions d'Angers…



→ <u>Proposition 3</u> : entrée à l'est du Bois de Verrières, avec aménagement d'une nouvelle desserte entre la RD4 et la RD 347 permettant de délester la Route de la Chesnaie non calibrée pour recevoir le trafic à venir et avec un barreau reprenant celui de la proposition 1 ou 2. Cette proposition est celle déposée sur le site de la CNDP question n° 53.





3.3 – L'INSERTION DANS LE SITE POUR TRAITER LES NUISANCES VISUELLES

L'insertion d'un tel établissement dans un site à proximité immédiate des riverains doit être traitée et appréhendée de la même façon que celui du bâtiment classé ABF, situé dans le périmètre des 500m.

- **<u>Un écran végétal adapté</u>**

Pour protéger la vue des riverains sur le mur d'enceinte et sur ce bâtiment de plus de 15 m de hauteur (une construction en R+3 + combles), il conviendra de prévoir un écran végétal comme évoqué lors de la réunion participative et des réunions en mairies déléguées.

Les 3C de la Crémaillère demandent à ce que cet écran végétal soit efficace <u>dès la mise en service du bâtiment</u>.

Pour cela, nous demandons qu'il soit prévu :

La réalisation d'un merlon de l'ordre de 2 à 3 m associés à des arbres à hautes tiges implantés au pied du merlon côté mur d'enceinte.

Cet écran végétal sera à prévoir dès l'acquisition du terrain via un appel d'offres. Il s'agira d'anticiper sa réalisation indépendamment du reste de la construction.

Le traitement du merlon doit aussi être pensé côté riverains. Il faut également le végétaliser avec des plantes grasses ou autres de type couvre sol pour ne pas avoir un visuel de bâches, bâches déjà fortement présentes dans notre environnement avec les maraîchers nantais !

Un écran en sapins de type **Cyprès de Leyland (**Cupressocyparis leylandii) reste une solution à privilégier puisque c'est une plante de haie à croissance rapide qui peut **pousser** 70/80 cm par an.

Le Leylandii est un conifère très approprié pour former une haie haute et dense et sa taille adulte est d'environ 15 mètres.

Ce conifère s'épanouit aussi bien à mi-ombre qu'au soleil et il résiste bien à la pluie et au vent.

Pour le sol, le **cyprès de Leyland** n'est pas difficile.

De plus, pour cet arbre à croissance rapide, la **terre** doit être riche en nutriments, fraîche et humide.

Lorsqu'on le laisse pousser librement, le **cyprès de Leyland** s'étire tout le long d'un tronc dont la cime peut atteindre 20 à 30 mètres de haut, ses nombreux rameaux plats et souples sur 6 à 10 mètres de large.

Nous retrouvons d'ailleurs ce type d'arbres sur des voies proches, par exemple le long de la RD 347 et de la Route de Chesnaie, et pensons également qu'ils pourraient mieux contribuer aux traitements des nuisances sonores en provenance de l'établissement.

Les plantations devront avoir un âge suffisant pour que l'écran végétal puisse être efficace dès la mise en service de l'établissement.

L'APIJ nous a assuré d'un suivi très strict des végétaux du site par un BET écologue avec un passage noté comme suit à partir de la première année de plantation : N+1, N+2, N+4 puis tous les 5 ans sur une période totale de 30 ans : nous en prenons bonne note.

- **<u>Un mur d'enceinte architectonique</u>**

L'aspect visuel du mur d'enceinte côté riverains doit aussi être appréhendé dans son aspect. Sans doute préfabriqué, ce type d'ouvrage peut très facilement être matricé en usine sans surcoût important, la matrice étant répétitive sans ouverture dans la paroi.

Un aspect végétal de la matrice (bambou) permettrait une meilleure intégration dans le site.

- **<u>Les miradors</u>**

Le traitement visuel des miradors fortement impactant dans l'insertion paysagère du site reste une grande inconnue pour les 3C de la Crémaillère n'ayant eu aucune donnée sur ces ouvrages. Leur insertion doit être pensée et appréhendée au mieux.

  - Quels sont les aménagements possibles ?
  - Comment ces miradors vont-ils s'intégrer dans le paysage ?

3.4 – LE TRAITEMENT DES NUISANCES SONORES

Autre point très sensible lié à la création de ce type d'établissement : la gestion des nuisances sonores émises par le centre pénitentiaire. Elles doivent être prises en compte dès la conception du site pour limiter les impacts directs auprès des riverains.

Nous rappelons que le site dit des Landes à l'étude est implanté à l'ouest de l'habitat et **expose pleinement les riverains** aux vents dominants suivant la rose des vents d'Angers.

La morphologie des bâtiments doit être pensée en fonction des émissions sonores émises par l'établissement. Des simulations acoustiques devront permettre de déterminer les moyens à mettre en œuvre par le maître d'ouvrage pour permettre d'atténuer fortement, voire de supprimer les émissions sonores perçues par les riverains et ce en respectant la réglementation.

De même, l'orientation des cellules des détenus ne devra pas avoir d'ouverture vers les riverains de façon à limiter les éventuels bruits émis en provenance des cellules (cris, radio etc…).

Le positionnement de l'accès logistique doit lui aussi faire l'objet d'attention afin de limiter son impact sonore sur le voisinage. Dans nos scénarios d'implantation de la voie principale d'accès au Centre, nous imaginons cette voie côté opposé des riverains, côté Bois (cf plan ci-avant).

3.5 – L'AMÉNAGEMENT DU PLUi et du SCOT

Bien que repris dans le titre de la concertation, la mise en compatibilité du PLUi et du SCOT sur le site des Landes à Loire-Authion n'a pas fait l'objet de débats, faute de renseignements remis par l'APIJ et ALM concernant les modifications envisagées.

A ce jour, les articles et modifications des documents n'ont pas été présentés.

L'association Les 3C de la Crémaillère demande à être informée de façon transparente des projets de modification de mise en compatibilité des documents.

Pour l'association Les 3C de la Crémaillère, les évolutions envisagées devront se limiter au strict nécessaire lié à la construction. En aucun cas, ces modifications ne devront rendre des zones non constructibles en zones constructibles au-delà du périmètre foncier du Centre Pénitentiaire.

Les constructions nouvelles de pavillons doivent rester sur les zones définies actuellement au PLUI et au SCOT et ne pas s'étendre sur des terres agricoles, en zones excentrées des bourgs.

Il n'est nullement souhaitable que certains propriétaires terriens profitent de cette occasion et usent de leur influence pour permettre une transformation de leurs terres agricoles en zones constructibles.

La dévalorisation des biens immobiliers liés à la proximité du Centre Pénitentiaire ne doit pas être transformée en contrepartie pour certains propriétaires par une opportunité de vente de terrain devenus constructibles.

<u>Une égalité de traitement doit être de rigueur pour l'ensemble des riverains.</u>

3.6 – LA PERTE IMMOBILIÈRE

Concernant l'immobilier et principalement la valeur des logements dans le périmètre proche de la prison, la question d'une décote se pose : la proximité d'une prison a-t-elle un impact sur le prix ?

Selon les recherches menées ainsi que les échanges avec différents acteurs de l'immobilier angevin et d'autres proches de prisons françaises, il est **constaté et avéré** une perte de l'ordre de **20 à 30 %** de l'immobilier d'habitation. Et tout particulièrement pour les maisons avec vue directe sur la prison.

L'entrée principale, comme on a pu nous la présenter, orientée face à la crémaillère n'étant donc pas envisageable pour les habitants.

Si l'on pose des chiffres, cela veut dire qu'une maison traditionnelle d'une valeur actuelle de 300 000 € ne vaudra demain plus que 200 000 €.

Sachant que pour beaucoup l'achat d'une maison est l'achat de toute une vie, la question se pose :

Comment compenser cette perte pour les riverains?? La formule Eviter / Réduire / Compenser s'applique t-elle ici ?

Mme GRENON représentante de la Préfecture lors de la réunion en mairie déléguée le 26 Janvier 2022 a répondu à une question en expliquant que « Eviter / réduire / compenser » ne s'appliquait pas uniquement à la biodiversité mais aussi aux riverains.

Sont joints à ce présent rapport :

- Extrait de l'estimation d'une de nos maisons réalisée par un Office Notarial le 19 Janvier 2022 (***annexe 7***)

- Article de presse paru dans le Figaro (***annexe 8***).

3.7 – LE TRAITEMENT DES NUISANCES LORS DE LA PHASE CHANTIER

Une autre nuisance évoquée par les 3C de la Crémaillère est la nuisance apportée lors de la phase de chantier.

Cette construction d'un montant annoncé de 130 millions d'euros de travaux n'a pas d'équivalence sur le territoire d'Angers. Il s'agit d'une construction gigantesque qui doit se réaliser sur un délai d'environ 30 mois.

Il convient, là aussi, d'anticiper les nuisances pour les riverains liées à cette construction en amont de la phase travaux via une charte de chantier à faibles nuisances.

Bien que ces chartes existent sur de nombreuses opérations et signées des entrepreneurs, elles ont généralement bien des difficultés à être respectées.

L'association des 3C de la Crémaillère souhaite être associée dans l'élaboration de cette charte sur la partie « traitement du voisinage ».

3.8 – LE TRAITEMENT DES NUISANCES APRÈS LA MISE EN SERVICE

Aujourd'hui, quel que soit le site retenu, la difficulté est d'appréhender au mieux l'ensemble des nuisances émises par ce futur établissement par rapport aux riverains.

Il a été demandé, lors de la réunion participante en présence de l'APIJ et d'élus, qu'une somme soit provisionnée par le constructeur afin de permettre d'apporter des corrections ultérieures à la mise en service de l'établissement .

La somme pourrait correspondre au 1 % du montant des travaux.

Cette demande est une attente forte des riverains car elle pourra leur assurer que le Ministère de la Justice et ALM feront le nécessaire pour préserver leur quiétude et leur cadre de vie.

Ne pas donner suite à cette demande pourrait signifier que les riverains ne sont pas écoutés, ni pris en considération

3.9 – LA CRÉATION D'UNE VOIE DOUCE

Rejoindre Angers et/ou permettre à nos enfants de rejoindre le collège de proximité de la Venaiserie en vélo et en toute sécurité depuis Brain-sur-l'Authion est aujourd'hui très compliqué. Le trafic et la dangerosité de la RD 347 empêchent tout projet de ce type.

Pourtant, on peut imaginer se dessiner entre Brain-sur-l'Authion, le collège de la Venaiserie et la Piscine de St Barthélémy un chemin assez simple via la route de Pignerolle.

Dans le cadre de la réflexion globale d'aménagement de la mobilité sur Loire-Authion, la création d'une voie douce vers St Barthélémy et donc Angers semble une réelle opportunité. Nous sollicitons ALM afin qu'une étude de faisabilité soit menée en parallèle des aménagements routiers indispensables.

3.10 – LE RACCORDEMENT AU RÉSEAU D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF OU SEMI-COLLECTIF

Le quartier de la Crémaillère n'est pas relié aujourd'hui au réseau collectif bien que des demandes préalables ont été effectuées dans ce sens par le passé sans aboutir.

NOS INTERROGATIONS :

Quel type d'assainissement sera choisi (autonome : filtre roseaux / lagunage, relevage successif vers station existante ?)

Dimensionnement : autonome dédié à l'établissement pénitentiaire ou un système évolutif pour l'habitat proche : Avalou, Calais, Route de la Chesnaie et La Crémaillère d'Argent.

Qui supportera le budget de cette partie du projet tant dans sa mise en œuvre que dans son fonctionnement ? ALM , Loire-Authion, projet public ou projet privé ?

NOS DEMANDES :

Rendre la possibilité à nos quartiers d'Avalou, Calais, route de La Chesnaie et de La Crémaillère d'Argent de se raccorder au réseau d'assainissement collectif lié au projet d'implantation de centre pénitentiaire des Landes,

Permettre au système d'assainissement "choisi" pour le centre pénitentiaire de recevoir ces quartiers en terme d'équivalent habitant (EH),

Laisser le choix (enquête préalable des quartiers) de se raccorder ou non : dimensionner, malgré tout, le système en fonction du nombre d'EH existant,

Rendre la taxe de raccordement fixée par la collectivité, **gratuite** pour ceux qui ont la volonté de se raccorder (4 quartiers) : reste à charge la partie privative des riverains jusqu'au raccordement,

Rendre la **partie fixe** de la redevance assainissement **gratuite** pour les raccordements des 4 quartiers et ne prendre en compte que la partie variable fixée sur notre consommation d'eau,

S'assurer de "0" nuisances olfactives.

3.11 – LE 1% ARTISTIQUE

Comme toute construction publique, il est possible de recourir au 1% artistique, représentant 1% de la somme des travaux. L'association des 3C souhaite être partie prenante de la thématique et du lieu de l'œuvre à retenir.

3.12 – PARTICIPATION DE L'ASSOCIATION DANS LA SUITE DE L'OPÉRATION

La concertation arrivant à sa fin, il convient de définir avec le garant et les différents intervenants de ce projet :

- Comment l'association des 3C de la Crémaillère sera-t-elle tenue informée ?

- L'association souhaite participer aux différents débats liés à la création de ce projet si celui-ci devait se réaliser sur le site des Landes à Brain-sur-l'Authion bien que nous soyons opposés au site proposé à l'étude.

- l'association souhaite être concertée durant la phase programmation avant la finalisation du programme sur les aménagements extérieurs situés à l'extérieur du mur d'enceinte. Dans quelle mesure l'association pourra participer au programme ?

4 – AUTRES INTERROGATIONS DEMANDANT UNE RÉPONSE

- Confirmez-vous que l'établissement pénitentiaire n'est pas conçu pour recevoir un fonctionnement en semi-liberté ?

- Confirmez-vous que l'établissement pénitentiaire n'est pas conçu pour recevoir des détenus à fort risques en provenance de maison centrales ?

- Concernant les parloirs et en fonction des quartiers/peines :

    - A combien de parloirs ont droit les détenus/semaine ?
    - Quels seront les horaires des parloirs ?
    - Y a-t-il des parloirs le week-end ?

5 - CONCLUSION

A ce jour le site unique présenté par l'APIJ à l'étude n'est pas recevable pour cet établissement de 850 détenus compte tenu des points listés dans ce rapport.

Nous constatons que les centres construits récemment par le Ministère de la justice sont situés à l'écart des habitations.

La proximité des 150 foyers de riverains ne peut être balayée d'un revers de main. Rappelons qu'il s'agit d'un projet de 850 détenus, soit une des cinq plus importantes PRISONS de France.

Des études avec des terrains alternatifs doivent être proposés et étudiés de façon approfondie (notamment le site du Gué Moré situé à VERRIÈRES EN ANJOU comme l'écrit Mr BÉCHU dans sa réponse à notre lettre en date du 28 Février 2022 - ***Annexe 9***).

Ces études de sites doivent mettre en avant les avantages et inconvénients de chacun d'eux pour permettre par la suite de statuer sur le choix définitif du lieu, avec prise en compte de l'impact global du coût construction lié au choix du site et par conséquent de son infrastructure lié à la nature du sol : les dépenses publiques devant être maîtrisées.

Nous tenons également à remercier le garant de la concertation Mr QUENTIN d'avoir favorisé une rencontre avec les élus d'ALM, du Département et de Loire Authion.

Enfin, nous joignons la pétition relative au refus de l'implantation de ce centre sur le site des Landes à BRAIN SUR L'AUTHION, pétition regroupant aujourd'hui plus de 1 000 signatures. (***annexe 10***).

DOCUMENTS figurant en annexes :

1 - Lettre recommandée avec accusé de réception du 14 Février 2022 des 3C de la Crémaillère,

2 - Dossier sur la biodiversité,

3 - Rapport LPO établi en 2017 pour le site de la Ferme de la Saint-Marthe,

4 - Rapport du Parc Naturel Régional Loire-Anjou-Touraine Trame verte et bleue,

5 - Rapport final de la cartographie des aléas mouvement de terrain,

6 - Directive 2009/147/CE du Parlement Européen concernant la conservation des oiseaux sauvages,

7 - Extrait de l'estimation d'une de nos maisons réalisée par un Office Notarial le 19 Janvier 2022,

8 - Article de presse paru dans le Figaro,

9 - Lettre de Mr BÉCHU du 28 Février 2022

10 - Pétitions

Observation n°171

Déposée le 14 Mars 2022 à 10:30
Par ASSOCIATION LES 3 C

Observation:
ENVOI N° 2

Bonjour,
Ci-joint la contribution de l'association les 3C de la crémaillère.
Comme évoqué par le garant de la concertation Mr QUENTIN, nous attendons des réponses à chacune de nos observations, réponses à fournir par chacun des acteurs concernés par le projet de cet établissement (Ministère de la Justice, l'APIJ, ANGERS LOIRE METROPOLE, La préfecture, Le département, La commune de Loire Authion, Gendarmerie...).
Les réponses doivent être concertées par ces acteurs en amont de façon à être complémentaires.
Merci.

3 documents joints.



Compte rendu
Refuge LPO

LPO
AGIR pour la BIODIVERSITÉ

Ferme de SAINTE MARTHE
DEPUIS 1974
GRAINETIER BIO

État des lieux, diagnostic et plan d'action

Refuge LPO
La Ferme de Sainte Marthe

État des lieux, diagnostic et plan d'action pour la protection des oiseaux en Anjou, dans le cadre du partenariat entre la Ferme de Sainte Marthe et la Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO).



Le site

La Ferme de Sainte-Marthe se situe à l'est d'Angers à Brain-sur-Authion commune déléguée de Loire-Authion. Le refuge est installé sur le terrain de production, d'une superficie totale de 10,3 ha.

Le site est relativement plat. Depuis 2014, la Ferme de Sainte-Marthe développe sur cette parcelle son projet de pôle semences et graineterie. La majorité du site est couvert de prairies, de cultures, de mares, d'un verger et d'un jardin d'essais. Les haies périphériques ceinturent partiellement le terrain. Les infrastructures (tunnels, stockage matériels, bâtiment…) liées aux activités de la ferme sont implantées au sud.

Structure du site

Après étude de la cartographie, montrent que :

- les installations et zones de production couvrent actuellement 24 % de la surface soit environ 2,5 ha ;
- la surface en prairie est importante avec plus des 2/3 tiers du site dont un verger d'environ 70 arbres et une zone d'éco paturage ovin (8 moutons)
- trois mares dont deux principales dépassent le demi-hectare ;
- un linéaire de haies de 457 ml auquel s'ajoutent les ripisylves[1] autour des mares ;
- cinq ruches permanentes et un mur à insectes.







Observations naturalistes

En 2017, une étude basée sur des observations et inventaires portant sur la flore, l'avifaune, les amphibiens et reptiles, les mammifères, ainsi que quelques groupes d'insectes en particulier (lépidoptères, odonates, orthoptères) a été menée par des spécialistes de LPO sur le site de la Ferme. Les observations des douze contributeurs Faune-Anjou[2] ont ainsi révélé une belle diversité.



La flore

126 espèces de plantes, toutes communes, ont été dénombrées, dont trois plantes patrimoniales (*Valluna vulgaris Hull, Euphorbia cypariassias L., Himantoglossum hircinum*) et une espèce inscrite sur la liste rouge[3] Armoricaine (*Orchis bouc Himantoglossum hircinum*).

La plus grande diversité de plantes se concentre dans la partie sud du site **au niveau des mares** *(Phragmites australis, Typha latifolia, Juncus effusus, Lythrum salicaria, Mentha aquatica, Potamogeton crispus, Carex riparia, Carex hirta…)* et de la prairie le long de la route départementale (*Himantoglossum hircinum, Calluna vulgaris, Euphorbia cyparissias…).*


Lythrum salicaria


Phragmites australis


Typha Latifolia


Himantoglossum hircinum


Carex riparia


Chardonnet élégant


Fauvette à tête noire

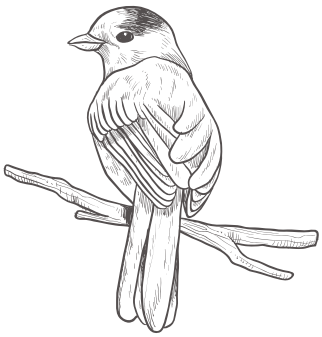

Mésange bleue


Tarier pâtre


Martin Pêcheur d'Europe


Foulque Macroule


Bruant jaune



La faune

Avifaune

(ensemble des espèces d'oiseaux sur un lieu spécifique)

En 2017, la liste des espèces observées sur le site totalise 55 espèces d'oiseaux dont 17 espèces nicheuses. Pour ces dernières, il s'agit d'oiseaux communs.

Les oiseaux nicheurs

Des enseignements se dégagent à propos de ces 17 espèces d'oiseaux nicheurs observés :

Les deux ensembles les plus diversifiés regroupent des **oiseaux forestiers** et des **oiseaux nicheurs des haies**.

Les parties arbustives et buissonnantes les plus importantes comptent une diversité non négligeable de nicheurs comme l'*Accenteur mouchet, le Bruant jaune et zizi, le Chardonneret élégant, la Fauvette à tête noire, la Fauvette grisette, l'Hypolaïs polyglotte, le Pouillot véloce et le Tarier pâtre…*

Les quelques arbres âgés du site accueillent des oiseaux nicheurs plus forestiers : la *Mésange bleue et charbonnière, le Merle noir, le Rougegorge familier, le Pigeon ramier…*

Deux espèces aquatiques nidifient sur les grandes mares : *la Gallinule poule-d'eau et le Foulque macroule.*

D'autres oiseaux aquatiques non nicheurs y viennent également : le *Canard colvert, le Grand Cormoran, le Martin-pêcheur d'Europe, le Héron cendré, le Chevalier guignette et la Bécassine des marais (en hiver).*

L'Alouette des champs est probablement nicheuse dans la zone de prairie la plus ouverte. Et enfin une espèce rupestre nidifie sur le grand bâtiment, il s'agit du *Rougequeue noir.*





Chardonnet élégant



Tarin des Aulnes

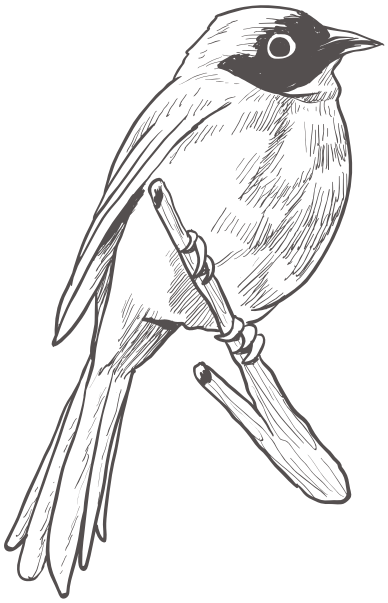


Mésange huppée



Bécassine des Marais

Les oiseaux migrateurs et hivernants



En dehors de la période de nidification (fin d'été jusqu'en hiver), **les oiseaux migrateurs s'arrêtent à l'occasion d'une halte migratoire ou pour hiverner**. En hiver, il est donc possible d'observer en plus des oiseaux locaux des espèces un peu moins communes : *le Tarin des aulnes, la Mésange huppée et la Mésange nonnette, le Bruant des roseaux, la Bécassine des marais.*

Pour résumer, on compte parmi les oiseaux nichants ou de passage **sur le site de la Ferme de Sainte Marthe, 41 espèces patrimoniales, 37 espèces à protection nationale et 3 espèces inscrites sur la liste rouge nationale** *(la Bécassine des Marais, le Bruant des roseaux, et la Tourterelle des bois).*

En France, **parmi les espèces les plus menacées de notre avifaune**, on distingue par exemple *le Macareux moine, la Barge à queue noire, le Gypaète barbu, le Pinson du Nord, le Pragmite aquatique, le Chevalier gambette, l'Outarde canepière, le Vanneau huppé, le Milan royal, ou encore notre Tourterelle des bois...*

Les points d'écoute

La technique des points d'écoute (également appelée indices ponctuels d'abondance, IPA) **permet de suivre d'année en année les peuplements d'oiseaux nicheurs, et de visualiser leur évolution.**

Il sera ainsi possible dans quelques années de mesurer les effets des aménagements du site sur le peuplement des oiseaux.

Deux sessions distinctes de comptage réalisées strictement au mêmes emplacements, permettent de noter l'ensemble des oiseaux observés ou entendus durant 10 minutes à partir d'un point fixe.

Les comptages doivent être effectués par temps calme (les intempéries, le vent et le froid vif doivent être évités), durant la période comprise entre 30 minutes et trois à quatre heures après le lever du jour. Le premier dénombrement, réalisé en début de printemps permet de prendre en compte les espèces sédentaires et les migratrices précoces. Le second réalisé plus tard en saison permet de dénombrer les migrateurs plus tardifs.



Compte rendu des espèces et des habitats

35 espèces d'oiseaux ont été repérées lors des relevés par points d'écoute, pour un total de 63 couples, toutes espèces confondues.

- ***La Fauvette grisette* est l'espèce la plus abondante sur le site**. Elle fréquente les buissons des haies. Viennent ensuite le *Pigeon ramier* nicheur dans les arbres en périphérie du site et l'Hypolaïs polyglotte également nicheuse dans les buissons…
- 46 % des espèces se répartissent dans les haies en périphérie à l'est et au sud du terrain (dit milieu forestier dégradé). **La plupart de ces espèces construisent leur nid dans un couvert herbacé et arbustif dense de la végétation.**
- **31 % nichent en milieu forestier** soit 11 espèces. Ces espèces sont moins nombreuses car il y a moins d'habitat répondant à leurs exigences. Ces 11 espèces ont des exigences écologiques différentes lors de la reproduction (bourrelet de haie pour le R*ougegorge familier* ; strate arbustive pour le *Merle noir* ; branchages du houppier pour le *Pigeon ramier* ; tronc des arbres âgés pour les *pics* ; cavités pour les *mésanges*).
- **11 % en milieu aquatique** soit 4 espèces. Ces oiseaux peu nombreux car très spécialisés, se cantonnent dans les mares. Seul le *Héron cendré* vient uniquement s'alimenter sur les rives des mares. *Foulque macroule, Gallinule poule-d'eau* et *Canard colvert* ont capacité à nidifier sur les rives de ces grandes mares.
- **6 % en milieux rupestres** soit 2 espèces. Le *Martinet noir* survole le site pour chasser des insectes mais ne peut nidifier dans les bâtiments. Le *Rougequeue noir* nidifie sur les bâtiments et habitations proches du périmètre d'étude.
- **6 % en milieux découverts** soit 2 espèces). L'*Alouette des champs* nidifie au sol dans les zones de prairies. La *Bergeronnette grise* nidifie probablement à proximité des mares et des bâtiments.

On retiendra la très forte prédominance des espèces de milieux forestiers et forestiers dégradés, qui composent à elles seules 78 % du peuplement et représentent plus de 83 % du nombre de couples nicheurs. Les espèces aquatiques, rupestres et de milieux découverts, plus spécialistes, sont également bien représentés avec 22 % du peuplement.



Fauvette grisette

Les points d'écoute

Sur les 35 espèces contactées lors des points d'écoute :

- **7 sont omniprésentes :** *Alouette des champs, Chardonneret élégant, Fauvette grisette, Hypolaïs polyglotte, Mésange charbonnière, Pigeon ramier, Rougegorge familier* **;**
- **9 sont régulières** *: Accenteur mouchet, Coucou gris, Étourneau sansonnet, Fauvette à tête noire, Gallinule poule-d'eau, Héron cendré, Merle noir, Pinson des arbres, Rougequeue noir ;*
- **19 sont accessoires :** *Bergeronnette grise, Bruant jaune, Bruant zizi, Canard colvert, Foulque macroule, Geai des chênes, Grive draine, Grive musicienne, Loriot d'Europe, Martinet noir, Mésange bleue, Pic vert, Pipit des arbres, Pouillot fitis, Pouillot véloce, Rossignol philomèle, Tarier pâtre, Tourterelle des bois, Verdier d'Europe*

En conclusion :
Les peuplements d'oiseaux sont diversifiés avec une prédominance des oiseaux des arbres, des haies et des bois. La partie sud du site se compose de haies, de mares, de bâtiments et de prairies accueillant ainsi la plus grande diversité et richesse en oiseaux du site.



Alouette de champs


Hypolaïs polyglotte



Hérisson d'Europe

La faune

Herpétofaune

(ensemble des reptiles et batraciens)

On décompte en 2017 cinq espèces dont deux espèces d'amphibiens et trois de reptiles, toutes communes.

Le site compte quatre espèces patrimoniales. Toutes les espèces observées sont communes en Maine-et-Loire. Les deux espèces de batraciens, *Grenouille agile* et *Grenouille verte* se reproduisent dans les mares.

Espèces protégées recensées

La Grenouille agile (Rana dalmatina), le Lézard des murailles (Podarcis muralis), le Lézard vert occidental (Lacerta bilineata), la Couleuvre sp.

Mammifères

On décompte en 2017 huit espèces dont une espèce patrimoniale commune, le Hérisson d'Europe

À noter que trois grands mammifères (chevreuil, blaireau et sanglier) fréquentent le site et s'y alimentent.



Hérisson d'Europe



Orthétrum à stylets blancs

Odonates

(ensemble des insectes à métamorphose incomplète, à larve aquatique comme par exemple la libellule)

On décompte en 2017 neuf espèces.

Toutes les espèces sont communes à très communes sauf une espèce *l'Orthétrum à stylets blancs (Orthetrum albistylum)* qui est peu fréquent en Maine-et-Loire.

L'Orthétrum à stylets blancs

C'est une espèce d'odonate inscrite sur la liste des espèces déterminantes des Pays de la Loire (Rare).
L'espèce est rare en Loire-Atlantique et assez rare dans les autres départements sauf en Maine-et-Loire où l'espèce est bien représentée et en Sarthe, sa limite nord-ouest de répartition.
L'espèce est présente dans les boires de l'ancienne peupleraie.



Flambé

Lépidoptères

(ensemble des insectes dont l'adulte possède une trompe pour aspirer les aliments, ainsi que quatres ailes type papillon)

Le bilan de 2017 compte seize espèces dont quinze espèces de Rhopalocères-papillons de jour (Annexe 7) et une espèce d'Hétérocères-papillons de nuit dont deux espèces patrimoniales.

Toutes ces espèces sont communes. Le Flambé sort toutefois du lot à la fois par son statut de vulnérable comme espèce déterminante, sa coloration et sa grande taille.

Les papillons de jour comptent des espèces qui recherchent les plantes hôtes pour pondre dans les haies *(Flambé, Amaryllis,)* et des espèces des prairies *(Pocris, Demi-deuil, Azuré de la Faucille, Mélitée du plantain)*.

D'autres espèces pondent sur différentes plantes hôtes (légumineuses, géraniacées, graminées, orties…). Les plantes à fleurs productrices de nectar (trèfles, apiacées…) sont indispensables au cycle de vie des adultes.

Orthoptères

(Ensemble des insectes qui se caractérisent par des ailes alignées avec le corps : sauterelles, grillons ou criquets)

L'inventaire de 2017 compte quatre espèces dont 1 espèce patrimoniale peu fréquente en Maine-et-Loire présente au sud du site. Ce bilan est donné à titre indicatif car ces espèces non pas fait l'objet d'inventaires spécifiques comme les oiseaux et les plantes.



Bilan

Le bilan totalise 222 espèces dont 53 espèces d'intérêt patrimonial. La plupart des espèces observées sont communes.

Une grande majorité des observations est localisée au sud et dans la haie au nord-est soit sur une petite surface si l'on ramène cela à la surface totale du site.

Au sud, les milieux humides et aquatiques permettent d'oberver tout au long de l'année une belle diversité d'espèces spécialistes avec des oiseaux nicheurs (Gallinule poule-d'eau et Foulque macroule), et des oiseaux de passage (Martin-pêcheur d'Europe, Héron cendré, Bécassine des marais…). La Grenouille agile (batraciens) et les odonates dont l'Orthétrum à stylets blancs se reproduisent dans les mares.

Brain sur l'Authion, le 14 Février 2022

LETTRE RECOMMANDEE AVEC ACCUSE DE RECEPTION

Objet : Implantation du Centre Pénitentiaire d'ANGERS

Monsieur,

Dans le cadre de la concertation sur la création du futur centre pénitentiaire d'Angers, l'association des 3C de la crémaillère s'est créée en janvier 2022 en vue de défendre les intérêts des riverains face à cette éventuelle création d'établissement.

Aujourd'hui, après avoir participé à de nombreux échanges avec l'APIJ et le garant de la concertation, l'association des 3C de la Crémaillère s'étonne sur le fait qu'un seul lieu soit aujourd'hui mis à l'étude, à savoir le site des Landes à LOIRE-AUTHION.

En effet très récemment, il a été annoncé publiquement que le site de la Bodinière initialement implanté sur la commune voisine de TRÉLAZÉ n'était plus apte à recevoir ce Centre du fait du doublement de la capacité des détenus. Ce site dit de la Bodinière étant le site choisi et retenu par ANGERS LOIRE MÉTROPOLE pour l'implantation de la nouvelle Maison d'arrêt d'Angers.

Selon le plan « 15 000 immobilier pénitentiaire » d'octobre 2018, ANGERS devait accueillir une Maison d'Arrêt et non un Centre Pénitentiaire. Pourquoi ce changement soudain de capacité ? La délinquance ne s'est pas déplacée sur l'OUEST subitement, quelles sont les explications fondées avancées par la chancellerie ? Les explications doivent être mises au débat de la concertation.

Le territoire d'ALM semble assez vaste pour que les exigences liées à la création de ce type d' établissement ne se résume pas à un seul terrain. Ce terrain est par ailleurs un terrain privé, appartenant majoritairement à Mr LEVAVASSEUR.

Nous sollicitons donc qu'une étude soit menée auprès de tous les propriétaires terriens d'ALM. Cette étude expliciterait les contraintes constructives et de situation liées au site. Ces contraintes seraient exposées par l'APIJ afin que d'autres propriétaires ou d'autres collectivités locales puissent se manifester, si comme Mr LEVAVASSEUR ils y sont favorables.

Les études d'opportunités pourraient être engagées de façon sereine pour permettre, par la suite, de débattre des avantages et inconvénients de chacun des sites compatibles. Cela permettrait de respecter l'article L121-15-1 du Code de l'environnement à savoir :

"La concertation préalable permet de débattre de l'opportunité, des objectifs et des caractéristiques principales du projet, ou des objectifs et des principales orientations du plan ou programme, des enjeux socio-économiques qui s'y attachent ainsi que de leurs impacts significatifs sur l'environnement et l'aménagement du territoire. Cette concertation permet, le cas échéant, de débattre de solutions alternatives, y compris, pour un projet, son absence de mise en œuvre. Elle porte aussi sur les modalités d'information et de concertation du public après la concertation préalable."

Le site des Landes situé à LOIRE AUTHION présente de nombreuses contraintes en comparaison, par exemple, au terrain propriété de la SAFER situé à VERRIERES EN ANJOU. Ce site de 35 hectares est inexploité depuis plusieurs années et affiché en vente actuellement.

Nous vous listons ci-dessous nos recherches et comparaisons sur ces deux sites (cf étude comparative ci-dessous).

ANALYSE COMPARATIVE DE DEUX SITES D'IMPLANTATION DU CENTRE PENITENTIAIRE d'ANGERS

LISTING NON EXHAUSTIF DES CONTRAINTES IDENTIFIEES	*St Sylvain (Gué Moré)*	*Loire authion (Les Landes)*
Contraintes de Fonctionnement générales		
- Distance p/r CHU — Trajet sur Mappy	9 Km	15 Km
Délai sur Mappy	11mn	15mn
- Distance p/r Tribunal — Trajet sur Mappy	12km	11km
Délai sur Mappy	15mn	14mn
- Terrain sans déclivité	OUI	OUI
- Terrain sans survol aérien	OUI	OUI
- Création d'une nouvelle Gendarmerie	Acté (Déc. 2021)	Non acté
Contraintes liées au PLUi		
- Classement terrain au PLUi	Zone A	Zone A
- Contraintes environnementales		
- Trame verte et bleu	NON	OUI
- Corridor écologique à proximité	NON	OUI
- Périmètre PNR Anjou Touraine	NON	OUI
- Périmètre UNESCO	NON	OUI
- Etude pédologiques en cours (zones humides..suivant PLUi.)	??	Probable, en cours analyse
- Diag Faune Flore (étdendue du périmètre d'étude)	??	En cours (4 saisons)
- Terrain sur zone PPRI	NON	NON
- Espècés protégées identifiées	??	OUI
- Bois classé à proximité immédiate du site	NON	OUI
- Contraintes Constructives listées au PLUi		
- Zones identifiée au PLUi soumise à effondrement	NON	OUI
- Zone identifiée au PLUi avec secteur non aedificandi	NON	OUI
- Bâtiment classé ABF dans le périmètre proche (moins de 500m)	NON	OUI
- Terrain avec anciennes exploitations minières (cavités - risques entropiques)	NON	OUI
- Transport de Gaz identifié au PLUi à proximité du site	NON	OUI
- Contraintes annexes liées au site		
- Accès au Centre Pénitentiaire direct depuis la Voie Départementale	OUI	NON
- Terrain propriété	SAFER	Privé
- Coût du terrain	??	??
- Terrain non cultivé depuis plusieurs années	OUI	OUI
- Zone avec habitat "dense" à proximité, quartier pavillonnaire moins de 500m	NON	OUI
- Implantation du Centre Pénitentiaire avec vent dominant en direcetion de l'habitat (voir rose des vents d'ANGERS)	-	OUI
- Présence de la nappe phréatique très proche du TN ayant pour impact	??	OUI
. Surcoût fondations conséquent		OUI
. Impact sur le bilan carbone de la construction		OUI
. Risques aléas forts sur l'infrastructure (coût et délai)		OUI

Ce site de la SAFER n'est certainement pas le seul, il convient comme demandé d'ouvrir les recherches d'opportunités de façon à implanter ce centre pénitentiaire dans le site le plus adapté sur le Territoire d'ANGERS LOIRE METROPOLE.

L'association des 3C de la Crémaillère représente plus de 150 foyers situés à proximité immédiate du site des Landes à LOIRE AUTHION, nous sommes tous riverains et très préoccupés par cette annonce soudaine et très inquiets des nuisances que pourrait apporter un tel établissement près de nos foyers (nuisances visuelles, sonores liés aux vents dominants en direction de notre habitat, dégradations de la valeur de nos biens immobiliers, mais aussi nos interrogations sur la quiétude de notre lieu de vie que nous avons voulu en campagne sans établissement de cette ampleur aux portes de nos maisons).

Notre demande porte aussi sur le réel impact social-économique sur le territoire. Aujourd'hui à mi-parcours de la concertation publique aucune étude effectuée par un organisme indépendant n'a été présentée auprès de la population, auprès des habitants de LOIRE AUTHION, auprès des riverains.

Nous sommes dans l'attente d'une présentation à l'échelle de l'ampleur de cet établissement d'un coût global proche de 200 millions d'euros, sur l'impact social économique lors de la phase construction mais bien sur au-delà à savoir dans 5, 10, 20 ans à venir. Quelles sont les conséquences directes et indirectes sur le territoire proche d'un tel établissement ?. Cette question doit être portée au débat de la concertation de façon approfondie et totalement objective.

Nous espérons vivement que cette lettre retiendra toute votre attention et sommes dans l'attente de vos retours suite à nos interrogations nombreuses dans le cadre de cette concertation sur le sujet de projet de construction de ce centre pénitentiaire.

L'association des 3C

Co-Présidents Mrs GOUBEAU et NEVEU

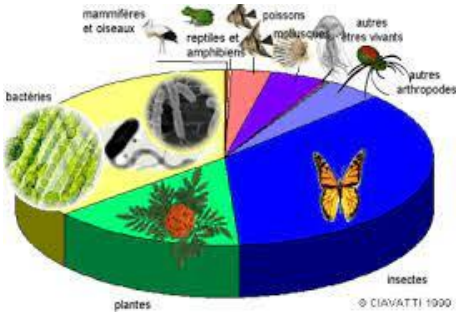
Qu'est ce que la Biodiversité ?

Elle désigne :

La variété des habitats, des communautés vivantes et des processus écologiques au sein d'un écosystème

La variété des espèces dans un lieu donné.

La variété des formes de vie et comprend tous les êtres vivants (plantes, animaux et micro-organismes) et leurs caractéristiques propres.



La perte d'une quelconque espèce peut entraver son fonctionnement.

Pourquoi est-il vitale de protéger la biodiversité et en particulier sur le site des Landes ?

Nous trouvons sur ce site :
- Un étang
- Des haies, signe de zones humides
- De nombreux fossés plus ou moins profonds
- Des prairies gorgées d'eau
- Des zones en friche
- Un bois classé : bois de Verrières
- Des terres agricoles
- Des mines de fer avec galeries souterraines

Ce qui nous permet de constater d'emblée une grande richesse pour le développement de la faune et de la flore :

1. Les mammifères :
Chevreuils, biches, sangliers, renards, blaireaux, lièvres, écureuils roux (espèce protégée), hérissons (espèce protégée) qui à la mi-mars vont finir d'hiberner, d'où l'interdiction de couper les haies jusqu'en juillet, toutes les espèces de chauve-souris (espèces menacées et protégées) qui vivent aussi dans les bois, ragondins, etc.

2. Les reptiles et amphibiens :
Plusieurs espèces de couleuvres dont la couleuvre de Montpellier ainsi que la couleuvre sp, vipères et aspics ainsi que des lézards dont le lézard vert qui est aussi protégé. Crapauds, grenouilles dont la grenouille agile (espèce protégée) et la grenouille verte qui se reproduisent dans les mares et étangs.

3. <u>Les oiseaux</u> :
Il est intéressant de noter une prédominance des oiseaux des arbres, des haies et des bois d'où une grande diversité et richesse en oiseaux.
<u>On y trouve</u> : des huppes fasciées (espèce protégée), le héron cendré (protégé), le pic vert (protégé), couple de cygnes sur l'étang de la ferme Sainte Marthe qui vient sur l'étang des landes (espèce protégée), canards sauvages, aigrettes, pic épeiche (protégé), mouettes rieuses (protégées), coucou gris (protégé), mésange charbonnière et mésange bleue (protégées), toutes les espèces d'hirondelles (espèce protégée), rouge-gorge familier, moineau domestique, chardonneret élégant, verdiers, roselin familier, paruline à capuchon, tourterelle turque, pies bavardes, corneille, pinson des arbres, merles, tourterelle des bois (espèce protégée), pigeon ramier, l'alouette des champs, fauvette, étourneaux, bergeronnette, bruant, grives, poules d'eau et beaucoup d'autres espèces d'oiseaux.

4. <u>Les insectes (Les insectes jouent un rôle primordial dans la biodiversité, car ils apportent de la matière organique à la terre)</u>. :
Plusieurs espèces de libellules dites communes autour de l'étang dont l'Orthétrum à stylets blancs que l'on trouve dans les boires de l'ancienne peupleraie (ferme Sainte Marthe) et qui se déplace vers le bois de Verrières, bourdons, guêpes, abeilles, moustiques, mouches, coccinelles, fourmis, papillons de jour et papillons de nuit : à savoir que les papillons de jour recherchent pour pondre, des haies, des prairies mais aussi des orties et des trèfles.

5. <u>La flore</u> :
Il existe une grande diversité de plantes au niveau de l'étang mais aussi des herbes qui semblent flétries et qui renaissent et reverdissent en ce début mars. On trouve des chênes centenaires dont les glands servent de nourriture aux nombreux sangliers, geais des chênes, écureuils roux, campagnoles, mésanges et autres oiseaux et animaux.
Des haies de conifères permettent à de nombreux animaux de s'y reposer et d'y nicher comme le coucou, la tourterelle des bois, le chardonneret, le pic-vert, la mésange bleue pour ne citer qu'eux.
Les ronces ont aussi leur importance dans la biodiversité puisqu'elles sont un garde-manger, un refuge ou un nid : elles sont utilisées par la faune de nos campagnes. Nous les trouvons donc sur le site des Landes le long des chemins, dans les haies, au bord des champs et des étangs et en lisière des bois, pour former des buissons.
Le hérisson et le lapin de garenne y trouvent refuge et y nichent, de même que le blaireau ou le renard.Les lièvres, chevreuils et autres cervidés mangent les feuilles ou jeunes pousses. Le sanglier s'y cache des hommes, et la couleuvre des rapaces et autres prédateurs volants. Les abeilles, les bourdons, de nombreux papillons, viennent s'alimenter du pollen et/ou du nectar des fleurs de ronce. Les araignées y tissent leurs toiles. De nombreux oiseaux viennent nicher et trouver refuge dans le réseau épineux des tiges comme le merle et les fauvettes.

En conclusion :
La faune et la flore sont omniprésentes sur le site des Landes et participent au bon fonctionnement des écosystèmes en devenant acteur par la pollinisation des plantes, par l'absorption du CO2 suite aux activités humaines, par la purification des eaux, par la décomposition de la matière organique en matière minérale dans le sol de certains organismes.
Cette grande diversité et cette richesse ne peuvent être que favorables pour la survie de toutes les espèces (y compris pour les êtres humains) puisque, si un maillon manque à la biodiversité, la santé de l'écosystème en sera affectée.

Quelles seront les conséquences sur la faune et la flore et la biodiversité suite à la construction d'un centre pénitentiaire.

1. Des nuisances sonores

Des travaux avec le va et vient incessant des camions pendant 2 voire 3 ans vont mettre en péril la tranquillité de la faune. Des animaux effrayés et ne sachant plus où se diriger puisque leur habitat naturel sera détruit risquent de se diriger vers les habitations (ex : les sangliers) par peur mais aussi pour trouver de la nourriture.

Un grand risque aussi que les animaux traversent la RN 347 pour traverser et retrouver la Ferme Sainte Marthe, si le bois classé de la Verrières est en partie rasé d'où un risque d'accident.

Une fois le centre pénitentiaire construit, les cris des détenus, les musiques répétées et à tue-tête, le bruit des sirènes, le va et vient des visiteurs, mais aussi des ambulances ou le bruit d'un hélicoptère si nécessaire, ne vont qu'accroître le sentiment de peur des animaux. Les animaux comme le hérisson, la souris ou la chauve-souris, qui doivent leur survie pendant la saison froide à l'hibernation vont voir leur horloge biologique complètement dérégler).

2. Des nuisances visuelles

La lumière artificielle causée par l'éclairage nocturne du centre pénitentiaire 24 heures sur 24 va dégrader et faire disparaître les habitats naturels et une mortalité directe pour les espèces qui vivent la nuit.

La pollution lumineuse aura donc un impact croissant sur la biodiversité puisque la Trame noire, indispensable pour toute vie sur terre, ne sera plus de mise : aucun repos pour la faune et la flore, un écosystème perturbé ou le jour et la nuit ne font plus qu'un, le peu de végétation restant ne poussera plus ou peu.

La pollution lumineuse a de nombreuses conséquences sur la biodiversité. La lumière artificielle nocturne possède en effet un pouvoir d'attraction ou de répulsion sur les animaux vivant la nuit. Ce phénomène impacte les populations et la répartition des espèces : certaines d'entre elles - insectes, oiseaux, etc. - attirées par les points lumineux, sont désorientées. D'autres qui évitent la lumière - chauves-souris, mammifères terrestres, lucioles et vers luisants, etc. - voient leur habitat se dégrader ou disparaître. L'éclairage artificiel peut ainsi former des zones infranchissables pour certains animaux et fragmenter les habitats naturels. Il apparaît donc indispensable de préserver et restaurer un réseau écologique propice à la vie nocturne : la Trame noire.

3. Mise à mal de la Trame verte et bleue

Qu'est ce que la Trame verte et bleue ?

La partie « verte » correspond aux milieux naturels et semi-naturels terrestres et la composante « bleue » fait référence au réseau aquatique et humide (fleuves, rivières, zones humides, estuaires…).

Les espèces animales et végétales ont besoin de se déplacer pour se nourrir, se reproduire ou se reposer. Et il va de soi que la construction d'un centre pénitentiaire sur 17 hectares de terres agricoles va réduire, voire détruire complètement, la surface des espaces naturels, les fragmenter et limiter les possibilités de déplacement de toutes ces espèces.

En conclusion : Des discontinuités sont visibles dans la trame verte et bleue. Destruction de zones humides et grignotage de l'habitat de la faune et de la flore dus à l'urbanisation. Plus de Trame noire avec les conséquences que nous pouvons imaginer : perturbation du paysage naturel nocturne, déséquilibre et rythmes biologiques menacés de nombreuses espèces faunistiques et floristiques.

ANNEXE : QUELQUES PHOTOS DE LA FAUNE ET LA FLORE



Biches



Renard



Bagondin sur l'étang des Landes

Observation n°172

Déposée le 14 Mars 2022 à 10:32
Par ASSOCIATION LES 3 C

Observation:
ENVOI N° 3

Bonjour,
Ci-joint la contribution de l'association les 3C de la crémaillère.
Comme évoqué par le garant de la concertation Mr QUENTIN, nous attendons des réponses à chacune de nos observations, réponses à fournir par chacun des acteurs concernés par le projet de cet établissement (Ministère de la Justice, l'APIJ, ANGERS LOIRE METROPOLE, La préfecture, Le département, La commune de Loire Authion, Gendarmerie...).
Les réponses doivent être concertées par ces acteurs en amont de façon à être complémentaires.
Merci.

3 documents joints.

Annexe 1
Directive oiseaux (extrait)

26.1.2010 FR Journal officiel de l'Union européenne L 20/7

IV

(Actes adoptés, avant le 1er décembre 2009, en application du traité CE, du traité UE et du traité Euratom)

DIRECTIVE 2009/147/CE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL

du 30 novembre 2009

concernant la conservation des oiseaux sauvages

(version codifiée)

LE PARLEMENT EUROPÉEN ET LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 175, paragraphe 1,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Comité économique et social européen [1],

statuant selon la procédure prévue à l'article 251 du traité [2],

considérant ce qui suit:

(1) La directive 79/409/CEE du Conseil du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages [3] a été modifiée à plusieurs reprises et de façon substantielle [4]. Il convient, dans un souci de clarté et de rationalité, de procéder à la codification de ladite directive.

(2) La décision n° 1600/2002/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juillet 2002 établissant le sixième programme d'action communautaire pour l'environnement [5] prévoit des actions spécifiques pour la biodiversité, y compris la protection des oiseaux et de leurs habitats.

(3) Sur le territoire européen des États membres, un grand nombre d'espèces d'oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage subissent une régression de leur population, très rapide dans certains cas, et cette régression constitue un danger sérieux pour la conservation du milieu naturel, notamment à cause des menaces qu'elle fait peser sur les équilibres biologiques.

(4) Les espèces d'oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen des États membres sont en grande partie des espèces migratrices. De telles espèces constituent un patrimoine commun et la protection efficace des oiseaux est un problème d'environnement typiquement transfrontalier qui implique des responsabilités communes.

(5) La conservation des espèces d'oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen des États membres est nécessaire à la réalisation des objectifs de la Communauté dans les domaines de l'amélioration des conditions de vie et du développement durable.

(6) Les mesures à prendre doivent s'appliquer aux différents facteurs qui peuvent agir sur le niveau de population des oiseaux, à savoir les répercussions des activités humaines et notamment la destruction et la pollution de leurs habitats, la capture et la destruction par l'homme ainsi que le commerce auquel ces pratiques donnent lieu et il y a lieu d'adapter le degré de ces mesures à la situation des différentes espèces dans le cadre d'une politique de conservation.

(7) La conservation a pour objet la protection à long terme et la gestion des ressources naturelles en tant que partie intégrante du patrimoine des peuples européens. Elle permet la régulation de ces ressources et réglemente leur exploitation sur la base de mesures nécessaires au maintien et à l'adaptation des équilibres naturels des espèces dans les limites de ce qui est raisonnablement possible.

(8) La préservation, le maintien ou le rétablissement d'une diversité et d'une superficie suffisantes d'habitats sont indispensables à la conservation de toutes les espèces d'oiseaux. Certaines espèces d'oiseaux doivent faire l'objet de mesures de conservation spéciale concernant leur habitat afin d'assurer leur survie et leur reproduction dans leur aire de distribution. Ces mesures doivent également tenir compte des espèces migratrices et être coordonnées en vue de la constitution d'un réseau cohérent.

(1) Avis du 10 juin 2009 (non encore paru au Journal officiel).
(2) Avis du Parlement européen du 20 octobre 2009 (non encore paru au Journal officiel) et décision du Conseil du 26 novembre 2009.
(3) JO L 103 du 25.4.1979, p. 1.
(4) Voir annexe VI, partie A.
(5) JO L 242 du 10.9.2002, p. 1.

(9) Pour éviter que les intérêts commerciaux n'exercent une pression nocive éventuelle sur les niveaux de prélèvement, il est nécessaire d'instaurer une interdiction générale de commercialisation et de limiter toute dérogation aux seules espèces dont le statut biologique le permet, compte tenu des conditions spécifiques qui prévalent dans les différentes régions.

(10) En raison de leur niveau de population, de leur distribution géographique et de leur taux de reproduction dans l'ensemble de la Communauté, certaines espèces peuvent faire l'objet d'actes de chasse, ce qui constitue une exploitation admissible, pour autant que certaines limites soient établies et respectées, ces actes de chasse devant être compatibles avec le maintien de la population de ces espèces à un niveau satisfaisant.

(11) Les moyens, installations ou méthodes de capture ou de mise à mort massive ou non sélective ainsi que la poursuite à partir de certains moyens de transport doivent être interdits en raison de la pression excessive qu'ils exercent ou peuvent exercer sur le niveau de population des espèces concernées.

(12) En raison de l'importance que peuvent revêtir certaines situations spécifiques, il y a lieu de prévoir une possibilité de dérogation, sous certaines conditions, assortie d'une surveillance par la Commission.

(13) La conservation des oiseaux, et en particulier la conservation des oiseaux migrateurs, pose encore des problèmes pour lesquels des travaux scientifiques doivent être entrepris. Ces travaux permettront en outre d'évaluer l'efficacité des mesures prises.

(14) Il s'agit de veiller, en consultation avec la Commission, à ce que l'introduction éventuelle d'espèces d'oiseaux ne vivant pas naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen des États membres ne porte aucun préjudice à la flore et à la faune locale.

(15) La Commission préparera et communiquera aux États membres tous les trois ans un rapport de synthèse basé sur les informations que les États membres lui adresseront sur l'application des dispositions nationales prises en vertu de la présente directive.

(16) Il y a lieu d'arrêter les mesures nécessaires pour la mise en œuvre de la présente directive en conformité avec la décision 1999/468/CE du Conseil du 28 juin 1999 fixant les modalités de l'exercice des compétences d'exécution conférées à la Commission[1],

(17) Il convient en particulier d'habiliter la Commission à modifier certaines annexes en fonction des progrès scientifiques et techniques enregistrés. Ces mesures ayant une portée générale et ayant pour objet de modifier des éléments non essentiels de la présente directive, elles doivent être arrêtées selon la procédure de réglementation avec contrôle prévue à l'article 5bis de la décision 1999/468/CE.

(18) La présente directive ne doit pas porter atteinte aux obligations des États membres concernant les délais de transposition en droit national des directives indiqués à l'annexe VI, partie B,

ONT ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE:

Article premier

1. La présente directive concerne la conservation de toutes les espèces d'oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen des États membres auquel le traité est applicable. Elle a pour objet la protection, la gestion et la régulation de ces espèces et en réglemente l'exploitation.

2. La présente directive s'applique aux oiseaux ainsi qu'à leurs œufs, à leurs nids et à leurs habitats.

Article 2

Les États membres prennent toutes les mesures nécessaires pour maintenir ou adapter la population de toutes les espèces d'oiseaux visées à l'article 1er à un niveau qui corresponde notamment aux exigences écologiques, scientifiques et culturelles, compte tenu des exigences économiques et récréationnelles.

Article 3

1. Compte tenu des exigences mentionnées à l'article 2, les États membres prennent toutes les mesures nécessaires pour préserver, maintenir ou rétablir une diversité et une superficie suffisantes d'habitats pour toutes les espèces d'oiseaux visées à l'article 1er.

2. La préservation, le maintien et le rétablissement des biotopes et des habitats comportent en premier lieu les mesures suivantes:

a) création de zones de protection;

b) entretien et aménagement conformes aux impératifs écologiques des habitats se trouvant à l'intérieur et à l'extérieur des zones de protection;

c) rétablissement des biotopes détruits;

d) création de biotopes.

[1] JO L 184 du 17.7.1999, p. 23.

Article 4

1. Les espèces mentionnées à l'annexe I font l'objet de mesures de conservation spéciale concernant leur habitat, afin d'assurer leur survie et leur reproduction dans leur aire de distribution.

À cet égard, il est tenu compte:

a) des espèces menacées de disparition;

b) des espèces vulnérables à certaines modifications de leurs habitats;

c) des espèces considérées comme rares parce que leurs populations sont faibles ou que leur répartition locale est restreinte;

d) d'autres espèces nécessitant une attention particulière en raison de la spécificité de leur habitat.

Il sera tenu compte, pour procéder aux évaluations, des tendances et des variations des niveaux de population.

Les États membres classent notamment en zones de protection spéciale les territoires les plus appropriés en nombre et en superficie à la conservation de ces espèces dans la zone géographique maritime et terrestre d'application de la présente directive.

2. Les États membres prennent des mesures similaires à l'égard des espèces migratrices non visées à l'annexe I dont la venue est régulière, compte tenu des besoins de protection dans la zone géographique maritime et terrestre d'application de la présente directive en ce qui concerne leurs aires de reproduction, de mue et d'hivernage et les zones de relais dans leur aire de migration. À cette fin, les États membres attachent une importance particulière à la protection des zones humides et tout particulièrement de celles d'importance internationale.

3. Les États membres adressent à la Commission toutes les informations utiles de manière à ce qu'elle puisse prendre les initiatives appropriées en vue de la coordination nécessaire pour que les zones visées au paragraphe 1 d'une part, et au paragraphe 2, d'autre part, constituent un réseau cohérent répondant aux besoins de protection des espèces dans la zone géographique maritime et terrestre d'application de la présente directive.

4. Les États membres prennent les mesures appropriées pour éviter, dans les zones de protection visées aux paragraphes 1 et 2, la pollution ou la détérioration des habitats ainsi que les perturbations touchant les oiseaux, pour autant qu'elles aient un effet significatif eu égard aux objectifs du présent article. En dehors de ces zones de protection, les États membres s'efforcent également d'éviter la pollution ou la détérioration des habitats.

Article 5

Sans préjudice des articles 7 et 9, les États membres prennent les mesures nécessaires pour instaurer un régime général de protection de toutes les espèces d'oiseaux visées à l'article 1er et comportant notamment l'interdiction:

a) de les tuer ou de les capturer intentionnellement, quelle que soit la méthode employée;

b) de détruire ou d'endommager intentionnellement leurs nids et leurs œufs et d'enlever leurs nids;

c) de ramasser leurs œufs dans la nature et de les détenir, même vides;

d) de les perturber intentionnellement, notamment durant la période de reproduction et de dépendance, pour autant que la perturbation ait un effet significatif eu égard aux objectifs de la présente directive;

e) de détenir les oiseaux des espèces dont la chasse et la capture ne sont pas permises.

Article 6

1. Sans préjudice des paragraphes 2 et 3, les États membres interdisent, pour toutes les espèces d'oiseaux visées à l'article 1er, la vente, le transport pour la vente, la détention pour la vente ainsi que la mise en vente des oiseaux vivants et des oiseaux morts ainsi que de toute partie ou de tout produit obtenu à partir de l'oiseau, facilement identifiables.

2. Pour les espèces visées à l'annexe III, partie A, les activités visées au paragraphe 1 ne sont pas interdites, pour autant que les oiseaux aient été licitement tués ou capturés ou autrement licitement acquis.

3. Les États membres peuvent autoriser sur leur territoire, pour les espèces mentionnées à l'annexe III, partie B, les activités visées au paragraphe 1 et à cet effet prévoir des limitations, pour autant que les oiseaux aient été licitement tués ou capturés ou autrement licitement acquis.

Les États membres qui souhaitent accorder une telle autorisation consultent au préalable la Commission, avec laquelle ils examinent si la commercialisation des spécimens de l'espèce en question ne conduit pas ou ne risque pas de conduire, selon toute prévision raisonnable, à mettre en danger le niveau de population, la distribution géographique ou le taux de reproductivité de celle-ci dans l'ensemble de la Communauté. S'il ressort de cet examen que, de l'avis de la Commission, l'autorisation envisagée conduit ou risque de conduire à l'un des dangers énumérés ci-dessus, la Commission adresse à l'État membre une recommandation dûment motivée désapprouvant la commercialisation de l'espèce en question. Si la Commission estime qu'un tel danger n'existe pas, elle en informe l'État membre.

La recommandation de la Commission est publiée au Journal officiel de l'Union européenne

L'État membre qui accorde une autorisation en vertu du présent paragraphe vérifie à intervalles réguliers si les conditions requises pour l'octroi de cette autorisation sont encore remplies.

Article 7

1. En raison de leur niveau de population, de leur distribution géographique et de leur taux de reproductivité dans l'ensemble de la Communauté, les espèces énumérées à l'annexe II peuvent faire l'objet d'actes de chasse dans le cadre de la législation nationale. Les États membres veillent à ce que la chasse de ces espèces ne compromette pas les efforts de conservation entrepris dans leur aire de distribution.

2. Les espèces énumérées à l'annexe II, partie A, peuvent être chassées dans la zone géographique maritime et terrestre d'application de la présente directive.

3. Les espèces énumérées à l'annexe II, partie B, peuvent être chassées seulement dans les États membres pour lesquels elles sont mentionnées.

4. Les États membres s'assurent que la pratique de la chasse, y compris le cas échéant la fauconnerie, telle qu'elle découle de l'application des mesures nationales en vigueur, respecte les principes d'une utilisation raisonnée et d'une régulation équilibrée du point de vue écologique des espèces d'oiseaux concernées, et que cette pratique soit compatible, en ce qui concerne la population de ces espèces, notamment des espèces migratrices, avec les dispositions découlant de l'article 2.

Ils veillent en particulier à ce que les espèces auxquelles s'applique la législation sur la chasse ne soient pas chassées pendant la période nidicole ni pendant les différents stades de reproduction et de dépendance.

Lorsqu'il s'agit d'espèces migratrices, ils veillent en particulier à ce que les espèces auxquelles s'applique la législation sur la chasse ne soient pas chassées pendant leur période de reproduction et pendant leur trajet de retour vers leur lieu de nidification.

Les États membres transmettent à la Commission toutes les informations utiles concernant l'application pratique de leur législation sur la chasse.

Article 8

1. En ce qui concerne la chasse, la capture ou la mise à mort d'oiseaux dans le cadre de la présente directive, les États membres interdisent le recours à tous moyens, installations ou méthodes de capture ou de mise à mort massive ou non sélective ou pouvant entraîner localement la disparition d'une espèce, et en particulier à ceux énumérés à l'annexe IV, point a).

2. En outre, les États membres interdisent toute poursuite à partir des modes de transport et dans les conditions mentionnés à l'annexe IV, point b).

Article 9

1. Les États membres peuvent déroger aux articles 5 à 8 s'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante, pour les motifs ci-après:

a) — dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques,

— dans l'intérêt de la sécurité aérienne,

— pour prévenir les dommages importants aux cultures, au bétail, aux forêts, aux pêcheries et aux eaux,

— pour la protection de la flore et de la faune;

b) pour des fins de recherche et d'enseignement, de repeuplement, de réintroduction ainsi que pour l'élevage se rapportant à ces actions;

c) pour permettre, dans des conditions strictement contrôlées et de manière sélective, la capture, la détention ou toute autre exploitation judicieuse de certains oiseaux en petites quantités.

2. Les dérogations visées au paragraphe 1 doivent mentionner:

a) les espèces qui font l'objet des dérogations;

b) les moyens, installations ou méthodes de capture ou de mise à mort autorisés;

c) les conditions de risque et les circonstances de temps et de lieu dans lesquelles ces dérogations peuvent être prises;

d) l'autorité habilitée à déclarer que les conditions exigées sont réunies, à décider quels moyens, installations ou méthodes peuvent être mis en œuvre, dans quelles limites et par quelles personnes;

e) les contrôles qui seront opérés.

3. Les États membres adressent à la Commission chaque année un rapport sur l'application des paragraphes 1 et 2.

4. Au vu des informations dont elle dispose, et notamment de celles qui lui sont communiquées en vertu du paragraphe 3, la Commission veille constamment à ce que les conséquences des dérogations visées au paragraphe 1 ne soient pas incompatibles avec la présente directive. Elle prend les initiatives appropriées à cet égard.

Article 10

1. Les États membres encouragent les recherches et les travaux nécessaires aux fins de la protection, de la gestion et de l'exploitation de la population de toutes les espèces d'oiseaux visées à l'article 1er. Une attention particulière sera accordée aux recherches et aux travaux portant sur les sujets énumérés à l'annexe V.

2. Les États membres adressent à la Commission toutes les informations nécessaires de manière à ce qu'elle puisse prendre les mesures appropriées en vue de la coordination des recherches et travaux visés au paragraphe 1.

Article 11

Les États membres veillent à ce que l'introduction éventuelle d'espèces d'oiseaux ne vivant pas naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen des États membres ne porte aucun préjudice à la flore et à la faune locales. Ils consultent à ce sujet la Commission.

Article 12

1. Les États membres adressent à la Commission, tous les trois ans à compter du 7 avril 1981 un rapport sur l'application des dispositions nationales prises en vertu de la présente directive.

2. La Commission prépare tous les trois ans un rapport de synthèse basé sur les informations visées au paragraphe 1. La partie du projet de ce rapport relative aux informations fournies par un État membre est transmise pour vérification aux autorités de cet État membre. La version définitive du rapport est communiquée aux États membres.

Article 13

L'application des mesures prises en vertu de la présente directive ne peut conduire à une dégradation de la situation actuelle en ce qui concerne la conservation de toutes les espèces d'oiseaux visées à l'article 1er.

Article 14

Les États membres peuvent prendre des mesures de protection plus strictes que celles prévues par la présente directive.

Article 15

Les modifications nécessaires pour adapter les annexes I et V aux progrès techniques et scientifiques sont arrêtées. Ces mesures, qui visent à modifier des éléments non essentiels de la présente directive, sont arrêtées en conformité avec la procédure de réglementation avec contrôle visée à l'article 16, paragraphe 2.

Article 16

1. La Commission est assistée par le comité pour l'adaptation au progrès technique et scientifique.

2. Dans le cas où il est fait référence au présent paragraphe, l'article 5 bis, paragraphes 1 à 4, et l'article 7 de la décision 1999/468/CE s'appliquent, dans le respect des dispositions de l'article 8 de celle-ci.

Article 17

Les États membres communiquent à la Commission le texte des dispositions essentielles de droit interne qu'ils adoptent dans le domaine régi par la présente directive.

Article 18

La directive 79/409/CEE, telle que modifiée par les actes visés à l'annexe VI, partie A, est abrogée, sans préjudice des obligations des États membres en ce qui concerne les délais de transposition en droit national des directives indiqués à l'annexe VI, partie B.

Les références faites à la directive abrogée s'entendent comme faites à la présente directive et sont à lire selon le tableau de correspondance figurant à l'annexe VII.

Article 19

La présente directive entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au Journal officiel de l'Union européenne

Article 20

Les États membres sont destinataires de la présente directive.

Fait à Bruxelles, le 30 novembre 2009.

Par le Parlement européen	Par le Conseil
Le président	La présidente
J. BUZEK	B. ASK

ANNEXE I

GAVIIFORMES

Gaviidae

- Gavia stellata
- Gavia arctica
- Gavia immer

PODICIPEDIFORMES

Podicipedidae

- Podiceps auritus

PROCELLARIIFORMES

Procellariidae

- Pterodroma madeira
- Pterodroma feae
- Bulweria bulwerii
- Calonectris diomedea
- Puffinus puffinus mauretanicus (Puffinus mauretanicus)
- Puffinus yelkouan
- Puffinus assimilis

Hydrobatidae

- Pelagodroma marina
- Hydrobates pelagicus
- Oceanodroma leucorhoa
- Oceanodroma castro

PELECANIFORMES

Pelecanidae

- Pelecanus onocrotalus
- Pelecanus crispus

Phalacrocoracidae

- Phalacrocorax aristotelis desmarestii
- Phalacrocorax pygmeus

CICONIIFORMES

Ardeidae

- Botaurus stellaris
- Ixobrychus minutus
- Nycticorax nycticorax
- Ardeola ralloides
- Egretta garzetta
- Egretta alba (Ardea alba)
- Ardea purpurea

Ciconiidae

- Ciconia nigra
- Ciconia ciconia

Threskiornithidae

PHOENICOPTERIFORMES

Phoenicopteridae

- Phoenicopterus ruber

ANSERIFORMES

Anatidae

- Cygnus bewickii (Cygnus columbianus bewickii)
- Cygnus cygnus
- Anser albifrons flavirostris
- Anser erythropus
- Branta leucopsis
- Branta ruficollis
- Tadorna ferruginea
- Marmaronetta angustirostris
- Aythya nyroca
- Polysticta stelleri
- Mergus albellus (Mergellus albellus)
- Oxyura leucocephala

FALCONIFORMES

Pandionidae

- Pandion haliaetus

Accipitridae

- Pernis apivorus
- Elanus caeruleus
- Milvus migrans
- Milvus milvus
- Haliaeetus albicilla
- Gypaetus barbatus
- Neophron percnopterus
- Gyps fulvus
- Aegypius monachus
- Circaetus gallicus
- Circus aeruginosus
- Circus cyaneus
- Circus macrourus
- Circus pygargus
- Accipiter gentilis arrigonii
- Accipiter nisus granti
- Accipiter brevipes
- Buteo rufinus
- Aquila pomarina

Aquila clanga

- Aquila chrysaetos
- Hieraaetus pennatus
- Hieraaetus fasciatus

Falconidae

- Falco naumanni
- Falco vespertinus
- Falco columbarius
- Falco eleonorae
- Falco biarmicus
- Falco cherrug
- Falco rusticolus
- Falco peregrinus

GALLIFORMES

Tetraonidae

- Bonasa bonasia
- Lagopus mutus pyrenaicus
- Lagopus mutus helveticus
- Tetrao tetrix tetrix
- Tetrao urogallus

Phasianidae

- Alectoris graeca
- Alectoris barbara
- Perdix perdix italica
- Perdix perdix hispaniensis

GRUIFORMES

Turnicidae

- Turnix sylvatica

Gruidae

- Grus grus

Rallidae

- Porzana porzana
- Porzana parva
- Porzana pusilla
- Crex crex
- Porphyrio porphyrio
- Fulica cristata

Otididae

- Tetrax tetrax
- Chlamydotis undulata
- Otis tarda

CHARADRIIFORMES

Recurvirostridae

- Himantopus himantopus
- Recurvirostra avosetta

Glareolidae

- Cursorius cursor
- Glareola pratincola

Charadriidae

- Charadrius alexandrinus
- Charadrius morinellus (Eudromias morinellus)
- Pluvialis apricaria
- Hoplopterus spinosus

Scolopacidae

- Calidris alpina schinzii
- Philomachus pugnax
- Gallinago media
- Limosa lapponica
- Numenius tenuirostris
- Tringa glareola
- Xenus cinereus (Tringa cinerea)
- Phalaropus lobatus

Laridae

- Larus melanocephalus
- Larus genei
- Larus audouinii
- Larus minutus

Sternidae

- Gelochelidon nilotica (Sterna nilotica)
- Sterna caspia
- Sterna sandvicensis
- Sterna dougallii
- Sterna hirundo
- Sterna paradisaea
- Sterna albifrons
- Chlidonias hybridus
- Chlidonias niger

Alcidae

- Uria aalge ibericus

PTEROCLIFORMES

Pteroclididae

- Pterocles orientalis
- Pterocles alchata

COLUMBIFORMES

Columbidae

- Columba palumbus azorica
- Columba trocaz

STRIGIFORMES

Strigidae

- Bubo bubo
- Nyctea scandiaca
- Surnia ulula
- Glaucidium passerinum
- Strix nebulosa
- Strix uralensis
- Asio flammeus
- Aegolius funereus

CAPRIMULGIFORMES

Caprimulgidae

- Caprimulgus europaeus

APODIFORMES

Apodidae

- Apus caffer

CORACIIFORMES

Alcedinidae

- Alcedo atthis

Coraciidae

- Coracias garrulus

PICIFORMES

Picidae

- Picus canus
- Dryocopus martius
- Dendrocopos major canariensis
- Dendrocopos major thanneri
- Dendrocopos syriacus
- Dendrocopos medius
- Dendrocopos leucotos
- Picoides tridactylus

PASSERIFORMES

Alaudidae

- Chersophilus duponti
- Melanocorypha calandra
- Calandrella brachydactyla
- Galerida theklae
- Lullula arborea

Motacillidae

- Anthus campestris

Troglodytidae

- Troglodytes troglodytes fridariensis

Muscicapidae (Turdinae)

- Luscinia svecica
- Saxicola dacotiae
- Oenanthe leucura
- Oenanthe cypriaca
- Oenanthe pleschanka

Muscicapidae (Sylviinae)

- Acrocephalus melanopogon
- Acrocephalus paludicola
- Hippolais olivetorum
- Sylvia sarda
- Sylvia undata
- Sylvia melanothorax
- Sylvia rueppelli
- Sylvia nisoria

Muscicapidae (Muscicapinae)

- Ficedula parva
- Ficedula semitorquata
- Ficedula albicollis

Paridae

- Parus ater cypriotes

Sittidae

- Sitta krueperi
- Sitta whiteheadi

Certhiidae

- Certhia brachydactyla dorotheae

Laniidae

- Lanius collurio
- Lanius minor
- Lanius nubicus

Corvidae

- Pyrrhocorax pyrrhocorax

Fringillidae (Fringillinae)

- Fringilla coelebs ombriosa
- Fringilla teydea

Fringillidae (Carduelinae)

- Loxia scotica
- Bucanetes githagineus
- Pyrrhula murina (Pyrrhula pyrrhula murina)

Emberizidae (Emberizinae)

- Emberiza cineracea
- Emberiza hortulana
- Emberiza caesia

Annexe 2
Désignation du site Natura 2000

11 juin 2008 JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE Texte 6 sur 109

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Arrêté du 6 juin 2008 portant désignation du site Natura 2000 Garrigues de Lussan (zone de protection spéciale)

NOR : *DEVN0811701A*

Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, le ministre de la défense et la secrétaire d'Etat chargée de l'écologie,

Vu la directive 79/409/CEE du Conseil du 2 avril 1979 modifiée concernant la conservation des oiseaux sauvages, notamment son article 4 et son annexe I ;

Vu le code de l'environnement, notamment le II et le III de l'article L. 414-1, et les articles R. 414-2, R. 414-3, R. 414-5, R. 414-6 et R. 414-7 ;

Vu l'arrêté du 16 novembre 2001 relatif à la liste des espèces d'oiseaux qui peuvent justifier la désignation de zones de protection spéciale au titre du réseau écologique européen Natura 2000 selon l'article L. 414-1-II (premier alinéa) du code de l'environnement ;

Vu les avis des communes et des établissements publics de coopération intercommunale concernés,

Arrêtent :

Art. 1er. – Est désigné sous l'appellation « site Natura 2000 Garrigues de Lussan » (zone de protection spéciale FR 9112033) l'espace délimité sur la carte d'assemblage au 1/100 000 ainsi que sur les quatre cartes au 1/50 000 ci-jointes, s'étendant dans le département du Gard :

– sur la totalité du territoire des communes suivantes : Bouquet, Fons-sur-Lussan, Lussan, Méjannes-le-Clap, Seynes, Tharaux, Vallérargues ;

– sur une partie du territoire des communes suivantes : Allègre-les-Fumades, Brouzet-lès-Alès, La Bruguière, Cornillon, Fontarèches, Goudargues, Montclus, Navacelles, Rivières, Rochegude, Saint-André-de-Roquepertuis, Saint-Jean-de-Maruéjols-et-Avéjan, Saint-Privat-de-Champclos, Verfeuil.

Art. 2. – La liste des espèces d'oiseaux justifiant la désignation du « site Natura 2000 Garrigues de Lussan » figure en annexe au présent arrêté.

Cette liste ainsi que les cartes visées à l'article 1er ci-dessus peuvent être consultées à la préfecture du Gard, à la direction régionale de l'environnement de Languedoc-Roussillon, dans les mairies des communes situées dans le périmètre du site, ainsi qu'à la direction de la nature et des paysages au ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Art. 3. – Le directeur de la nature et des paysages au ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire et la directrice des affaires juridiques au ministère de la défense sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 juin 2008.

Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire,
JEAN-LOUIS BORLOO

Le ministre de la défense,
HERVÉ MORIN

La secrétaire d'Etat chargée de l'écologie,
NATHALIE KOSCIUSKO-MORIZET

Annexe 3
Comité de pilotage

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU GARD

Direction Départementale
des Territoires et de la Mer

Service : Environnement et Forêt
Unité : Biodiversité
Ref : DDTM/SEF/BIO/SM
04 66 62 65 57

ARRETE N° 30111RR-0034

portant constitution du comité de pilotage local
en charge de l'élaboration du document d'objectifs du site NATURA 2000
n°FR 9112033 « Garrigues de Lussan »

Le Préfet du Gard
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu la directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 modifiée relative à la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages,

Vu la directive 2009/147/CE du Parlement Européen et du Conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages,

Vu la loi n° 2001-3 du 3 janvier 2001, portant habilitation du gouvernement à transposer, par ordonnances, des directives communautaires et à mettre en œuvre certaines dispositions du droit communautaire, notamment son article 3,

Vu l'ordonnance n° 2001-321 du 11 avril 2001 relative à la transposition de directives communautaires et à la mise en œuvre de certaines dispositions du droit communautaire dans le domaine de l'environnement,

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.110-1, L.110-2, L 414-1 et suivants et R 414-8 et suivants,

Vu l'arrêté du 6 juin 2008 portant désignation du site Natura 2000 « Garrigues de Lussan » (zone de protection spéciale n°FR 9112033),

Vu les délibérations du 19 juillet 2010 et du 16 février 2011 du Conseil communautaire du Grand Lussan,

Vu les décisions prises au cours des réunions du 9 novembre 2010 et du 29 juin 2011,

Considérant la nécessité de procéder à l'élaboration d'un document d'objectifs pour la gestion du site,

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture du Gard,

ARRETE

Article 1er :

Il est créé un comité de pilotage chargé d'élaborer et de soumettre à l'approbation préfectorale le document d'objectifs du site Natura 2000 « Garrigues de Lussan » n°FR 9112033.

Article 2 :

La composition du comité de pilotage est fixée comme suit, chacun de ses membres pouvant se faire représenter :

- ***Président :*** M. Dominique EKEL

1 – Collège des collectivités territoriales et des structures intercommunales :

- M. le Président du Conseil Régional du Languedoc-Roussillon,
- M. le Président du Conseil Général du Gard,
- M. le Maire d'Allègre les Fumades,
- M. le Maire de Bouquet,
- M. le Maire de Brouzet les Alès,
- M. le Maire de Cornillon,
- M. le Maire de Fons sur Lussan,
- M. le Maire de Fontarèches,
- M. le Maire de Goudargues,
- M. le Maire de La Bruguière,
- M. le Maire de Lussan,
- M. le Maire de Méjannes le clap,
- M. le Maire de Montclus,
- M. le Maire de Navacelles,
- M. le Maire de Rivières,
- M. le Maire de Rochegude,
- M. le Maire de Seynes,
- M. le Maire de Saint-André de Roquepertuis,
- M. le Maire de Saint-Jean de Maruéjols et Avejan,
- M. le Maire de Saint-Privat de Champclos,
- M. le Maire de Tharaux,
- M. le Maire de Vallérargues,
- M. le Maire de Verfeuil,
- M. le Président de la Communauté de Communes Cèze-Cévennes,
- M. le Président de la Communauté de Communes du Mont Bouquet,
- M. le Président de la Communauté de Communes de Valcézard,
- M. le Président de la Communauté de Communes du Grand Lussan,

- M. le Président de la Communauté de Communes des Garrigues Actives,
- M. le Président de Syndicat Mixte Départemental d'Aménagement et de la Gestion des Cours d'eau et Milieux Aquatiques du Gard,
- M. le Président du SMAGE des Gardons,
- M. le Président délégué du Syndicat Mixte des Gorges du Gardon,
- M. le Président du Syndicat Intercommunal d'Aménagement de la Vallée de la cèze et des affluents,
- M. le Président du Syndicat Mixte d'Aménagement du Bassin Versant de la Cèze,
- M. le Président du Syndicat Intercommunal d'Aménagement des Plaines Alauzène et Aubarou,
- M. le Président du Syndicat Mixte du SCOT Uzège Pont du Gard,
- M. le Président du Syndicat Mixte du SCOT du Pays des Cévennes,
- M. le Président du Syndicat Mixte du SCOT du Pays Gard Rhôdanien,
- M. le Président du SIVOM de la Charte Intercommunale de la Moyenne Vallée de la Cèze,
- M. le Président du SIVOM de Développement Touristique de la Vallée de la Cèze,
- M. le Président du SIVOM de la Charte des Cantons de Pont Saint-Esprit et Lussan,
- M. le Président du SIVOM Cèze Auzonnet,
- M. le Président du SI DFCI du mont Bouquet,
- M. le Président du SIVU de DFCI de Cèze Ardèche,
- M. le Président du Syndicat Mixte à Cadre Départemental d'Electricité du Gard,

2 – Collège des organismes socio – professionnels, des gestionnaires et utilisateurs du milieu et des associations :

- M. le Président de la Chambre d'Agriculture du Gard,
- M. le Président du Service d'Utilité Agricole Montagne Méditerranée et Elevage (SUAMME Languedoc-Roussillon),
- M. le Président du Syndicat des Propriétaires Forestiers Sylviculteurs du Gard,
- Mme la Présidente du Groupement de Développement Forestier du Gard,
- M. le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs du Gard,
- M. le Président de l'Office de Tourisme de Méjannes le Clap,
- M. le Président de la Fédération Régionale de l'Hôtellerie de Plein Air,
- M. le Directeur territorial d' ERDF-URE Languedoc-Roussillon
- M. le Directeur de RTE Sud-Ouest,
- M. le Président du Conservatoire des Espaces Naturels du Languedoc-Roussillon,
- Mme la Présidente du Centre ornithologique du Gard,
- M. le Président de la Société de Protection de la Nature du Gard,
- M. le Président du Comité Départemental de la Fédération Française de Montagne et d'Escalade du Gard,
- M. le Président du Comité Départemental de la Randonnée Pédestre du Gard,
- M. le Président du Comité Départemental Olympique et Sportif du Gard,
- M. le Président du Comité Départemental de la Course d'Orientation,

- M. le Président du Comité Départemental de Vol libre du Gard,
- M. le Président du Comité Départemental du Tourisme Equestre,
- M. le Président du Comité Départemental de Motocyclisme,
- M. le Président du Comité Départemental de Cyclotourisme,
- M. le Président du Club Alpin Français,

3 – Collège des services de l'Etat et établissements publics :

- M. le Préfet du Gard,

-Mme la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Languedoc - Roussillon,

- M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Gard,

- M. le Directeur de l'Agence Inter-départementale Gard-Hérault de l'Office National des Forêts,

- M. le Président du Centre Régional de la Propriété Forestière,

- M. le Chef du Service Départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,

- M. le Chef du Service Départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques,

4 – Opérateur local :

- Mme la Chargée de mission de la Communauté de communes du Grand Lussan.

5 – Expert :

A la demande du comité de pilotage, le Président du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel pourra proposer d'entendre toute personne dont les connaissances et l'expérience sont de nature à éclairer ses travaux.

Par ailleurs, le Correspondant du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel pour ce site pourra également être sollicité.

Article 3 :

Le comité de pilotage du site Natura 2000 Garrigues de Lussan est chargé d'examiner, d'amender et de valider chaque étape d'avancement du document d'objectifs et les propositions que lui soumet l'opérateur.

Article 4 :

Le comité de pilotage se réunit sur convocation de son président.

Des groupes de travail spécialisés, animés par l'opérateur, pourront être constitués pour participer à l'élaboration des propositions techniques destinées à être soumises au

comité de pilotage. Les groupes de travail pourront être constitués d'organismes ou de personnes qui ne sont pas membres du comité de pilotage.

Le secrétariat du comité de pilotage est assuré par l'opérateur local.

Article 5 :

La Secrétaire Générale de la Préfecture du Gard, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Languedoc-Roussillon, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Gard, l'opérateur local, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée aux membres du comité de pilotage.

Fait à Nîmes, le 07 JUIL. 2011

Le Préfet

Hugues BOUSIGES

La (ou les) personne(s) concernée(s) par les présentes dispositions peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet, elle peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre compétent. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite.



ZNIEFF de type II n° 3019-0000
Gorges de la Cèze

Modernisation de l'inventaire ZNIEFF

Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique

Région Languedoc-Roussillon

Edition 2008 - 2010



Département(s) :
Gard

Maîtrise d'ouvrage

Secrétariat Scientifique et Technique et Coordination des données "Faune"

Coordination des données "Flore et Habitats Naturels"

avec le soutien financier de :

et la collaboration des porteurs de données et du CSRPN

ZNIEFF de type II n° 3019-0000

Inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique - Deuxième Génération

Gorges de la Cèze

1. Localisation et description générale

- Communes concernées par la ZNIEFF

Département du Gard

Code INSEE	Nom de la commune	Surface absolue (ha)	Surface relative (%)
30164	MEJANNES-LE-CLAP	749.0 ha	29.0 %
30175	MONTCLUS	587.0 ha	22.0 %
30327	THARAUX	551.0 ha	21.0 %
30293	SAINT-PRIVAT-DE-CHAMPCLOS	408.0 ha	16.0 %
30266	SAINT-JEAN-DE-MARUEJOLS-ET-AVEJAN	272.0 ha	10.0 %
30230	SAINT-ANDRE-DE-ROQUEPERTUIS	19.0 ha	1.0 %
30218	ROCHEGUDE	25.0 ha	1.0 %

texte à venir

- Description du Paysage (Atlas des paysages du Languedoc-Roussillon)

Les Garrigues

Nom de l'unité paysagère	Surface absolue (ha)	Surface relative (%)
Haute vallée de la Cèze	0.0 ha	0 %
Plaine de Barjac et de Saint-Ambroix	38.0 ha	1 %
Plateau de Lussan et Mont Bouquet	2524.0 ha	97 %
Plateau des bois de Ronze et de Laval	52.0 ha	2 %

- Occupation du sol (ocsol L-R)

Territoires artificialisés

Code du poste	Libellé du poste	Surface absolue (ha)	Surface relative (%)
111	Tissu urbain continu	2.0 ha	0 %
112	Tissu urbain discontinu	22.0 ha	1 %
113	Bâti diffus	7.0 ha	0 %

Territoires agricoles

Code du poste	Libellé du poste	Surface absolue (ha)	Surface relative (%)
212	Terres arables autres que serres, rizières et zones à forte densité de serres	35.0 ha	1 %
221	Vignobles	6.0 ha	0 %
231	Prairies	13.0 ha	1 %
242	Systèmes culturaux et parcellaires complexes	66.0 ha	3 %
243	Territoires principalement occupés par l'agriculture, avec	1.0 ha	0 %

Forêts et milieux semi-naturels

Code du poste	Libellé du poste	Surface absolue (ha)	Surface relative (%)
311	Forêts de feuillus	1371.0 ha	52 %
312	Forêts de conifères	637.0 ha	24 %
321	Pelouses et pâturages naturels	3.0 ha	0 %
323	Maquis et garrigues	18.0 ha	1 %
324	Forêt et végétation arbustive en mutation	282.0 ha	11 %
331	Plages, dunes, sable	87.0 ha	3 %
333	Végétation clairsemée	12.0 ha	0 %

Surfaces en eau

Code du poste	Libellé du poste	Surface absolue (ha)	Surface relative (%)
511	Cours et voies d'eau	51.0 ha	2 %

2. Délimitation du périmètre

- Périmètres d'inventaire et périmètres réglementaires présents sur la ZNIEFF

Intersections avec des périmètres d'inventaires

Type	Intitulé du Périmètre	Code	Surface absolue (ha)	Surface relative (%)
ZNIEFF de type I	Grotte des Fées de la Cèze	3019-2103	24 ha	1 %
ZNIEFF de type I	Gorges de la Cèze amont	3019-2108	487 ha	19 %
ZNIEFF de type I	Gorges de la Cèze à Montclus	3019-2116	382 ha	15 %

Intersections avec des périmètres règlementaires

Type	Intitulé du Périmètre	Code	Surface absolue (ha)	Surface relative (%)
SIC	FORET DE VALBONNE	FR9101398	43 ha	2 %
SIC	LA CEZE ET SES GORGES	FR9101399	1505 ha	58 %
ZPS	Garrigues de Lussan	FR9112033	2468 ha	94 %
SCOT	Pays des Cévennes	scot_13	1970 ha	75 %
SCOT	Pays du Gard Rhodanien	scot_15	635 ha	24 %

texte à venir

3. Description du fonctionnement écologique

- Etage de végétation : non mentionné



- Espèces végétales déterminantes et remarquables

Végétaux vasculaires

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Déterminance
Doronicum plantagineum L.	Doronic à feuilles de plantain	stricte
Hormathophylla macrocarpa (DC.) Küpfer	Corbeille d'argent à gros fruits	stricte
Hyacinthoides italica (L.) Rothm.	Scille d'Italie	stricte
Pulmonaria longifolia (Bastard) Boreau subsp. cevennensis Bolliger	Pulmonaire des Cévennes	remarquable
Rorippa amphibia (L.) Besser	Rorippe amphibie	remarquable

- Espèces animales déterminantes et remarquables

Chiroptères

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Déterminance
Barbastella barbastellus	Barbastelle d'Europe	stricte
Miniopterus schreibersii	Minioptère de Schreibers	stricte
Myotis bechsteinii	Murin de Bechstein	stricte
Myotis blythii	Petit Murin	à critères
Myotis capaccinii	Murin de Capaccini	stricte
Myotis myotis	Grand Murin	à critères
Pipistrellus nathusii	Pipistrelle de Nathusius	remarquable
Rhinolophus euryale	Rhinolophe euryale	stricte
Rhinolophus ferrumequinum	Grand Rhinolophe	à critères
Rhinolophus hipposideros	Petit Rhinolophe	à critères

Coléroptères Saproxylique

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Déterminance
Ectamenogonus montandoni	-	stricte

Mammifères terrestres

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Déterminance
Castor fiber	Castor d'Eurasie	stricte

Odonates

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Déterminance
Calopteryx haemorrhoidalis	-	remarquable

Orthoptères (criquets et sauterelles)

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Déterminance
Saga pedo	Magicienne dentelée	stricte



- Espèces animales déterminantes et remarquables

Poissons et ecrevisses

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Déterminance
Zingel asper	Apron du Rhône	stricte

Reptiles

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Déterminance
Timon lepidus	Lézard ocellé	stricte

texte à venir

4. Facteurs influençant l'évolution de la ZNIEFF

texte à venir

5. Sources documentaires et bibliographie

texte à venir

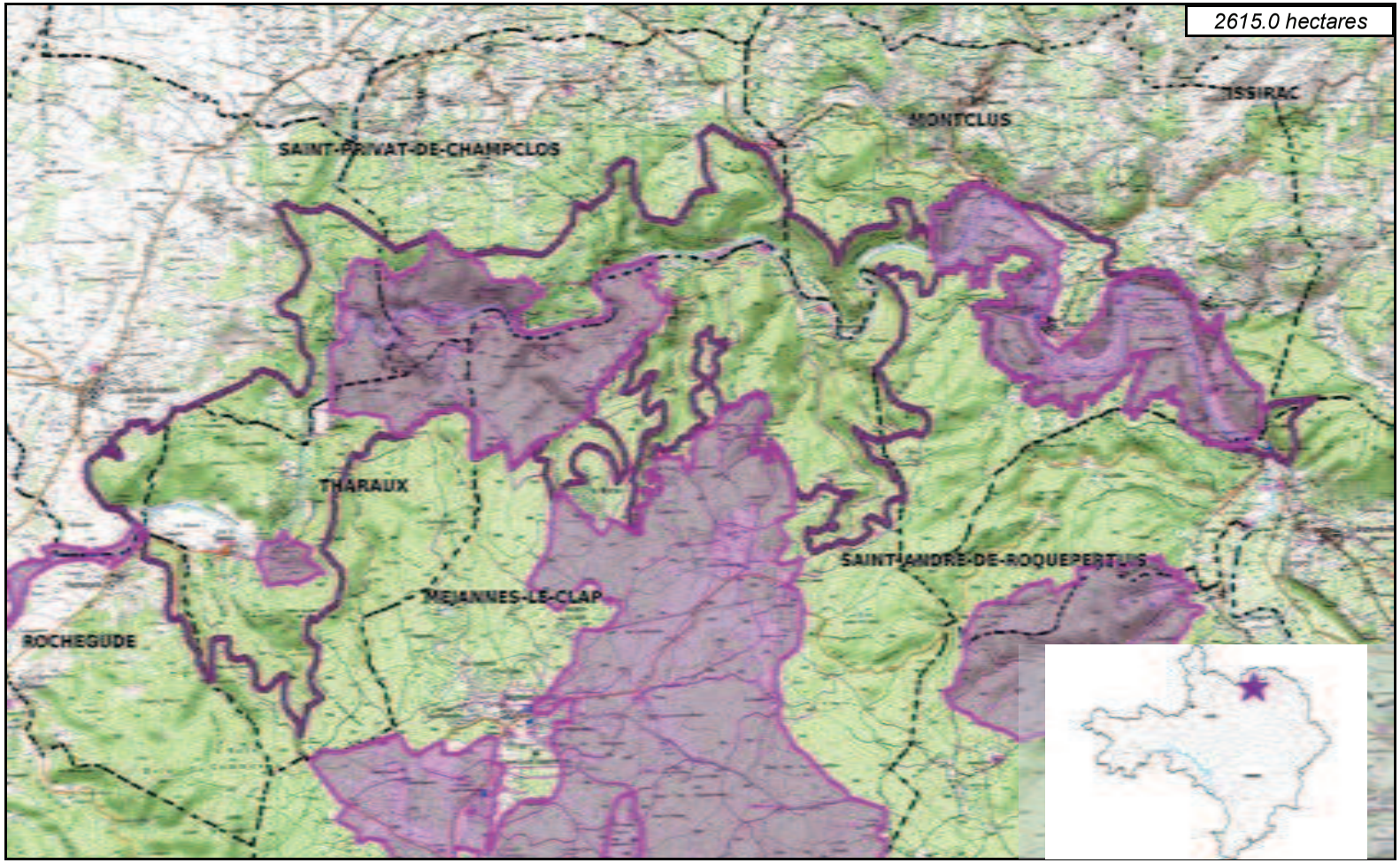
ZNIEFF de type II
n° 3019-0000

Inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique

Gorges de la Cèze

Département(s) :
Gard

2615.0 hectares



Inventaire ZNIEFF
Deuxième Génération
Année d'édition 2010

n° de carte(s) IGN :
2940OT, 2840OT, 2939OT
Fond : IGN SCAN25

Légende
ZNIEFF type II
ZNIEFF type I
Limites communales
Réseau hydrographique principal

Cet inventaire constitue un outil d'alerte et ne peut être interprété à une échelle plus fine sans investigation complémentaire. Le périmètre des ZNIEFF, représenté ici sur Scan25 (IGN), a été tracé à partir d'orthophotographies au 1:5000.

1600 m

6. Sources des données naturalistes : liste des porteurs de données

ABELA Aude
Association Caracole
Association Charles Flahaut
Association Communale de Chasse Agr e de Mantet
Association Communale de Chasse Agr e de Py
Association de P che et de Protection des Milieux Aquatiques "La Gauloise"
Association des Naturalistes d'Ari ge
Association Gestionnaire de la r serve naturelle de la vall e d'Eyne
Association Gestionnaire de la R serve Naturelle de Noh des (AGRNN)
Association gestionnaire de la R serve Naturelle de Py
Association les Amis de la Massane, gestionnaire de la R serve de For t de la Massane
Association les ta chous
Association Loz rienne d'Etude et de Protection de l'Environnement
Association pour la Caract risation et l'Etude des Entomoc noses
Association pour la Connaissance et la Conservation des Milieux Naturels
Association Roussillonnaise d'Entomologie
Association Saint-Gely Nature
Association Tarnaise d'Etudes Karstiques
Aude Nature
Biotope
Cabinet Barbanson Environnement
Centre de Biologie et de Gestion des Populations
Centre d'Ecologie Foctionnelle et Evolutive - Laboratoire de Zoog ographie
Centre de coop ration Internationale en Recherche Agronomique pour le D veloppement
Centre de D couverte du Scamandre
Centre d'Initiation l'Ecologie Montagnarde "Les Isards"
Centre National pour la Recherche Scientifique
Centre Ornitholoqhique du Gard
Centre Ornithologique Rh ne-Alpes Ard che
Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Pays Narbonnais
Collectif d'Associations pour la D fense du Bois des Lens
Commune d'Argeles-sur-Mer, gestionnaire de la R serve Naturelle du Mas-Larrieu
Commune de Mantet, gestionnaire de la R serve Naturelle de Mantet
Commune de Prats de Mollo la Preste, gestionnaire de la R serve Naturelle de Prats
Conf d ration des R serves Naturelles Catalanes
Conservatoire Botanique National M dit rann en de Porquerolles
Conservatoire des Espaces Naturels du Languedoc-Roussillon
Conservatoire des Sites Loz riens
Echos Nature
Ecole Pratique des Hautes Etudes
Ecole sup rieure d'Agriculture de Purpan
Ecologistes de l'Euzi re
Entente Interd partementale pour la D moustication
Espace Nature Environnement
Etudes naturalistes
F d ration Aude Claire
F d rations D partementales des Associations Agr es de P che et de Protection des Milieux Aquatiques
Gard Nature
Goupil Connexion
Groupe Chiropt res de Midi Pyr n es
Groupe Chiropt res de Provence
Groupe Chiropt res du Languedoc - Roussillon
Groupe de Recherche et de Protection des Libellules " Sympetrum "
Groupe de Recherche et d'Information sur les Vert br s et leur Environnement
Groupe Ornithologique du Roussillon
Institut M diterran een d'Ecologie et de Pal o cologie
Institut National de Recherche Agronomiqe
Inventaire des Col opt res des Alpes-de-Haute-Provence
La belle Verte
La Cistude
La D couverte
La Fario
Ligue pour la Protection des Oiseaux de l'Aude
Ligue pour la Protection des Oiseaux de l'H rault
Ligue pour la Protection des Oiseaux "Grands Causses"
M andre
Mus um d'Histoire Naturelle de Nantes
Mus um National d'Histoire Naturelle - D partement Syst matique et Evolution - Entomologie
Myotis
Naturellement votre
Observatoire des Galliformes de Montagne
Observatoire d'Oc anographie Biologique de Banyuls-sur-Mer - Laboratoire Arago (CNRS)
Observatoire Naturaliste des Écosyst mes M diterran ens
Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage - D l gation du Languedoc-Roussillon
Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS), gestionnaire de la R serve Naturelle de Jujols
Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques de la Loz re
Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques de l'Aude
Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques de l'H rault
Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques des Pyr n es Orientales
Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques du Gard
Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques du Languedoc-Roussillon
Office National des For ts - Cellule d'Etudes Entomologiques
Office National des For ts - D l gation Territoriale M diterran e
Office Pour les Insectes et leur Environnement
Office Pour les Insectes et leur Environnement du Languedoc-Roussillon
Parc National des C vennes
PNR du Haut Languedoc
R serve Naturelle de Nyer
R serve Naturelle de Roquehaute
Rutilans
Salsepareille
Soci t Civile Foresti re (SCF) "Ecureuil de Py et de Rotja"
Soci t d'Etude des Sciences Naturelles de N mes et du Gard
Soci t Entomologique de France
Soci t Entomologique du Languedoc
Soci t Entomologique du Nord de la France
Soci t Française d'Orchidophilie
Soci t Française d'Orchidophilie du Languedoc
Soci t Française pour l'Etude et la Protection des Mammif res
Sp l ologues Anonymes
Station Biologique de la Tour du Valat
Syndicat Mixte pour la Protection et la Gestion de la Camargue Gardoise
Zerynthia

ZNIEFF de type II n° 3020-0000
Plateau de Lussan et Massifs Boisés

Modernisation de l'inventaire ZNIEFF

Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique

Région Languedoc-Roussillon

Edition 2008 - 2010



Département(s) :
Gard

Maîtrise d'ouvrage

Secrétariat Scientifique et Technique et Coordination des données "Faune"

Coordination des données "Flore et Habitats Naturels"

avec le soutien financier de :

et la collaboration des porteurs de données et du CSRPN



1. Localisation et description générale

- Communes concernées par la ZNIEFF

Département du Gard

Code INSEE	Nom de la commune	Surface absolue (ha)	Surface relative (%)
30151	LUSSAN	4685.0 ha	13.0 %
30164	MEJANNES-LE-CLAP	3097.0 ha	8.0 %
30048	BOUQUET	3022.0 ha	8.0 %
30131	GOUDARGUES	2602.0 ha	7.0 %
30035	BELVEZET	2241.0 ha	6.0 %
30275	SAINT-JUST-ET-VACQUIERES	1907.0 ha	5.0 %
30001	AIGALIERS	1952.0 ha	5.0 %
30320	SEYNES	1430.0 ha	4.0 %
30343	VERFEUIL	1566.0 ha	4.0 %
30295	SAINT-QUENTIN-LA-POTERIE	954.0 ha	3.0 %
30338	VALLERARGUES	1289.0 ha	3.0 %
30113	FONS-SUR-LUSSAN	1064.0 ha	3.0 %
30008	ALLEGRE-LES-FUMADES	1252.0 ha	3.0 %
30056	LA BRUGUIERE	1284.0 ha	3.0 %
30055	BROUZET-LES-ALES	923.0 ha	2.0 %
30215	RIVIERES	719.0 ha	2.0 %
30279	SAINT-LAURENT-LA-VERNEDE	743.0 ha	2.0 %
30115	FONTARECHES	869.0 ha	2.0 %
30187	NAVACELLES	401.0 ha	1.0 %
30177	MONTEILS	289.0 ha	1.0 %
30174	MONTAREN-ET-SAINT-MEDIERS	550.0 ha	1.0 %
30337	VALLABRIX	279.0 ha	1.0 %
30109	EUZET	306.0 ha	1.0 %
30031	LA BASTIDE-D'ENGRAS	419.0 ha	1.0 %
30173	MONS	352.0 ha	1.0 %
30030	BARON	304.0 ha	1.0 %
30175	MONTCLUS	372.0 ha	1.0 %
30327	THARAUX	408.0 ha	1.0 %
30218	ROCHEGUDE	413.0 ha	1.0 %



30230	SAINT-ANDRE-DE-ROQUEPERTUIS	477.0 ha	1.0 %

texte à venir

- Description du Paysage (Atlas des paysages du Languedoc-Roussillon)

Le Gard rhodanien

Nom de l'unité paysagère	Surface absolue (ha)	Surface relative (%)
Vallée de la Tave	114.0 ha	0 %

Les Garrigues

Nom de l'unité paysagère	Surface absolue (ha)	Surface relative (%)
Collines autour de St-Maurice-de-Cazevieille	892.0 ha	2 %
Garrigues du Mont Bouquet	3253.0 ha	9 %
Garrigues d'Uzès et St-Quentin-la-Poterie	7822.0 ha	21 %
Haute vallée de la Cèze	478.0 ha	1 %
Pentes de la Cèze (autour de Saint-Marcel...)	3454.0 ha	9 %
Plaine de Barjac et de Saint-Ambroix	1606.0 ha	4 %
Plaine urbanisée d'Alès	96.0 ha	0 %
Plateau de Lussan et Mont Bouquet	18715.0 ha	50 %
Uzès et les plaines de l'Alzon et des Seynes	808.0 ha	2 %

- Occupation du sol (ocsol L-R)

Territoires artificialisés

Code du poste	Libellé du poste	Surface absolue (ha)	Surface relative (%)
111	Tissu urbain continu	11.0 ha	0 %
112	Tissu urbain discontinu	289.0 ha	1 %
113	Bâti diffus	182.0 ha	0 %
124	Aéroports	21.0 ha	0 %
131	Extraction de matériaux	41.0 ha	0 %
142	Equipements sportifs et de loisirs	15.0 ha	0 %

Territoires agricoles

Code du poste	Libellé du poste	Surface absolue (ha)	Surface relative (%)
212	Terres arables autres que serres, rizières et zones à forte densité de serres	1878.0 ha	5 %
221	Vignobles	709.0 ha	2 %
223	Oliveraies	140.0 ha	0 %
231	Prairies	40.0 ha	0 %
242	Systèmes culturaux et parcellaires complexes	1321.0 ha	4 %



Forêts et milieux semi-naturels

Code du poste	Libellé du poste	Surface absolue (ha)	Surface relative (%)
311	Forêts de feuillus	13450.0 ha	36 %
312	Forêts de conifères	9316.0 ha	25 %
321	Pelouses et pâturages naturels	609.0 ha	2 %
323	Maquis et garrigues	1555.0 ha	4 %
324	Forêt et végétation arbustive en mutation	7302.0 ha	20 %
333	Végétation clairsemée	355.0 ha	1 %

2. Délimitation du périmètre

- Périmètres d'inventaire et périmètres réglementaires présents sur la ZNIEFF

Intersections avec des périmètres d'inventaires

Type	Intitulé du Périmètre	Code	Surface absolue (ha)	Surface relative (%)
ZNIEFF de type I	Rochers de St-Peyre et d'Aiguières	3020-2100	172 ha	0 %
ZNIEFF de type I	Serre du Mont Bouquet	3020-2101	498 ha	1 %
ZNIEFF de type I	Plaine de Camellié	3020-2109	327 ha	1 %
ZNIEFF de type I	Etang de Mas Cabanne	3020-2111	5 ha	0 %
ZNIEFF de type I	Plateau de Méjanne-le-Clap	3020-2113	1509 ha	4 %
ZNIEFF de type I	Ravins des Concluses et de Merdéris	3020-2114	1025 ha	3 %
ZNIEFF de type I	Combe de Frigoulet	3020-2115	338 ha	1 %
ZNIEFF de type I	Domaine de Solan	3020-2117	58 ha	0 %

Intersections avec des périmètres règlementaires

Type	Intitulé du Périmètre	Code	Surface absolue (ha)	Surface relative (%)
APB	LES CONCLUSES	APB30003	350 ha	1 %
SIC	LA CEZE ET SES GORGES	FR9101399	214 ha	1 %
ZPS	Garrigues de Lussan	FR9112033	24624 ha	66 %
SAGE	SAGE Gardons	sage_15	9622 ha	26 %
SCOT	Uzège-Pont du Gard	scot_07	16209 ha	44 %
SCOT	Pays des Cévennes	scot_13	14880 ha	40 %
SCOT	Pays du Gard Rhodanien	scot_15	5499 ha	15 %

texte à venir

3. Description du fonctionnement écologique



- Etage de végétation : non mentionné

- Espèces végétales déterminantes et remarquables

Lichens

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Déterminance
Encephalographa elisae Massal.	-	stricte
Fellhaneropsis myrtillicola (Vezda) Sérus. & Coppins	-	stricte
Lithothelium triseptatum (Nyl.) Aptroot	-	stricte

Végétaux vasculaires

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Déterminance
Adonis annua L.	Adonis annuelle	à critères
Adonis flammea Jacq.	Adonis flamme	à critères
Agrostemma githago L.	Nielle des blés	à critères
Alopecurus bulbosus Gouan	Vulpin bulbeux	stricte
Arabis verna (L.) R.Br.	Arabette de printemps	stricte
Asperula arvensis L.	Aspérule des champs	à critères
Asplenium fontanum (L.) Bernh.	Doradille des sources	massif central
Astragalus hypoglottis L.	Astragale pourpre	stricte
Bromus japonicus Thunb.	Brome du Japon	à critères
Bufonia paniculata Dubois ex Delarbre	Bufonie paniculée	stricte
Bufonia tenuifolia L.	Bufonie à petites feuilles	stricte
Bupleurum rotundifolium L.	Buplèvre à feuilles rondes	à critères
Bupleurum subovatum Link ex Spreng.	Buplèvre ovale	à critères
Campanula medium L.	Campanule carillon	stricte
Conringia orientalis (L.) Dumort.	Roquette d'orient	à critères
Consolida pubescens (DC.) Soó	Pied-d'alouette pubescent	à critères
Cotinus coggygria Scop.	Fustet	remarquable
Dactylorhiza occitanica Geniez, Melki, Pain & R.Soca	Orchis d'Occitanie	stricte
Delphinium fissum Waldst. & Kit.	Pied-d'alouette fendu	stricte
Epipactis tremolsii Pau	Epipactis de Tremols	remarquable
Gagea villosa (M.Bieb.) Sweet	Gagée des champs	à critères
Galium timeroyi Jord.	Gaillet de Timéroy	remarquable
Galium tricornutum Dandy	Gaillet à trois cornes	à critères
Gratiola officinalis L.	Gratiole officinale	stricte



- Espèces végétales déterminantes et remarquables

Végétaux vasculaires

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Déterminance
Hedysarum boveanum Bunge ex Basiner subsp. europaeum Guitt. & Kerguélen	Sainfoin d'Europe	stricte
Hesperis laciniata All.	Julienne à feuilles laciniées	stricte
Hormathophylla macrocarpa (DC.) Küpfer	Corbeille d'argent à gros fruits	stricte
Iberis linifolia L. subsp. intermedia (Guers.) Kerguélen	Ibéris intermédiaire	stricte
Inula bifrons (L.) L.	Inule variable	stricte
Juncus anceps Laharpe	Jonc aplati	remarquable
Lens nigricans (M.Bieb.) Godr.	Lentille noirâtre	stricte
Lotus delortii Timb.-Lagr. ex F.W.Schultz	Lotier de Delort	remarquable
Lythrum tribracteatum Salzm. ex Spreng.	Salicaire à trois bractées	stricte
Mentha cervina L.	Menthe des cerfs	stricte
Myosoton aquaticum (L.) Moench	Céraiste aquatique	remarquable
Neotinea tridentata (Scop.) Bateman, Pridgeon & Chase	Orchis tridenté	stricte
Paeonia officinalis L. subsp. microcarpa Nyman	Pivoine officinale	stricte
Parentucellia viscosa (L.) Caruel	Bartsie visqueuse	stricte
Pulicaria vulgaris Gaertn.	Pulicaire commune	stricte
Pulmonaria longifolia (Bastard) Boreau subsp. cevennensis Bolliger	Pulmonaire des Cévennes	remarquable
Rosa gallica L.	Rose de France	stricte
Scorzonera austriaca Willd. subsp. bupleurifolia (Pouzolz) Bonnier	Scorsonère à feuilles de buplèvre	stricte
Thelypteris palustris Schott	Fougère des marais	stricte
Thymus embergeri Roussine	Thym d'Emberger	remarquable
Turgenia latifolia (L.) Hoffm.	Caucalis à larges feuilles	à critères
Valerianella echinata (L.) DC.	Mâche à piquants	à critères
Vicia cassubica L.	Vesce de Cassubie	stricte
Vicia loiseleurii (M.Bieb.) Litv.	Vesce de Loiseleur	stricte
Vitis vinifera L. subsp. sylvestris (C.C.Gmel.) Hegi	Vigne sauvage	stricte

- Espèces animales déterminantes et remarquables

Amphibiens

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Déterminance
Pelobates cultripes	Pélobate cultripède	stricte
Pelophylax kl. grafi	-	stricte
Rana dalmatina	Grenouille agile	stricte



- Espèces animales déterminantes et remarquables

Amphibiens

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Déterminance
Rana perezi	Grenouille de Perez	stricte
Rana perezi/ kl grafi	Grenouille de Perez ou de Graf	stricte

Chiroptères

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Déterminance
Rhinolophus ferrumequinum	Grand Rhinolophe	à critères
Rhinolophus hipposideros	Petit Rhinolophe	à critères

Coléoptères Carabidae

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Déterminance
Campalita maderae ssp. indagator	-	stricte

Crustacés Branchiopodes

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Déterminance
Branchipus schaefferi	-	remarquable
Chirocephalus diaphanus	-	remarquable
Triops cancriformis	-	stricte

Lépidoptères

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Déterminance
Apatura ilia	Petit Mars changeant	stricte
Euphydryas aurinia	Damier de la Succise	stricte
Euplagia quadripunctaria	Ecaille chinée	remarquable
Melitaea deione	La Mélitée des Linaires	stricte
Minois dryas	Grand Nègre des bois	stricte
Polygonia egea	Vanesse des Pariétaires	stricte
Zerynthia polyxena	-	stricte
Zerynthia polyxena	Diane	stricte
Zerynthia rumina	Proserpine	stricte

Odonates

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Déterminance
Aeshna affinis	-	remarquable
Calopteryx haemorrhoidalis	-	remarquable
Ceriagrion tenellum	Agrion délicat	remarquable
Coenagrion scitulum	Agrion mignon	remarquable

- Espèces animales déterminantes et remarquables

Odonates

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Déterminance
Ischnura pumilio	Agrion nain	stricte
Lestes barbarus	Leste sauvage	remarquable
Onychogomphus uncatus	Gomphe à crochets	stricte
Oxygastra curtisii	Cordulie à corps fin	stricte
Sympetrum meridionale	-	remarquable

Oiseaux

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Déterminance
Acrocephalus arundinaceus	Rousserolle turdoïde	remarquable
Anthus campestris	Pipit rousseline	remarquable
Bubo bubo	Grand-duc d'Europe	à critères
Circaetus gallicus	Circaète Jean-le-Blanc	à critères
Circus pygargus	Busard cendré	remarquable
Ixobrychus minutus	Blongios nain	stricte
Lanius meridionalis	Pie-grièche méridionale	à critères
Lanius senator	Pie-grièche à tête rousse	à critères
Merops apiaster	Guêpier d'Europe	remarquable
Neophron percnopterus	Vautour percnoptère	stricte
Upupa epops	Huppe fasciée	remarquable

Orthoptères (criquets et sauterelles)

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Déterminance
Antaxius sorrezensis	-	stricte
Saga pedo	Magicienne dentelée	stricte

Poissons et ecrevisses

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Déterminance
Austropotamobius pallipes	Ecrevisse à pieds blancs	stricte

Reptiles

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Déterminance
Elaphe longissima	Couleuvre d'Esculape	remarquable
Timon lepidus	Lézard ocellé	stricte

texte à venir



4. Facteurs influençant l'évolution de la ZNIEFF

texte à venir

5. Sources documentaires et bibliographie

texte à venir

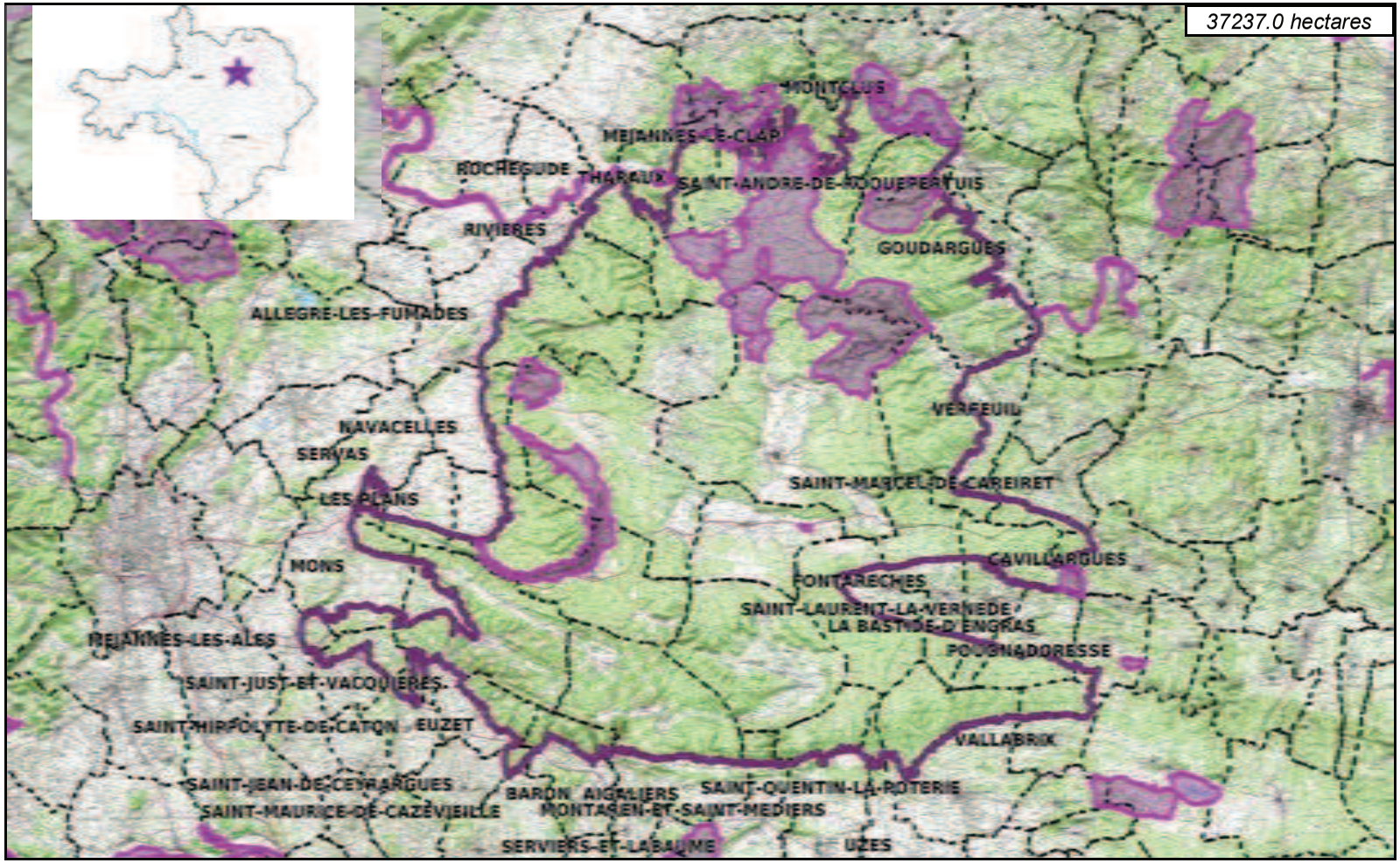
ZNIEFF de type II
n° 3020-0000

Inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique

Plateau de Lussan et Massifs Boisés

Département(s) :
Gard

37237.0 hectares



Inventaire ZNIEFF
Deuxième Génération
Année d'édition 2010

n° de carte(s) IGN :
2940OT, 2840OT, 2941O,
2841E, 2941E
Fond : IGN SCAN25

Légende
ZNIEFF type II
ZNIEFF type I
Limites communales
Réseau hydrographique principal

Cet inventaire constitue un outil d'alerte et ne peut être interprété à une échelle plus fine sans investigation complémentaire. Le périmètre des ZNIEFF, représenté ici sur Scan25 (IGN), a été tracé à partir d'orthophotographies au 1:5000.

metres

6. Sources des données naturalistes : liste des porteurs de données

ABELA Aude
Association Caracole
Association Charles Flahaut
Association Communale de Chasse Agr e de Mantet
Association Communale de Chasse Agr e de Py
Association de P che et de Protection des Milieux Aquatiques "La Gauloise"
Association des Naturalistes d'Ari ge
Association Gestionnaire de la r serve naturelle de la vall e d'Eyne
Association Gestionnaire de la R serve Naturelle de Noh des (AGRNN)
Association gestionnaire de la R serve Naturelle de Py
Association les Amis de la Massane, gestionnaire de la R serve de For t de la Massane
Association les ta chous
Association Loz rienne d'Etude et de Protection de l'Environnement
Association pour la Caract risation et l'Etude des Entomoc noses
Association pour la Connaissance et la Conservation des Milieux Naturels
Association Roussillonnaise d'Entomologie
Association Saint-Gely Nature
Association Tarnaise d'Etudes Karstiques
Aude Nature
Biotope
Cabinet Barbanson Environnement
Centre de Biologie et de Gestion des Populations
Centre d'Ecologie Foctionnelle et Evolutive - Laboratoire de Zoog ographie
Centre de coop ration Internationale en Recherche Agronomique pour le D veloppement
Centre de D couverte du Scamandre
Centre d'Initiation l'Ecologie Montagnarde "Les Isards"
Centre National pour la Recherche Scientifique
Centre Ornitholoqhique du Gard
Centre Ornithologique Rh ne-Alpes Ard che
Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Pays Narbonnais
Collectif d'Associations pour la D fense du Bois des Lens
Commune d'Argeles-sur-Mer, gestionnaire de la R serve Naturelle du Mas-Larrieu
Commune de Mantet, gestionnaire de la R serve Naturelle de Mantet
Commune de Prats de Mollo la Preste, gestionnaire de la R serve Naturelle de Prats
Conf d ration des R serves Naturelles Catalanes
Conservatoire Botanique National M dit rann en de Porquerolles
Conservatoire des Espaces Naturels du Languedoc-Roussillon
Conservatoire des Sites Loz riens
Echos Nature
Ecole Pratique des Hautes Etudes
Ecole sup rieure d'Agriculture de Purpan
Ecologistes de l'Euzi re
Entente Interd partementale pour la D moustication
Espace Nature Environnement
Etudes naturalistes
F d ration Aude Claire
F d rations D partementales des Associations Agr es de P che et de Protection des Milieux Aquatiques
Gard Nature
Goupil Connexion
Groupe Chiropt res de Midi Pyr n es
Groupe Chiropt res de Provence
Groupe Chiropt res du Languedoc - Roussillon
Groupe de Recherche et de Protection des Libellules " Sympetrum "
Groupe de Recherche et d'Information sur les Vert br s et leur Environnement
Groupe Ornithologique du Roussillon
Institut M diterran een d'Ecologie et de Pal o cologie
Institut National de Recherche Agronomiqe
Inventaire des Col opt res des Alpes-de-Haute-Provence
La belle Verte
La Cistude
La D couverte
La Fario
Ligue pour la Protection des Oiseaux de l'Aude
Ligue pour la Protection des Oiseaux de l'H rault
Ligue pour la Protection des Oiseaux "Grands Causses"
M andre
Mus um d'Histoire Naturelle de Nantes
Mus um National d'Histoire Naturelle - D partement Syst matique et Evolution - Entomologie
Myotis
Naturellement votre
Observatoire des Galliformes de Montagne
Observatoire d'Oc anographie Biologique de Banyuls-sur-Mer - Laboratoire Arago (CNRS)
Observatoire Naturaliste des Écosyst mes M diterran ens
Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage - D l gation du Languedoc-Roussillon
Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS), gestionnaire de la R serve Naturelle de Jujols
Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques de la Loz re
Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques de l'Aude
Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques de l'H rault
Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques des Pyr n es Orientales
Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques du Gard
Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques du Languedoc-Roussillon
Office National des For ts - Cellule d'Etudes Entomologiques
Office National des For ts - D l gation Territoriale M diterran e
Office Pour les Insectes et leur Environnement
Office Pour les Insectes et leur Environnement du Languedoc-Roussillon
Parc National des C vennes
PNR du Haut Languedoc
R serve Naturelle de Nyer
R serve Naturelle de Roquehaute
Rutilans
Salsepareille
Soci t Civile Foresti re (SCF) "Ecureuil de Py et de Rotja"
Soci t d'Etude des Sciences Naturelles de N mes et du Gard
Soci t Entomologique de France
Soci t Entomologique du Languedoc
Soci t Entomologique du Nord de la France
Soci t Française d'Orchidophilie
Soci t Française d'Orchidophilie du Languedoc
Soci t Française pour l'Etude et la Protection des Mammif res
Sp l ologues Anonymes
Station Biologique de la Tour du Valat
Syndicat Mixte pour la Protection et la Gestion de la Camargue Gardoise
Zerynthia

ZNIEFF de type II n° 3021-0000
Plateaux calcaires méridionaux du Bas Vivarais

Modernisation de l'inventaire ZNIEFF

Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique

Région Languedoc-Roussillon

Edition 2008 - 2010



Département(s) :
Gard

Maîtrise d'ouvrage

Secrétariat Scientifique et Technique et Coordination des données "Faune"

Coordination des données "Flore et Habitats Naturels"

avec le soutien financier de :

et la collaboration des porteurs de données et du CSRPN

ZNIEFF de type II n° 3021-0000

Inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique - Deuxième Génération

Plateaux calcaires méridionaux du Bas Vivarais

1. Localisation et description générale

- Communes concernées par la ZNIEFF

Département du Gard

Code INSEE	Nom de la commune	Surface absolue (ha)	Surface relative (%)
30029	BARJAC	4307.0 ha	52.0 %
30005	AIGUEZE	1045.0 ha	13.0 %
30124	LE GARN	736.0 ha	9.0 %
30293	SAINT-PRIVAT-DE-CHAMPCLOS	780.0 ha	9.0 %
30143	LAVAL-SAINT-ROMAN	537.0 ha	6.0 %
30266	SAINT-JEAN-DE-MARUEJOLS-ET-AVEJAN	525.0 ha	6.0 %
30175	MONTCLUS	374.0 ha	5.0 %

texte à venir

- Description du Paysage (Atlas des paysages du Languedoc-Roussillon)

Le Gard rhodanien

Nom de l'unité paysagère	Surface absolue (ha)	Surface relative (%)
Vallée du Rhône à Pont-Saint-Esprit	367.0 ha	4 %

Les Garrigues

Nom de l'unité paysagère	Surface absolue (ha)	Surface relative (%)
Plaine de Barjac et de Saint-Ambroix	3462.0 ha	42 %
Plateau de Lussan et Mont Bouquet	423.0 ha	5 %
Plateau des bois de Ronze et de Laval	4053.0 ha	49 %

- Occupation du sol (ocsol L-R)

Territoires artificialisés

Code du poste	Libellé du poste	Surface absolue (ha)	Surface relative (%)
111	Tissu urbain continu	9.0 ha	0 %
112	Tissu urbain discontinu	152.0 ha	2 %
113	Bâti diffus	149.0 ha	2 %
121	Zones industrielles ou commerciales	4.0 ha	0 %

Territoires agricoles

Code du poste	Libellé du poste	Surface absolue (ha)	Surface relative (%)
212	Terres arables autres que serres, rizières et zones à forte densité de serres	1193.0 ha	14 %
221	Vignobles	945.0 ha	11 %

Territoires agricoles

Code du poste	Libellé du poste	Surface absolue (ha)	Surface relative (%)
223	Oliveraies	56.0 ha	1 %
231	Prairies	43.0 ha	1 %
242	Systèmes culturaux et parcellaires complexes	722.0 ha	9 %
243	Territoires principalement occupés par l'agriculture, avec	159.0 ha	2 %

Forêts et milieux semi-naturels

Code du poste	Libellé du poste	Surface absolue (ha)	Surface relative (%)
311	Forêts de feuillus	2028.0 ha	24 %
312	Forêts de conifères	1105.0 ha	13 %
321	Pelouses et pâturages naturels	26.0 ha	0 %
323	Maquis et garrigues	230.0 ha	3 %
324	Forêt et végétation arbustive en mutation	1445.0 ha	17 %
333	Végétation clairsemée	40.0 ha	0 %

2. Délimitation du périmètre

- Périmètres d'inventaire et périmètres réglementaires présents sur la ZNIEFF

Intersections avec des périmètres d'inventaires

Type	Intitulé du Périmètre	Code	Surface absolue (ha)	Surface relative (%)
ZNIEFF de type I	Pelouses de Champ de Bagnol	3021-2107	68 ha	1 %

Intersections avec des périmètres règlementaires

Type	Intitulé du Périmètre	Code	Surface absolue (ha)	Surface relative (%)
ZPS	Garrigues de Lussan	FR9112033	1094 ha	13 %

Intersections avec des périmètres d'inventaires

Type	Intitulé du Périmètre	Code	Surface absolue (ha)	Surface relative (%)
ZICO	Gorges de l'Ardèche	RA06	3470 ha	42 %

Intersections avec des périmètres règlementaires

Type	Intitulé du Périmètre	Code	Surface absolue (ha)	Surface relative (%)
RNN	Réserve naturelle nationale des gorges de l Ardèche	REN30001	726 ha	9 %
SAGE	SAGE Ardèche	sage_09	2457 ha	30 %
SCOT	Pays des Cévennes	scot_13	5272 ha	63 %
SCOT	Pays du Gard Rhodanien	scot_15	2590 ha	31 %

texte à venir

3. Description du fonctionnement écologique

- Etage de végétation : non mentionné

- Espèces végétales déterminantes et remarquables

Végétaux vasculaires

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Déterminance
Adonis annua L.	Adonis annuelle	à critères
Asperula arvensis L.	Aspérule des champs	à critères
Bupleurum subovatum Link ex Spreng.	Buplèvre ovale	à critères
Campanula medium L.	Campanule carillon	stricte
Dactylorhiza occitanica Geniez, Melki, Pain & R.Soca	Orchis d'Occitanie	stricte
Gratiola officinalis L.	Gratiole officinale	stricte
Hormathophylla macrocarpa (DC.) Küpfer	Corbeille d'argent à gros fruits	stricte
Hyacinthoides italica (L.) Rothm.	Scille d'Italie	stricte
Inula bifrons (L.) L.	Inule variable	stricte
Mentha cervina L.	Menthe des cerfs	stricte
Pulmonaria longifolia (Bastard) Boreau subsp. cevennensis Bolliger	Pulmonaire des Cévennes	remarquable
Scutellaria alpina L.	Scutellaire des Alpes	stricte
Thymus embergeri Roussine	Thym d'Emberger	remarquable
Valerianella echinata (L.) DC.	Mâche à piquants	à critères

- Espèces animales déterminantes et remarquables

Chiroptères

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Déterminance
Myotis myotis	Grand Murin	à critères
Rhinolophus hipposideros	Petit Rhinolophe	à critères

Coleoptères Tenebrionidae

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Déterminance
Asida dejeani	-	remarquable

Lépidoptères

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Déterminance
Euchloe tagis	Marbré de Lusitanie	stricte

- Espèces animales déterminantes et remarquables

Odonates

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Déterminance
Calopteryx haemorrhoidalis	-	remarquable

Orthoptères (criquets et sauterelles)

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Déterminance
Saga pedo	Magicienne dentelée	stricte

texte à venir

4. Facteurs influençant l'évolution de la ZNIEFF

texte à venir

5. Sources documentaires et bibliographie

texte à venir

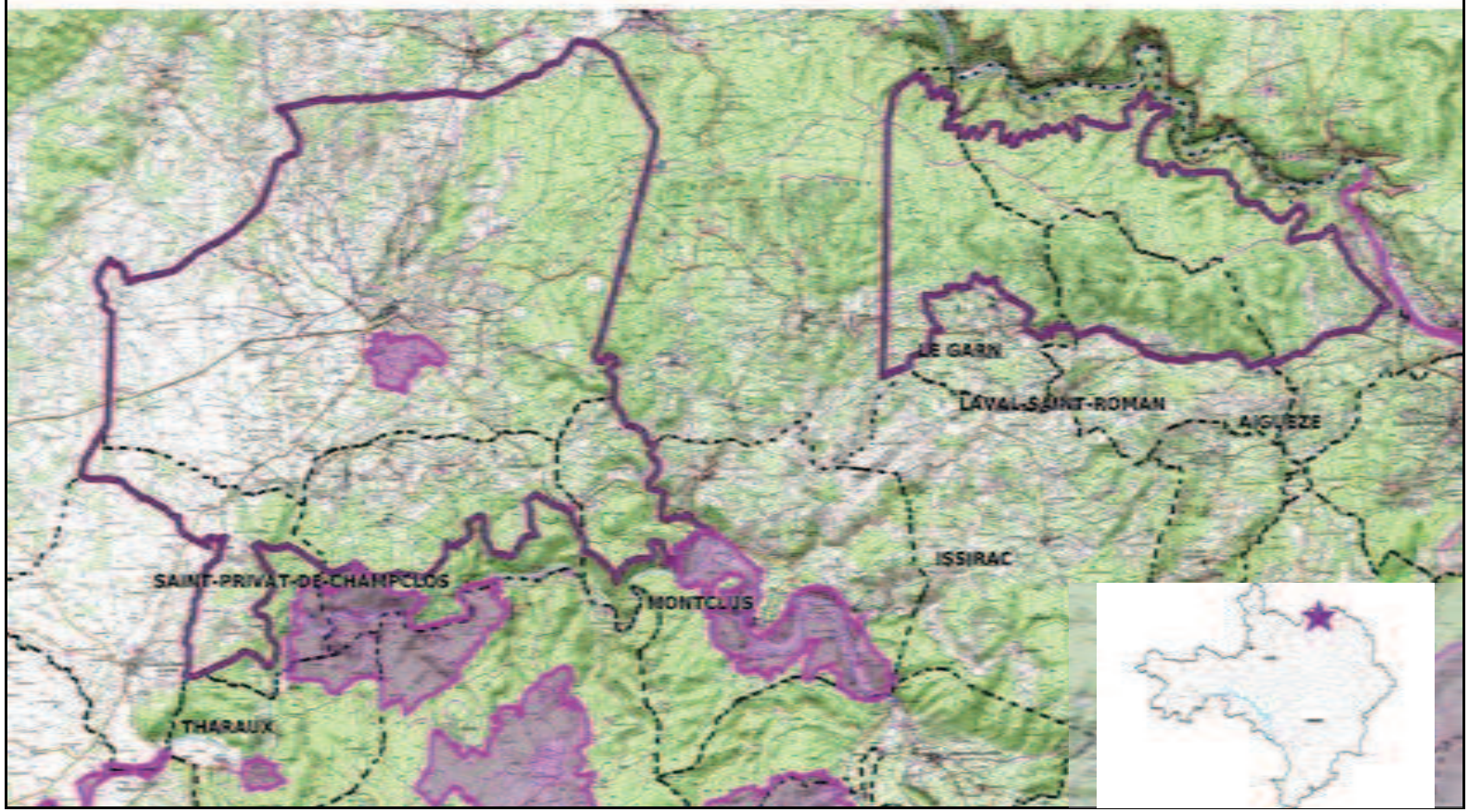
ZNIEFF de type II
n° 3021-0000

Inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique

Plateaux calcaires méridionaux du Bas Vivarais

Département(s) :
Gard

8306.0 hectares



Inventaire ZNIEFF
Deuxième Génération
Année d'édition 2010

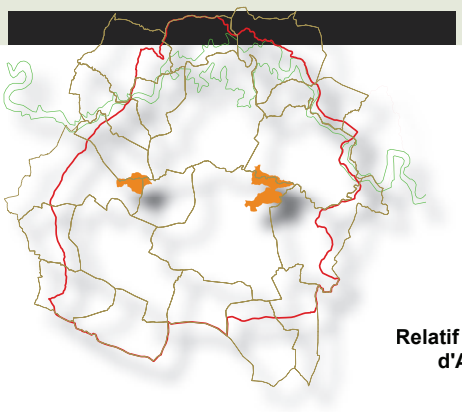
n° de carte(s) IGN :
2939OT, 2940OT, 2839OT, 2840OT
Fond : IGN SCAN25

Légende
ZNIEFF type II
ZNIEFF type I
Limites communales
Réseau hydrographique principal

Cet inventaire constitue un outil d'alerte et ne peut être interprété à une échelle plus fine sans investigation complémentaire. Le périmètre des ZNIEFF, représenté ici sur Scan25 (IGN), a été tracé à partir d'orthophotographies au 1:5000.

6. Sources des données naturalistes : liste des porteurs de données

ABELA Aude
Association Caracole
Association Charles Flahaut
Association Communale de Chasse Agr e de Mantet
Association Communale de Chasse Agr e de Py
Association de P che et de Protection des Milieux Aquatiques "La Gauloise"
Association des Naturalistes d'Ari ge
Association Gestionnaire de la r serve naturelle de la vall e d'Eyne
Association Gestionnaire de la R serve Naturelle de Noh des (AGRNN)
Association gestionnaire de la R serve Naturelle de Py
Association les Amis de la Massane, gestionnaire de la R serve de For t de la Massane
Association les ta chous
Association Loz rienne d'Etude et de Protection de l'Environnement
Association pour la Caract risation et l'Etude des Entomoc noses
Association pour la Connaissance et la Conservation des Milieux Naturels
Association Roussillonnaise d'Entomologie
Association Saint-Gely Nature
Association Tarnaise d'Etudes Karstiques
Aude Nature
Biotope
Cabinet Barbanson Environnement
Centre de Biologie et de Gestion des Populations
Centre d'Ecologie Foctionnelle et Evolutive - Laboratoire de Zoog ographie
Centre de coop ration Internationale en Recherche Agronomique pour le D veloppement
Centre de D couverte du Scamandre
Centre d'Initiation l'Ecologie Montagnarde "Les Isards"
Centre National pour la Recherche Scientifique
Centre Ornitholoqhique du Gard
Centre Ornithologique Rh ne-Alpes Ard che
Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Pays Narbonnais
Collectif d'Associations pour la D fense du Bois des Lens
Commune d'Argeles-sur-Mer, gestionnaire de la R serve Naturelle du Mas-Larrieu
Commune de Mantet, gestionnaire de la R serve Naturelle de Mantet
Commune de Prats de Mollo la Preste, gestionnaire de la R serve Naturelle de Prats
Conf d ration des R serves Naturelles Catalanes
Conservatoire Botanique National M dit rann en de Porquerolles
Conservatoire des Espaces Naturels du Languedoc-Roussillon
Conservatoire des Sites Loz riens
Echos Nature
Ecole Pratique des Hautes Etudes
Ecole sup rieure d'Agriculture de Purpan
Ecologistes de l'Euzi re
Entente Interd partementale pour la D moustication
Espace Nature Environnement
Etudes naturalistes
F d ration Aude Claire
F d rations D partementales des Associations Agr es de P che et de Protection des Milieux Aquatiques
Gard Nature
Goupil Connexion
Groupe Chiropt res de Midi Pyr n es
Groupe Chiropt res de Provence
Groupe Chiropt res du Languedoc - Roussillon
Groupe de Recherche et de Protection des Libellules " Sympetrum "
Groupe de Recherche et d'Information sur les Vert br s et leur Environnement
Groupe Ornithologique du Roussillon
Institut M diterran een d'Ecologie et de Pal o cologie
Institut National de Recherche Agronomiqe
Inventaire des Col opt res des Alpes-de-Haute-Provence
La belle Verte
La Cistude
La D couverte
La Fario
Ligue pour la Protection des Oiseaux de l'Aude
Ligue pour la Protection des Oiseaux de l'H rault
Ligue pour la Protection des Oiseaux "Grands Causses"
M andre
Mus um d'Histoire Naturelle de Nantes
Mus um National d'Histoire Naturelle - D partement Syst matique et Evolution - Entomologie
Myotis
Naturellement votre
Observatoire des Galliformes de Montagne
Observatoire d'Oc anographie Biologique de Banyuls-sur-Mer - Laboratoire Arago (CNRS)
Observatoire Naturaliste des Écosyst mes M diterran ens
Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage - D l gation du Languedoc-Roussillon
Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS), gestionnaire de la R serve Naturelle de Jujols
Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques de la Loz re
Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques de l'Aude
Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques de l'H rault
Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques des Pyr n es Orientales
Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques du Gard
Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques du Languedoc-Roussillon
Office National des For ts - Cellule d'Etudes Entomologiques
Office National des For ts - D l gation Territoriale M diterran e
Office Pour les Insectes et leur Environnement
Office Pour les Insectes et leur Environnement du Languedoc-Roussillon
Parc National des C vennes
PNR du Haut Languedoc
R serve Naturelle de Nyer
R serve Naturelle de Roquehaute
Rutilans
Salsepareille
Soci t Civile Foresti re (SCF) "Ecureuil de Py et de Rotja"
Soci t d'Etude des Sciences Naturelles de N mes et du Gard
Soci t Entomologique de France
Soci t Entomologique du Languedoc
Soci t Entomologique du Nord de la France
Soci t Française d'Orchidophilie
Soci t Française d'Orchidophilie du Languedoc
Soci t Française pour l'Etude et la Protection des Mammif res
Sp l ologues Anonymes
Station Biologique de la Tour du Valat
Syndicat Mixte pour la Protection et la Gestion de la Camargue Gardoise
Zerynthia



A R R E T E

Relatif à la protection d'un biotope sur les communes d'ALLEGRE, FONS SUR LUSSAN et RIVIERES

LE PREFET DU GARD,
CHEVALIER de la LEGION d'HONNEUR,

VU le Code Rural - livre II - protection de la nature, notamment en ses articles 8.211-12 8.211-14, relatifs la protection des biotopes ;

VU la directive du Conseil des Communaut s Europ ennes n° 79-409 du 2 Avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages ;

VU les listes des esp ces prot g es fix es par les arr t s minist riels du 17 Avril 1981 (mammif res et oiseaux) ;

VU la pr sence sur le biotope consid r de l'aigle de Bonelli (Hierraa tus fasciatus) et du vautour percnopt re (N opron percnopterus) ainsi que des autres esp ces prot g es dont la liste figure en annexe au pr sent arr t ;

VU le dossier pr sent par le G.R.I.V.E., le 14 Juin 1991, pour la mise en oeuvre d'actions de protection de l'aigle de Bonelli et du vautour percnopt re ;

VU l'arr t du 23 Octobre 1991 prescrivant la protection d'un biotope sur les communes d'ALLEGRE, FONS sur LUSSAN et RIVIERES ;

ARTICLE Ier :

Est prescrite la conservation du biotope constitu par les parcelles suivantes :

- commune d'ALLEGRE - section B6 : parcelles n° 1066 1080, 1083 1087, 1214,
- commune de FONS sur LUSSAN - section A1 : parcelles n° 1 13, 16 19, 477 pour partie
- commune de RIVIERES - section B : parcelle n° 19 pour partie

pour une superficie totale de 142 Ha et 88 a, dont le plan annex au pr sent arr t peut tre consult la Pr fecture du Gard (Bureau du Cadre de Vie) et dans les mairies d'ALLEGRE, FONS SUR LUSSAN et RIVIERES.

ARTICLE 2 :

Afin de garantir la protection des aigles de Bonelli, toute p n tration est interdite dans le p rim tre du biotope ainsi d fini, du 15 Janvier au 31 Ao t, l'exception des propri taires et de leurs ayants droit pour l'entretien courant de leur propri t , l'am nagement cyn g tique et l'exploitation foresti re.

Les activit s li es l'exploitation foresti re sont soumises d claration aupr s du Service d partemental de l'Office National des for ts.

Pendant cette m me p riode, les activit s li es la protection des oiseaux (surveillance, suivi technique et scientifique, travaux et activit s li es la mise en oeuvre du programme de protection de l'esp ce) sont autoris es.

La chasse reste autoris e conform ment aux lois et r glements en vigueur.

ARTICLE 3 :

Toute atteinte l'int grit du biotope est interdite, l'exception :

- des travaux, am nagements, ouvrages destin s favoriser le maintien des aigles, apr s avis du Pr fet
- de la circulation des engins terrestres moteur utilis s par les services de police, gendarmerie, sapeur-pompier, forestiers, pour l'exercice de leur mission et de ceux vis s l'article 2.

ARTICLE 4 :

Le pr sent arr t annule et remplace l'arr t n° 9101916 du 23 Octobre 91.

ARTICLE 5 :

- M. le Secr taire G n ral de la Pr fecture du Gard,
- M. le Sous-Pr fet d'ALES,
- MM. les Maires d'ALLEGRE, FONS SUR LUSSAN et RIVIERES,
- M. le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie du Gard,
- M. le Directeur d partemental de l'Agriculture et de la For t,
- M. le Pr sident de la F d ration d partementale des Chasseurs,
- M. le Directeur R gional de l'Environnement sont charg s, chacun en ce qui le concerne, de l'ex cution du pr sent arr t qui sera ins r au Recueil des Actes Administratifs de la Pr fecture du Gard, affich dans chacune des mairies des communes concern es et notifi par les soins des maires aux propri taires des parcelles num r es l'article ler.

ACTE MODIFICATIFS 94 n° 01649

à l'arrêté n° 92.03515 du 9 décembre 1992
relatif à la protection d'un biotope sur les communes
d'ALLEGRE, FONS-SUR-LUSSAN et RIVIERES

LE PRÉFET DU GARD,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le code rural, livre II, protection de la nature, notamment en ses articles 8.211.12 8.211.14, relatifs la protection des biotopes;

VU la directive du conseil des communaut s europ ennes n' 79.409 du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages;

VU les listes des esp ces prot g es fix es par les arr t s minist riels du 17 avril 1981 (mammif res et oiseaux);

VU l'arr t n' 92.03515 du 9 d cembre 1992 portant protection d'un biotope sur les communes d'ALLEGRE, FONS-SUR-LUSSAN et RIVIERES ;

VU la demande de modification de cet arr t pr sent e par le centre r gional de la propri t foresti re le 9 juillet 1993 ;

VU l'avis du pr sident de la chambre d'agriculture du Gard, du chef du service d partemental de l'office national des for ts, du directeur r gional de l'environnement et du directeur d partemental de l'agriculture et de la for t ;

SUR proposition du secr taire g n ral de la pr fecture du GARD;

ARRETE

ARTICLE 1

L'article 2, 2 me alin a de l'arr t n' 92.03515 du 9 d cembre 1992 est modifi comme suit :

les activités liées à l'exploitation forestière dans les forêts soumises au régime forestier font l'objet d'une déclaration auprès du service départemental de l'office national des forêt. Pour les forêts non soumises au régime forestier, cette déclaration sera faite auprès du service forestier de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt qui en informera le centre régional de la propriété forestière.

Le reste sans changement.

ARTICLE 2

- le secr taire g n ral de la pr fecture du Gard,
- le sous-pr fet d'ALES,
- les maires d'ALLEGRE, FONS-SUR-LUSSAN et RIVIERES,
- le colonel commandant le groupement de gendarmerie du GARD,
- le directeur d partemental de l'agriculture et de la for t,
- le chef du service d partemental de l'office national des for ts,
- le directeur r gional de l'environnement,
- le pr sident de la f d ration d partementale des chasseurs,

sont charg s, chacun en ce qui le concerne, de l'ex cution du pr sent arr t qui sera ins r au recueil des actes administratifs de la pr fecture du GARD, affich dans chacune des mairies concern es, et notifi par les soins des maires aux propri taires des parcelles incluses dans le p rim tre prot g (cf. article 1 de l'arr t du 9 d cembre 1992).


ARRETE DE PROTECTION DE BIOTOPE
SECTEUR NORD DU MASSIF DU BOUQUET
APB30004
0
0.5
1 km

A R R E T E
Relatif la protection d'un biotope sur les communes
de GOUDARGUES ET LUSSAN

LE PREFET DU GARD,
CHEVALIER de la LEGION d'HONNEUR,

VU le Code Rural - livre II - protection de la nature, notamment en ses articles 8.211-12 8.211-14, relatifs la protection des biotopes ;

VU la directive du Conseil des Communaut s Europ ennes n° 79-409 du 2 Avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages ;

VU les listes des esp ces prot g es fix es par les arr t s minist riels des 17 Avril 1981 (mammif res et oiseaux), et du 20 Janvier 1982 (esp ces v g tales) ;

VU la pr sence sur le biotope consid r de l'aigle de Bonelli (Hieraa tus f asciatus) et des autres esp ces prot g es dont la liste figure en annexe au pr sent arr t ;

VU le dossier pr sent par le G.R.I.V.E., le 14 Juin 1990, pour la mise en oeuvre d'actions de protection de l'aigle de Bonelli ;

VU l'arr t du 23 Octobre 1991 prescrivant la protection d'un biotope sur les communes de GOUDARGUES et LUSSAN ;

VU les observations formul es par MM. les Maires de GOUDARGUES et LUSSAN, M. le Chef du Service d partemental de l'Office national des For ts et par le G.R.I.V.E. ;

VU l'avis de M. le Pr sident de la Chambre d'Agriculture du Gard en date du 1 4 SEP' 1992

VU l'avis de M. le Chef du Service d partemental de l'Office National des For ts en date du 28 SEP.1992

VU l'avis de la Commission d partementale des Sites, Perspectives et Paysages en date du 20NOV 1992, .

Sur proposition de M.le Secr taire G n ral de la Pr fecture du Gard,

A R R E T E

ARTICLE ler :

Est prescrite la conservation du biotope constitu par les parcelles suivantes

- commune de GOUDARGUES - section F3 : parcelles **864, 865,** 866 pour partie, 873 875, 877
- commune de LUSSAN
  - section B1 : parcelles n° 37 39, 40 pour partie, 41 44, 48 50
  - section 82 : parcelles n° 78 83

pour une superficie totale de 370 Ha et 88 a, dont le plan annex au pr sent arr t peut tre consult la Pr fecture du Gard (Bureau du Cadre de Vie) et dans les mairies de GOUDARGUES et LUSSAN.

ARTICLE 2 :

Sous r serve des dispositions de l'article 4 et afin de garantir la protection des aigles de Bonelli, toute p n tration est interdite dans le p rim tre du biotope ainsi d fini, du 15 Janvier au 30 Juin, l'exception des propri taires et de leurs ayants droit pour l'entretien courant de leur propri t , l'am nagement cyn g tique et l'exploitation foresti re.

Les activit s li es l'exploitation foresti re sont soumises d claration aupr s du Service d partemental de l'Office National des for ts.

Pendant cette m me p riode, les activit s li es la protection des oiseaux (surveillance, suivi technique et scientifique, travaux et activit s li es la mise en oeuvre du programme de protection de l'esp ce) sont autoris es.

La chasse reste autoris e conform ment aux lois et r glements en vigueur.

ARTICLE 3 :

Toute atteinte l'int grit du biotope est interdite, l'exception :

- des travaux, am nagements, ouvrages destin s favoriser le maintien des aigles, apr s avis du Pr fet

- de la circulation des engins terrestres moteur utilis s par les services de police, gendarmerie, sapeur-pompier, forestiers, pour l'exercice de leur mission et de ceux vis s l'article 2.

ARTICLE 4 :

La randonn e p destre est autoris e toute l'ann e sur les sentiers de « randonn e de Pays » et les itin raires commun ment utilis s pour acc der au site des concluses, sous r serve de ne pas quitter ces sentiers et acc s et de respecter le biotope et le site

ARTICLE 5 :

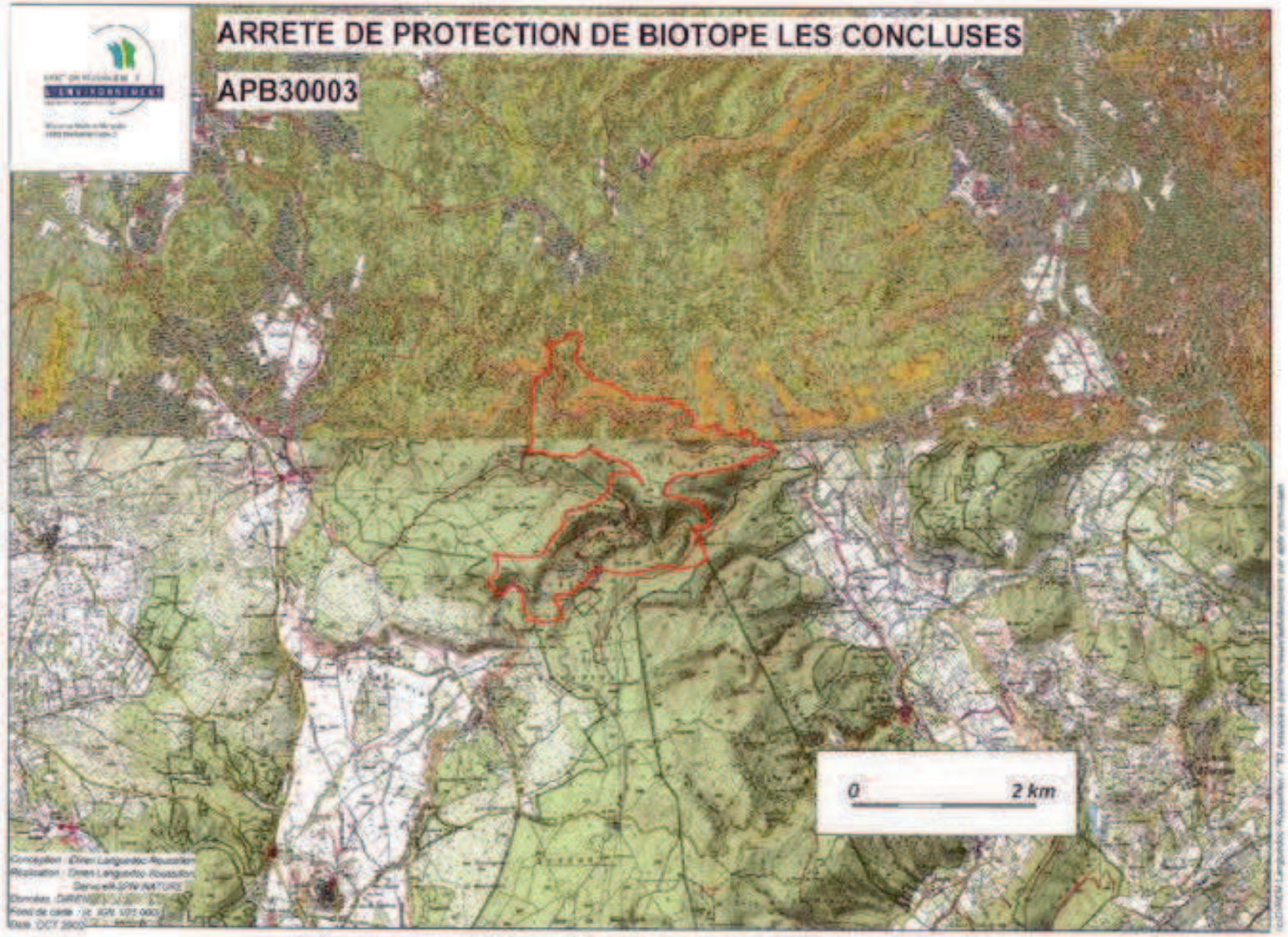
Le pr sent arr t annule et remplace l'arr t n° 9101915 du 23 Octobre 1991

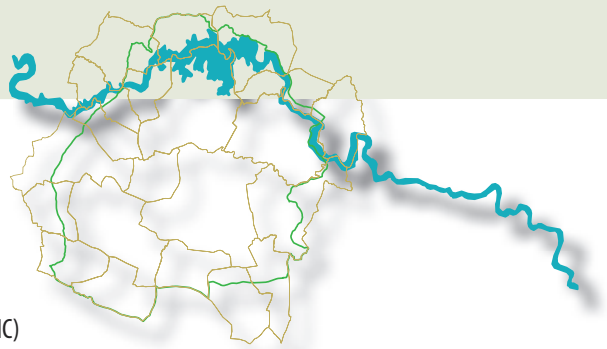
ARTICLE 6 :

- M. le Secr taire G n ral de la Pr fecture du Gard,
- MM. les Maires de GOUDARGUES et LUSSAN,
- M. le Colonel Commandant le Groupement de Gendarmerie du Gard,
- M. le Directeur d partemental de l'Agriculture et de la For t,
- M. le Pr sident de la F d ration d partementale des Chasseurs,
- M. le Directeur R gional de l'Environnement

sont charg s, chacun en ce qui le concerne, de l'ex cution du pr sent arr t qui sera ins r au Recueil des Actes Administratifs de la Pr fecture du Gard, affich dans chacune des mairies des communes concern es et notifi par les soins des maires aux propri taires des parcelles num r es l'article ler.

N mes le 09 d cembre 1992

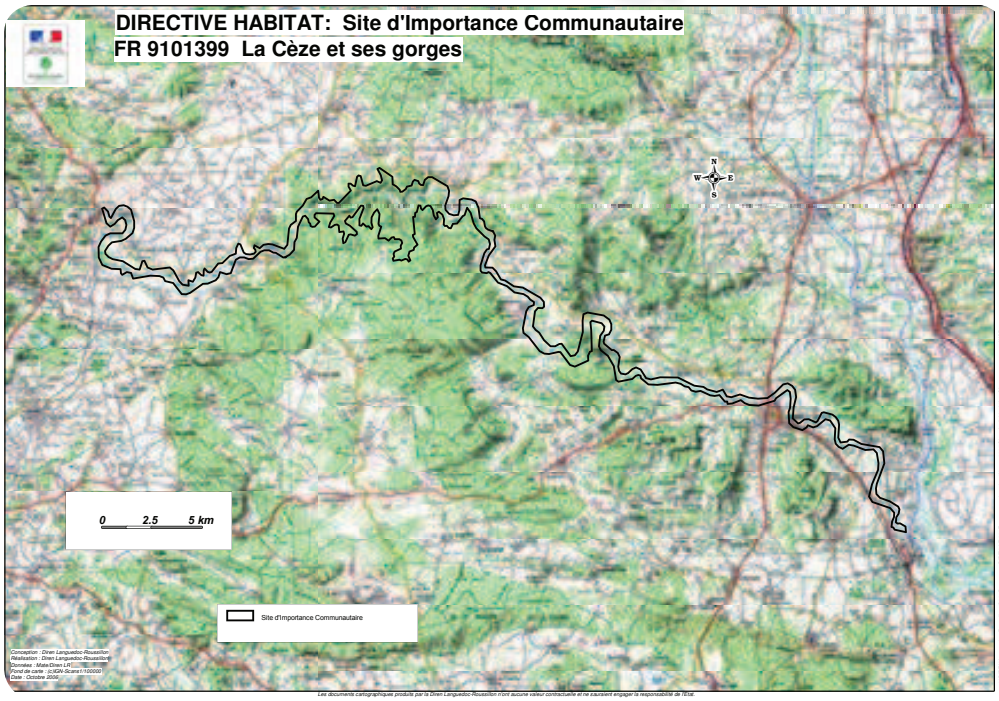

ARRETE DE PROTECTION DE BIOTOPE LES CONCLUSES
APB30003
0
2 km



IDENTIFICATION

Appelation : LA CEZE ET SES GORGES
Statut : Site ou proposition de Site d'Importance Communautaire (SIC/pSIC)
Code : FR9101399
Région : Languedoc-Roussillon
Département : Gard
Superficie : 3557 ha
Altitude minimale : 37 m
Altitude maximale : 285 m
Région biogéographique : Mediterranéenne

La surface de ce site intersecte la Zone de Protection Spéciale suivante : FR9112033 GARRIGUES DE LUSSAN



DESCRIPTION DU SITE

Les principaux habitats naturels sont des formations méditerranéennes (Asplenion, Quercion ilicis) dans les gorges, avec notamment des descentes remarquables d'espèces montagnardes et de grandes populations d'une Scille (Hyacinthoides italica) réputée endémique Liguro-piémontaise. La ripisylve est de belle venue et parfois luxuriante. La rivière traverse des gorges sauvages dans leur partie amont.

Ce site est d'importance communautaire pour des espèces animales liées au milieu aquatique: 3 insectes (odonates), 5 poissons dont l'Apron (Zingel asper) ,très rare, et le Castor (Castor fiber). Trois chauves-souris, dont deux d'intérêt communautaire, sont également à signaler.

Ce site assure la jonction entre le Rhône (site n°53) et les hautes vallées de la Cèze et du Luech (site n°13). Ceci est important pour assurer la remontée des poissons migrateurs et à terme la colonisation vers l'aval de la Loutre (Lutra lutra), déjà présente dans la partie haute du Luech. Il inclut le secteur dit «des gorges de la Cèze» et les plateaux environnants qui comprennent, outre des falaises calcaires favorables à plusieurs espèces de Chiroptères, des habitats typiques de la végétation méditerranéenne.

Composition du site :

Forêts sempervirentes non résineuses 40 %
Forêts caducifoliées 25 %
Rochers intérieurs, Eboulis rocheux, Dunes intérieures, Neige ou glace permanente 19 %
Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes) 6 %
Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana 5 %
Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées 5 %

Habitats naturels présents '

Rivières permanentes méditerranéennes à Glaucium flavum 20 %
Forêts-galeries à Salix alba et Populus alba10 %
Forêts à Quercus ilex et Quercus rotundifolia 5 %
Formation stables xérothermophiles à Buxus sempervirens des pentes rocheuses (Berberidion p.p.)2 %
Éboulis ouest-méditerranéens et thermophiles 2 %
Pentes rocheuses calcaires avec végétation chasmophytique 2 %

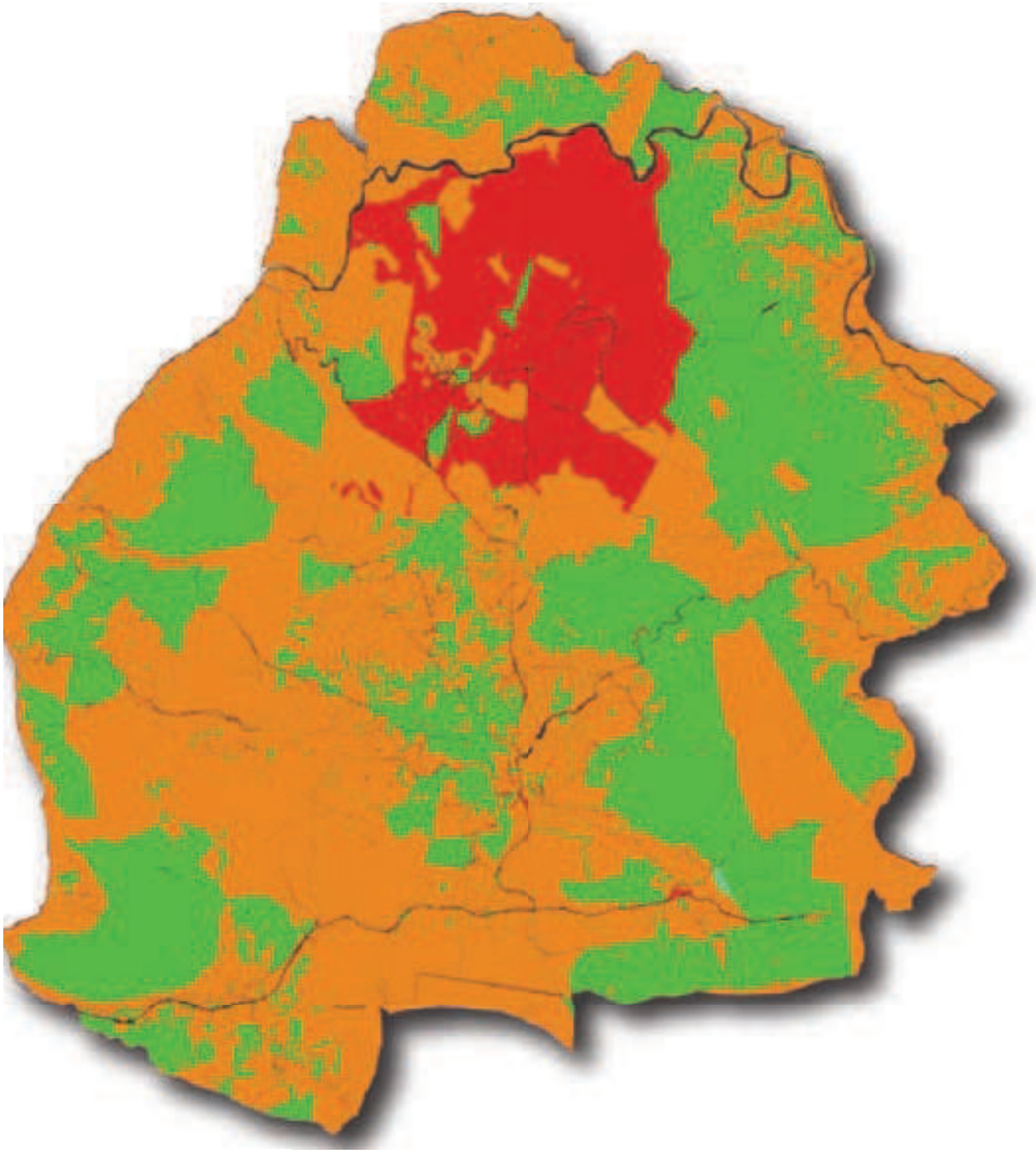
Espèces végétales et animales présentes

Invertébrés
Cordulie à corps fin (Oxygastra curtisii)
Cordulie splendide (Macromia splendens)
Gomphus graslinii (Gomphus graslinii)

Mammifères
Castor d'Europe (Castor fiber)
Grand Rhinolophe (Rhinolophus ferrumequinum)
Vespertilion à oreilles échancrées (Myotis emarginatus)

Poissons
Apron (Zingel asper)
Barbeau méridional (Barbus meridionalis)
Blageon (Leuciscus souffia)
Chabot (Cottus gobio)
Toxostome (Chondrostoma toxostoma)

Annexe 5
Relevé de propriétés



ZPS Garrigues de Lussan

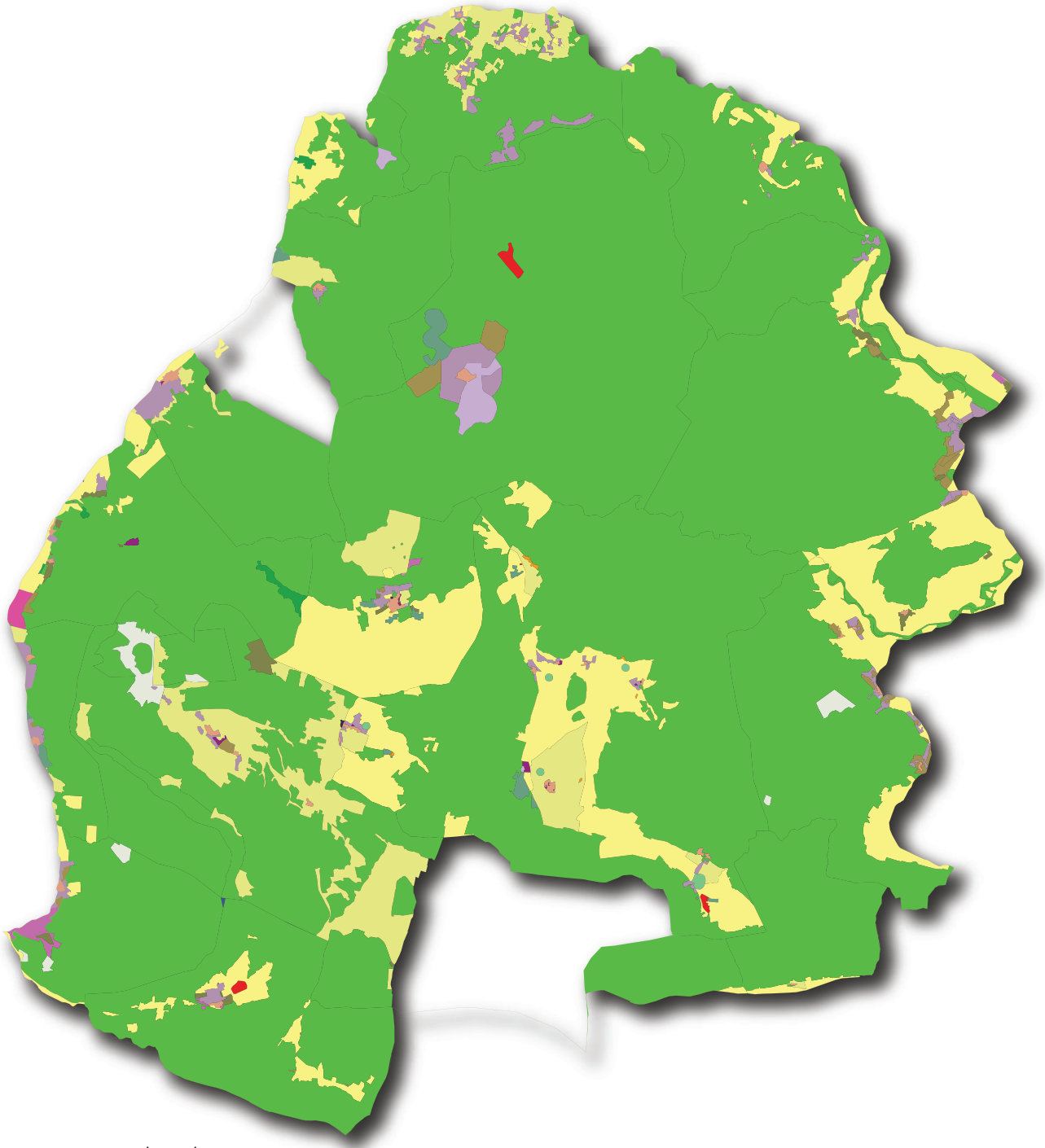
Relev de propri t

- CG 30
- Communal
- Communal Priv
- Communal indivision
- Priv
- Service Patrimoine

N

Réalisation : Rachel Peltier Muscatelli
Novembre 2011
Sources : relevés de propriétés communaux

Annexe 6
Documents d'urbanisme



L gende **Compilation des documents d'urbanisme**

A1	Activités agricole
A2	Activités agricole/inconstructible
A3	Carrières
AUa1	à urbaniser/ habitat
AUa2	à urbaniser/habitat/ totalité secteur
AUe	Équipements publics et habitat
AUs	Services médico-sociaux
N	Zone naturelle et forestière
Na	Secteur d'agréments
Ntl	Zone naturelle à équipements radio-électrique
Nx	Secteur protection des stations d'épuration
Ua	Habitat dense (centre ancien)
Uay	id. Ua + Secteurs d'assainissement autonome
Ub	Habitat densité modérée (extensions contemporaines)
Uby	id. Ub + Secteurs d'assainissement autonome
Ue	Zone urbaine à vocation d'activités économiques
Uey	id. Ue - Assainissement autonome
Up	Équipements publics sportifs et de loisirs

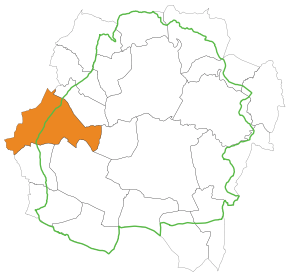
N

Réalisation : Rachel Peltier Muscatelli
Novembre 2011
Sources : POS, PLU, cartes communales

Annexe 7
Analyse sociale par commune

Sources : INSEE - DATAR - Centre d'Oberservation de l'Économie du Gard
CCI Alès Cévennes - CCI Nîmes - Pôle emploi

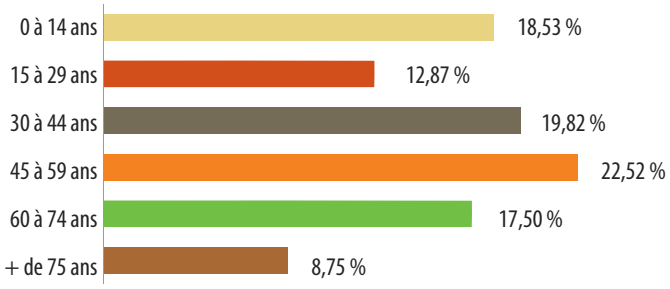
Allègre les Fumades



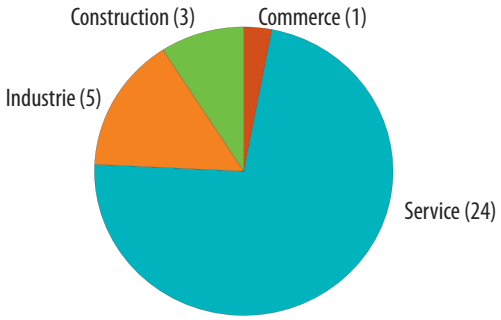
Population 2008 : 756 habitants
Population 1999 : 614 habitants
Taux de variation annuel de la population de 1999 à 2008 : + 2,34 %
Densité moyenne : 30,7 hab/km²

Département :	Gard
Arrondissement :	Alès
Canton :	Saint-Ambroix
EPCI[1] :	CC Cèze Cévennes
Zone d'emploi :	Alès
SCOT[2] :	Pays de Cévennes
Pays :	Cévennes

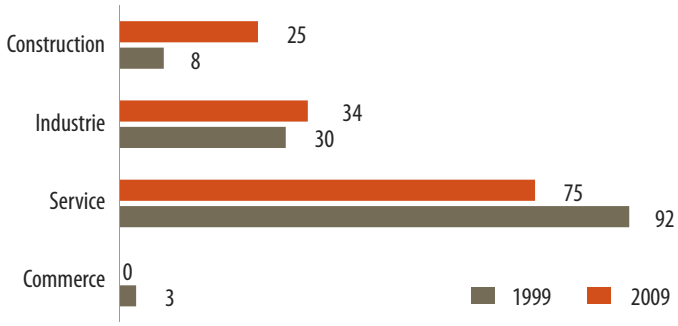
Population par tranche d'âge :



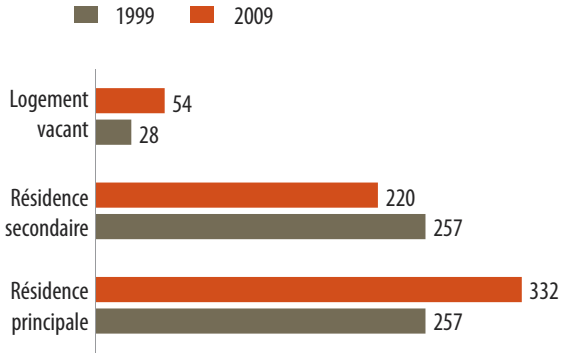
Répartition des entreprises par secteur d'activité



Emplois salariés privés

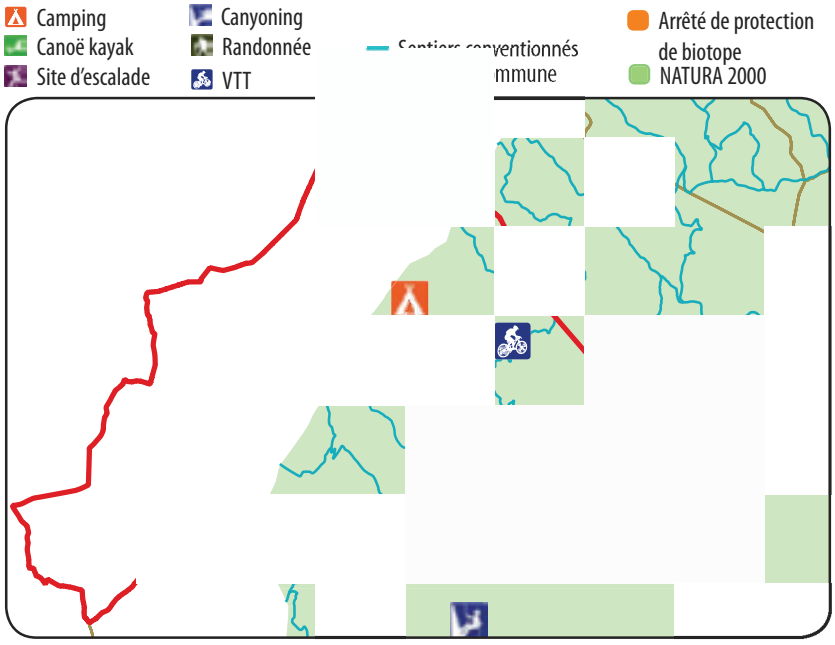


Évolution du nombre de résidences par catégorie



Aides et territoires de développement

Pôle de compétitivité Viaméca : Oui
Territoires ruraux de développement prioritaire : Oui
Zone de revitalisation rurale : ZRR à titre permanent



[1] EPCI = Établissements de coopération intercommunale [2] SCOT = Schéma de cohérence territorial

NOT'1 Fluid
NOTAIRES ASSOCIÉS
DENIS PITHON - JULIE LAMBERT - AURÉLIEN BEAUPÈRE

AVIS DE VALEUR

Référence

49 800 Brain-sur-L'Authion

I - MISSION
Evaluation d'une maison d'habitation.
Visite du bien réalisée le 19 Janvier 2022.

II- RAPPORT
Ce rapport est confidentiel pour les parties auxquelles il est adressé, pour leur seul usage et ne doit être utilisé qu'aux fins auxquelles il était à l'origine destiné.
En conséquence, conformément à la pratique en vigueur, il ne sera accepté aucune responsabilité vis-à-vis d'un tiers quant à la diffusion de tout ou partie de son contenu.

Localisation :
Brain-sur-l'Authion est une ancienne commune française située dans le département de Maine-et-Loire, en région Pays de la Loire, devenue le 1er janvier 2016, une commune déléguée de la commune nouvelle de Loire-Authion. Cette commune e situe au nord de La Bohalle, sur la route D 113, Le Plessis-Grammoire / La Bohalle, et à proximité de la commune d'Andard.

Elle est traversée par l'Authion (rivière), et se situe dans le parc naturel régional Loire-Anjou-Touraine.

Démographie :
Population : municipale 3 438 habitants – totale 3 749 habitants (au 1er janvier 2016, recensement 2013).
Superficie : 22,92 km²

Vie locale

Services publics présents sur la commune : mairie, école maternelle et primaire, Outre les services publics, plusieurs commerces sont présents sur la commune : coiffure, couture, boulangerie pâtisserie, etc...

Voies et communications : Extrait du site https://www.loire-authion.fr

En voiture :

Trois axes routiers principaux :
- la D347, reliant Angers à Saumur par le nord du territoire ;
- la D952, reliant Angers à Saumur par la route touristique. Située au sud du territoire, cette route suit la grande levée d'Anjou et longe la Loire ;
- l'autoroute A 11 avec une sortie à Bauné.

Pour les voitures électriques, la commune a mis à disposition de nombreuses bornes de recharge

En bus :

Réseau de transport en commun de l'agglomération angevine
Loire-Authion fait partie de la seconde couronne d'Angers Loire métropole. À ce titre, la Commune est desservie par 4 lignes de bus du réseau Irigo :
- Ligne 30 : Bauné/Angers
- Ligne 44 : Saint-Mathurin-sur-Loire/Angers
- Ligne 45 : Corné/Angers
- Ligne 46 : Corné/Gare de Trélazé

Plus d'informations sur irigo.fr
Réseau Aléop en Maine-et-Loire
La ligne régulière 404 Angers/Saumur dessert Saint-Mathurin-sur-Loire, La Bohalle et La Daguenière.
En complément de la ligne régulière, un service de transport à la demande est disponible pour les
En train/TER
Loire-Authion dispose de 2 haltes ferroviaires : La Bohalle et Saint-Mathurin-sur-Loire.

À vélo :

De nombreux circuits vous permettent d'arpenter le territoire à vélo et en toute sécurité : La Loire à Vélo, l'Authion à Vélo et la Vélo Francette, grands itinéraires cyclables balisés et sécurisés ; et 4 circuits VTT offrant des sentiers calmes en pleine nature pour un trajet ressourçant. De nombreux services sont accessibles pour faciliter les déplacements à vélo.

Cadastre :

Maison d'habitation sur les parcelles pour une surface de 558 et 695 m²

DESCRIPTION

Surfaces :

Pièce	Superficie habitable en m²	Revêtements Sol
Entrée -salon-séjour	34.48	PVC
Cuisine ouverte	10.73	PVC
Chambre 1	9.63	PVC
Chambre 2	9.63	PVC
Chambre 3	11.51	PVC
Placard	0.87	PVC
Dégagement	6.16	PVC
Salle de bains	6.3	PVC
WC	1.37	PVC
Salle de sport (ancien garage)	25	PVC

Garage
Surface habitable : 115 m²
Grenier aménageable de 70 m² environ

Aménagements/Prestations :
Maison construite en 2006
Huisseries : PVC double vitrage
Chauffage : électrique à inertie seiche plus rayonnant
Assainissement : autonome (fosse septique aux normes, vidée tous les 4 ans
Toiture Ardoises naturelles
Exposition : Façade entrée Est, terrasse : Sud
Maison non mitoyenne
Cabanon de jardin

Etat Général :
Maison saine et en excellent état avec des prestations de qualité. Construction récente et entièrement rénovée intérieurement

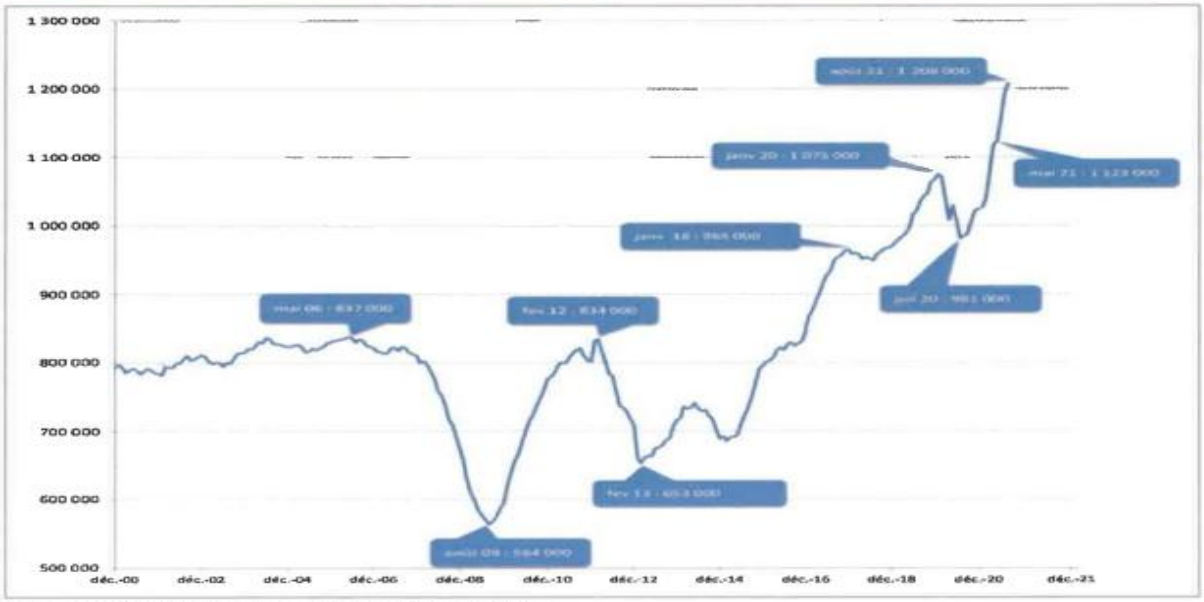
Taxes et charges :
Taxe Foncière 2021 pour : 744 €
Consommation électrique : environ 1500€/an pour une famille de 4 personnes incluant le chauffage, eau chaude.

ETUDE DE MARCHE / TERMES DE COMPARAISON

- ***Commentaire général/Marché par la chambre des notaires***

Volumes historiques, marché très dynamique
À fin août 2021, le volume de transactions de logements anciens en cumul sur les douze derniers mois dépasse, une fois encore, le volume record du mois précédent, avec 1 208 000 transactions, en hausse de 23 % sur un an. La très forte fluidité du marché depuis la fin de la première période de confinement et la mise en place efficace d'amortisseurs économiques et sociaux ont permis aux Français d'accélérer ou de concrétiser leur projet immobilier, expliquant les niveaux historiquement hauts observés à la fin de l'été.

Évolution des volumes de ventes des logements anciens pour la période 2000/2021



Source : CGEDD d'après bases notariales et DGFiP (MEDOC)

VARIATION DES INDICES DE PRIX NOTAIRES-INSEE*

	LOGEMENTS ANCIENS		APPARTEMENTS ANCIENS		MAISONS ANCIENNES	
	3 mois	1 an	3 mois	1 an	3 mois	1 an
France métropolitaine	1,6 %	6,9 %	1,2 %	4,8 %	1,7 %	6,8 %
Île-de-France	0,1 %	3,1 %	0,2 %	2,1 %	-0,2 %	5,1 %
Province	2,1 %	7 %	2,1 %	6,7 %	2,1 %	7,1 %

* Variation sur 3 mois (CVS) : évolution entre le 1er trimestre 2021 et le 2e trimestre 2021
Variation sur 1 an : évolution entre le 2e trimestre 2020 et le 2e trimestre 2021

Analyse sectorielle :



Période d'observation : **de Juillet 2021 à Septembre 2021**

ELEMENTS DE JUGEMENTS :

Points positifs :
Maison récente et rénovée depuis 2006 : excellent état générale avec vie de plain-pied (très recherché)
Grandes pièces de vie
Proximité immédiate de commerces, écoles, bus, accès routiers
Maison située à la limite d'Angers
Grand Terrain avec Garage
Taxe foncière peu élevée et maison peu énergivore

Points de retraits :
Proximité de la route départementale.
Projet de construction d'une prison de 850 places sur plus de 17 hectares en face de la maison pour 2027.
Ce projet sur l'environnement proche de la maison aurait fatalement un impact sur le prix (à la baisse) de cette dernière. Nous ne pourrons en tenir compte dans cette estimation. (Voir Annexes)

Estimation

La valeur vénale correspond au prix auquel un bien ou un droit immobilier peut raisonnablement être cédé en cas de mise en vente amiable au moment de l'expertise, en supposant que les conditions suivantes soient réunies :

. La libre volonté du vendeur
. Un délai raisonnable de négociation vu la nature du bien et la situation du marché
. La stabilité du marché et de la valeur pendant cette période,
. Des conditions de mise en vente et de publicité considérées comme normales,

Conclusions :
Compte tenu :
. De l'état actuel du marché immobilier considéré,
. Des transactions répertoriées dans ce secteur et quartier pour des biens de conception et de qualité comparables,
. De l'emplacement et de sa situation,
. Des caractéristiques du bien,
. De la rentabilité du bien actuellement loué

Nous retiendrons UNE VALEUR VENALE DU BIEN (libre de toute location et occupation) entre :

290 000 et 305 000 €
(Hors droits d'enregistrement et frais d'actes).

Document public



Ardoisières du pourtour d'Angers
Phase 4 : cartographie des aléas mouvement de terrain

Rapport final

BRGM/RP 69108-FR
Décembre 2020



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires
MAINE-ET-LOIRE

Géosciences pour une Terre durable
brgm

Document public

Ardoisières du pourtour d'Angers
Phase 4 : Cartographie des aléas Mouvement de Terrain

Rapport final

BRGM/RP 69108-FR
Décembre 2020

L. Closset
Avec la collaboration de
E. Plat, J.Salomero

Vérificateur :	**Approbateur :**
Nom : E. Vanoudheusden	Nom : X. Rachez
Fonction : Directrice Régionale Déléguée Auvergne-Rhône-Alpes	Fonction Directeur Régional Pays-de-la-Loire :
Date : 08/07/2019	Date : 11/12/2020
Signature : 	

Le système de management de la qualité et de l'environnement est certifié par AFNOR selon les normes ISO 9001 et ISO 14001.
Contact : qualite@brgm.fr

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Départementale des Territoires
MAINE-ET-LOIRE

Géosciences pour une Terre durable
brgm

Versions du Rapport

Le présent rapport daté de décembre 2020 est la deuxième version diffusée par le BRGM suite à l'ajout de cartes d'aléas « tassements » seuls et d'aléas « effondrements » seuls. Le rapport de la version précédente daté de Juillet 2019 ainsi que les cartes associées sont donc caducs.

Mots-clés : Ardoisières, Cartes aléa, Cavité souterraine, Effondrement, Angers, Trélazé, Avrillé

En bibliographie, ce rapport sera cité de la façon suivante :

Closset L. (2020) – Ardoisières du pourtour d'Angers - Phase 4 - Cartographie des aléas Mouvement de Terrain - Rapport final. BRGM/RP-69108-FR, 49 p, 31 ill., 5 ann., 1 clef usb.

© BRGM, **2020**, ce document ne peut être reproduit en totalité ou en partie sans l'autorisation expresse du BRGM.

Synthèse

Le BRGM et son implantation dans les Pays de Loire travaille depuis plusieurs années sur la problématique « Mouvements de Terrain » liée à la présence de vides souterrains résiduels associés à l'exploitation des ardoises sur le territoire d'Angers-Loire-Métropole.

L'exploitation de gisements ardoisiers en Anjou a débuté au Moyen-Age. De nombreuses communes (Angers, Trélazé, Saint Barthélémy d'Anjou, etc.) ont fait l'objet de travaux d'extraction de ce matériau, dans des carrières soit à ciel ouvert, soit souterraines. Pour les travaux souterrains plusieurs méthodes ont pu être employées donnant ainsi des cavités plus ou moins volumineuses. La méthode d'exploitation "en remontant" ne laissant généralement des vides qu'en partie supérieure des chambres ; celle dite "en descendant" pouvait par contre engendrer des vides très conséquents. Par ailleurs les anciens travaux à ciel ouvert, plus ou moins bien remblayés, peuvent être le siège de phénomènes d'instabilité de type tassements et glissements.

Quatre rapports spécifiques ont été publiés sur ce sujet depuis l'année 2012.

Le premier a permis de localiser aux travers des archives, les travaux liés aux exploitations des ardoisières et particulièrement les structures souterraines tels que puits, chambres, galeries et descenderies. Ces structures pourraient, suite à différents mécanismes de rupture et d'instabilité, compromettre la pérennité de certains projets qui seraient amenés à voir le jour en surface.

Les anciennes exploitations à ciel ouverts (Anciens Fonds) ont elle aussi été inventoriées et décrites cartographiquement.

En première approche, cet inventaire a ainsi permis de tracer en surface une enveloppe des travaux souterrains décrits en profondeur.

La seconde étude avait pour objectif, d'une part, d'apporter un appui technique à la Direction Départementale des Territoires de Maine et Loire (DDT49) dans le cadre du porter à connaissance de la première étude : « inventaire des ouvrages et cartographie informative pour les exploitations ardoisières des communes des pourtours d'Angers », et, d'autre part, d'identifier les secteurs où il semblait justifié de faire une évaluation des aléas au regard des enjeux potentiellement exposés.

Pour la troisième la DREAL Pays de la Loire ont mandaté le BRGM pour donner un avis technique sur le volet géotechnique du dossier relatif à la cessation d'activité des Ardoisières d'Angers.

Les avis du BRGM ont ainsi porté notamment sur :
- Les données prises en compte ;
- Leurs localisations exactes ;
- La méthodologie de définitions de l'aléa et des marges de sécurité.

Ces avis se sont notamment appuyé sur les informations inventoriées lors de la phase 1.

Pour la quatrième étude les objectifs étaient de mettre à jour l'inventaire des travaux souterrains et proposer une méthodologie pour la caractérisation de l'aléa mouvement de terrain lié aux ardoisières en intégrant la problématique minière.

Cette étude a ainsi permis de mettre à jour l'inventaire des travaux souterrains et d'analyser les désordres connus au niveau minier et ardoisier dans le secteur d'Angers, et plus généralement en Maine-et-Loire (pour les ardoisières). L'analyse des désordres a conduit à retenir dans un

premier temps, quatre typologies de phénomènes de mouvement de terrain sur les ardoisières, à savoir : les glissements, les tassements, les effondrements localisés et les effondrements généralisés / affaissements.

Par ailleurs, en termes de réflexions méthodologiques, au vu de la similarité des guides PPRM et PPRN sur la thématique cavité souterraine et du fait que seuls les aléas « mouvements de terrain » aient été pris en compte dans les études relatives aux travaux miniers (concession du Pavillon et travaux hors-titre), il n'apparaissait pas à première vue de contre-indication à intégrer les deux types d'étude (minier / ardoisier).

L'objectif de la présente étude est d'abord de réaliser une cartographie complète et homogène de la zone du pourtour d'Angers qui a abrité des travaux miniers.

Cette cartographie, pour les vides résiduels laissés en place par les différentes exploitations, a été réalisée selon la méthodologie globale envisagée et d'après les informations collectées dans les études précédentes. La méthodologie détaillée est décrite.

Par contre, l'objectif d'évaluer la potentialité et la cartographie des glissements de terrain, n'a pu être mené à bien. Les données historiques n'étant pas suffisantes et du fait des difficultés d'accès, de nouvelles données ne pouvaient être acquises.

La cartographie des aléas liés à la présence de vides souterrains résiduels à l'exploitation des ardoisières a donc pu être réalisée à partir des informations découvertes et cartographiées depuis 2010 dans les études qui ont précédé, et suivant les guides PPRMT et PPRN. Ainsi les indications concernant la profondeur du toit des chambres, leur superficie maximale et l'état du remblayage, combiné avec la méthode d'exploitation, ont permis de qualifier les aléas induits par les chambres. Pour les galeries, c'est uniquement leur profondeur qui a été utilisée, alors que pour les puits débouchant au jour, seul l'état de remblayage a été utilisé.

Cette cartographie est constituée d'une douzaine de cartes (« Clips ») au format A3.

Les zones couvertes par les aléas représentent environ 450 ha.

Par contre, la cartographie des aléas liées aux pentes (anciens fonds, haldes de stérile) n'a pu être réalisée car :

- La stabilité des haldes est fonction, entre autres, de leur pente, et le MNT au pas de 5 m existant ne permet pas, *a priori*, de quantifier ces pentes et d'estimer un aléa type glissement de terrain ;
- La stabilité des parois des excavations à ciel ouvert (anciens fonds) est *a priori* gouvernée par la géologie structurale, qui n'a pas été étudiée de manière détaillée ni dans le cadre de l'exploitation, ni depuis.

La cartographie d'aléa réalisée peut cependant être confrontée à deux cas de l'historique des événements, ce qui ne semble pas suffisant pour valider complètement la méthodologie.

Il est donc recommandé de mettre en place un suivi objectif et régulier de la topographie de la zone. Celui-ci pourrait être constitué, par exemple, par un suivi LIDAR au moyen d'un drone qui pourrait permettre de détecter des événements de faible intensité et par comparaison avec la cartographie d'aléa réalisée dans le cadre de cette étude, de la valider ou de proposer des modifications.

Ce suivi topographique pourrait aussi permettre d'obtenir des informations de géologie structurale qui permettrait d'évaluer la stabilité des parois de certains anciens Fonds non remblayés.

Sommaire

1 Introduction.....9

1.1 LES ETUDES PRECEDENTES DU BRGM CONCERNANT LES ARDOISIERES SITUEES SUR LE TERRITOIRE D'ANGERS-LOIRE-METROPOLE.....9

1.1.1 Inventaire des ouvrages et cartographie informative pour les exploitations des communes des pourtours d'Angers (49) – Rapport BRGM/RP-61102-FR de Novembre 2012. 9

1.1.2 Cartographie des ardoisières du pourtour d'Angers : Appui technique aux actions du Porter à connaissance et identification des secteurs où l'évaluation des aléas est justifiée (49). BRGM/RP-62687-FR, Septembre 2013. 9

1.1.3 Avis technique sur les études géotechniques du dossier relatif à la cessation d'activité des Ardoisières d'Angers. Rapport d'expertise. BRGM/RP- 65147 -FR. 10

1.1.4 Ardoisières du pourtour d'Angers – Phase 3 : mise en place d'une méthodologie de cartographie des aléas mouvement de terrain. BRGM/RP-65660-FR. Février 2016.....10

1.2 OBJECTIFS DE L'ETUDE.....11

2 Les différentes structures souterraines recensées.....13

2.1 LES PUITS 13

2.2 LES CHAMBRES.....14

2.3 LES GALERIES ET DESCENDERIES.....15

2.4 LES EXCAVATIONS A CIEL OUVERT (FONDS) 15

3 Les événements susceptibles de se produire en lien avec les structures souterraines 17

3.1 DÉFINITION DES PHÉNOMÈNES DE MOUVEMENTS DE TERRAIN REDOUTÉS 17

3.1.1 Effondrement localisé 17

3.1.2 Effondrement généralisé.....18

3.1.3 Affaissements (progressifs).....18

3.1.4 Tassement.....19

3.1.5 Glissements de terrain 19

3.2 LACUNE DES RECENSEMENTS DES DESORDRES 20

4 Mise à jour de la Base d'information.....21

4.1 INFORMATIONS COMMUNIQUEES PAR LA DREAL PAYS-DE-LA-LOIRE...21

4.2 VISITE DE TERRAIN DU 29 MAI 2019.....21

4.2.1 Effondrement de 2017 21
4.2.2 Stabilité de Paroi 22

5 Evaluation des aléas 25

5.1 DEFINITION DE L'ALEA, DE L'INTENSITE, DE LA PROBABILITE D'OCCURRENCE ET DE LA ZONE D'INFLUENCE 25

5.2 INFLUENCE SPATIALE POTENTIELLE DES DESORDRES 27

5.3 EVALUATIONS DES ALEAS INDUITS PAR LES VIDES SOUTERRAINS 29
5.3.1 Chambres 29
5.3.2 Galeries 34
5.3.3 Puits 35
5.3.4 Fonds (Anciennes exploitations à ciel ouvert) 36

5.4 CARTOGRAPHIE DES ALEAS 36
5.4.1 Mise en œuvre 36

5.5 COMBINAISONS DES ALEAS. 45
5.5.1 Combinaison des aléas générés par l'exploitation des ardoisières 45
5.5.2 Combinaison des aléas Ardoisières et Mines de Fer. 46
5.5.3 Résultats 46
5.5.4 Confrontation avec les événements passés 48

6 Conclusions et Recommandations 49

7 Bibliographie 51

Liste des illustrations

Illustration 1 – Descriptif de la table des puits utilisée par le SIG 13

Illustration 2 – Descriptif de la table des chambres associées au niveau des chambres 14

Illustration 3 - Descriptif de la table attributaire des chambres renseignées sur le SIG Source : d'après base ArcGIS 14

Illustration 4 - - Descriptif de la table attributaire des galeries renseignées sur le SIG Source .. 15

Illustration 5 - - Descriptif de la table attributaire des Fonds renseignées sur le SIG Source 15

Illustration 6 – Localisation de l'effondrement survenus en 2017. 22

Illustration 7- Paroi entre deux anciens fonds du site des petits Carreaux. 23

Illustration 8 Exemple de grille de hiérarchisation des classes d'aléa (source : guide PPRN) .. 26

Illustration 9 – Marge ou zone d'influence et angle d'influence 27

Illustration 10 - Formules théoriques utilisées pour évaluer les remontées de fontis (hauteur) maximales (Modèle de Meier d'après l'Inéris rapport DRS-05-55102/R02) 30

Illustration 11 – Résultat des calculs théoriques 30

Illustration 12 - Evaluation de l'indice d'aléa lié à la profondeur du toit des chambres 31

Illustration 13 – Répartion en nombre de la superficie horizontale des chambres digitalisées .. 31

Illustration 14 – Indice d'aléa associé à la superficie des chambres 31

Illustration 15 –Indice d'aléa en fonction du remblayage et de la méthode d'exploitation 32

Illustration 16 – Qualification de l'aléa et angle d'influence associé pour les chambres 32

Illustration 17 : représentation schématique des différents critères qui contribuent à associer un angle d'influence en fonction du niveau d'aléa de la cavité. 34

Illustration 18 - Résultats des calculs pour la remontée de fontis à partir de galeries 35

Illustration 19 - Niveau d'Aléa et angle d'influence en fonction des classes de profondeurs pour les galeries 35

Illustration 20 – Tableau définissant le niveau d'aléa et la distance d'influence associés 36

Illustration 21 – Légende des cartes d'aléa 37

Illustration 22 – Localisation des « clip » sur le territoire (Fond de Plan Scan100 © IGN) 39

Illustration 23 – Cartographie de l'aléa associé aux chambres : clip N°4 (Fond de Plan Scan25 © IGN) 40

Illustration 24 – Cartographie de l'aléa associé aux galeries : clip N°4 (Fond de Plan Scan25 © IGN) 41

Illustration 25 – Cartographie de l'aléa associé aux puits : clip N°4 (Fond de Plan Scan25 © IGN) 42

Illustration 26 – Cartographie de l'aléa associé aux anciens Fonds : clip N°4 (Fond de Plan Scan25 © IGN) 43

Illustration 27 – Combinaison des aléas engendrés par l'ensemble des travaux ardoisiers : clip N°4 (Fond de Plan Scan25 © IGN) 44

Illustration 28 – Combinaison des aléas provenant de l'exploitation des ardoisières 45

Illustration 29 – Table définissant les superficies [ha] concernées par classe d'aléa et par clip 46

Illustration 30 – Zone de désordres de la paperie en 2003 (d'après le rapport BRGM/RP-65660-FR) 48

Illustration 31 – Superficie [ha] des zones d'aléa créées par classe 49

Liste des annexes

Annexe 1a Carte de localisation générale des différents secteurs (Clips) concernés par un aléa mouvement de terrain 55

Annexe 1b Cartographie complète de l'aléa mouvement de terrain du pourtour d'Angers : aléa tassement et aléa effondrement localisé combinés 58

Annexe 1c Cartographie complémentaire : aléa tassement (représentation incomplète de l'aléa mouvement de terrain) 60

Annexe 1d Cartographie complémentaire : aléa effondrement localisé (représentation incomplète de l'aléa mouvement de terrain) 62

Annexe 2 Fiche d'intervention sur les puits 65

1 Introduction

Le BRGM et son implantation dans les Pays-de-la-Loire travaille depuis plusieurs années sur la problématique « Mouvements de Terrain » liée à la présence de vides souterrains résiduels associés à l'exploitation des ardoises sur le territoire d'Angers-Loire-Métropole.

L'exploitation de gisements ardoisiers en Anjou a débuté au Moyen-Âge. De nombreuses communes (Angers, Trélazé, Saint Barthélémy d'Anjou, etc.) ont fait l'objet de travaux d'extraction de ce matériau, dans des carrières soit à ciel ouvert, soit souterraines. Pour les travaux souterrains plusieurs méthodes ont pu être employées donnant ainsi des cavités plus ou moins volumineuses. La méthode d'exploitation "en remontant" ne laissant généralement des vides qu'en partie supérieure des chambres ; celle dite "en descendant" pouvait par contre engendrer des vides très conséquents. Par ailleurs les anciens travaux à ciel ouvert, plus ou moins bien remblayés, peuvent être le siège de phénomènes d'instabilité de type tassements et glissements.

1.1 LES ETUDES PRECEDENTES DU BRGM CONCERNANT LES ARDOISIERES SITUEES SUR LE TERRITOIRE D'ANGERS-LOIRE-METROPOLE

Quatre rapports spécifiques ont été publiés sur ce sujet depuis l'année 2012.

1.1.1 Inventaire des ouvrages et cartographie informative pour les exploitations des communes des pourtours d'Angers (49) – Rapport BRGM/RP-61102-FR de Novembre 2012.

Ce projet initié en 2010 a permis de localiser aux travers des archives, les travaux liés aux exploitations des ardoisières et particulièrement les structures souterraines tels que puits, chambres, galeries et descenderies. Ces structures pourraient, suite à différents mécanismes de rupture et d'instabilité, compromettre la pérennité de certains projets qui seraient amenés à voir le jour en surface.

Les anciennes exploitations à ciel ouverts (Anciens Fonds) ont elle aussi été inventoriées et décrites cartographiquement.

En première approche, cet inventaire a ainsi permis de tracer en surface une enveloppe des travaux souterrains décrits en profondeur.

1.1.2 Cartographie des ardoisières du pourtour d'Angers : Appui technique aux actions du Porter à connaissance et identification des secteurs où l'évaluation des aléas est justifiée (49). BRGM/RP-62687-FR, Septembre 2013.

Cette seconde étude avait pour objectif, d'une part, d'apporter un appui technique à la Direction Départementale des Territoires de Maine-et-Loire (DDT49), dans le cadre de porter à connaissance de l'étude : « inventaire des ouvrages et cartographie informative pour les exploitations ardoisières des communes des pourtours d'Angers », et d'autre part, d'identifier les secteurs où il semblait justifié de faire une évaluation des aléas au regard des enjeux potentiellement exposés.

Il est ressorti de cette analyse que sur plusieurs secteurs (notamment les secteurs « de la Paperie »), des ouvrages susceptibles de générer des désordres en surface (puits, chambres en descendant, etc.) n'avaient pas été pris en compte dans les précédentes études d'aléa et demandaient par conséquence une nouvelle évaluation de celui-ci.

1.1.3 Avis technique sur les études géotechniques du dossier relatif à la cessation d'activité des Ardoisières d'Angers. Rapport d'expertise. BRGM/RP- 65147 - FR.

La DREAL Pays-de-la-Loire a mandaté le BRGM pour donner un avis technique sur le volet géotechnique du dossier relatif à la cessation d'activité des Ardoisières d'Angers.

Les avis du BRGM ont ainsi porté notamment sur :

- Les données prises en compte ;
- Leurs localisations exactes ;
- La méthodologie de définitions de l'aléa et des marges de sécurité.

Ces avis se sont notamment appuyés sur les informations inventoriées lors de la phase 1.

1.1.4 Ardoisières du pourtour d'Angers – Phase 3 : mise en place d'une méthodologie de cartographie des aléas mouvement de terrain. BRGM/RP-65660-FR. Février 2016.

Cette **phase 3** visait à mettre à jour l'inventaire des travaux souterrains et à proposer une méthodologie pour la caractérisation de l'aléa mouvement de terrain lié aux ardoisières en intégrant la problématique minière.

Cette étude a ainsi permis de mettre à jour l'inventaire des travaux souterrains et d'analyser les désordres connus au niveau minier et ardoisier dans le secteur d'Angers, et plus généralement en Maine-et-Loire (pour les ardoisières). L'analyse des désordres a conduit à retenir dans un premier temps, quatre typologies de phénomènes de mouvement de terrain sur les ardoisières : à savoir **les glissements, les tassements, les effondrements localisés et les effondrements généralisés** / **affaissements**. Sur ce dernier phénomène, l'analyse a mis en évidence le caractère assez unique des ruptures de grande ampleur connues au niveau des ardoisières d'Angers, qui semblent être un phénomène intermédiaire entre effondrement généralisé et affaissement.

Par ailleurs, en termes de réflexions méthodologiques, au vu de la similarité des guides PPRM et PPRN sur la thématique cavité souterraine, et du fait que seuls les aléas « mouvements de terrain » aient été pris en compte dans les études relatives aux travaux miniers (concession du Pavillon et travaux hors-titre), il n'apparait pas à première vue de contre-indication à intégrer les deux types d'étude (minier / ardoisier).

Une importante partie de cette étude a aussi porté sur des réflexions pour la manière de procéder pour la qualification des aléas sur les travaux ardoisiers.

1.2 OBJECTIFS DE L'ETUDE

L'objectif de la présente étude est d'abord de réaliser une cartographie complète et homogène de la zone du pourtour d'Angers qui a abrité des travaux miniers.

Cette cartographie des vides résiduels laissés en place par les différentes exploitations a été réalisée selon la méthodologie globale envisagée, et d'après les informations collectées dans les études précédentes. La méthodologie détaillée est décrite dans les chapitres suivants.

Par contre, l'objectif d'évaluer la potentialité et la cartographie des glissements de terrain, n'a pu être mené à bien de part une insuffisance de données historiques, et du fait des difficultés d'accès rendant l'acquisition de données d'entrée impossible.

2 Les différentes structures souterraines recensées

Au cours des précédentes interventions du BRGM, les informations récupérées ont été compilées dans le Système d'Informations Géographiques (SIG), puis mises à jour autant que de besoin et selon les informations découvertes. Ces informations constituent la base de la cartographie d'aléa.

De ces données, on peut distinguer la typologie suivante pour les structures souterraines : puits, chambres, galeries et descenderies, excavations à ciel ouvert. Une description de ces différentes structures est donnée ci-dessous.

2.1 LES PUITS

174 puits ont été inventoriés au travers des documents d'archives. Un certain nombre d'entre eux ont été repérés sur le terrain (17) au travers de différentes investigations. Cependant un bon nombre d'entre eux n'ont pas pu être détectés en surface, car ils ont été partiellement rebouchés ou masqués par des aménagements et la végétation.

Les informations collectées dans les archives sont notamment :

- Leur localisation (coordonnées X et Y) ;
- Leur nom ;
- L'exploitation à laquelle ils peuvent être rattachés ;
- Leur profondeur ;
- Leur forme ;
- Leur visibilité ;
- Leur remblaiement potentiel (complet ou partiel) ;
- Des désordres éventuellement observés en tête de puits.

Dans le rapport d'inventaire la table de description des puits contient les champs suivants :

Puits	
Nom du Champ	**Descriptif**
ID_PUITS	Référence du puits
NOM_PUITS	Nom du puits de l'exploitation
NOM_EXPLOIT	Nom de l'exploitation
COTE_MIN	Cote du fond de puits
COTE_MAX	Cote du puits la plus proche de la surface
JOUR	Puits débouchant au jour: "OUI" ou "NON"
PROF	Profondeur du puits
REMBLAI	Etat du remblai
COTE_REMB	Cote du remblai
PLAN_SOURCE	Référence du plan utilisé pour la digitalisation

Illustration 1 – Descriptif de la table des puits utilisée par le SIG

La réalisation de 55 puits borgnes (puits ne débouchant pas au jour - bures) a été confirmée par la consultation des documents d'archives. Ceux-ci ont été localisés sur les plans et coupes disponibles. Ils n'ont évidemment pas pu être repérés, l'accès au fond n'étant plus possible.

2.2 LES CHAMBRES

Les recherches dans les archives ont permis de retrouver 416 chambres d'exploitation dont ont été extraites la production d'ardoise.

Elles ont pu être digitalisées sur 1 135 niveaux.

Les champs associés à ces niveaux dans le SIG sont présentés dans les illustrations 2 et 3.

Chambres: Informations générales	
Nom du Champ	**Descriptif**
ID_CHB	Référence de la chambre digitalisée précédemment
NOM_EXPLOIT	Nom de l'exploitation
NOM_CHB	Nom de la chambre
COTE_SEMELLE	Cote de la semelle de la chambre
COTE_TOIT	Cote du toit de la chambre
MODE_EXPLOIT	Mode d'exploitation : « en montant », « en descendant »
DATE_OUV	Date d'ouverture de la chambre
DATE_FIN	Date de fermeture/abandon de la chambre
REMBLAI	Information sur le remblai
COTE_REMBLAI	Cote du remblai
DESORD	Désordres renseignés

Illustration 2 – Descriptif de la table des chambres associées au niveau des chambres

Chambres: Informations par niveau	
Nom du Champ	**Descriptif**
ID_CHB	Référence de la chambre
NIVEAU	Niveau de la chambre selon les plans
COTE	Cote du niveau de la chambre
HAUTEUR	Hauteur du niveau (cote min-cote max)
PROF	Profondeur de la chambre
DATE_OUV	Date d'ouverture du niveau
DATE_FIN	Date de fermeture
PLAN_SCE	Référence du plan utilisé pour la digitalisation

Illustration 3 - Descriptif de la table attributaire des chambres renseignées sur le SIG
Source : d'après base ArcGIS

2.3 LES GALERIES ET DESCENDERIES

Les champs de la table attributaire relative aux galeries et descenderies sont résumés ci-dessous.

Galeries	
Nom du Champ	**Descriptif**
ID_GALERIE	Référence de galerie
NOM_GALERIE	Nom (si précisé sur plan)
NOM_EXPLOIT	Nom de l'exploitation
TYPE_GAL	Typologie de la galerie: "Passage ou communication", "galerie de recherche", "collectrice ou TB"
NIVEAU	Niveau de galerie (si exploitation en montant)
COTE	Cote semelle de la galerie
PROF	Profondeur si précisée
DATE_OUV	Date d'ouverture de la galerie
PLAN_SOURCE	Référence du plan utilisé pour la digitalisation

Illustration 4 - - Descriptif de la table attributaire des galeries renseignées sur le SIG Source

2.4 LES EXCAVATIONS A CIEL OUVERT (FONDS)

Les excavations à ciel ouvert (nommées Fonds) sont renseignées dans le SIG à travers les champs de la table attributaire présentée ci-dessous.

Fonds	
Nom du Champ	**Descriptif**
ID_FOND	Référence du fond
NOM_FOND	Nom du fond de l'exploitation
NOM_EXPLOIT	Nom de l'exploitation
NIVEAU	"Base du fond" ou "emprise en surface"
COTE_FOND	Cote du fond
PROF	Profondeur du fond
REMBLAI	Etat du remblai sous l'emprise du fond
PLAN_SOURCE	Référence du plan utilisé pour la digitalisation

Illustration 5 - - Descriptif de la table attributaire des Fonds renseignées sur le SIG Source

3 Les événements susceptibles de se produire en lien avec les structures souterraines

3.1 DÉFINITION DES PHÉNOMÈNES DE MOUVEMENTS DE TERRAIN REDOUTÉS

Cette partie reprend globalement les éléments répertoriés dans le rapport RP-65660 et extraits des définitions fournis dans le guide méthodologique PPRM de 2014 qui sont peu différentes de celles du guide PPRN.

3.1.1 Effondrement localisé

Un effondrement localisé se caractérise par l'apparition soudaine en surface d'un cratère d'effondrement dont l'extension horizontale varie généralement de quelques mètres à quelques dizaines de mètres de diamètre. La profondeur du cratère dépend principalement de la profondeur et des dimensions des travaux souterrains. Si, dans la majorité des cas, cette profondeur se limite à quelques mètres, dans certaines configurations particulières, elle peut atteindre voire dépasser une dizaine de mètres (effondrements de tête de puits par exemple).

L'intensité de ce phénomène est généralement définie par le diamètre du cratère d'effondrement. En risque naturel on définit en général un phénomène d'intensité faible si le diamètre est inférieur à 3 m, une intensité moyenne pour un diamètre de 5 m et une intensité forte pour des diamètres de l'ordre de 10 m et plus.

En fonction du mécanisme initiateur du désordre et de la nature des terrains de sub-surface, les parois du cratère peuvent être sub-verticales ou inclinées, donnant ainsi naissance à une forme caractéristique d'entonnoir.

Les dimensions du désordre et le caractère brutal de sa manifestation en surface font des effondrements localisés des phénomènes potentiellement dangereux, notamment lorsqu'ils se développent au droit ou à proximité de secteurs urbanisés.

Cependant le caractère brutal en surface peut être aussi associé à un déroulement plus ou moins progressif en profondeur et un fontis peut être la manifestation d'une rupture qui s'est produite bien avant au toit d'une cavité souterraine.

Ce type de phénomène est potentiel à partir de toute cavité naturelle et anthropique laissée ouverte dans le sous-sol (chambres, galeries et puits laissés non totalement remblayés).

Les chambres des ardoisières pouvant avoir des superficies élevées des effondrements localisés de grande dimensions pourraient être susceptibles de s'y développer.

L'analyse réalisée précédemment (phase 3) a mis en évidence le caractère assez unique des ruptures de grande ampleur connues au niveau des ardoisières d'Angers

qui semblent être un phénomène intermédiaire entre effondrement localisé de grande dimensions et affaissement.

3.1.2 Effondrement généralisé

Les effondrements généralisés, également appelés effondrements en masse, se manifestent par l'effondrement, souvent dynamique (quelques secondes), de tout ou partie d'une exploitation, par rupture brutale du soutènement naturel (piliers) ou anthropique. Ce phénomène affectant l'intégrité des terrains et aménagement de surface sur des étendues pouvant atteindre plusieurs hectares. La hauteur d'effondrement affectant la partie centrale peut atteindre plusieurs mètres et même plusieurs dizaines de mètres. Cette zone centrale est bordée par des fractures ouvertes, sub-verticales, délimitant des « marches d'escalier » dont les conséquences peuvent, elles aussi, s'avérer très dommageables pour les personnes et les biens situés en surface.

Les effondrements généralisés traduisent une instabilité d'ensemble d'une partie de l'exploitation résultant généralement d'une extraction trop intensive. Ce sont des phénomènes heureusement très rares mais dont les conséquences sont potentiellement graves car ils génèrent une quantité considérable d'énergie. Ils peuvent ainsi s'accompagner de secousses sismiques, parfois détectables jusqu'à plusieurs centaines de kilomètres du secteur concerné.

Les effondrements généralisés peuvent affecter des exploitations profondes comparativement aux effondrements localisés. Leur développement exige également une extension horizontale des travaux suffisante au regard de leur profondeur.

Ce n'est pas un phénomène envisagé dans le cas des Ardoisières du pourtour d'Angers.

3.1.3 Affaissements (progressifs)

L'affaissement se manifeste par un réajustement des terrains de surface induit par l'éboulement de cavités souterraines résultant de l'extraction ou de la disparition (dissolution, combustion) de minerai. Les désordres, dont le caractère est généralement lent, progressif et souple, prennent la forme d'une dépression topographique, sans rupture cassante importante, présentant une allure de cuvette.

Ce type de manifestation concerne aussi bien les exploitations en plateure menées à grande profondeur (plusieurs centaines de mètres) et présentant des extensions horizontales importantes, que les exploitations filoniennes ayant laissé des vides résiduels importants après extraction.

L'amplitude de l'affaissement est directement proportionnelle à l'ouverture des travaux souterrains. Le coefficient de proportionnalité dépend notamment de la profondeur des travaux et de la nature des méthodes d'exploitation et de traitement des vides (foudroyage, remblayage…). Les amplitudes maximales observées au centre de la cuvette, durant ou après l'exploitation, sont d'ordre décimétrique à métrique.

Ce n'est pas un phénomène envisagé dans le cas des Ardoisières du pourtour d'Angers.

3.1.4 Tassement

D'après le guide PPRM de 2014, on parle de tassements lorsque les mouvements du sol ne résultent pas de l'extraction, de la combustion ou de la dissolution du minerai / matériau extrait mais s'expliquent par la recompaction d'un massif meuble (amas de matériaux granulaires) ou affecté par les travaux souterrains (terrains foudroyés).

Sous l'action de perturbations extérieures (applications de surcharge en surface, mouvements de nappes au sein des terrains concernés, sollicitations vibratoires…) ou sous l'effet de leur propre poids, les terrains qui présentent une forte porosité peuvent être amenés à se tasser et donner naissance à des mouvements de faible ampleur en surface (sauf exception, l'amplitude maximale est d'ordre décimétrique).

Les conséquences redoutées résultent principalement du fait que la surface peut être affectée par des tassements différentiels qui sont susceptibles d'engendrer des effets sur les bâtiments et les infrastructures. Ce sont des phénomènes qui peuvent se produire dans notre zone d'étude notamment suite au remblayage d'anciens fonds avec des matériaux qui peuvent être des stériles de l'exploitation mais aussi d'autres matériaux.

3.1.5 Glissements de terrain

Les mouvements de pente, qu'ils soient superficiels ou profonds (glissements, ravinements), constituent le type de désordres le plus couramment observé le long des flancs des ouvrages de dépôts ou des versants de découvertes creusées en roche meuble.

3.1.5.1 Mouvements superficiels

Il s'agit de phénomènes généralement lents et mettant en jeu des volumes de matériau restreints (quelques dizaines de m^3). Ils prennent principalement la forme de glissements pelliculaires ou de rigoles de ravinement, parfois profondes, avec pour conséquence l'épandage de matériau en pied. Toutefois la constitution des haldes constituées de shistes, ne se prêtent pas vraiment à des phénomènes d'érosion / ravinements. Si les éboulis ne sont pas remaniés, la configuration redevient stable et l'instabilité cesse.

La constitution et la géométrie des haldes de stériles sur les différents sites des ardoisières, généralement de faible hauteur, ne se prêtent pas à ce type de phénomène.

3.1.5.2 Mouvements profonds

Les glissements profonds résultent du mouvement d'une masse de terrain le long d'une zone de rupture en profondeur, définie par une surface continue (dont la forme peut être circulaire, plane ou quelconque) et dont la vitesse de déplacement, en phase critique, varie fréquemment de quelques millimètres à quelques mètres par heure. Ce type de phénomène est susceptible d'affecter aussi bien les ouvrages de dépôts que les flancs de découvertes creusées en massif de roche tendre.

Dans le cadre des ardoisières et de leurs épontes, nous avons affaire à une roche relativement compétente où les instabilités sont le plus souvent gouvernées par la

présence de défauts structuraux dans la matrice (plans de schistosité, failles, fractures, joints, diaclases). L'observation de cette géologie structurale, sur les flancs des anciens Fonds notamment, montre une variabilité importante, qui demanderait une étude détaillée qui n'a jamais été réalisée *a priori*.

De plus, l'observation directe sur le terrain est rendue très difficile par les conditions d'accès (limitée notamment par l'importante végétation) et par l'occupation des sols.

L'aléa glissement de terrain, ne peut donc être déterminé à l'échelle de la zone d'exploitation des ardoisières.

La constitution et la faible hauteur des haldes de stériles constatées sur les différents sites des ardoisières ne se prêtent pas à ce type de phénomène.

3.2 LACUNE DES RECENSEMENTS DES DESORDRES

Les désordres rencontrés dans le cours du XIX^{e} et XX^{e} siècles sont assez nombreux, plusieurs sont décrits dans le rapport précédent (BRGM/RP-65660-FR). Il est cependant important de noter que pour la plupart :

- Les activités d'extraction et d'exhaure étaient toujours en cours ;
- Certains de ces sites étaient situés en dehors de l'agglomération d'Angers et de la zone d'études ;
- *A priori* les plus gros effondrements impliquaient la vidange de remblais disposés dans des excavations de surface ou proche de la surface vers d'autres cavités situées plus bas et laissées vides ;
- La plupart de ces gros effondrements se sont produits avant 1950 ;
- Les deux derniers :
  - « La Poueze », situé en dehors de la zone d'Angers, date de 1990 ;
  - « La Paperie Ouest » date de 2003 ;
- La connaissance de la géométrie des vides résiduels à l'instant des accidents ne semblait pas complètement documentée ;
- À l'instar des gros événements, les désordres d'intensité plus faible ne sont pas recensés, sont traités localement, et ne laissent pas de trace dans les archives.
- Aucun événement relatif à des glissements (superficiels ou profonds) n'est documenté

En conclusion, l'inventaire des événements est lacunaire et ne permettra pas réaliser véritablement une validation des niveaux d'aléa qui seront définis dans ce qui va suivre.

4 Mise à jour de la Base d'information

4.1 INFORMATIONS COMMUNIQUEES PAR LA DREAL PAYS-DE-LA-LOIRE

Les travaux réalisés pour la clôture de l'exploitation d'Imérys (Les Ardoisières d'Angers) depuis l'édition 2015 se limite au traitement de 6 puits.

La DREAL Pays-de-la-Loire a adressé au BRGM en mai 2019, les fiches de réalisation pour cinq puits.

Dénomination	X (Lambert 93)	Y (Lambert93)	Commentaire
Puits 25	436742	6711540	Fiche en Annexe A2
Puits 26	436153	6712410	Fiche en Annexe A2
Puits 8bis Hermitage	437776	6710800	Fiche en Annexe A2
Puits 6 Hermitage	437899	6711140	Fiche en Annexe A2
Puits 3 Monthibert	438281	6710560	Fiche en Annexe A2
Puits 7 Monthibert	438425	6710420	Réalisation d'ici fin 2019

Les tables attributaires du SIG pour les puits ont été modifiées et l'aléa pour ces puits évalués en conséquence.

4.2 VISITE DE TERRAIN DU 29 MAI 2019

À la demande de la DDT, le BRGM est intervenu sur le terrain le 29 mai 2019 pour confirmer les informations concernant :

- Un effondrement de faible intensité survenu en 2017 ;
- La stabilité apparemment précaire d'une paroi entre un ancien fonds rempli d'eau et un ancien fonds vide

4.2.1 Effondrement de 2017

L'évènement est décrit par un agent des services de la commune comme un effondrement du sol de moins d'un mètre de diamètre et d'une profondeur non connue. L'ouverture présentait un souffle d'air qui provenait de l'ouverture. Cet évènement a eu lieu il y a deux ans, en 2017, et se situe le long du chemin de promenade du parc. L'emplacement exact nous a été indiqué par le responsable, car invisible actuellement Les coordonnées de cet emplacement sont : N 47.459398 ; O -0.508179 (WGS84).

D'après le responsable également, il a été remblayé à l'aide de quelques brouettes de matériau tout-venant.



Illustration 6 – Localisation de l'effondrement survenus en 2017.

4.2.2 Stabilité de Paroi

La stabilité de la paroi entre deux fonds du site des Petits Carreaux ne semble pas assurée comme le montre l'illustration 7 (situé sur la carte du « Clip 6 » Annexe 1). Cependant du fait de la végétation, il est très difficile de se rendre sur cette paroi pour en faire une auscultation rapprochée.

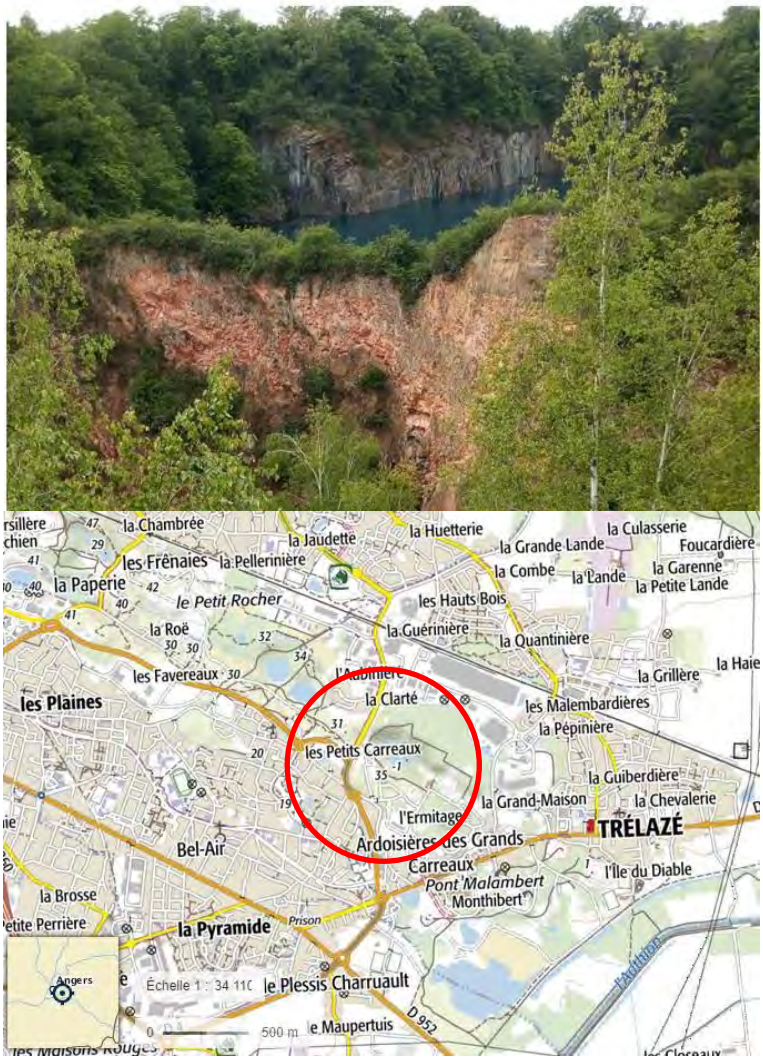


Illustration 7- Paroi entre deux anciens fonds du site des petits Carreaux.

L'un des fonds est rempli d'eau, l'autre pas. En cas de rupture soudaine l'eau s'engouffrerait très rapidement dans le fonds vide. Si l'accès à ces sites est interdit, il n'y a alors pas vraiment d'enjeux.

Toutefois si l'on voulait s'assurer de la stabilité, il conviendrait de réaliser une analyse à partir de la topographie de cette zone ainsi que de la géologie structurale de la paroi. Ces investigations sont envisageables à travers l'utilisation d'un drone.

5 Evaluation des aléas

5.1 DEFINITION DE L'ALEA, DE L'INTENSITE, DE LA PROBABILITE D'OCCURRENCE ET DE LA ZONE D'INFLUENCE

Au sens strict, l'aléa est la probabilité de la survenance en un point donné d'un événement donné d'une intensité donnée sur une période donnée. Pour une période donnée, l'aléa devrait être présenté comme une courbe continue décroissante, qui indique une probabilité de survenance pour chaque intensité d'un phénomène donné. Dans la pratique, il est très souvent impossible d'être complètement déterministe et de produire cette courbe en chaque point de la zone à étudier.

L'intensité définit l'ampleur du phénomène, sa gravité, l'influence qu'il peut avoir sur une structure anthropique. Pour les fontis c'est le diamètre de la zone effondrée qui définit l'intensité. Pour les tassements c'est plutôt l'angle de mise en pente des structures basculées en surface qui est considéré.

La notion de probabilité d'occurrence, qui traduit pour sa part la sensibilité que présente un site à être affecté par l'un ou l'autre des phénomènes analysés, est généralement difficile à appréhender. Quelle que soit la nature des événements redoutés, la complexité des mécanismes, la nature hétérogène du milieu naturel, le caractère très partiel des informations disponibles et le fait que de nombreux désordres, séquelles ou nuisances, ne soient pas répétitifs expliquent qu'il est généralement impossible de raisonner sur la base de probabilités quantitatives (x % de risque de développement d'un désordre). On privilégiera donc une classification qualitative caractérisant une prédisposition du site à subir tel ou tel type de désordres ou nuisances. C'est donc cette notion de prédisposition (au détriment de la probabilité d'occurrence) qui sera retenue dans la suite du document. L'évaluation de cette prédisposition dépend de la combinaison d'un certain nombre de facteurs favorables ou défavorables à l'initiation et au développement des mécanismes pressentis dont la principale connue est la profondeur supposée des vides résiduels.

On associe dans la pratique une zone de l'espace où un aléa relatif est défini par un qualificatif du genre faible, moyen ou fort qui est lui-même le croisement entre la fréquence ou la prédisposition anticipée de l'événement et son intensité sur cette zone. Cette méthode de hiérarchisation, déjà proposée dans le cadre du rapport BRGM/RP-65660-FR, est présentée en illustration 8.

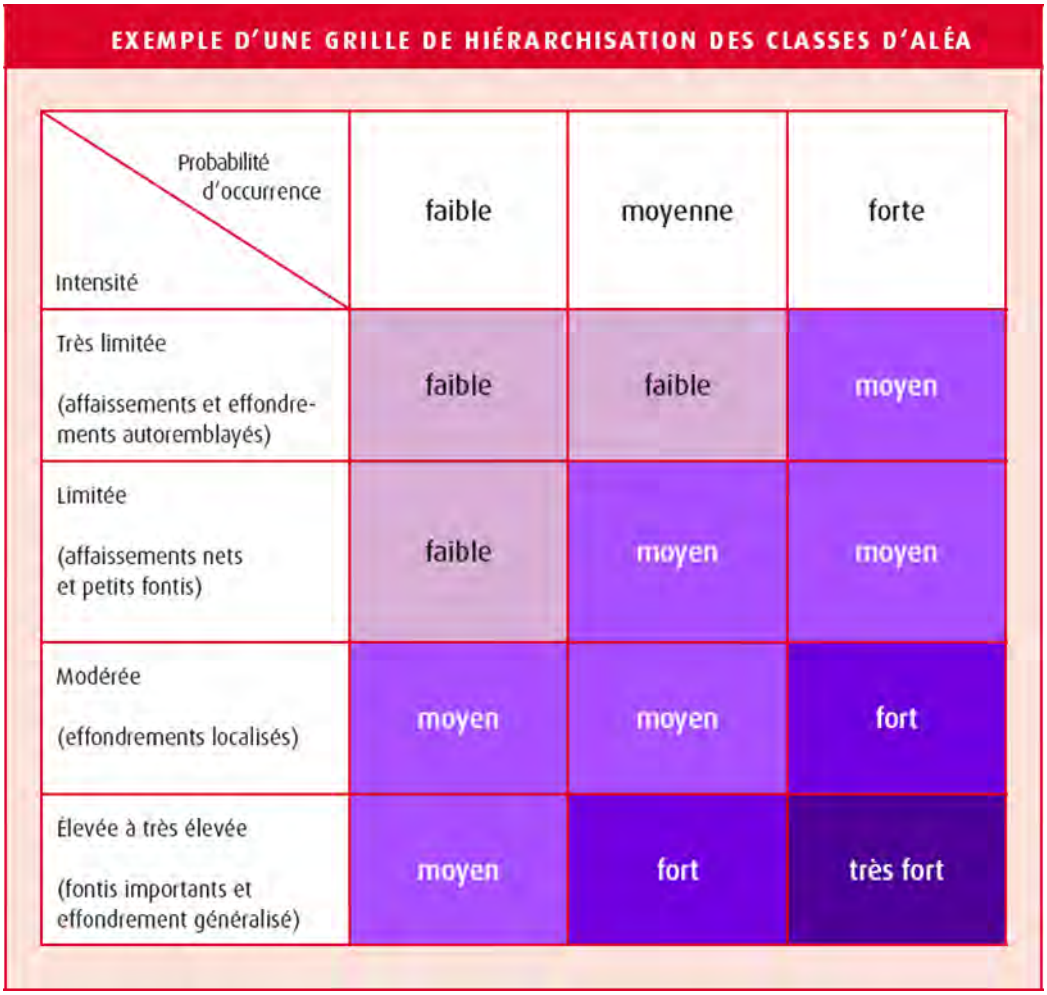


Illustration 8 Exemple de grille de hiérarchisation des classes d'aléa (source : guide PPRN)

En complément de l'analyse en retour d'expérience, la détermination de la prédisposition repose également sur l'analyse des scénarios et mécanismes de survenue des phénomènes susceptibles d'affecter les terrains de surface. La conjugaison de paramètres favorables à cette survenue contribuera naturellement à surclasser la classe de prédisposition. Ainsi, à titre d'exemple, une épaisseur de recouvrement importante, des dimensions limitées de galeries et la présence de bancs résistants dans le recouvrement feront qu'un site présentera une prédisposition moins sensible à l'apparition de fontis en surface qu'un secteur d'exploitation peu profond situé sous un recouvrement exclusivement marneux.

5.2 INFLUENCE SPATIALE POTENTIELLE DES DESORDRES

Une cavité située en profondeur induit en surface des effets qui ne sont pas uniquement situés à l'aplomb supposé de la cavité.

En général on définit une marge d'influence ou aussi Zone d'influence (ZI) (distance horizontale qui définit la distance entre les bords de la cavité et ses effets attribués les plus lointains) qui est fonction de :

- Une valeur fixe qui correspond à l'erreur potentielle entre la position de la cavité et sa représentation sur le plan ou le SIG ;
- Une distance qui est fonction de la profondeur de l'excavation est calculée par la définition d'un angle d'influence, fonction, entre autre, de la nature des matériaux sus-jacents.

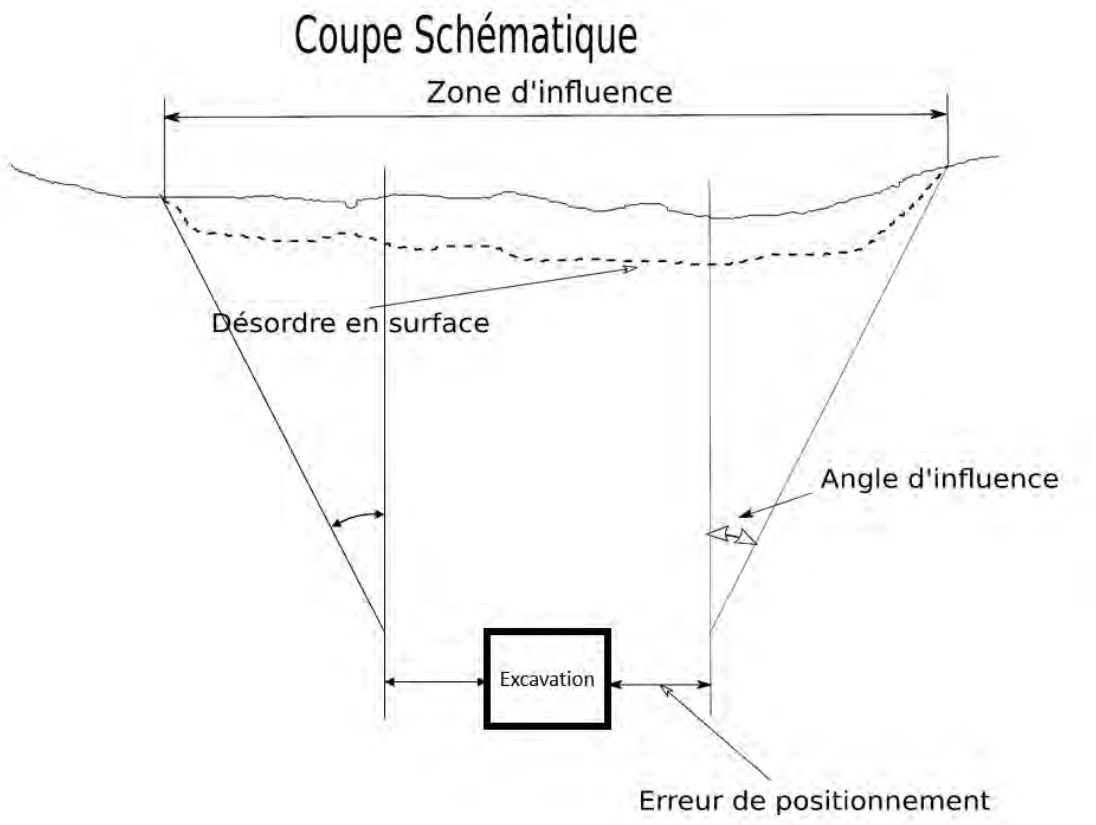


Illustration 9 – Marge ou zone d'influence et angle d'influence

Le calcul de la zone d'incertitude (ZI) autour de de la cavité est donc

$dist_{ZI} = E_p + Tan\ \varphi$

Dans le cadre de cette étude nous avons défini l'erreur de positionnement (E_p) comme égale à 5 m. L'angle d'influence (φ) du fait de la compétence du massif et de ses caractéristiques a été choisi entre 15° et 22,5°. Cet angle permet de prendre en compte l'incertitude associée à la connaissance actuellement partielle sur le comportement

mécanique général du massif : l'état structurel du massif (inhomogénéité et discontinuité), les potentielles excavations non connues, l'état des excavations (toit, parois) et l'impact des interactions entre les vides en cas de désordre (état des structures qui les séparent).

- L'angle d'influence résultant permet d'intégrer la probabilité d'apparition de désordres associés à ces critères. Ils peuvent générer une propagation atypique de fontis (direction de propagation en partie déviée de l'axe vertical)
- Désordres cumulés (« effet domino » avec d'autres structures voisines)

Ces critères et les types de désordres associés concernant les chambres sont présentés en partie 5.3.1.4

5.3 EVALUATIONS DES ALEAS INDUITS PAR LES VIDES SOUTERRAINS

Pour chacun des types de vides souterrains (chambres d'exploitation, puits et galeries) les recherches effectuées ont conduit à relever des caractéristiques, géométriques qui, pour la plupart, permettent dans une certaine mesure d'évaluer la stabilité. À partir de ces éléments, qui permettent de différencier les entités, il a été permis d'attribuer à chacune des entités relevées individuellement une note d'aléa qui est la combinaison du classement.

Chaque type de vide souterrain se verra indiquer un ou plusieurs indices d'aléa suivant des caractéristiques qui peuvent influencer la stabilité des vides. Si plusieurs indices sont définis, leur somme définira un indice global qui permettra de définir une classe d'aléa.

5.3.1 Chambres

Pour les chambres, nous avons choisi trois paramètres qui semblent être les plus clivants sur la possibilité d'une remontée de fontis.

5.3.1.1 Profondeur

La profondeur du toit de la chambre est calculée par la différence entre la côte du MNT au droit de la chambre (centroïde de la plus grande section digitalisée) et la côte du toit de cette chambre, retrouvée a priori sur les sections analysées. Pour pouvoir attribuer une note à des classes de profondeur nous avons évalué avec des formules théoriques la remontée potentielle d'un fontis sur le principe de l'auto-comblement.

L'illustration 10 présente les calculs qui permettent d'évaluer les hauteurs maximales de remontées de fontis.

Pour les chambres les paramètres géométriques suivants ont été retenus :

- Hauteur des chambres, une fois remblayées, de 6 mètres, d'après les informations dont nous disposons, il s'agit d'une borne supérieure de la hauteur laissée à la majorité des chambres dans la méthode d'exploitation dite « en montant » ;
- Diamètre du fontis (à sa base, soit au toit de l'excavation) équivalent à deux rayons de 5 m (fontis d'intensité forte);
- Angle de repos des éboulis = 35 °
- Coefficient de foisonnement des éboulis varie entre 1,3 et 1,4.

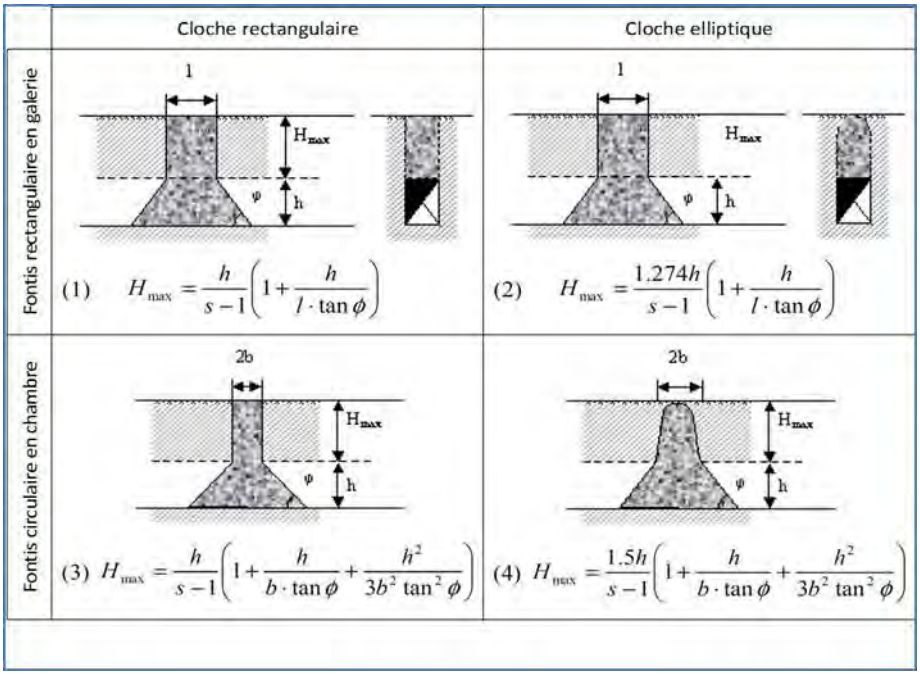


Illustration 10 - Formules théoriques utilisées pour évaluer les remontées de fontis (hauteur) maximales (Modèle de Meier d'après l'Inéris rapport DRS-05-55102/R02)

Les coefficients de foisonnement relativement faibles prennent en compte la présence éventuelle de remblai sur les chemins de remontée des fontis.

En appliquant les formules 3 et 4 présentées à l'illustration 10, et les paramètres ci-dessus, on obtient les résultats suivants (cf Illustration 11) :

Définitions	Variable	Valeur	Unité
ouverture de la chambre	h	6	m
angle de talus naturel des éboulis	ϕ	35	°
longueur / rayon du fontis au toit	r	5	m
coefficient de foisonnement	K	1,4	S/D
Chambre	rect. (3)	ellipt. (4)	
Hmax	55,4	83,1	m
ouverture de la chambre	w	6	m
angle de talus naturel des éboulis	q	35	°
longueur / rayon du fontis au toit	r	5	m
coefficient de foisonnement	K	1,3	S/D
Chambre	rect. (3)	ellipt. (4)	
Hmax	73,9	110,8	m

Illustration 11 – Résultat des calculs théoriques

Au vu des résultats des hauteurs potentielles de remontée de fontis, nous choisissons de créer quatre classes présentées à l'illustration 12. Une hauteur de 100 m, nous semblant être un ordre de grandeur approprié.

Profondeur indiquée du toit de la chambre	Indice (Aléa_Prof)	Commentaire
Entre 0 et 100 m	3	Hauteur potentielle de remontée de fontis
Entre 100 et 200 m	2	Hauteur possible au titre des incertitudes sur les paramètres
Supérieure à 200 et 300 m	1	Probabilité faible
Supérieure à 300 m	0	

Illustration 12 - Evaluation de l'indice d'aléa lié à la profondeur du toit des chambres

5.3.1.2 Surface horizontale des cavités

Dans les tables attributaires des surfaces horizontales des chambres d'exploitation, nous trouvons des surfaces qui varie entre 0 et 4 500 m^2 environ pour les 1 135 digitalisations réalisées.

En faisant l'hypothèse que les toits des chambres sont des formes à peu près carrées, cela nous permet de calculer que les portées sont de l'ordre de 10 à 60 m.

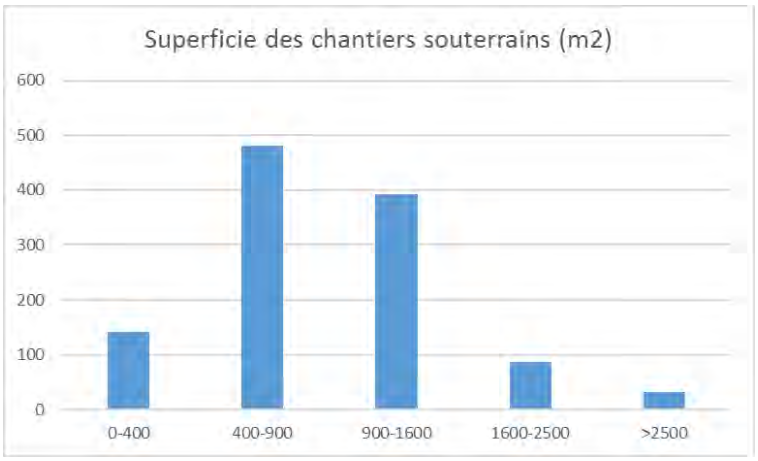


Illustration 13 – Répartion en nombre de la superficie horizontale des chambres digitalisées

Nous avons donc utilisé un indice d'aléa basé sur ces surfaces. Cet indice varie de -1 à +1 selon le tableau présenté à l'illustration 14.

Classe de superficie max (m^2)	Indice (Aléa_Superf.)
De 0 à 400 m2	-1
De 400 à 900 m2	-0.5
De 900 à 1600 m2	0
De 1600 à 2500 m2	+0.5
Supérieure à 2500 m2	+1

Illustration 14 – Indice d'aléa associé à la superficie des chambres

5.3.1.3 Remblayage des cavités

La proportion du vide créé qui a été remblayé a aussi une influence sur une propension à permettre le développement d'une remontée de fontis. À partir des travaux d'inventaire réalisés, une note a été attribuée à chaque chambre dans le champs « remblais » qui décrit le degré de remblaiement des chambres, combiné avec la méthode d'exploitation des chambres (illustration 15). Ainsi, même si l'état spécifique de remblayage est inconnu ou déclaré comme non remblayé, l'indice d'aléa des chambres créées par la méthode d'exploitation en montant ne peuvent avoir un indice négatif puisque le remblayage partiel est une caractéristique indissociable de la méthode.

Description du remblayage des chambres	Code	Méthode d'exploitation	Indice d'aléa
Inconnu	0	En descendant	+1
Inconnu	0	En Montant	0
Non Remblayé	1	En descendant	+1
Non Remblayé	1	En Montant	0
Remblayé partiellement	2	En descendant	0
Remblayé partiellement	2	En Montant	0
Remblayé pendant les travaux	3	En descendant	0
Remblayé pendant les travaux	3	En Montant	0
Remblayé après les travaux	4	En descendant	-1
Remblayé après les travaux	4	En Montant	-1

Illustration 15 –Indice d'aléa en fonction du remblayage et de la méthode d'exploitation

Le fait que les remblayages « après travaux » soient mieux notés réside dans le fait qu'il s'est donc agit d'opérations spécifiques avec comme objectif principal le remblai, alors qu'au cours des travaux l'objectif principal était l'extraction de l'ardoise.

5.3.1.4 Indice Global d'aléa et classification d'aléa pour les chambres

L'indice global d'aléa est calculé par la simple somme des indices décrits plus haut. On attribue ensuite la classification d'aléa (présenté à l'illustration 16) par rapport aux classes d'indice global.

Niveau Aléa	Indice global aléa max	Indice global aléa min	Angle d'influence (°)
Fort (A4)	4.5	3.5	15
Moyen (A3)	3	2.5	17.5
Faible (A2)	2	1.5	20
Très Faible (A1)	1	0	22.5

Illustration 16 – Qualification de l'aléa et angle d'influence associé pour les chambres

En pratique l'indice global d'aléa varie pour les quelques 400 chambres de 4,5 à -1 (aucune chambre ne se voit affectée l'indice global maximal de 5). Cependant seuls les indices supérieurs à 0 se voient adresser un niveau d'aléa. Le niveau d'aléa pour les structures souterraines dont l'indice global est inférieur ou égal à 0 est qualifié de nul et n'est pas cartographié.

Au vu des caractéristiques du massif et de la compétence des roches constituant le gisement et les épontes des ardoisières, bien que confirmée par la stabilité des toits des chambres, mais pas par des essais géomécaniques, l'angle d'influence de 15 degrés peut être retenu pour les événements *a priori* les plus probables (aléa fort).

Le fait que les angles d'influence soient plus élevés pour les zones qualifiées d'aléa plus faibles est normal. Des phénomènes a priori moins probables que des remontées quasi verticale (aléa fort) peuvent se produire dû à des phénomènes, dont n'a pas tenu compte la classification d'aléa faute d'information disponible (géologie structurale, rupture de piliers latéraux, etc.).

Les cavités ont un niveau d'aléa associé aux indices d'aléa. Ces indices d'aléa sont associés à la profondeur, à la surface de la cavité et à l'état de remblaiement (5.3.1). Les cavités ont un angle d'influence différent en fonction de leur niveau d'aléa. Cet angle permet de prendre en compte la propagation de l'incertitude en fonction de l'épaisseur de massif sus-jacent (aléa faible : profondeur importante, incertitude sur le massif sus-jacent importante). Cette incertitude est associée à la connaissance actuellement incomplète ou partielle sur plusieurs critères rappelés ici (cf 5.2 Influence Spatiale potentielle des désordres) :

- **L'état du massif** :
  L'absence de connaissance sur l'hypothèse d'homogénéité ou l'inhomogénéité du massif ou encore les singularités structurales telles que fissures, fractures, structure du massif localement dégradée.
- **Les excavations** :
  L'exploitation des ardoisières d'Angers est relativement vaste et ramifiée et les informations disponibles peuvent être actuellement incomplètes (cavités d'exploration qui n'aurait pas fait l'objet d'un plan). Il existe donc une incertitude sur l'exhaustivité de la connaissance du nombre de chambres. L'inventaire actuel regroupe les informations disponibles au moment de l'étude mais il ne peut pas être exclu que des excavations soient encore non connues/répertoriées.
- **L'état des excavations** :
  Les informations disponibles et bancarisées dans l'étude de l'aléa concernant l'état des excavations peuvent être incomplètes. Cette absence d'information précise concerne l'état des piliers, des parois, du toit ou des voûtes.
- **Les interactions entre les cavités**
  Il existe des incertitudes concernant les interactions produites par un désordre dans une chambre profonde avec les structures souterraines voisines ou sus jacentes (rupture de solette ou bardeau entre deux chambres et propagation atypique du fontis en partie déviée de la verticale).

L'angle d'influence résultant permet d'intégrer la probabilité d'apparition de désordres associé à ces critères. Ils peuvent générer :

- **Propagation atypique de fontis** : la direction de propagation peut être en partie déviée de l'axe vertical

- **Désordres cumulés** : l'effet d'un désordre sur une cavité peut être amplifié en surface par les interactions qu'il peut avoir avec d'autres structures voisines qui seront elles aussi impactées et vont propager le désordre (« effet domino »).

L'illustration suivante est une représentation schématique d'une coupe de l'exploitation qui présente l'angle d'influence pour une cavité d'un niveau d'aléa très faible et d'une cavité d'aléa fort.

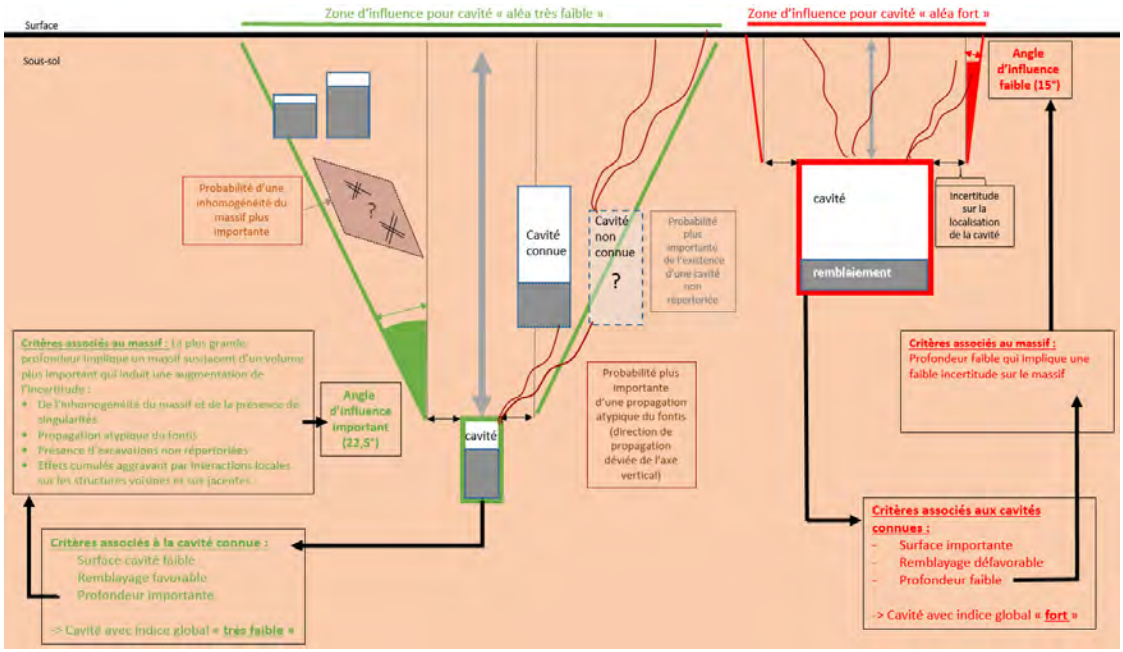


Illustration 17 : représentation schématique des différents critères qui contribuent à associer un angle d'influence en fonction du niveau d'aléa de la cavité.

Une cavité d'un niveau d'aléa faible avec un volume de massif sus-jacent important aura un angle d'influence plus important pour prendre en compte ces incertitudes cumulées. Un massif important présente une probabilité plus forte de présence de singularités.

5.3.2 Galeries

Pour les galeries, les caractéristiques renseignées dans les tables sont moins nombreuses et surtout moins clivantes que celles pour les chambres. Si d'après les informations on peut considérer, en appliquant le principe de précaution, que la dimension maximale des galeries est de quatre mètres de large par 3 mètres de haut, seule la profondeur permet de classifier l'aléa.

Ce choix implique également qu'il n'existera pas d'aléa fort pour les désordres associés à l'effondrement d'une galerie puisque la dimension d'un fontis au toit d'une galerie est inférieure ou égale à 4 mètres, et donc l'intensité du phénomène ne peut être qualifiée que de moyenne au maximum.

Nous avons donc évalué les remontées maximales pour des fontis de 4 m de diamètre, à partir des formules présentées à l'illustration 10. Les résultats sont présentés à l'Illustration 18.

Définitions	Variable	Valeur	Unité
ouverture de la chambre	h	3	m
angle de talus naturel des éboulis	φ	35	°
longueur / rayon du fontis au toit	r	2,00	m
coefficient de foisonnement	K	1,40	S/D
Galerie	**rect. (1)**	**ellipt. (2)**	
Hmax	**15,5**	**19,8**	**m**
ouverture de la chambre	h	3	m
angle de talus naturel des éboulis	φ	35	°
longueur / rayon du fontis au toit	r	2,00	m
coefficient de foisonnement	K	1,30	S/D
Galerie	**rect. (1)**	**ellipt. (2)**	
Hmax	**20,7**	**26,4**	**m**

Illustration 18 - Résultats des calculs pour la remontée de fontis à partir de galeries

Comme dans le cas des chambres, nous avons traité les profondeurs par classe, mais la largeur de classe a été fixée à 25 m au vu des résultats indiqués ci-avant.

Niveau Aléa	Prof min	Prof max	Angle d'influence	ZI (m)
Moyen (A3)	0	25	15	12
Faible (A2)	25	50	17.5	21
Très Faible (A1)	50	100	20	42

Illustration 19 - Niveau d'Aléa et angle d'influence en fonction des classes de profondeurs pour les galeries

Pour les galeries la zone d'influence ZI est calculée en prenant la profondeur moyenne pour chaque classe soit 12,5 m., 37,5 m. et 75 m.

5.3.3 Puits

Pour les puits, la seule information qui permet d'évaluer le niveau de l'aléa qui leur est lié est leur état de remblayage.

Le tableau présenté à l'Illustration 20 définit le niveau d'aléa associé ainsi que la marge d'incertitude associée (qui n'est dans ce cas pas dépendante de la profondeur).

Niveau Aléa	Remblai	ZI (m)
Fort (A4)	Pas remblayé ou remblayage inconnu	25
Moyen (A3)	Partiellement remblayé	25
Très Faible (A1)	Totalement remblayé	12

Illustration 20 – Tableau définissant le niveau d'aléa et la distance d'influence associés

5.3.4 Fonds (Anciennes exploitations à ciel ouvert)

80 anciens Fonds sont référencés dans l'inventaire réalisé dans les études précédentes. Faute d'information détaillée sur les matériaux de remblayage, leur mise en œuvre et leur épaisseur, nous avons considéré que quel que soit l'état de remblayage indiqué, les anciens fonds présentaient un aléa faible au tassement sur toute leur surface, et un aléa très faible sur une bande de quinze mètres de large à leur pourtour.

Pour ces fonds, nous n'avons pas cartographié l'aléa glissement de terrain pour les raisons explicitées au le paragraphe 3.1.5.2.

5.4 CARTOGRAPHIE DES ALEAS

5.4.1 Mise en œuvre

Il n'est pas possible de représenter de manière simple l'ensemble de la zone cartographiée sur une seule représentation qui soit manipulable. Nous avons donc défini 11 zones rectangulaires sur le secteur. Nous avons appelé ces zones « clip1 » à « clip11 ». Elles sont représentées à l'illustration 21.

À titre d'exemple, les pages suivantes présentent les cartes d'aléa pour les différentes structures souterraines évoquées dans ce chapitre (les chambres, les galeries, les puits et les anciens fonds) pour la zone de la Paperie qui est représentée dans le clip 4.

Il faut noter que les polygones définissant une classe d'aléa peuvent donc être la combinaison de la contribution de plusieurs entités de type divers.

L'illustration 20 présente la légende des couches représentant les niveaux d'aléa.



Illustration 21 – Légende des cartes d'aléa

Il faut noter également que ces couches sont transparentes pour permettre de repérer la symbologie associée au fond de plan (Scan25 ©IGN en niveau de gris).

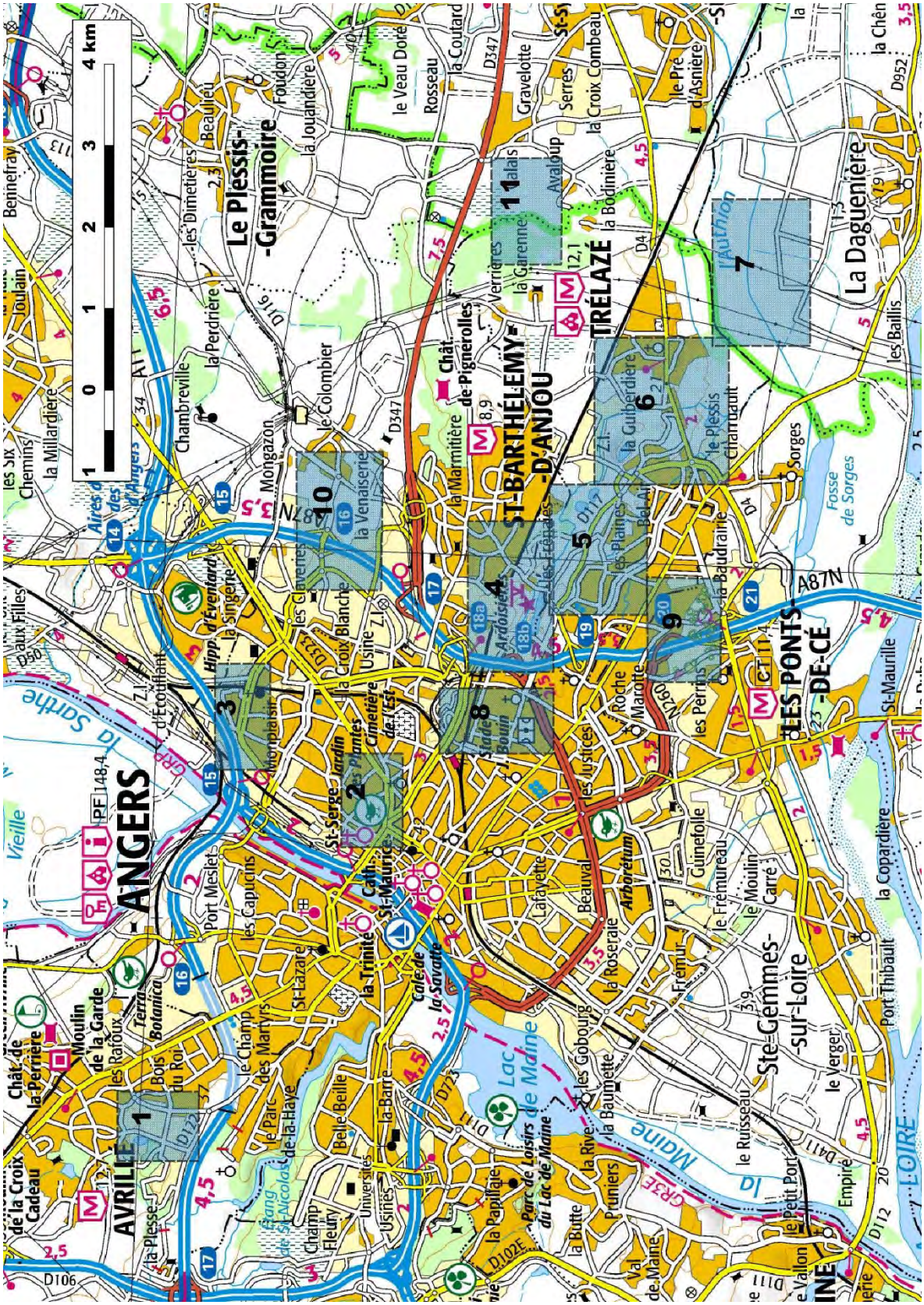


Illustration 22 – Localisation des « clip » sur le territoire (Fond de Plan Scan100 © IGN)



Illustration 23 – Cartographie de l'aléa associé aux chambres : clip N°4 (Fond de Plan Scan25 © IGN)

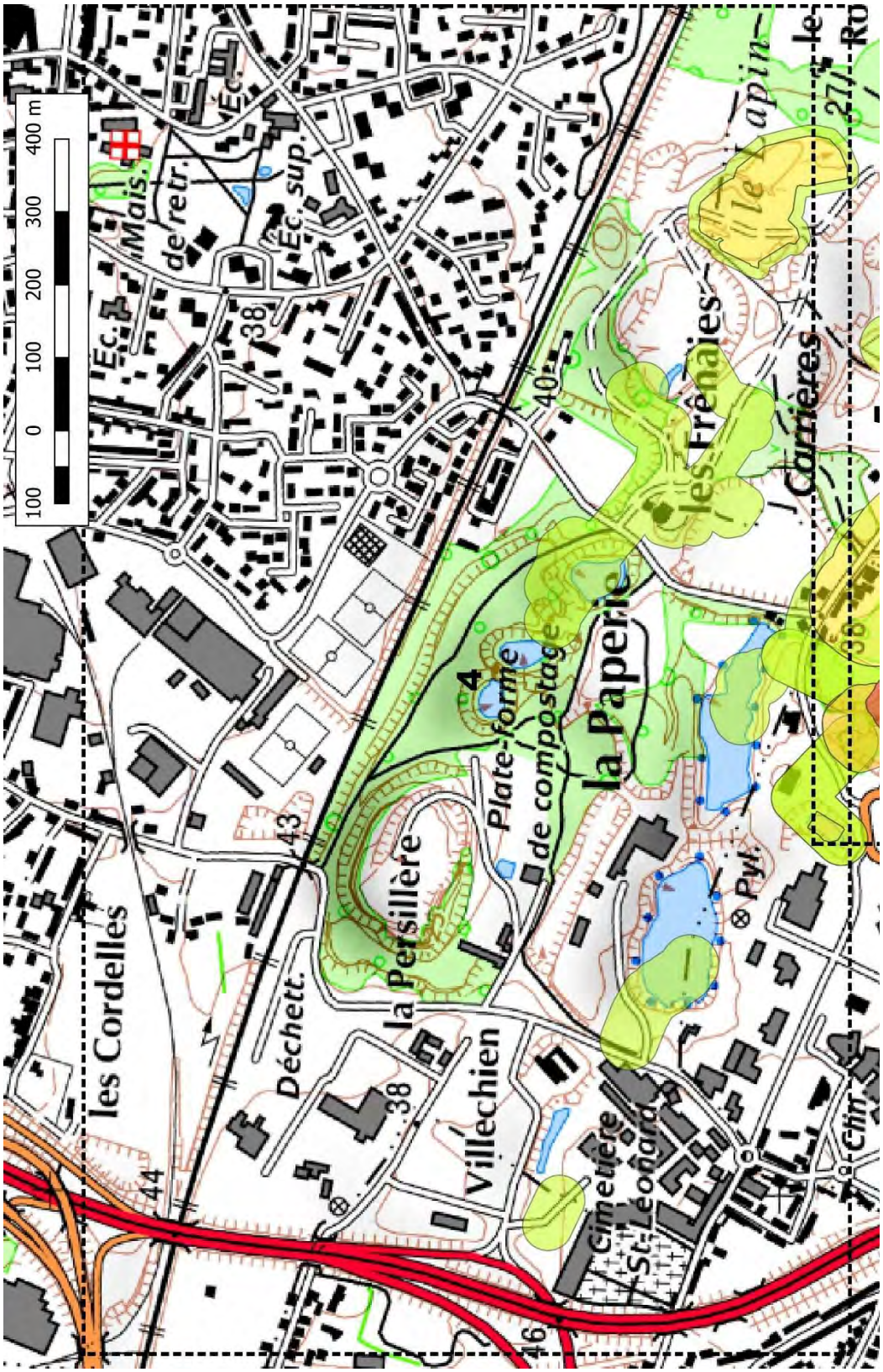


Illustration 24 – Cartographie de l'aléa associé aux galeries : clip N°4 (Fond de Plan Scan25 © IGN)

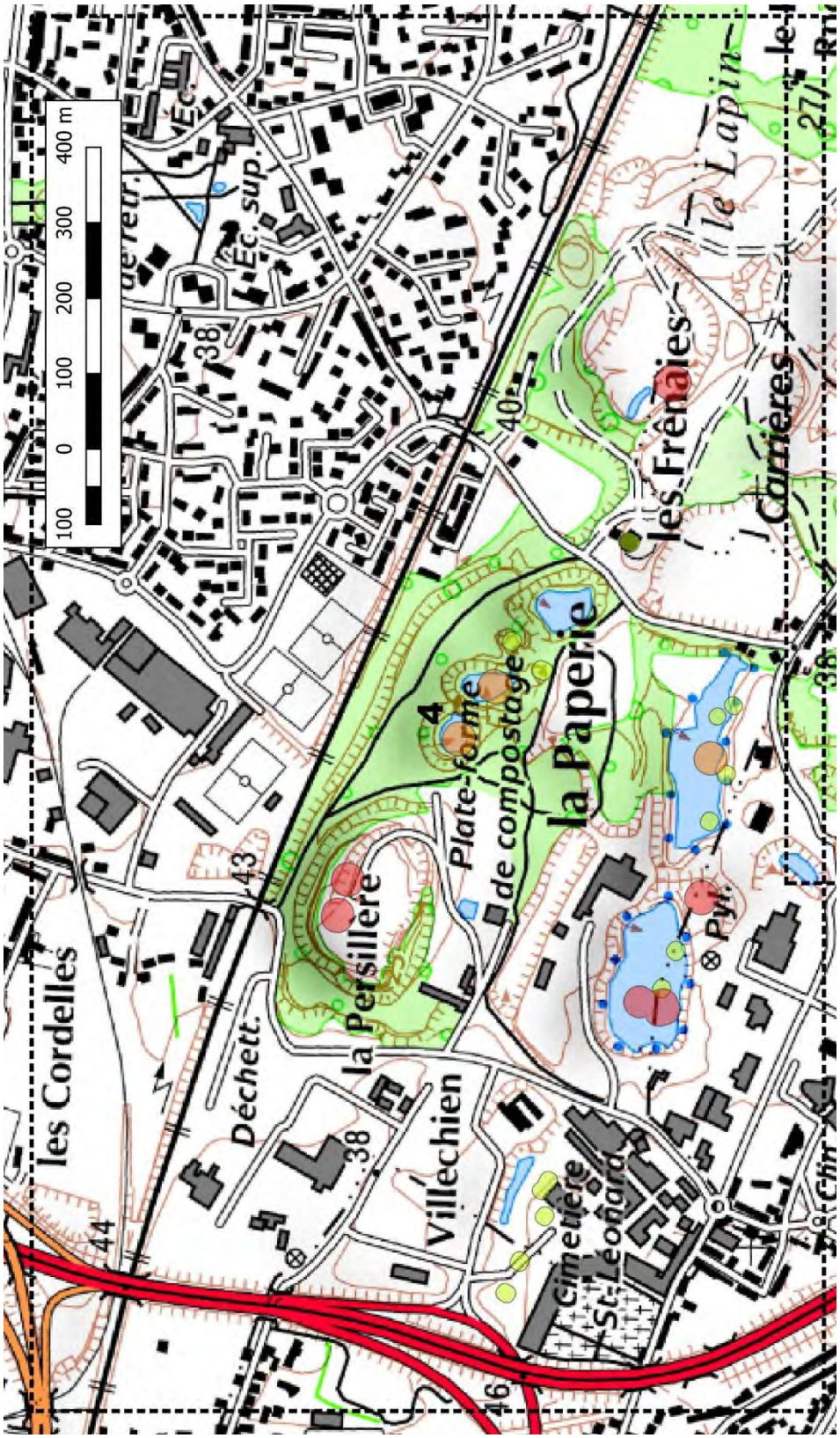


Illustration 25 – Cartographie de l'aléa associé aux puits : clip N°4 (Fond de Plan Scan25 © IGN)



Illustration 26 – Cartographie de l'aléa associé aux anciens Fonds : clip N°4 (Fond de Plan Scan25 © IGN)

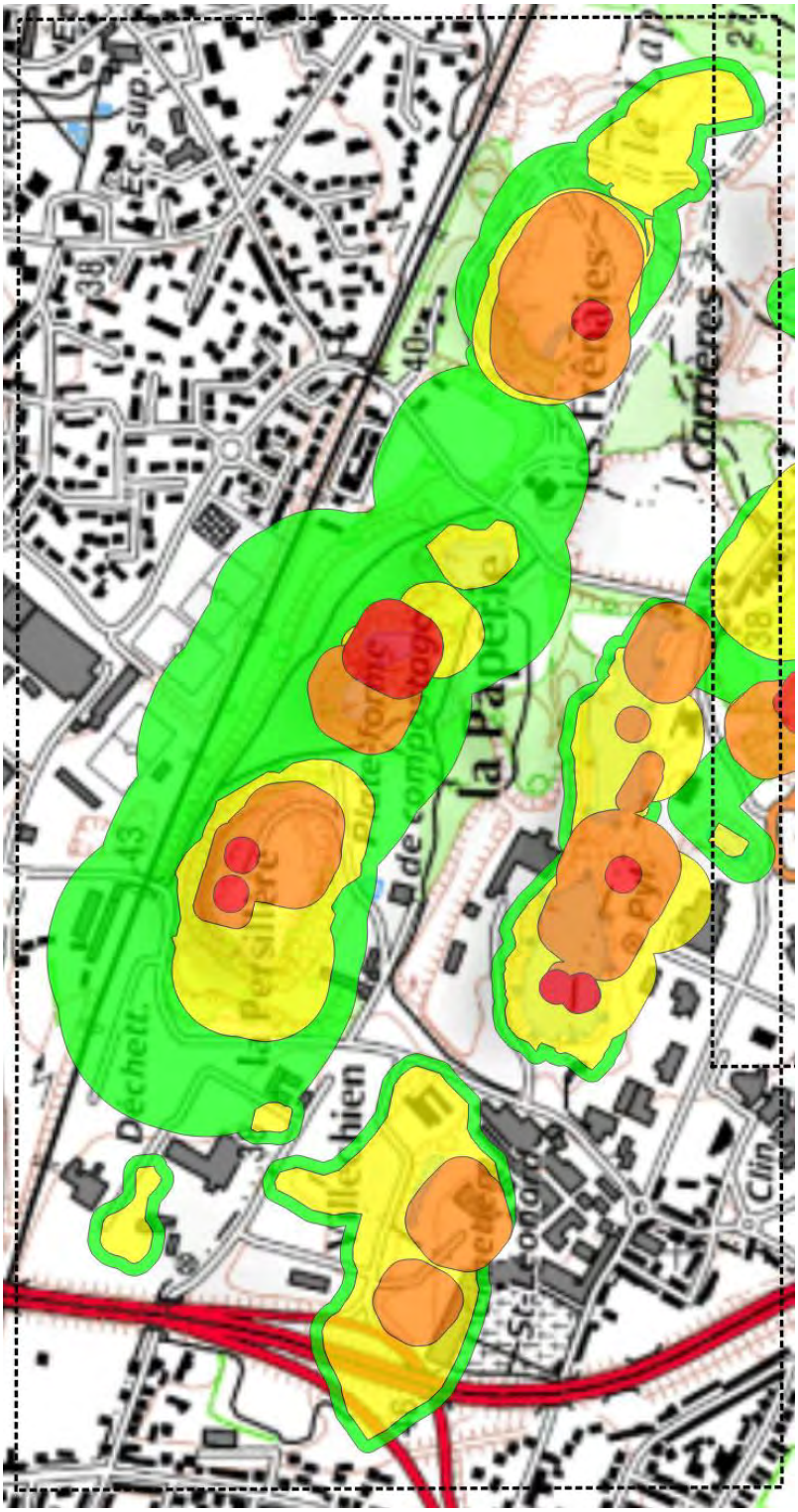


Illustration 27 – Combinaison des aléas engendrés par l'ensemble des travaux ardoisiers : clip N°4 (Fond de Plan Scan25 © IGN)

5.5 COMBINAISONS DES ALEAS.

5.5.1 Combinaison des aléas générés par l'exploitation des ardoisières

Il découle des paragraphes précédents que seuls deux types de phénomènes peuvent au travers des données disponibles se voir déterminer cartographiquement un niveau d'aléa. Il s'agit des événements de type :

- Effondrement localisé dû à la présence de vides résiduels laissés par les travaux souterrains au niveau des chambres, des puits et des galeries.
- Le tassement causé par le remblayage des anciens fonds. Du fait de l'ancienneté des remblayages, l'aléa tassement a été estimé comme avoir une intensité faible et prédisposition faible.

Chambres	Puits	Galeries	Anciens Fonds	Aléa combiné	Commentaire
A4	A3			Fort	
A3	A2	A4		Moyen	Les galeries produisant des effondrements de moindre intensité, elles n'induisent pas d'aléa fort
A2		A3	A2	Faible	
A1	A1	A2	A1	Très Faible	

Illustration 28 – Combinaison des aléas provenant de l'exploitation des ardoisières

Il faut noter également qu'une remontée de fontis qui s'auto-comble en toute proximité de la surface peut générer un affaissement du sol de faible amplitude difficilement discernable d'un tassement.

5.5.2 Combinaison des aléas Ardoisières et Mines de Fer.

Les aléas engendrés par les vides souterrains des anciennes mines de fer ont été établis par Géodéris (rapport GEODERIS W2015/007DE-15PAL36020 d'avril 2015).

La superposition des aléas liés aux ardoisières et aux mines de fer ne concerne *a priori* que la zone du clip3. Les autres aléas liés aux mines de fer se retrouvent sur les clip10 et 11 qui ne contiennent pas de zone d'aléa liées aux Ardoisières.

Chaque classe d'Aléa des Mines de fer (Fort, Moyen et Faible) a été combinée à leurs équivalents pour les ardoisières. Les zones de même classes d'aléa ont ainsi été unies. Cette union a eu lieu uniquement pour le clip 3.

5.5.3 Résultats

La cartographie de l'aléa global est ainsi présentée en Annexe 1 sur une douzaine de planche A3. L'illustration 28 présente les superficies concernées pour chacun des clips et chacune des classes d'aléa. Les superficies sont exprimées en hectares.

	Aléa				
Clip	Fort	Moyen	Faible	Très faible	Total par Clip
1	2,31	2,65	8,21	1,08	**14,26**
2	/	/	9,13	2,35	**11,48**
3	0,28	3,90	7,29	0,35	**11,82**
4	0,95	12,65	17,19	28,89	**59,67**
5	1,79	11,35	38,45	14,34	**65,93**
6	9,69	20,11	58,68	79,93	**168,41**
7	1,16	7,02	15,59	65,08	**88,85**
8	0,15	/	/	1,07	**1,23**
9	0,97	/	4,89	6,78	**12,64**
10&11	0,07	0,75	20,96	/	**21,78**
Total par Aléa	**17,36**	**58,43**	**180,40**	**199,87**	**456,07**

Illustration 29 – Table définissant les superficies [ha] concernées par classe d'aléa et par clip

La cartographie de l'aléa mouvement de terrain des ardoisières du pourtour d'Angers est présentée en annexe 1. Elle est constituée de :

- Annexe 1a :
  1 carte de localisation générale des différents secteurs (dit « clips ») concernés par un aléa mouvement de terrain (Annexe 1a).
- 3 jeux de cartes distincts (Annexe 1b, 1c et 1d). Chaque jeu de carte est constitué de 11 secteurs dit « Clips ». Ils correspondent aux secteurs concernés par un aléa mouvement de terrain en lien avec les Ardoisières d'Angers (5.5.1) et les Mines de fer (5.5.2) :
  - Annexe 1b :
    La cartographie complète de l'aléa mouvement de terrain du pourtour d'Angers : l'aléa tassement et l'aléa effondrement localisé sont combinés pour

retenir le degré d'aléa mouvement de terrain le plus élevé (5.5.1). Ce jeu de 11 Clips constitue le produit final et complet de l'étude sur l'aléa mouvement de terrain.

- Annexe 1c :
  Une cartographie complémentaire, qui est une représentation incomplète de l'aléa mouvement de terrain où **seul l'aléa tassement** est cartographié. Il correspond à l'aléa mouvement de terrain lié aux **anciens fonds**. Cette carte est fournie à titre indicatif et ne constitue pas le produit final de l'étude.
- Annexe 1d :
  Une cartographie complémentaire, qui est une représentation incomplète de l'aléa mouvement de terrain où **seul l'aléa effondrement localisé** est représenté. Il correspond à l'aléa mouvement de terrain lié aux **puits, chambres et galeries**. Cette carte est fournie à titre indicatif et ne constitue pas le produit final de l'étude.

Il est rappelé que l'étude est basée sur un état de la connaissance actuelle. Il ne peut pas être exclu que des désordres surviennent en dehors des zones cartographiées en lien avec l'ensemble des incertitudes présentées dans le rapport.

L'ensemble des cartes sont livrées au format imprimable en A3 à l'échelle 1/8000ème.

5.5.4 Confrontation avec les événements passés

Comme indiqué dans le paragraphe 3.2, le recensement des événements antérieurs est lacunaire. Toutefois pour les cas de la Paperie, et celui de l'effondrement de 2017, il est possible de localiser, de manière approximative, les désordres en surface et la cartographie d'aléa réalisée.

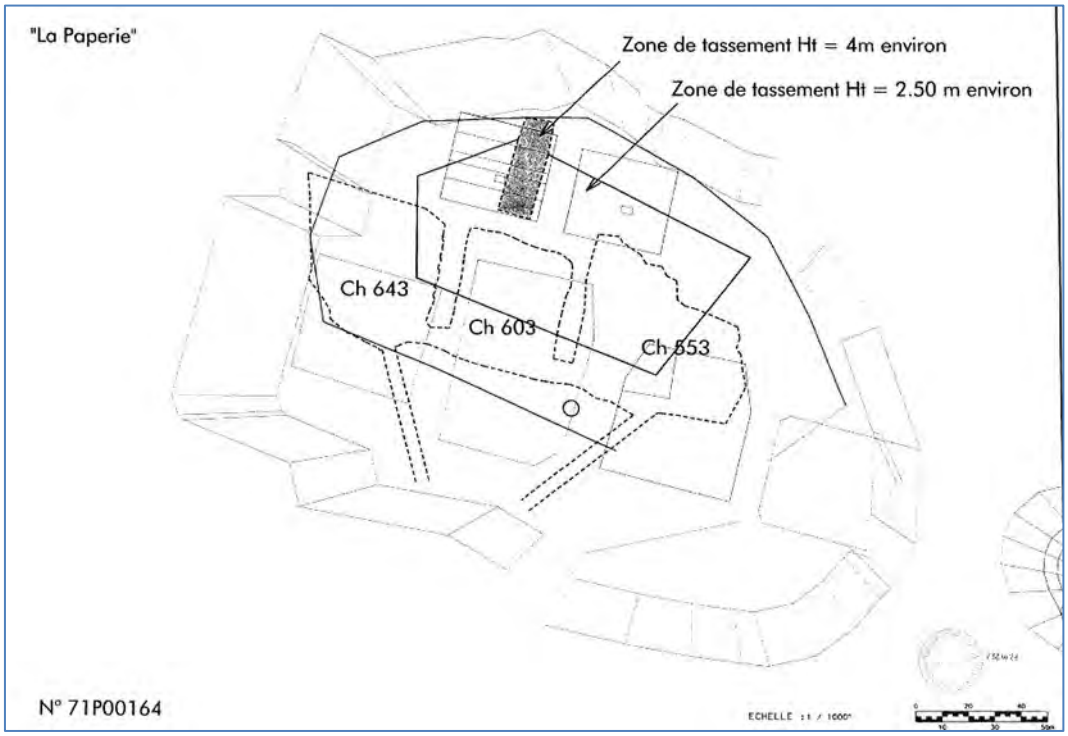


Illustration 30 – Zone de désordres de la paperie en 2003
(d'après le rapport BRGM/RP-65660-FR)

Ainsi les zones de désordres rappelées à l'illustration 29 semblent bien corrélées avec les zones des classes d'aléa fort et moyen présentées à l'illustration 26.

De la même manière, le désordre rapporté en 2017 semble être corrélé avec la zone de classe d'aléa très faible située aussi sur l'illustration 26.

6 Conclusions et Recommandations

La cartographie des aléas liés à la présence de vides souterrains résiduels à l'exploitation des ardoisières a donc pu être réalisée dans cette étude à partir des informations découvertes et cartographiées depuis 2010 dans les études qui ont précédé et suivant les guides PPRM et PPRN. Ainsi les indications concernant la profondeur du toit des chambres, leur superficie maximale et l'état du remblayage, combiné avec la méthode d'exploitation, ont permis de qualifier les aléas induits par les chambres. Pour les galeries c'est uniquement leur profondeur qui a été utilisée, alors que pour les puits débouchant au jour, seul l'état de remblayage a été utilisé.

Cette cartographie est présentée dans l'annexe 1 et constituée d'une douzaine de cartes au format A3.

Les zones couvertes par les aléas représentent environ 450 ha. Elles sont réparties dans les différentes classes dans le tableau présenté à l'illustration 29.

	Aléa				
	Fort	Moyen	Faible	Très faible	Total
Total par Aléa	**17,36**	**58,43**	**180,40**	**199,87**	**456,07**

Illustration 31 – Superficie [ha] des zones d'aléa créées par classe

Par contre la cartographie des aléas liées aux pentes (anciens fonds, haldes de stérile) n'a pu être réalisée car :

- La stabilité des haldes est fonction, entre autres, de leur pente, et le MNT au pas de 5 m existant ne permet pas, *a priori*, de quantifier ces pentes et d'estimer un aléa type glissement de terrain ;

- La stabilité des parois des excavations à ciel ouvert (anciens fonds) est *a priori* gouvernée par la géologie structurale, qui n'a pas été étudiée de manière détaillée ni dans le cadre de l'exploitation, ni depuis.

La cartographie d'aléa réalisée peut cependant être confrontée à deux cas de l'historique des événements, mais cela ne semble pas suffisant pour valider complètement la méthodologie.

Il est donc recommandé de mettre en place un suivi objectif et régulier de la topographie de la zone. Celui-ci pourrait être constitué, par exemple, par un suivi photogrammétrique ou LIDAR (light detection and ranging) au moyen d'un drone qui permet d'obtenir une topographie fine d'une zone d'étude. Ce suivi réalisé à différentes dates et selon une périodicité déterminée (annuelle ou pluriannuelle) pourrait permettre de détecter des événements de faible intensité et, par comparaison avec la cartographie d'aléa réalisée dans le cadre de cette étude, de la valider ou de proposer des modifications.

Ce suivi topographique pourrait aussi permettre d'obtenir des informations de géologie structurale qui permettrait d'évaluer la stabilité des parois de certains anciens Fonds non remblayés.

7 Bibliographie

Études relatives aux ardoisières

Collet Th. et Durand E. (1993) - Extension de la zone industrielle de Villechien. Évaluation des risques liés à l'existence des cavités ardoisières souterraines. Rapport BRGM Nantes R37347, 24 p., 5 fig., 1 pl., 3 ann.

Etienne H. (1985) - Réhabilitation de l'ardoisière de la Paperie. Commune de Saint-Barthélémy-d'Anjou, Maine et Loire. Exécution de deux sondages de reconnaissance et de contrôle. Rapport SGR/PAL 85-02.

Fine J. et Hadj-Hassen F. (2009) - Ardoisières d'Angers. Site des Fresnais nord. Dossier d'abandon définitif des travaux miniers. Étude géotechnique des risques de mouvement de terrain. Rapport Mines Paris Tech R090630FHAD.

Fine J. et Hadj-Hassen F. (2014) - Ardoisières d'Angers. Site des Grands Carreaux. Dossier d'abandon définitif des travaux miniers. Étude géotechnique des risques de mouvement de terrain. Rapport Mines Paris Tech R141114FHAD.

Fructuoso A., Richard S., Labey D. (2008) - Étude d'évaluation et d'actualisation des risques géotechniques du site ardoisier de Trélazé (Maine et Loire). Rapport d'étude ANTEA – A51685B.

Ichon (1890) - Notice sur l'exploitation souterraine des ardoisières d'Angers. Lachèse et Dolbeau, 97 p., 6 Ill.

Meier G. (2001) - Numerische Abschätzung von Tagenbruchgefährdungenin Altgerbaugebieten, Berichte 13. Nationale Tagung für Ingenieurgeologie,PP. 95-100 .

Plat E. et Brument L. avec la collaboration de **Baudouin V.** (2012) - Inventaire des ouvrages et cartographie informative pour les exploitations ardoisières des communes des pourtours d'Angers (49). Rapport BRGM/RP-61102-FR.

Plat E. (2013) - Cartographie des ardoisières du pourtour d'Angers : Appui technique aux actions du Porter à connaissance et identification des secteurs où l'évaluation des aléas est justifiée (49). BRGM/RP-62687-FR, 45 p., 33 ill.

Soulez Larivière F. (1986) - Les ardoisières d'Angers. Avec le concours du Conseil Général de Maine et Loire. 357 p.

Tritsch J.J. (2001) - Assistance technique pour l'élaboration d'un dossier de demande d'abandon. Périmètre des anciennes carrières des Fresnais Veines sud et extrême-sud. Carrière de Trélazé (49). Rapport INERIS DRS-02-29081/R01.

Zumbo V. (1992) - Cartographie des risques du site ardoisier de Trélazé et St Barthélémy. Rapport CETE d'Angers n° 12.91.49.23, 16 p.

Zumbo V. (1994) - Cartographie des risques du site ardoisier de Trélazé et St Barthélémy recensés au 1er avril 1994. Rapport CETE d'Angers n° 12.91.49.23 (2), 5 p.

Études relatives aux exploitations minières (Concessions de fer du Pavillon-d'Angers et de Saint- Barthélémy)

Delaunay T. (2009) - Concessions de fer du Pavillon-d'Angers et de Saint-Barthélémy (49). Synthèse de l'évaluation et de la cartographie des aléas liés à l'activité minière. Évaluation des risques résiduels. Rapport GEODERIS W2009/029DE – 09PAL3630.

Delaunay T. (2010a) - Concession de fer du Pavillon-d'Angers (49). Réévaluation des aléas liés à l'activité minière au niveau de l'Autoroute A11 suite à la mise à disposition des annexes géotechniques du projet d'élargissement par la société Cofiroute. Rapport GEODERIS W2010/011DE – 10PAL3650.

Delaunay T. (2010b) - Concessions du Pavillon d'Angers et de Saint-Barthélémy (49). Mise à jour de la carte des aléas « mouvements de terrain ». Rapport GEODERIS W2010/013DE – 10PAL3650.

Delaunay T. (2015) - Concession pour fer du Pavillon d'Angers. Reconnaissance et analyse du risque lié à l'effondrement localisé sur la commune d'Angers (49). Rapport GEODERIS N2015/011DE – 14NAT2330.

Poulard F. (2007) - Scanning des titres miniers, région Pays de Loire. Phase 2 : Qualification rapide de l'aléa du site des Mines du Pavillon (communes d'Angers et de Saint-Barthélémy-d'Anjou, département Maine et Loire. Rapport d'étude INERIS - DRS-07-74949-01817A.

Vadala P. et Nachbaur A. (2008) - Mines de fer sur les concessions de Pavillon d'Angers et de Saint- Barthélémy (49). Phase informative et cartographie des aléas mouvements de terrain. Rapport final BRGM/RP-56927-FR.

Étude relative aux exploitations minières hors-titres en limite de la concession du Pavillon d'Angers.

Mazenc B. (2014) - Étude détaillée des aléas miniers liés aux travaux hors-titres en limite de la concession du Pavillon d'Angers (49). Rapport GEODERIS W2014/008DE – 14PAL2250

Documents méthodologiques

Didier C. (1999) - Établissement d'un Plan de Prévention des Risques liés à la présence d'anciennes carrières souterraines. Principes d'une analyse par configurations types. Conférence de la Décennie Internationale de la Prévention des Catastrophes Naturelles, Jun 1999, Paris, France. pp.85-92. <INERIS- 00972164>

Guide diagnostic (2014) - Guide méthodologique Le diagnostic de stabilité des carrières souterraines abandonnées édité par l'IFSTTAR

Guide PPRM (2014) - Guide méthodologique Élaboration des Plans de Prévention des Risques Miniers (PPRM) édité par le Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement.

Guide PPRN (2012) - Guide méthodologique Plan de prévention des risques naturels Cavités souterraines abandonnées édité par le Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie.

Lambert C. (2005) - Contribution au développement d'outils d'aide à l'évaluation des aléas dans le cadre des PPRM Aléa « Mouvements de terrain » pour les gisements pentés et filoniens. Rapport d'étude INERIS – DRS-05-55102/R02.

Vuidart I. (2012) - Guide pratique pour l'homogénéisation des études détaillées des aléas miniers Volet « effondrement localisé ». Rapport GEODERIS N2012/010DE – 12NAT2210.

Annexe 1a

Carte de localisation générale des différents secteurs (Clips) concernés par un aléa mouvement de terrain

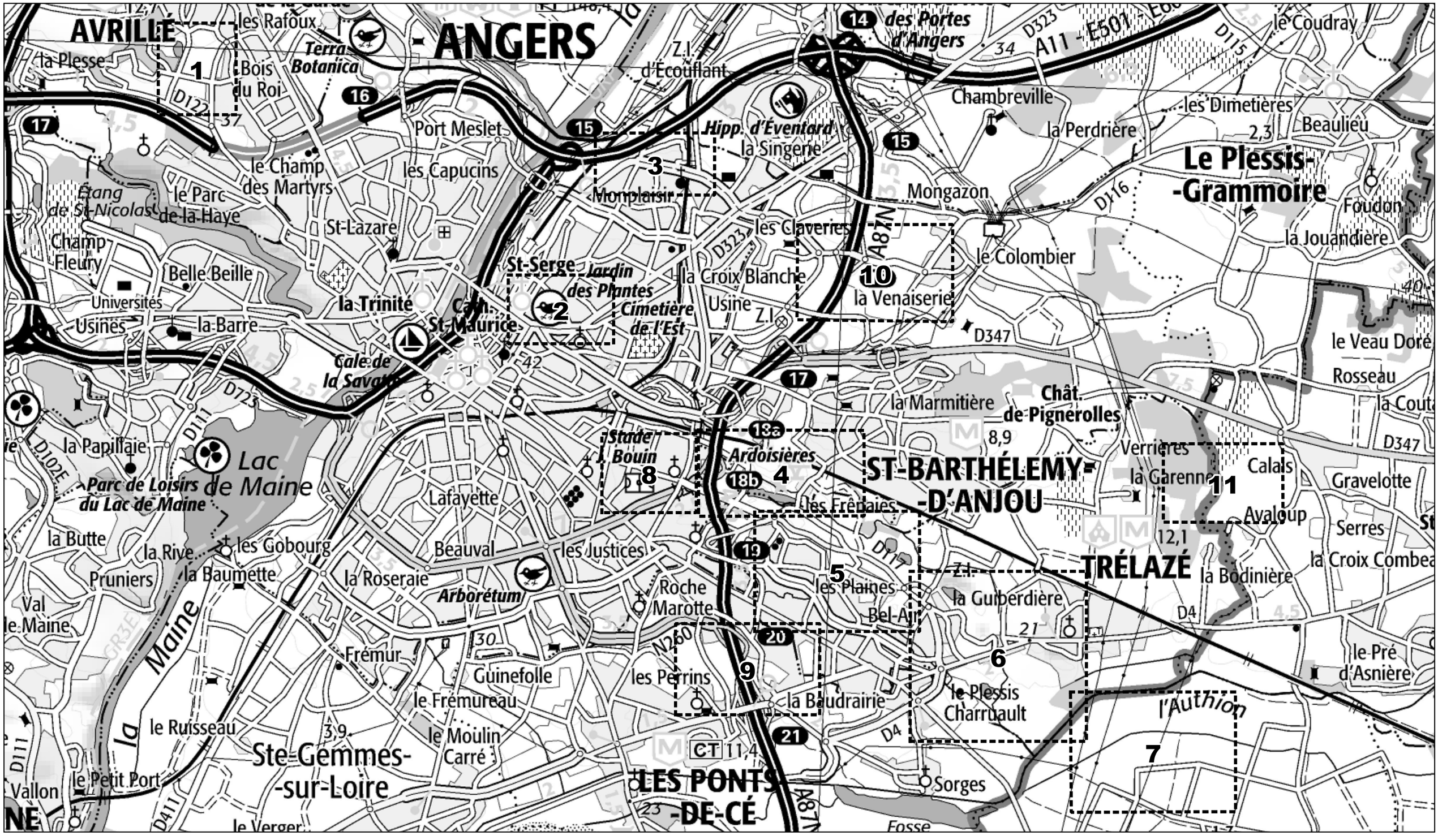
Géosciences pour une Terre durable

brgm

Cartographie en vue générale de la position des encarts cartographique (Clips)

Rapport BRGM/RP-69108-FR (2020)

1 2 km



Annexe 1b

Cartographie complète de l'aléa mouvement de terrain du pourtour d'Angers : aléa tassement et aléa effondrement localisé combinés

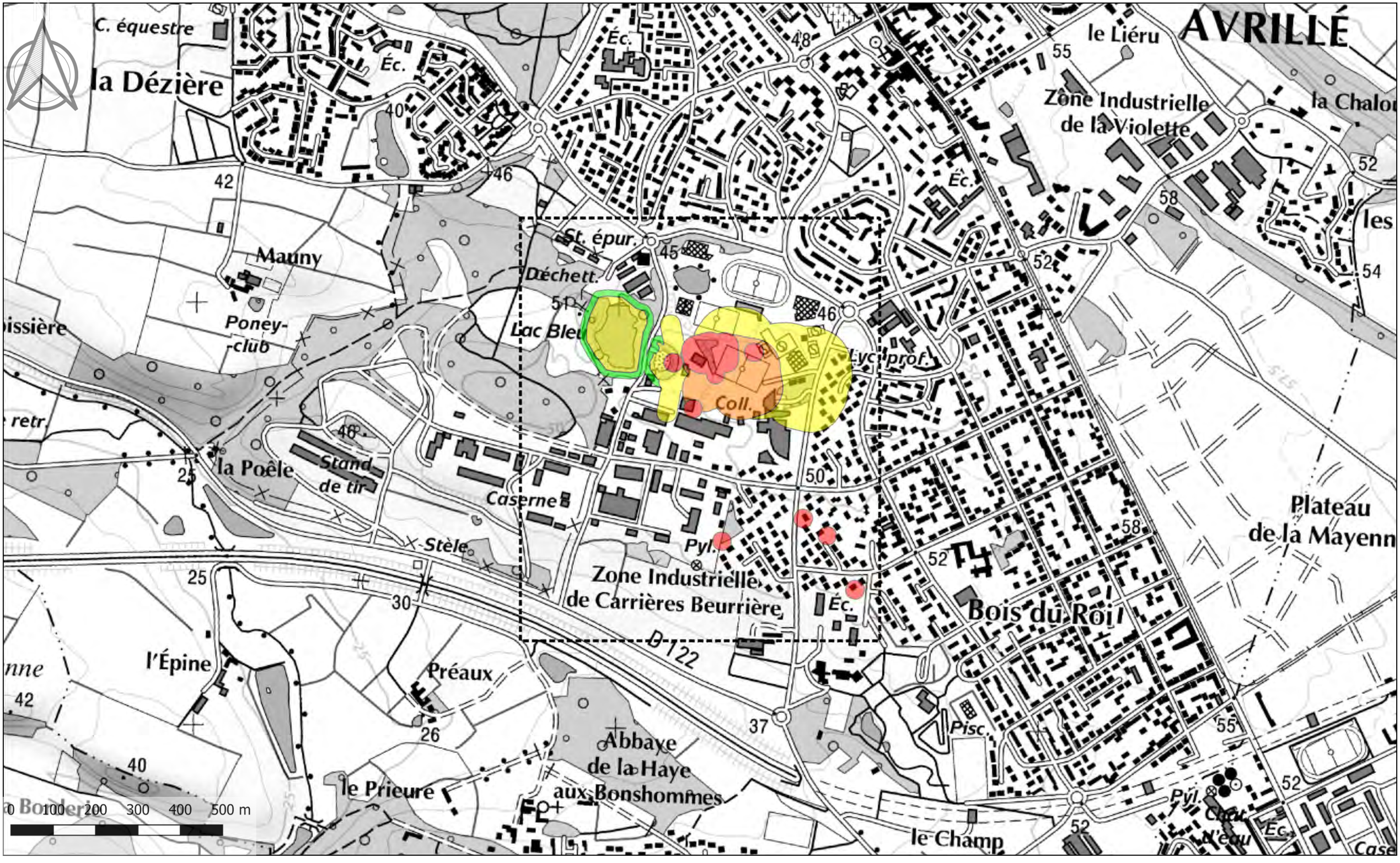
Géosciences pour une Terre durable

brgm

Cartographie des aléas mouvement de terrain
Ardoisières d'Angers
Aléa Tassement et Aléa effondrement localisé
Clip 1

Rapport BRGM/RP-69108-FR (2020) Annexe 1b

Niveau d'aléa
- Aléa Fort
- Aléa Moyen
- Aléa Faible
- Aléa Très Faible



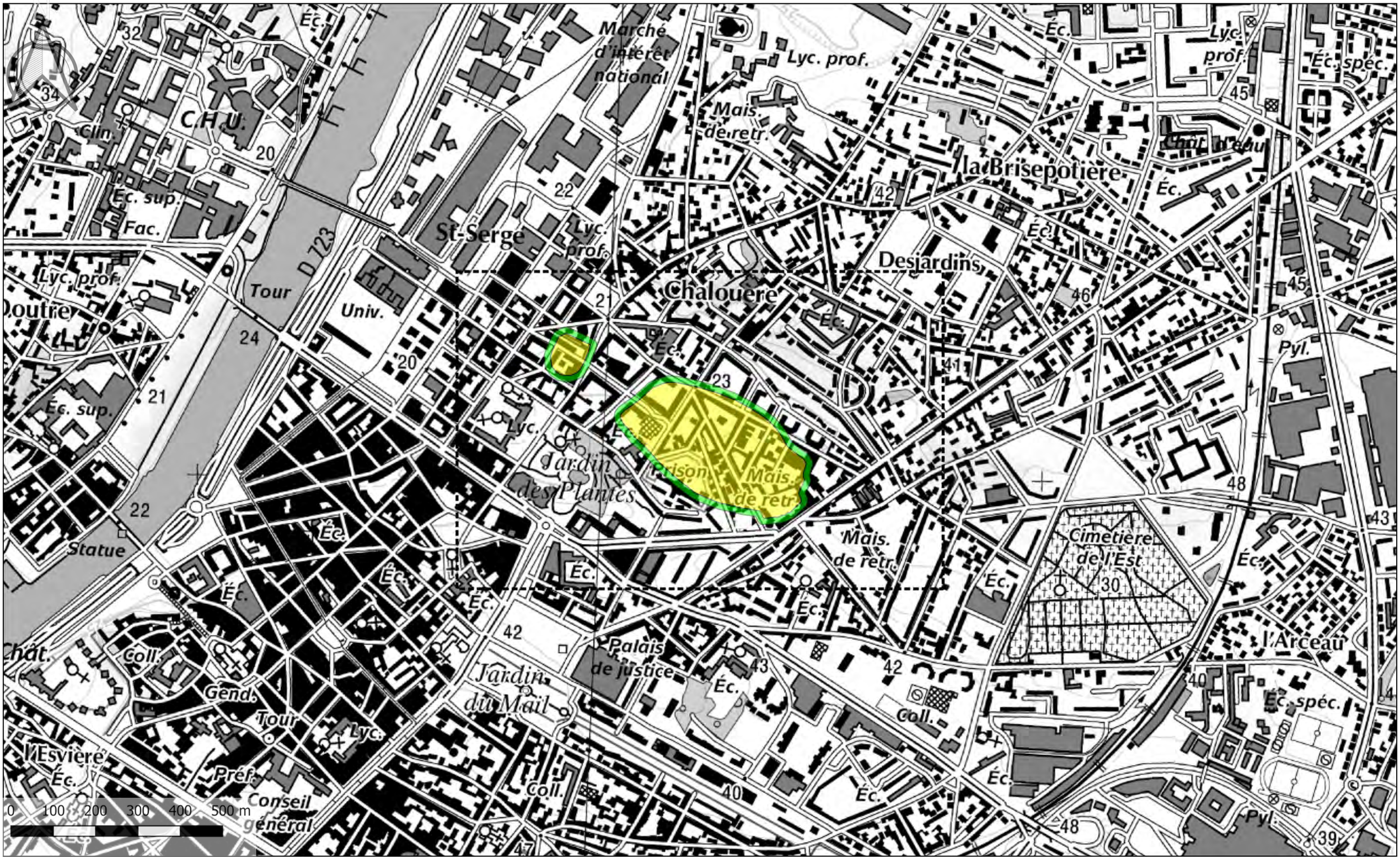
Géosciences pour une Terre durable

brgm

Cartographie des aléas mouvement de terrain
Ardoisières d'Angers
Aléa Tassement et Aléa effondrement localisé
Clip 2

Rapport BRGM/RP-69108-FR (2020) Annexe 1b

Niveau d'aléa
- Aléa Fort
- Aléa Moyen
- Aléa Faible
- Aléa Très Faible



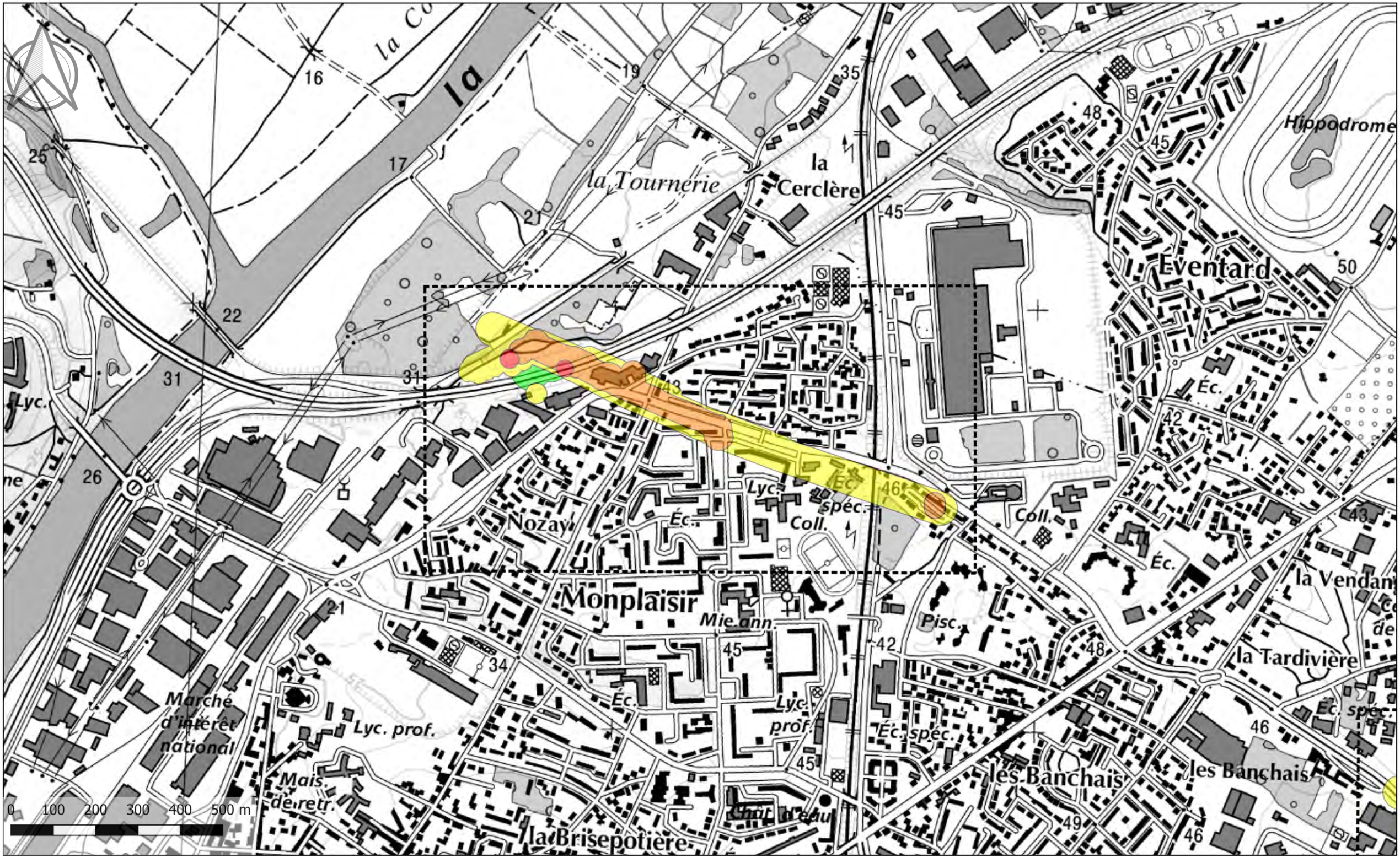
Géosciences pour une Terre durable

brgm

Cartographie des aléas mouvement de terrain
Ardoisières d'Angers
Aléa Tassement et Aléa effondrement localisé
Clip 3

Rapport BRGM/RP-69108-FR (2020) Annexe 1b

Niveau d'aléa
- Aléa Fort
- Aléa Moyen
- Aléa Faible
- Aléa Très Faible



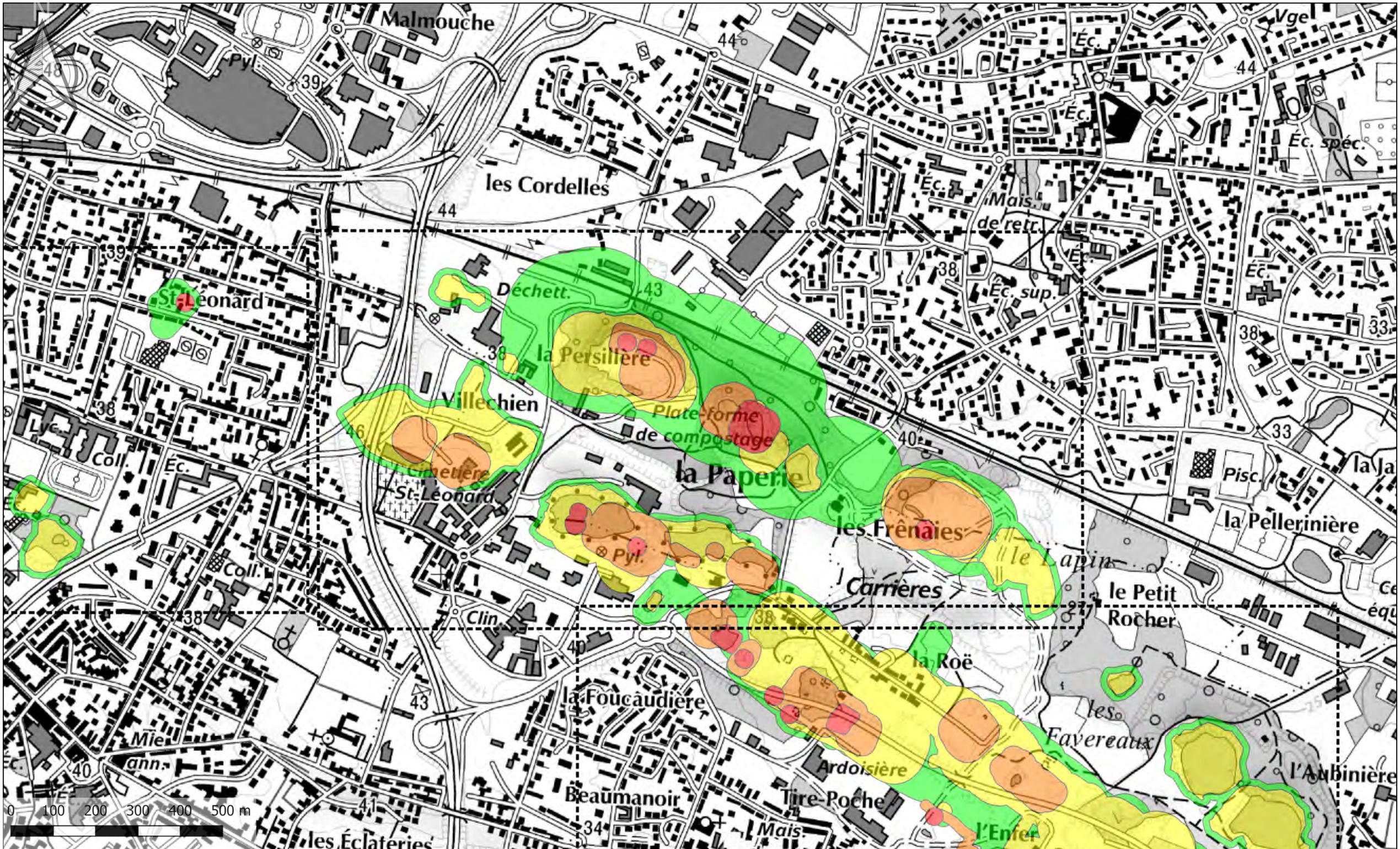
Géosciences pour une Terre durable

brgm

Cartographie des aléas mouvement de terrain
Ardoisières d'Angers
Aléa Tassement et Aléa effondrement localisé
Clip 4

Rapport BRGM/RP-69108-FR (2020) Annexe 1b

Niveau d'aléa
- Aléa Fort
- Aléa Moyen
- Aléa Faible
- Aléa Très Faible



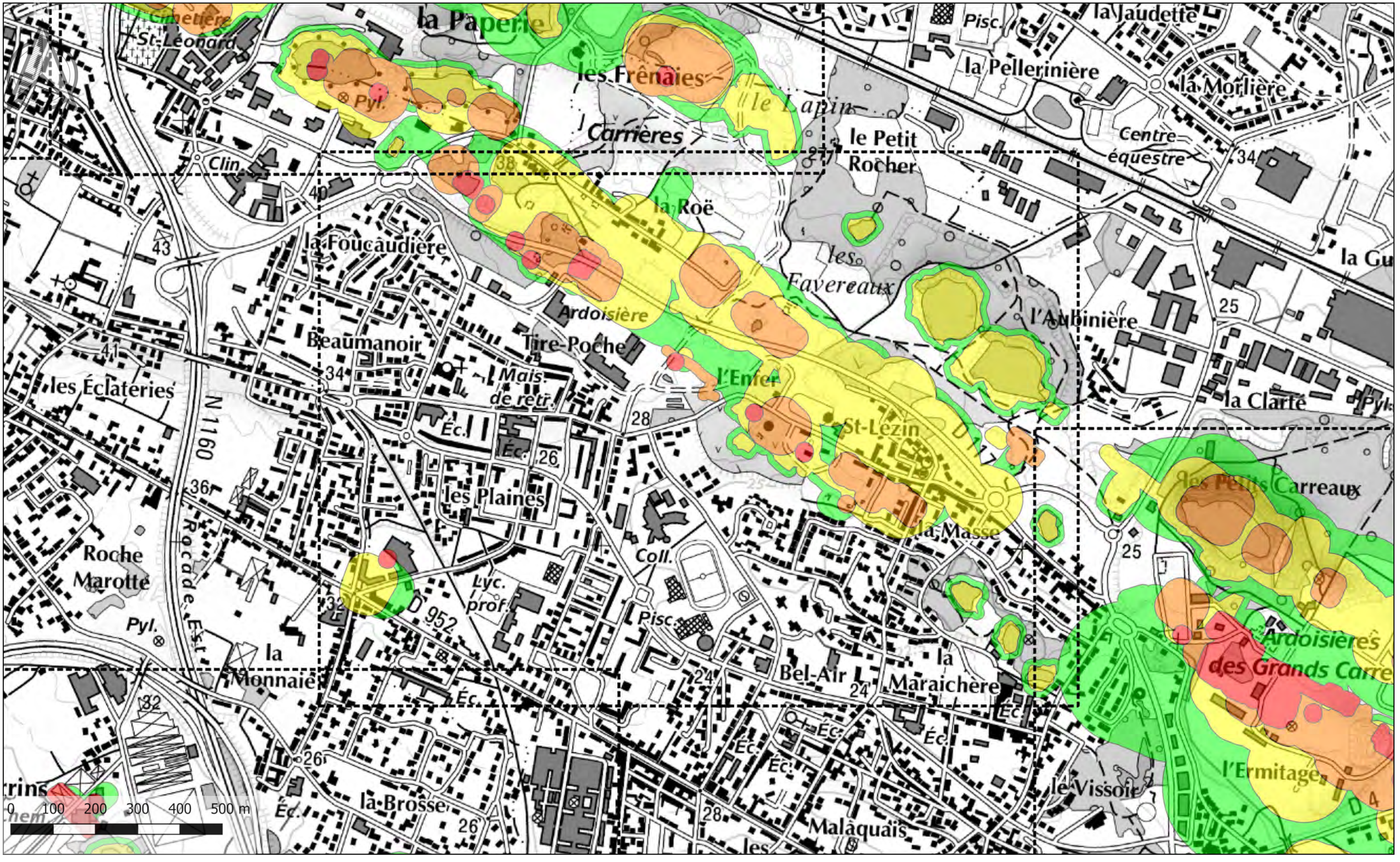
Géosciences pour une Terre durable

brgm

Cartographie des aléas mouvement de terrain
Ardoisières d'Angers
Aléa Tassement et Aléa effondrement localisé
Clip 5

Rapport BRGM/RP-69108-FR (2020) Annexe 1b

Niveau d'aléa
- Aléa Fort
- Aléa Moyen
- Aléa Faible
- Aléa Très Faible



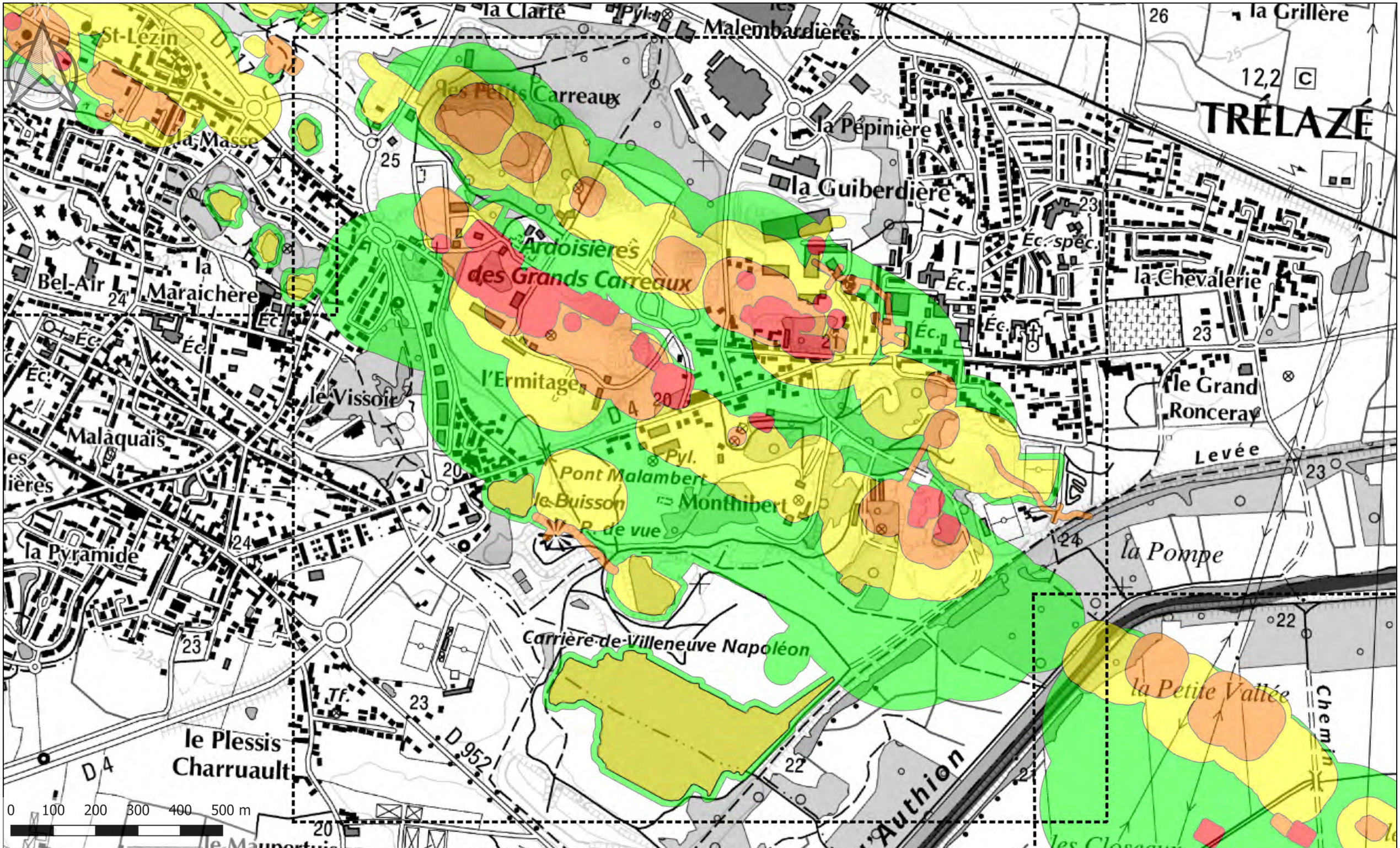
Géosciences pour une Terre durable

brgm

Cartographie des aléas mouvement de terrain
Ardoisières d'Angers
Aléa Tassement et Aléa effondrement localisé
Clip 6

Rapport BRGM/RP-69108-FR (2020) Annexe 1b

Niveau d'aléa
- Aléa Fort
- Aléa Moyen
- Aléa Faible
- Aléa Très Faible



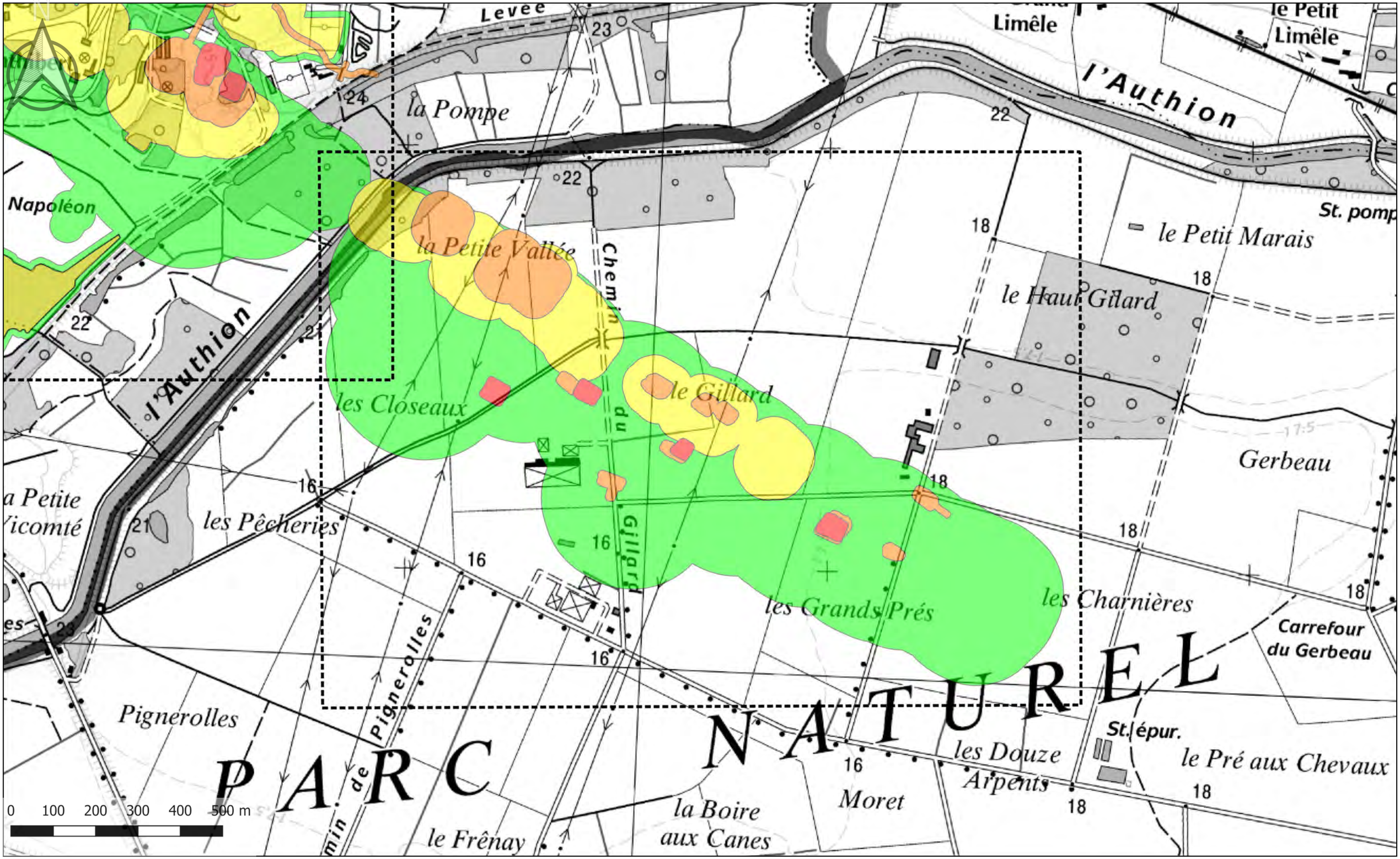
Géosciences pour une Terre durable

brgm

Cartographie des aléas mouvement de terrain
Ardoisières d'Angers
Aléa Tassement et Aléa effondrement localisé
Clip 7

Rapport BRGM/RP-69108-FR (2020) Annexe 1b

Niveau d'aléa
- Aléa Fort
- Aléa Moyen
- Aléa Faible
- Aléa Très Faible



Géosciences pour une Terre durable

brgm

Cartographie des aléas mouvement de terrain
Ardoisières d'Angers
Aléa Tassement et Aléa effondrement localisé
Clip 8

Rapport BRGM/RP-69108-FR (2020) Annexe 1b

Niveau d'aléa
- Aléa Fort
- Aléa Moyen
- Aléa Faible
- Aléa Très Faible



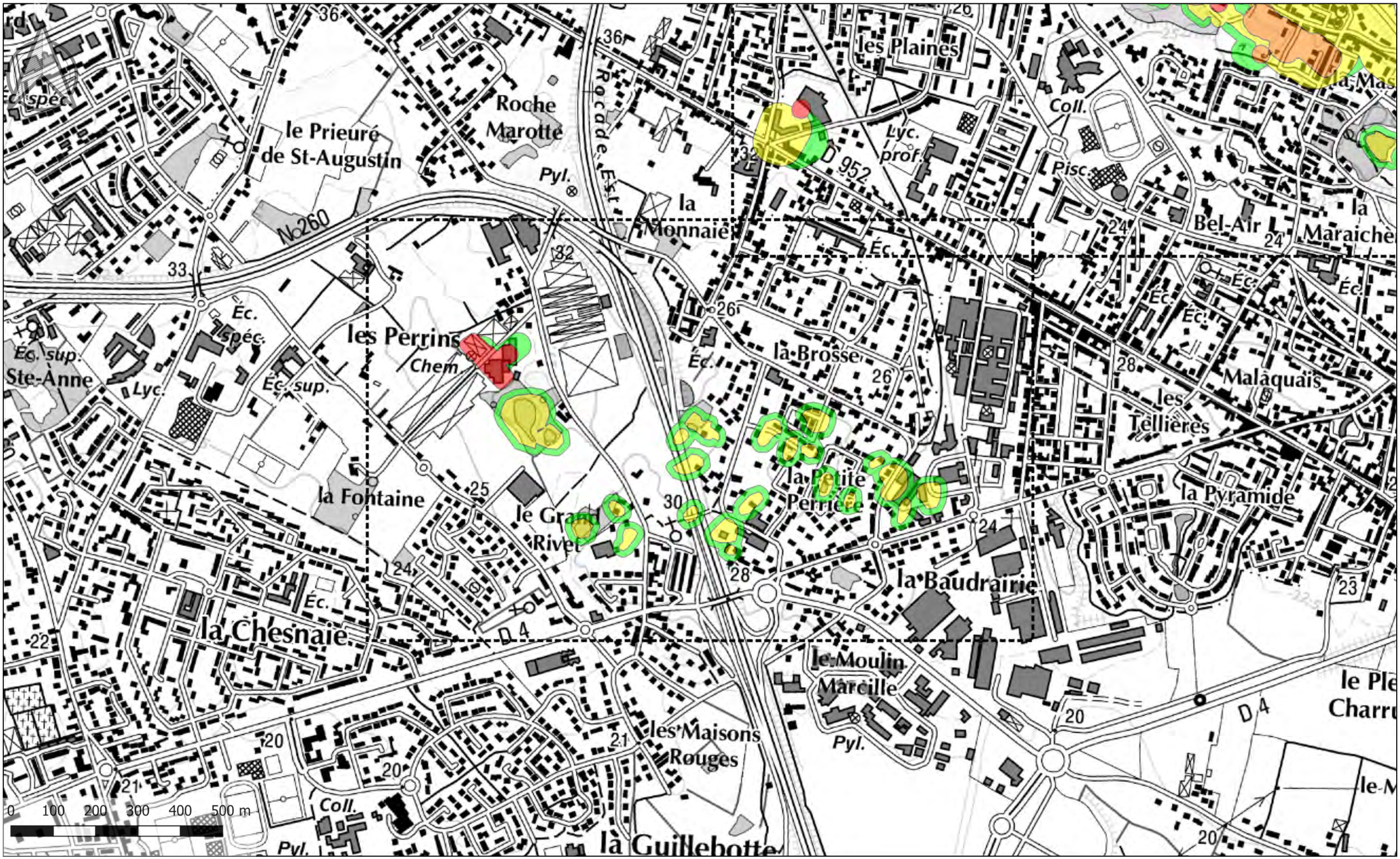
Géosciences pour une Terre durable

brgm

Cartographie des aléas mouvement de terrain
Ardoisières d'Angers
Aléa Tassement et Aléa effondrement localisé
Clip 9

Rapport BRGM/RP-69108-FR (2020) Annexe 1b

Niveau d'aléa
- Aléa Fort
- Aléa Moyen
- Aléa Faible
- Aléa Très Faible



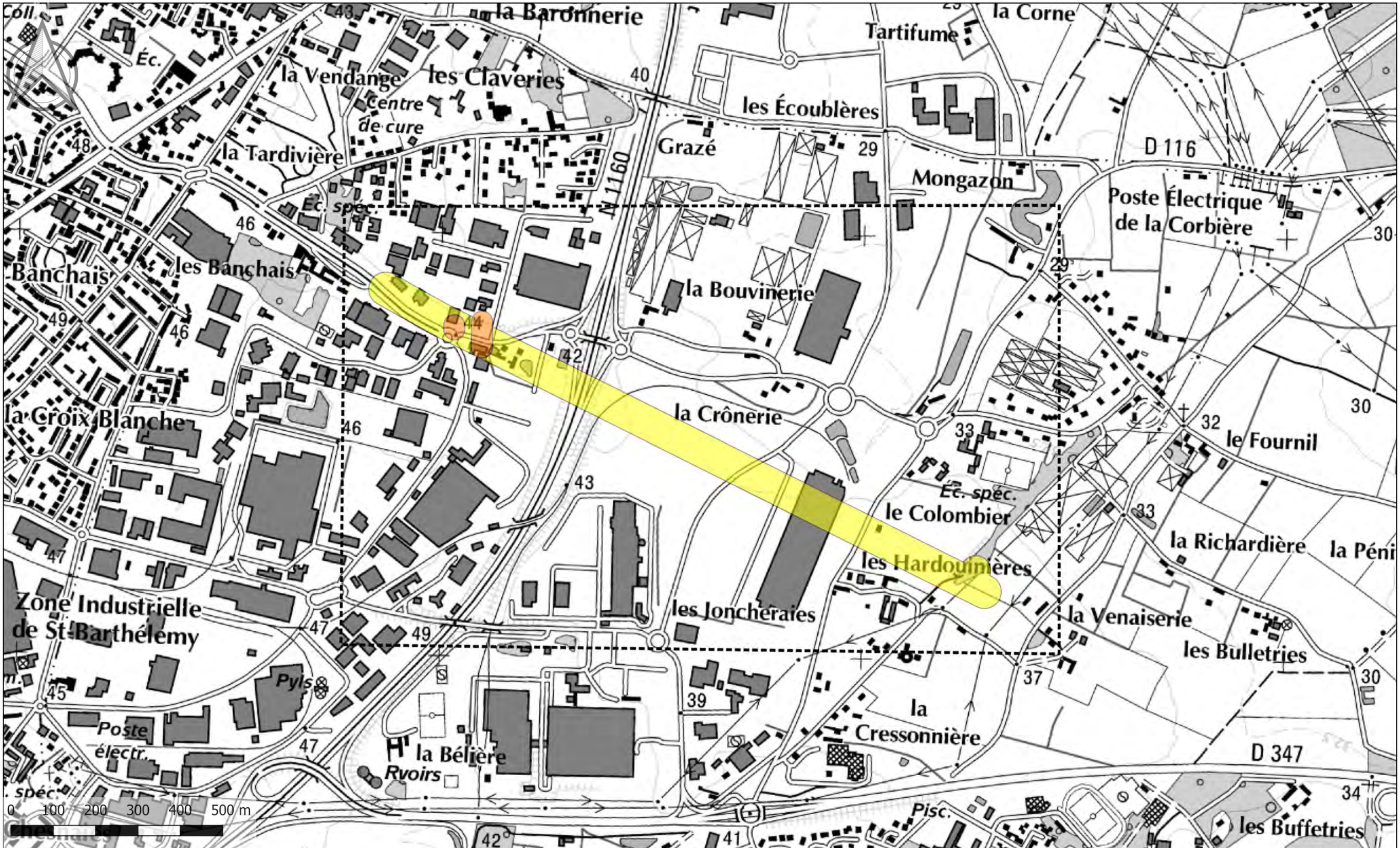
Géosciences pour une Terre durable

brgm

Cartographie des aléas mouvement de terrain
Ardoisières d'Angers
Aléa Tassement et Aléa effondrement localisé
Clip 10

Rapport BRGM/RP-69108-FR (2020) Annexe 1b

Niveau d'aléa
- Aléa Fort
- Aléa Moyen
- Aléa Faible
- Aléa Très Faible



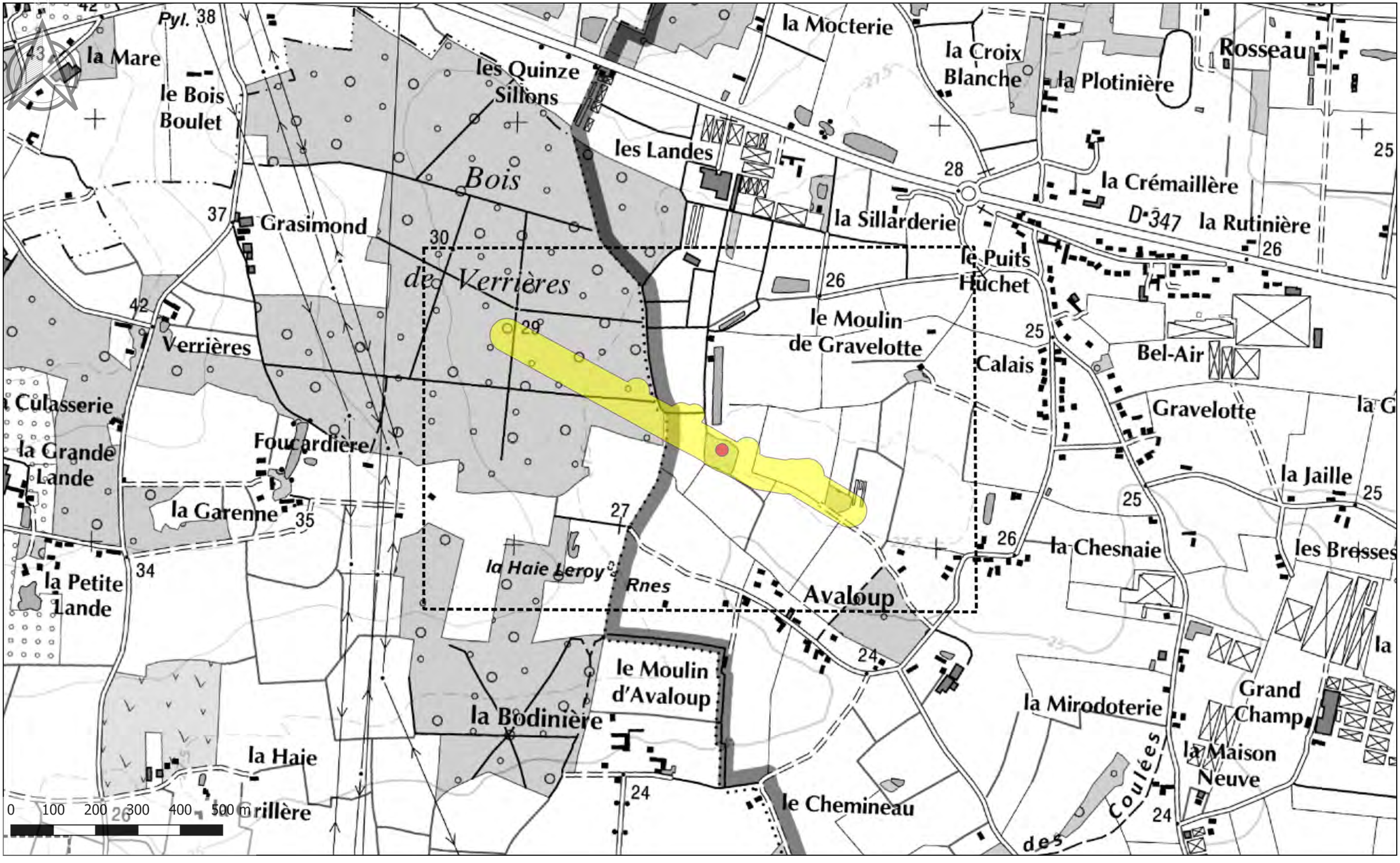
Géosciences pour une Terre durable

brgm

Cartographie des aléas mouvement de terrain
Ardoisières d'Angers
Aléa Tassement et Aléa effondrement localisé
Clip 11

Rapport BRGM/RP-69108-FR (2020) Annexe 1b

Niveau d'aléa
- Aléa Fort
- Aléa Moyen
- Aléa Faible
- Aléa Très Faible



Annexe 1c

Cartographie complémentaire : aléa tassement (représentation incomplète de l'aléa mouvement de terrain)

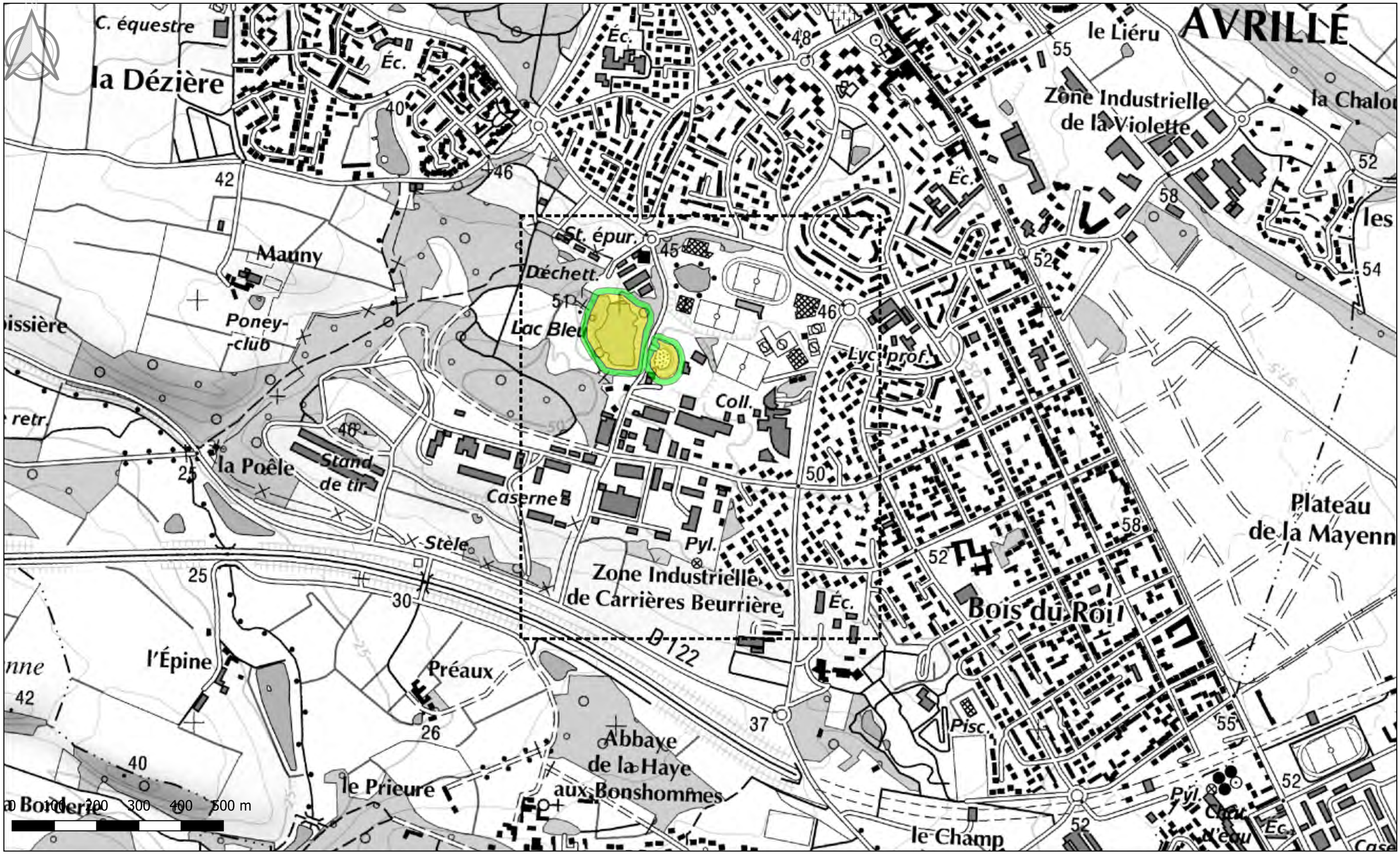
Géosciences pour une Terre durable

brgm

Cartographie des aléas mouvement de terrain
Ardoisières d'Angers
Aléa Tassement
Clip 1

Rapport BRGM/RP-69108-FR (2020) Annexe 1c

Niveau d'aléa
- Aléa Faible
- Aléa Très Faible



Géosciences pour une Terre durable

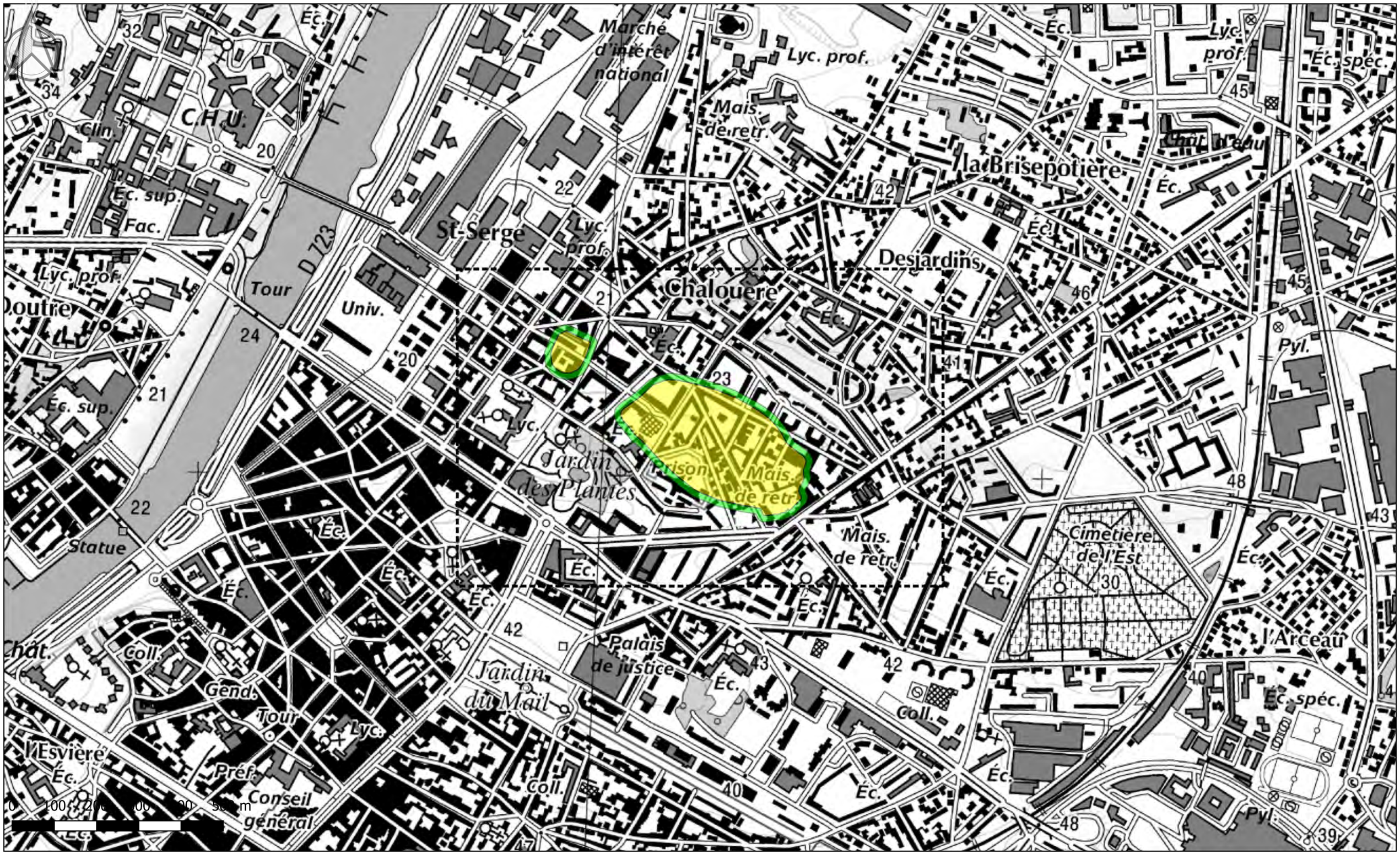
brgm

Cartographie des aléas mouvement de terrain
Ardoisières d'Angers
Aléa Tassement
Clip 2

Rapport BRGM/RP-69108-FR (2020) Annexe 1c

Niveau d'aléa

- Aléa Faible
- Aléa Très Faible



Géosciences pour une Terre durable

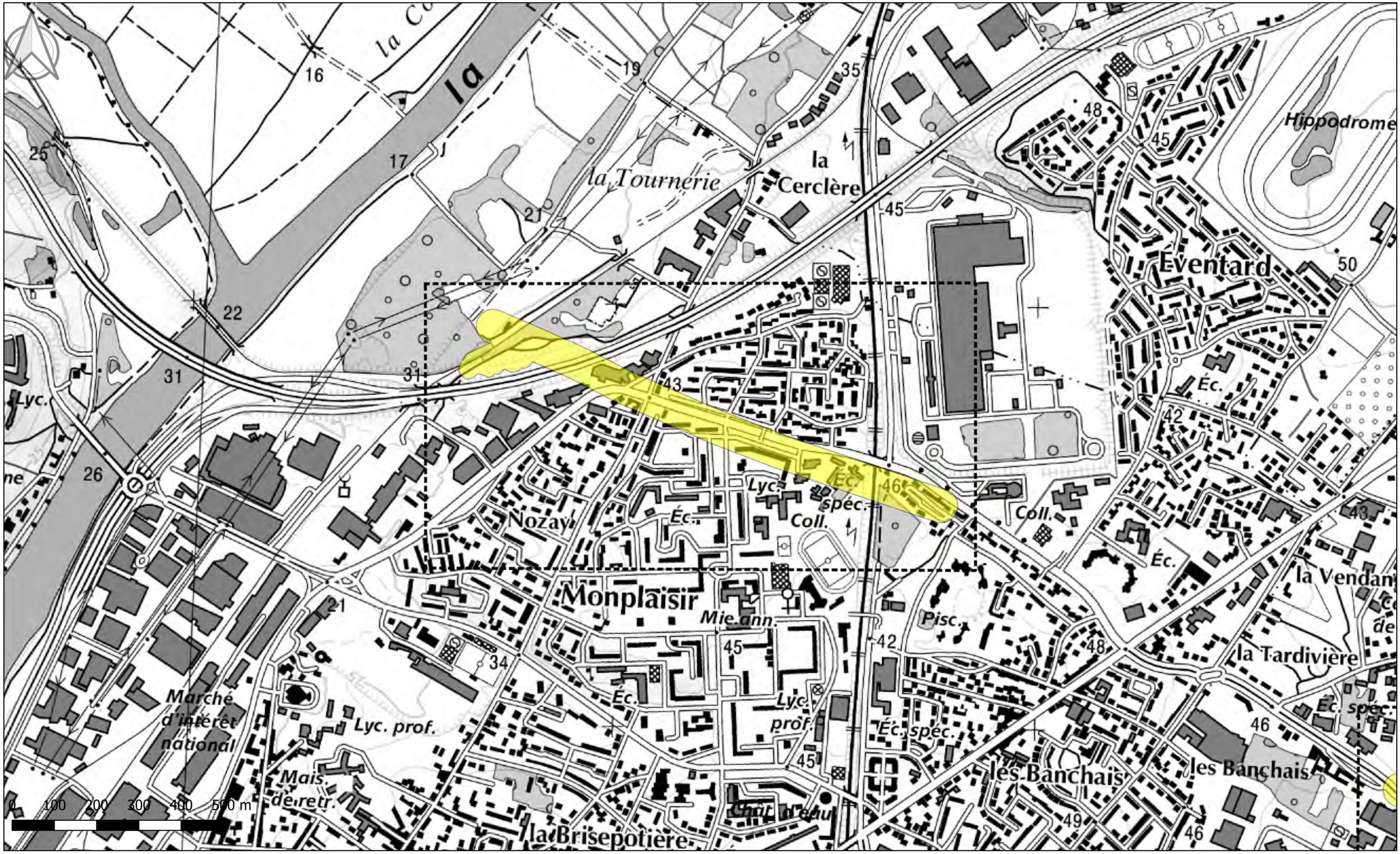
brgm

Cartographie des aléas mouvement de terrain
Ardoisières d'Angers
Aléa Tassement
Clip 3

Rapport BRGM/RP-69108-FR (2020) Annexe 1c

Niveau d'aléa

- Aléa Faible
- Aléa Très Faible



Géosciences pour une Terre durable

brgm

Cartographie des aléas mouvement de terrain
Ardoisières d'Angers
Aléa Tassement
Clip 4

Rapport BRGM/RP-69108-FR (2020) Annexe 1c

Niveau d'aléa
- Aléa Faible
- Aléa Très Faible



Géosciences pour une Terre durable

brgm

Cartographie des aléas mouvement de terrain
Ardoisières d'Angers
Aléa Tassement
Clip 5

Rapport BRGM/RP-69108-FR (2020) Annexe 1c

Niveau d'aléa
- Aléa Faible
- Aléa Très Faible



Géosciences pour une Terre durable

brgm

Cartographie des aléas mouvement de terrain
Ardoisières d'Angers
Aléa Tassement
Clip 6

Rapport BRGM/RP-69108-FR (2020) Annexe 1c

Niveau d'aléa

- Aléa Faible
- Aléa Très Faible



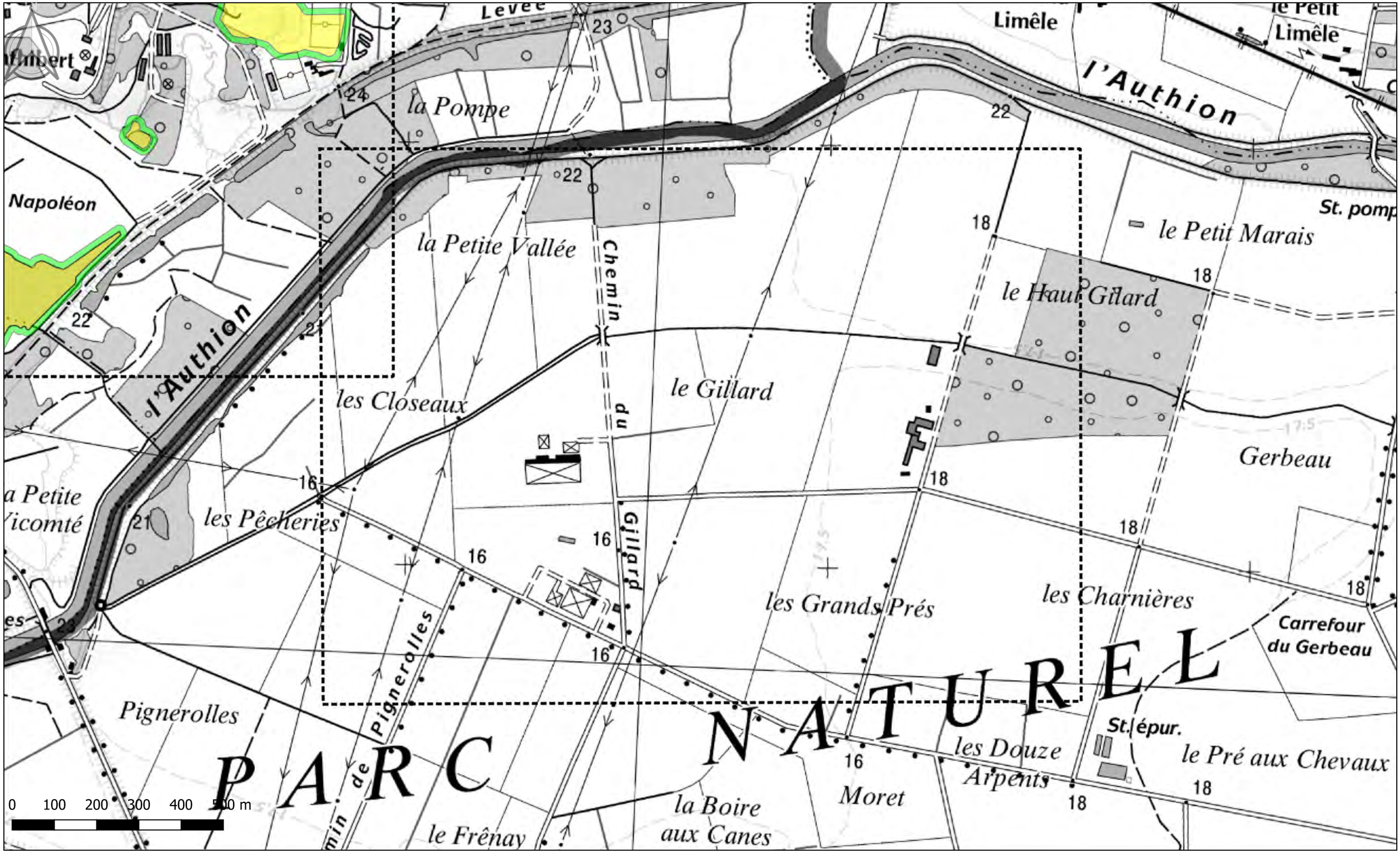
Géosciences pour une Terre durable

brgm

Cartographie des aléas mouvement de terrain
Ardoisières d'Angers
Aléa Tassement
Clip 7

Rapport BRGM/RP-69108-FR (2020) Annexe 1c

Niveau d'aléa
- Aléa Faible
- Aléa Très Faible



Géosciences pour une Terre durable

brgm

Cartographie des aléas mouvement de terrain
Ardoisières d'Angers
Aléa Tassement
Clip 8

Rapport BRGM/RP-69108-FR (2020) Annexe 1c

Niveau d'aléa

- Aléa Faible
- Aléa Très Faible



Géosciences pour une Terre durable

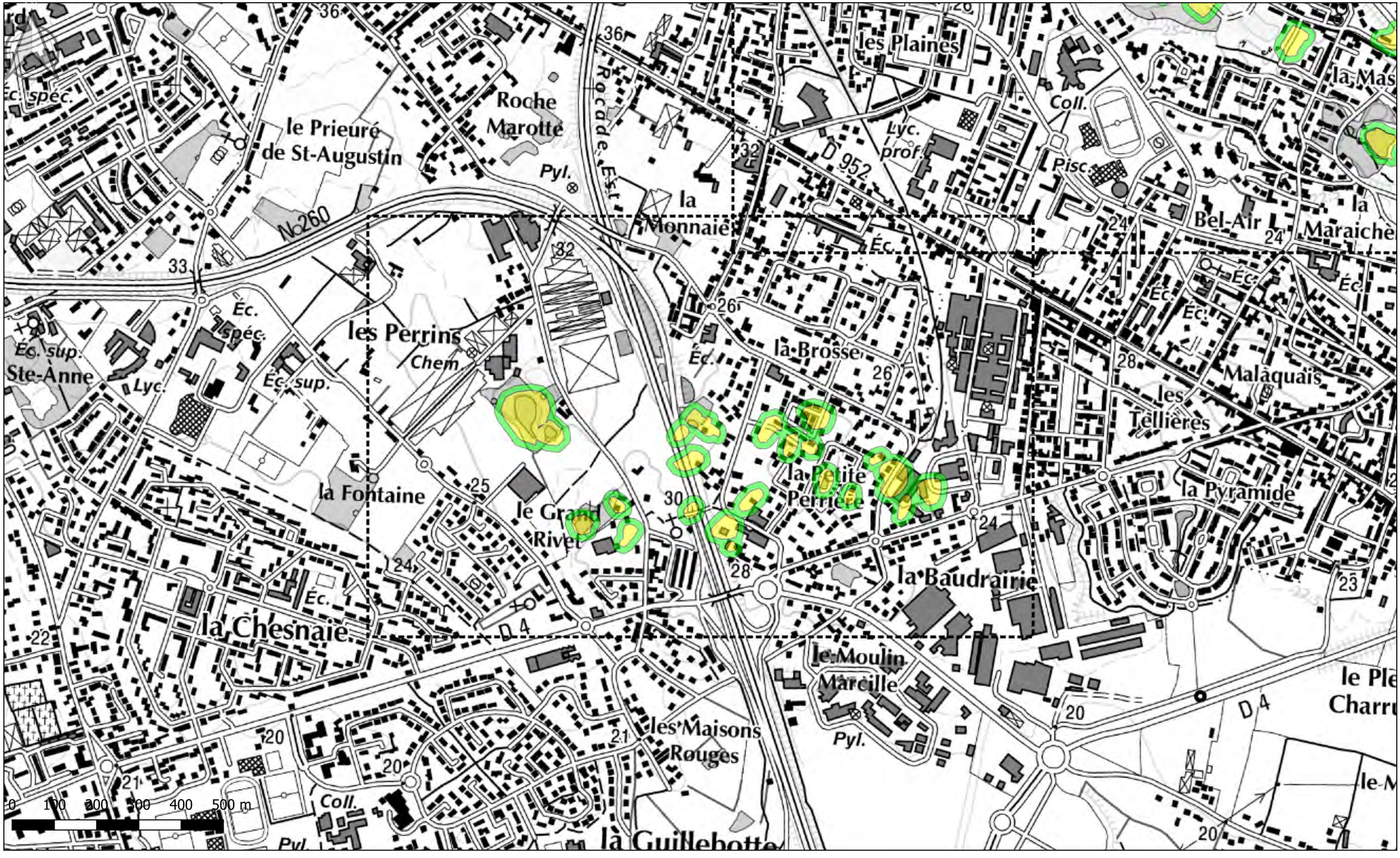
brgm

Cartographie des aléas mouvement de terrain
Ardoisières d'Angers
Aléa Tassement
Clip 9

Rapport BRGM/RP-69108-FR (2020) Annexe 1c

Niveau d'aléa

- Aléa Faible
- Aléa Très Faible



Géosciences pour une Terre durable

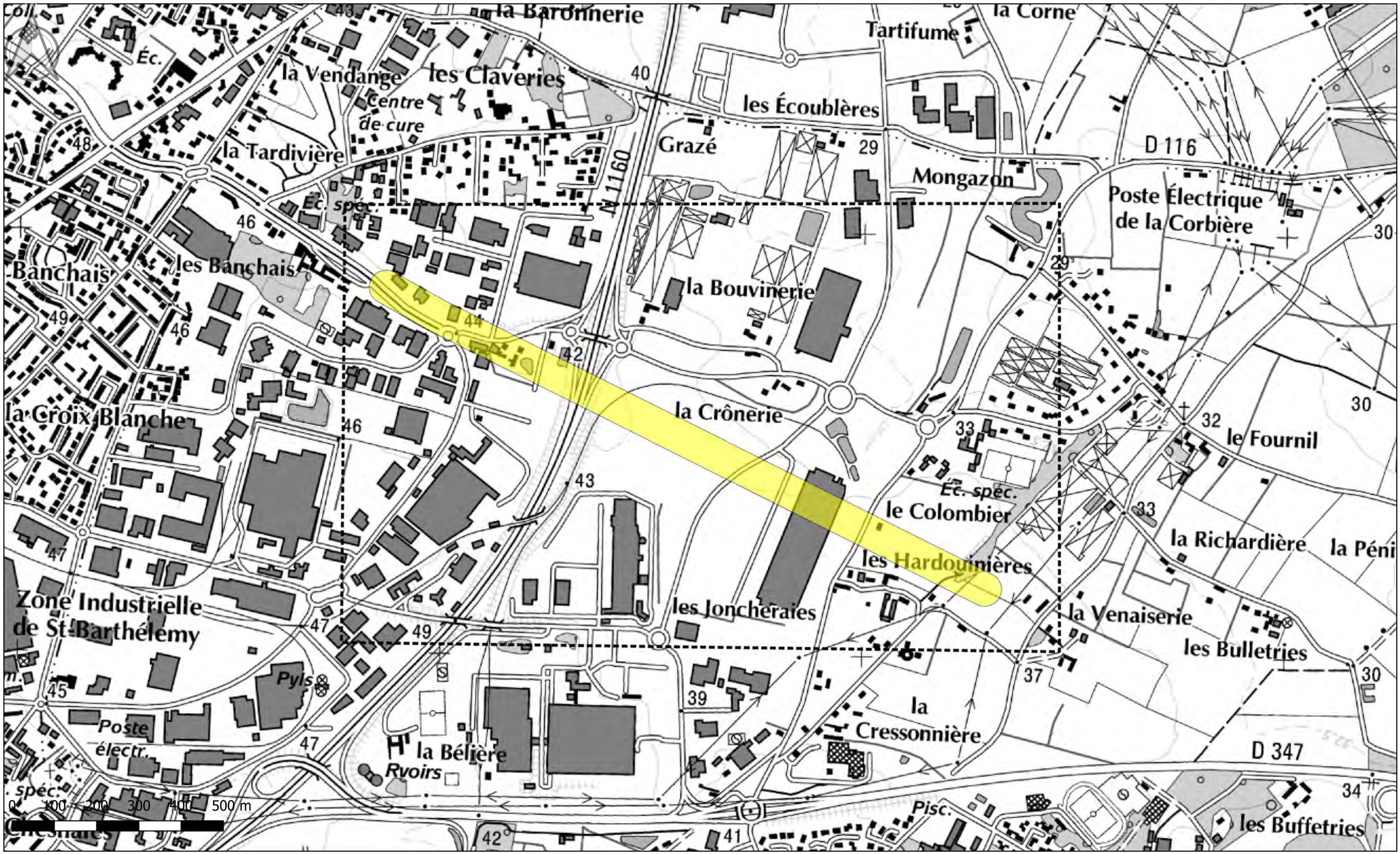
brgm

Cartographie des aléas mouvement de terrain
Ardoisières d'Angers
Aléa Tassement
Clip 10

Rapport BRGM/RP-69108-FR (2020) Annexe 1c

Niveau d'aléa

- Aléa Faible
- Aléa Très Faible



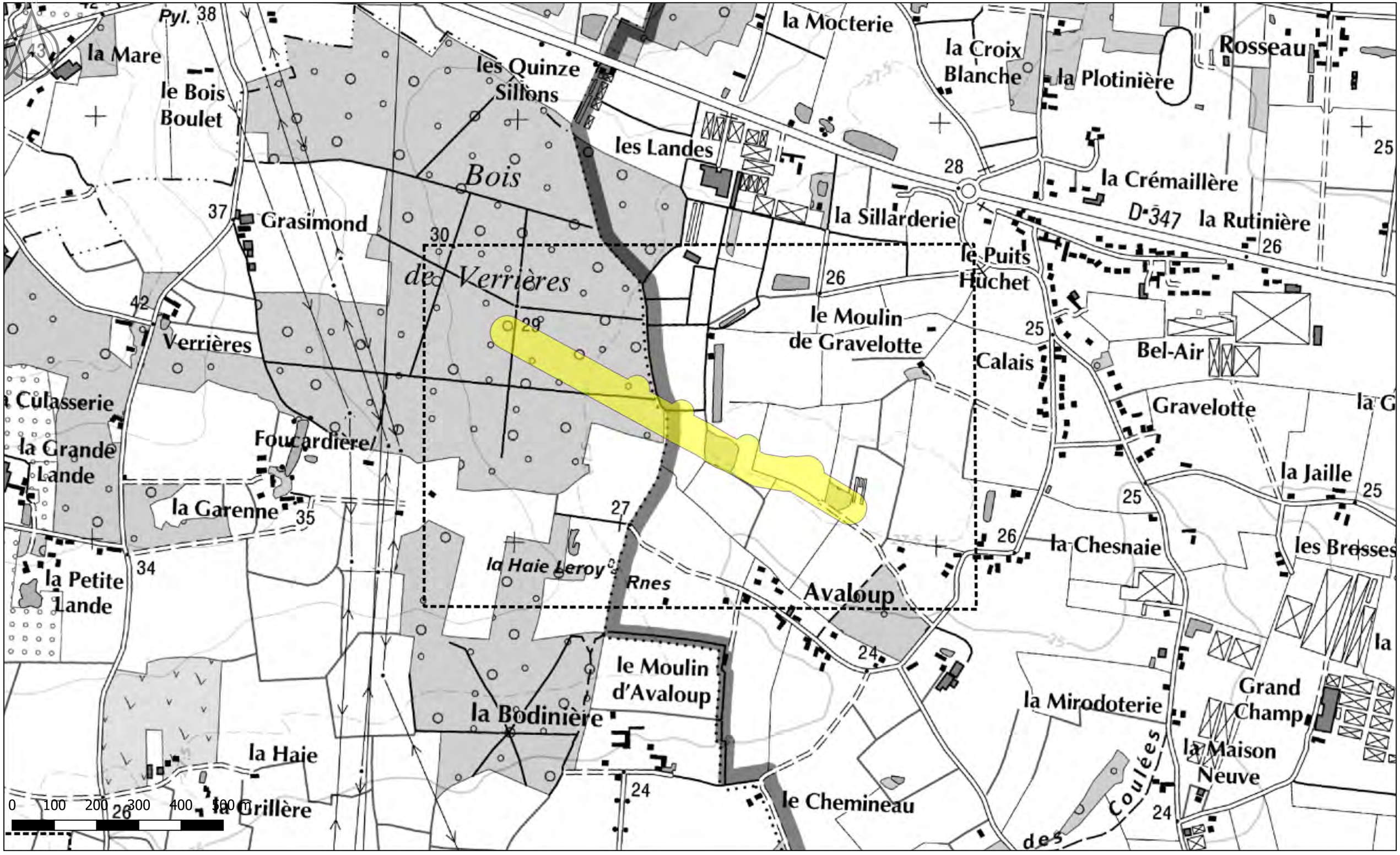
Géosciences pour une Terre durable

brgm

Cartographie des aléas mouvement de terrain
Ardoisières d'Angers
Aléa Tassement
Clip 11

Rapport BRGM/RP-69108-FR (2020) Annexe 1c

Niveau d'aléa
- Aléa Faible
- Aléa Très Faible



Annexe 1d

Cartographie complémentaire : aléa effondrement localisé (représentation incomplète de l'aléa mouvement de terrain)

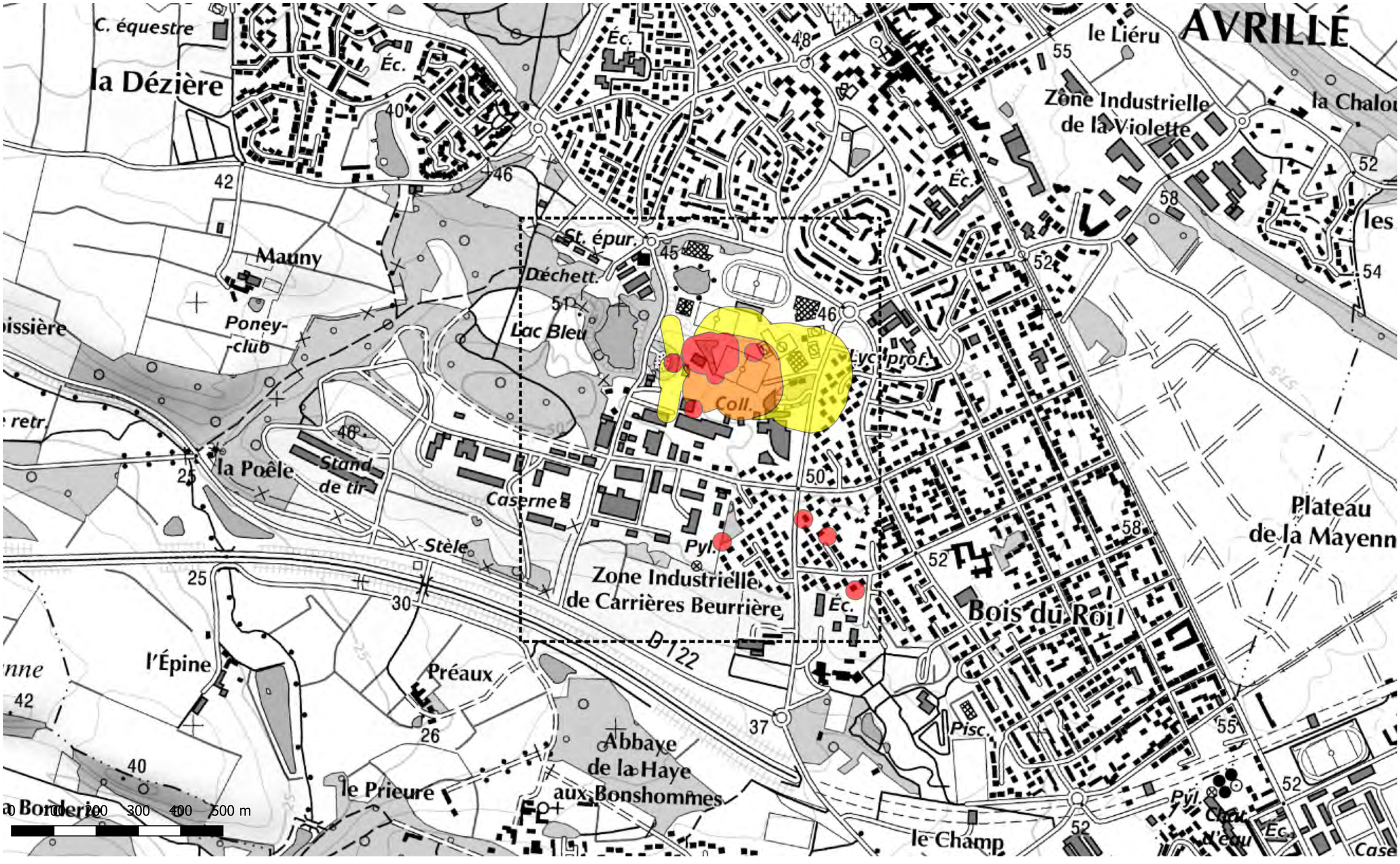
Géosciences pour une Terre durable

brgm

Cartographie des aléas mouvement de terrain
Ardoisières d'Angers
Aléa effondrement localisé
Clip 1

Rapport BRGM/RP-69108-FR (2020) Annexe 1d

Niveau d'aléa
- Aléa Fort
- Aléa Moyen
- Aléa Faible
- Aléa Très Faible



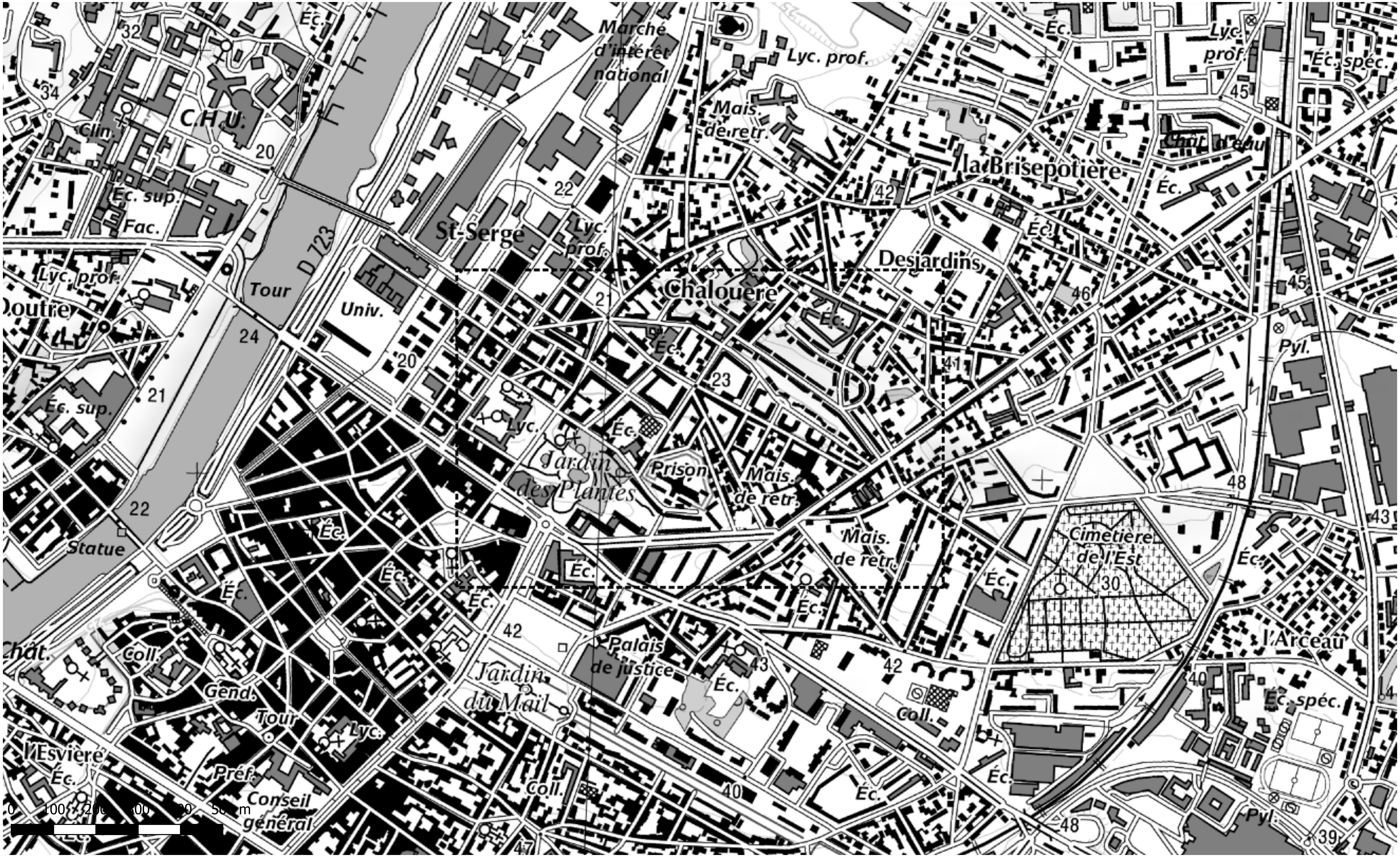
Géosciences pour une Terre durable

brgm

Cartographie des aléas mouvement de terrain
Ardoisières d'Angers
Aléa effondrement localisé
Clip 2

Rapport BRGM/RP-69108-FR (2020) Annexe 1d

Niveau d'aléa
- Aléa Fort
- Aléa Moyen
- Aléa Faible
- Aléa Très Faible



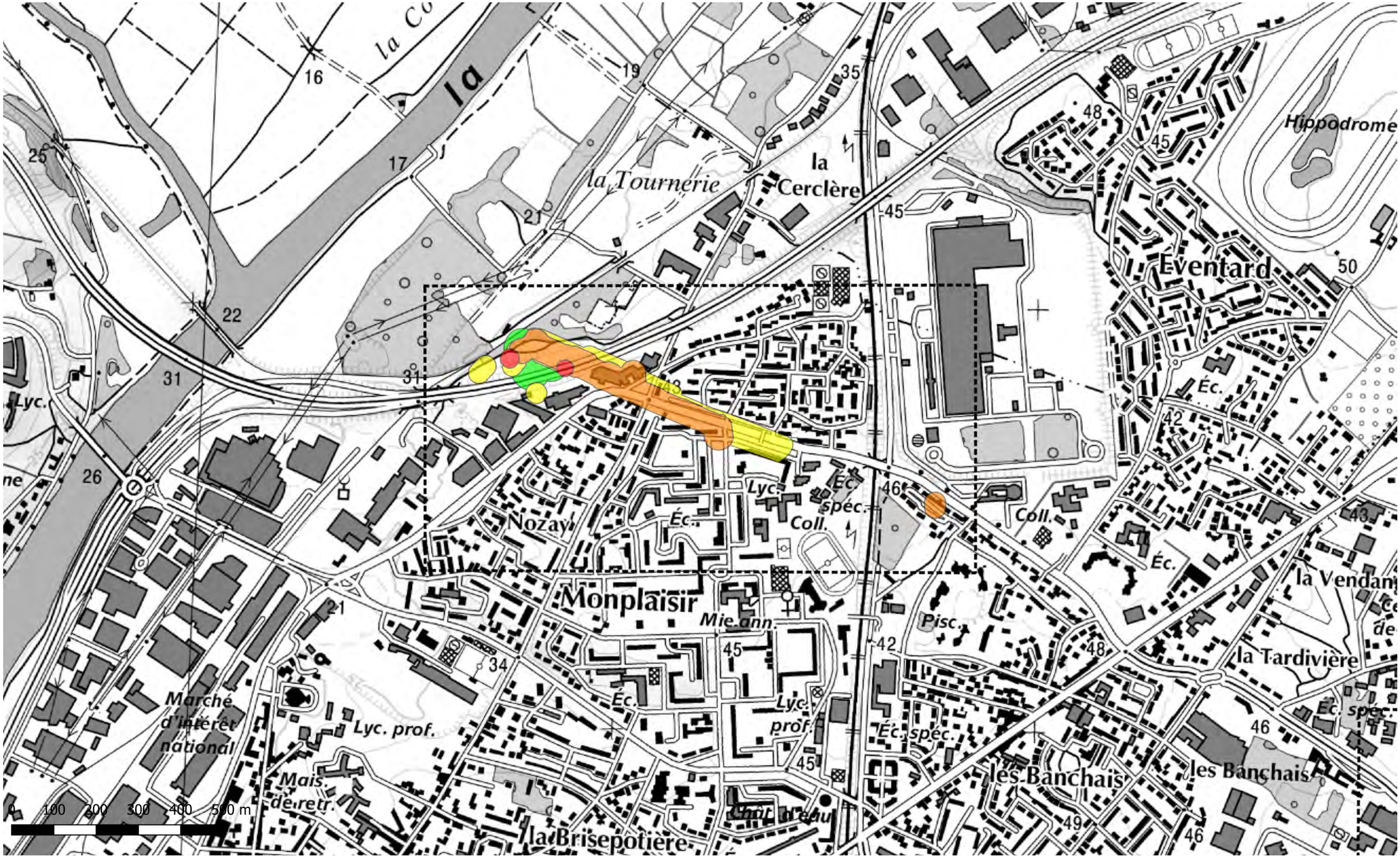
Géosciences pour une Terre durable

brgm

Cartographie des aléas mouvement de terrain
Ardoisières d'Angers
Aléa effondrement localisé
Clip 3

Rapport BRGM/RP-69108-FR (2020) Annexe 1d

Niveau d'aléa
- Aléa Fort
- Aléa Moyen
- Aléa Faible
- Aléa Très Faible



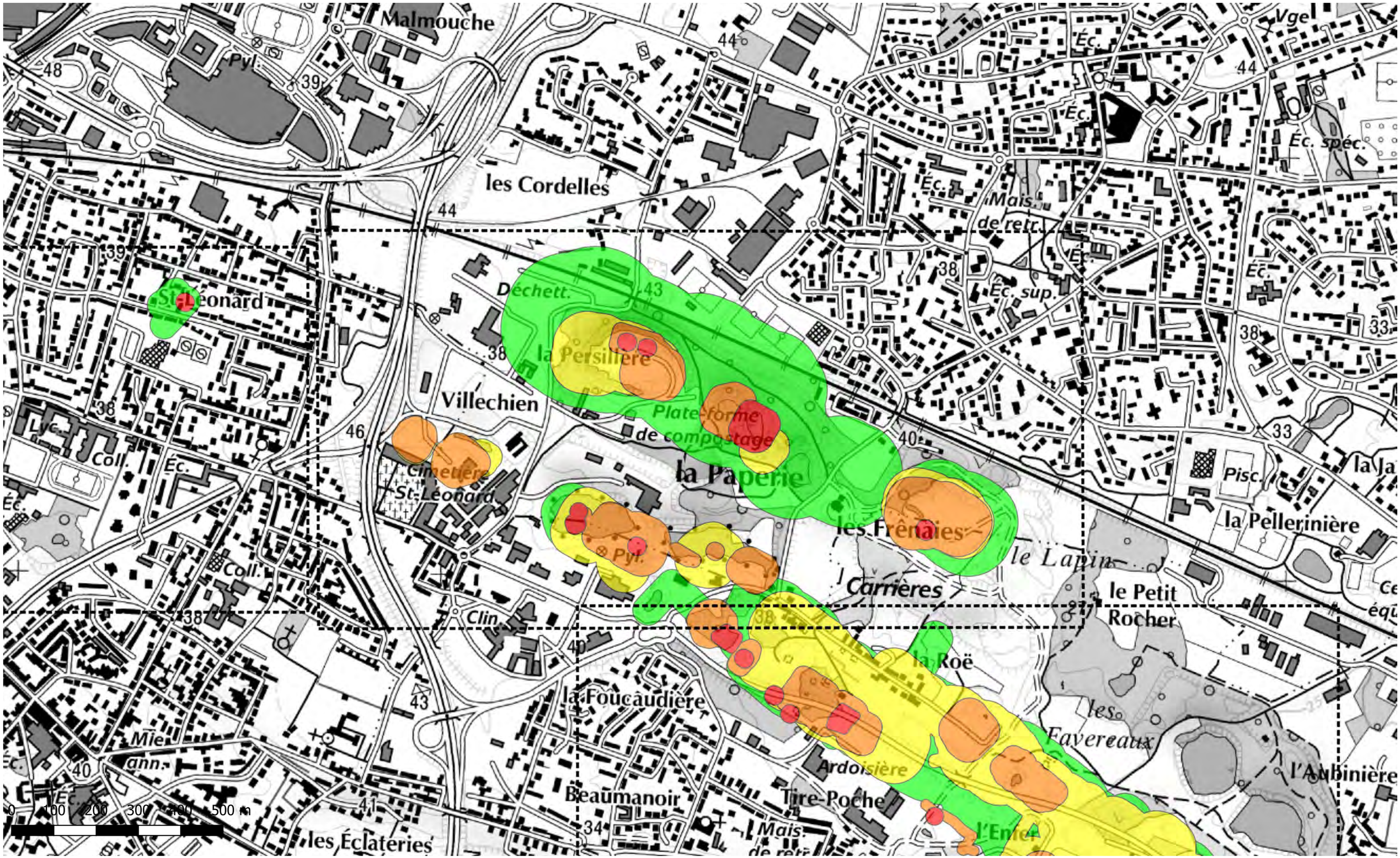
Géosciences pour une Terre durable

brgm

Cartographie des aléas mouvement de terrain
Ardoisières d'Angers
Aléa effondrement localisé
Clip 4

Rapport BRGM/RP-69108-FR (2020) Annexe 1d

Niveau d'aléa
- Aléa Fort
- Aléa Moyen
- Aléa Faible
- Aléa Très Faible



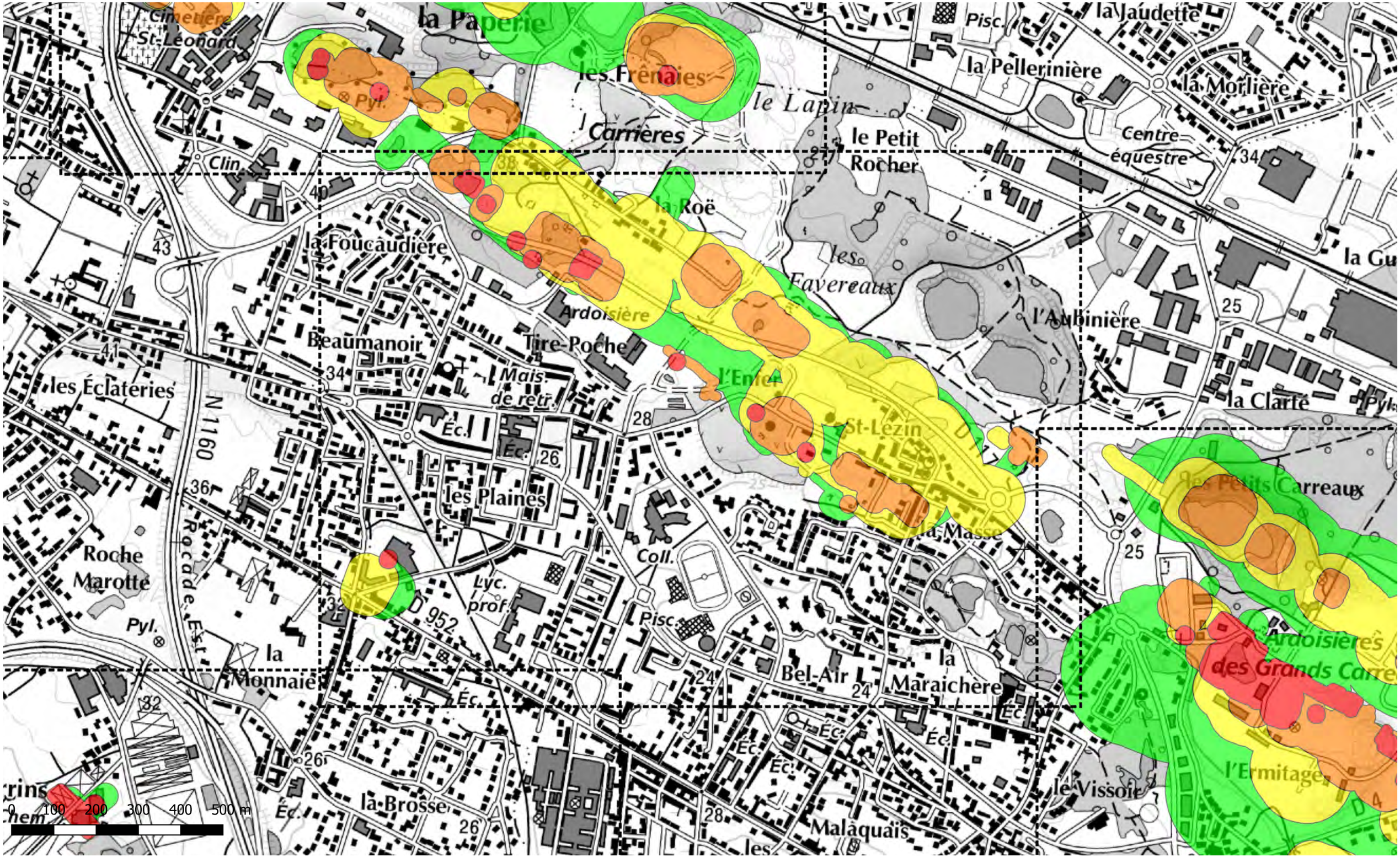
Géosciences pour une Terre durable

brgm

Cartographie des aléas mouvement de terrain
Ardoisières d'Angers
Aléa effondrement localisé
Clip 5

Rapport BRGM/RP-69108-FR (2020) Annexe 1d

Niveau d'aléa
- Aléa Fort
- Aléa Moyen
- Aléa Faible
- Aléa Très Faible



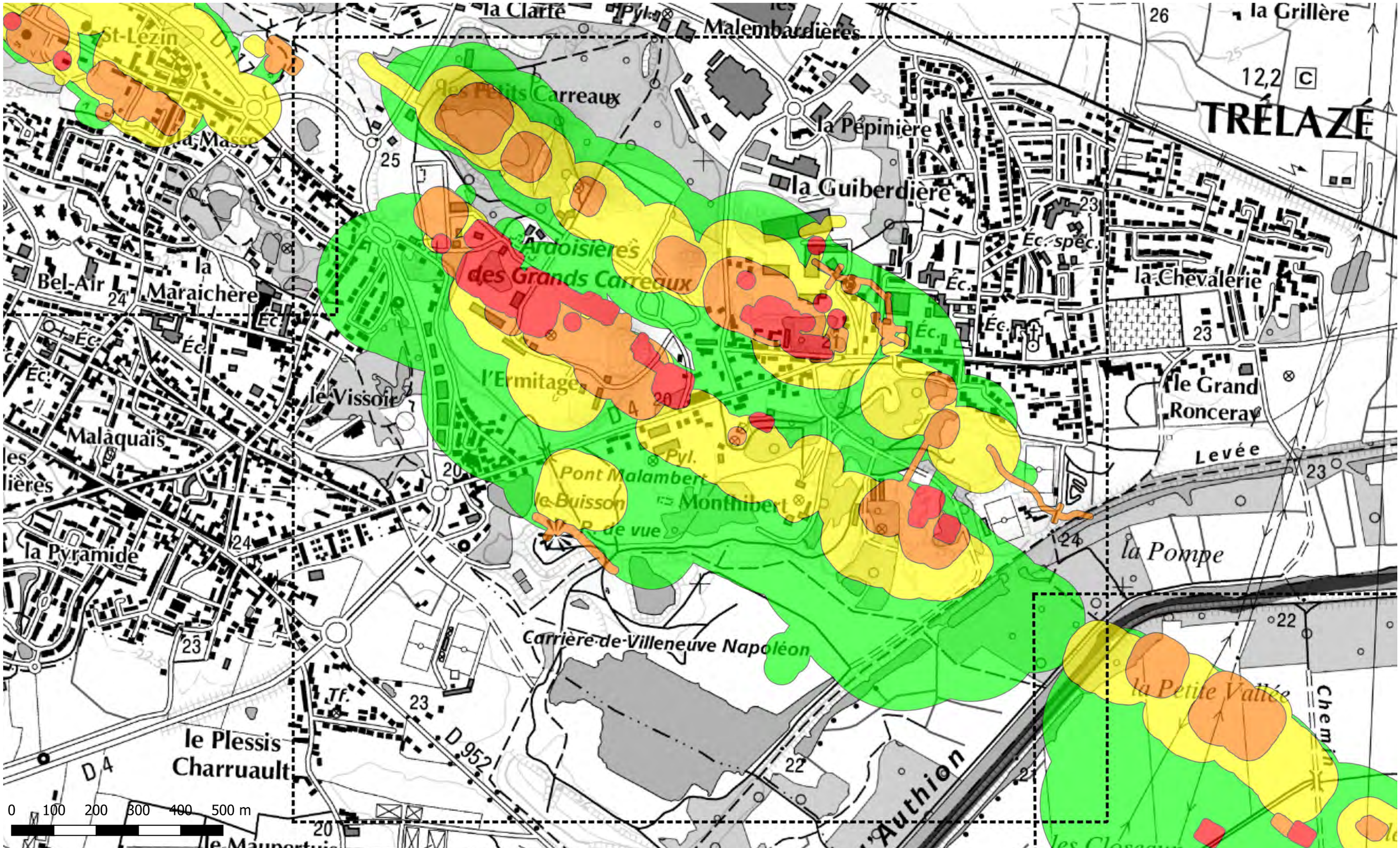
Géosciences pour une Terre durable

brgm

Cartographie des aléas mouvement de terrain
Ardoisières d'Angers
Aléa effondrement localisé
Clip 6

Rapport BRGM/RP-69108-FR (2020) Annexe 1d

Niveau d'aléa
- Aléa Fort
- Aléa Moyen
- Aléa Faible
- Aléa Très Faible



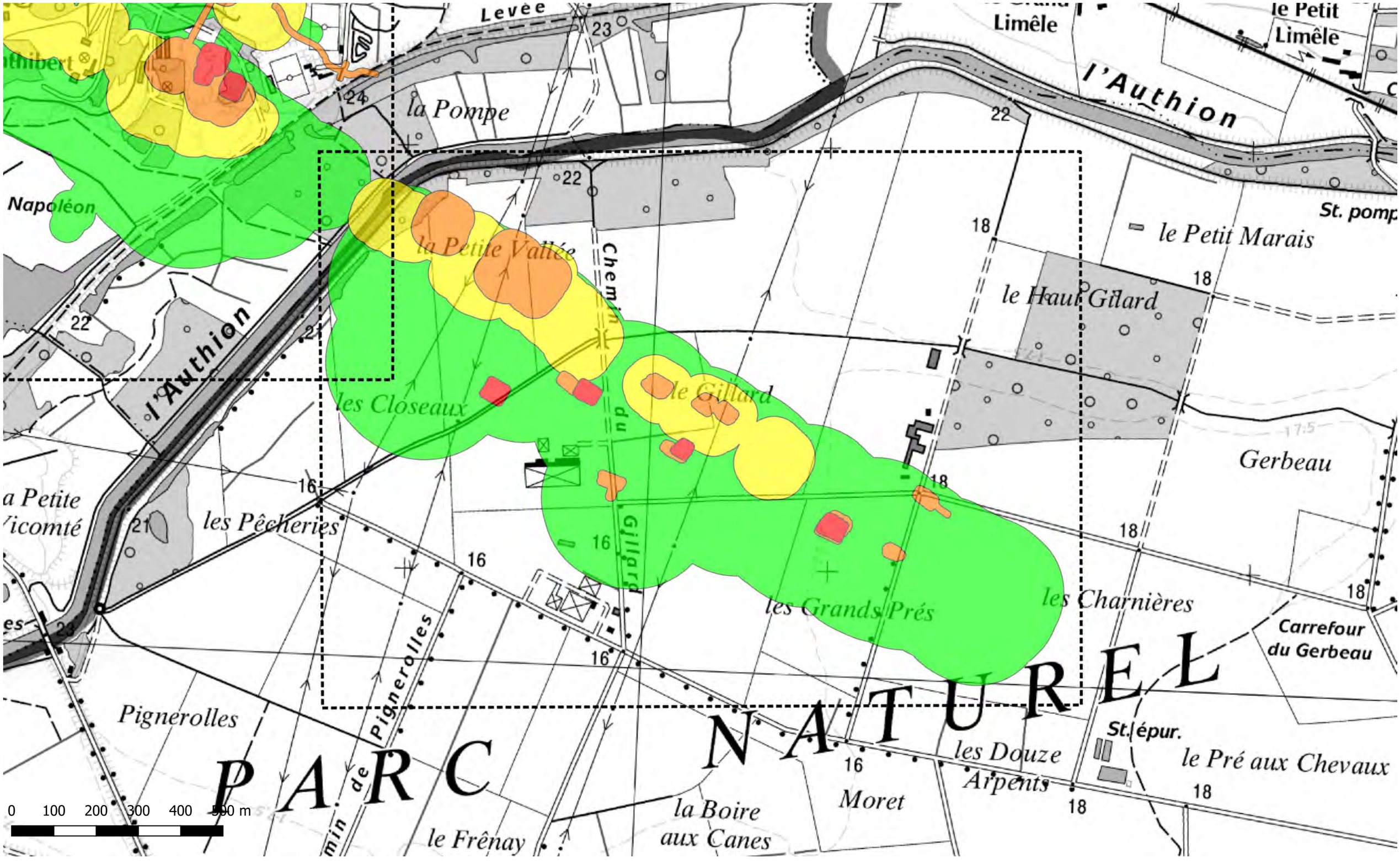
Géosciences pour une Terre durable

brgm

Cartographie des aléas mouvement de terrain
Ardoisières d'Angers
Aléa effondrement localisé
Clip 7

Rapport BRGM/RP-69108-FR (2020) Annexe 1d

Niveau d'aléa
- Aléa Fort
- Aléa Moyen
- Aléa Faible
- Aléa Très Faible



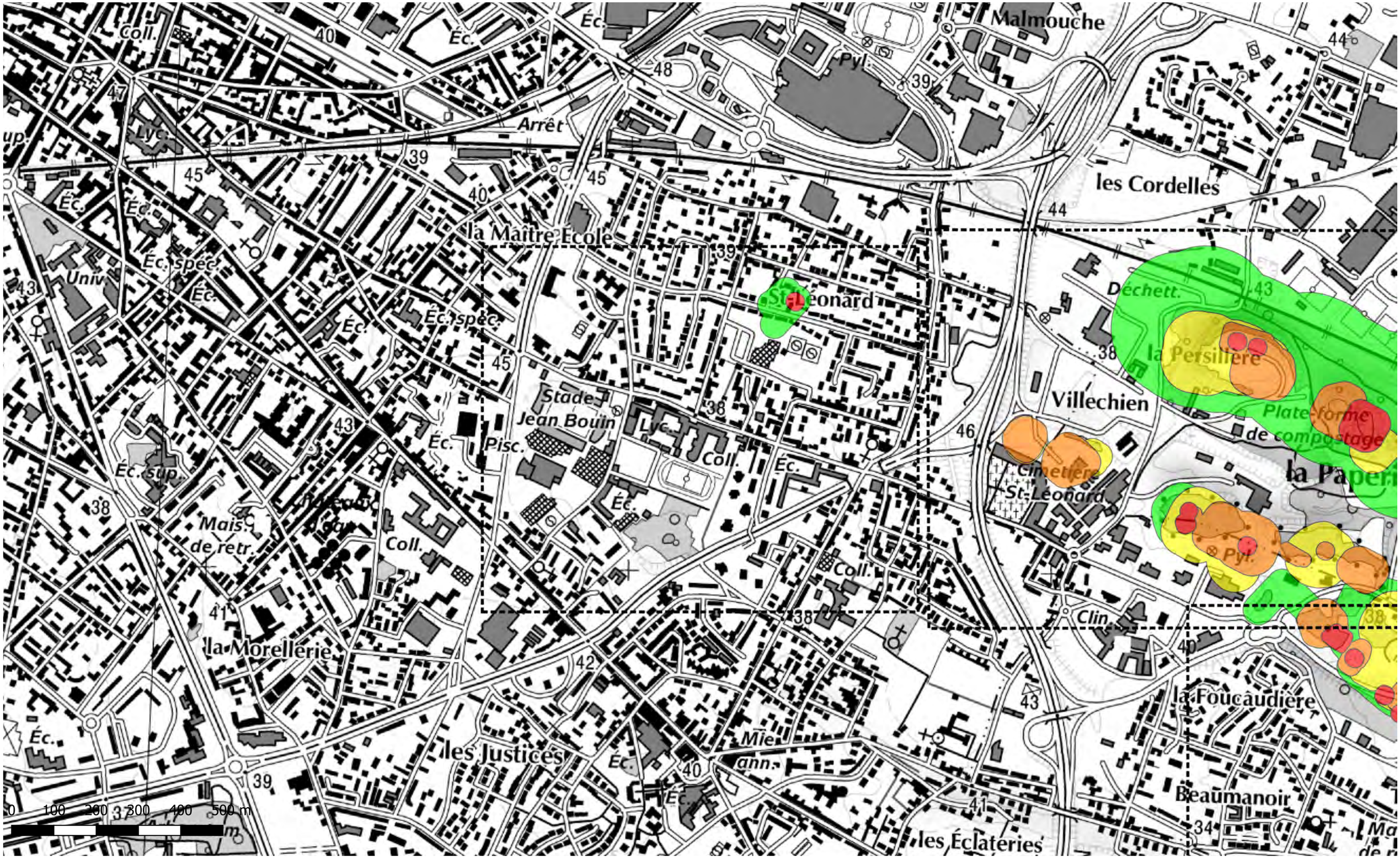
Géosciences pour une Terre durable

brgm

Cartographie des aléas mouvement de terrain
Ardoisières d'Angers
Aléa effondrement localisé
Clip 8

Rapport BRGM/RP-69108-FR (2020) Annexe 1d

Niveau d'aléa
- Aléa Fort
- Aléa Moyen
- Aléa Faible
- Aléa Très Faible



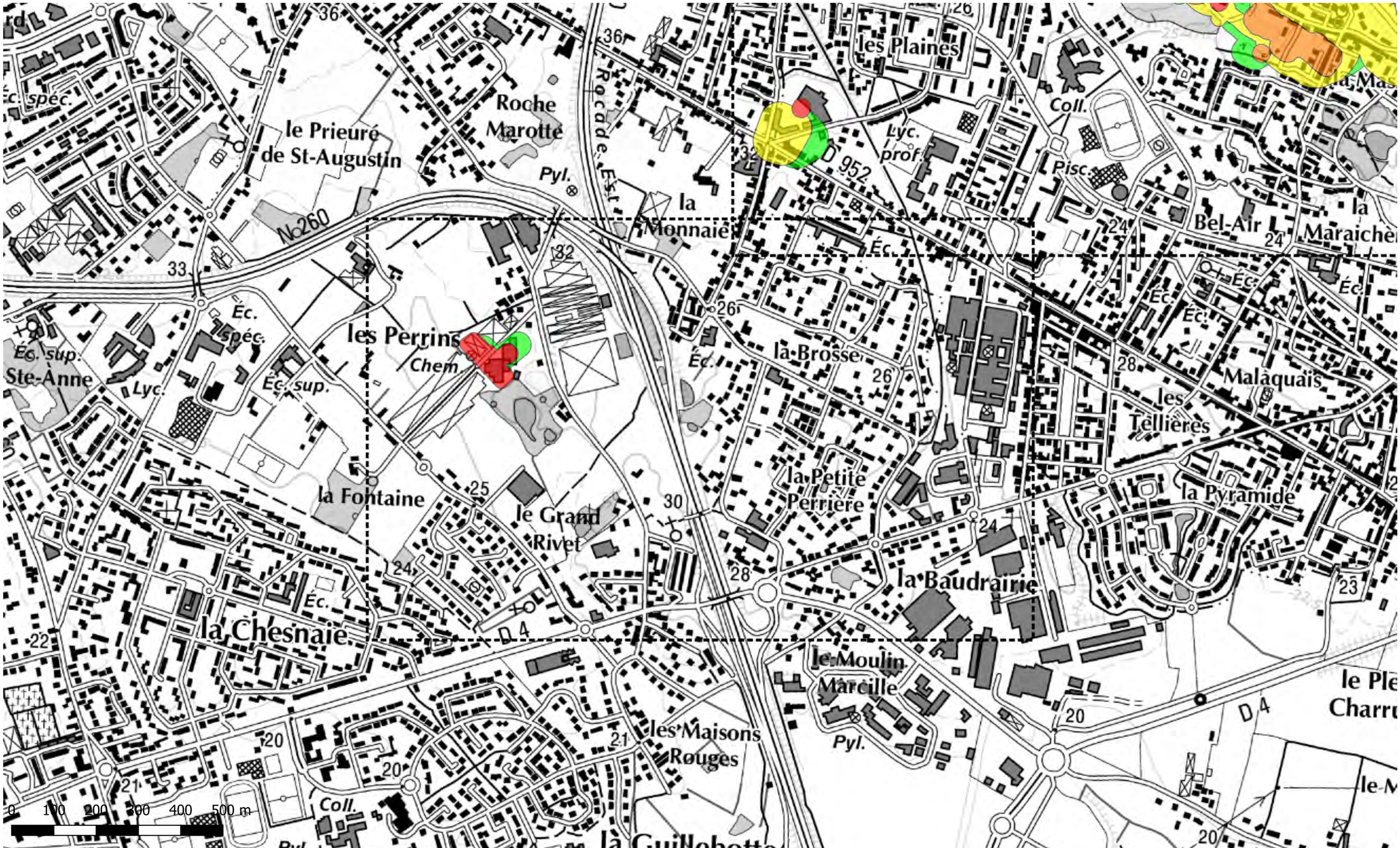
Géosciences pour une Terre durable

brgm

Cartographie des aléas mouvement de terrain
Ardoisières d'Angers
Aléa effondrement localisé
Clip 9

Rapport BRGM/RP-69108-FR (2020) Annexe 1d

Niveau d'aléa
- Aléa Fort
- Aléa Moyen
- Aléa Faible
- Aléa Très Faible



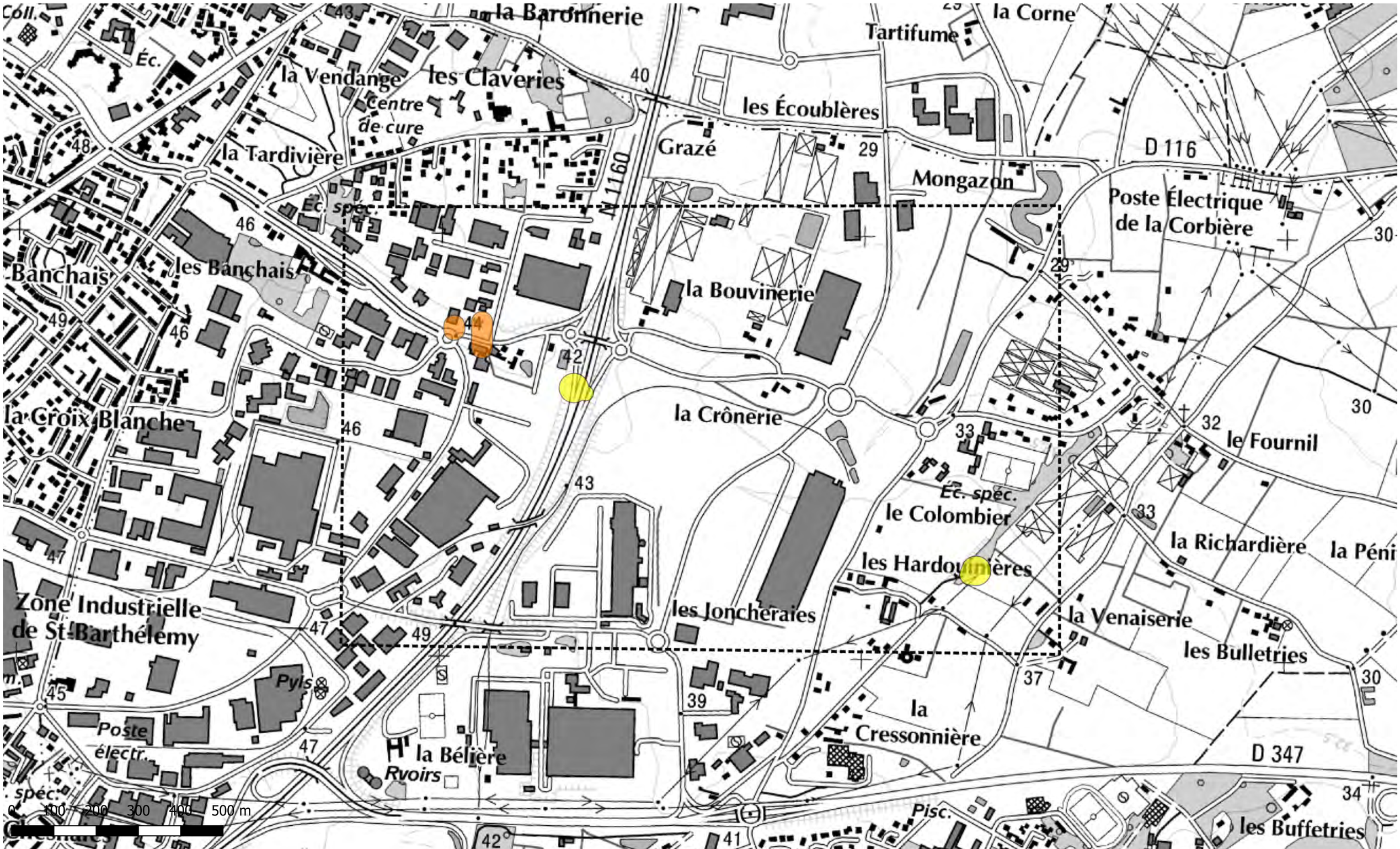
Géosciences pour une Terre durable

brgm

Cartographie des aléas mouvement de terrain
Ardoisières d'Angers
Aléa effondrement localisé
Clip 10

Rapport BRGM/RP-69108-FR (2020) Annexe 1d

Niveau d'aléa
- Aléa Fort
- Aléa Moyen
- Aléa Faible
- Aléa Très Faible



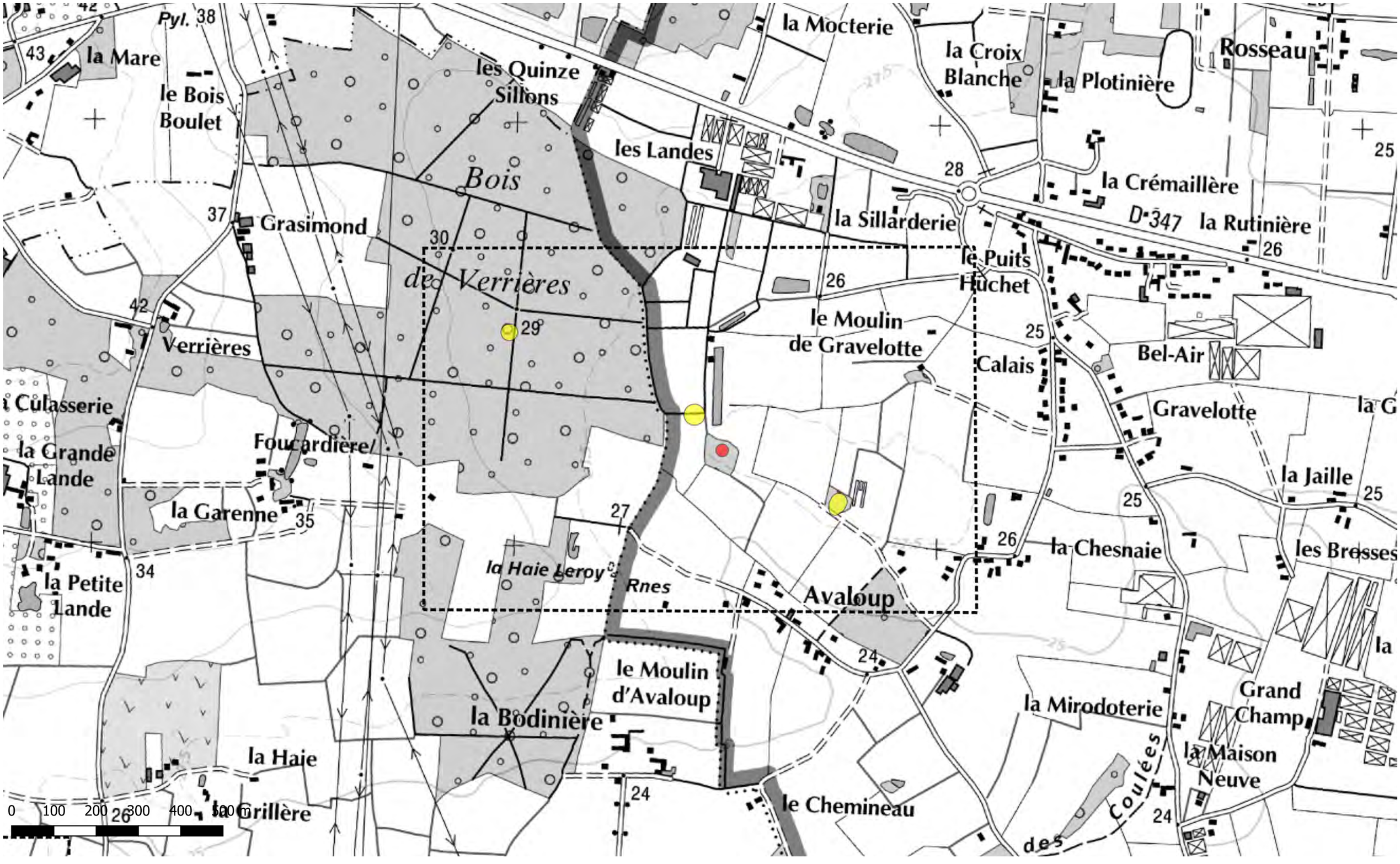
Géosciences pour une Terre durable

brgm

Cartographie des aléas mouvement de terrain
Ardoisières d'Angers
Aléa effondrement localisé
Clip 11

Rapport BRGM/RP-69108-FR (2020) Annexe 1d

Niveau d'aléa
- Aléa Fort
- Aléa Moyen
- Aléa Faible
- Aléa Très Faible



Annexe 2

Fiche d'intervention sur les puits

Ardoisières du pourtour d'Angers : cartographie des aléas MVT

Puits 3 Monthibert

Mise en sécurité : Septembre 2017 à février 2018

Caractéristiques :

Section environ : 18m2, sauf en tête de puits avec présence d'un cuvelage de 2,8m de diamètre sur 17m de profondeur.
Hors d'eau sur toute la hauteur
La caméra a indiqué la fin du remblayage précédent à 210m de profondeur soit -188,4 NGF
Des recettes ont été identifiées par la caméra aux niveaux suivants :
Au fond, à 210m de profondeur
A 175 m de profondeur
A 140 m de profondeur
A 44 m de profondeur

Travaux à réalisés :

Le remblaiement s'est fait en plusieurs phases et avec précaution pour éviter le blocage des produits dans le cuvelage.

1ère phase :
Mise en place de blocs décimétriques ardoisiers, jusqu'au niveau 200m de profondeur

2ème phase :
Remblaiement en matériaux ardoisiers issus du site des Grands Carreaux jusqu'à 180m de profondeur

3ème phase
Remblayage en blocs décimétriques ardoisiers jusqu'à 172m de profondeur

4ème phase :
Remblaiement en matériaux ardoisiers issus du site des Grands Carreaux jusqu'à 145m de profondeur

5ème phase
Remblayage en blocs décimétriques ardoisiers jusqu'à 135m de profondeur

6ème phase
Remblaiement en matériaux ardoisiers issus du site des Grands Carreaux jusqu'à 48m de profondeur

7ème phase
Remblayage en blocs décimétriques ardoisiers jusqu'à 40m de profondeur

8ème phase
Remblaiement en matériaux ardoisiers issus du site des Grands Carreaux jusqu'à 27m de profondeur

9ème phase
Après stabilisation du niveau, mise en place d'une colonne drainante de 500mm, crépinée à sa base et enrobée de géotextile, ancrée dans le cuvelage, de 26,3m de profondeur à la surface. Raccordement par un té suivi d'une réduction et d'un clapet anti-retour sur la conduite de 400 à la cote fil d'eau 16,62NGF (-4,96 m)

10ème phase
Mise en œuvre de matériaux drainant sur 4m d'épaisseur (0/12) des Fresnais

11ème phase
Réalisation d'un bouchon auto frottant jusqu'à 8m de la surface soit 151m3 de béton

12ème phase
Mise en œuvre de matériaux (0/12) des Fresnais jusqu'à la surface

13ème phase
Obturation du la colonne drainante par tampon type voirie.

Phase indépendante :
Remise en état de la clôture

Ardoisières du pourtour d'Angers : cartographie des aléas MVT

Puits 6 Hermitage
Mise sécurité 1er semestre 2017

Caractéristiques :
Section environ 18m2, sauf en tête de puits, ou le cuvelage circulaire de 6m2 environ descend jusqu'à 22m de profondeur
Tête de puits à 29,46 NGF
Base du puits à -485,42 NGF
Profondeur : 514,88 environ
Puits hors d'eau à partir de 460m de profondeur environ
Recettes ouvertes à 515m, 223 m et 140 m de profondeur,
Recettes fermées à 343m, 296m, 283m, 258m, 239m de profondeur

Travaux réalisé :
Le remblaiement s'est fait en plusieurs phases et avec attention car un cuvelage en tête de puits était présent.
1ère phase :
Mise en place de blocs de schistes décimétriques, sur 5m jusqu'au niveau 510m de profondeur,
2ème phase :
Remblayage en produits issus de la pose de la conduite des Petits Carreaux jusqu'à 225m de profondeur
3ème phase
Attente de tassements, par sécurité (2 jours)
4ème phase
Suite remblayage avec des blocs un peu plus gros qui ont pu être triés lors de la pose de la conduite des Petits Carreaux jusqu'à 220m de profondeur
5ème phase
Suite remblayage en produits issus de la pose de la conduite des Petits Carreaux jusqu'à 143m de profondeur
6ème phase
Après un week-end, suite du remblayage avec des blocs un peu plus gros qui ont pu être triés lors de la pose de la conduite des Petits Carreaux jusqu'à 138m de profondeur
7ème phase
Suite remblayage en produits issus de la pose de la conduite des Petits Carreaux jusqu'à atteindre le niveau compétent pour la mise en œuvre du bouchon auto frottant, soit à 36m de profondeur
8ème phase
Réalisation d'un bouchon auto frottant de 23m d'épaisseur entre 36 et 13 m de profondeur. Position définie après étude géotechnique pour déterminer la profondeur de la roche compétente servant d'assise au bouchon
9ème phase
Remblayage final en 0/12 provenant des Fresnais jusqu'à la surface
Phase indépendante : Remise en état de la clôture

Ardoisières du pourtour d'Angers : cartographie des aléas MVT

Puits 8bis Hermitage
Mise sécurité 2eme semestre 2018

Caractéristiques :
Section environ théorique environ 8m2, puits rectangulaire d'environ 4m par2m
Puits hors d'eau
Tête de puits à 31NGF
Base du puits -353 NGF
Partiellement remblayé
Cuvelage relativement lisse jusqu'à 32m de profondeur
Terrains compétents à ~~16~~ 15 m de profondeur

Travaux réalisés :
Le traitement de mise en sécurité s'est fait par un bouchon béton auto frottant.
1ère phase :
Réalisation d'un plancher bois à 30,5m de profondeur,
2ème phase :
Réalisation d'un pré-bouchon béton ancré et armé entre 30,5 et 29m de profondeur
3ème phase
Réalisation du bouchon béton entre 29m de profondeur et 15,2m de profondeur soit 102m3 de béton
4ème phase
Suite remblayage avec du 0/31,5 (172t) provenant des carrières de TPPL,
5ème phase
Complément en tête de puits par 14m3 de coulis de mortier pour remplissage et comblement
Phase indépendante : Remise en état de la clôture

Ardoisières du pourtour d'Angers : cartographie des aléas MVT

Puits 25
Mise sécurité 1er semestre 2018

Caractéristiques :
Section environ théorique environ 16 m2, puits rectangulaire environ (5 x3,2 en tête)
Puits en eau
Niveau d'eau entretenu autour de 0 NGF pour les travaux
Tête de puits à 27,66 NGF
Base du puits -378 NGF
Partiellement remblayé
Terrains compétents à 8 m de profondeur

Travaux réalisés :
Le traitement de mise en sécurité s'est fait par un bouchon béton auto frottant.
1ère phase :
Réalisation d'un plancher bois à 26,1m de profondeur,
2ème phase :
Réalisation d'un pré-bouchon béton ancré et armé entre 26,1 et 24,6m de profondeur
3ème phase
Réalisation du bouchon béton entre 24,6m de profondeur et 10,3m de profondeur avec 233m3 de béton.
4ème phase
Suite remblayage avec du 0/12 en schiste ardoisiers provenant des carrières des Fresnais de TPPL, sur 2m de hauteur environ
5ème phase
Complément en tête de puits par des schistes ardoisiers pris sur le stock existant sur place.
Phase indépendante : Remise en état de la clôture

Ardoisières du pourtour d'Angers : cartographie des aléas MVT

Puits 26

Mise en sécurité du puits au 1er semestre 2016

Caractéristiques :

Section environ 5*3,5 soit 17,5 m2
Tête de puits à 39,8 NGF
Base du puits à -257 NGF
Profondeur : 296,8 environ
Plancher bois à 258,6 m
Hauteur sous plancher estimée à 38m environ
Puits en eau à environ 38m de la tête de puits avant travaux
Recettes non visibles sur la vidéo inspection
Après enquêtes recettes ouvertes à 256m, 195m, 80 m et 60 m de profondeur,

Travaux réalisés :

Le remblaiement s'est fait en plusieurs phases.

1ère phase :
Mise en place de blocs de schistes décimétriques, jusqu'au niveau -210 NGF de profondeur, après avoir rompu de plancher bois.

2ème phase :
Remblaiement en matériaux ardoisiers des Fresnais jusqu'à la cote -160NGF soit 200 m de profondeur

3ème phase
Mise en place de blocs décimétriques, jusqu'au niveau -150 NGF soit 190 m de profondeur

4ème phase :
Remblaiement en matériaux ardoisiers des Fresnais jusqu'à 85m de profondeur

5ème phase
Mise en place de blocs décimétriques, jusqu'au niveau -10 NGF soit 50m de profondeur

6ème phase
Après stabilisation du niveau, mise en place une colonne drainante de diamètre 500 entre 48,25m de profondeur et la surface. La colonne a été posée hors d'eau. Pour cela, le pompage au puits de la Masse a été mis en œuvre jusqu'au niveau le plus bas possible des pompes. La conduite a été ancrée dans le cuvelage. Elle a été crépinée et entourée d'un géotextile à sa base.

7ème phase
Suite remblayage autour de la colonne drainante avec des schistes ardoisiers 0/12 et réalisation d'un bouchon auto frottant de 14,35m d'épaisseur, entre 26,25 et 11,9 m de profondeur. La position de la tête du bouchon a été définie après étude géotechnique pour déterminer la profondeur de la roche compétente servant d'assise au bouchon

7ème phase
Remblayage final en 0/12 et obturation du la colonne drainante par tampon type voirie.
Installation d'un Sofrel communiquant afin de connaître le niveau d'eau dans la colonne drainante

Phase indépendante :
Réfection de la clôture



Centre scientifique et technique
Direction Risque et Prévention
3, avenue Claude-Guillemin
BP 36009 – 45060 Orléans Cedex 2 – France – Tél. : 02 38 64 34 34
www.brgm.fr

Observation n°173

Déposée le 14 Mars 2022 à 10:34
Par ASSOCIATION LES 3 C

Observation:
ENVOI N° 4

Bonjour,
Ci-joint la contribution de l'association les 3C de la crémaillère.
Comme évoqué par le garant de la concertation Mr QUENTIN, nous attendons des réponses à chacune de nos observations, réponses à fournir par chacun des acteurs concernés par le projet de cet établissement (Ministère de la Justice, l'APIJ, ANGERS LOIRE METROPOLE, La préfecture, Le département, La commune de Loire Authion, Gendarmerie...).
Les réponses doivent être concertées par ces acteurs en amont de façon à être complémentaires.
Merci.

2 documents joints.

Le figaro

Les riverains ont dû s'accommoder de la prison

La construction de ce centre pénitentiaire modifie considérablement l'environnement de certains habitants tant à Condé-sur-Sarthe qu'à Pacé.



Voici une dizaine d'années, quand les riverains de Condé-sur-Sarthe et de Pacé ont appris ce projet de centre pénitentiaire, ils n'ont pas été ravis. Ils ont réagi en créant l'Association de défense du caractère rural de la Folie et des Joncs (ADRFJ). Ce caractère rural est au moins inscrit dans le Plan d'occupation des sols de Pacé. Le quartier de *la Folie* abrite des demeures anciennes et de caractère.

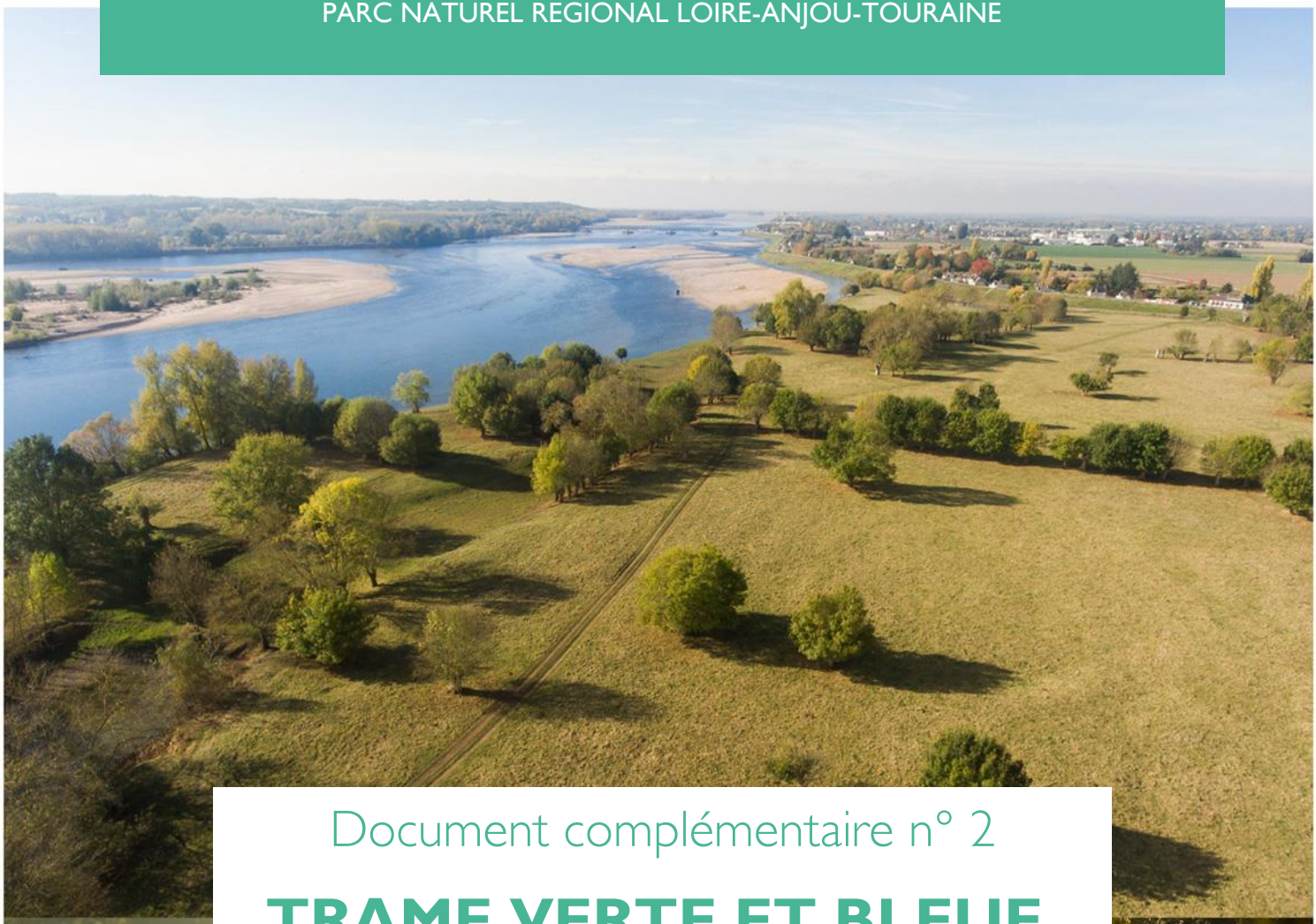
Membre de l'association, Gildas Leroy se rappelle avoir été invité avec d'autres à la préfecture. **« On croyait alors que le site n'était pas défini. En fait, si. On a été mis devant le fait accompli. On s'est rendu compte qu'on n'avait pas grand-chose à dire. C'était le pot de fer contre le pot de terre. Finalement, on a essayé de travailler avec eux pour obtenir des aménagements comme les talus ou les plantations. Au départ, il n'y avait rien de prévu. »**

Comme la plupart des riverains, il n'a pas assisté de gaieté de coeur à la construction de cette centrale. Il habite le petit hameau des *Joncs*, le plus proche du centre pénitentiaire. **« Quand vous vivez en campagne et qu'on vous met un bloc de béton au pas de votre porte, ça ne vous fait pas plaisir.**

Serge Pollet dont la maison se situe un peu plus loin, au *Pont Percé,* n'apprécie guère cette proximité. **« Se retrouver si près d'une prison ce n'est pas terrible pour le moral. »** Il évoque **« les désagréments dus aux rondes des forces de l'ordre, à la lumière toute la nuit »** et **« la dépréciation du patrimoine immobilier. »**

Christian Guy a un avis plus nuancé. Pourtant il habite *La Folie* à Condé-sur-Sarthe, à 300 m du centre. De sa chambre à l'étage, il a pleine vue sur la prison. **« Avec le temps, on s'y fait. À force de la voir, je n'y prête plus attention. »** Après la laiterie, cette construction a pourtant grandement modifié son environnement. **« Avant on voyait Alençon et Condé-sur-Sarthe. Ça nous bouffe un peu la vue. »**

PARC NATUREL REGIONAL LOIRE-ANJOU-TOURAINE



Document complémentaire n° 2

TRAME VERTE ET BLEUE

Charte 2023-2038



Parc naturel régional Loire Anjou Touraine

SOMMAIRE

La Trame verte et bleue (TVB) en photos 3
Contexte 5
Un outil pour enrayer la perte de biodiversité 5
Vocabulaire commun : définitions 6
Multifonctionnalité de la Trame verte et bleue (TVB) et services écosystémiques 7
Trames vertes et bleues régionales 8
Des méthodologies basées sur des sous-trames 8
Le Schéma régional de cohérence écologique Centre-Val de Loire (SRCE) 9
Le Schéma régional de cohérence écologique Pays de la Loire (SRCE) 11
Méthodologie 12
La première Trame verte et bleue du Parc naturel régional réalisée en 2010 12
Une Trame verte et bleue 2 élaborée pour la charte 2023-2038 12
Données utilisées 12
Méthode d'élaboration de la Trame verte et bleue 16
Identification des Réservoirs de biodiversité principaux et secondaires 16
Définition et cartographie des sous-trames 17
18
Identification des corridors écologiques pour chaque sous-trame 18
Prise en compte des éléments fragmentant 22
Hiérarchisation des corridors écologiques 23
Cartographie de la trame verte et bleue 24
Trame verte et bleue 2 : descriptif et cartographie par sous-trame 26
Espaces boisés et milieux associés 26
Prairies permanentes et autres milieux de végétation basse 27
Milieux aquatiques 28
Milieux humides 29
Landes et pelouses sèches 30
Espaces cultivés 31
Focus : maillage bocager 32
Focus : chauves-souris (Chiroptères) 35
Représentation au Plan du Parc 36

La Trame verte et bleue (TVB) en photos




Les haies permettent notamment de retenir les sols ou l'eau et de produire du bois énergie.

(Sources : Parc naturel régional Loire-Anjou-Touraine - PNRLAT, Nicolas van Hingen)




La nature en ville apporte de la fraîcheur, participe à un cadre de vie de qualité et est bénéfique pour la santé.

(Sources : PNRLAT, Nicolas van Hingen)




La Trame verte et bleue est un atout pour les paysages et l'intérêt culturel du territoire.

(Sources : PNRLAT, Nicolas van Hingen)




Les espaces de culture sont un des éléments constitutifs de la Trame verte et bleue.

(Sources : PNRLAT, Nicolas van Hingen)




Les forêts sont une source locale de bois d'œuvre et de bois énergie ou encore un lieu de promenade.

(Sources : PNRLAT, Nicolas van Hingen)




Les ripisylves sont indispensables au maintien des berges et à la limitation des crues.

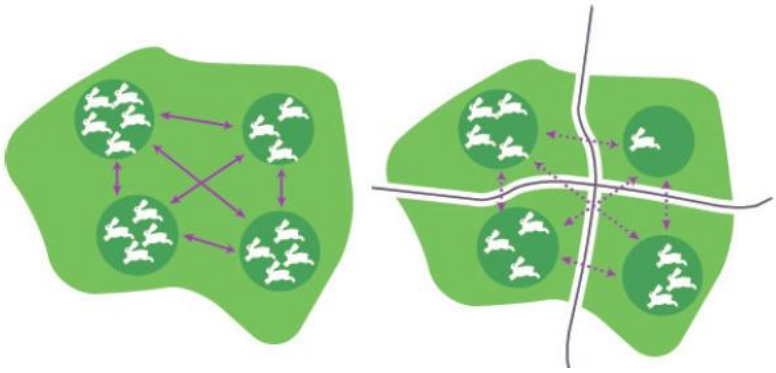
(Sources : PNRLAT, Nicolas van Hingen)

Contexte

Un outil pour enrayer la perte de biodiversité

Aujourd'hui, les principales menaces pesant sur la biodiversité sont la destruction des milieux de vie (ex : urbanisation d'une ancienne parcelle boisée) et par conséquence leur fragmentation. Ces milieux de vie peuvent être séparés par des éléments naturels (ex : cours d'eau) ou artificiels (ex : autoroute).

Chaque espèce a besoin d'un espace vital pour se déplacer, se nourrir et se reproduire. Si cet espace est détruit, réduit ou fragmenté, l'espèce ne peut plus se développer aussi bien qu'avant. Elle ne trouve plus assez de nourriture et de partenaires pour se reproduire. En conséquence, le nombre d'individus diminue.



Fragmentation d'un milieu de vie
(Source : kit Trame verte et bleue, PNRLAT, 2012)

La Trame verte et bleue vise à préserver les espaces vitaux pour les espèces et leurs interactions. L'objectif est de permettre à la biodiversité de réaliser ses fonctions biologiques élémentaires : se déplacer, s'alimenter, se reproduire et se reposer.

En favorisant le déplacement des espèces, la Trame verte et bleue doit cependant s'assurer de ne pas encourager la propagation des maladies ou encore des espèces exotiques envahissantes.



Chevreuil dans le Véron
(Source : Michel MATTEI)

Vocabulaire commun : définitions

Biodiversité : contraction des mots « biologie » et « diversité ». La biodiversité est donc la diversité de tous les organismes vivants (les animaux, les plantes, les champignons et les micro-organismes). La biodiversité est souvent considérée selon trois niveaux : génétique (ex : gènes différents d'un individu à l'autre), espèce et milieu.

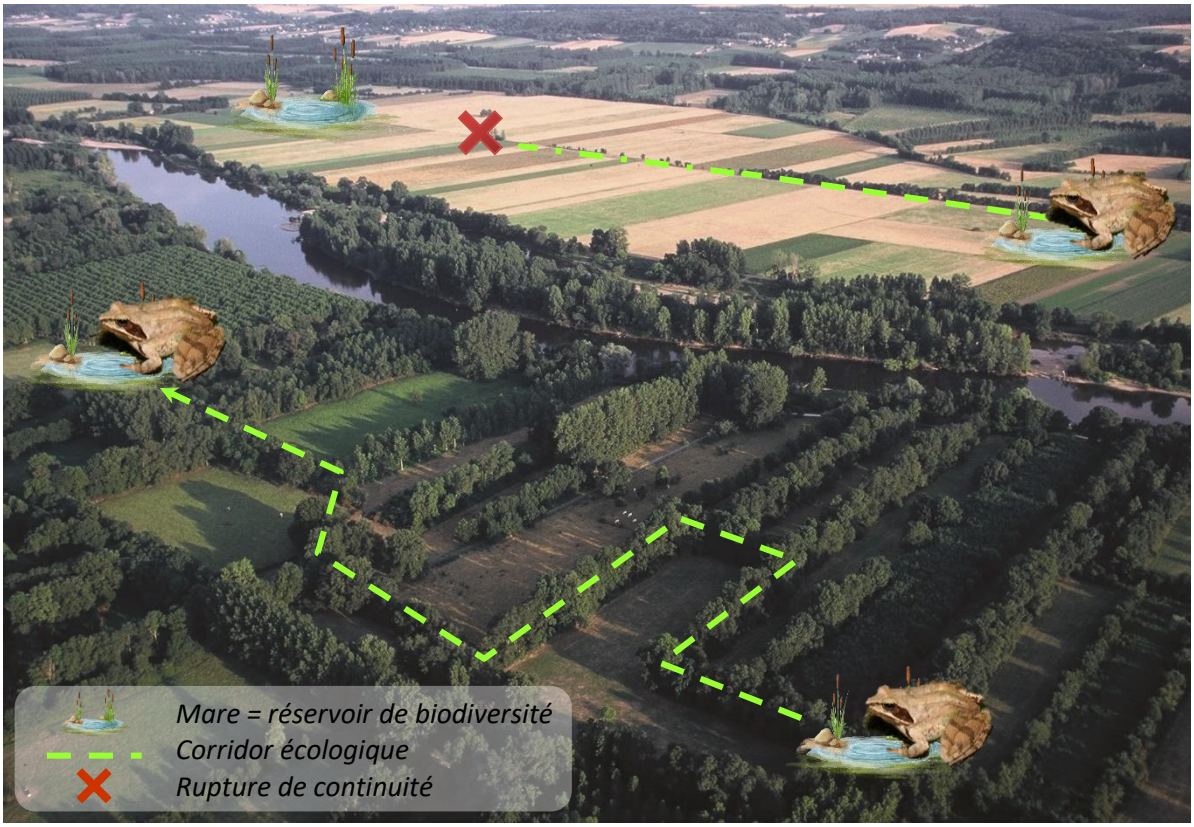
Réservoir de biodiversité : zone riche en biodiversité, indispensable à la réalisation de tout ou partie du cycle de vie des espèces : reproduction, alimentation, repos...

Corridor écologique : voie de déplacement empruntée par la faune et la flore qui relie les réservoirs de biodiversité (ex : des haies et des bosquets dans un champ, un pont végétalisé ou un tunnel sur une autoroute, une ouverture dans un jardin clôturé…).

Continuité(s) écologique(s) : ensemble constitué des Réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques qui les relient.

Trame : maillage d'espaces similaires. La « trame verte » regroupe les milieux terrestres (boisements, cultures, prairies). La « trame bleue » regroupe les cours d'eau et zones humides.

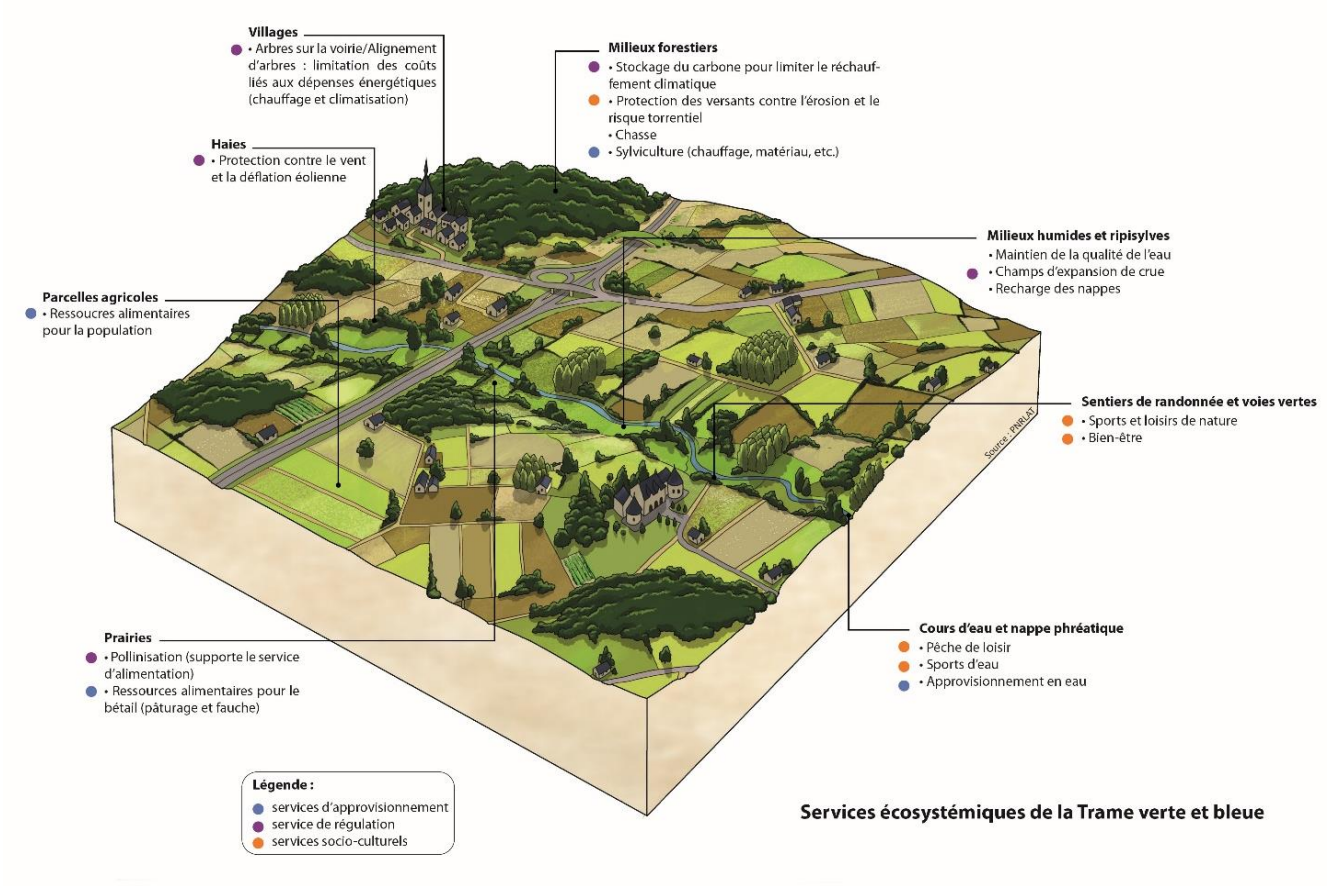
Sous-trame : rassemble l'ensemble des espaces constitués par un même type de milieux (ex : l'ensemble des bosquets, boisements et massifs forestiers est regroupé dans la sous-trame des « Espaces boisés ») et le réseau que constituent ces espaces plus ou moins connectés.



Exemple de continuité écologique : grenouille agile et paysage des bords de Vienne
(Source : PNRLAT)

Multifonctionnalité de la Trame verte et bleue (TVB) et services écosystémiques

En sus de leur intérêt écologique, les espaces constitutifs de la Trame verte et bleue nous apportent de nombreux bénéfices sociaux et économiques, appelés services écosystémiques :



(Source : PNRLAT)

Dans un contexte de changement climatique, ces espaces sont d'autant plus importants pour :

- limiter les îlots de chaleur urbains et apporter de la fraîcheur dans les villes ;
- stocker le carbone ;
- limiter l'érosion des sols comme leur imperméabilisation et favoriser l'infiltration directe de l'eau ;
- optimiser la résilience de la biodiversité, dans un contexte d'évolution rapide du climat et en particulier lors de changements climatiques extrêmes :
    - réduisant la vulnérabilité des espèces et des habitats grâce au renforcement des échanges ;
    - facilitant le déplacement des espèces et de leur aire de répartition vers des milieux plus favorables notamment vers le nord ou vers des altitudes plus élevées.

Trames vertes et bleues régionales

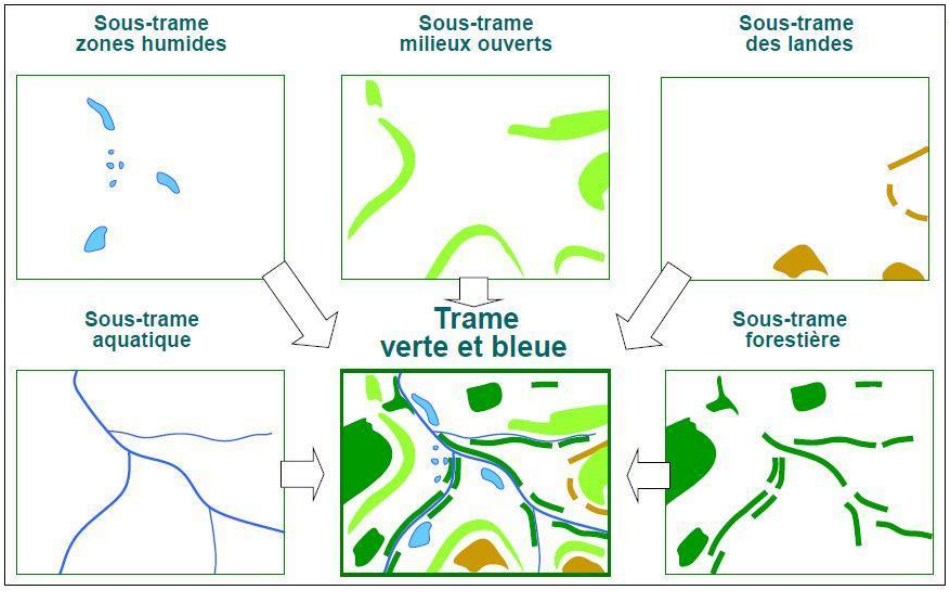
Les Régions ont élaboré leur Trame verte et bleue. Elle est intégrée dans le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET). Ce document de planification inclut les anciens Schémas régionaux de cohérence écologique (SRCE) et respecte les orientations nationales définies par l'État en termes d'identification des grandes infrastructures écologiques.

Des méthodologies basées sur des sous-trames

Les deux Régions ont choisi une méthodologie d'élaboration de leur Trame verte et bleue reposant sur la division du territoire en sous-trames.

Chaque sous-trame est analysée en fonction des habitudes des espèces qui vivent et utilisent ces milieux (ex : le chevreuil pour la sous-trame des « Espaces boisés », le brochet pour la sous-trame des « Milieux aquatiques » ...). Les liens possibles entre les espaces d'une même sous-trame (corridors écologiques) sont cartographiés en simulant les déplacements des espèces caractéristiques d'une sous-trame.

La superposition de toutes les sous-trames permet de cartographier la Trame verte et bleue et d'identifier les secteurs à forts enjeux.



Superposition schématique de sous-trames
(Source : PNR LAT)

Le Schéma régional de cohérence écologique Centre-Val de Loire (SRCE)

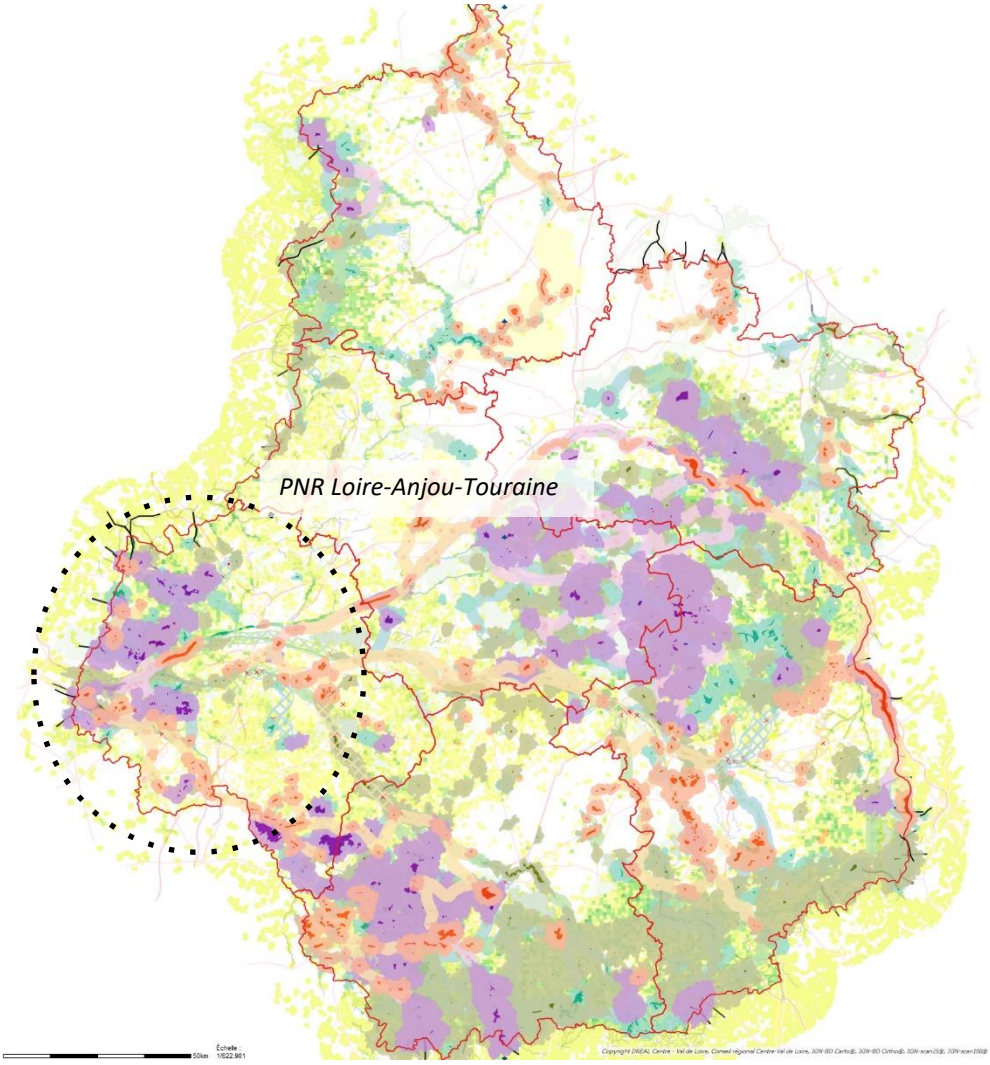
Le SRCE Centre-Val de Loire, arrêté en 2015, identifie 8 sous-trames. Pour une meilleure lisibilité, il est édité sous forme de fascicules par bassin de vie. Les bassins de vie de Tours et de Chinon appartenant au territoire du Parc naturel régional se caractérisent par :

- d'importants Réservoirs de biodiversité forestiers répartis de part et d'autre de la Loire (massifs de Bourgueil et de Chinon) ;
- des pelouses calcaires le long des coteaux de la Loire ou de la Vienne, elles sont plus parsemées sur le côté sud-est du Parc (Richelais) et au niveau de la confluence avec le Cher ;
- des landes ponctuant le territoire, notamment dans la forêt de Chinon et sur les coteaux au nord de la Loire ;
- des prairies, en particulier le long de la Vienne, de l'Indre et de la Loire et au nord de l'A85 ;
- un Réservoir de biodiversité bocager dans le Véron, le long de la Vienne, et une densité de bocage importante dans les vallées de la Loire et de l'Authion ;
- deux Réservoirs de biodiversité « Espaces cultivés » à l'ouest de Richelieu ;
- deux principales ruptures dans le territoire : l'A85 et l'A10.



Forêt domaniale de Montgoger et plateau agricole à Saint-Épain

(Source : PNRLAT, Nicolas Van Hingen)



Sous-trame des milieux humides

- Réservoirs de biodiversité
- Zones de corridors diffus à préciser localement
- Corridors écologiques potentiels à préserver
- Corridors écologiques potentiels à remettre en bon état
- Corridors interrégionaux

Sous-trame des milieux prairiaux

- Réservoirs de biodiversité
- Zones de corridors diffus à préciser localement
- Corridors écologiques potentiels à préserver
- Corridors écologiques potentiels à remettre en bon état
- Corridors interrégionaux

Sous-trame des milieux boisés

- Réservoirs de biodiversité
- Zones de corridors diffus à préciser localement
- Corridors écologiques potentiels à préserver
- Corridors écologiques potentiels à remettre en bon état
- Corridors interrégionaux

Sous-trame des pelouses et landes sèches à humides sur sols acides

- Réservoirs de biodiversité
- Zones de corridors diffus à préciser localement
- Corridors écologiques potentiels à préserver
- Corridors écologiques potentiels à remettre en bon état
- Corridors interrégionaux

Sous-trame des pelouses et lisières sèches sur sols calcaires

- Réservoirs de biodiversité
- Zones de corridors diffus à préciser localement
- Corridors écologiques potentiels à préserver
- Corridors écologiques potentiels à remettre en bon état
- Corridors interrégionaux

Sous-trame des bocages et autres structures ligneuses linéaires

- Réservoirs de biodiversité

Fonctionnalité

- Elevée
- Moyenne
- Faible

Sous-trame des cours d'eau

- Cours d'eau classés Liste 1
- Cours d'eau classés Liste 2
- Tronçons complémentaires

Sous-trame des espaces cultivés

- Réservoirs de biodiversité

Gîtes à chiroptères d'importance nationale et régionale

- Localisation des gîtes

Eléments reconnectants

- Niveau 1
- Niveau 2

Intersections avec les infrastructures terrestres

- Difficilement franchissables
- Moyennement franchissables
- Eléments fragmentants majeurs

Schéma régional de cohérence écologique Centre - Val de Loire
(Source : Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre)

Le Schéma régional de cohérence écologique Pays de la Loire (SRCE)

Également arrêté en 2015, le SRCE Pays de la Loire identifie 6 sous-trames.

Des Réservoirs de biodiversité et des corridors (vallées, linéaires et territoires) sont spécialement identifiés le long des vallées de la Loire, du Thouet et de l'Authion, au niveau des massifs forestiers de Milly, la Breille, Fontevraud et Monnaie-Pont Ménard.

Le confortement des continuités écologiques est encouragé, notamment dans la vallée de l'Authion.

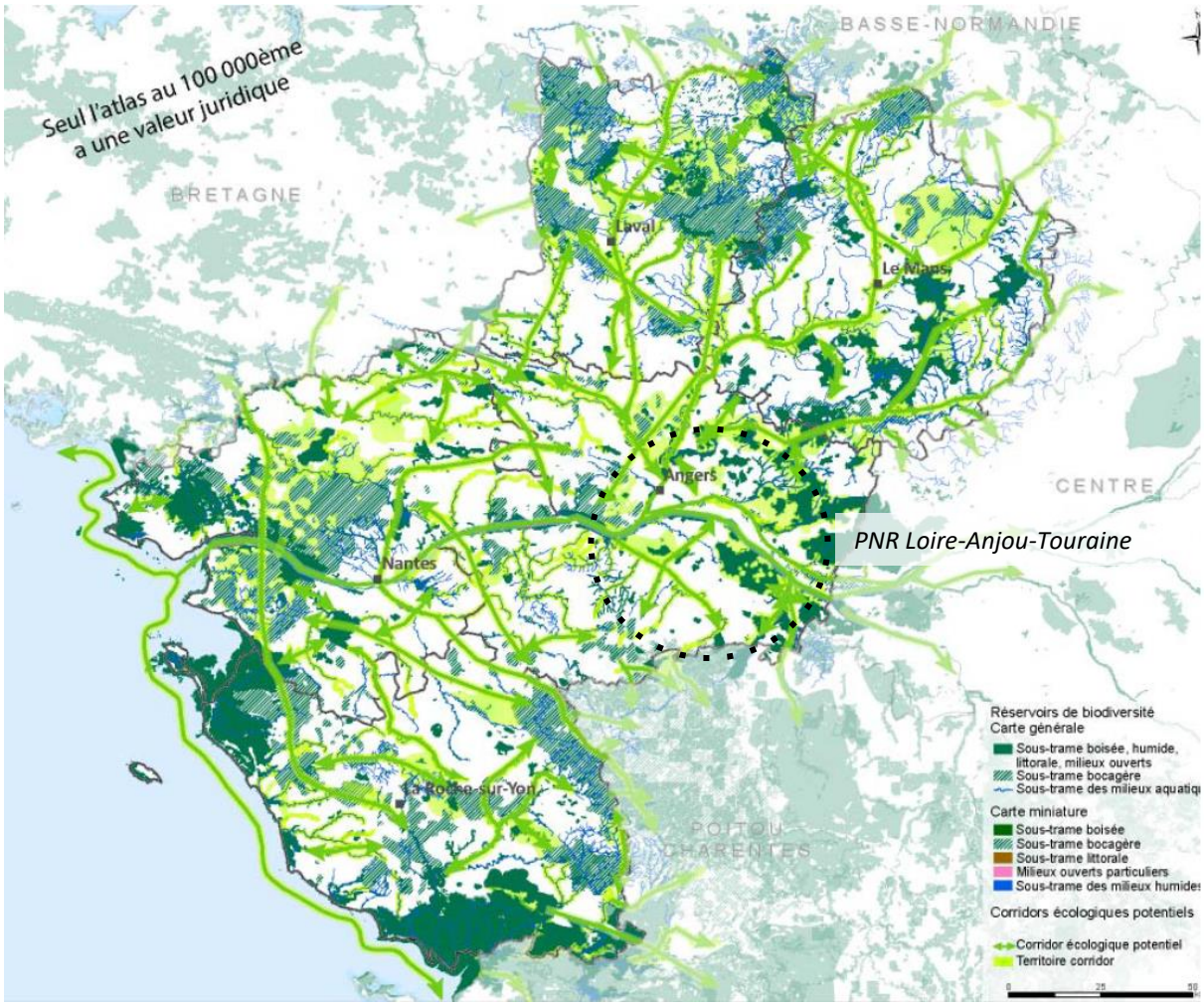


Schéma régional de cohérence écologique Pays de la Loire
(Source : DREAL Pays de la Loire)

Méthodologie

La première Trame verte et bleue du Parc naturel régional réalisée en 2010

Le Parc naturel régional élabore sa première Trame verte et bleue en 2010. Il s'agit d'un des objectifs et engagements de la charte 2008-2023 (article n°1). À l'époque, cette Trame verte et bleue n'est pas intégrée à la charte ; elle n'a donc pas de valeur réglementaire.

Cette première Trame verte et bleue s'est basée sur des données d'occupation du sol (base de données de 2007). Elle s'est appuyée sur une méthodologie reconnue à l'échelle nationale et le Parc naturel régional a animé un groupe multi-acteurs afin d'arbitrer son ajustement au territoire.

Un kit Trame verte et bleue (kit TVB) est alors édité afin de sensibiliser les acteurs du territoire. Pour faciliter son appropriation, la Trame verte et bleue y est abordée sous l'angle du paysage.

Une Trame verte et bleue 2 élaborée pour la charte 2023-2038

Afin d'intégrer une Trame verte et bleue actualisée dans la charte 2023-2038, le Parc naturel régional révise sa première Trame verte et bleue. Par souci de cohérence et de continuité, cette Trame verte et bleue 2 se base sur la méthodologie de 2010.

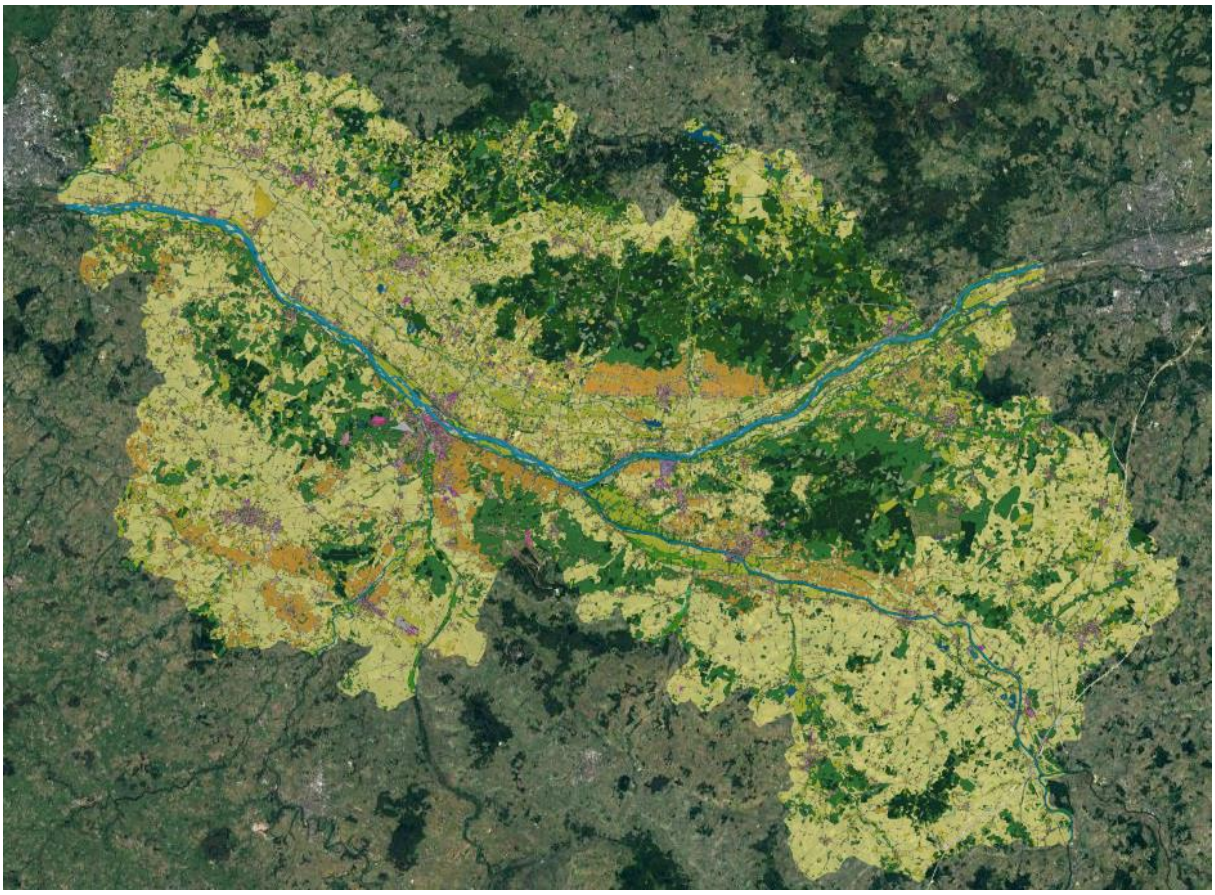
Néanmoins, des ajustements sont apportés afin de toujours mieux prendre en compte le territoire. Pour cela et comme en 2010, le Parc naturel régional réunit un groupe multi-acteurs issus de structures diverses : institutions (Régions, Départements, Direction départementale des territoires - DDT, DREAL...) ; acteurs de l'eau, de l'agriculture et de la forêt ; associations de protection de la nature...

Par ailleurs, sur les secteurs écologiquement les moins étudiés, des vérifications naturalistes sont réalisées par des écologues, sur la base des données de l'occupation du sol, de photos aériennes et de passages sur le terrain en 2018 et 2019. L'objectif est de juger de la pertinence de maintenir ou non certaines parcelles dans des corridors pré-identifiés mais dont l'occupation du sol est susceptible d'avoir évoluée. Ces vérifications sont assorties d'observations naturalistes et de notes techniques situationnelles.

Les sous-trames évoluent entre 2010 et 2019. Comme en 2010, plusieurs éléments, malgré leur rôle dans la Trame verte et bleue, ne sont pas intégrés du fait de leur complexité et/ou méconnaissance concernant leur intérêt écologique (ex : trame urbaine, trame noire).

Données utilisées

La base de données d'occupation du sol utilisée date de 2016. Elle est élaborée à partir d'une analyse de photographies aériennes de 2015 pour le département du Maine-et-Loire et 2014 pour le département d'Indre-et-Loire.



Territoire artificialisé

- Tissu urbain continu
- Bâti collectif
- Bâti individuel dense
- Bâti individuel lâche
- Bâti isolé
- Espace d'activité économique dont agricole
- Zones d'équipements
- Réseau routier
- Réseau ferroviaire
- Espaces associés aux réseaux - Parking
- Parkings
- Zones portuaires
- Aéroports
- Production d'énergie
- Extraction de matériaux - carrrière
- Décharges et dépôts de matériaux
- Chantiers
- Parcs aménagés - jardins publics
- Bassins de rétention - débordement
- Équipements sportifs et de loisirs

Surfaces en eau

- Cours et voies d'eau
- Plans d'eau

Territoires agricoles

- Terres arables - cultures
- Pépinière, maraîchage
- Friches
- Vignes
- Vergers
- Prairies

Forêt et milieux semi-naturels

- Boisements de feuillus
- Boisements de coniferes
- Boisements mixtes
- Coupes et jeunes plantations forestières
- Peupleraies
- Pelouses et pâturages naturels
- Végétation arbustive
- Végétation arbustive en cours d'enforestation
- Zone naturelle en mutation

Zones humides

- Marais
- Tourbières
- Végétations de bords des eaux (hors strate arborée)
- Sables et grève
- Ripisylves (arborées)

Sources : Alisé géomatique, Pnrlat
Auteur : Service Biodiversité et Paysages, PNRLAT, juin 2020

Occupation du sol 2016 du PNR, utilisée comme base de travail pour la Trame verte et bleue

Chaque fois que cela est possible, cette base de données d'occupation du sol est complétée par des éléments ponctuels issus des dernières données disponibles. En particulier, sont ajoutés :

- une cartographie des pelouses sèches du territoire, réalisée lors d'une étude confiée par le Parc Naturel Régional à des écologues fin 2018 ;
- une cartographie des pelouses sèches réalisée par le Centre permanent d'initiatives pour l'environnement (CPIE) Touraine-Val de Loire, pour une partie du territoire autour du Richelais ;
- le Registre parcellaire graphique (RPG) de 2016, pour les libellés « Prairies permanentes », « Prairies temporaires » et « Jachères » ;
- une précision de la cartographie des landes à dire d'experts sur le territoire, en se basant sur la couche d'occupation du sol et les données naturalistes déjà disponibles.

Le croisement de ces données permet d'avoir une représentation la plus proche possible de la réalité de l'occupation du sol du territoire au moment de la réalisation de la Trame verte et bleue 2.

Il est cependant important de noter qu'elle reste un traitement informatique basé sur des données à un instant « t » et que la précision n'atteint pas l'échelle de la parcelle ; l'échelle du plan de Parc naturel régional, et donc de la Trame verte et bleue représentée, est le 1/100 000ème.

Les différentes sources de données utilisées sont :

Sous-trame	Libellé	Source
Espaces boisés et milieux associés	Végétation arbustive	Occupation du sol 2016 du PNR
	Végétation arbustive en cours d'enforestation	
	Ripisylves (arborées)	
	Peupleraies	
	Coupes et jeunes plantations forestières	
	Boisements mixtes	
	Boisements de feuillus	
	Boisements de conifères	
	Haies	
Prairies permanentes et autres milieux de végétation basse	Prairies permanentes	Régime parcellaire graphique 2017
	Zones naturelles en mutation	Occupation du sol 2016 du PNR
	Prairies (de l'occupation du sol, non localisées au RPG)	
	Pelouses et pâturages naturels	
	Friches	
Milieux aquatiques	Plans d'eau	Occupation du sol 2016 du PNR
	Cours et voies d'eau	
	Sables et grèves	
	Cours d'eau – listes 1 et 2 DREAL	DREAL Centre-Val de Loire et Pays de la Loire
	Cours d'eau DDT	DDT 37 et 49
Milieux humides	Végétation des bords des eaux (hors strate arborée)	Occupation du sol 2016 du PNR
	Tourbières	
	Marais	
Landes et pelouses sèches	Pelouses sèches	Spatialisation déterminée à dire d'experts écologues sur bases de données naturalistes disponibles, occupation du sol 2016 du PNR, photos aériennes et travail de terrain
	Landes	Couche « Végétation arbustive » de l'occupation du sol précisée par les naturalistes du Parc
Espaces cultivés	Vignes	Occupation du sol 2016 du PNR
	Vergers	
	Terres arables – cultures	
	Pépinières, maraîchages, serres	
	Jachères	Régime parcellaire graphique 2017
	Prairies temporaires	

Méthode d'élaboration de la Trame verte et bleue

L'élaboration de la Trame verte et bleue du Parc naturel régional a suivi six grandes étapes, détaillées ci-après :

1. Identification des Réservoirs de biodiversité principaux et secondaires
2. Définition et cartographie des sous-trames
3. Identification des corridors écologiques pour chaque sous-trame
4. Prise en compte des éléments fragmentant
5. Hiérarchisation des corridors écologiques
6. Cartographies de la Trame verte et bleue

Identification des Réservoirs de biodiversité principaux et secondaires

Un travail préalable est réalisé afin de définir les périmètres des Réservoirs de biodiversité prioritaires (RBP) et secondaires (RBS). Ces espaces sont déterminés et délimités en partie sur la base des zonages écologiques de la charte 2008-2023. Ces derniers sont repris, complétés, affinés et croisés avec les périmètres de protection ou d'inventaire de la biodiversité du territoire :

- Natura 2000 (ZPS, ZSC) ;
- Arrêtés de protection de biotope (APB) ;
- Zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de types 1 et 2 ;
- Réserves naturelles régionales (RNR) et Réserves biologiques domaniales (RBD) ;
- Espaces naturels sensibles (ENS).

Puis, cette base documentaire est retravaillée à dire d'experts (PNR, partenaires associés et/ou écologues prestataires menant des vérifications le cas échéant). Quelques périmètres « à dire d'experts » sont ainsi ajoutés (ex : RBP n° 35 : Cavités, coteaux et tunnel de Langeais ; RBS n°11 : Ruisseau de la Fontaine de l'Enfer). Les périmètres de protection et d'inventaire de la biodiversité sont respectés et conservés, à quelques exceptions près (ex : ajout d'un coteau boisé à proximité directe d'une entrée de cavités à chauves-souris).

Les Réservoirs de biodiversité prioritaires (RBP) et secondaires (RBS) sont cartographiés sur le plan de Parc naturel régional et décrits dans le Document complémentaire n°1 (DOCO 1).

Définition et cartographie des sous-trames

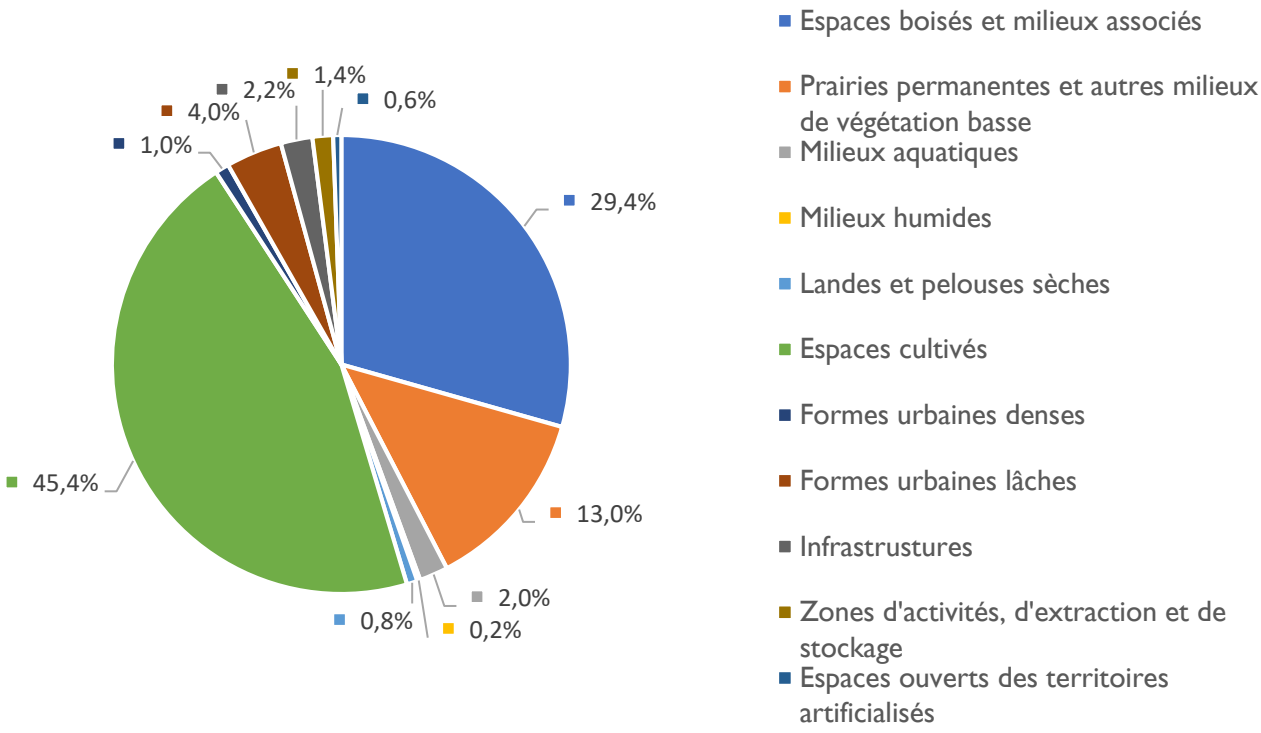
Les sous-trames sont définies par le groupe multi-acteurs, en cohérence avec les SRCE des Régions Centre-Val de Loire et Pays de la Loire.

Les données utilisées pour cartographier chaque sous-trame sont recensées dans le tableau précédent.

Le tableau suivant reprend les sous-trames des deux SRCE et leur traduction dans les TVB 2010 et 2019 du PNR :

<table>
<tr><th>SRCE
Pays de la Loire</th><th>SRCE
Centre-Val de Loire</th><th>TVB PNR 2010</th><th>TVB PNR 2019</th></tr>
<tr><td>Milieux boisés</td><td>Milieux boisés (initialement divisés acides/calcaires/humides)</td><td>Forêt</td><td>Espaces boisés et milieux associés</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Milieux ouverts particuliers secs (Pas une sous-trame à part entière car peu représentés)</td><td>Pelouses et lisières sèches sur sols calcaires</td><td rowspan="2">Prairie</td><td rowspan="2">Landes et pelouses sèches</td></tr>
<tr><td>Pelouses et landes sèches à humides sur sols acides</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Sous-trame bocagère (haies, mares et milieux favorables dont prairies)</td><td>Milieux prairiaux</td><td>Prairies permanentes et autres milieux de végétation basse</td></tr>
<tr><td>Bocage et autres structures ligneuses linéaires</td><td>Bocage</td><td>Bocage (pas une sous-trame à part entière comme en 2010) : linéaires des haies intégrés à la sous-trame « Espaces boisés » et prairies dans la sous-trame « Prairies permanentes »</td></tr>
<tr><td>Pas d’espaces cultivés, certaines zones dans les milieux ouverts (ex : Méron)</td><td>Espaces cultivés</td><td>Manque d’informations sur leur gestion et leur caractérisation = non analysé et non intégré</td><td>Espaces cultivés</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Milieux humides et aquatiques</td><td rowspan="2">Cours d’eau</td><td rowspan="2">Humide et aquatique</td><td>Milieux aquatiques</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Milieux humides</td></tr>
<tr><td>Milieux littoraux</td><td colspan="3">La Région Centre-Val de Loire et le PNR ne sont pas concernés par cette catégorie.</td></tr>
</table>

Occupation du sol : sous-trames de la Trame verte et bleue et espaces urbanisés

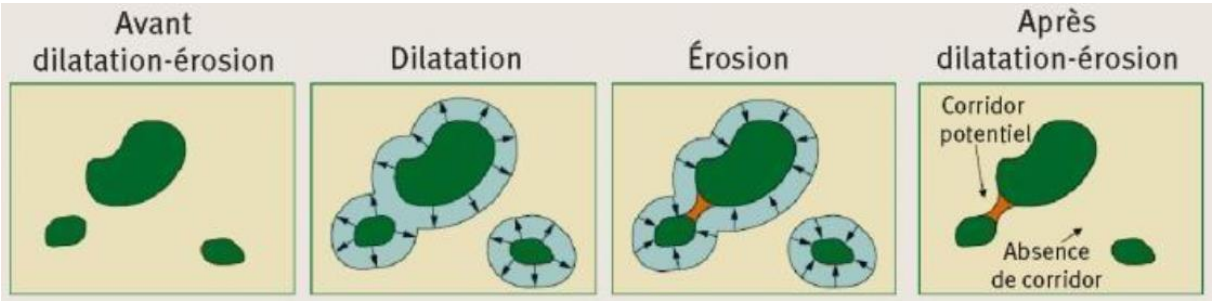


Identification des corridors écologiques pour chaque sous-trame

La méthodologie retenue pour la cartographie des corridors écologiques est celle de la dilatation – érosion. Elle permet de simuler les distances maximales parcourues par la majorité des espèces liées à chaque sous-trame et, par conséquent, de faire ressortir les connexions potentielles.

Suivant la méthodologie du SRCE Centre-Val de Loire, des corridors pour la sous-trame des « Espaces cultivés » ne sont pas définis. Pour chacune des autres sous-trames, les étapes ci-dessous sont appliquées :

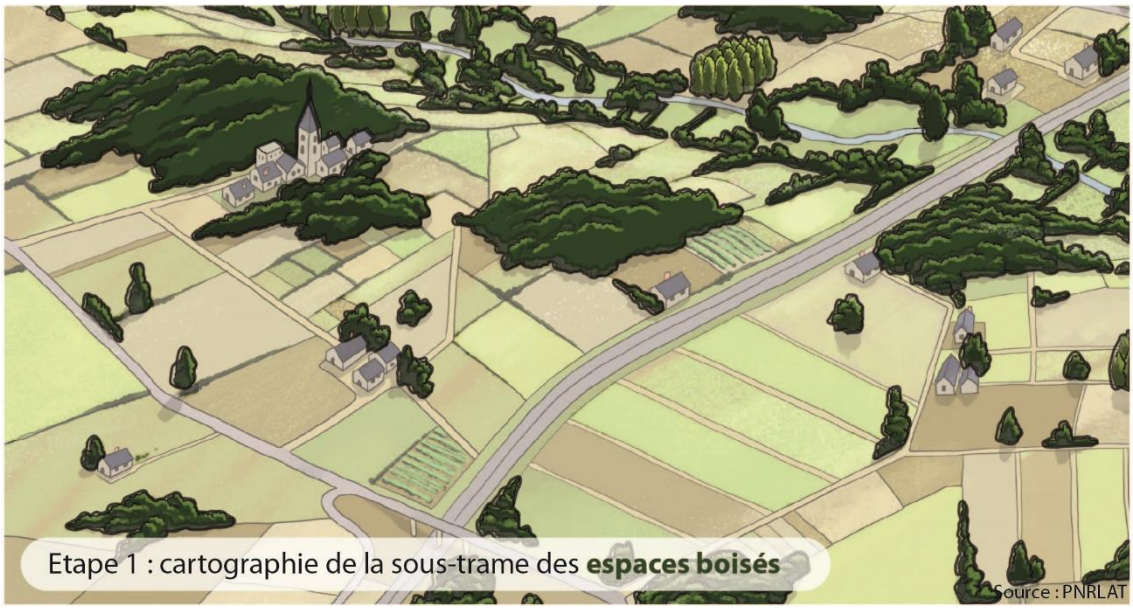
- Chaque élément constitutif de la sous-trame (ex : un boisement) est dilaté ou élargi par une auréole dont la largeur correspond à la capacité de déplacements maximale des espèces. Cette capacité de déplacements est une moyenne arbitraire définie pour chaque sous-trame en fonction des espèces qui y vivent. Lors de cette étape, certaines taches proches vont voir leurs auréoles entrer en contact. Cela traduit la présence d'un corridor potentiel, d'une longueur inférieure ou égale au double de la largeur de dilatation utilisée. L'ensemble des polygones dilatés et en contact est alors fusionné en un seul élément.
- Ce polygone fusionné est ensuite érodé d'une largeur identique à la dilatation. Cela permet de faire apparaître les zones de connexions potentielles entre les taches. Les zones de l'auréole de dilatation qui ne permettent pas de fusionner deux taches ne sont pas prises en compte.

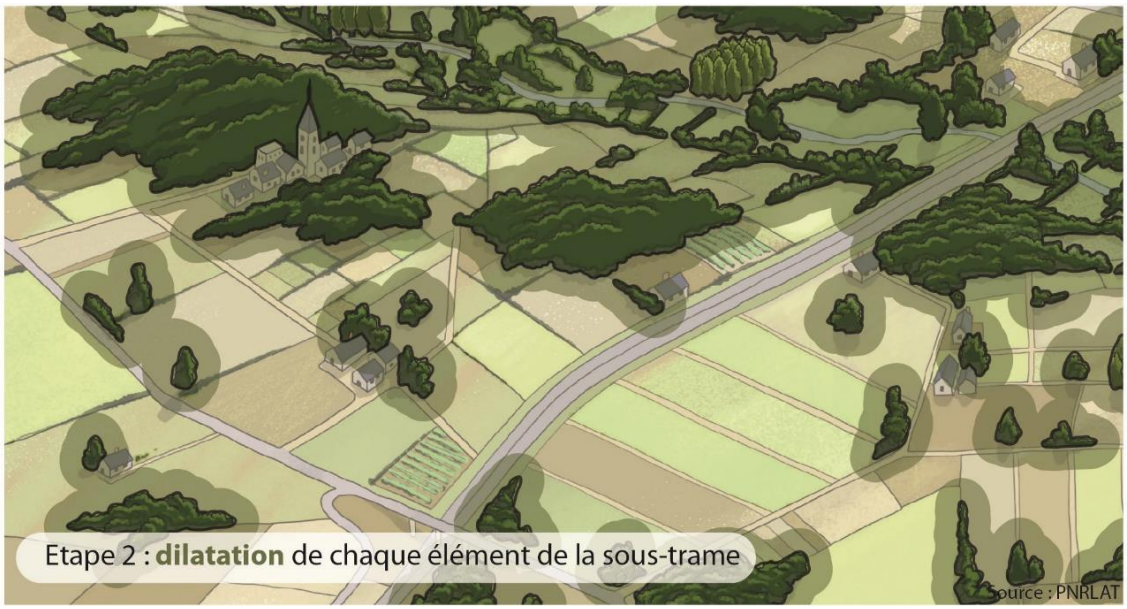


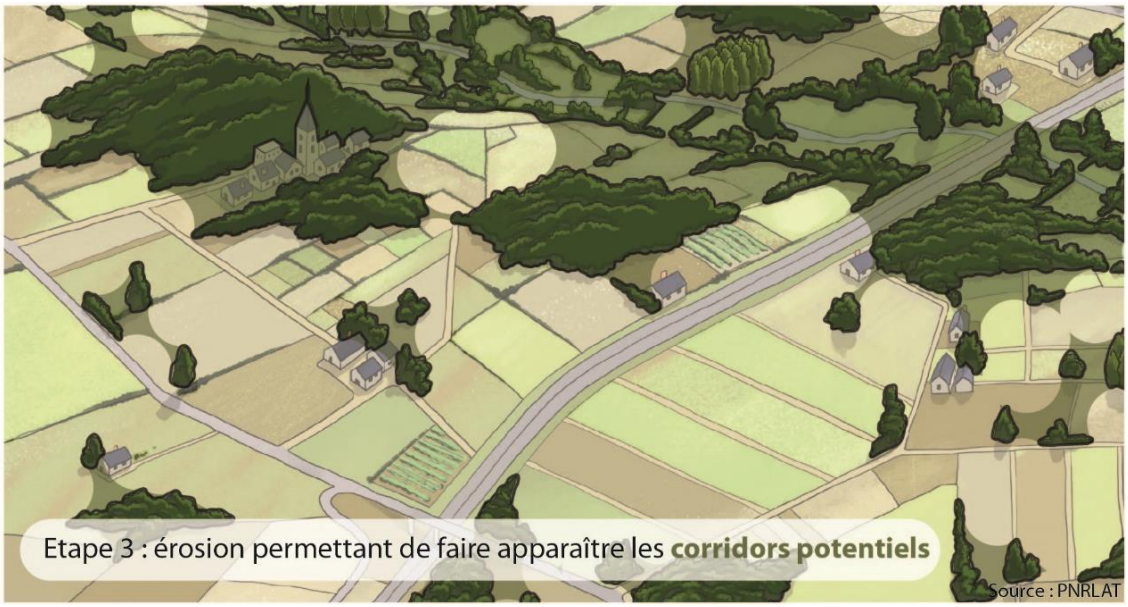
Étapes du traitement dilatation – érosion
(Source : Cemagref, 2008)

Cette méthode est illustrée ci-après par l'exemple de la sous-trame des « Espaces boisés et milieux associés ».









Les corridors potentiels sont ensuite analysés afin d'en retirer les milieux défavorables au déplacement des espèces. Ici, il peut s'agir concrètement de retirer les zones urbaines denses ou encore les voies ferrées.

Pour réaliser cette analyse, le Parc naturel régional se base sur des coefficients de résistance des milieux qu'il a proposé à dire d'expert. En termes de règle générale, la logique a été de d'appliquer les considérants suivants : « Plus la résistance est élevée, plus le milieu est défavorable au passage des espèces. Pour chaque sous-trame, la résistance de chaque type d'occupation du sol est définie sur une échelle de 0 % à 90 %, considérant qu'il n'existe pas de milieu totalement imperméable et que la résistance 100 % n'est pas réaliste ».

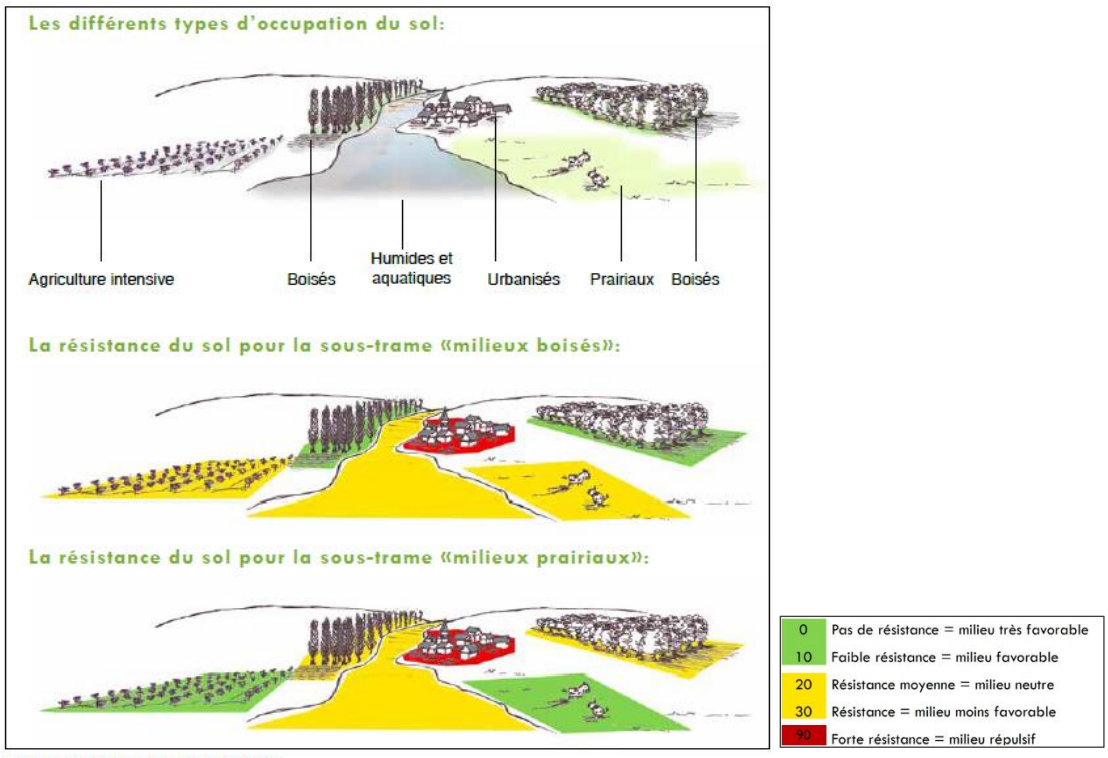
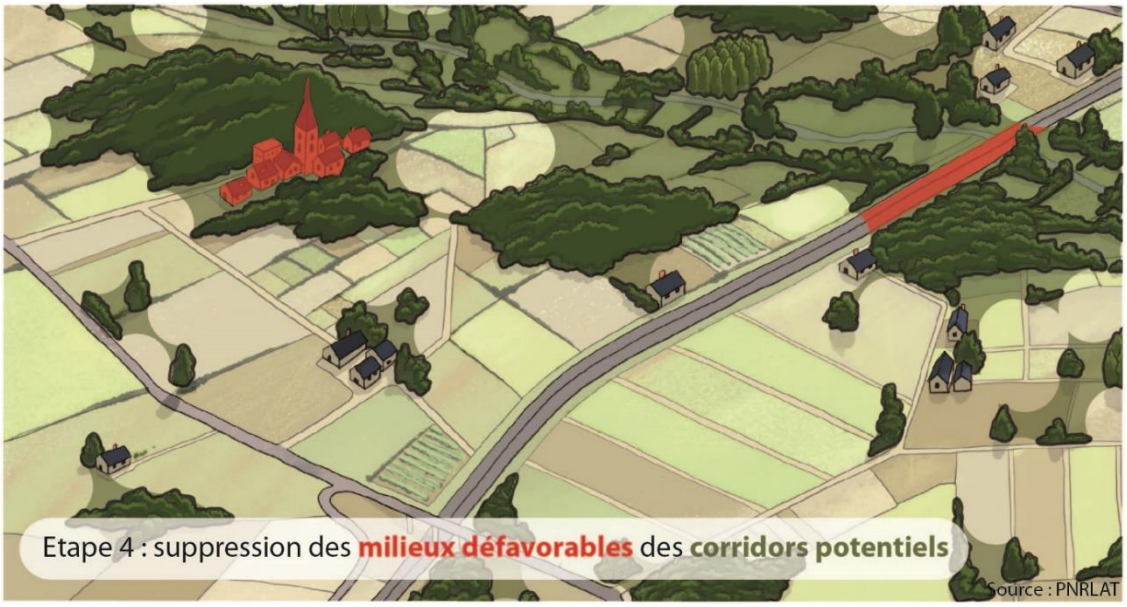


Illustration de la notion de coefficient de résistance en fonction des occupations du sol et des sous-trames

(Source : PNRLAT, 2011)


Etape 4 : suppression des milieux défavorables des corridors potentiels
Source : PNRLAT

Prise en compte des éléments fragmentant

Les continuités de la Trame verte et bleue peuvent être interrompues par des éléments de fragmentation des habitats (obstacle physique non ou peu transparent, franchissement d'une trame d'autre nature), empêchant les espèces de rallier deux zones de vie.

Ces phénomènes de fragmentation sont relatifs à la sous-trame considérée. Par exemple, un cours d'eau est à la fois un élément constitutif et donc nécessaire à la sous-trame aquatique, mais peut représenter un obstacle au déplacement des espèces de la sous-trame « Landes et pelouses sèches ».

Les aménagements anthropiques sont souvent les éléments les plus fortement fragmentant comme :

- les infrastructures de transport ou de production d'énergie (routes, ponts, voies ferrées, lignes électriques, éoliennes…) ;
- les espaces urbanisés (franges urbaines, activités polluantes, pollution lumineuse et sonore, monoculture…);
- les ouvrages hydrauliques pour la Trame bleue (écluses, stations de pompage, barrages ou seuils).

La superposition de ces éléments avec les corridors écologiques permet d'identifier les ruptures des continuités écologiques.

Il est possible de diminuer ces ruptures par des aménagements spécifiques : passage à faune au-dessus des autoroutes, restauration des continuités écologiques des cours d'eau…

Sur le territoire du Parc naturel régional, en particulier l'A85, les RD 347, 938, 952, 947, 960, 751 (…), et les principales voies ferrées (ligne Tours-Angers) constituent des infrastructures de transport faisant obstacle au déplacement des espèces. Il est toutefois important de nuancer l'effet fragmentant de certaines routes, notamment les plus petites, certaines espèces pouvant néanmoins les traverser.

Un viaduc permettant le passage au-dessus de l'A85 est présent aux Coteaux-sur-Loire, entre les communes historiques d'Ingrandes-sur-Loire et de Saint-Patrice.

De la même manière, de plus en plus de continuités de cours d'eau sont restaurées, comme sur le Thouet avec les actions en cours d'effacement des barrages.



Emplacement du passage à faune des Coteaux-sur-Loire (A85) – photographies aériennes de 2002 et 2018

(Source : Géoportail, remonter le temps, 2020)

Hiérarchisation des corridors écologiques

Les corridors écologiques, modélisés pour chacune des sous-trames, sont hiérarchisés en deux catégories :

- corridor prioritaire ;
- corridor secondaire.

Les actions de maintien et restauration de la continuité sont encouragées en priorité dans les corridors prioritaires. Cependant, afin de maintenir l'ensemble des continuités écologiques, le maintien des corridors est à rechercher sur l'ensemble du territoire, qu'ils soient prioritaires ou secondaires.

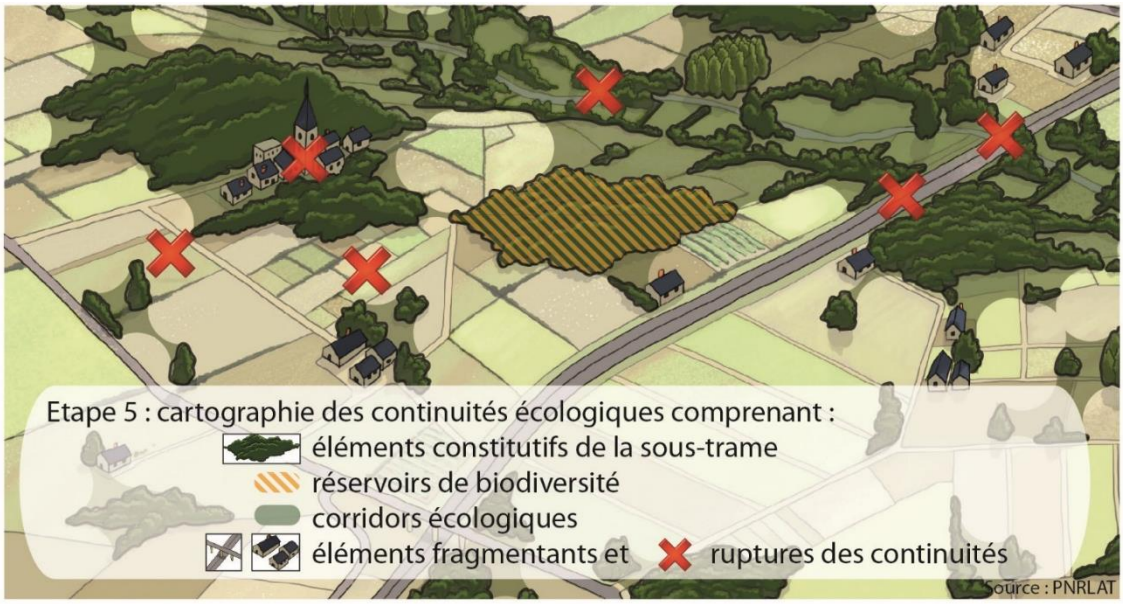
Sous-trame	Justificatif du choix des corridors prioritaires
Espaces boisés et milieux associés	Cette sous-trame est répartie sur l'ensemble du territoire. Les corridors prioritaires sont localisés dans les secteurs jugés sous pressions ou fragilisés du fait de corridors peu présents : • sud-ouest de la ville de Saumur : lien entre les boisements du Gennois et la vallée du Thouet (tous deux en partie « Réservoirs de biodiversité ») ; • sud de la vallée du Thouet : lien entre la forêt de Brossay et le massif de Fontevraud (tous deux « Réservoirs de biodiversité secondaire ») ; • Seuilly : lien entre le massif de Fontevraud et la vallée du Négron (et notamment le « Réservoir de biodiversité prioritaire du marais de Taligny ») ; • Champigny-sur-Veude : « carrefour » entre 3 boisements significatifs (chapelet de boisements au pied du coteau entre la vallée du Négron et la vallée de la Veude à l'ouest, Bois de la Gabillère à l'est et vallée de la Veude au sud) ; • Razines : lien entre la vallée de la Veude au sud, le parc de Richelieu, le bois de Braslou à l'ouest et le bois de Saint-Gilles à l'est ; • Vernantes/Vernoil-le-Fourrier : lien entre la forêt de Monnaie-Pont Ménard et la forêt de la Breille-les-Pins.
Prairies permanentes et autres milieux de végétation basse	Afin de concentrer les efforts sur les prairies de fonds de vallées, les corridors en lien avec un cours d'eau classé en « Réservoir de biodiversité prioritaire » (RBP) sont jugés prioritaires. De même, afin de préserver les zones de bocage relictuel, les corridors en lien avec l'une de ces zones sont jugés prioritaires.
Milieux aquatiques	Les corridors en lien avec un cours d'eau classé en « Réservoir de biodiversité prioritaire » (RBP) sont jugés prioritaires.
Milieux humides	Du fait de la fragilité de ces milieux, de leur importance écologique et des fortes pressions qu'ils subissent, l'ensemble des corridors de cette sous-trame sont jugés prioritaires.
Landes et pelouses sèches	Les éléments de cette sous-trame sont très épars sur le territoire. De plus, les distances de déplacement des espèces inféodées sont en général faibles. De ce fait, les corridors des principales zones de concentration des pelouses sèches sont jugés prioritaires : massif de Fontevraud, Puys du Chinonais, landes du Ruchard et coteaux de la Vienne.
Espaces cultivés	Suivant la méthodologie du SRCE Centre-Val de Loire, des corridors pour la sous-trame des « Espaces cultivés » ne sont pas définis.

Cartographie de la trame verte et bleue

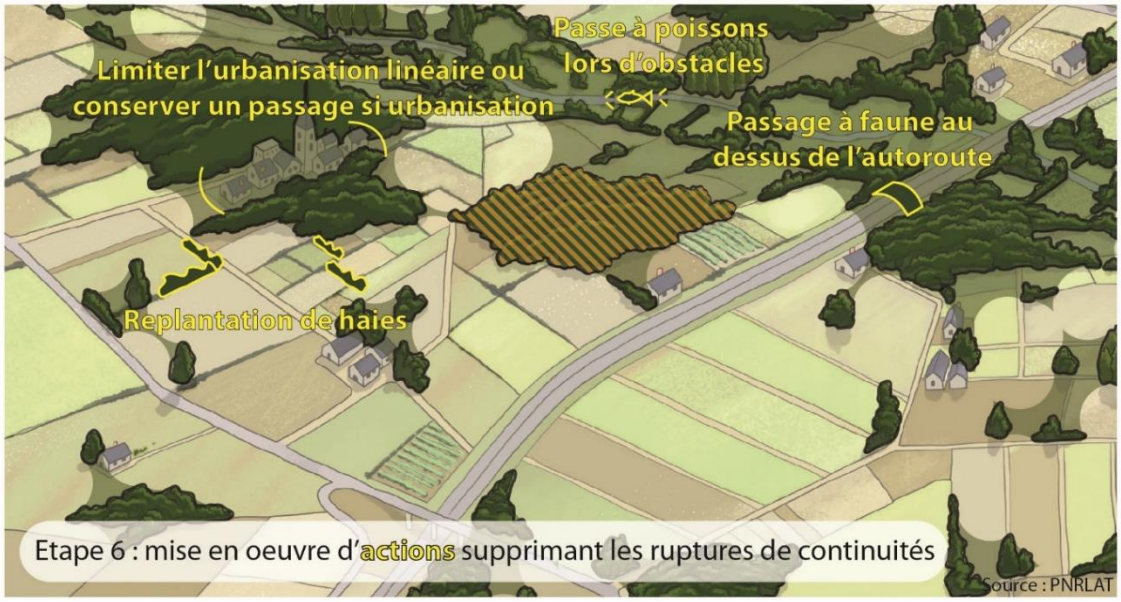
La cartographie de l'ensemble des éléments analysés précédemment et cumulés par sous-trame permet d'obtenir la carte de la Trame verte et bleue.

L'exemple ci-dessous reprend les continuités de la sous-trame des « Espaces boisés et milieux associés » et cours d'eau. Un obstacle à l'écoulement tel qu'identifié dans les listes 1 et 2 des cours d'eau de la DREAL est également représenté.





L'objectif final et opérationnel de la cartographie de la Trame verte et bleue est l'identification des zones qui nécessitent une vigilance afin de préserver ou permettre à nouveau les déplacements des espèces. Une fois la rupture identifiée, il convient d'en analyser les causes et de proposer des solutions pour reconnecter le secteur concerné. L'illustration ci-dessous présente de possibles actions :





Création d'une mare, chantier du Contrat nature de Beaufort-en-Vallée

(Source : PNRLAT, octobre 2015 et janvier 2017)



Replantation d'une haie bocagère, chantier Contrat nature de Longué-Jumelles

(Source : PNRLAT, 2016)

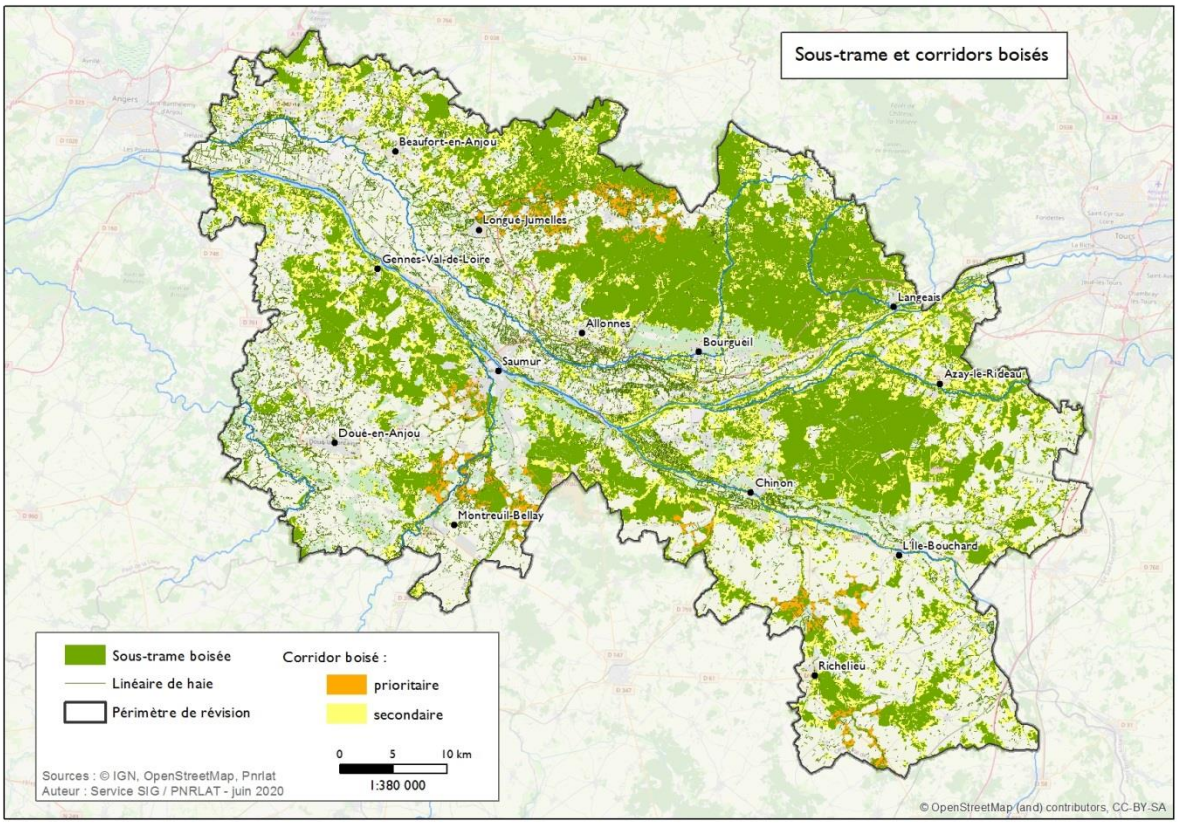
Trame verte et bleue 2 : descriptif et cartographie par sous-trame

Espaces boisés et milieux associés

Les espaces boisés constituent près de 30% du territoire du Parc naturel régional, un chiffre supérieur aux taux des boisements régionaux (autour de 10% pour les Pays de la Loire et 20% pour la région Centre-Val de Loire). Six principaux massifs, tous situés sur les hauts des plateaux, se distinguent : le massif de La Breille/Bourgueil, le massif de Chinon, le massif de Milly, le massif de Fontevraud, le massif de Marigny-Marmande et les massifs de Monnaie-Pont Ménard. Une légère progression de la surface forestière est observée depuis 15 ans sur les marges de ces massifs forestiers.

Les « milieux associés » cités dans l'intitulé de la sous-trame englobent la végétation des ripisylves, les coupes et jeunes plantations forestières et les espaces de végétation arbustive. Les landes jugées « permanentes » sont distinguées dans une sous-trame à part. Elles sont différenciées des espaces de végétation arbustive car elles sont considérées comme des milieux en équilibre, faisant l'objet d'un entretien artificiel régulier, tandis que les espaces de végétation arbustive sont amenés à se développer et à devenir boisés.

Dans les grands massifs, les sous-bois de chênaies à Chênes sessiles peuvent abriter la Jacinthe des bois (*Hyacinthoides non-scripta*), la Doronic à feuilles de plantain (*Doronicum plantagineum*), la Primevère officinale (*Primula veris*) ou la Véronique petit-chêne (*Veronica chamaedrys*). En termes de faune, nombreuses sont les espèces peuplant ces massifs. C'est le cas des oiseaux nicheurs au sommet des grands arbres comme la Cigogne noire (*Ciconia nigra*), le Balbuzard pêcheur (*Pandion haliaetus*) ou le Circaète Jean-le-Blanc (*Circaetus gallicus*).



Réservoirs et corridors de la sous-trame des « Espaces boisés et milieux associés »

(Source : PNRLAT, 2020)

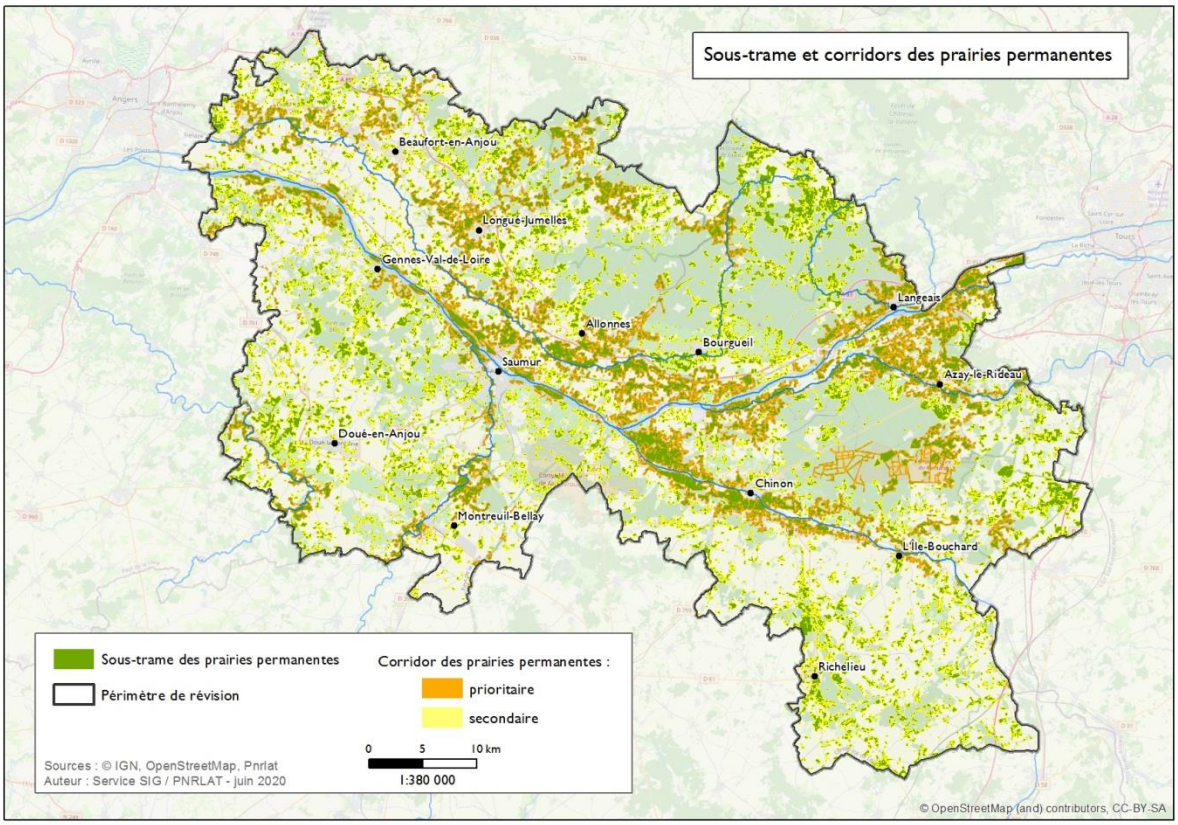
Prairies permanentes et autres milieux de végétation basse

Les espaces de végétation basse correspondent aux milieux herbacés (prairies permanentes, friches...) ou de faible hauteur. Ils représentent environ 15 % du territoire, répartis notamment le long des vallées de la Loire, Vienne, Veude, Riasse, Indre, Authion et Layon. Cette sous-trame est intimement liée à l'activité agricole. Dans les vals inondables, l'élevage entretient la prairie pâturée et/ou fauchée. Les difficultés de ce secteur économique expliquent, en partie, la diminution importante des surfaces de prairies depuis les années 1950.

Les prairies du territoire présentent des typologies diverses, allant des prairies très sèches (xérophiles) à très humides (mésohygrophiles à hygrophiles,) en passant par des stades intermédiaires (mésophiles). Elles sont parfois semées dans un but agronomique (fétuques, ray-grass, mélanges de légumineuses et de graminées...).

En contexte bocager, les prairies permanentes sont indissociables des haies ou des mares et présentent une grande diversité floristique (orchidées notamment) favorable à l'expression de nombreux cortèges d'invertébrés (papillons diurnes et nocturnes, orthoptères, arachnides, hyménoptères…).

Les prairies humides, parfois inondables, sont fréquentées par des espèces comme la Rosalie des Alpes (*Rosalia alpina*) ou le Grand capricorne (*Cerambyx cerdo*). Au début du printemps, la Fritillaire pintade (*Fritillaria meleagris*) est l'une des premières fleurs à éclore.



Réservoirs et corridors de la sous-trame des « Prairies permanentes » (et autres milieux de végétation basse)

(Source : PNRLAT, 2020)

Milieux aquatiques

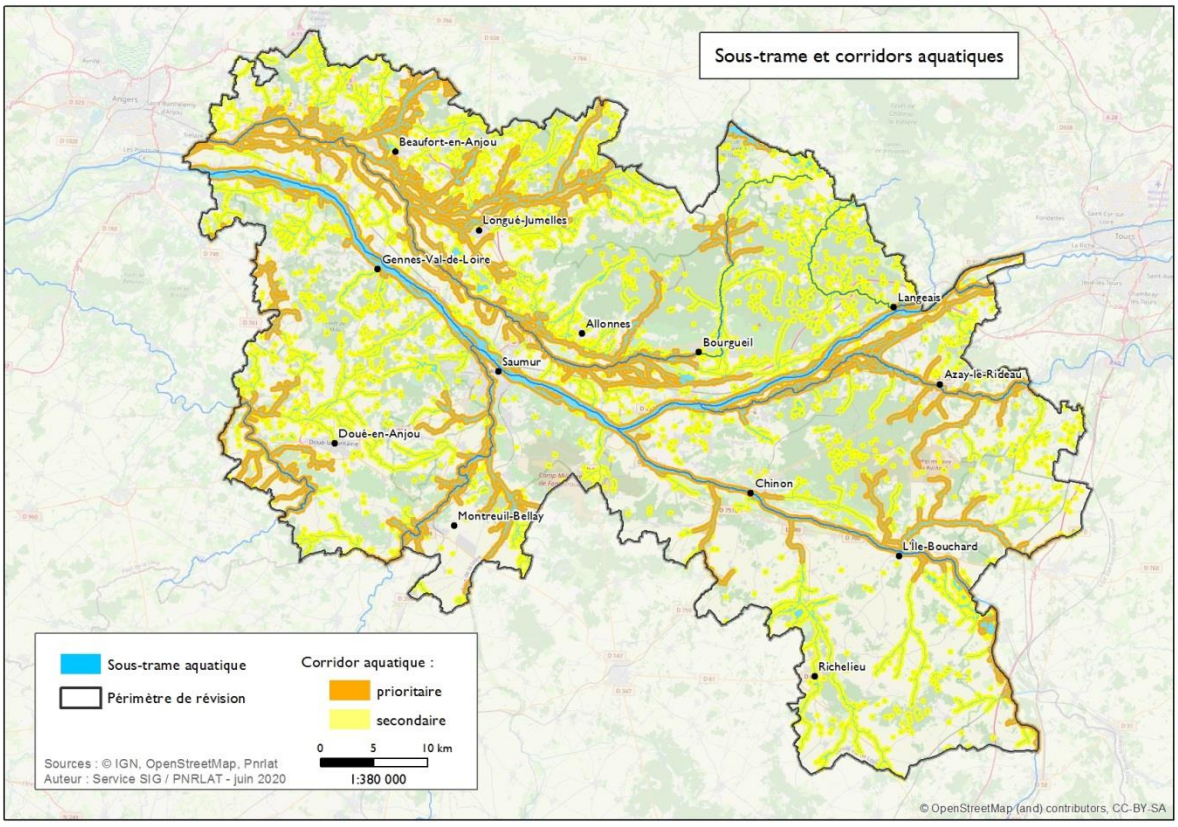
Les milieux aquatiques constituent environ 2 % du territoire. Outre la Loire, plusieurs de ses affluents majeurs traversent le territoire : La Vienne, le Thouet, l'Indre, le Cher et l'Authion, ainsi que d'autres cours d'eau plus modestes comme le Changeon, la Roumer ou encore le Layon.

Ces cours d'eau présentent une riche biodiversité. Par exemple, la Roumer est classée « Réservoir biologique » dans le SDAGE Loire-Bretagne et les inventaires piscicoles de ces dix dernières années révèlent l'intérêt du peuplement d'anguilles, avec la présence de juvéniles notamment.

Les plans d'eau, mares, sables et grèves sont intégrés à la sous-trame aquatique. Les zones humides latérales, lorsqu'elles sont terrestres (marais et marécages), ne sont pas concernées par cette trame, contrairement aux eaux libres (mares, lacs et étangs).

Plusieurs espèces patrimoniales sont présentes, comme : la grande Mulette perlière (*Margaritifera auricularia*), la Loutre (*Lutra lutra*), l'Anguille (*Anguilla anguilla*), le Saumon (*Salmo salar*), le Chabot commun (*Cottus gobio*).

Les cours d'eau classés listes 1 et 2 (article L.214-17 du Code de l'environnement) sont identifiés en « Réservoirs de biodiversité prioritaires ». Les cours d'eau classés DDT sont identifiés en « Réservoirs de biodiversité secondaires ». Ils sont généralement reliés par un chevelu hydrographique étendu, corridor essentiel à leur fonctionnalité biologique.



Réservoirs et corridors de la sous-trame des « Milieux aquatiques »

(Source : PNRLAT, 2020)

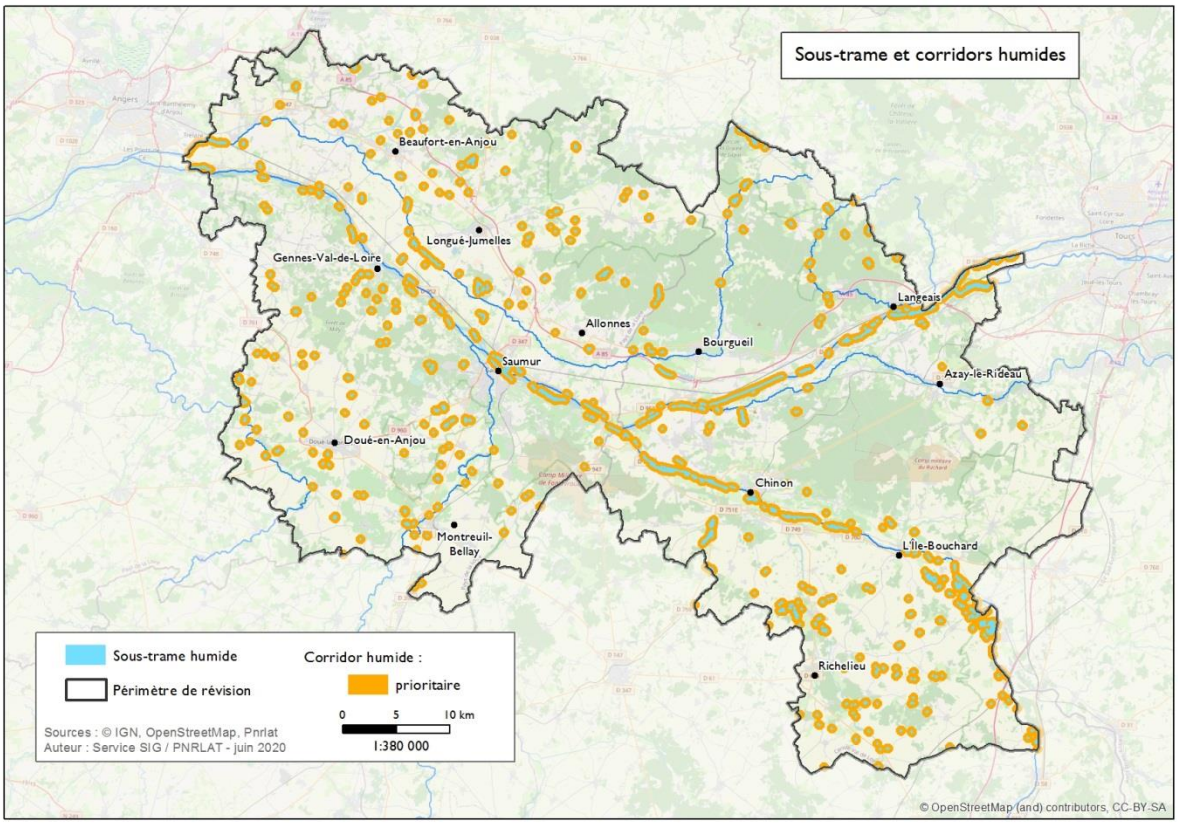
Milieux humides

Les zones humides correspondent aux terrains exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire. « La végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année[1] ». Les milieux humides englobent notamment les tourbières, marais ou bas-marais et occupent moins d'1% du territoire.

Historiquement, ces espaces constituaient de grandes surfaces, notamment avant les périodes d'endiguement de la Loire (à compter du Moyen Âge). Ces milieux étaient assainis et asséchés pour la valorisation agricole des terres. Aujourd'hui, ils sont menacés par le reboisement naturel ou les drainages mis en place par l'Homme. C'est pourquoi, ils font l'objet de protections particulières.

Les milieux humides les plus emblématiques du territoire sont la tourbière des Loges à La Breille-les-Pins, le marais de Distré ou encore la tourbière du Gué à Gizeux. Ils abritent notamment le Rossolis intermédiaire (*Drosera intermedia*), le Rossolis à feuilles rondes (*Drosera rotundifolia*) et la Parisette à quatre feuilles (*Paris quadrifolia*).

À titre d'exemple, sont classés « Réservoirs de biodiversité prioritaires » de la sous-trame des « Milieux humides », le marais de Taligny à La Roche-Clermault et Seuilly, ou encore l'étang du Mur avec son complexe tourbeux à Gizeux et Continvoir.



Réservoirs et corridors de la sous-trame des « Milieux humides »

(Source : PNRLAT, 2020)

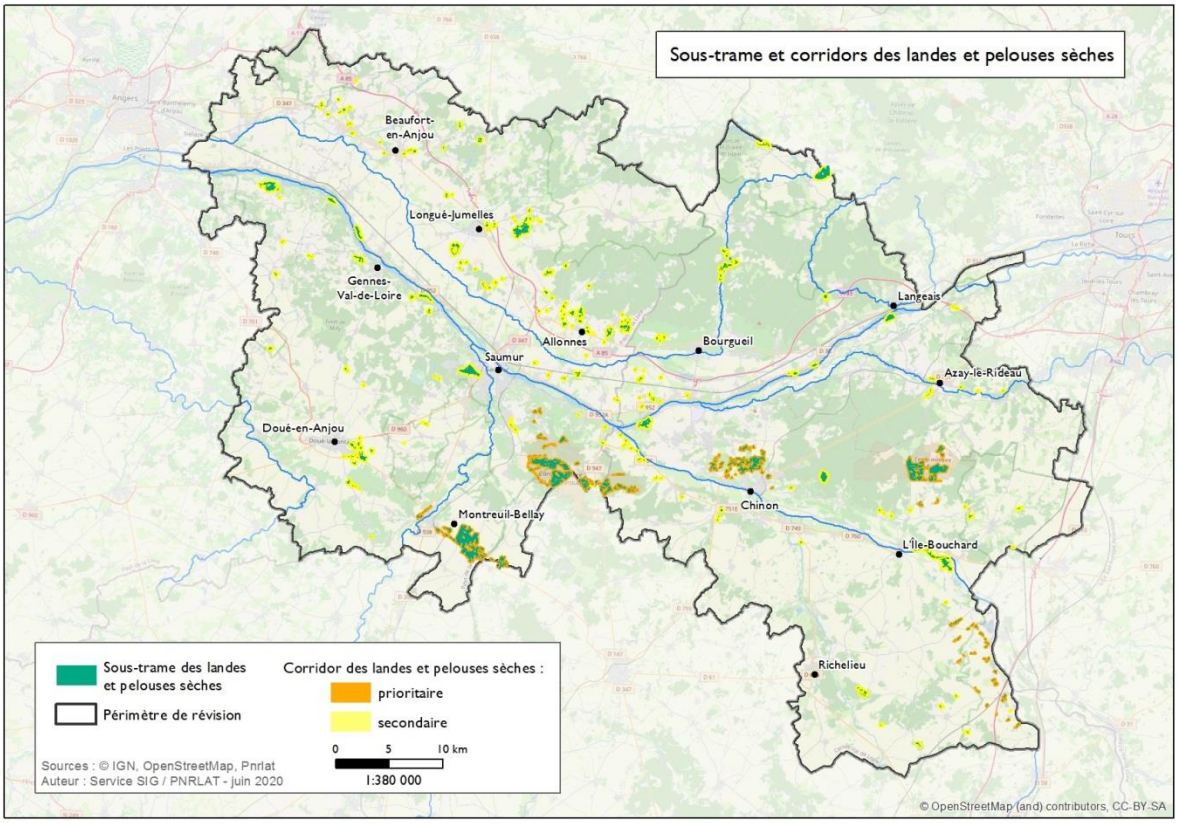
[1] Source : loi sur l'eau de 1992

Landes et pelouses sèches

Les landes sont des formations végétales, basses ou moyennement basses, sur sols humides ou non, souvent constituées de couverts d'Ericacées (Bruyères), de Fougères et de végétations basses. Dans nos régions, il s'agit principalement de formations végétales provisoires, formées suite à une déprise agricole ou à l'exploitation de la forêt. Les landes sont rares et souvent localisées dans ou à proximité des grands massifs forestiers du Parc naturel régional. L'activité militaire des camps du Ruchard en forêt de Chinon et de Fontevraud permettent notamment le maintien de ces milieux.

Les pelouses sèches représentent moins d'1 % du territoire. Ces milieux sont caractérisés par une faible épaisseur de sol et la présence d'un sous-sol alcalin (calcaire) ou neutro-acide à acide (sables décalcifiés). Ces pelouses étaient traditionnellement le lieu de pâturage des troupeaux qui entretenaient une végétation rase et diversifiée. Elles sont généralement sources d'une grande richesse botanique et entomologique. Les sites les plus emblématiques du territoire sont les : Puys du Chinonais, pelouses alluviales des terrasses ligériennes bordant le fleuve, pelouses des coteaux calcaires du val de Loire et du bec de Vienne, pelouses du Saumurois, pelouses siliceuses du val d'Anjou, pelouses calcaires du val de Vienne, pelouses calcaires de Sainte-Maure-de-Touraine, pelouses steppiques de Montreuil-Bellay et pelouses sablo-calcaires du Douessin. S'y épanouissent : le Limodore à feuilles avortées (*Limodorum abortivum*) ou la Germandrée des montagnes (*Teucrium montanum*). Les orchidées y sont aussi bien représentées. Concernant la faune, sont remarquées des espèces comme l'Argus bleu céleste (*Polyommatus bellargus*), l'Outarde canepetière (*Tetrax tetrax*) ou la Caille des blés (*Coturnix coturnix*).

Du fait de la rareté de ces espaces, ces éléments de la sous-trame sont classés en Réservoirs de biodiversité.



Réservoirs et corridors de la sous-trame des « Landes et pelouses sèches »

(Source : PNRLAT, 2020)

Espaces cultivés

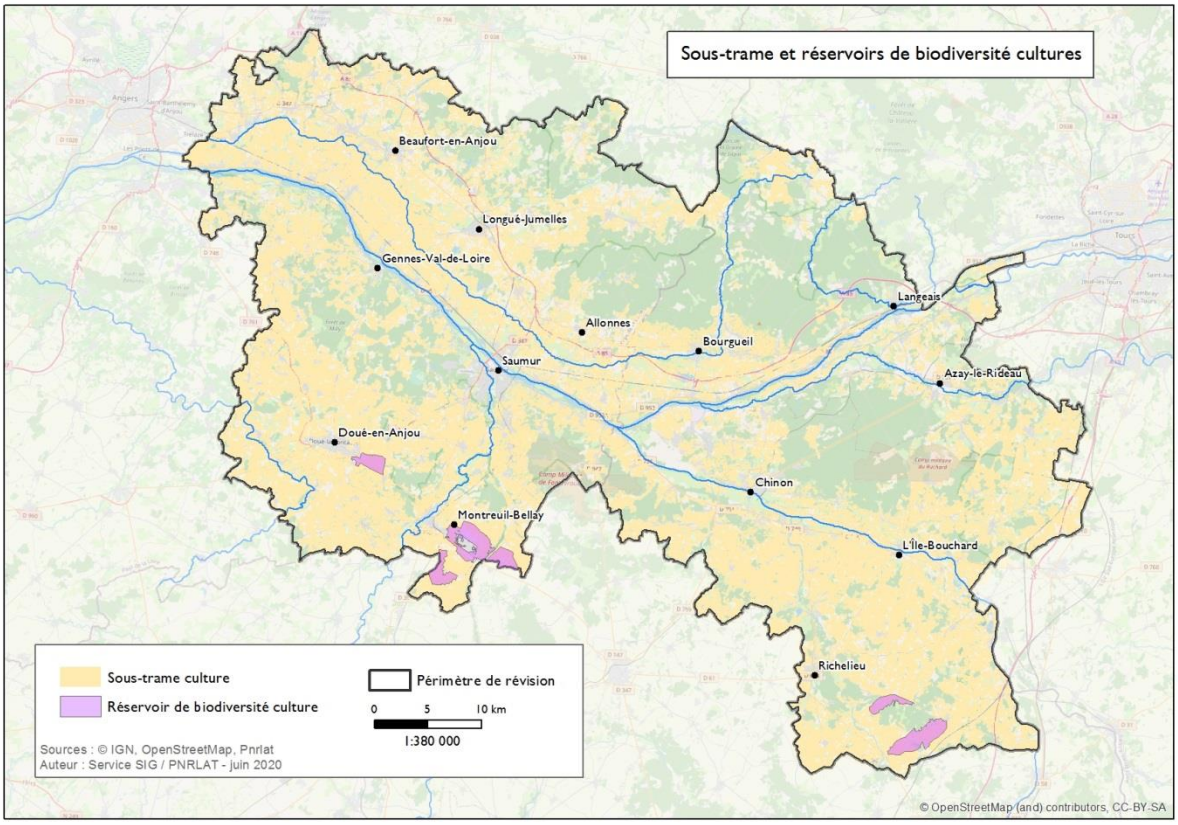
Les espaces cultivés correspondent aux espaces agricoles dédiés à la production, incluant notamment les cultures céréalières et les vignes. Il s'agit de l'occupation du sol la plus importante, représentant 45 % du territoire (les prairies ne sont pas comptabilisées).

L'agriculture est le premier facteur anthropique qui impacte directement la biodiversité dans nos régions. L'évolution du modèle agricole depuis les années 1940 a profondément bouleversé les paysages et les écosystèmes (régression de l'élevage au profit des grandes cultures, utilisation massive d'intrants et pesticides) entraînant notamment un déclin marqué des espèces animales (-25 à -90 % selon les sites pour les oiseaux des plaines céréalières pour la période 2001-2018, -60 % de la biomasse et des effectifs pour les insectes) ou encore des plantes messicoles (plantes des moissons).

Lorsque les pratiques culturales sont compatibles avec l'accomplissement du cycle biologique des espèces sauvages, ces espaces cultivés peuvent néanmoins abriter une biodiversité remarquable : plantes messicoles (Bleuets, Adonis annuel, Nielle des blés, Nigelle des champs...), oiseaux de plaines (Outarde canepetière, œdicnème criard, Busard Saint-Martin, Busard cendré) …

Les principaux « Réservoirs de biodiversité » se trouvent dans trois sites : les plaines de Méron, Douvy et Antoigné, la plaine des Vannes et la plaine agricole du Richelais, abritant des espèces remarquables de plantes messicoles, d'oiseaux de plaine et d'insectes pollinisateurs et/ou auxiliaires des cultures.

Suivant la méthodologie du SRCE Centre-Val de Loire, des corridors ne sont pas définis pour la sous-trame des « Espaces cultivés ».



Réservoirs de la sous-trame des « Espaces cultivés »

(Source : PNRLAT, 2020)

Focus : maillage bocager

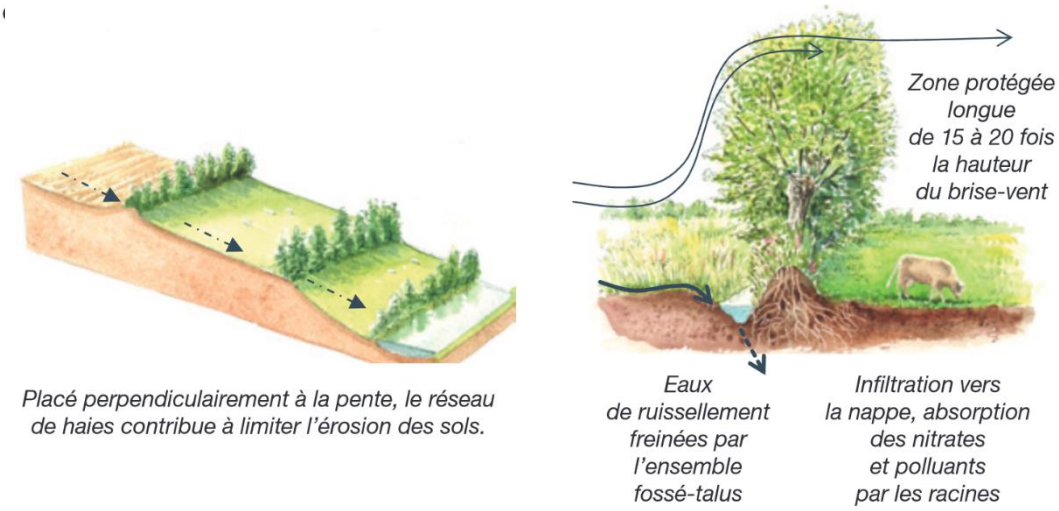
Le bocage est formé de parcelles agricoles, terres ou prairies, séparées entre elles par des haies vives d'arbres ou d'arbustes. Les mares et le chevelu hydrographique en sont une troisième composante, même si leur présence sur le territoire est moins marquée que dans le bocage situé dans les régions plus arrosées de l'ouest de la France et aux sols plus imperméables (Mauges, bocage vendéen, marais atlantiques...). Ce système d'enclos s'est avant tout développé au Moyen Âge où de nombreuses haies et talus sont alors aménagés pour délimiter les parcelles et canaliser les écoulements.



Prairies bocagères en bord de Loire à Saint-Mathurin-sur-Loire

(Source : PNRLAT, Nicolas Van Hingen)

Si le bocage est souvent perçu comme un paysage de campagne idéalisé, il a avant tout une vocation agricole. La haie constitue une clôture linéaire naturelle pour le bétail et produit fruits, bois de chauffage et bois d'œuvre. Elle protège les cultures et le bétail du vent, des intempéries et fournit de l'ombrage pour les animaux. Elle participe également à l'épuration de l'eau et limite l'érosion du sol. Une multitude de plantes et d'animaux ordinaires ou protégés vivent dans la haie, s'y réfugient et s'y nourrissent. Elle forme un cheminement naturel entre les milieux, essentiel pour de nombreuses espèces.



Services rendus par les haies

(Source : PNRLAT)

Le bocage étant souvent directement lié à la présence de l'élevage extensif, la transformation ou la disparition de cette activité menace ce milieu semi-naturel. Ainsi, les remembrements entraînent la diminution de linéaires de haies. L'utilisation de produits phytosanitaires et d'engrais perturbe le fonctionnement écologique du bocage. Lorsque des éleveurs cessent leur activité ou partent à la retraite, les prairies sont abandonnées, cultivées, transformées en peupleraies ou urbanisées. Enfin, l'absence d'entretien des haies ou l'utilisation d'un matériel inadapté peut également poser problème. Les mares sont parfois comblées ou se referment naturellement par manque d'entretien.

Identification des noyaux relictuels de bocage

Le maillage bocager n'est pas une sous-trame à part entière dans la Trame verte et bleue du Parc naturel régional.

Les zones de bocage relictuel sont cartographiées. Lorsqu'elles présentent un intérêt écologique particulier, elles sont en partie intégrées à des « Réservoirs de biodiversité ». Par ailleurs, ces espaces de bocage relictuel sont protégés dans la charte au titre de leur intérêt paysager. C'est l'un des critères de classement en « Paysage emblématique ». Le réseau de haies est intégré à la sous-trame des « Espaces boisés et milieux associés ».

Sur le territoire, sont retenus, comme noyaux de biodiversité bocagers, des secteurs comportant :

- un bocage homogène (haies et prairies) sur plusieurs dizaines d'hectares d'un seul tenant. Les haies y entourent des prairies selon un maillage plus ou moins large et les cultures y sont rares ou absentes ;
- des espèces végétales ou animales rares ou peu communes et inféodées à ce type de milieu.

La forme et la texture des haies ne sont pas analysées (haies à trois strates, haies basses carrées, alignements de têtards…).

Parmi les oiseaux caractéristiques de ces espaces, sont retenues des espèces forestières ou cavernicoles à répartition limitée au niveau départemental et inscrites sur les listes rouges :

Espèces	Vulnérabilité de l'espèce sur les listes rouges de l'UICN2	
	Région Pays de la Loire	Région Centre
Bruant jaune	En danger	Quasi menacée
Linotte mélodieuse	Vulnérable	Quasi menacée
Bruant proyer	Vulnérable	Quasi menacée
Tourterelle des bois	Quasi menacée	Préoccupation mineure
Tarier pâtre	Quasi menacée	Préoccupation mineure
Pie-grièche écorcheur	Préoccupation mineure	Préoccupation mineure
Chevêche d'Athéna	Préoccupation mineure	Quasi menacée
Fauvette grisette	Préoccupation mineure	Préoccupation mineure
Huppe fasciée	Préoccupation mineure	Préoccupation mineure

Les haies et notamment les arbres têtards séculaires sont des habitats pour les insectes saproxylophages patrimoniaux comme le Grand capricorne ou la Rosalie des Alpes, les insectes vivant dans le terreau des cavités comme le Lucane cerf-volant, le Pique-prune ou encore les Cétoines dorés. Ces mêmes arbres offrent des cavités indispensables à certaines espèces de Chiroptères, en sus de la fonction de corridor remplie par ces linéaires boisés.

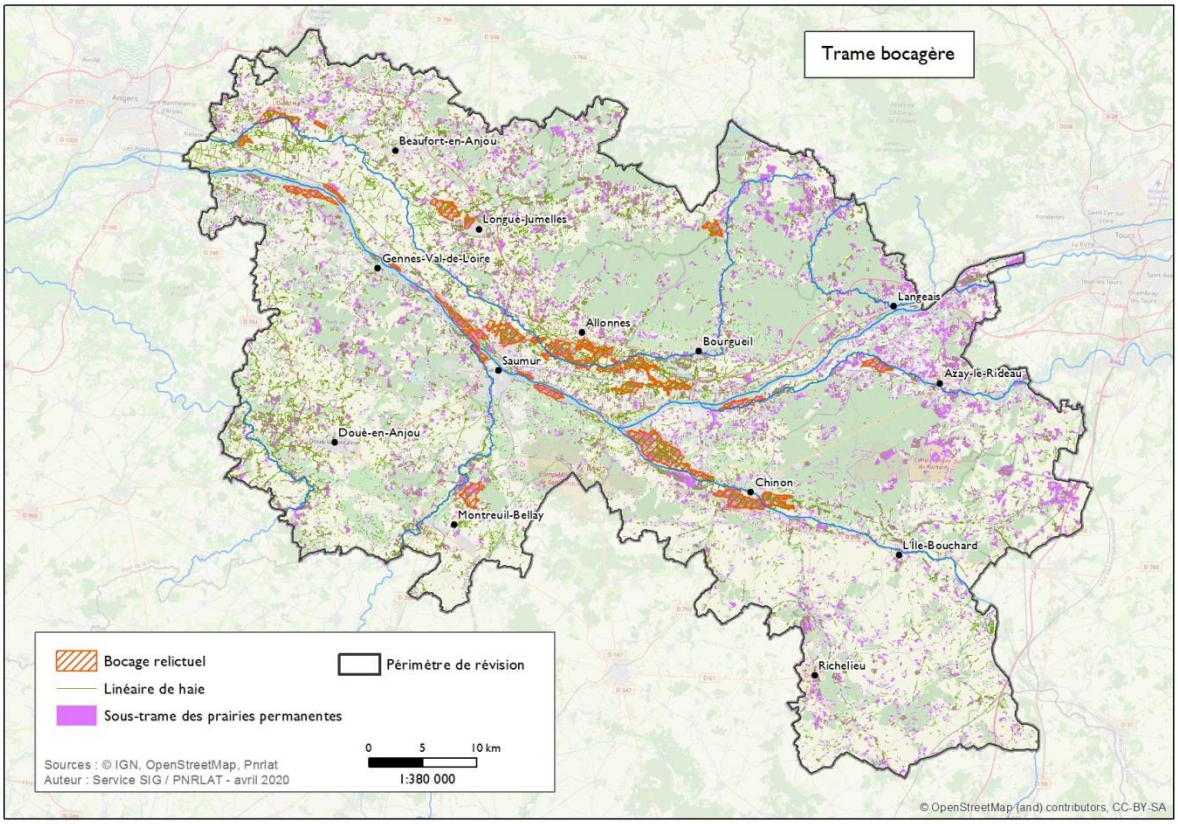
[2] UICN : Union mondiale pour la conservation de la nature

Les données de présence de ce cortège d'espèces révélatrices de l'état de conservation du bocage faisant défaut à l'échelle du territoire d'étude, cet état est mesuré à dire d'expert, selon l'attractivité et le potentiel biologique de certains secteurs bocagers pour ces espèces.

Ces expertises sont par ailleurs croisées avec différents périmètres de protection et d'inventaire existants (SRCE, Natura 2000, ZNIEFF…) et cartographies (photos aériennes, inventaires de haies…).

Sept zones de noyaux de bocage relictuel sont cartographiées :

- bocage de l'Authion (val d'Anjou) avec notamment les marais d'Andard et de Brain-sur-l'Authion, les prés des Montils, des Butteaux et des Essarts ;
- Val de Loire : bocage du lit mineur de Saint-Lambert-des-Levées et Saint-Martin-de-la-Place, bocage du lit mineur de La Ménitré, Saint-Rémy-la-Varenne et Saint-Mathurin-sur-Loire et bocage du lit mineur de Souzay-Champigny à Dampierre ;
- Val de Vienne : bocage du Véron et autres secteurs encore préservés en amont et aval de Chinon ;
- Saumurois : secteur du Champ des Tessiers à Saint-Just-sur-Dive ;
- plateau du Centre à l'est de Rivarennes ;
- croissant boisé et Savignéen : abords du massif boisé à l'ouest de Gizeux ;
- bocage entre Indre et Loire : sur les communes d'Avoine, Huismes et La Chapelle-sur-Loire.



Maillage bocager - Noyaux relictuels de bocage fonctionnel

(Source : PNRLAT, 2020)

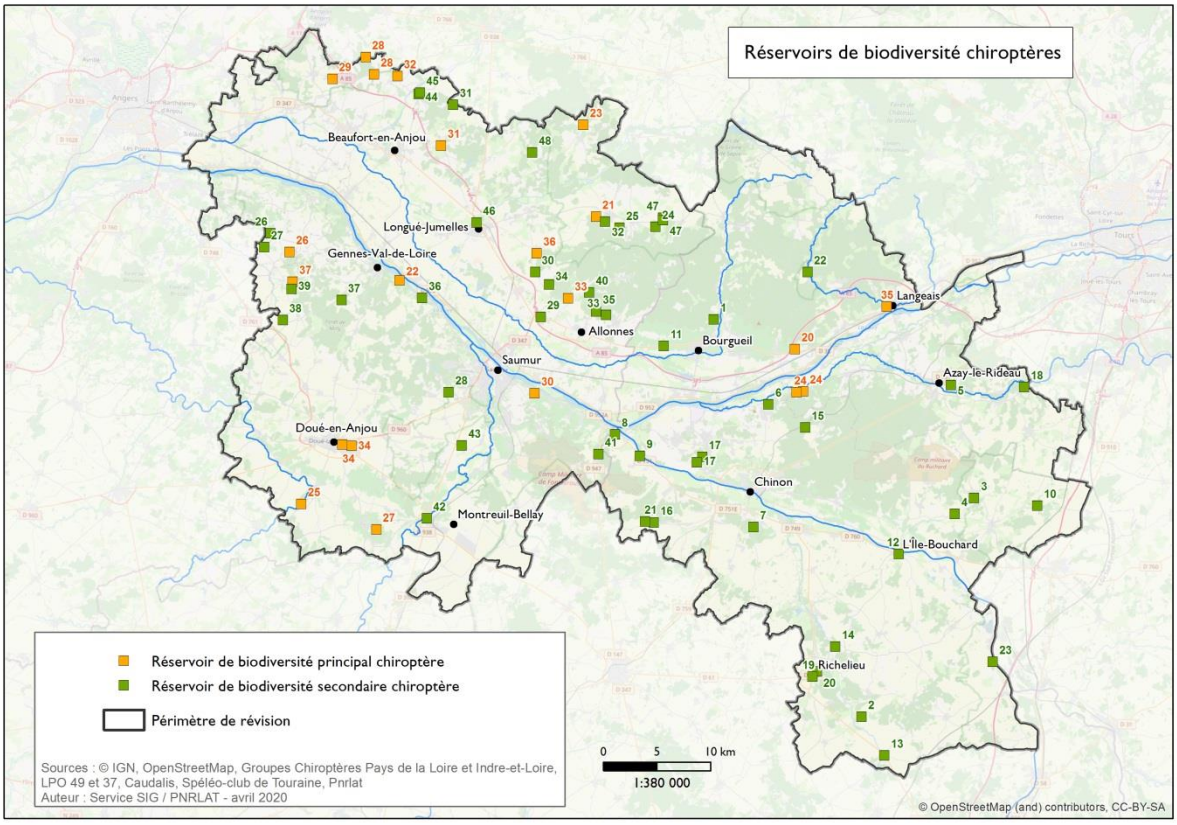
Focus : chauves-souris (Chiroptères)

Du fait de la variété de milieux présents sur son territoire et d'un riche patrimoine bâti et souterrain, le Parc naturel régional offre un important réseau de sites favorables aux chauves-souris. Ces espaces servent de refuge hivernal, de gîte de transit ou de site de reproduction pour des milliers d'individus. Cela confère au territoire un intérêt national pour la conservation de ces petits mammifères (21 espèces sont recensées sur les 34 présentes en France), dont certaines espèces sont emblématiques de nos régions (Grand rhinolophe, Murin de Bechstein, Murin à oreilles échancrées, Grand murin).

Méconnues du grand public, les chauves-souris constituent de remarquables indicateurs de la diversité biologique des écosystèmes, de par leur régime alimentaire insectivore, leur position stratégique au sein des réseaux trophiques, leur spécialisation extrême et leurs adaptations biologiques.

Face à un enjeu aussi fort et avec la participation des associations concernées (Groupes Chiroptères Pays de la Loire et Indre-et-Loire, LPO 49 et 37, Caudalis, Spéléo-club de Touraine), les principaux gites d'hibernation et de reproduction connus sont intégrés dans le plan de Parc naturel régional de la charte 2023-2038. Ces sites, et parfois les zones de dispersion proches du gîte (coteaux, boisements, haies…), sont des réservoirs de biodiversité (prioritaires pour les gîtes d'enjeu national et secondaires pour les gîtes d'enjeu régional).

Les corridors de circulation des Chiroptères sont néanmoins difficiles à déterminer en dehors des éléments « majeurs » (cours d'eau, boisements, haies…) déjà identifiés dans le cadre de la Trame verte et bleue. À ce stade, le Parc naturel régional ne dispose pas encore de suffisamment d'informations pour les cartographier précisément.



Réservoirs de biodiversité associés à un enjeu Chiroptères

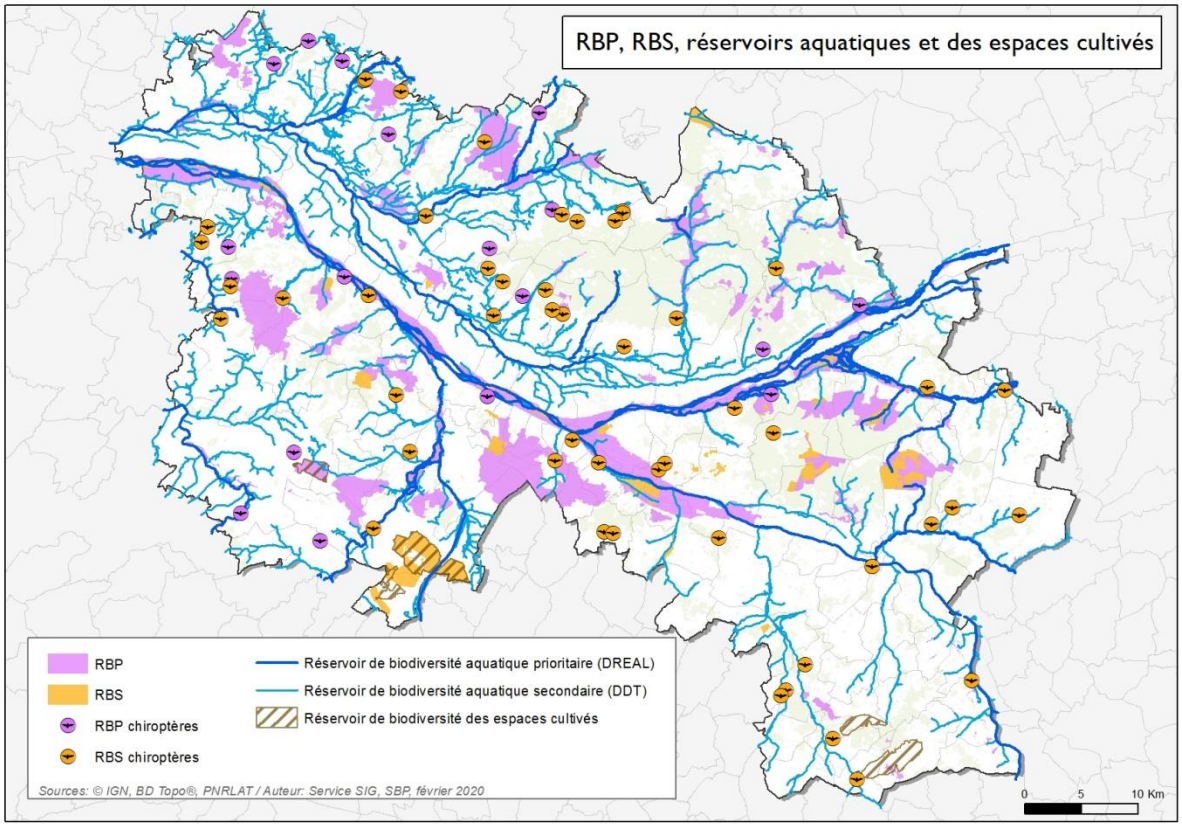
(Source : PNRLAT, 2020)

Représentation au Plan du Parc

Le choix a été fait de représenter la trame verte et bleue au 1/100 000e tel que dans le Plan de Parc :

- le fond de plan est composé de l'occupation du sol, représentant les sous-trames telles que présentées dans le paragraphe précédent et les espaces urbanisés.
- les réservoirs de biodiversité (cf. DOCO n°1 et page 31 de ce document pour les espaces cultivés)

Réservoirs de biodiversité prioritaires et secondaires associés aux réservoirs aquatiques et des espaces cultivés

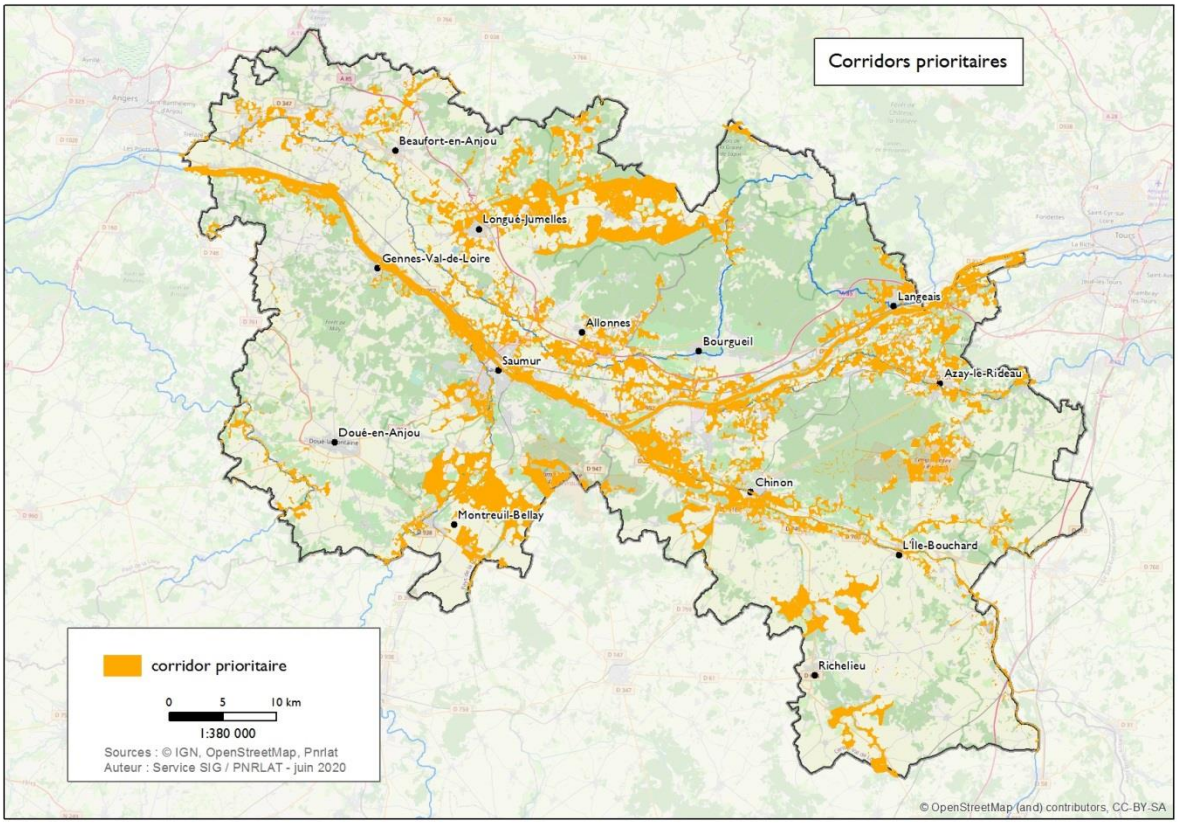


La carte au 1/100 000e localise également les obstacles à l'écoulement tels qu'indiqués dans les liste des cours d'eau 1 et 2 de la DREAL

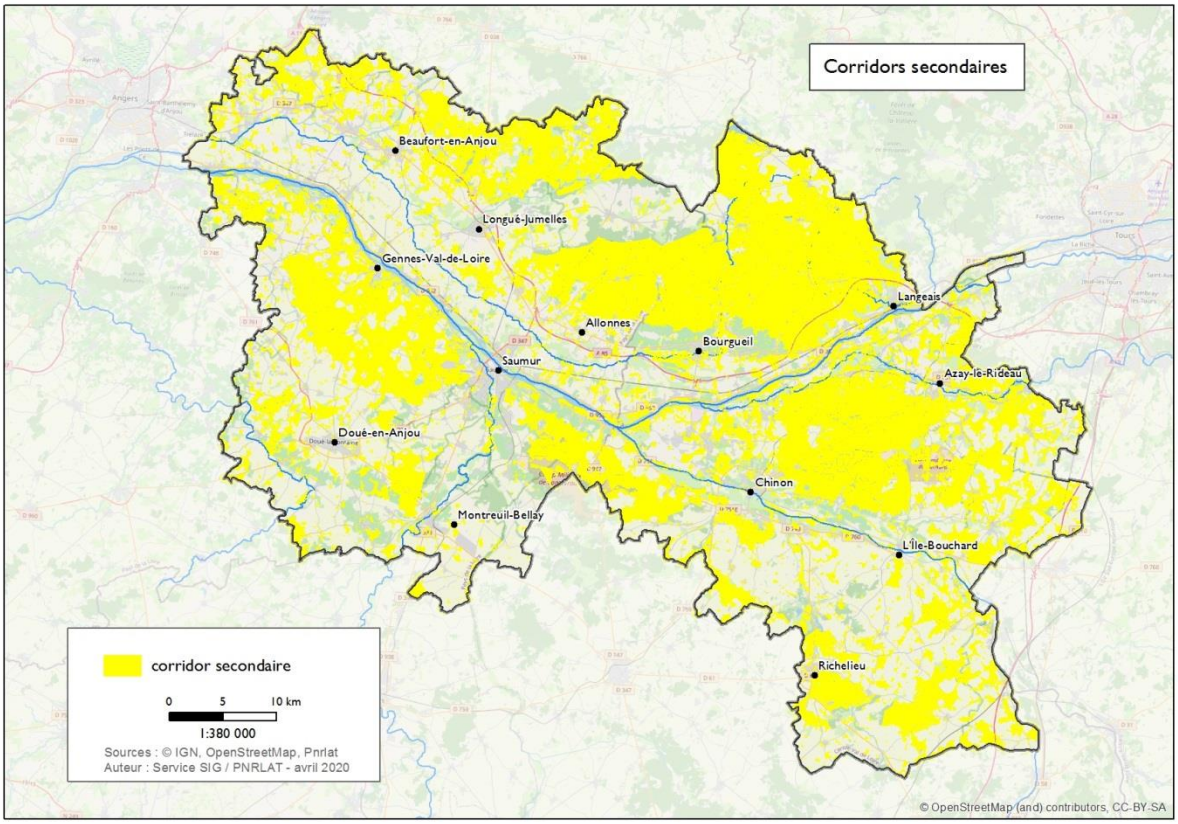
(Source : PNRLAT, 2020)

- une localisation des corridors prioritaires et secondaires à une échelle compatible avec celle des SCOT permet d'apporter les éléments d'information pour les transposer lors de leurs futures évolutions.

Corridors prioritaires du territoire du Parc



Corridors secondaire du territoire du Parc



(Source : PNRLAT, 2020)

Observation n°174

Déposée le 14 Mars 2022 à 10:36
Par ASSOCIATION LES 3 C

Observation:
ENVOI N° 5

Bonjour,
Ci-joint la contribution de l'association les 3C de la crémaillère.
Comme évoqué par le garant de la concertation Mr QUENTIN, nous attendons des réponses à chacune de nos observations, réponses à fournir par chacun des acteurs concernés par le projet de cet établissement (Ministère de la Justice, l'APIJ, ANGERS LOIRE METROPOLE, La préfecture, Le département, La commune de Loire Authion, Gendarmerie...).
Les réponses doivent être concertées par ces acteurs en amont de façon à être complémentaires.
Merci.

1 document joint.

Nom	Ville	Région	Code postal	Pays	Signée sur
Guillaume BERTEAU MEVEL	Braun Sur Authion		49800	France	2022-01-29
Erwan POTIN	Paris		75017	France	2022-01-29
Mady BERTEAU MEVEL	TREGUNC		29910	France	2022-01-29
Sandra Aissou	Angers		49000	France	2022-01-29
Daniel BERTEAU-MEVEL	Trégunc		29910	France	2022-01-29
Andreas Jallamion	Angers		49000	France	2022-01-29
Ourdia AISSOU	Paris		75017	France	2022-01-29
Caroline Vincent	Orléans		45190	France	2022-01-29
Elise Raoult	Brain sur l'Authion		49800	France	2022-01-30
Pierre Raoult	Brain sur l'Authion		49800	France	2022-01-30
Céline Bernard	Brain Sur L'Authion		49800	France	2022-01-30
Julie Poulain	Angers		49100	France	2022-01-30
magali hocdé			49124	France	2022-01-30
WLODZIMIERZ SZYMANSKI				Pologne	2022-01-30
marion Lecam	vertou		44120	France	2022-01-30
Véronique Gillardin	Trelaze		49800	France	2022-01-30
Sophie RIVRON	Angers		49100	France	2022-01-30
Marine Bougue	Mozé-sur-louet		49610	France	2022-01-30
David Hocdé	Brain sur l'authion		49800	France	2022-01-30
Celine Boyeau	Angers		49000	France	2022-01-30
Annie Beauteint	Chaillé sous les ormeaux		85310	France	2022-01-30
Jeanne Landais	Angers		49000	France	2022-01-30
Vincent Le Cam	VERTOU (44120)		44120	France	2022-01-30
Renerte RENERTE	Loire-Authion		49800	France	2022-01-30
Élodie Gautret	Angers		49100	France	2022-01-30
Jeannette Kemache	Choisy le Roi		94600	France	2022-01-30
Mado Joulain			49800	France	2022-01-30
Florence Becq			49800	France	2022-01-30
Aude Jeanjacques	Choisy le roi		94600	France	2022-01-30
Natacha Littré	Brain sur l'authion		49800	France	2022-01-30
Lea Gaioso	Andard		49800	France	2022-01-30
Laurence DELAUNAY	Brain-sur-l'Authion		49800	France	2022-01-30
Esther Illan-Szymanski	Brain que l’Authion		49800	France	2022-01-30
Stéphanie Cornu	La Bruffiere		85530	France	2022-01-30
Loren Bricher			56610	France	2022-01-30
Claudia Ferreira	Trelaze		49800	France	2022-01-30
Christophe Metois	Angers		49100	France	2022-01-30
Baya Kemache	Limeil-Brévannes		94450	France	2022-01-30
Lisa Rivron	Angers		49100	France	2022-01-30
Jonathan MASSE	Angers		49100	France	2022-01-30
Pauline Martin	Angers		49100	France	2022-01-30
Cécile Gautun	Gee		49250	France	2022-01-30
Nadine Terrier	Bordeaux		33000	France	2022-01-30
Olivier Reynes	Paris		75008	France	2022-01-30
Frédéric Chapeau	Brain sur l'Authion		49800	France	2022-01-30
David Brogard	Loire Authion		49800	France	2022-01-30
Inès Rivron	Loire Authion		49800	France	2022-01-30
Amandine Bru	Angers		49100	France	2022-01-30
Jessica Masse	Annecy		74000	France	2022-01-30

Élodie VITALINE	Brain sur l authion		49800	France	2022-01-30
Cindie Gilet	Angers		49100	France	2022-01-30
céline brogard			49320	France	2022-01-30
Catherine Duchemin	Gorron		53120	France	2022-01-30
Amandine Roy	Angers		49100	France	2022-01-30
Isaure de Noblet	Bobigny		93000	France	2022-01-30
Aymeric Duchemin	Nantes		44000	France	2022-01-30
Sophie Chevreux	Brain sur l'authion		49800	France	2022-01-30
Hélène BROGARD	Montrabe		31850	France	2022-01-30
Jennifer Postel	Angers		49000	France	2022-01-30
Anthony Heurtin	Andard		49800	France	2022-01-30
Louis-Marie Herbreteau	Saint-Jean-de-Braye		45800	France	2022-01-30
Théry BOUGUÉ	Angers		49000	France	2022-01-30
GOUBEAU LIONEL	Angers		49000	France	2022-01-30
Laetitia MAURICE	CHOLET		49300	France	2022-01-30
Priscilla Bougué	Saint Sylvain D’Anjou		49480	France	2022-01-30
Sylvain Vitaline	Brain sur l'Authion		49800	France	2022-01-30
Patrice MARTIN	Trelaze		49800	France	2022-01-30
Fanny Doudard			75010	France	2022-01-30
Thibaud Bertoux	Loire-Authion		49800	France	2022-01-30
Marine Sourget	Coueron		44220	France	2022-01-30
Carole Delaunay	Ligré		37500	France	2022-01-30
Camille BERTOUX	Andard		49800	France	2022-01-30
simon huard	Brece		53120	France	2022-01-30
David Delaunay	Brain sur l'Authion		49800	France	2022-01-30
Avril Lafargue	Mont-de-marsan		40000	France	2022-01-30
Christèle Dabouis	Paris		75002	France	2022-01-30
LAMBERT Lambert	Saint-Barthélemy-d’Anjou		49124	France	2022-01-30
Nathalie Brocherie	Corne		49630	France	2022-01-30
John Hoerner	Paris		75013	France	2022-01-30
Stephanie BOULIC			34540	France	2022-01-30
cedric houdin	brain sur l'authion		49800	France	2022-01-30
Emilie Chapeau	Trelaze		49800	France	2022-01-30
Valentin BOTOS	Aude			France	2022-01-30
Charlotte Szymanski	Brain Sur L’Authion		49800	France	2022-01-30
Erika Bonhomme	Brain-sur-l'Authion		49800	France	2022-01-30
Magalie HOUDIN	Angers		49000	France	2022-01-30
Frédérique MAUTROT	BRAIN SUR L'AUTHION		49800	France	2022-01-30
Malika Bouattane	Alfortville		94140	France	2022-01-30
Julie Vanbockstael	Trelaze		49800	France	2022-01-30
Nicolas BONHOMME	Paris		75002	France	2022-01-30
Emilie Hergault	Andard		49800	France	2022-01-30
Cedrick Hannier	Loire-Authion		49800	France	2022-01-30
Caroline Fertré	Beaufort-en-Anjou		49250	France	2022-01-30
Virginie Perrinet	Corné		49630	France	2022-01-30
jesse ernest	Saint-Barthelemy-d'Anjou		49124	France	2022-01-30
Emmanuelle P.	Ecouflant		49000	France	2022-01-30
Eric HOUDIN	Trelaze		49800	France	2022-01-30
Masse Masse	Bauné		49140	France	2022-01-30
Thomas DESNOES	London			France	2022-01-30

Océane Cherré	Trelaze		49800	France	2022-01-30
garçon gilbert			49430	France	2022-01-30
Nathalie Avenard	Doué en anjou		49700	France	2022-01-30
Alexis Bru	Angers		49100	France	2022-01-30
Daivy Berthelot	Angers		49000	France	2022-01-30
Angélique Leloup	Braine sur l authion		49800	France	2022-01-30
François MERLIERE	Saint Barthélémy d'Anjou		49124	France	2022-01-30
Arnaud Sabba	Loire authion		49800	France	2022-01-30
bernard pavie			49630	France	2022-01-30
Marie Daillere	Brain Sur l'authion		49800	France	2022-01-30
Talia Chevrotin	Trelaze		49800	France	2022-01-30
Rosalie Loiseau				France	2022-01-30
Cindy Heraud	Trelaze		49800	France	2022-01-30
Vicky Gautreau	Trélazé		49800	France	2022-01-30
Yolande Pillet	Loire-Authion		49140	France	2022-01-30
Nathalie Abellard	Angers		49100	France	2022-01-30
Aliyah Chevrotin	Brain sur l’authion		49800	France	2022-01-30
bernard minier	montigné les rairies		49430	France	2022-01-30
D Chudeau	Andard		49800	France	2022-01-30
Wilfried Barbot	Angers		49100	France	2022-01-30
Pascal ELIE	Loire Authion		49800	France	2022-01-30
Fanny Hurtaud	Adeje		38660	Espagne	2022-01-30
Pierre yves Papoz	Brain sur l authion		49800	France	2022-01-30
PATRICK QUOQUILLET	cholet		49300	France	2022-01-30
Marie-Odile GUINEL	Billom		63160	France	2022-01-30
Pauline De grauw	Saint martin du bois		49500	France	2022-01-30
Marianne Pauvert	Brain sur L'Authion		49800	France	2022-01-30
Maxime Berteau-Mével	Saint-Herblain		44800	France	2022-01-30
Magalie Chesnel	Angers		49000	France	2022-01-30
Laetitia Caouissin	Trelaze		49800	France	2022-01-30
Florian Caouissin	Brain sur l authion		49800	France	2022-01-30
sophie castanié	antony			É.-U.	2022-01-30
Francoise Cudennec			49800	France	2022-01-30
Celine Vivet	Brain sur l Authion		49800	France	2022-01-30
Hugo Poirault	Paris		75008	France	2022-01-30
Margaux Decuiserie			49800	France	2022-01-30
Aurélie Heurtin	Andard		49800	France	2022-01-30
Agnès Cochonneau	Angers		49100	France	2022-01-30
Sébastien Chevalier	Brain sur l'Authion		49800	France	2022-01-30
Gauthier BRICAUD	Andard		49800	France	2022-01-30
Nicolas GUYET	Andard		49800	France	2022-01-30
camille lambert			49000	France	2022-01-30
Michel Duchemin	Gorron		53120	France	2022-01-30
Christophe LAMBERT	Angers		49000	France	2022-01-30
sylvie lambert	Angers		49000	France	2022-01-30
Elodie Colas	Brain-sur-l’Authion		49800	France	2022-01-30
Elodie Rabel	Andard		49800	France	2022-01-30
Léa Lambert	Caluire-et-Cuire		69300	France	2022-01-30
Andre MILLASSEAU	Varades		44370	France	2022-01-30
Benoit Rucel	Trelaze		49800	France	2022-01-30

Julien Britault	Tierce		49125	France	2022-01-30
Vanessa Pilet	Maze		49630	France	2022-01-30
Anaïs Derouet	BRAIN SUR L AUTHION		49800	France	2022-01-31
Adèle Rivron	Angers		49100	France	2022-01-31
Audrey Albert	Saint-Melaine-sur-Aubance		49610	France	2022-01-31
Marie GENEVRIER	Bordeaux		33000	France	2022-01-31
Richard Antier	Le Mans		72000	France	2022-01-31
Julien DEROUET	Champtoce-sur-Loire		49123	France	2022-01-31
Ashley Leloup	Brain sur l authion		49800	France	2022-01-31
Catherine Dambrine	Loire-Authion		49800	France	2022-01-31
Margaux Guyomard	La Rochelle		17000	France	2022-01-31
Aurélie Omnès	Vannes		56000	France	2022-01-31
Kari Kari	Bordeaux		33000	France	2022-01-31
A Defond	Angers		49100	France	2022-01-31
Charlotte Benard	Chemillé en anjou		49120	France	2022-01-31
Marie Potier	Verson		14790	France	2022-01-31
Magalie Peslerbe	Angers		49100	France	2022-01-31
Claudette Millasseau	Brain sur l authion		49800	France	2022-01-31
Agathe Jarrossay	Brain sur l’Authion		49800	France	2022-01-31
S. Homer	Angers		49100	France	2022-01-31
antonio escudeiro	Angers		49100	France	2022-01-31
Loic Jarrossay	Spay		72700	France	2022-01-31
Aurélie TOURAULT GACHET	BRAIN SUR L'AUTHION		49800	France	2022-01-31
Nelly Homer	Bayonne		64100	France	2022-01-31
loic jégou			14000	France	2022-01-31
Guillaule Homer	Nantes		44000	France	2022-01-31
Vaillant Vaillant	Brain sur l’authion		49800	France	2022-01-31
catherine perzo	Trelaze		49800	France	2022-01-31
micheline berthelot@sfr.fr	brain sur l authion		49800	France	2022-01-31
Didier Beaumont	Le Bignon		44140	France	2022-01-31
emilie POULAIN			49140	France	2022-01-31
stephane perzo	Trelaze		49800	France	2022-01-31
Alexandre GASTE	angers		49000	France	2022-01-31
Valérie Lebeau	Saint-Barthélemy-d'Anjou		49124	France	2022-01-31
Didier SALMON	Loire authion		49800	France	2022-01-31
’jocelyne Verneau	Brain sur l’authion		49800	France	2022-01-31
Emilie Caldironi	Angers		49100	France	2022-01-31
Bruno Demon	Beaucouze		49079	France	2022-01-31
Olga Juhas Duric	Nice		6100	France	2022-01-31
Eric REGNIER	Angers		49100	France	2022-01-31
Serge Devid	Loire Authion		49800	France	2022-01-31
Stéphane RAEPSAET	Lingolsheim		67380	France	2022-01-31
anne marie mangé			97354	France	2022-01-31
Tes Apremonr	Brain-sur-l’Authion		49800	France	2022-01-31
maurice comere	Nantes		44000	France	2022-01-31
Nathalie Granet	Challans		85300	France	2022-01-31
bruno fiore	Trelaze		49800	France	2022-01-31
Nathalie Fagat	Tierce		49125	France	2022-01-31
Clément Poingt	Ecouflant		49000	France	2022-01-31
Pierre andre SUC	Angers		49000	France	2022-01-31

Stéphane LEMESLE	Querqueville		50460	France	2022-01-31
germain coudert			19200	France	2022-01-31
Margot Rigolé-Daguer	Loire authion		49800	France	2022-01-31
francoise crubellier	montelimar		26200	France	2022-01-31
Nathan Heyman	36 route de la chesnaie		49800	France	2022-01-31
Sylvie DUVAL	Trelaze		49800	France	2022-01-31
Ines Audouin	La Dagueniere		49800	France	2022-01-31
Stéphane Lebeau	Angers		49000	France	2022-01-31
Valerie Decrand	Sanguinet		40460	France	2022-01-31
Claudie Dupuis				France	2022-01-31
sylvie heyman	Bourg-lès-valence		26500	France	2022-01-31
JOCELYN POIRIER	Pithiviers		45300	France	2022-01-31
FRANCOISE DUPOUY			33150	France	2022-01-31
Thomas Ringeard				France	2022-01-31
Eric Kalinski	Angers		49100	France	2022-01-31
nathalie guyonvarch	Vannes		56000	France	2022-01-31
VANNESSA MARY				France	2022-01-31
Sylvain Pignon	ANDARD		49800	France	2022-01-31
Sandrine Bourcy	Limoges		87000	France	2022-01-31
Yoann Ménard	Brain-sur-l'Authion		49800	France	2022-01-31
Eline CAVAT	Brain Sur l'Authion		49800	France	2022-01-31
alexandre hardy			49630	France	2022-01-31
Joséphine Cadorel	Angers		49000	France	2022-01-31
Cedric Benard	Les alleuds		49320	France	2022-01-31
Clement Bidet	Angers		49100	France	2022-01-31
frederic leguillon	Toul		54200	France	2022-01-31
Julien Homer	Paris		75009	France	2022-02-01
Jacqueline Aubert	Paris		75009	France	2022-02-01
Melody Ibanez	Dompierre sur yon		85170	France	2022-02-01
olivier ALLEMAND	loire Authion		49800	France	2022-02-01
anne seim	aix en provence		13100	France	2022-02-01
Fiona Martinez	PAYRAC		46350	France	2022-02-01
Steph David	St Barth		49124	France	2022-02-01
Laurent Heyman	Brain sur l'Authion		49800	France	2022-02-01
chrys chauzy	st hilaire du rosier		38840	France	2022-02-01
andre fouache	saint thomas de conac		17150	France	2022-02-01
Michele Psiuk	Cogolin		83310	France	2022-02-01
Véronique POISSON	Trelaze		49800	France	2022-02-01
Jean-luc Beauteint	Chaillé sous les ormeaux		85310	France	2022-02-01
Audrey Charbonnier	loire authion		49800	France	2022-02-01
Coralie Refour	Trelaze		49800	France	2022-02-01
valerie laignel	Paris		75013	France	2022-02-01
Laura Huard	Brece		53120	France	2022-02-01
Laurence De Mascureau	Andard		49800	France	2022-02-01
Guy Dugrais	Angers		49100	France	2022-02-01
Evelyne Foucher Bénard	Brain sur L'Authion		49800	France	2022-02-01
Regis Touzé	Saint-Sylvain-d'Anjou		49112	France	2022-02-01
Carole HERVE	Brain-sur-l'Authion		49800	France	2022-02-01
Amaury REGNIER	LOIRE AUTHION (ANDARD)		49800	France	2022-02-01
Guillaume Dupont	La Menitre		49250	France	2022-02-01

Valentin Leonardon	Angers		49000	France	2022-02-01
Sylvie B	Paris		75017	France	2022-02-01
Romaric Brogard	Angers		49000	France	2022-02-01
Yvette Morinière	Bellevigne en Layon		49380	France	2022-02-01
Ophélie Drouin	Angers		49100	France	2022-02-01
Laetitia Denieul	Paris		75008	France	2022-02-01
Cyrille Brogard	ANGERS		49000	France	2022-02-01
Anne-lyse Brogard	Angers		49000	France	2022-02-01
stephane hamelin	Saint-paul		97411	La Réunion	2022-02-01
Aymone Lebrun	Angers		49000	France	2022-02-01
Adeline Lahay	Brain sur l’authion		49800	France	2022-02-01
Vincent Le Guyader	Andard		49800	France	2022-02-01
Brieuc Mellier	Murs érigné		49610	France	2022-02-01
Anne Pecard	Versailles		78000	France	2022-02-01
Anna MARTINS	BRAIN SUR L AUTHION		49800	France	2022-02-01
Estelle Mingot	Courbevoie		92400	France	2022-02-01
Thomas Viau	Paris		75013	France	2022-02-01
Alicia Garreau	Brain sur l Authion		49800	France	2022-02-01
Kevin EL ARABI	Saint barthelemy d’anjou		49124	France	2022-02-01
Christine Delaunay	Tours		37000	France	2022-02-01
Antonio ILLAN	Prayssac		46220	France	2022-02-01
Marion Bezard	Brain sur l’authion		49800	France	2022-02-01
Magalie ROLLAND	Angers		49100	France	2022-02-01
Marie-laure Trottier	Angers		49000	France	2022-02-01
Caroline Catelin	Lyon		69001	France	2022-02-01
Élise Piet	Saint-Mars-la-Jaille		44540	France	2022-02-01
Franck QUEFFELEC	Angers		49100	France	2022-02-01
Jennifer Leroy	Andard		49800	France	2022-02-01
Serge PELLUAU	Brain sur L'Authion		49800	France	2022-02-01
Estelle Choplain	Martigné sur Mayenne		53470	France	2022-02-01
LÉA LEGUILLON	Brain sur l'authion		49800	France	2022-02-01
Thierry BERTIN			49800	France	2022-02-01
Coline Merceron	Loire Authion		49800	France	2022-02-01
ISABELLE BAULU			49000	France	2022-02-01
Nicolas Monnier	Angers		49000	France	2022-02-01
Gonzague de Langre	Andard		49630	France	2022-02-01
Christine Soraye	Brain sur l'Authion		49800	France	2022-02-01
Elodie Pasco	La Merlatiere		85140	France	2022-02-01
Coraline Ropers	Angers		13073000	France	2022-02-01
Laurie MERCERON	Les Ponts de Cé		49130	France	2022-02-01
Julien H	Bordeaux		33000	France	2022-02-01
Melissa Dumas			49170	France	2022-02-01
mary devid			97430	La Réunion	2022-02-01
Laurette Segatto	Plessis Grammoire		49124	France	2022-02-01
Sandrine Elbert	Saint-Aubin-de-Luigné		49190	France	2022-02-01
Cédric Brogard	Paris		75020	France	2022-02-01
Melina Dubois	Chemille-Melay		49120	France	2022-02-01
Baptiste Bouffandeau	Brain sur l’authion		49800	France	2022-02-01
Cedric Neveu	Brain sur l’authion		49800	France	2022-02-01
Maïlys Trottier				France	2022-02-01

Annie Masse	Braun sur l'Authion		49800	France	2022-02-01
Mathilde FONTAINE	Angers		49000	France	2022-02-01
François Petetin	Verjon		1270	France	2022-02-01
Julien Charrier	Saint cyr la lande		79100	France	2022-02-01
Nolwenn MORANT	Angers		49000	France	2022-02-01
Nicolas Letard	Tours		37100	France	2022-02-01
Sylvie Leguillon	Brain sur l’authion		49800	France	2022-02-01
Solange CONAN	Loire AUTHION		49630	France	2022-02-01
Sébastien Jolly	Corne		49630	France	2022-02-01
Damien Lanoe	Nantes		44000	France	2022-02-01
Aurélien Texier	Faye l'abbesse		79350	France	2022-02-01
Jean philippe Mary	Nantes		44000	France	2022-02-01
Christophe BONNEAU	Andard		49800	France	2022-02-01
Florian Rousseau	Saint-Jean-d'Asse		72380	France	2022-02-01
Sebastien Cornuault	Saint-Julien-de-Concelles		44450	France	2022-02-01
Dominique Landrin	Soulaire et Bourg		49460	France	2022-02-01
Amandine Terrier	Loire authion		49899	France	2022-02-02
Nicolas Goujeon	Angers		49100	France	2022-02-02
Antoine Guillot	Toulouse		31200	France	2022-02-02
Lise Pellaumail			79100	France	2022-02-02
Benjamin PINEAU	Luzay		79100	France	2022-02-02
Pascale Bourlion	Beauvais		60000	France	2022-02-02
Sylvie JOUBERT	Sainte Radégonde		79100	France	2022-02-02
Martin Lavoyer				France	2022-02-02
Eric POISSON	Brain sur l'Authion		49800	France	2022-02-02
Alain Mary	Les Ponts-de-Ce		49130	France	2022-02-02
Natacha Regnier	Angers		49100	France	2022-02-02
guillaume salmon	Loire Authion		49800	France	2022-02-02
Marie reine Baron	Moutiers-les-Mauxfaits		85540	France	2022-02-02
Celine Gaignard	Brain sur l’Authion		49800	France	2022-02-02
Virginie Kemache	Paris		75019	France	2022-02-02
Laura Le Quéré	Chavagnes		49380	France	2022-02-02
Marcel Baron	Moutiers-les-Mauxfaits		85540	France	2022-02-02
Sandrine Boucher	Trélazé		49800	France	2022-02-02
Guilaine Oran	Brain sur L’authion		49800	France	2022-02-02
Baptiste Ricoult	Loire authion		49250	France	2022-02-02
Maryse Clain	St Barthélémy		49124	France	2022-02-02
Melanie Girard	Loire Authion		49800	France	2022-02-02
Mathilde Aubin	Cherré		49330	France	2022-02-02
Florence Lebreton	Loire authion		49800	France	2022-02-02
Chloé Girard	Chambray-lÃ¨s-Tours		37170	France	2022-02-02
Anne-Françoise Guérin	Bagneux		92220	France	2022-02-02
Jessica Lutun	Angers		49100	France	2022-02-02
Ambre Martinez	Angers		49000	France	2022-02-02
Amandine Le fur	Angers		49000	France	2022-02-02
Charlotte L'Helgoualc'h	Vertou		44220	France	2022-02-02
Sylvie Antier	Angers		49100	France	2022-02-02
Simon Casset	Trélazé		49800	France	2022-02-02
Charlene Moreau	Le Lion d'Angers		49220	France	2022-02-02
Eugénie Guerin	Trelaze		49800	France	2022-02-02

Manon Dupuy	Angers		49000	France	2022-02-02
Cindy Puza	Angers		49100	France	2022-02-02
Amandine Bécot	Trelaze		49800	France	2022-02-02
nadine raspollini			54400	France	2022-02-02
Sylvain Alexandre	Andard		49800	France	2022-02-02
Blandine Le fur	Angers		49000	France	2022-02-02
Martine Bahuau	Trelaze		49800	France	2022-02-02
Gregory Rousseau	Thouars		79100	France	2022-02-02
Anaïs Robert	Fontaine Guérin		49250	France	2022-02-02
Christelle ALEXANDRE	Nantes		44000	France	2022-02-02
Clémence POUPIN	Angers		49100	France	2022-02-02
Albane Remaud	Brain sur l'authion		49800	France	2022-02-02
CHRISTELLE MEUNIER	Angers		49000	France	2022-02-02
Margot MEUNIER	Angers		49000	France	2022-02-02
Frederic Morineau	Brain sur l authion		49800	France	2022-02-02
Isabelle Signolet-Gaubet	Angers		49000	France	2022-02-02
Virginie Bellion	Angers		49100	France	2022-02-02
Alicia Martzinitzine	Angers		49000	France	2022-02-02
Jocelyne DURAND	Paris		75002	France	2022-02-02
Didier cureau	BRAIN-SUR-L'AUTHION		49800	France	2022-02-02
Olivier Sorin	Brain sur l'Authion		49800	France	2022-02-02
Marie Métois	Brain sur l’authion		49800	France	2022-02-02
MARIO GUERINEAU	ST BARTHELEMY D ANJOU		49124	France	2022-02-02
Pascal Pivert	Brain sur lauthion		49800	France	2022-02-02
Isabelle Saudubois	Andard		49800	France	2022-02-02
Joris Proust	Assais les jumeaux		79600	France	2022-02-02
Sebastien Remaud	Brain sur l'authion		49800	France	2022-02-02
Proust Léo	Assais		79600	France	2022-02-02
Anne Borré-Barreau	ST BARTHELEMY D'ANJOU		49124	France	2022-02-02
Baptiste Guérineau	St Barthélémy d’Anjou		49124	France	2022-02-02
Sebastien Maugin	St aubin de luigné		49190	France	2022-02-02
HENAFF-DEMARTY Maïté			29830	France	2022-02-02
Françoise Le Camus	LOIRE AUTHION		49800	France	2022-02-02
Philippe CIROU	AlenÃ§on		61000	France	2022-02-02
Elise Delalande	Angers		49000	France	2022-02-02
Anthony MAINFROID	Brain sur l'Authion		49800	France	2022-02-02
Géraldine Roussiasse	Murs-Erigne		49610	France	2022-02-02
Frédéric POUTIER	Loire Authion		49800	France	2022-02-02
Marie Agnès HARRIAU	Longue		49160	France	2022-02-02
Alain Mercier	Saumur		49400	France	2022-02-02
serena Drano	Saint lyphard		44410	France	2022-02-02
Adélaïde Morice	Pornic		44210	France	2022-02-02
Isabelle BOUVIER	Vihiers		49310	France	2022-02-02
Prisca Orsor	LONGUENEE-EN-ANJOU		49770	France	2022-02-02
Patricia OSMONT	BRAIN SUR L AUTHION		49800	France	2022-02-02
Axelle Judon	Angers		49000	France	2022-02-02
Théo Bontemps	LA FERRIERE EN PARTHENAY		79390	France	2022-02-02
Hugo Bontemps	Niort		79000	France	2022-02-02
Delalande Delalande	Feillens		1570	France	2022-02-02
Michael Galbrun	Corne		49630	France	2022-02-02

Noémie Paymal	Andard		49800	France	2022-02-03
Lauriane Dohin	Angers		49000	France	2022-02-03
Félicien Pivert	Brain sur l’authion		4988	France	2022-02-03
M.noelle Maze	Angers		49000	France	2022-02-03
Vincent Baranger	Angers		49100	France	2022-02-03
sylvain dohin	Marmande		47200	France	2022-02-03
Ml Nnd	Angers		49100	France	2022-02-03
Anne Claire Delalande	Angers		49000	France	2022-02-03
Sabrina Ferrand	BRAIN SUR L AUTHION		49800	France	2022-02-03
Marion Perdriau	Tours		37000	France	2022-02-03
christiane wittmann	Nanterre		92000	France	2022-02-03
Yves Adam	Nîmes		30000	France	2022-02-03
Agnès Métois	Brain sur l’Authion		49800	France	2022-02-03
Alexandre Tartarin			49800	France	2022-02-03
Sylvie Gastineau	Angers		49100	France	2022-02-03
CATHERINE Delalande	La Menitre		49250	France	2022-02-03
Nicolas LESUEUR	Brain sur l’Authion		49800	France	2022-02-03
Natalie Osmont Coignard			49000	France	2022-02-03
Hélène LAMISSE	Saint mars de Coutais		44680	France	2022-02-03
LAURENT GOULLE	Trelaze		49800	France	2022-02-03
Yves ROUX	PARIS		75000	France	2022-02-03
Renan MOUSSEAU	RANNÉEParis		35130	France	2022-02-03
Massonnet Aurélie	Brain-sur-l’Authion		49800	France	2022-02-03
Muriel Pivert	Brain Sur L'authion		49800	France	2022-02-03
FLORENCE DUMONT	brain sur l'authion		49800	France	2022-02-03
christel baldet			72300	France	2022-02-03
Sonia Couvreur	Trelaze		49800	France	2022-02-03
Juliette Minié	Angers		49000	France	2022-02-03
Laurent PERRET	Loire-Authion		49800	France	2022-02-03
Sylviane Calife	Paris		75017	France	2022-02-03
Vanessa Gautier	Brain sur l'authion		49800	France	2022-02-03
Patricia GROS			92100	France	2022-02-03
Chloë Gernigon	Trelaze		49800	France	2022-02-03
Dominique Lherbette	Brain sur l'authion		49800	France	2022-02-03
Benjamin Drucker	Paris		75001	France	2022-02-03
Charles RAYMOND	Brain-sur-l'Authion		49800	France	2022-02-03
Nelly Dastugues	Toulouse		31200	France	2022-02-03
Jeannine Brosselier	Trelaze		49800	France	2022-02-03
Veronique Gabon	LA DAGUENIERE4		49800	France	2022-02-03
Tristan Lépinay	Angers		49100	France	2022-02-03
olivier BENOIT	Angers		49100	France	2022-02-03
Gérard ROUEIL	COLOMBIERS		18200	France	2022-02-03
Veronique BENOIT	Angers		49100	France	2022-02-03
Laetitia Bry	Mazé		49630	France	2022-02-03
touria Renaudier	Brain sur l’ authion		49800	France	2022-02-03
Nicolas Robert	Angers		49100	France	2022-02-03
Fabienne Martin	Nantes		44000	France	2022-02-03
Laurent Chauvin	Angers		49000	France	2022-02-03
Aline GUIOCHEREAU	Angers		49100	France	2022-02-03
Anne-Gaëlle Chauvin	Angers		49000	France	2022-02-03

Charruault Estelle	Angers		49000	France	2022-02-03
Marcel Elbert	Paris		75013	France	2022-02-03
Nadine Rabineau	Orée d'Anjou		48530	France	2022-02-03
Lucas Esnault	Saint-Sylvain-d'Anjou		49112	France	2022-02-03
Mélanie Gastineau	Brain-sur-l'Authion		49800	France	2022-02-03
Loïs Moiselle	Angers		49100	France	2022-02-03
Méline Bulard	Mazé		49630	France	2022-02-03
bernard audebert	Trelaze		49800	France	2022-02-03
Pierre Esnault	Angers		49100	France	2022-02-03
Edwige Maury	Loire authion		49800	France	2022-02-04
Annabelle Loko	Trelaze		49800	France	2022-02-04
Thomas Lecomte	Brain sur l'authion		49800	France	2022-02-04
Delphine Baron	Angers		49000	France	2022-02-04
Brigitte CORNÉLY	La Bohalle		49800	France	2022-02-04
Ghislaine Gaignard	St Barthélémy d'Anjou		49124	France	2022-02-04
Gaëlle Guéneuguès	Angers		49000	France	2022-02-04
Jean-Victor Nambot			49125	France	2022-02-04
Catherine Aubree	Les ponts de ce		49130	France	2022-02-04
danielle gautier	Saint-SÃ©bastien-sur-Loire		44230	France	2022-02-04
François MAUGIN	brain sur authion		49800	France	2022-02-04
Yannick Bouttier	Angers		49000	France	2022-02-04
Audrey Boulant	Paris		75001	France	2022-02-04
marie helene coullouette	Brain sur lauthion		49800	France	2022-02-04
Pierre-Alexandre PERRIN			49800	France	2022-02-04
Servane Bougot			49800	France	2022-02-04
Celine Lafaye	Brain sur l'Authion		49800	France	2022-02-04
Antoine Trouillard	Angers		49100	France	2022-02-04
Nicolas Plard	Paris		75014	France	2022-02-04
Florence Sérot	Maulevrier		49360	France	2022-02-04
Christelle Bélingard	La Chapelle-Gonaguet		24350	France	2022-02-04
Delage Vincent	Trelaze		49800	France	2022-02-04
Yann Brossas	Brain sur l'Authion		49800	France	2022-02-04
Angèle Castrique	Saint-Lambert-la-Potherie		49070	France	2022-02-04
Julie Coignard	Angers		49100	France	2022-02-05
Daniel Tusseau	St Gemmes D'Andigné		49500	France	2022-02-05
Alexis Pelletier	Trelaze		49800	France	2022-02-05
Joachim Leblanc	Brain sur l'authion		49800	France	2022-02-05
Rudy Desessard	Andard		49800	France	2022-02-05
Tiphanie Aubry	Trélazé		49800	France	2022-02-05
Lila Chevalier	Angers		49000	France	2022-02-05
Lucie CHEVALIER	SAINT SYLVAIN D'ANJOU		49480	France	2022-02-05
Chevalier Audrey	Angers		49100	France	2022-02-05
GRACE DA CUNHA	BRAIN SUR L'AUTHION		49800	France	2022-02-05
Helene PIERREUSE	angers		49000	France	2022-02-05
Marina Amoros	Jujurieux		1640	France	2022-02-05
Mickaël Chicault	Andouille Neuville		35250	France	2022-02-05
Sonia Dodard	Loire-Authion		49250	France	2022-02-05
Anne-sophie Happiette	Brain sur l authion		49800	France	2022-02-05
gerard Bouguier	verrières en anjou		49112	France	2022-02-05
Céline Jovelin	Loire Authion		49800	France	2022-02-05

Aurélie EHRHARD	Mulhouse		68200	France	2022-02-05
Carine Jauneau	Brion		49250	France	2022-02-06
camille TISON	Challans		85300	France	2022-02-06
annie galtier			17730	France	2022-02-06
laurence babet	Epernon		28230	France	2022-02-06
Laurent ALBERT	Huillé		49430	France	2022-02-06
Verdon Verdon	Seiches-sur-le-loir		49140	France	2022-02-06
Aline Salin	Brain sur l'Authion		49800	France	2022-02-06
Hervé Prat	Trelaze		49800	France	2022-02-06
Valerie Duval	Brain sur l'authion		49800	France	2022-02-06
Nicolas PERRAUD	Toul		54200	France	2022-02-06
Maxence Goubeau delalande	Paris		75019	France	2022-02-06
Christian Brossas	Montriond		74110	France	2022-02-06
DELPHIN CATALA	St SIGISMOND		49123	France	2022-02-06
Christian BOUTTIER	Saumur		49400	France	2022-02-07
fabienne licois	TRELAZE		49800	France	2022-02-07
Julien Chaigneau	Pellouailles les Vignes		49112	France	2022-02-07
Valérie bahuau	Paris		75017	France	2022-02-07
Adeline MALINGE	Brain-sur-l'Authion		49800	France	2022-02-07
Michèle Guilleray	Andard		49800	France	2022-02-07
Matthieu GERARD GUIHERY	rennes		35000	France	2022-02-07
Hind Jammed	Nogent-sur-marne		94130	France	2022-02-07
Mathilde Epifanie	Davayat		63200	France	2022-02-07
Régis Godeloup	Camoel		56130	France	2022-02-07
Denis Fromentin	Angers		49100	France	2022-02-07
Philippe Suteau	Trelaze		49800	France	2022-02-07
Carine Bordillon	Angers		49000	France	2022-02-07
Ingrid Martin	Nantes		44000	France	2022-02-07
Beatrice Gaillard	Lyon		69001	France	2022-02-07
Severine Miotto	Labastidette		31600	France	2022-02-07
Ben Vovard	Trelaze		49800	France	2022-02-07
alain lebouchard			92700	France	2022-02-08
gaillard Mariejo	Angers		49000	France	2022-02-08
jeremy gaillard	Johannesburg		92110	France	2022-02-08
Vincent Malinge	Brain sur l'authion		49800	France	2022-02-08
TUZET FABIENNE			34000	France	2022-02-08
Kevin San	Andard		49800	France	2022-02-08
Aurélie Chauveau	Loire-Authion		49800	France	2022-02-09
Antoine Merceron	La Dagueniere		498 » »	France	2022-02-09
Christelle RAGUIN	loire Authion		49800	France	2022-02-09
Dominique Velé	LOIRE-AUTHION		49800	France	2022-02-09
ROMANE METOIS	Loire Authion		49800	France	2022-02-09
Laure Trouve	Louplande		72210	France	2022-02-09
Mathieu Wallace	Brain-sur l'Authion		49800	France	2022-02-10
Anne-Françoise Wallace	Brain-sur-L'Authion		49800	France	2022-02-10
George Wallace			49800	R.-U.	2022-02-10
Aurelie Duveau	Andard		49800	France	2022-02-10
Stephane Gehant	Andard		49800	France	2022-02-10
françois touchet			49800	France	2022-02-11
paul gaillard	Angers		49000	France	2022-02-12

lilian gaste	Le grau du roi		30240	France	2022-02-12
Anne-Claire Sheth	Loire-authion		49800	France	2022-02-12
George William Wallace				République tchèc	2022-02-12
Joanna Coupe	Corné		49630	France	2022-02-12
Aurelie Gautier	Poivres		10700	France	2022-02-12
Dominique Chevreux	Brain sur l'Authion		49800	France	2022-02-12
Cécile Philippot	Loire-Authion		49800	France	2022-02-13
JEAN MARIE CARENTON	Challans		85300	France	2022-02-13
Cécile Carenton	Challans		85300	France	2022-02-13
Marie Philippot	Angers		49000	France	2022-02-13
Emmanuelle Verneau	Saint Georges Sur Loire		49170	France	2022-02-13
Romain Soyez	Massy		91300	France	2022-02-13
Aurelie Briand			49000	France	2022-02-13
Christine Lefeuvre	Brain-sur-l'Authion		49800	France	2022-02-13
Francisca Kasicki	Loire Authion		49800	France	2022-02-13
Corinne TAM HUI	Suresnes		92150	France	2022-02-14
Bruno Le guernec	Brain sur l authion		49800	France	2022-02-14
ludmilla lapomarede	Saint-Ouen		93400	France	2022-02-14
Karen Gautier	Tours		37100	France	2022-02-14
Valeriane ROGER	Andard		49800	France	2022-02-14
nawel fiore	Corne		49630	France	2022-02-14
jean-luc COULONNIER	LOIRE AUTHION		49800	France	2022-02-14
Arnaud Raton	CALUIRE		69100	France	2022-02-14
Nathalie NEAU	Loire authion		49800	France	2022-02-14
Axelle MONSOU	Paris		75015	France	2022-02-15
Delphine PARE	Angers		49100	France	2022-02-15
Anita Pichon	Brain sur l’Aurhion		49800	France	2022-02-15
Isabelle Rogations	Angers		49000	France	2022-02-15
Frédérique Toullié	Jouy-en-Josas		78350	France	2022-02-15
Aline Chevalier	Angers		49100	France	2022-02-15
Sylva Catherine	Angers		49100	France	2022-02-15
Jean Pierre Latour	Angers		49000	France	2022-02-15
Pierre Cassin			49120	France	2022-02-16
BRIGITTE CHEVREUX-SINOIR	brain sur l'authion		49800	France	2022-02-16
Sophie Guillemet	BRAIN SUR L'AUTHION		49800	France	2022-02-16
Aymeric Larue	BRAIN SUR L'AUTHION		49800	France	2022-02-16
Lisa Branchereau	Brissac-Quince		49320	France	2022-02-16
Marie BENOIT	Juigné-Sur-Loire		49610	France	2022-02-16
jennifer wan	Juigné sur loire		49610	France	2022-02-16
Sandra LELIEVRE	Saint-Julien-de-concelles		44450	France	2022-02-16
Manon Benoit	Les ponts de cé		49130	France	2022-02-16
Anne-lucie Desille	ANGERS		49100	France	2022-02-16
Paula Bratuleanu	Angers		49100	France	2022-02-16
Anne-Claire Jacquet	Angers		49000	France	2022-02-16
Flora Barbier	49320		Brissac	France	2022-02-16
Giulia Bonfiglio			69003	France	2022-02-18
Gregory EUGENE	23000		Ssainte feyre	France	2022-02-18
Balan Kolazhi	Mulhouse		68100	France	2022-02-18
Gerard Happiette	Cucq		62780	France	2022-02-18
Carole Godeloup	Laval		53000	France	2022-02-18

Pauline LEROY	Thiant		59224	France	2022-02-18
Margot Sert	Angers		49000	France	2022-02-18
Nathalie Petite				Irlande	2022-02-18
Stephanie Guemene	Faveraye Machelles		49380	France	2022-02-18
Anne Marie Arhel	Palaiseau		91120	France	2022-02-18
Jean philippe Le creurer	Angers		49100	France	2022-02-18
maxence cossard	maze		49630	France	2022-02-18
Bertille Lhumeau	L'houmeau		17137	France	2022-02-18
Agathe Pavie	Brain sur l'authion		49800	France	2022-02-18
Frederic PROUTIERE	Angers		49100	France	2022-02-19
Abdul Basith Musafar Gani	Villejuif		94800	France	2022-02-19
Claire Austin	La Roche-sur-Yon		85000	France	2022-02-20
Anita Jovelin	Brain sur l'authion		49800	France	2022-02-20
Christophe Jovelin	Brain-sur-l'Authion		49800	France	2022-02-20
sandra migeon	paris		75018	France	2022-02-20
Emilie Louis			49800	France	2022-02-21
Aurélien Louis	Loire-Authion		49800	France	2022-02-21
Bourlet Marie _Françoise	Seynod		74600	France	2022-02-21
JEAN-LOUIS RAIMBAULT			49000	France	2022-02-21
Chantal Arnoux	Cerans-Foulletourte		72330	France	2022-02-21
christine hue	Cantenay-Épinard		49460	France	2022-02-21
Cindy HERAUD	Paris		75013	France	2022-02-21
Sylvie BERGEOT	Andard		49800	France	2022-02-21
PRISCILLA CAILLÉ	BRAIN SUR L'AUTHION		49800	France	2022-02-21
BEATRICE RAVENEAU	Trelaze		49800	France	2022-02-21
Emmanuel CHALOPIN	Chemillé		49120	France	2022-02-21
Myriam Chalopin	Cholet		49300	France	2022-02-21
Solène Coulonnier	Bordeaux		33200	France	2022-02-21
François HIEN	Trelaze		49800	France	2022-02-21
Carine Hudin	Angers		49124	France	2022-02-21
Emilie Rabouan	Trelaze		49800	France	2022-02-21
Damien BOURGAUD	Argenton-sur-Creuse		36000	France	2022-02-21
Anselme Rabouan	Brain-sur-l'authion		49800	France	2022-02-21
adeline finaud			68320	France	2022-02-21
Natacha Bouhours	Brain sur l'Authion		49800	France	2022-02-21
Guillaume bouhours	Trelaze		49800	France	2022-02-21
Julien Le-Clainche	Angers		49000	France	2022-02-21
karine stephant	Angers		49000	France	2022-02-22
Maxence Bouhours	Brain-sur-l'Authion		49800	France	2022-02-22
Marie Gautret	Paris		75001	France	2022-02-22
Jeanne Bouhours	Trelaze		49800	France	2022-02-22
Nadine TOUFLET	Angers		49100	France	2022-02-22
Alan Vaslin	Paris		75019	France	2022-02-22
Marlène Lothe	Grandchamps-des-Fontaines		44119	France	2022-02-22
Mickael LEROUET	BRAIN SUR L'AUTHION		49800	France	2022-02-22
Mickael Lerouet	Loire authion		49800	France	2022-02-22
Coline PORTAL	GENNES VAL DE LOIRE		49350	France	2022-02-22
Romain Meunier	Avignon		84000	France	2022-02-22
Didier Louis	Angers		49000	France	2022-02-22
Jean Marc Dubois			21850	France	2022-02-22

Clothilde RIZZO	LOIRE-AUTHION		49800	France	2022-02-22
MICKAEL HUDIN			66320	France	2022-02-22
Christophe EON	Angers		49000	France	2022-02-22
Gilbert Coullouette	Paris		75015	France	2022-02-22
Katy CROSNIER-HEINRY	Angers		49100	France	2022-02-22
Mathieu Coullouette	Saint Martin Du Fouilloux		49170	France	2022-02-22
BENOIT CAILLE	Angers		49000	France	2022-02-22
jean bernard cadot	Trelaze		49800	France	2022-02-22
Sébastien Nerrière	La Bohalle		49800	France	2022-02-22
Christelle Dohin	Cordemais		44360	France	2022-02-23
Pierre NERRIERE	Angers		49000	France	2022-02-23
Carole BRICAUD	Monnaie		37380	France	2022-02-23
Catherine EISELE	BRUEBACH		68440	France	2022-02-23
Martin Bauné	Angers		49100	France	2022-02-23
Anne Mouraud	ST HILAIRE DE LOULAY		85600	France	2022-02-23
Jean-Bernard LEROY	Grenand-les-Sombernon		21540	France	2022-02-23
Lorrie Bauné	Les ponts de ce		49130	France	2022-02-23
Thibaut LARATTE	Loire-Authion		49800	France	2022-02-23
Chantal Bompas	Angers		49100	France	2022-02-23
Mario Goubeault	Brain sur l'authion		49800	France	2022-02-23
Leo Goubeault	Loire authion		49800	France	2022-02-23
Laetitia Gravoueille	Loire-Authion		49800	France	2022-02-23
Bruno Guais	LOIRE AUTHION		49800	France	2022-02-23
Nathalie Leblois	La Bohalle		49800	France	2022-02-23
Davy Mouraud	Mouzillon		44330	France	2022-02-23
Fanny Rolland	Angers		49100	France	2022-02-23
Émeline Bertin	Paris		75014	France	2022-02-23
Patrick Buob	Erdre en anjou		49220	France	2022-02-23
sandrine boucle			49000	France	2022-02-23
Christine LEROY	Valenciennes		59300	France	2022-02-23
Stephane PAULEAU	Andard		49800	France	2022-02-23
Célia Kocher	RUEIL MALMAISON		92500	France	2022-02-23
Annie Defiez	Dijon		21000	France	2022-02-23
Aurélien Bertin	Brain sur l'authion		49800	France	2022-02-23
Magalie Piton	Loire /Authion		49140	France	2022-02-24
CATHERINE RIDEREAU	Brain sur l authion		49800	France	2022-02-24
Jennifer Ridereau	Angers		49100	France	2022-02-24
CLAUDE JOVELIN	Angers		49100	France	2022-02-24
Laurence Louis	Angers		49000	France	2022-02-24
Nathalie Cherré	Brain sur l authion		49800	France	2022-02-24
Philippe Jovelin	Mouzillon		44330	France	2022-02-24
Marie-Line Leclair	loire authion		49800	France	2022-02-24
Pascale Charon	Angers		49000	France	2022-02-25
Sylvia Giraudet	Angers		49100	France	2022-02-25
Camille OGER			49124	France	2022-02-26
Bertrande Calme	Ruy		38300	France	2022-02-26
Catherine Vivien	Andard		49800	France	2022-02-26
Caroline MANGEARD	Paris		75005	France	2022-02-26
leonard tochon	angers		49100	France	2022-02-26
Manurla Lesurtel	Angers		49000	France	2022-02-27

Pp Tête				France	2022-02-27
Gwennael Coulonnier	Höhenkirchen-Siegertsbrunn		85635	Allemagne	2022-02-27
Regina Coulonnier	Höhenkirchen-Siegertsbrunn		85635	Allemagne	2022-02-27
petula bonjour			49800	France	2022-02-28
JS Huard	angers		49000	France	2022-02-28
Xavier Inizan			49320	France	2022-02-28
Nadine Nouchet	Loire authion		49800	France	2022-02-28
Isabelle Noury	BRAIN SUR L AUTHION		49800	France	2022-02-28
Florian delmas	Paris		75001	France	2022-03-01
Claire Delmas	Loire authion		49800	France	2022-03-01
Anne-Marie Gelabert	Champtoce-sur-Loire		49123	France	2022-03-01
maryline ferrand	Guesnes		86420	France	2022-03-01
Fanch Bourc'h	Concarneau		29900	France	2022-03-01
Sophie Ribouchon			22000	France	2022-03-01
jessica Paymal	ANGERS		49000	France	2022-03-01
Emmanuelle Cocaud	Corné		49630	France	2022-03-01
COULON Isabelle	Angers		49100	France	2022-03-01
Christophe Nivez	Paris		75009	France	2022-03-01
Dominique Coutand	brain sur l'authion		49800	France	2022-03-02
régine bossé	Angers		49100	France	2022-03-03
Anne-Laure Nassivet	Paris		75007	France	2022-03-04
Georges BRICARD	Paris		75018	France	2022-03-04
magalie hoarau	Angers		49100	France	2022-03-04
Anne sophie Lokuhettige	Angers		49100	France	2022-03-04
Bruno Geffard	Brain sur l authion		49800	France	2022-03-04
Philippe PAIN	Angers		49100	France	2022-03-05
Patrick Rabouan	Angers		49100	France	2022-03-05
Catherine Rabouan	Angers		49100	France	2022-03-05
Laurent Barreault	Brain sur l'authion		49100	France	2022-03-05
Sébastien Pouzet	Brain sur l'Authion		49800	France	2022-03-05
Annick Coutolleau	ANDARD		49800	France	2022-03-05
alison royer	Trelaze		49800	France	2022-03-05
Benoît MORIN	Trelaze		49800	France	2022-03-05
Willy BRACHET	ANDARD		49800	France	2022-03-05
Sabrina Pothin	Andard		49800	France	2022-03-05
Ferré Noëmie	Angers		49100	France	2022-03-05
Annie CAMUT	Angers		49000	France	2022-03-05
aurelie blin	angers		49100	France	2022-03-06
Benjamin BROSSARD	Angers		49100	France	2022-03-06
Mélanie AUBRY	MAZE MILON		49630	France	2022-03-06
Philippe Charbonneau	Brain sur l'authion		49800	France	2022-03-06
Anne STUDER	Brain Sur L'authion		49800	France	2022-03-06
ANNIE GEFFARD	Blou		49160	France	2022-03-06
Laurent Sourdeau			49800 Andard	France	2022-03-06
Mathilde Combes	Paris		75012	France	2022-03-06
ISABELLE rompion	Loire-Authion		49800	France	2022-03-06
Sylvain Nosjean	Angers		49000	France	2022-03-06
Clément Combes	Angers		49100	France	2022-03-06
Catherine Joulain	Brain sur l'Authion		49800	France	2022-03-07
Céline Leroux	Andard		49800	France	2022-03-07

Vincent ROYER			49800	France	2022-03-07
OLIVIER RICHOU	Paris		75010	France	2022-03-07
Anne-laure Cochin	Montsoreau		49730	France	2022-03-07
Anthony Pavy	Paris		75013	France	2022-03-07
Timothée Blanchy	Toulouse		31000	France	2022-03-07
Hervé Freulon	Brain sur L’authion		49800	France	2022-03-07
Louis Shan	Toulouse		31400	France	2022-03-07
Maialen Brintet	Versailles		78000	France	2022-03-07
Michel Anglade	Angers		49100	France	2022-03-07
B Gaetan	Tours		37000	France	2022-03-07
Sophie Herault	Angers		49100	France	2022-03-07
Amina KHOUMSI	BRAIN SUR L AUTHION		49800	France	2022-03-07
Elisabeth Terrasson	St Melaine sur Aubance		49610	France	2022-03-07
Louis Boussonniere	Château Thebaud		44690	France	2022-03-07
FLORIAN PICOT	Nantes		44000	France	2022-03-08
N R	La Bohalle		49800	France	2022-03-08
Patrick Duchesne	Angers		49100	France	2022-03-08
MAUD BARDOUL	Nantes		44000	France	2022-03-08
Nathalie REY	Andard		49800	France	2022-03-08
Cindy GUERET	Angers		49100	France	2022-03-08
Elise Vigneron	Brain-sur-l'authion		49800	France	2022-03-08
Natacha Texier	Fort-de-france		97200	Martinique	2022-03-08
Samuel Fonteneau	Loire Authion		49800	France	2022-03-08
Sophie Demaison	Limoges		87000	France	2022-03-08
Nicolas Guimbretiere	Andard		49800	France	2022-03-08
L Gourdon	Brain sur l'Authion		49800	France	2022-03-08
Christèle Gourdon	Beaufort-en-Vallee		49250	France	2022-03-08
Audraine Benon	Andard		49800	France	2022-03-08
Nicolas Renou	Andard		49800	France	2022-03-08
Patrice Martin	Châtellerault		86100	France	2022-03-09
Sebastien Leray	Trelaze		49800	France	2022-03-09
Rachel Guilbault	Andard		49800	France	2022-03-09
Laetitia Proux	Saint Jean des Mauvrets		49320	France	2022-03-09
Chloe Perot	Andard		49800	France	2022-03-09
Matthieu Hérault	BRAIN SUR L AUTHION		49800	France	2022-03-09
Coralie Renaux	Corné		49630	France	2022-03-09
Orlane Renaux	La Ménitré		49250	France	2022-03-09
Clément PINSON-HAMEURY	Asnelles		14960	France	2022-03-09
Laurie Rnx	Angers		49000	France	2022-03-09
Anais Gueret	Bordeaux		33000	France	2022-03-09
Valérie Renaux	Angers		49000	France	2022-03-09
Stéphane Couturier	Angers		49100	France	2022-03-09
Anne Plu	Angers		49000	France	2022-03-09
heloise Richou	Paris		75001	France	2022-03-09
Thierry GUERETa	Olivet		45160	France	2022-03-09
Estelle Valé	Paris		75010	France	2022-03-09
Daphné Bordel			28000	France	2022-03-09
Géraldine Desprez	Durtal		49430	France	2022-03-09
Geraldine Desprez	Andard		49800	France	2022-03-09
Soline Duval	Loire authion		49800	France	2022-03-09

Mélanie Chatelain	Angers		49000	France	2022-03-09
Romain Chaveneau	Loire-Authion		49800	France	2022-03-09
Didier Guimbretière	Angers		49000	France	2022-03-09
Dimitri Bgri	Vihiers		49310	France	2022-03-09
Lisa Charot	72100		Le mans	France	2022-03-10
Alain Plaçais	Corné		49630	France	2022-03-10
Audrey Cerisier	Noisy-le-sec		93130	France	2022-03-10
Roxane Valé	Brissac-Quince		49320	France	2022-03-10
Pascal Roynard	BRAIN SUR L AUTHION		49800	France	2022-03-10
Antonin Bouet	Angers		49100	France	2022-03-10
Sylvie Roynard	Brain sur l'Authion		49800	France	2022-03-10
Marc Bouet	Le plessis grammoire		49124	France	2022-03-10
Vinca silly	montreuil		93100	France	2022-03-10
Jacqueline MacDonald	AUPS		83630	France	2022-03-11
DERRE Christophe	Le Mans		72000	France	2022-03-11
Mathilde Triau	Le Havre		76600	France	2022-03-11
Elise Lenogue	Angers		49100	France	2022-03-11
Louis Bouet	St Nazaire		44600	France	2022-03-11
Jeremy Rouault	Andard		49800	France	2022-03-11
Corinne Cruard	Brain sur l'Authion		49800	France	2022-03-11
bernard RICHARD	Angers		49100	France	2022-03-11
Dominique Ricard	Mons		83440	France	2022-03-11

Observation n°175

Déposée le 14 Mars 2022 à 10:40
Par ASSOCIATION LES 3 C

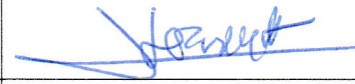
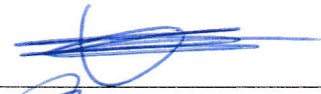
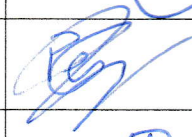
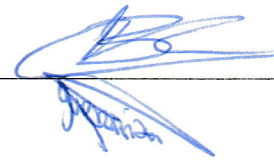
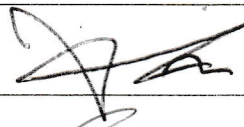
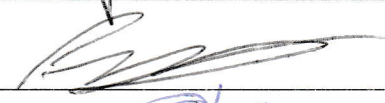
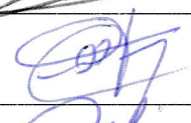
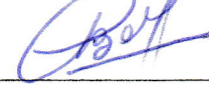
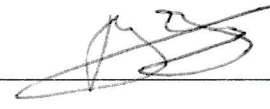
Observation:
ENVOI N° 6

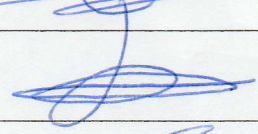
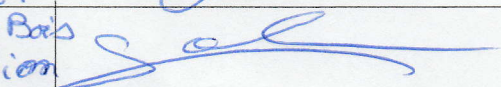
Bonjour,
Ci-joint la contribution de l'association les 3C de la crémaillère.
Comme évoqué par le garant de la concertation Mr QUENTIN, nous attendons des réponses à chacune de nos observations, réponses à fournir par chacun des acteurs concernés par le projet de cet établissement (Ministère de la Justice, l'APIJ, ANGERS LOIRE METROPOLE, La préfecture, Le département, La commune de Loire Authion, Gendarmerie...).
Les réponses doivent être concertées par ces acteurs en amont de façon à être complémentaires.
Merci.

3 documents joints.

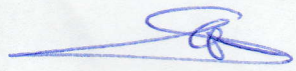
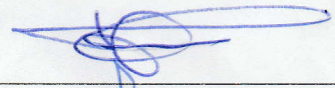
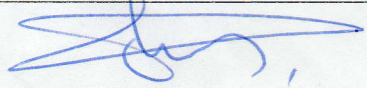
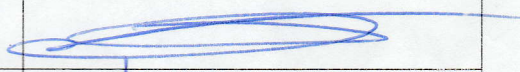
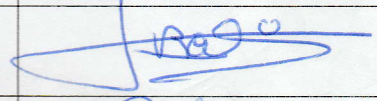
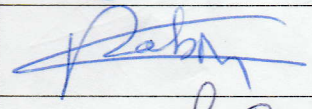
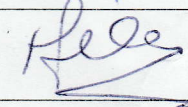
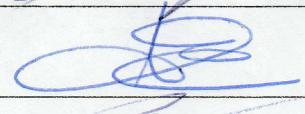
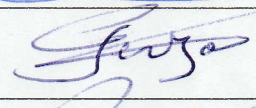
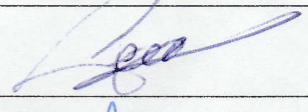
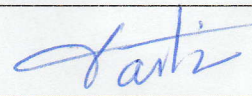
Vaslin André	2B rue de l'Epinay Loire-Authion	
DELÉPINE Florian	15 rue Maugin Loire-Authion	

PETITION CONTRE LA PRISON PAGE 2

Nom Prénom	Adresse	Signatures
HERVOET Mathieu	204 avenue de la République	
Goubeault Léo	4 route de la guilbière 49800	
Perzo Thomas	17 route d'Avalon 49800	
Boutemy axel	5 rue du petit anjou 49800	
Poirier Baptiste	10 rue des peiriveux 49800	
BODIN Stephane	15 Le Clos Chevreul 49630 MAZE	
GUERRIEN Mattéo	5 bis Rue du 8 mai 49800 Andard	
Han VASLIN	1 Rue Marie Benoist St. Bart	
PERZO Fabien	17 Route d'Avalon 49800 Brain s/ L'Authion	
BERTHELOT Patrick	39 rue Jean Jaurès St Barthélemy d'Anjou 49124	
BERTHELOT Martine	39 rue Jean Jaurès St Barthélemy d'Anjou	
BRICARD Georges	6 Rte de la Chesnaye 49800 BRAIN / AUTHION	

THUET Hervé	37 Rue de la Croix de Bois 49800 Brain s/ L'Authion	
LACROIX Amélie	35 Rue de la croix de bois 49800 Brain sur l'Authion	
Sauleau Tony	35 Rue de la croix de Bois 49800 Brain sur l'authion	
BLER Alain	39 rue de la Croix de Bois, Brain. Sur l'Authion	

PETITION CONTRE LA PRISON PAGE 2

Nom Prénom	Adresse	Signatures
ESNAULT Claire	42 rue de la Croix de Bois 49800 Brain l Authion	
ESNAULT Emmanuel	42 rue de la Croix de Bois 49800 Brain l Authion	
DETON Frédérique	4 Rue Maurice Chartier. 49800 Brain s/ L'Authion	
DETON Patrick.	4 rue Maurice Chartier 49800 Brain s/ L'Authion	
RABIN-FABIENNE	41 Rue de la croix de Bois 49800 Brain sur l'Authion	
RABIN Christophe	41 Rue de la croix de bois 49800 Brain l'Authion	
LANDREAU Xavier	44 rue de la Croix de Bois 49800 BRAIN S/ L'A	
LANDREAU Xavier	44 rue de la Croix de Bois 49800 BRAIN s/ l'Authion	
DEGAUE Emilie	60 rue de la Croix de bois 49800 Brain l'Authion	
PERZO André	6 bis rue Jeanne de LAVAL. ANDARD	
PERZO Nicole	6 Bis Rue Jeanne de Laval ANDARD	
Delépine Valérie	15 rue Maugin Loire Authion	
VASLIN Sylvie	2 bis rue de l'Epinay Loire-Authion	
Delépine Thierry	15 rue Maugin Loire Authion	

A L'ATTENTION DE L'APIJ

Pétition

Mesdames, Messieurs,

Nous riverains, habitants de l'impasse du Moulin de Gravelotte, impasse de la Mine, rue de Calais, rue d'Avalou, Impasse d' Avalou, rue de la Chesnaie, rue de la Crémaillère d'Argent, habitants de tout LOIRE AUTHION , nous opposons fermement au projet d'implantation du futur établissement pénitentiaire d'ANGERS qui accueillerait 850 prisonniers sur le site des Landes à BRAIN SUR L'AUTHION.

Bien que nous comprenions parfaitement la nécessité de lutter contre la surpopulation carcérale en construisant de nouveaux établissements, Nous sommes convaincus que d'autres lieux, remplissant vos critères et sans impacter aucun habitant, pourraient être étudiés comme futur site pour cet établissement.

Les raisons qui motivent notre refus de voir cet établissement s'implanter sont les suivantes :

- **Impact non négligeable sur l'environnement et la biodiversité puisque cette structure avec miradors et parkings attenants serait érigée en lieu et place de riches terres agricoles**
- **Qualité de vie à la campagne qui disparaitrait** avec les nuisances évoquées ci-après :
- **Nuisances continuelles durant les trois années de travaux**
- Après la phase de construction, **pollution sonore** inhérente au fonctionnement et à la vie d'un établissement pénitentiaire (bruits provenant des cellules, sirènes, trafic routier sur les voies d'accès au centre, visites des familles, avocats, activités pénitentiaires, etc.)
- **Pollution lumineuse** due à l'éclairage permanent du centre pénitentiaire
- **Nuisances olfactives** liées à la station d'épuration de l'établissement pénitentiaire (vents dominants d'Ouest)

En conséquence, nous demandons **le retrait total** du projet d'établissement pénitentiaire à BRAIN SUR L'AUTHION, **lequel n'est absolument pas à sa place au cœur d'une zone agricole et à proximité immédiate d'une zone résidentielle.**

Dans l'attente de votre retour écrit, recevez, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos sincères salutations.

Fait à Brain-sur-l'Authion, le 19 janvier 2022

Nous riverains, Impasse du Moulin de Gravelotte, Impasse de la Mine, rue deCalais, rue d' Avalou, Impasse d'Avalou, rue de la Chesnaie, rue de la Crémaillère d'Argent, ci-dessous nommés :

NOM Prénom	Adresse	Signatures
THOMAS Emmanuel	40, rue de la Croix de Bois. 49800 Brain Sur l'Authion.	
Thomas Nelly	40, rue de la Croix de Bois 49800 Brain-Sur-l'Authion	

Observation n°176

Déposée le 14 Mars 2022 à 10:43
Par ASSOCIATION LES 3 C

Observation:
ENVOI N° 7

Bonjour,
Ci-joint la contribution de l'association les 3C de la crémaillère.
Comme évoqué par le garant de la concertation Mr QUENTIN, nous attendons des réponses à chacune de nos observations, réponses à fournir par chacun des acteurs concernés par le projet de cet établissement (Ministère de la Justice, l'APIJ, ANGERS LOIRE METROPOLE, La préfecture, Le département, La commune de Loire Authion, Gendarmerie...).
Les réponses doivent être concertées par ces acteurs en amont de façon à être complémentaires.
Merci.

4 documents joints.

PETITION CONTRE LA PRISON PAGE 3

Nom Prénom	Adresse	Signature
HAPPIETTE Ame-Sophie	Croix Blanche – 5, impasse du Clos de Bachouasse – 49800 BRAIN	
GODELOUP Regis	50 Route de Vieille Roche 56130 CAMOEL.	
BRÉGEON Jean-Marc	3 Impasse du clos de Bachouasse 49800 Brain s/Authion	
Kohler	1 Rte d'Aigrefoin Brains/l'Authion	
BELLANGER Emilie	3 Rte d'Aigrefoin Brain/L'Authion	
Bedouet Annie	2 impasse du clos de Bachouasme Br/L'Authion	
Ripoud	4 impasse du Clos de Bachouasme	
Guardon Sonia	Le Nid Jean Cornere 49250 St Mathurin/L	
BRILLEAU Jocelyne	27 Rue du Pas Gautier Brain/ authion	
PERZO Michel	63 Jeanne de Laval ANDARS	
LOUVARET annie	4 "Les Colinières" 49800 Brain/Authion	
Goisland Sandrine	11 rue de la grand merisaie B.A.	
DESFONTAINES Benjamin	2 Cor rue Jeanne de Laval Andars	
BRANCHEREAU Catherine	9 chemin de Rivière Brain/Authion	
PERRINEAU Cécile	44 Rte de la Gélaudière Corné	
Maillet Jacqueline	17 rue Bourgalin Brain/Authion	
LE NOIR Stéphane	35 rue de la vallée Savigné	
Paré Nathalie	11 Rte du Clos Gasnier	
Mr OSMOND Janine	10 route de Rabelais Brain sur L'Authion	

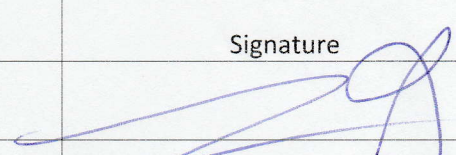
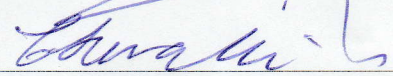
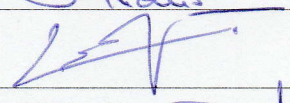
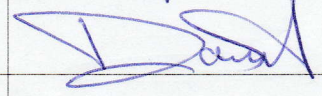
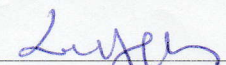
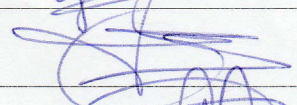
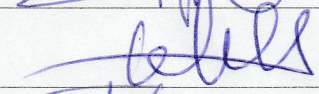
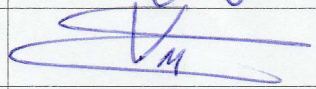
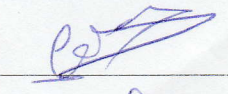
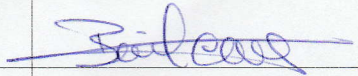
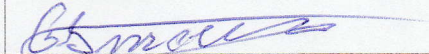
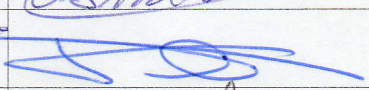
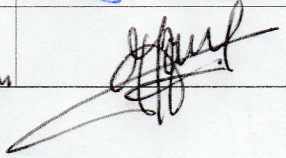
PETITION CONTRE LA PRISON PAGE 2

Nom Prénom	Adresse	Signatures
BLONDONT Elsa	18 rue du Jean Doré - BRAIN S/L'AUTHION	
VIAU Jean-François	3 rue de Forget 49800 Brain / Authion	
GROYER	6 B'3 Rue du Petit chauf	
AUDEBERT	1 impasse du Moulin de GRAVELOTTE	
SALMON Didier	2 Impasse du Moulin D'Aulou	
SALMON CHANTAL	" " "	
CHARBONNIER Audrey	18 Levée Jeanne de Laval la Potelle	
PHELIPON Patrick	9 rue ST Laud, la Bajenière, 49800 Brain s/Authion	
BESSON	5, Allée Claude Nordt	
BROCHARD Y	4 rue des chiffes 49800 Brain s/Authion	
MOUREY M.	80 rue de la Croix de Bois Brain	
GIRARD C	20 Allée des Lys BRAIN	
MARTIN F	14, lot les Joulins Brain	
MARTIN P	14, lot les Joulins Brain	
CORMET M.	98, rue Des Poelis CORNÉ	
CORMET B.	98, rue Des Poelis CORNÉ	
ANDRÉ C	7, Rte du Petit Sarc	
ANDRÉ J.	7 Rte du Petit Sarc	
Jeraud B	4 Rue des Saunders	

PETITION CONTRE LA PRISON PAGE 3

Nom Prénom	Adresse	Signature
BOUNIER Sylvie	5 rue du Puits Guérin	
Michel Danielle	4 rue des Aredilles	
LEFEBVRE C.	6 rue des Châtaigniers	
MORIN Jacky	Impasse de la mine Avalon	
Meau Martine	Rue de la Billette	
NICOLLEAU - VAUCHER	25 Rue Châteaugonthier ANGERS	
Normanchiere Xavier	47 rue Toussaint Pont de Cé Louresmic.	
[illegible]	6 rue Carnot [illegible]	
Duthe patricia	8 route de Pandoise	
BARRÉ Jeannette	48 Rue J. de Laval ANDARD	
Bertron Regine	20 chemin du Champ Ferré	
GERMAIN Claudie	12 les Brillés Lasse Atlantique.	
SIMONNEAU Christophe	5 rue Paul Gauguin 49800 BRAIN	
Christine PAUTI Pauline MAGDELEINE	St Georges du bois 12 rue des gd-pères 49250	
LANDEAU Hervé	2 Allée du Petit chaume Brain	
LEROY Sébastien	1 rue des IRIS 49800 BRAIN SUR L'AUTHION	
BANCHEREAU Jean	2 rue de Jean SAUTIGNE 49 800	
Banchereau	Entrailles Contardières	
DUSSAC Julie	21 RUE des AROMATES	

PETITION CONTRE LA PRISON PAGE 3

Nom Prénom	Adresse	Signature
Robin Brigitte	La Rohalla	
Patricia chevalier	Brain	
Christine LASSU	Brain/L'Authion	
ROBIN Sylvie	Brain	
CHEVALIER Dominique	La Dagueniere	
LAZAAR Abdel	BAUNÉ	
DAVID Evelyne	Trelazé	
LAJUS Barbara	Trelazé	
GARRY Sylvie	Brain	
GARRY Eric	Brain	
Marie Pierre	Andard	
de Mascureau Laurence	Andard	
CAROFF GAEL	Brain/l'authion	
BRUNET ANNIE	Brain/l'authion	
Chevreau Jean	Brain/L'Auth	
Boileau Aline	Route d'Avaloir Brain	
M. Osmond Y. Bièvre	route d'Avaloir Brain sur	
Paymal Flora	Route d'Avalou Brain	
MAUREL René	15 Av du Val Tleuri/Brain	

Observation n°177

Déposée le 14 Mars 2022 à 10:48
Par ASSOCIATION LES 3 C

Observation:
ENVOI N° 8

Bonjour,
Ci-joint la contribution de l'association les 3C de la crémaillère.
Comme évoqué par le garant de la concertation Mr QUENTIN, nous attendons des réponses à chacune de nos observations, réponses à fournir par chacun des acteurs concernés par le projet de cet établissement (Ministère de la Justice, l'APIJ, ANGERS LOIRE METROPOLE, La préfecture, Le département, La commune de Loire Authion, Gendarmerie...).
Les réponses doivent être concertées par ces acteurs en amont de façon à être complémentaires.
Merci.

16 documents joints.

PETITION CONTRE LA PRISON PAGE 5

Nom Prénom	Adresse	Signatures
DUMONT Florence	40 Rue Crémaillère d'Argent BRAIN SUR L'AUTHION	
LHORBETTE Dominique	11	
BATTANCOUR Eric	32 rue de la crémaillère d'argent - Brain/Authion	
ANTIER Richard	38 route de la chesnaie Brain / L'Authion	
MAUTROT-BAULU Frédérique	1 Rue de la Crémaillère d'Argent Brain SUR L'Authion	
Metais christophe	34 route de la chesnaie	
Neveu Cédric	10 Rue de Celans	
GOUBEAU Lionel	14 rue de la crémaillère d'Argent	
DECLANDE Sophie	14 rue de la crémaillère d'Argent	

PETITION CONTRE LE FUTUR CENTRE PENITENTIAIRE DE BRAIN SUR L'AUTHION PAGE 3		
BEDOUET BERNARD	12 rue de Calais	
BEDOUET NATHALIE	12 rue de Calais	
JOVELIN Anita	1 Rue de Calais	
JOVELIN Christophe	1 Rue de Calais	

Pétition

Mesdames, Messieurs,

Nous riverains, habitants de l'impasse du Moulin de Gravelotte, impasse de la Mine, Calais, Avalou, Chesnaie, Crémaillère d'Argent, nous opposons fermement au projet d'implantation du futur établissement pénitentiaire d'ANGERS qui accueillerait 850 prisonniers sur le site des Landes à BRAIN SUR L'AUTHION.

Nous sommes convaincus que d'autres lieux, remplissant vos critères et sans impacter aucun habitant, pourraient être étudiés comme futur site pour cet établissement.

Les raisons qui motivent notre refus de voir cet établissement s'implanter sont les suivantes :

- **Impact non négligeable sur l'environnement et la biodiversité puisque cette structure avec miradors et parkings attenants serait érigée en lieu et place de riches terres agricoles**
- **Forte décote immobilière de nos biens** inhérente à la proximité de ce centre pénitentiaire avec nos maisons
- **Qualité de vie à la campagne qui disparaitrait** avec les nuisances évoquées ci-après :
- **Nuisances continuelles durant les trois années de travaux**
- Après la phase de construction, **pollution sonore** inhérente au fonctionnement et à la vie d'un établissement pénitentiaire (bruits provenant des cellules, sirènes, trafic routier sur les voies d'accès au centre, visites des familles, avocats, activités pénitentiaires, etc.)
- **Pollution lumineuse** due à l'éclairage permanent du centre pénitentiaire
- **Nuisances olfactives** liées à la station d'épuration de l'établissement pénitentiaire (vents dominants d'Ouest)

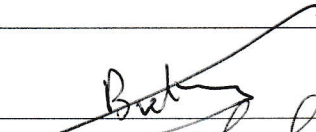
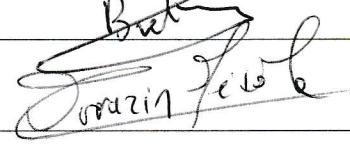
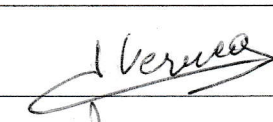
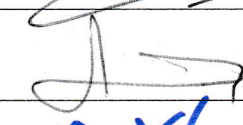
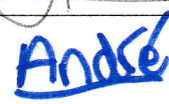
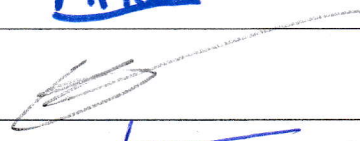
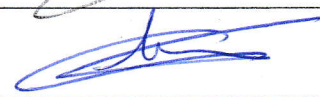
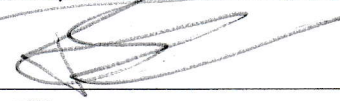
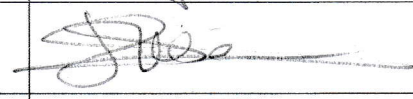
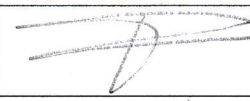
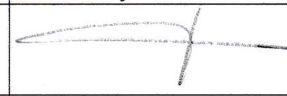
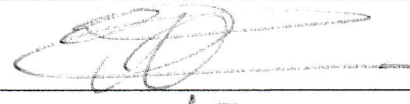
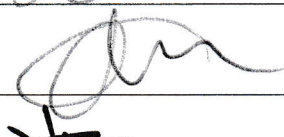
En conséquence, nous demandons **le retrait total** du projet d'établissement pénitentiaire à BRAIN SUR L'AUTHION, **lequel n'est absolument pas à sa place au cœur d'une zone agricole et à proximité immédiate d'une zone résidentielle.**

Dans l'attente de votre retour écrit, recevez, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos sincères salutations.

Fait à Brain-sur-l'Authion, le 19 janvier 2022

Nous riverains, Impasse du Moulin de Gravelotte, Impasse de la Mine, Calais, Avalou, Chesnaie, Crémaillère, ci-dessous nommés :

NOM Prénom	Adresse	Signatures
LEBRUN Nicole	16 rte d'Avalou	
KLIMENKO Dmitri	16 rte d'Avalou	
LE CAMUS Françoise	14 route d'Avalou	

PETITION CONTRE LA PRISON PAGE 2		
Nom Prénom	Adresse	Signatures
BRETON Didier	18 Route de Chesnaie Brains s/l'Authion	
MORAZIN Nicole	18, route de la chesnaie Brain s/L'Authion	
VERNEAU Alain	22 route de la Chesnaie	
VERNEAU Jocelyne	22 route de la Chesnaie	
Jeanneau Anthony	20 route de la Chesnaie	
Andre Aurelie	20 route de la Chesnaie	
DOMINIQUE CHEVREAU	14 Route de la CHESNAIE	
Brigitte CHEVREUX	14 Route de la Chesnaie	
Marcel Le Berre	2 bis Rue de la Chesnaie	
David Rodde	1 impasse du grand emery 49800 Loire authion	
Magali Rodde	1 impasse du grand emery	
Bateau Revel Marlène	3 impasse du grand Emery	
Bateau Revel Guillaume	3 impasse du grand Emery	
SALTON Guillaume	26 bis route de Chesnaie	
BARON Delphine	26 bis route de la chesnaie	
Carenton Cécile	28 route de la Chesnaie	
Carenton Jean Marie	28 rte de la Chesnaie	
Sulin Aline	37 rote de la chesnaie	

PETITION CONTRE LA PRISON PAGE 6

Nom Prénom	Adresse	Signatures
POISSONNEAU SEBASTIEN	28 BIS RUE LA CREMAILLERE D'ARGENT 49800 BRAIN/L'AUTHION	
Vitaline Elodie	30 rue de la Cremaille Brain s/ L	
Vitaline sylvain	// //	
PELLUAU Serge	36 Rue de la Crémaillère BRAIN / L'AUTHION	
PELLUAU Jacqueline	//	
DEVID SERGE	48, "	
HOUDIN. Eric	38 "	
DOHIN Julien et PARE Delphine	16 rue de la Cremaillère d'Argent	
PINON Gerard Président du cercle de Culturisme	14 Rue de la Cremaillère d'argent	
CHEVRIE pascal	30 Rue crémaillere	
BABIN Sw	15 rue de la Cremaillere d'Argent.	
DUFAURET Dominique	12 La Crémaillère d'Argent BRAIN	
Dufaure Jany	— — —	
PIRON ARNAUD	8 Rue de la Crémaillère d'Argent	
DUVEAU VIRGINIE	8 Rue de la Crémaillère d'Argent	Duveau
CUNNIET ERIC	3 Rue de la Crémaillère d'argent	
Brogard david	38 bis route de la chesnaie	
Colas Elodie	38 bis route de la chesnaie	

PETITION CONTRE LA PRISON PAGE 4

Nom Prénom	Adresse	Signatures
TRAMAY Arnaud	40 route de la Chesnaie	
TRAMAY Jamila	40 route de la chesnaie	
CUDENNEC Dominique	41 rte de la chesnaie	
JEANNIOT Julien	43 rte de la chesnaie	
LAISNEY Pascale	2 bis rue de la Crémaillère d'Argent	
LAISNEY Christophe	2 bis rue de la Crémaillère d'Argent	
MATHIEU François Xavier	2 Rue de la crémaillère d'argent 49800 Brain/Authion	
VIVET céline	2 Rue de la crémaillère d'argent 49800 Brain/Authion	
HIEN Nathalie	16 bis Rue Crémaillère d'Argent 49800 BRAIN sur l'Authion	
HIEN François	16 bis rue Crémaillère d'Argent 49800 Brain sur l'Authion	
Sec Pierre André	18 bis rue crémaillère d'argent 49800 brain sur l'authion	
Becq Florence	18 bis rue crémaillère d'argent 49800 Brain sur l'Authion	
Morand Cindy	20 bis rue crémaillère d'argent 49800 Brain	
Boivin anthony	"	
Bocquillon dominique	24 Bis la crémaillère d'argent Brain / AUTHION	
Boniface Ormelle	24 Bis la crémaillère d'argent Brain AUTHION	Boniface
gramet Philippe	28 rue de crémaillère d'argent 49800 Brain sur l'authion	
POISSONNEAU MAGALI	28 Bis rue la crémaillère d'argent 49800 BRAIN / L'AUTHION	

A L'ATTENTION DE L'APIJ

Pétition

Mesdames, Messieurs,

Nous riverains, habitants de l'impasse du Moulin de Gravelotte, impasse de la Mine, Calais, Avalou, Chesnaie, Crémaillère d'Argent, nous opposons fermement au projet d'implantation du futur établissement pénitentiaire d'ANGERS qui accueillerait 850 prisonniers sur le site des Landes à BRAIN SUR L'AUTHION.

Nous sommes convaincus que d'autres lieux, remplissant vos critères et sans impacter aucun habitant, pourraient être étudiés comme futur site pour cet établissement.

Les raisons qui motivent notre refus de voir cet établissement s'implanter sont les suivantes :

- **Impact non négligeable sur l'environnement et la biodiversité puisque cette structure avec miradors et parkings attenants serait érigée en lieu et place de riches terres agricoles**
- **Forte décote immobilière de nos biens** inhérente à la proximité de ce centre pénitentiaire avec nos maisons
- **Qualité de vie à la campagne qui disparaitrait** avec les nuisances évoquées ci-après :
- **Nuisances continuelles durant les trois années de travaux**
- Après la phase de construction, **pollution sonore** inhérente au fonctionnement et à la vie d'un établissement pénitentiaire (bruits provenant des cellules, sirènes, trafic routier sur les voies d'accès au centre, visites des familles, avocats, activités pénitentiaires, etc.)
- **Pollution lumineuse** due à l'éclairage permanent du centre pénitentiaire
- **Nuisances olfactives** liées à la station d'épuration de l'établissement pénitentiaire (vents dominants d'Ouest)

En conséquence, nous demandons **le retrait total** du projet d'établissement pénitentiaire à BRAIN SUR L'AUTHION, **lequel n'est absolument pas à sa place au cœur d'une zone agricole et à proximité immédiate d'une zone résidentielle.**

Dans l'attente de votre retour écrit, recevez, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos sincères salutations.

Fait à Brain-sur-l'Authion, le 19 janvier 2022

Nous riverains, Impasse du Moulin de Gravelotte, Impasse de la Mine, Calais, Avalou, Chesnaie, Crémaillère, ci-dessous nommés :

NOM Prénom	Adresse	Signatures
Champion Sabrina	3 impasse du Moulin de Gravelotte 49800 Brain S/L'Authion	
GIRARD Dimitri	3 impasse du moulin de Gravelotte 49800 Brain sur l'Authion	
Audebert Bernard Audebert Dolais	1 imp Moulin de Gravelotte 49800 Brain sur l'Authion	Audebert

PETITION CONTRE LA PRISON PAGE 3		
Nom Prénom	Adresse	Signatures
Brossier Yann	32 route de la chesnaie	
Szymanski Charlotte	26 Route de la Chesnaie	
Szymanski Esther	26 Route de la Chesnaie	
Cherré Sébastien	16 route de la Chesnaie	
Richard Cécile	16 route de la chesnaie	
LE BERRE Danielle	1 impasse de Gravelotte	Le Berre
REYNES Olivier	1 impasse de Gravelotte	
Palmaro Joël	30 Route de la Jaille	
HOREL Daniel	3 Route de la chesnaie	
HOREL Sylvie	3 Route de la chesnaie	
Maillet Clément	28 Route de la Jaille	
Terrier Amandine	28 Route de la Jaille	

PETITION CONTRE LE FUTUR CENTRE PENITENTIAIRE DE BRAIN SUR L'AUTHION PAGE 2

Nom Prénom	Adresse	Signatures
TINCHANT Anne	8 route d'AVALOU	
TINCHANT odile	8 route d'avalou	
QUINTON CAROLE	11 Route Avalou 49800 BRAIN	
Patricia OSMONT	2, route d'Avalon 49 800 Brain	
Patry Monique	4, route d'Avalon Brain	
BONNETOT Patrick	6, Route d'Avalon Brain	
BOUCHAUD Camille	7 Route d'Avalon Brain	
NIMZIL MOLINA	9 Route d'avalon 49 Brain	
ALEXANDRE fiscle	3 rte d'avalon. Brain	

PETITION CONTRE LE FUTUR CENTRE PENITENTIAIRE DE BRAIN SUR L'AUTHION PAGE 2

Nom Prénom	Adresse	Signatures
SANTORI Claire	Route Avalon - 49800 Brain s/l'Authion	
LEGUILLON Frédéric	10 Route d'Avalon - 49800 Brain/L	
LEGUILLON Sylvie	10 Route d'Avalon - 49800 Brain/L.	
LEGUILLON Léa	10 Route d'Avalon - 49800 Brain sur L.	
LEGUILLON Charlotte	10 Route d'Avalon - 49800 Brain sur L'	
AUBRY christian	21 Route D'AVALON 49800 Brain. sur L'AUTHION.	
AUBRY Christine	21 Route d'Avalon 49800 BRAIN S/L'AUTHION	
Tersuel Bernadette	19 route d Avalon Brain/l'Authion	
M. et Mme Bénard Didier Lydie	15 route d'avalon Brain/Authion	
M. et Mme PERZO Stéphane	17 route d'Avalon Brain/Authion	
Mme PERZO Catherine	17 rte d'avalon 49800 Brain/Authion	
M. LE CREURER J. Philippe	24 ROUTE DE LA JAILLE Brain	
Mme GUIBERT LE CREURER	24 Route de la Taille Brain/Authion	

POIRIER J	8 IMP MOULIN D'AVALOU	
COULONNIER M	2 Impasse de la Pine	
COULONNIE J.L.	2. Impasse de la Pine	
SALMON Didier	2 Impasse du Moulin d'Avalou	
SALMON CHANTAL	2 Imp. du Moulin d'Avalou	
GASNIER LAURE HOUDIN cedric	3 Imp du moulin d'Avalou	
APREMONT REGIS APREMONT GISELE	11 IMPASSE D'AVALOU	
Taillandier Claude et Raymonde	5 imp du Moulin D'Avalou	
BROGARD Sylvie et Yannick	9 imp. du Moulin d'Avalou	
MAUSSION Joël	Le Chemineau	

PETITION CONTRE LA PRISON PAGE 2

Nom Prénom	Adresse	Signatures
SEVRY Mi France	Rue H. Poreaud Angers	
BARANGÉ Cécile	13, rue de Belfort Angers	
de Foulbrune Catherine	43 av Marius Briand Angers	
Berenger A.	22 rue du 11 Novembre 49130	A. Berenger
Bonneau Mlle	lieu dit la chevalerie Rdandas tuilerie 49800	Bonneau.
Boiv. N. Jacqueline.	Angers.	
Bernard y Jeanne Pinneau	Les Ponts de Cé - Trélazé.	
Marie Naveï Semeï	88 Ave du général Patton Angers	
Jean Marc	19, rue Bressigny	

A L'ATTENTION DE L'APIJ

Pétition

Mesdames, Messieurs,

Nous riverains, habitants de l'impasse du Moulin de Gravelotte, impasse de la Mine, rue de Calais, rue d'Avalou, Impasse d' Avalou, rue de la Chesnaie, rue de la Crémaillère d'Argent, habitants de tout LOIRE AUTHION , nous opposons fermement au projet d'implantation du futur établissement pénitentiaire d'ANGERS qui accueillerait 850 prisonniers sur le site des Landes à BRAIN SUR L'AUTHION.

Bien que nous comprenions parfaitement la nécessité de lutter contre la surpopulation carcérale en construisant de nouveaux établissements, Nous sommes convaincus que d'autres lieux, remplissant vos critères et sans impacter aucun habitant, pourraient être étudiés comme futur site pour cet établissement.

Les raisons qui motivent notre refus de voir cet établissement s'implanter sont les suivantes :

- **Impact non négligeable sur l'environnement et la biodiversité puisque cette structure avec miradors et parkings attenants serait érigée en lieu et place de riches terres agricoles**
- **Qualité de vie à la campagne qui disparaitrait** avec les nuisances évoquées ci-après :
- **Nuisances continuelles durant les trois années de travaux**
- Après la phase de construction, **pollution sonore** inhérente au fonctionnement et à la vie d'un établissement pénitentiaire (bruits provenant des cellules, sirènes, trafic routier sur les voies d'accès au centre, visites des familles, avocats, activités pénitentiaires, etc.)
- **Pollution lumineuse** due à l'éclairage permanent du centre pénitentiaire
- **Nuisances olfactives** liées à la station d'épuration de l'établissement pénitentiaire (vents dominants d'Ouest)

En conséquence, nous demandons **le retrait total** du projet d'établissement pénitentiaire à BRAIN SUR L'AUTHION, **lequel n'est absolument pas à sa place au cœur d'une zone agricole et à proximité immédiate d'une zone résidentielle.**

Dans l'attente de votre retour écrit, recevez, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos sincères salutations.

Fait à Brain-sur-l'Authion, le 19 janvier 2022

Nous riverains, Impasse du Moulin de Gravelotte, Impasse de la Mine, rue deCalais, rue d' Avalou, Impasse d'Avalou, rue de la Chesnaie, rue de la Crémaillère d'Argent, ci-dessous nommés :

NOM Prénom	Adresse	Signatures
REGUIEG Badr	Angers Travailleur sur Loire Authion	
JERICUS Jenny	41 Route Andard. ANDARD	

GRAVOUEILLE Cécile	2 bis chemin Tourneronde 69300 Andard	
PRUNIERES Guy	route de la Bouteillerie	
Cauneès F.	Rté Bocabrelle	
Auclair Jean	La Plotinière	

PETITION CONTRE LA PRISON PAGE 2

Nom Prénom	Adresse	Signatures
Audrey Chevalier	la Plotinière Brain s/l'Authion	
LAGOUEYTE Elisabeth	Rte des Hôtes Chapelles Andard	
Hamel Odile	14 Rue de la Croix de bois Brain	
CROSBOIS Régis	16 route de tourneronde Andard	
Bourget Monique	459 chemin de la Belle-Haie Andard.	
SERIN Katy	Rue du Pilier carré Andard	
PICAULT F.	16 grande rue Brain	D. Picault
GOUEL Mc. Christine	5 rue du docteur Lézard	
LIZÉ Françoise	11 allée de la Chenevière Brain	

A L'ATTENTION DE L'APIJ

Pétition

Mesdames, Messieurs,

Nous riverains, habitants de l'impasse du Moulin de Gravelotte, impasse de la Mine, Calais, Avalou, Chesnaie, Crémaillère d'Argent, nous opposons fermement au projet d'implantation du futur établissement pénitentiaire d'ANGERS qui accueillerait 850 prisonniers sur le site des Landes à BRAIN SUR L'AUTHION.

Nous sommes convaincus que d'autres lieux, remplissant vos critères et sans impacter aucun habitant, pourraient être étudiés comme futur site pour cet établissement.

Les raisons qui motivent notre refus de voir cet établissement s'implanter sont les suivantes :

- **Impact non négligeable sur l'environnement et la biodiversité puisque cette structure avec miradors et parkings attenants serait érigée en lieu et place de riches terres agricoles**
- **Forte décote immobilière de nos biens** inhérente à la proximité de ce centre pénitentiaire avec nos maisons
- **Qualité de vie à la campagne qui disparaitrait** avec les nuisances évoquées ci-après :
- **Nuisances continuelles durant les trois années de travaux**
- Après la phase de construction, **pollution sonore** inhérente au fonctionnement et à la vie d'un établissement pénitentiaire (bruits provenant des cellules, sirènes, trafic routier sur les voies d'accès au centre, visites des familles, avocats, activités pénitentiaires, etc.)
- **Pollution lumineuse** due à l'éclairage permanent du centre pénitentiaire
- **Nuisances olfactives** liées à la station d'épuration de l'établissement pénitentiaire (vents dominants d'Ouest)

En conséquence, nous demandons **le retrait total** du projet d'établissement pénitentiaire à BRAIN SUR L'AUTHION, **lequel n'est absolument pas à sa place au cœur d'une zone agricole et à proximité immédiate d'une zone résidentielle.**

Dans l'attente de votre retour écrit, recevez, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos sincères salutations.

Fait à Brain-sur-l'Authion, le 19 janvier 2022

Nous riverains, Impasse du Moulin de Gravelotte, Impasse de la Mine, Calais, Avalou, Chesnaie, Crémaillère, ci-dessous nommés :

NOM Prénom	Adresse	Signatures
DUVAL Philippe	7 rue de Calais	
DUVAL Sylvie	7 rue de Calais	
QUENIEUX Mme	23 Route d'Avalou	

PETITION CONTRE LE FUTUR CENTRE PENITENTIAIRE DE BRAIN SUR L'AUTHION PAGE 2

Nom Prénom	Adresse	Signatures
QUENIEUX christian	23 Route JAVALOU	
PROSERPINE guylène	2 route de gravelotte	
PROSERPINE J.P	2 route de Gravelotte	
COUDERT christian	2 Rue de calais	
coudert annick	2 rue de calais	
Millasseau claudette	8 Rue de Calais	
Millasseau André	8 Rue de Calais	
Millasseau Mickaël	8 Rue de Calais	
FIORO Bruno	13 Rue de Calais	
ELIE Pascal	3 rue de Calais	
ELIE Isolina	3 rue de Calais	
LANDAIS Régis	5 rue de calais	
LANDAIS Cadine	5 rue de calais	
ALLARD Jean	3 Rue de calais	
Allard Claire	3, Rue du Calais	
QUÉRÉ Romain	4 Rue de calais	
QUÉRÉ Cécile	4, rue de Calais	
Vigneron Alain	11 Rue de calais	
Vigneron Laurence	11 Rue de calais	

Observation n°178

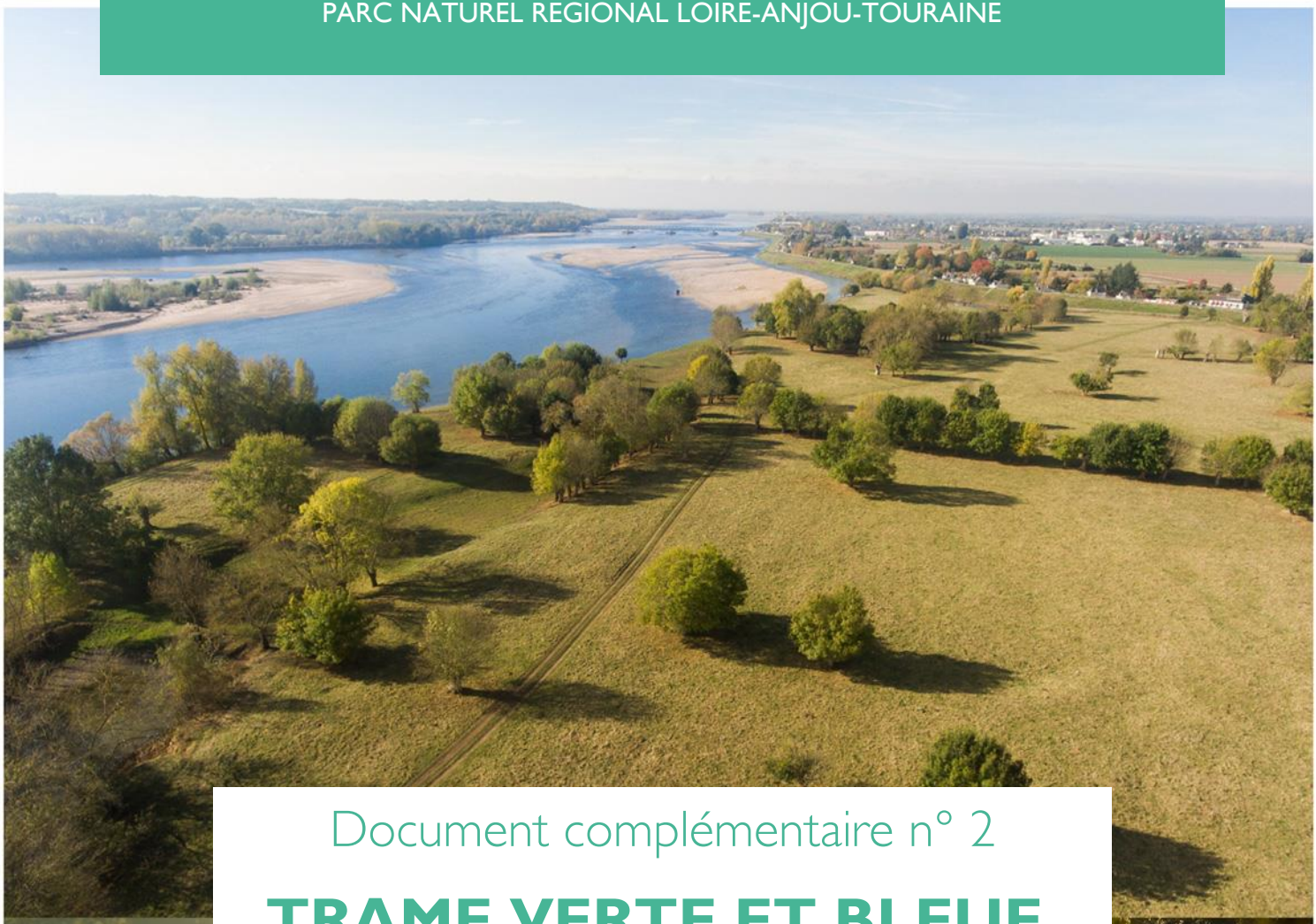
Déposée le 14 Mars 2022 à 10:59
Par ASSOCIATION LES 3 C

Observation:
ENVOI N° 9

Bonjour,
Ci-joint la contribution de l'association les 3C de la crémaillère.
Comme évoqué par le garant de la concertation Mr QUENTIN, nous attendons des réponses à chacune de nos observations, réponses à fournir par chacun des acteurs concernés par le projet de cet établissement (Ministère de la Justice, l'APIJ, ANGERS LOIRE METROPOLE, La préfecture, Le département, La commune de Loire Authion, Gendarmerie...).
Les réponses doivent être concertées par ces acteurs en amont de façon à être complémentaires.
Merci.

1 document joint.

PARC NATUREL REGIONAL LOIRE-ANJOU-TOURAINE



Document complémentaire n° 2

TRAME VERTE ET BLEUE

Charte 2023-2038



Parc naturel régional Loire Anjou Touraine

SOMMAIRE

La Trame verte et bleue (TVB) en photos 3
Contexte 5
Un outil pour enrayer la perte de biodiversité 5
Vocabulaire commun : définitions 6
Multifonctionnalité de la Trame verte et bleue (TVB) et services écosystémiques 7
Trames vertes et bleues régionales 8
Des méthodologies basées sur des sous-trames 8
Le Schéma régional de cohérence écologique Centre-Val de Loire (SRCE) 9
Le Schéma régional de cohérence écologique Pays de la Loire (SRCE) 11
Méthodologie 12
La première Trame verte et bleue du Parc naturel régional réalisée en 2010 12
Une Trame verte et bleue 2 élaborée pour la charte 2023-2038 12
Données utilisées 12
Méthode d'élaboration de la Trame verte et bleue 16
Identification des Réservoirs de biodiversité principaux et secondaires 16
Définition et cartographie des sous-trames 17
18
Identification des corridors écologiques pour chaque sous-trame 18
Prise en compte des éléments fragmentant 22
Hiérarchisation des corridors écologiques 23
Cartographie de la trame verte et bleue 24
Trame verte et bleue 2 : descriptif et cartographie par sous-trame 26
Espaces boisés et milieux associés 26
Prairies permanentes et autres milieux de végétation basse 27
Milieux aquatiques 28
Milieux humides 29
Landes et pelouses sèches 30
Espaces cultivés 31
Focus : maillage bocager 32
Focus : chauves-souris (Chiroptères) 35
Représentation au Plan du Parc 36

La Trame verte et bleue (TVB) en photos




Les haies permettent notamment de retenir les sols ou l'eau et de produire du bois énergie.

(Sources : Parc naturel régional Loire-Anjou-Touraine - PNRLAT, Nicolas van Hingen)




La nature en ville apporte de la fraîcheur, participe à un cadre de vie de qualité et est bénéfique pour la santé.

(Sources : PNRLAT, Nicolas van Hingen)




La Trame verte et bleue est un atout pour les paysages et l'intérêt culturel du territoire.

(Sources : PNRLAT, Nicolas van Hingen)




Les espaces de culture sont un des éléments constitutifs de la Trame verte et bleue.

(Sources : PNRLAT, Nicolas van Hingen)




Les forêts sont une source locale de bois d'œuvre et de bois énergie ou encore un lieu de promenade.

(Sources : PNRLAT, Nicolas van Hingen)




Les ripisylves sont indispensables au maintien des berges et à la limitation des crues.

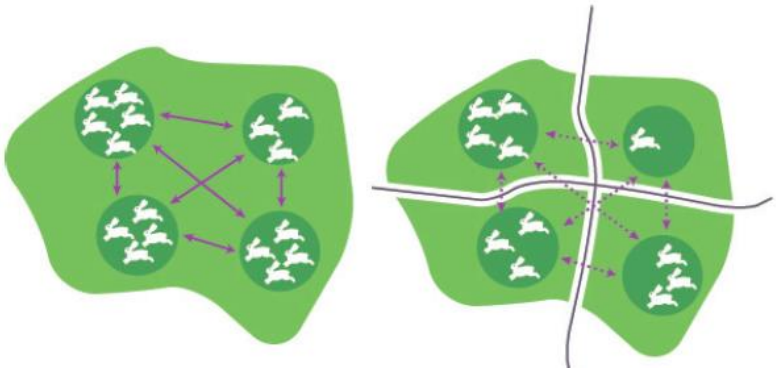
(Sources : PNRLAT, Nicolas van Hingen)

Contexte

Un outil pour enrayer la perte de biodiversité

Aujourd'hui, les principales menaces pesant sur la biodiversité sont la destruction des milieux de vie (ex : urbanisation d'une ancienne parcelle boisée) et par conséquence leur fragmentation. Ces milieux de vie peuvent être séparés par des éléments naturels (ex : cours d'eau) ou artificiels (ex : autoroute).

Chaque espèce a besoin d'un espace vital pour se déplacer, se nourrir et se reproduire. Si cet espace est détruit, réduit ou fragmenté, l'espèce ne peut plus se développer aussi bien qu'avant. Elle ne trouve plus assez de nourriture et de partenaires pour se reproduire. En conséquence, le nombre d'individus diminue.



Fragmentation d'un milieu de vie
(Source : kit Trame verte et bleue, PNRLAT, 2012)

La Trame verte et bleue vise à préserver les espaces vitaux pour les espèces et leurs interactions. L'objectif est de permettre à la biodiversité de réaliser ses fonctions biologiques élémentaires : se déplacer, s'alimenter, se reproduire et se reposer.

En favorisant le déplacement des espèces, la Trame verte et bleue doit cependant s'assurer de ne pas encourager la propagation des maladies ou encore des espèces exotiques envahissantes.



Chevreuil dans le Véron
(Source : Michel MATTEI)

Vocabulaire commun : définitions

Biodiversité : contraction des mots « biologie » et « diversité ». La biodiversité est donc la diversité de tous les organismes vivants (les animaux, les plantes, les champignons et les micro-organismes). La biodiversité est souvent considérée selon trois niveaux : génétique (ex : gènes différents d'un individu à l'autre), espèce et milieu.

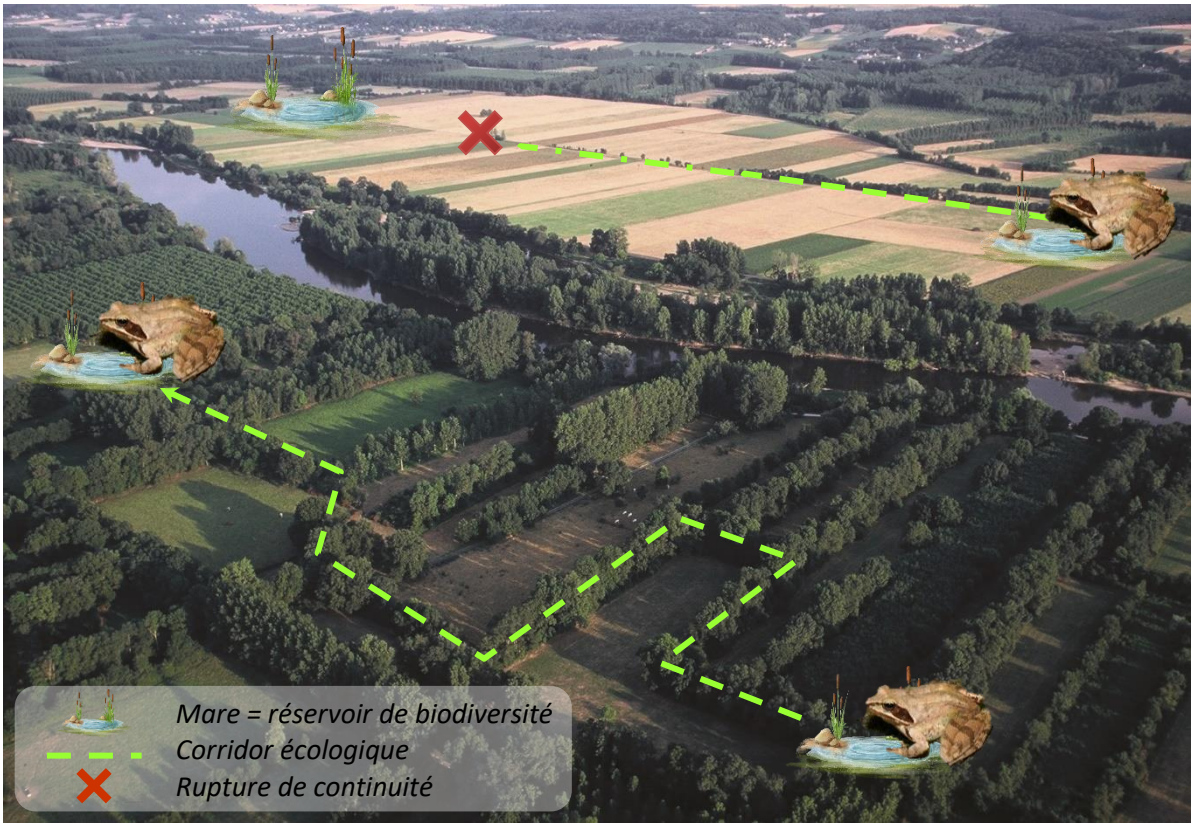
Réservoir de biodiversité : zone riche en biodiversité, indispensable à la réalisation de tout ou partie du cycle de vie des espèces : reproduction, alimentation, repos...

Corridor écologique : voie de déplacement empruntée par la faune et la flore qui relie les réservoirs de biodiversité (ex : des haies et des bosquets dans un champ, un pont végétalisé ou un tunnel sur une autoroute, une ouverture dans un jardin clôturé…).

Continuité(s) écologique(s) : ensemble constitué des Réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques qui les relient.

Trame : maillage d'espaces similaires. La « trame verte » regroupe les milieux terrestres (boisements, cultures, prairies). La « trame bleue » regroupe les cours d'eau et zones humides.

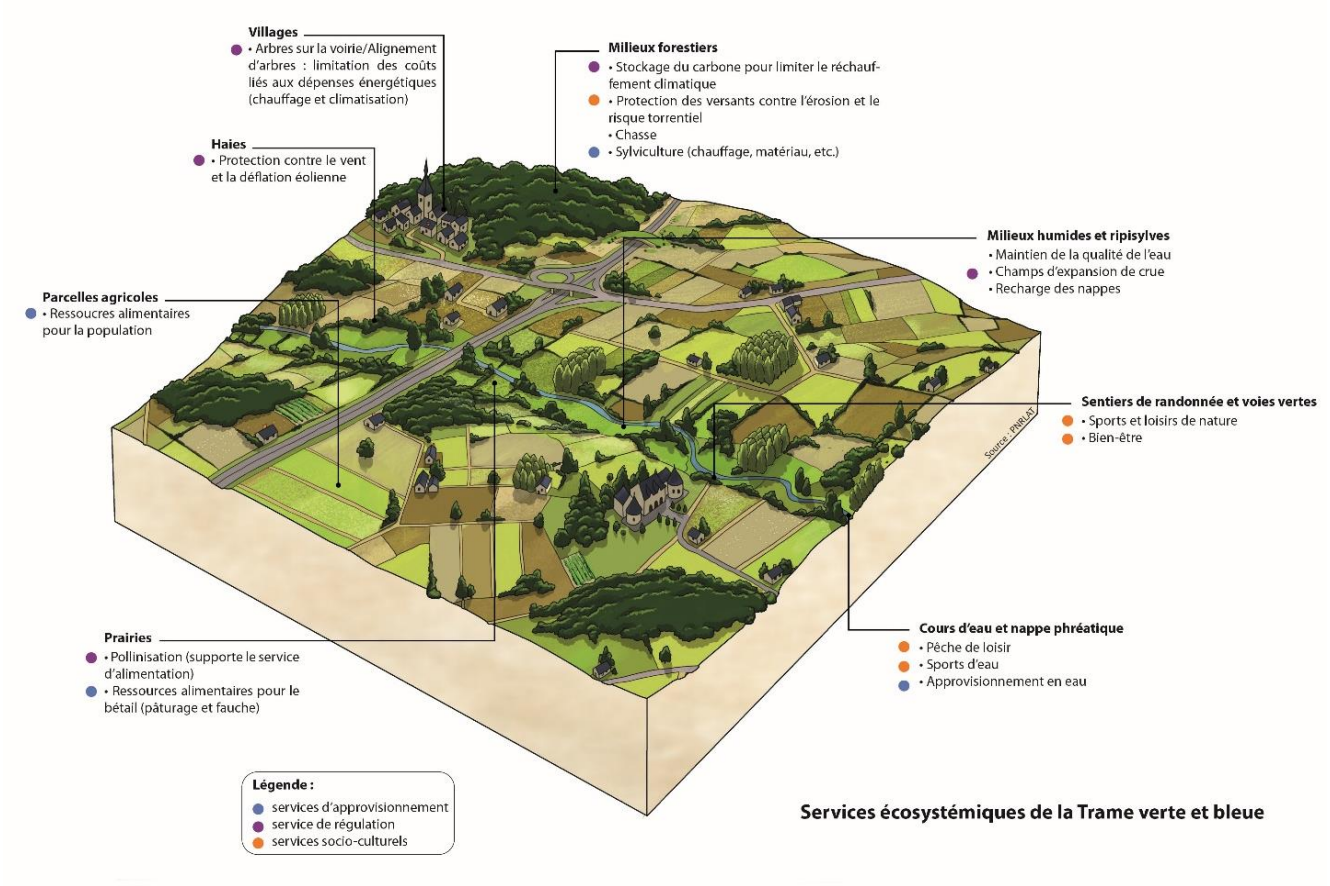
Sous-trame : rassemble l'ensemble des espaces constitués par un même type de milieux (ex : l'ensemble des bosquets, boisements et massifs forestiers est regroupé dans la sous-trame des « Espaces boisés ») et le réseau que constituent ces espaces plus ou moins connectés.



Exemple de continuité écologique : grenouille agile et paysage des bords de Vienne
(Source : PNRLAT)

Multifonctionnalité de la Trame verte et bleue (TVB) et services écosystémiques

En sus de leur intérêt écologique, les espaces constitutifs de la Trame verte et bleue nous apportent de nombreux bénéfices sociaux et économiques, appelés services écosystémiques :



(Source : PNRLAT)

Dans un contexte de changement climatique, ces espaces sont d'autant plus importants pour :

- limiter les îlots de chaleur urbains et apporter de la fraîcheur dans les villes ;
- stocker le carbone ;
- limiter l'érosion des sols comme leur imperméabilisation et favoriser l'infiltration directe de l'eau ;
- optimiser la résilience de la biodiversité, dans un contexte d'évolution rapide du climat et en particulier lors de changements climatiques extrêmes :
    - réduisant la vulnérabilité des espèces et des habitats grâce au renforcement des échanges ;
    - facilitant le déplacement des espèces et de leur aire de répartition vers des milieux plus favorables notamment vers le nord ou vers des altitudes plus élevées.

Trames vertes et bleues régionales

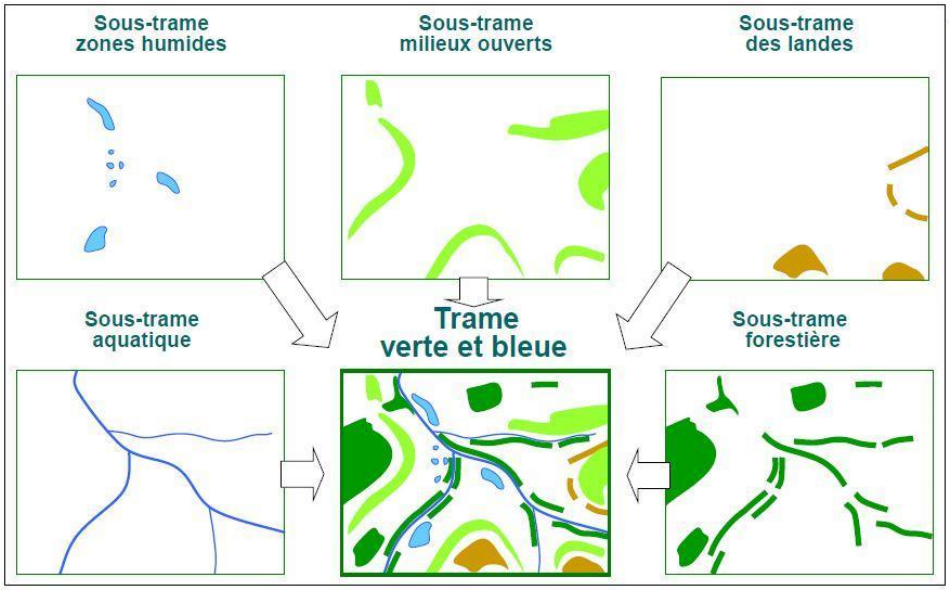
Les Régions ont élaboré leur Trame verte et bleue. Elle est intégrée dans le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET). Ce document de planification inclut les anciens Schémas régionaux de cohérence écologique (SRCE) et respecte les orientations nationales définies par l'État en termes d'identification des grandes infrastructures écologiques.

Des méthodologies basées sur des sous-trames

Les deux Régions ont choisi une méthodologie d'élaboration de leur Trame verte et bleue reposant sur la division du territoire en sous-trames.

Chaque sous-trame est analysée en fonction des habitudes des espèces qui vivent et utilisent ces milieux (ex : le chevreuil pour la sous-trame des « Espaces boisés », le brochet pour la sous-trame des « Milieux aquatiques » ...). Les liens possibles entre les espaces d'une même sous-trame (corridors écologiques) sont cartographiés en simulant les déplacements des espèces caractéristiques d'une sous-trame.

La superposition de toutes les sous-trames permet de cartographier la Trame verte et bleue et d'identifier les secteurs à forts enjeux.



Superposition schématique de sous-trames
(Source : PNR LAT)

Le Schéma régional de cohérence écologique Centre-Val de Loire (SRCE)

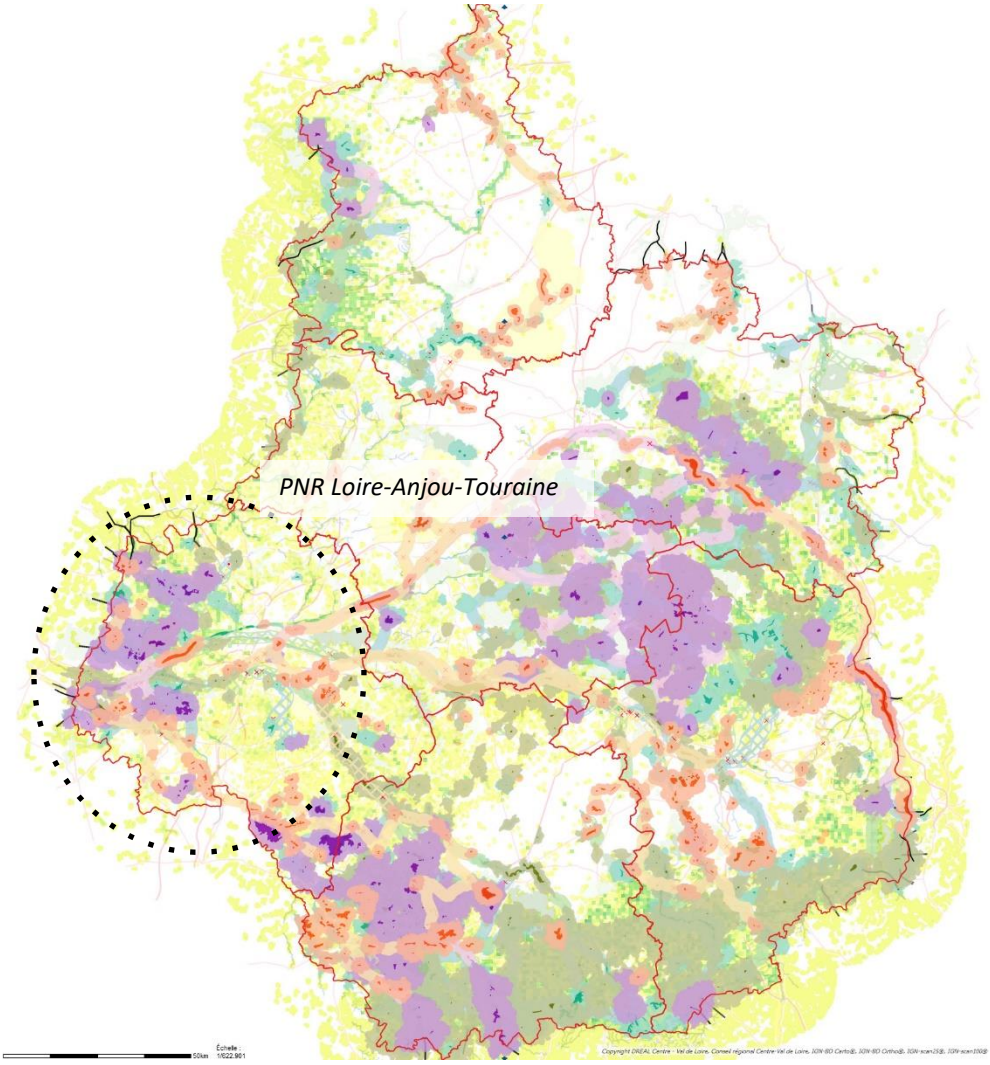
Le SRCE Centre-Val de Loire, arrêté en 2015, identifie 8 sous-trames. Pour une meilleure lisibilité, il est édité sous forme de fascicules par bassin de vie. Les bassins de vie de Tours et de Chinon appartenant au territoire du Parc naturel régional se caractérisent par :

- d'importants Réservoirs de biodiversité forestiers répartis de part et d'autre de la Loire (massifs de Bourgueil et de Chinon) ;
- des pelouses calcaires le long des coteaux de la Loire ou de la Vienne, elles sont plus parsemées sur le côté sud-est du Parc (Richelais) et au niveau de la confluence avec le Cher ;
- des landes ponctuant le territoire, notamment dans la forêt de Chinon et sur les coteaux au nord de la Loire ;
- des prairies, en particulier le long de la Vienne, de l'Indre et de la Loire et au nord de l'A85 ;
- un Réservoir de biodiversité bocager dans le Véron, le long de la Vienne, et une densité de bocage importante dans les vallées de la Loire et de l'Authion ;
- deux Réservoirs de biodiversité « Espaces cultivés » à l'ouest de Richelieu ;
- deux principales ruptures dans le territoire : l'A85 et l'A10.



Forêt domaniale de Montgoger et plateau agricole à Saint-Épain

(Source : PNRLAT, Nicolas Van Hingen)



Sous-trame des milieux humides

- Réservoirs de biodiversité
- Zones de corridors diffus à préciser localement
- Corridors écologiques potentiels à préserver
- Corridors écologiques potentiels à remettre en bon état
- Corridors interrégionaux

Sous-trame des milieux prairiaux

- Réservoirs de biodiversité
- Zones de corridors diffus à préciser localement
- Corridors écologiques potentiels à préserver
- Corridors écologiques potentiels à remettre en bon état
- Corridors interrégionaux

Sous-trame des milieux boisés

- Réservoirs de biodiversité
- Zones de corridors diffus à préciser localement
- Corridors écologiques potentiels à préserver
- Corridors écologiques potentiels à remettre en bon état
- Corridors interrégionaux

Sous-trame des pelouses et landes sèches à humides sur sols acides

- Réservoirs de biodiversité
- Zones de corridors diffus à préciser localement
- Corridors écologiques potentiels à préserver
- Corridors écologiques potentiels à remettre en bon état
- Corridors interrégionaux

Sous-trame des pelouses et lisières sèches sur sols calcaires

- Réservoirs de biodiversité
- Zones de corridors diffus à préciser localement
- Corridors écologiques potentiels à préserver
- Corridors écologiques potentiels à remettre en bon état
- Corridors interrégionaux

Sous-trame des bocages et autres structures ligneuses linéaires

- Réservoirs de biodiversité

Fonctionnalité

- Elevée
- Moyenne
- Faible

Sous-trame des cours d'eau

- Cours d'eau classés Liste 1
- Cours d'eau classés Liste 2
- Tronçons complémentaires

Sous-trame des espaces cultivés

- Réservoirs de biodiversité

Gîtes à chiroptères d'importance nationale et régionale

- Localisation des gîtes

Eléments reconnectants

- Niveau 1
- Niveau 2

Intersections avec les infrastructures terrestres

- Difficilement franchissables
- Moyennement franchissables
- Eléments fragmentants majeurs

Schéma régional de cohérence écologique Centre - Val de Loire
(Source : Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre)

Le Schéma régional de cohérence écologique Pays de la Loire (SRCE)

Également arrêté en 2015, le SRCE Pays de la Loire identifie 6 sous-trames.

Des Réservoirs de biodiversité et des corridors (vallées, linéaires et territoires) sont spécialement identifiés le long des vallées de la Loire, du Thouet et de l'Authion, au niveau des massifs forestiers de Milly, la Breille, Fontevraud et Monnaie-Pont Ménard.

Le confortement des continuités écologiques est encouragé, notamment dans la vallée de l'Authion.

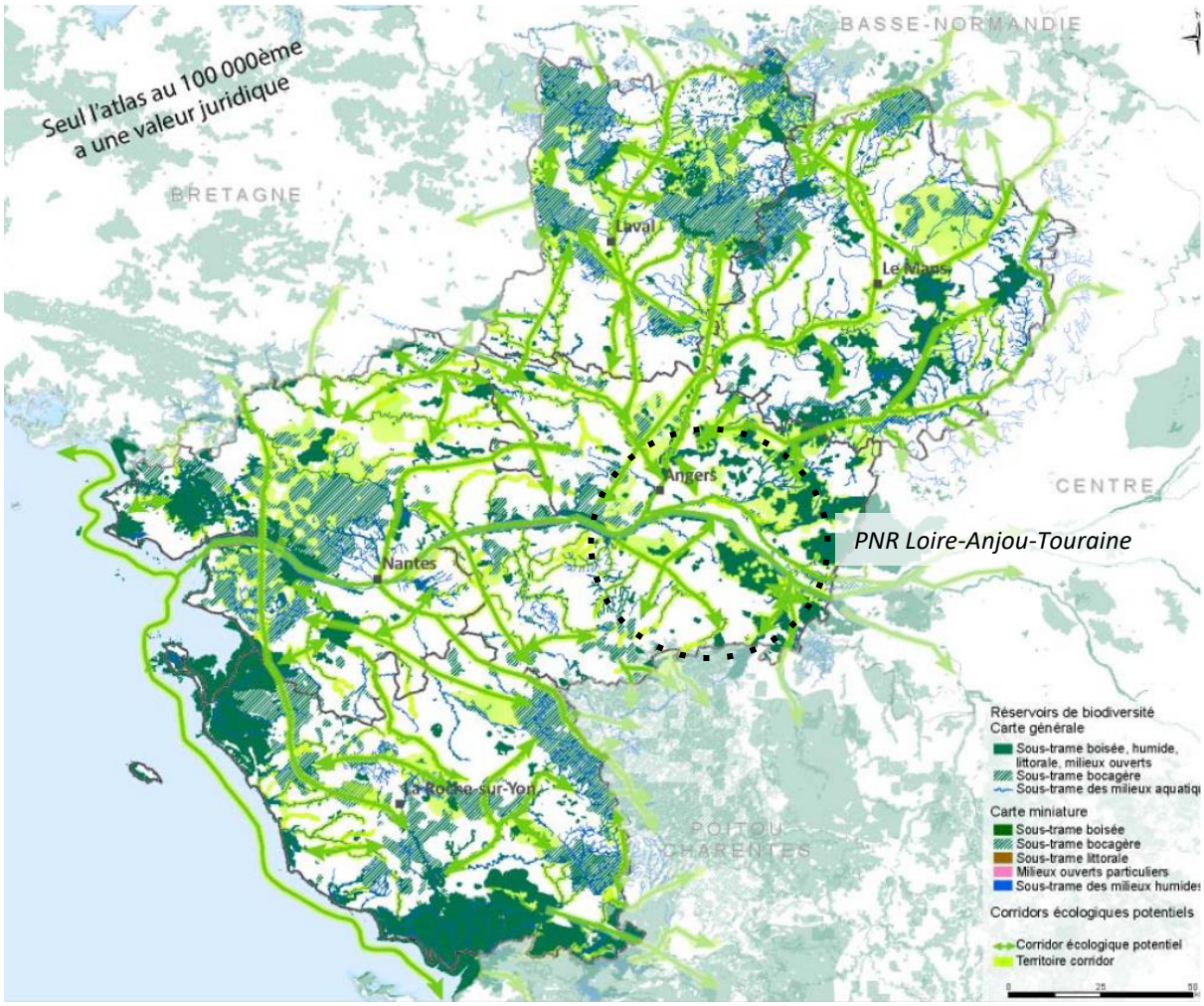


Schéma régional de cohérence écologique Pays de la Loire
(Source : DREAL Pays de la Loire)

Méthodologie

La première Trame verte et bleue du Parc naturel régional réalisée en 2010

Le Parc naturel régional élabore sa première Trame verte et bleue en 2010. Il s'agit d'un des objectifs et engagements de la charte 2008-2023 (article n°1). À l'époque, cette Trame verte et bleue n'est pas intégrée à la charte ; elle n'a donc pas de valeur réglementaire.

Cette première Trame verte et bleue s'est basée sur des données d'occupation du sol (base de données de 2007). Elle s'est appuyée sur une méthodologie reconnue à l'échelle nationale et le Parc naturel régional a animé un groupe multi-acteurs afin d'arbitrer son ajustement au territoire.

Un kit Trame verte et bleue (kit TVB) est alors édité afin de sensibiliser les acteurs du territoire. Pour faciliter son appropriation, la Trame verte et bleue y est abordée sous l'angle du paysage.

Une Trame verte et bleue 2 élaborée pour la charte 2023-2038

Afin d'intégrer une Trame verte et bleue actualisée dans la charte 2023-2038, le Parc naturel régional révise sa première Trame verte et bleue. Par souci de cohérence et de continuité, cette Trame verte et bleue 2 se base sur la méthodologie de 2010.

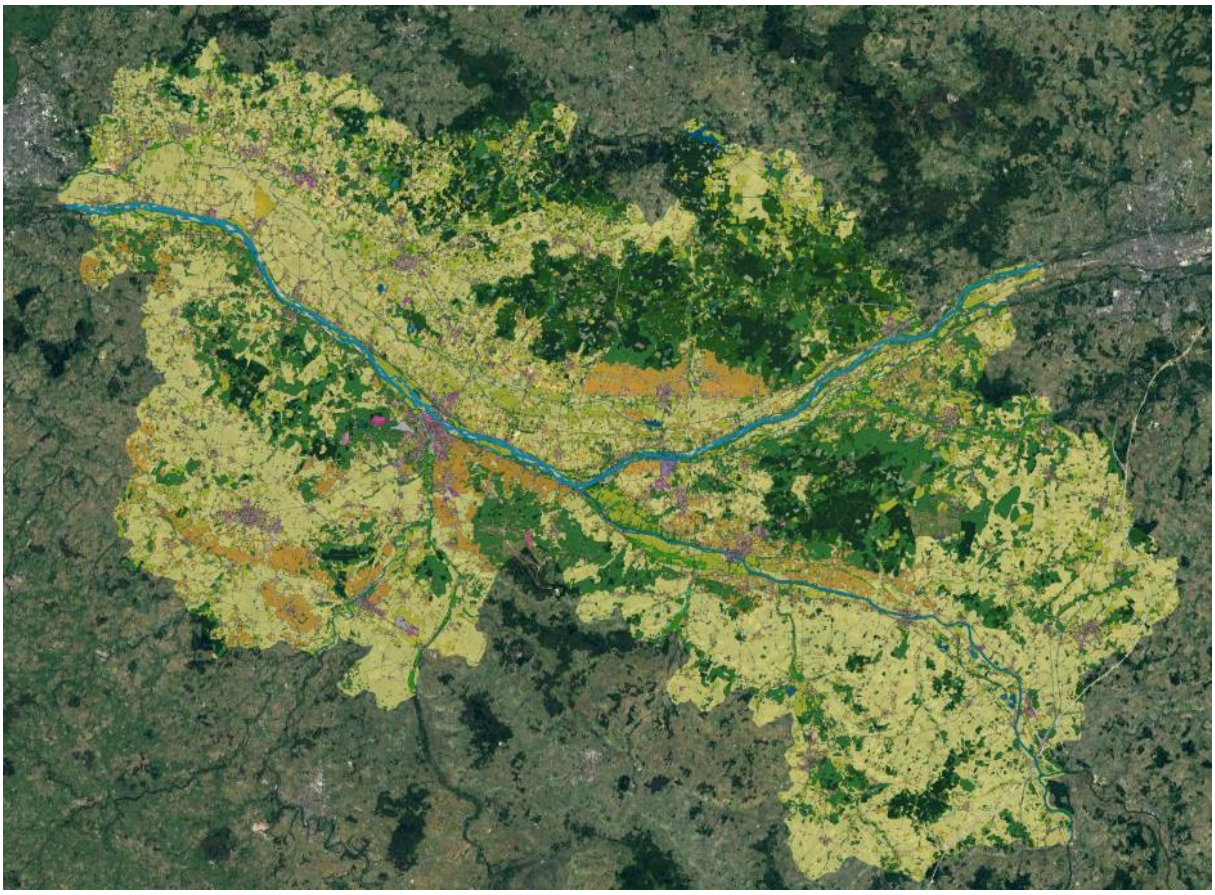
Néanmoins, des ajustements sont apportés afin de toujours mieux prendre en compte le territoire. Pour cela et comme en 2010, le Parc naturel régional réunit un groupe multi-acteurs issus de structures diverses : institutions (Régions, Départements, Direction départementale des territoires - DDT, DREAL...) ; acteurs de l'eau, de l'agriculture et de la forêt ; associations de protection de la nature...

Par ailleurs, sur les secteurs écologiquement les moins étudiés, des vérifications naturalistes sont réalisées par des écologues, sur la base des données de l'occupation du sol, de photos aériennes et de passages sur le terrain en 2018 et 2019. L'objectif est de juger de la pertinence de maintenir ou non certaines parcelles dans des corridors pré-identifiés mais dont l'occupation du sol est susceptible d'avoir évoluée. Ces vérifications sont assorties d'observations naturalistes et de notes techniques situationnelles.

Les sous-trames évoluent entre 2010 et 2019. Comme en 2010, plusieurs éléments, malgré leur rôle dans la Trame verte et bleue, ne sont pas intégrés du fait de leur complexité et/ou méconnaissance concernant leur intérêt écologique (ex : trame urbaine, trame noire).

Données utilisées

La base de données d'occupation du sol utilisée date de 2016. Elle est élaborée à partir d'une analyse de photographies aériennes de 2015 pour le département du Maine-et-Loire et 2014 pour le département d'Indre-et-Loire.



Territoire artificialisé

- Tissu urbain continu
- Bâti collectif
- Bâti individuel dense
- Bâti individuel lâche
- Bâti isolé
- Espace d'activité économique dont agricole
- Zones d'équipements
- Réseau routier
- Réseau ferroviaire
- Espaces associés aux réseaux - Parking
- Parkings
- Zones portuaires
- Aéroports
- Production d'énergie
- Extraction de matériaux - carrrière
- Décharges et dépôts de matériaux
- Chantiers
- Parcs aménagés - jardins publics
- Bassins de rétention - débordement
- Équipements sportifs et de loisirs

Surfaces en eau

- Cours et voies d'eau
- Plans d'eau

Territoires agricoles

- Terres arables - cultures
- Pépinière, maraîchage
- Friches
- Vignes
- Vergers
- Prairies

Forêt et milieux semi-naturels

- Boisements de feuillus
- Boisements de coniferes
- Boisements mixtes
- Coupes et jeunes plantations forestières
- Peupleraies
- Pelouses et pâturages naturels
- Végétation arbustive
- Végétation arbustive en cours d'enforestation
- Zone naturelle en mutation

Zones humides

- Marais
- Tourbières
- Végétations de bords des eaux (hors strate arborée)
- Sables et grève
- Ripisylves (arborées)

Sources : Alisé géomatique, Pnrlat
Auteur : Service Biodiversité et Paysages, PNRLAT, juin 2020

Occupation du sol 2016 du PNR, utilisée comme base de travail pour la Trame verte et bleue

Chaque fois que cela est possible, cette base de données d'occupation du sol est complétée par des éléments ponctuels issus des dernières données disponibles. En particulier, sont ajoutés :

- une cartographie des pelouses sèches du territoire, réalisée lors d'une étude confiée par le Parc Naturel Régional à des écologues fin 2018 ;
- une cartographie des pelouses sèches réalisée par le Centre permanent d'initiatives pour l'environnement (CPIE) Touraine-Val de Loire, pour une partie du territoire autour du Richelais ;
- le Registre parcellaire graphique (RPG) de 2016, pour les libellés « Prairies permanentes », « Prairies temporaires » et « Jachères » ;
- une précision de la cartographie des landes à dire d'experts sur le territoire, en se basant sur la couche d'occupation du sol et les données naturalistes déjà disponibles.

Le croisement de ces données permet d'avoir une représentation la plus proche possible de la réalité de l'occupation du sol du territoire au moment de la réalisation de la Trame verte et bleue 2.

Il est cependant important de noter qu'elle reste un traitement informatique basé sur des données à un instant « t » et que la précision n'atteint pas l'échelle de la parcelle ; l'échelle du plan de Parc naturel régional, et donc de la Trame verte et bleue représentée, est le 1/100 000ème.

Les différentes sources de données utilisées sont :

Sous-trame	Libellé	Source
Espaces boisés et milieux associés	Végétation arbustive	Occupation du sol 2016 du PNR
	Végétation arbustive en cours d'enforestation	
	Ripisylves (arborées)	
	Peupleraies	
	Coupes et jeunes plantations forestières	
	Boisements mixtes	
	Boisements de feuillus	
	Boisements de conifères	
	Haies	
Prairies permanentes et autres milieux de végétation basse	Prairies permanentes	Régime parcellaire graphique 2017
	Zones naturelles en mutation	Occupation du sol 2016 du PNR
	Prairies (de l'occupation du sol, non localisées au RPG)	
	Pelouses et pâturages naturels	
	Friches	
Milieux aquatiques	Plans d'eau	Occupation du sol 2016 du PNR
	Cours et voies d'eau	
	Sables et grèves	
	Cours d'eau – listes 1 et 2 DREAL	DREAL Centre-Val de Loire et Pays de la Loire
	Cours d'eau DDT	DDT 37 et 49
Milieux humides	Végétation des bords des eaux (hors strate arborée)	Occupation du sol 2016 du PNR
	Tourbières	
	Marais	
Landes et pelouses sèches	Pelouses sèches	Spatialisation déterminée à dire d'experts écologues sur bases de données naturalistes disponibles, occupation du sol 2016 du PNR, photos aériennes et travail de terrain
	Landes	Couche « Végétation arbustive » de l'occupation du sol précisée par les naturalistes du Parc
Espaces cultivés	Vignes	Occupation du sol 2016 du PNR
	Vergers	
	Terres arables – cultures	
	Pépinières, maraîchages, serres	
	Jachères	Régime parcellaire graphique 2017
	Prairies temporaires	

Méthode d'élaboration de la Trame verte et bleue

L'élaboration de la Trame verte et bleue du Parc naturel régional a suivi six grandes étapes, détaillées ci-après :

1. Identification des Réservoirs de biodiversité principaux et secondaires
2. Définition et cartographie des sous-trames
3. Identification des corridors écologiques pour chaque sous-trame
4. Prise en compte des éléments fragmentant
5. Hiérarchisation des corridors écologiques
6. Cartographies de la Trame verte et bleue

Identification des Réservoirs de biodiversité principaux et secondaires

Un travail préalable est réalisé afin de définir les périmètres des Réservoirs de biodiversité prioritaires (RBP) et secondaires (RBS). Ces espaces sont déterminés et délimités en partie sur la base des zonages écologiques de la charte 2008-2023. Ces derniers sont repris, complétés, affinés et croisés avec les périmètres de protection ou d'inventaire de la biodiversité du territoire :

- Natura 2000 (ZPS, ZSC) ;
- Arrêtés de protection de biotope (APB) ;
- Zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de types 1 et 2 ;
- Réserves naturelles régionales (RNR) et Réserves biologiques domaniales (RBD) ;
- Espaces naturels sensibles (ENS).

Puis, cette base documentaire est retravaillée à dire d'experts (PNR, partenaires associés et/ou écologues prestataires menant des vérifications le cas échéant). Quelques périmètres « à dire d'experts » sont ainsi ajoutés (ex : RBP n° 35 : Cavités, coteaux et tunnel de Langeais ; RBS n°11 : Ruisseau de la Fontaine de l'Enfer). Les périmètres de protection et d'inventaire de la biodiversité sont respectés et conservés, à quelques exceptions près (ex : ajout d'un coteau boisé à proximité directe d'une entrée de cavités à chauves-souris).

Les Réservoirs de biodiversité prioritaires (RBP) et secondaires (RBS) sont cartographiés sur le plan de Parc naturel régional et décrits dans le Document complémentaire n°1 (DOCO 1).

Définition et cartographie des sous-trames

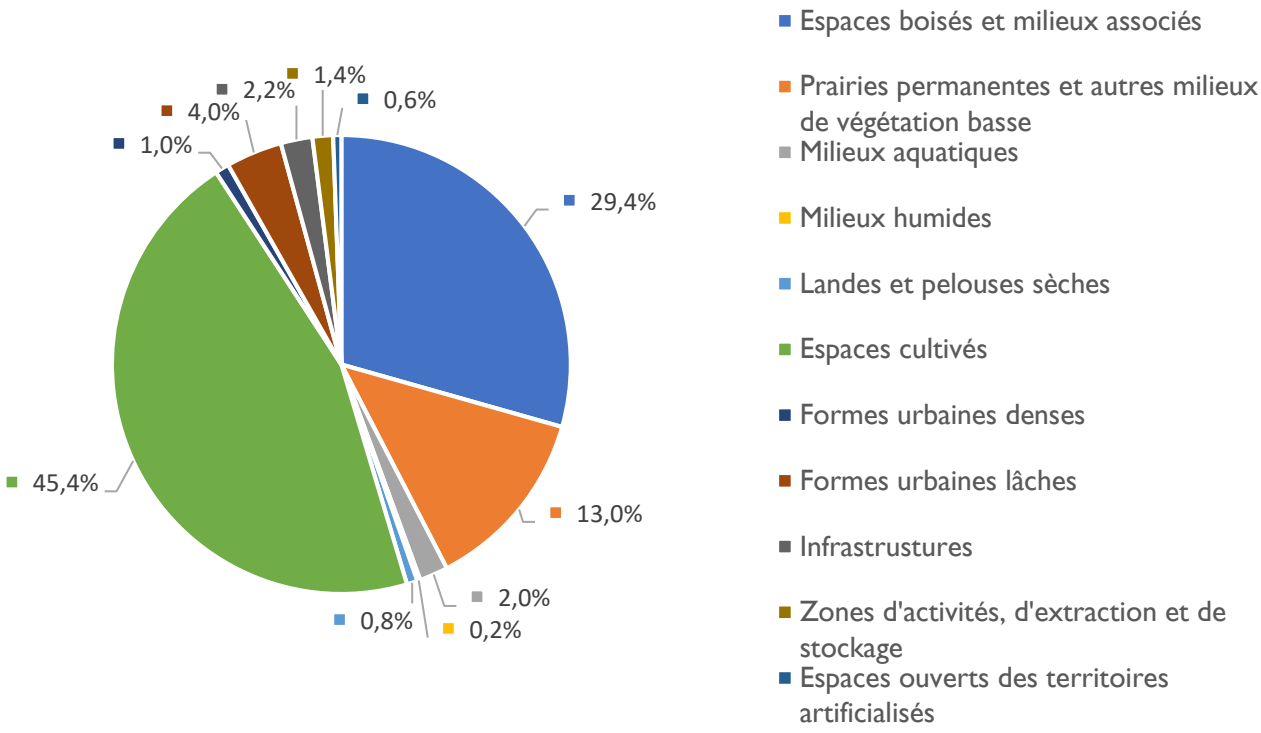
Les sous-trames sont définies par le groupe multi-acteurs, en cohérence avec les SRCE des Régions Centre-Val de Loire et Pays de la Loire.

Les données utilisées pour cartographier chaque sous-trame sont recensées dans le tableau précédent.

Le tableau suivant reprend les sous-trames des deux SRCE et leur traduction dans les TVB 2010 et 2019 du PNR :

<table>
<tr><th>SRCE
Pays de la Loire</th><th>SRCE
Centre-Val de Loire</th><th>TVB PNR 2010</th><th>TVB PNR 2019</th></tr>
<tr><td>Milieux boisés</td><td>Milieux boisés (initialement divisés acides/calcaires/humides)</td><td>Forêt</td><td>Espaces boisés et milieux associés</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Milieux ouverts particuliers secs (Pas une sous-trame à part entière car peu représentés)</td><td>Pelouses et lisières sèches sur sols calcaires</td><td rowspan="2">Prairie</td><td rowspan="2">Landes et pelouses sèches</td></tr>
<tr><td>Pelouses et landes sèches à humides sur sols acides</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Sous-trame bocagère (haies, mares et milieux favorables dont prairies)</td><td>Milieux prairiaux</td><td>Prairies permanentes et autres milieux de végétation basse</td></tr>
<tr><td>Bocage et autres structures ligneuses linéaires</td><td>Bocage</td><td>Bocage (pas une sous-trame à part entière comme en 2010) : linéaires des haies intégrés à la sous-trame « Espaces boisés » et prairies dans la sous-trame « Prairies permanentes »</td></tr>
<tr><td>Pas d’espaces cultivés, certaines zones dans les milieux ouverts (ex : Méron)</td><td>Espaces cultivés</td><td>Manque d’informations sur leur gestion et leur caractérisation = non analysé et non intégré</td><td>Espaces cultivés</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Milieux humides et aquatiques</td><td rowspan="2">Cours d’eau</td><td rowspan="2">Humide et aquatique</td><td>Milieux aquatiques</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Milieux humides</td></tr>
<tr><td>Milieux littoraux</td><td colspan="3">La Région Centre-Val de Loire et le PNR ne sont pas concernés par cette catégorie.</td></tr>
</table>

Occupation du sol : sous-trames de la Trame verte et bleue et espaces urbanisés

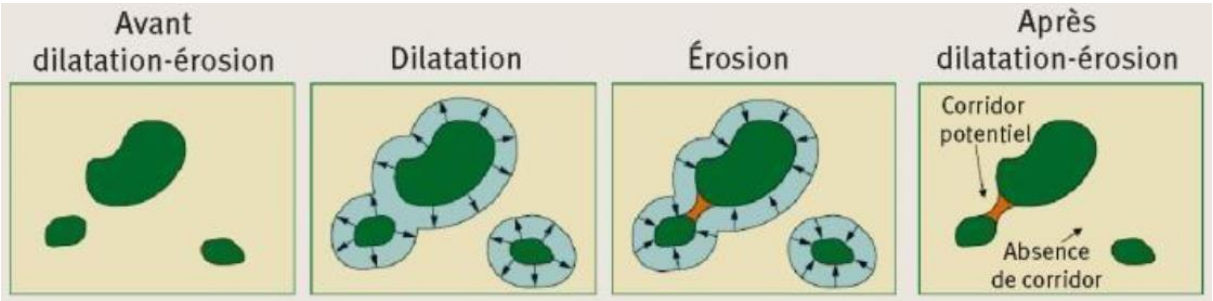


Identification des corridors écologiques pour chaque sous-trame

La méthodologie retenue pour la cartographie des corridors écologiques est celle de la dilatation – érosion. Elle permet de simuler les distances maximales parcourues par la majorité des espèces liées à chaque sous-trame et, par conséquent, de faire ressortir les connexions potentielles.

Suivant la méthodologie du SRCE Centre-Val de Loire, des corridors pour la sous-trame des « Espaces cultivés » ne sont pas définis. Pour chacune des autres sous-trames, les étapes ci-dessous sont appliquées :

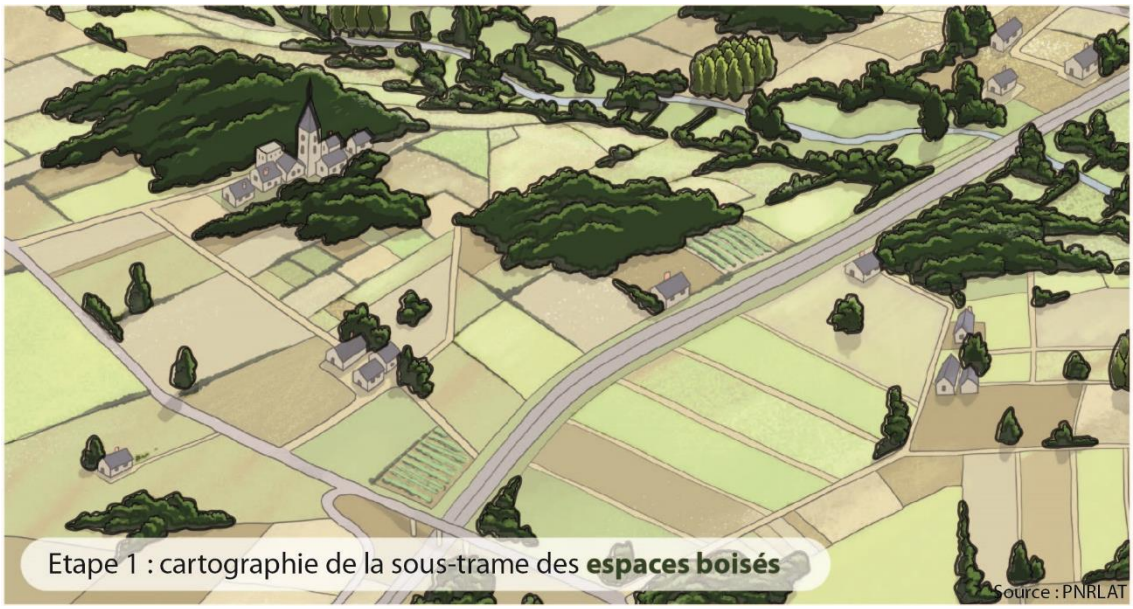
- Chaque élément constitutif de la sous-trame (ex : un boisement) est dilaté ou élargi par une auréole dont la largeur correspond à la capacité de déplacements maximale des espèces. Cette capacité de déplacements est une moyenne arbitraire définie pour chaque sous-trame en fonction des espèces qui y vivent. Lors de cette étape, certaines taches proches vont voir leurs auréoles entrer en contact. Cela traduit la présence d'un corridor potentiel, d'une longueur inférieure ou égale au double de la largeur de dilatation utilisée. L'ensemble des polygones dilatés et en contact est alors fusionné en un seul élément.
- Ce polygone fusionné est ensuite érodé d'une largeur identique à la dilatation. Cela permet de faire apparaître les zones de connexions potentielles entre les taches. Les zones de l'auréole de dilatation qui ne permettent pas de fusionner deux taches ne sont pas prises en compte.

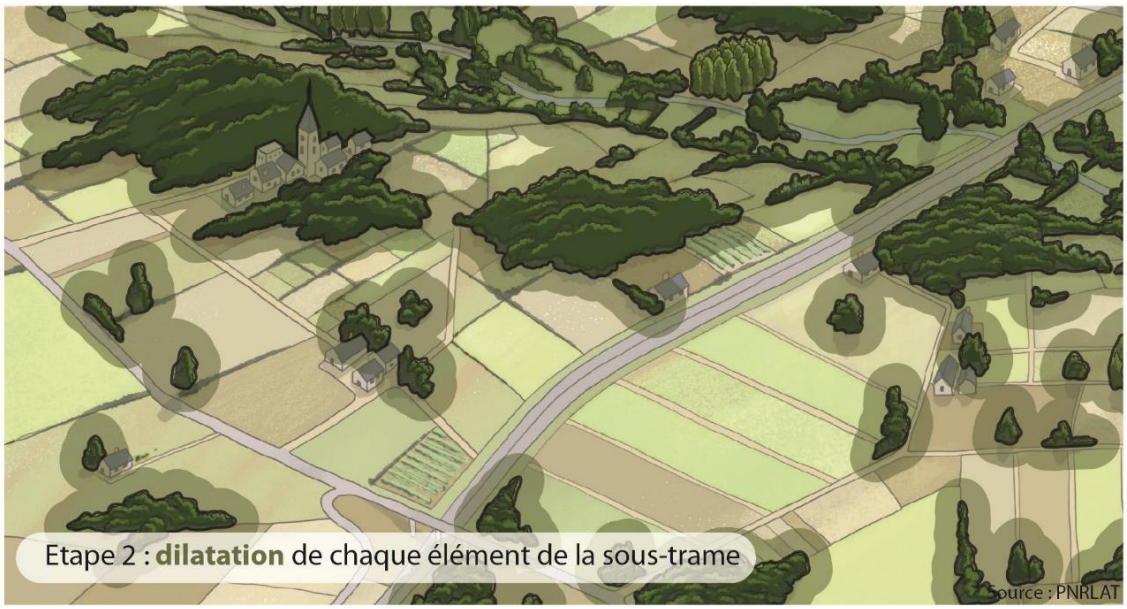


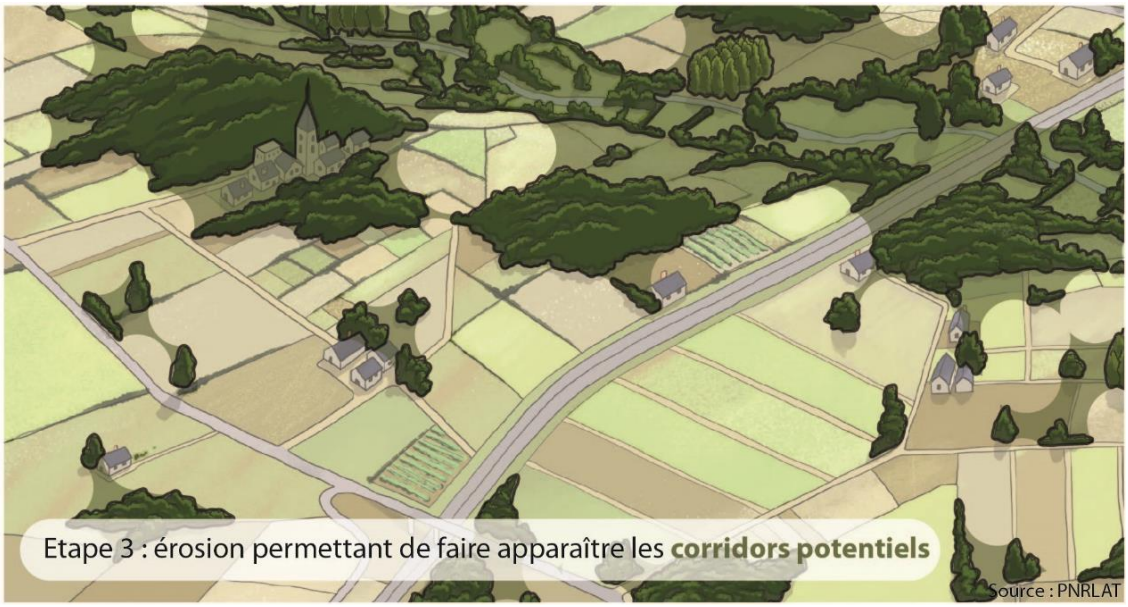
Étapes du traitement dilatation – érosion
(Source : Cemagref, 2008)

Cette méthode est illustrée ci-après par l'exemple de la sous-trame des « Espaces boisés et milieux associés ».









Les corridors potentiels sont ensuite analysés afin d'en retirer les milieux défavorables au déplacement des espèces. Ici, il peut s'agir concrètement de retirer les zones urbaines denses ou encore les voies ferrées.

Pour réaliser cette analyse, le Parc naturel régional se base sur des coefficients de résistance des milieux qu'il a proposé à dire d'expert. En termes de règle générale, la logique a été de d'appliquer les considérants suivants : « Plus la résistance est élevée, plus le milieu est défavorable au passage des espèces. Pour chaque sous-trame, la résistance de chaque type d'occupation du sol est définie sur une échelle de 0 % à 90 %, considérant qu'il n'existe pas de milieu totalement imperméable et que la résistance 100 % n'est pas réaliste ».

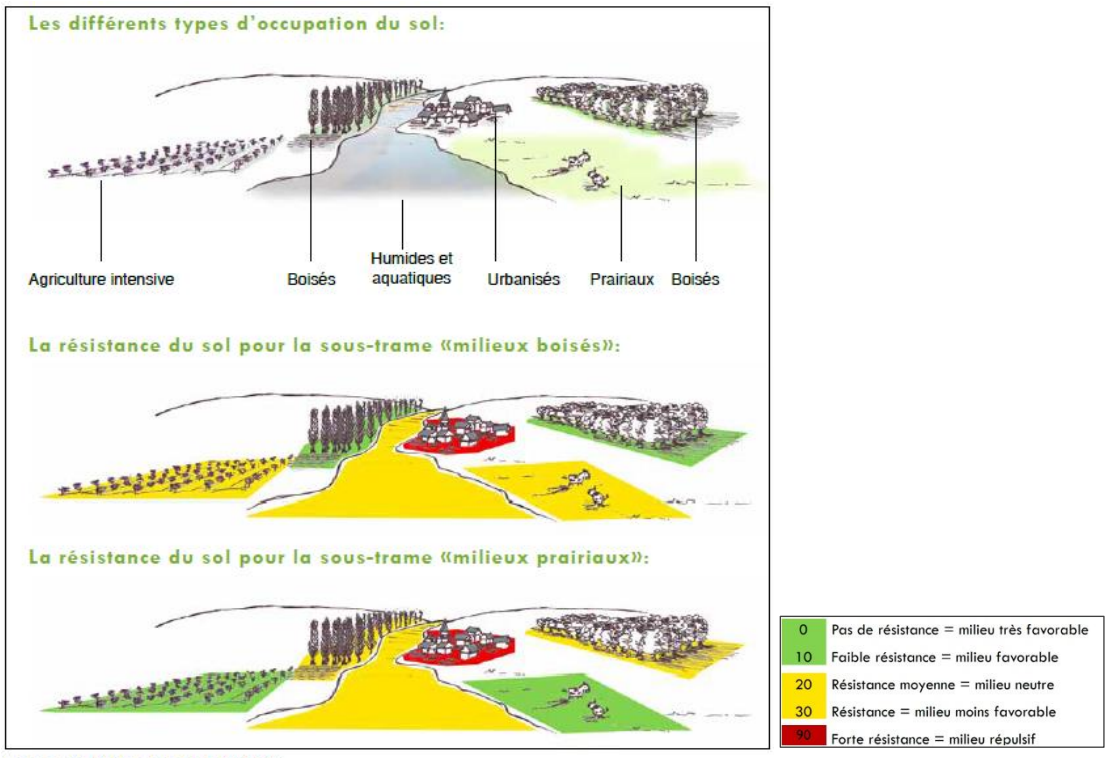
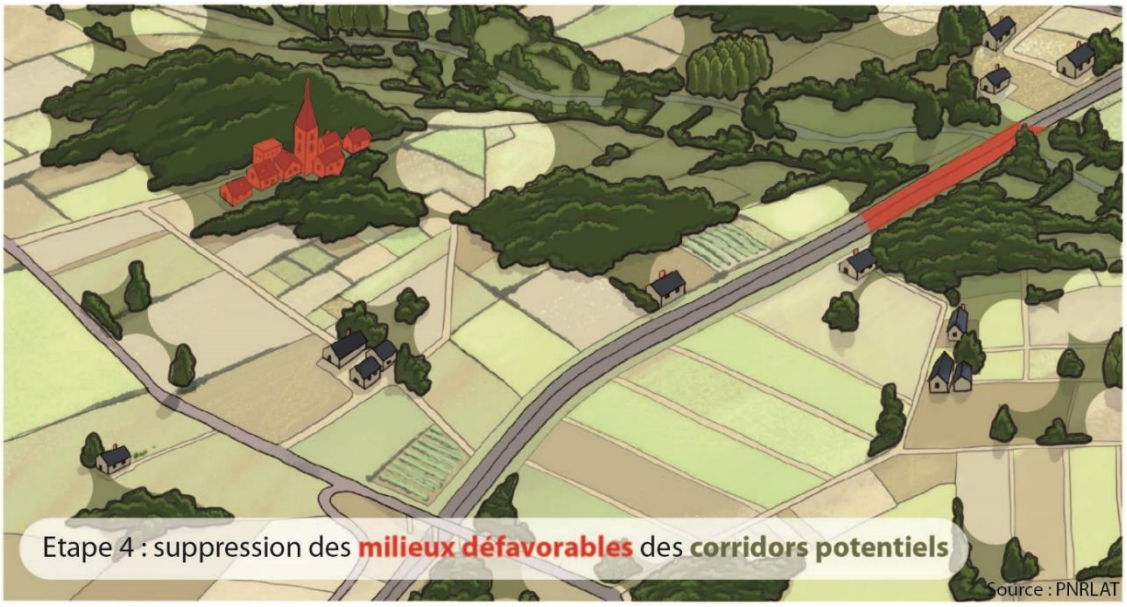


Illustration de la notion de coefficient de résistance en fonction des occupations du sol et des sous-trames

(Source : PNRLAT, 2011)


Etape 4 : suppression des milieux défavorables des corridors potentiels
Source : PNRLAT

Prise en compte des éléments fragmentant

Les continuités de la Trame verte et bleue peuvent être interrompues par des éléments de fragmentation des habitats (obstacle physique non ou peu transparent, franchissement d'une trame d'autre nature), empêchant les espèces de rallier deux zones de vie.

Ces phénomènes de fragmentation sont relatifs à la sous-trame considérée. Par exemple, un cours d'eau est à la fois un élément constitutif et donc nécessaire à la sous-trame aquatique, mais peut représenter un obstacle au déplacement des espèces de la sous-trame « Landes et pelouses sèches ».

Les aménagements anthropiques sont souvent les éléments les plus fortement fragmentant comme :

- les infrastructures de transport ou de production d'énergie (routes, ponts, voies ferrées, lignes électriques, éoliennes…) ;
- les espaces urbanisés (franges urbaines, activités polluantes, pollution lumineuse et sonore, monoculture…);
- les ouvrages hydrauliques pour la Trame bleue (écluses, stations de pompage, barrages ou seuils).

La superposition de ces éléments avec les corridors écologiques permet d'identifier les ruptures des continuités écologiques.

Il est possible de diminuer ces ruptures par des aménagements spécifiques : passage à faune au-dessus des autoroutes, restauration des continuités écologiques des cours d'eau…

Sur le territoire du Parc naturel régional, en particulier l'A85, les RD 347, 938, 952, 947, 960, 751 (…), et les principales voies ferrées (ligne Tours-Angers) constituent des infrastructures de transport faisant obstacle au déplacement des espèces. Il est toutefois important de nuancer l'effet fragmentant de certaines routes, notamment les plus petites, certaines espèces pouvant néanmoins les traverser.

Un viaduc permettant le passage au-dessus de l'A85 est présent aux Coteaux-sur-Loire, entre les communes historiques d'Ingrandes-sur-Loire et de Saint-Patrice.

De la même manière, de plus en plus de continuités de cours d'eau sont restaurées, comme sur le Thouet avec les actions en cours d'effacement des barrages.



Emplacement du passage à faune des Coteaux-sur-Loire (A85) – photographies aériennes de 2002 et 2018

(Source : Géoportail, remonter le temps, 2020)

Hiérarchisation des corridors écologiques

Les corridors écologiques, modélisés pour chacune des sous-trames, sont hiérarchisés en deux catégories :

- corridor prioritaire ;
- corridor secondaire.

Les actions de maintien et restauration de la continuité sont encouragées en priorité dans les corridors prioritaires. Cependant, afin de maintenir l'ensemble des continuités écologiques, le maintien des corridors est à rechercher sur l'ensemble du territoire, qu'ils soient prioritaires ou secondaires.

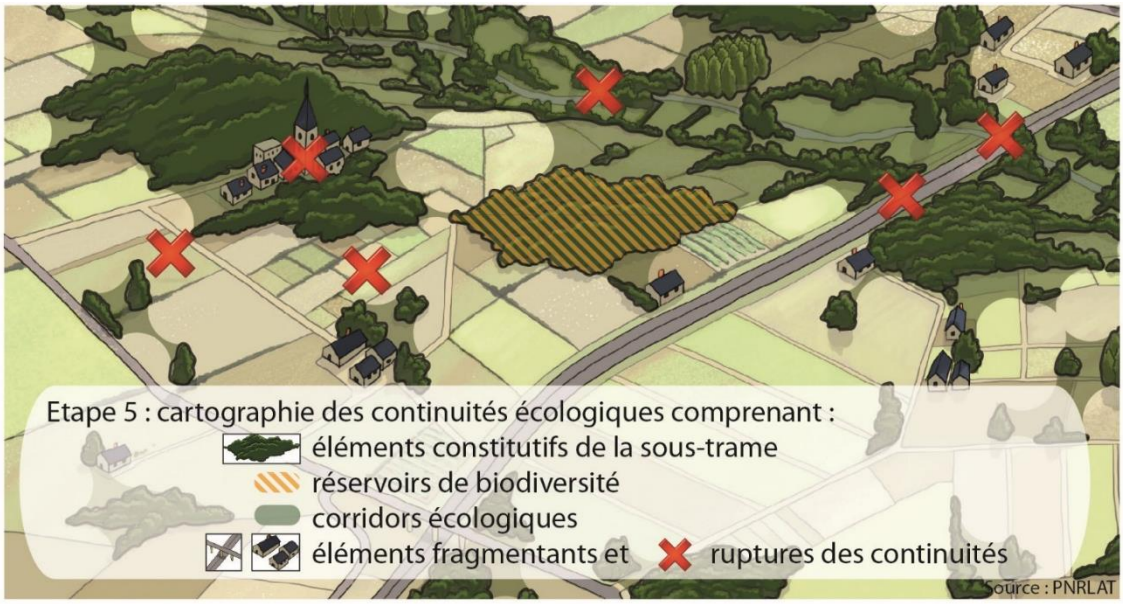
Sous-trame	Justificatif du choix des corridors prioritaires
Espaces boisés et milieux associés	Cette sous-trame est répartie sur l'ensemble du territoire. Les corridors prioritaires sont localisés dans les secteurs jugés sous pressions ou fragilisés du fait de corridors peu présents : • sud-ouest de la ville de Saumur : lien entre les boisements du Gennois et la vallée du Thouet (tous deux en partie « Réservoirs de biodiversité ») ; • sud de la vallée du Thouet : lien entre la forêt de Brossay et le massif de Fontevraud (tous deux « Réservoirs de biodiversité secondaire ») ; • Seuilly : lien entre le massif de Fontevraud et la vallée du Négron (et notamment le « Réservoir de biodiversité prioritaire du marais de Taligny ») ; • Champigny-sur-Veude : « carrefour » entre 3 boisements significatifs (chapelet de boisements au pied du coteau entre la vallée du Négron et la vallée de la Veude à l'ouest, Bois de la Gabillère à l'est et vallée de la Veude au sud) ; • Razines : lien entre la vallée de la Veude au sud, le parc de Richelieu, le bois de Braslou à l'ouest et le bois de Saint-Gilles à l'est ; • Vernantes/Vernoil-le-Fourrier : lien entre la forêt de Monnaie-Pont Ménard et la forêt de la Breille-les-Pins.
Prairies permanentes et autres milieux de végétation basse	Afin de concentrer les efforts sur les prairies de fonds de vallées, les corridors en lien avec un cours d'eau classé en « Réservoir de biodiversité prioritaire » (RBP) sont jugés prioritaires. De même, afin de préserver les zones de bocage relictuel, les corridors en lien avec l'une de ces zones sont jugés prioritaires.
Milieux aquatiques	Les corridors en lien avec un cours d'eau classé en « Réservoir de biodiversité prioritaire » (RBP) sont jugés prioritaires.
Milieux humides	Du fait de la fragilité de ces milieux, de leur importance écologique et des fortes pressions qu'ils subissent, l'ensemble des corridors de cette sous-trame sont jugés prioritaires.
Landes et pelouses sèches	Les éléments de cette sous-trame sont très épars sur le territoire. De plus, les distances de déplacement des espèces inféodées sont en général faibles. De ce fait, les corridors des principales zones de concentration des pelouses sèches sont jugés prioritaires : massif de Fontevraud, Puys du Chinonais, landes du Ruchard et coteaux de la Vienne.
Espaces cultivés	Suivant la méthodologie du SRCE Centre-Val de Loire, des corridors pour la sous-trame des « Espaces cultivés » ne sont pas définis.

Cartographie de la trame verte et bleue

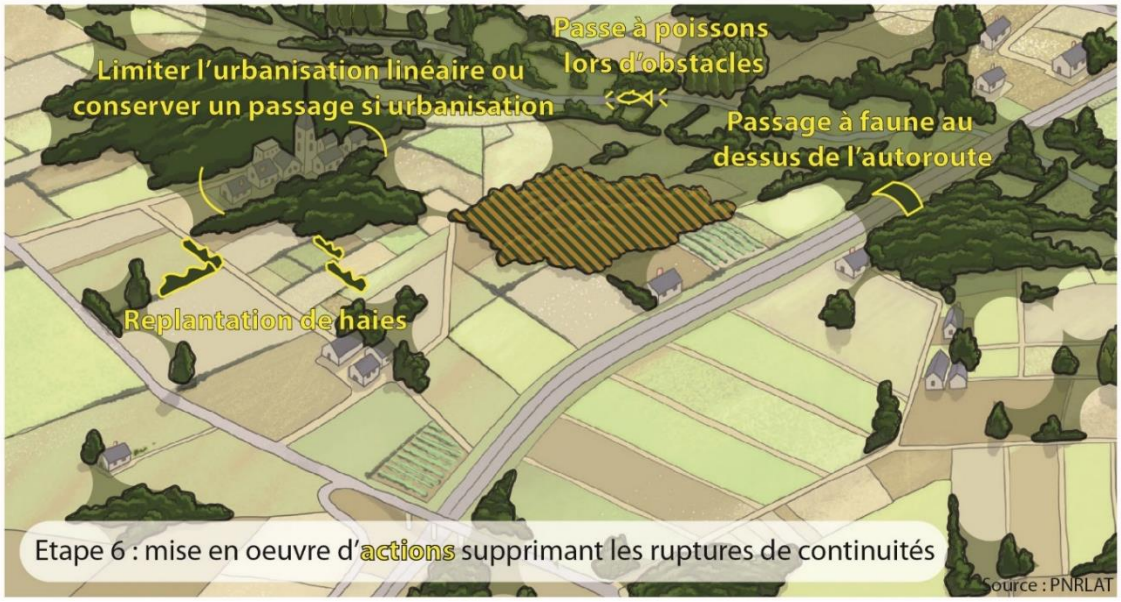
La cartographie de l'ensemble des éléments analysés précédemment et cumulés par sous-trame permet d'obtenir la carte de la Trame verte et bleue.

L'exemple ci-dessous reprend les continuités de la sous-trame des « Espaces boisés et milieux associés » et cours d'eau. Un obstacle à l'écoulement tel qu'identifié dans les listes 1 et 2 des cours d'eau de la DREAL est également représenté.





L'objectif final et opérationnel de la cartographie de la Trame verte et bleue est l'identification des zones qui nécessitent une vigilance afin de préserver ou permettre à nouveau les déplacements des espèces. Une fois la rupture identifiée, il convient d'en analyser les causes et de proposer des solutions pour reconnecter le secteur concerné. L'illustration ci-dessous présente de possibles actions :





Création d'une mare, chantier du Contrat nature de Beaufort-en-Vallée

(Source : PNRLAT, octobre 2015 et janvier 2017)



Replantation d'une haie bocagère, chantier Contrat nature de Longué-Jumelles

(Source : PNRLAT, 2016)

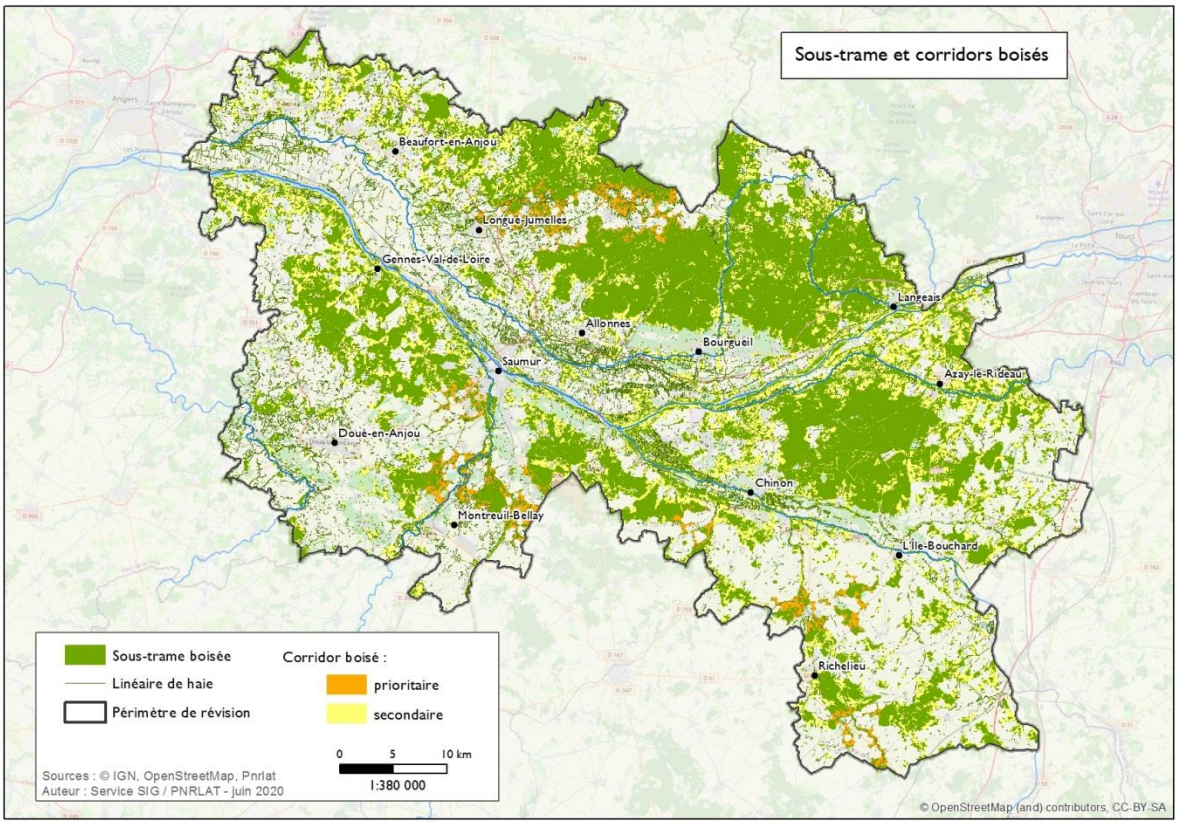
Trame verte et bleue 2 : descriptif et cartographie par sous-trame

Espaces boisés et milieux associés

Les espaces boisés constituent près de 30% du territoire du Parc naturel régional, un chiffre supérieur aux taux des boisements régionaux (autour de 10% pour les Pays de la Loire et 20% pour la région Centre-Val de Loire). Six principaux massifs, tous situés sur les hauts des plateaux, se distinguent : le massif de La Breille/Bourgueil, le massif de Chinon, le massif de Milly, le massif de Fontevraud, le massif de Marigny-Marmande et les massifs de Monnaie-Pont Ménard. Une légère progression de la surface forestière est observée depuis 15 ans sur les marges de ces massifs forestiers.

Les « milieux associés » cités dans l'intitulé de la sous-trame englobent la végétation des ripisylves, les coupes et jeunes plantations forestières et les espaces de végétation arbustive. Les landes jugées « permanentes » sont distinguées dans une sous-trame à part. Elles sont différenciées des espaces de végétation arbustive car elles sont considérées comme des milieux en équilibre, faisant l'objet d'un entretien artificiel régulier, tandis que les espaces de végétation arbustive sont amenés à se développer et à devenir boisés.

Dans les grands massifs, les sous-bois de chênaies à Chênes sessiles peuvent abriter la Jacinthe des bois (*Hyacinthoides non-scripta*), la Doronic à feuilles de plantain (*Doronicum plantagineum*), la Primevère officinale (*Primula veris*) ou la Véronique petit-chêne (*Veronica chamaedrys*). En termes de faune, nombreuses sont les espèces peuplant ces massifs. C'est le cas des oiseaux nicheurs au sommet des grands arbres comme la Cigogne noire (*Ciconia nigra*), le Balbuzard pêcheur (*Pandion haliaetus*) ou le Circaète Jean-le-Blanc (*Circaetus gallicus*).



Réservoirs et corridors de la sous-trame des « Espaces boisés et milieux associés »

(Source : PNRLAT, 2020)

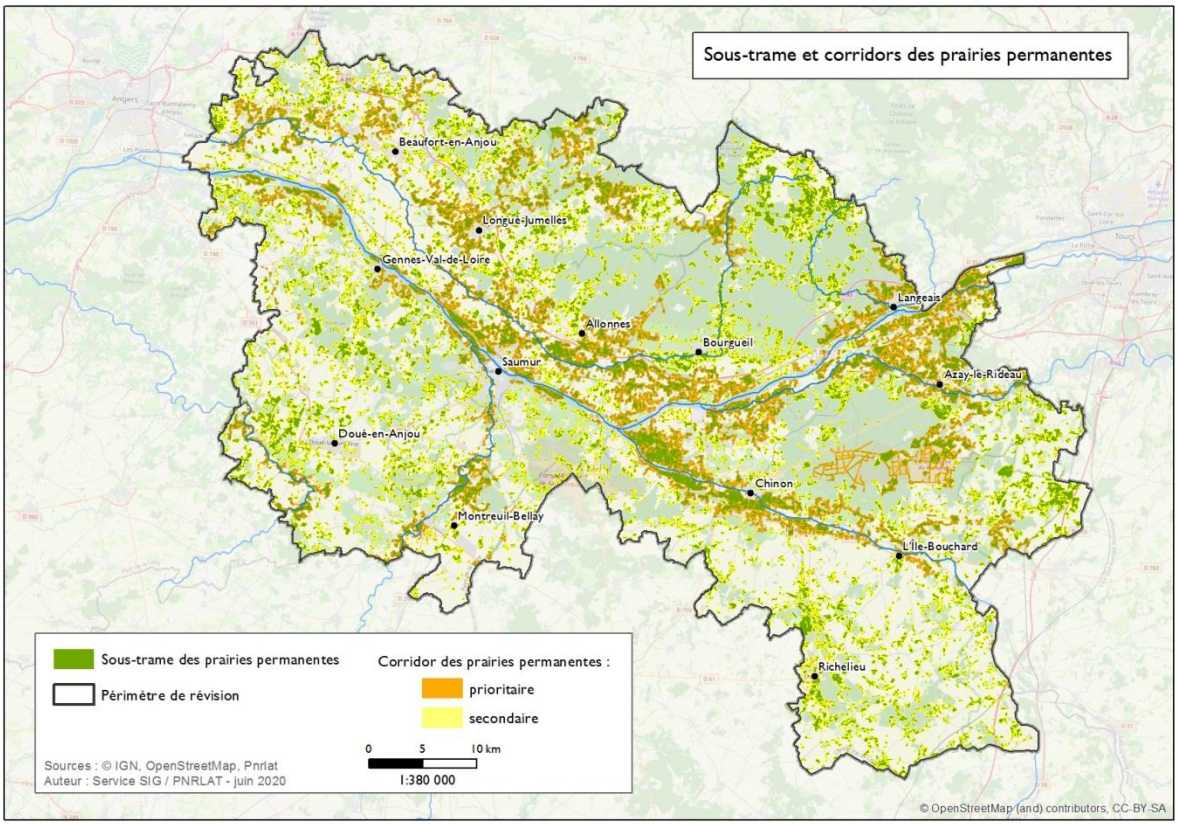
Prairies permanentes et autres milieux de végétation basse

Les espaces de végétation basse correspondent aux milieux herbacés (prairies permanentes, friches...) ou de faible hauteur. Ils représentent environ 15 % du territoire, répartis notamment le long des vallées de la Loire, Vienne, Veude, Riasse, Indre, Authion et Layon. Cette sous-trame est intimement liée à l'activité agricole. Dans les vals inondables, l'élevage entretient la prairie pâturée et/ou fauchée. Les difficultés de ce secteur économique expliquent, en partie, la diminution importante des surfaces de prairies depuis les années 1950.

Les prairies du territoire présentent des typologies diverses, allant des prairies très sèches (xérophiles) à très humides (mésohygrophiles à hygrophiles,) en passant par des stades intermédiaires (mésophiles). Elles sont parfois semées dans un but agronomique (fétuques, ray-grass, mélanges de légumineuses et de graminées...).

En contexte bocager, les prairies permanentes sont indissociables des haies ou des mares et présentent une grande diversité floristique (orchidées notamment) favorable à l'expression de nombreux cortèges d'invertébrés (papillons diurnes et nocturnes, orthoptères, arachnides, hyménoptères…).

Les prairies humides, parfois inondables, sont fréquentées par des espèces comme la Rosalie des Alpes (*Rosalia alpina*) ou le Grand capricorne (*Cerambyx cerdo*). Au début du printemps, la Fritillaire pintade (*Fritillaria meleagris*) est l'une des premières fleurs à éclore.



Réservoirs et corridors de la sous-trame des « Prairies permanentes » (et autres milieux de végétation basse)

(Source : PNRLAT, 2020)

Milieux aquatiques

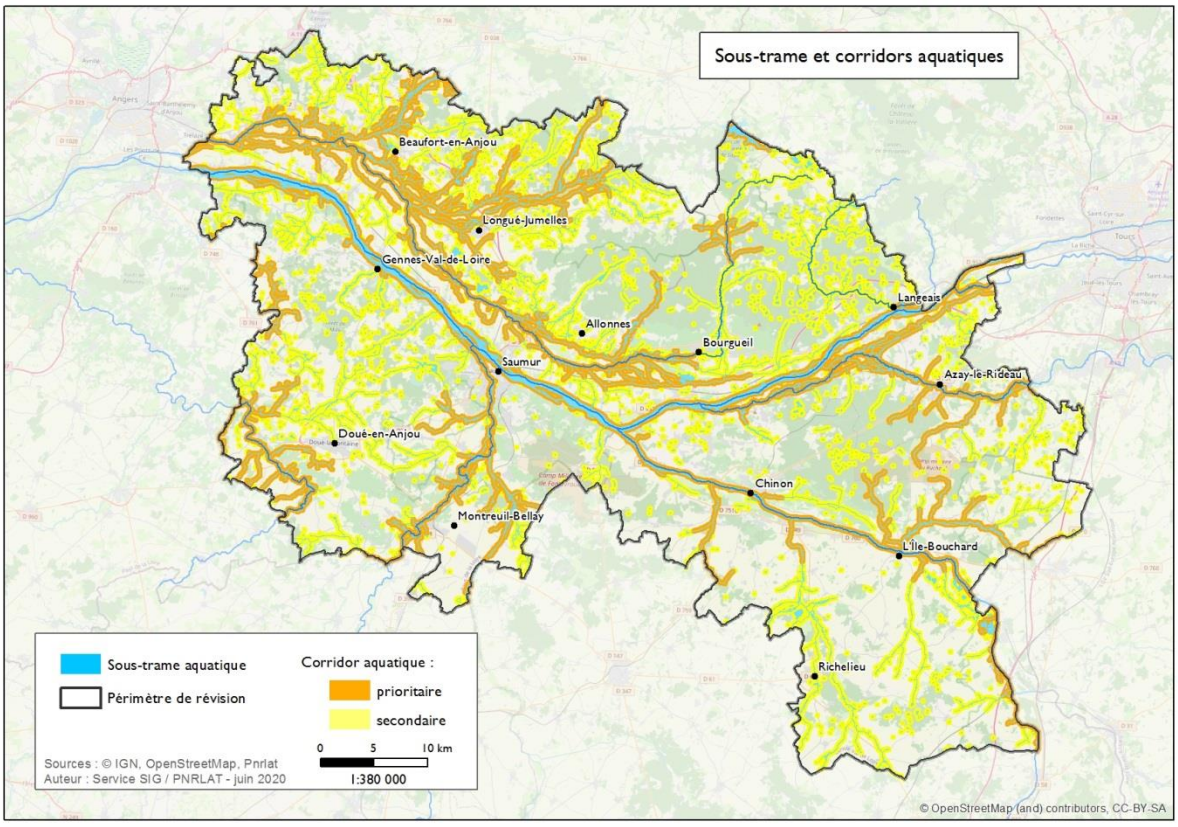
Les milieux aquatiques constituent environ 2 % du territoire. Outre la Loire, plusieurs de ses affluents majeurs traversent le territoire : La Vienne, le Thouet, l'Indre, le Cher et l'Authion, ainsi que d'autres cours d'eau plus modestes comme le Changeon, la Roumer ou encore le Layon.

Ces cours d'eau présentent une riche biodiversité. Par exemple, la Roumer est classée « Réservoir biologique » dans le SDAGE Loire-Bretagne et les inventaires piscicoles de ces dix dernières années révèlent l'intérêt du peuplement d'anguilles, avec la présence de juvéniles notamment.

Les plans d'eau, mares, sables et grèves sont intégrés à la sous-trame aquatique. Les zones humides latérales, lorsqu'elles sont terrestres (marais et marécages), ne sont pas concernées par cette trame, contrairement aux eaux libres (mares, lacs et étangs).

Plusieurs espèces patrimoniales sont présentes, comme : la grande Mulette perlière (*Margaritifera auricularia*), la Loutre (*Lutra lutra*), l'Anguille (*Anguilla anguilla*), le Saumon (*Salmo salar*), le Chabot commun (*Cottus gobio*).

Les cours d'eau classés listes 1 et 2 (article L.214-17 du Code de l'environnement) sont identifiés en « Réservoirs de biodiversité prioritaires ». Les cours d'eau classés DDT sont identifiés en « Réservoirs de biodiversité secondaires ». Ils sont généralement reliés par un chevelu hydrographique étendu, corridor essentiel à leur fonctionnalité biologique.



Réservoirs et corridors de la sous-trame des « Milieux aquatiques »

(Source : PNRLAT, 2020)

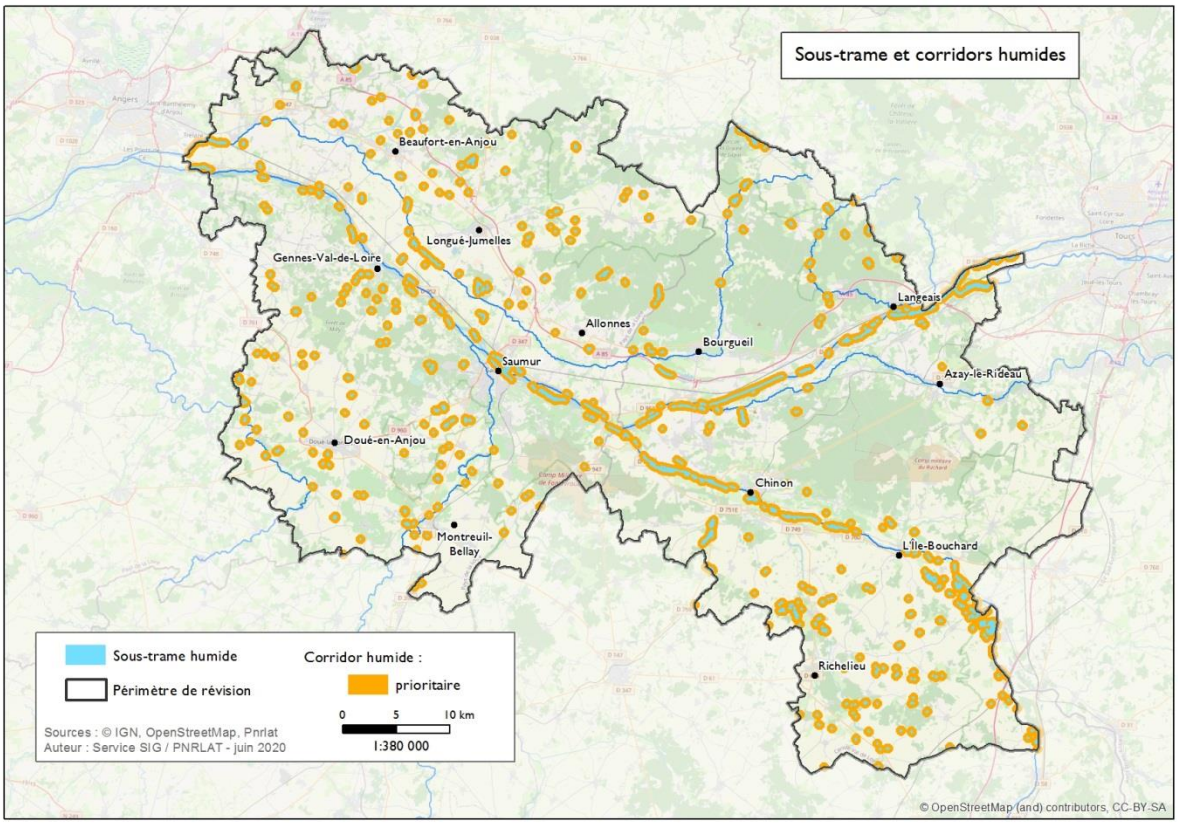
Milieux humides

Les zones humides correspondent aux terrains exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire. « La végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année[1] ». Les milieux humides englobent notamment les tourbières, marais ou bas-marais et occupent moins d'1% du territoire.

Historiquement, ces espaces constituaient de grandes surfaces, notamment avant les périodes d'endiguement de la Loire (à compter du Moyen Âge). Ces milieux étaient assainis et asséchés pour la valorisation agricole des terres. Aujourd'hui, ils sont menacés par le reboisement naturel ou les drainages mis en place par l'Homme. C'est pourquoi, ils font l'objet de protections particulières.

Les milieux humides les plus emblématiques du territoire sont la tourbière des Loges à La Breille-les-Pins, le marais de Distré ou encore la tourbière du Gué à Gizeux. Ils abritent notamment le Rossolis intermédiaire (*Drosera intermedia*), le Rossolis à feuilles rondes (*Drosera rotundifolia*) et la Parisette à quatre feuilles (*Paris quadrifolia*).

À titre d'exemple, sont classés « Réservoirs de biodiversité prioritaires » de la sous-trame des « Milieux humides », le marais de Taligny à La Roche-Clermault et Seuilly, ou encore l'étang du Mur avec son complexe tourbeux à Gizeux et Continvoir.



Réservoirs et corridors de la sous-trame des « Milieux humides »

(Source : PNRLAT, 2020)

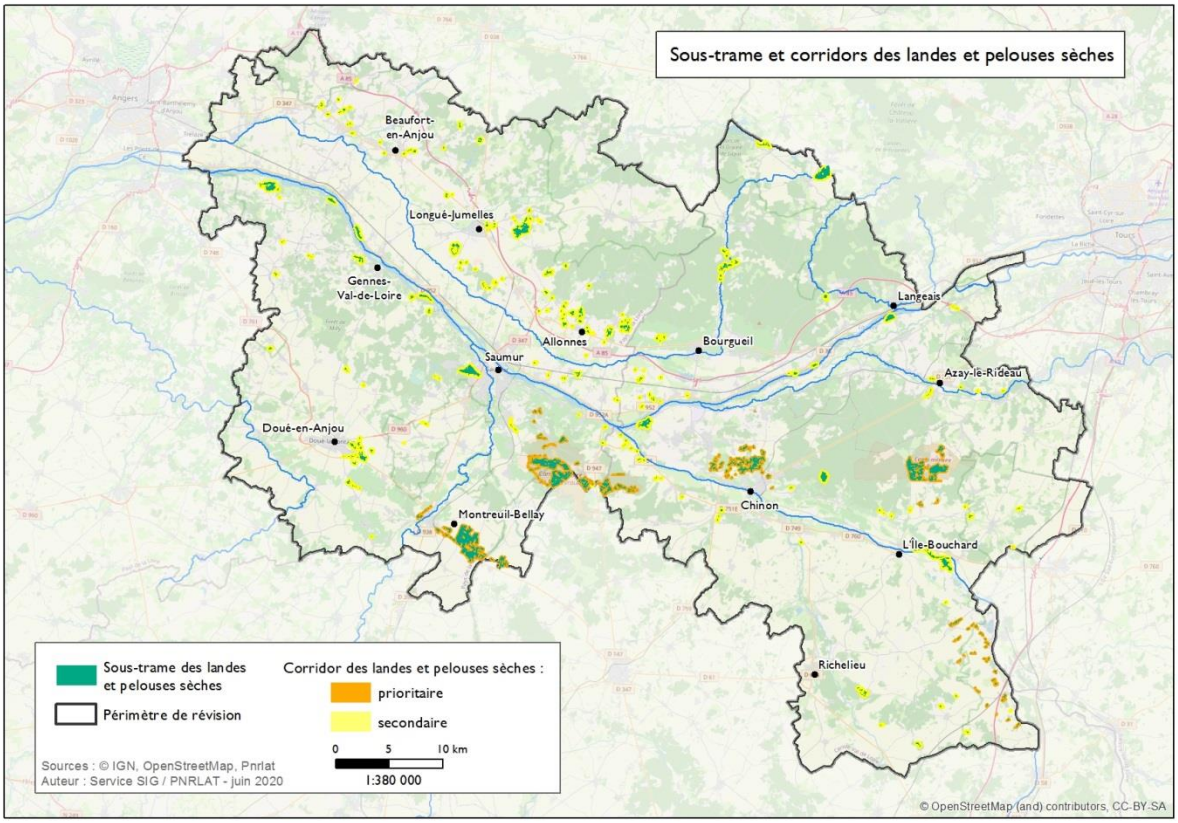
[1] Source : loi sur l'eau de 1992

Landes et pelouses sèches

Les landes sont des formations végétales, basses ou moyennement basses, sur sols humides ou non, souvent constituées de couverts d'Ericacées (Bruyères), de Fougères et de végétations basses. Dans nos régions, il s'agit principalement de formations végétales provisoires, formées suite à une déprise agricole ou à l'exploitation de la forêt. Les landes sont rares et souvent localisées dans ou à proximité des grands massifs forestiers du Parc naturel régional. L'activité militaire des camps du Ruchard en forêt de Chinon et de Fontevraud permettent notamment le maintien de ces milieux.

Les pelouses sèches représentent moins d'1 % du territoire. Ces milieux sont caractérisés par une faible épaisseur de sol et la présence d'un sous-sol alcalin (calcaire) ou neutro-acide à acide (sables décalcifiés). Ces pelouses étaient traditionnellement le lieu de pâturage des troupeaux qui entretenaient une végétation rase et diversifiée. Elles sont généralement sources d'une grande richesse botanique et entomologique. Les sites les plus emblématiques du territoire sont les : Puys du Chinonais, pelouses alluviales des terrasses ligériennes bordant le fleuve, pelouses des coteaux calcaires du val de Loire et du bec de Vienne, pelouses du Saumurois, pelouses siliceuses du val d'Anjou, pelouses calcaires du val de Vienne, pelouses calcaires de Sainte-Maure-de-Touraine, pelouses steppiques de Montreuil-Bellay et pelouses sablo-calcaires du Douessin. S'y épanouissent : le Limodore à feuilles avortées (*Limodorum abortivum*) ou la Germandrée des montagnes (*Teucrium montanum*). Les orchidées y sont aussi bien représentées. Concernant la faune, sont remarquées des espèces comme l'Argus bleu céleste (*Polyommatus bellargus*), l'Outarde canepetière (*Tetrax tetrax*) ou la Caille des blés (*Coturnix coturnix*).

Du fait de la rareté de ces espaces, ces éléments de la sous-trame sont classés en Réservoirs de biodiversité.



Réservoirs et corridors de la sous-trame des « Landes et pelouses sèches »

(Source : PNRLAT, 2020)

Espaces cultivés

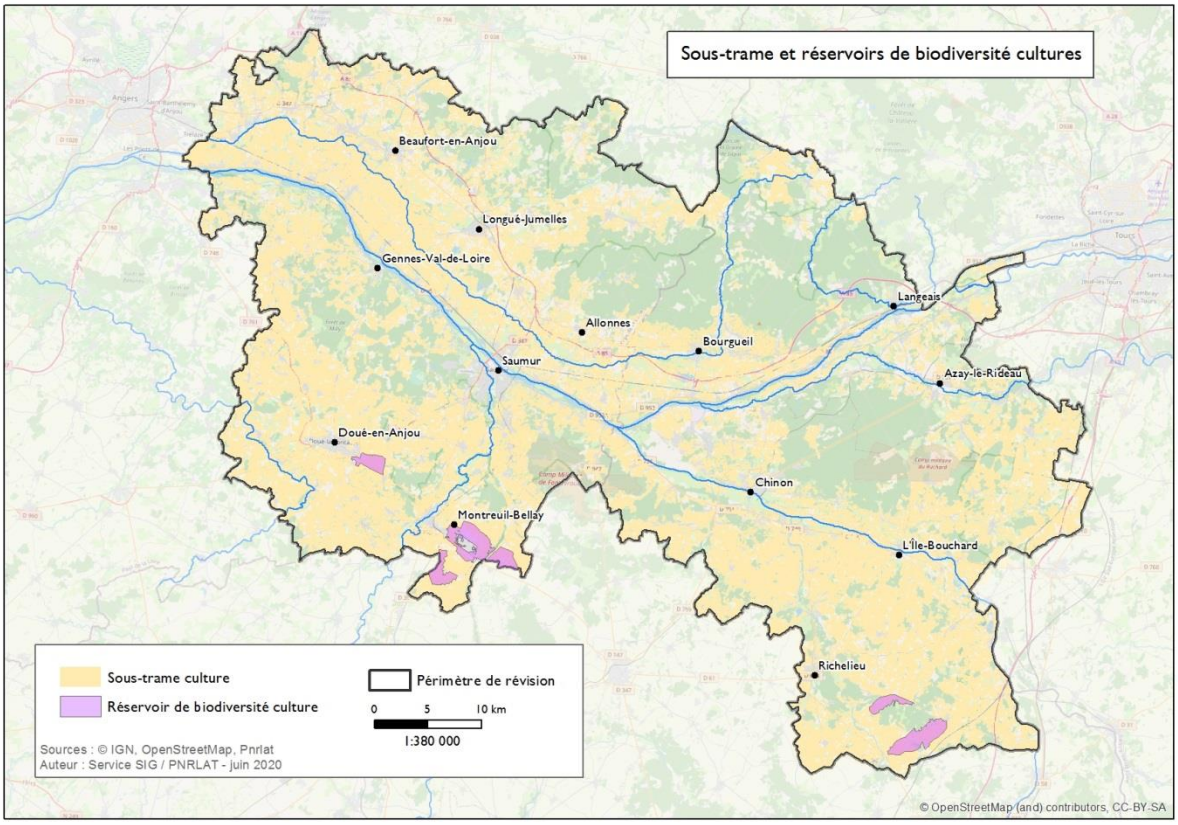
Les espaces cultivés correspondent aux espaces agricoles dédiés à la production, incluant notamment les cultures céréalières et les vignes. Il s'agit de l'occupation du sol la plus importante, représentant 45 % du territoire (les prairies ne sont pas comptabilisées).

L'agriculture est le premier facteur anthropique qui impacte directement la biodiversité dans nos régions. L'évolution du modèle agricole depuis les années 1940 a profondément bouleversé les paysages et les écosystèmes (régression de l'élevage au profit des grandes cultures, utilisation massive d'intrants et pesticides) entraînant notamment un déclin marqué des espèces animales (-25 à -90 % selon les sites pour les oiseaux des plaines céréalières pour la période 2001-2018, -60 % de la biomasse et des effectifs pour les insectes) ou encore des plantes messicoles (plantes des moissons).

Lorsque les pratiques culturales sont compatibles avec l'accomplissement du cycle biologique des espèces sauvages, ces espaces cultivés peuvent néanmoins abriter une biodiversité remarquable : plantes messicoles (Bleuets, Adonis annuel, Nielle des blés, Nigelle des champs...), oiseaux de plaines (Outarde canepetière, œdicnème criard, Busard Saint-Martin, Busard cendré) …

Les principaux « Réservoirs de biodiversité » se trouvent dans trois sites : les plaines de Méron, Douvy et Antoigné, la plaine des Vannes et la plaine agricole du Richelais, abritant des espèces remarquables de plantes messicoles, d'oiseaux de plaine et d'insectes pollinisateurs et/ou auxiliaires des cultures.

Suivant la méthodologie du SRCE Centre-Val de Loire, des corridors ne sont pas définis pour la sous-trame des « Espaces cultivés ».



Réservoirs de la sous-trame des « Espaces cultivés »

(Source : PNRLAT, 2020)

Focus : maillage bocager

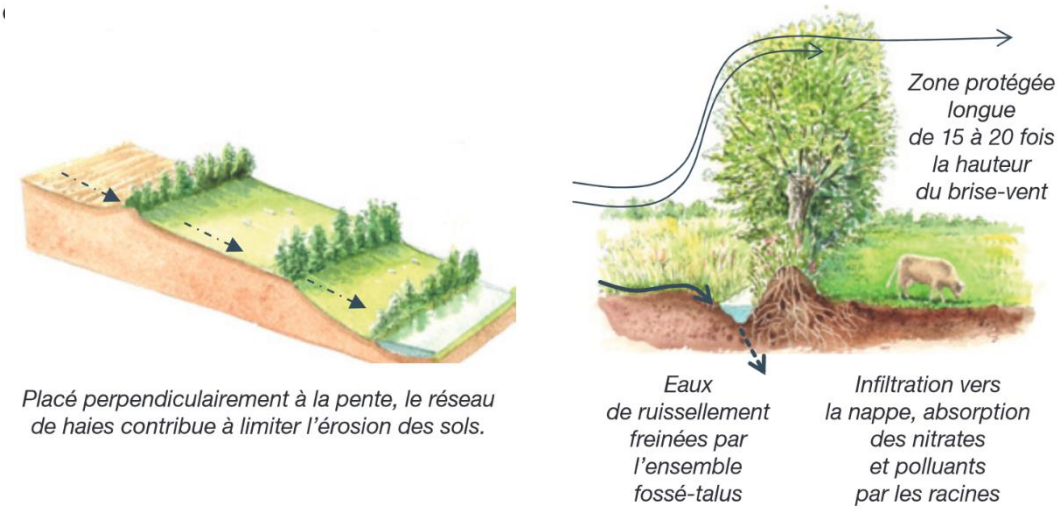
Le bocage est formé de parcelles agricoles, terres ou prairies, séparées entre elles par des haies vives d'arbres ou d'arbustes. Les mares et le chevelu hydrographique en sont une troisième composante, même si leur présence sur le territoire est moins marquée que dans le bocage situé dans les régions plus arrosées de l'ouest de la France et aux sols plus imperméables (Mauges, bocage vendéen, marais atlantiques...). Ce système d'enclos s'est avant tout développé au Moyen Âge où de nombreuses haies et talus sont alors aménagés pour délimiter les parcelles et canaliser les écoulements.



Prairies bocagères en bord de Loire à Saint-Mathurin-sur-Loire

(Source : PNRLAT, Nicolas Van Hingen)

Si le bocage est souvent perçu comme un paysage de campagne idéalisé, il a avant tout une vocation agricole. La haie constitue une clôture linéaire naturelle pour le bétail et produit fruits, bois de chauffage et bois d'œuvre. Elle protège les cultures et le bétail du vent, des intempéries et fournit de l'ombrage pour les animaux. Elle participe également à l'épuration de l'eau et limite l'érosion du sol. Une multitude de plantes et d'animaux ordinaires ou protégés vivent dans la haie, s'y réfugient et s'y nourrissent. Elle forme un cheminement naturel entre les milieux, essentiel pour de nombreuses espèces.



Services rendus par les haies

(Source : PNRLAT)

Le bocage étant souvent directement lié à la présence de l'élevage extensif, la transformation ou la disparition de cette activité menace ce milieu semi-naturel. Ainsi, les remembrements entraînent la diminution de linéaires de haies. L'utilisation de produits phytosanitaires et d'engrais perturbe le fonctionnement écologique du bocage. Lorsque des éleveurs cessent leur activité ou partent à la retraite, les prairies sont abandonnées, cultivées, transformées en peupleraies ou urbanisées. Enfin, l'absence d'entretien des haies ou l'utilisation d'un matériel inadapté peut également poser problème. Les mares sont parfois comblées ou se referment naturellement par manque d'entretien.

Identification des noyaux relictuels de bocage

Le maillage bocager n'est pas une sous-trame à part entière dans la Trame verte et bleue du Parc naturel régional.

Les zones de bocage relictuel sont cartographiées. Lorsqu'elles présentent un intérêt écologique particulier, elles sont en partie intégrées à des « Réservoirs de biodiversité ». Par ailleurs, ces espaces de bocage relictuel sont protégés dans la charte au titre de leur intérêt paysager. C'est l'un des critères de classement en « Paysage emblématique ». Le réseau de haies est intégré à la sous-trame des « Espaces boisés et milieux associés ».

Sur le territoire, sont retenus, comme noyaux de biodiversité bocagers, des secteurs comportant :

- un bocage homogène (haies et prairies) sur plusieurs dizaines d'hectares d'un seul tenant. Les haies y entourent des prairies selon un maillage plus ou moins large et les cultures y sont rares ou absentes ;
- des espèces végétales ou animales rares ou peu communes et inféodées à ce type de milieu.

La forme et la texture des haies ne sont pas analysées (haies à trois strates, haies basses carrées, alignements de têtards…).

Parmi les oiseaux caractéristiques de ces espaces, sont retenues des espèces forestières ou cavernicoles à répartition limitée au niveau départemental et inscrites sur les listes rouges :

Espèces	Vulnérabilité de l'espèce sur les listes rouges de l'UICN2	
	Région Pays de la Loire	Région Centre
Bruant jaune	En danger	Quasi menacée
Linotte mélodieuse	Vulnérable	Quasi menacée
Bruant proyer	Vulnérable	Quasi menacée
Tourterelle des bois	Quasi menacée	Préoccupation mineure
Tarier pâtre	Quasi menacée	Préoccupation mineure
Pie-grièche écorcheur	Préoccupation mineure	Préoccupation mineure
Chevêche d'Athéna	Préoccupation mineure	Quasi menacée
Fauvette grisette	Préoccupation mineure	Préoccupation mineure
Huppe fasciée	Préoccupation mineure	Préoccupation mineure

Les haies et notamment les arbres têtards séculaires sont des habitats pour les insectes saproxylophages patrimoniaux comme le Grand capricorne ou la Rosalie des Alpes, les insectes vivant dans le terreau des cavités comme le Lucane cerf-volant, le Pique-prune ou encore les Cétoines dorés. Ces mêmes arbres offrent des cavités indispensables à certaines espèces de Chiroptères, en sus de la fonction de corridor remplie par ces linéaires boisés.

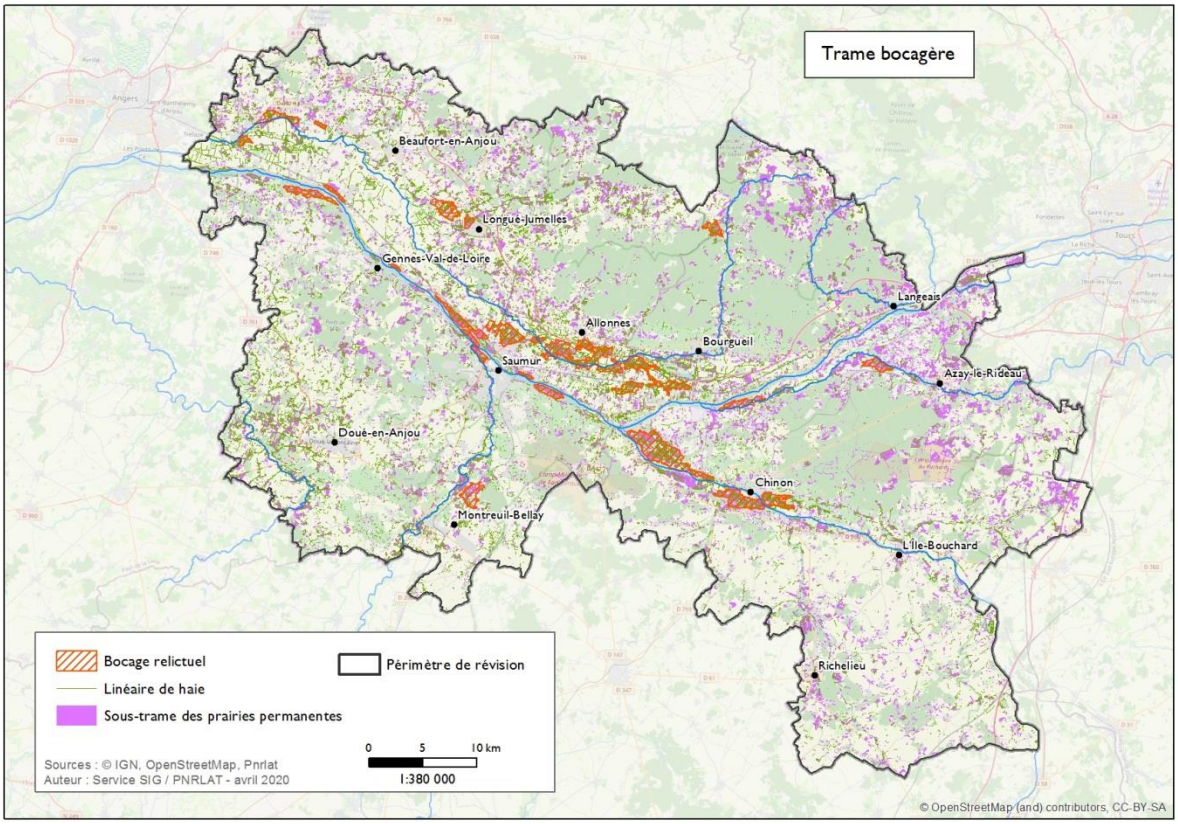
[2] UICN : Union mondiale pour la conservation de la nature

Les données de présence de ce cortège d'espèces révélatrices de l'état de conservation du bocage faisant défaut à l'échelle du territoire d'étude, cet état est mesuré à dire d'expert, selon l'attractivité et le potentiel biologique de certains secteurs bocagers pour ces espèces.

Ces expertises sont par ailleurs croisées avec différents périmètres de protection et d'inventaire existants (SRCE, Natura 2000, ZNIEFF…) et cartographies (photos aériennes, inventaires de haies…).

Sept zones de noyaux de bocage relictuel sont cartographiées :

- bocage de l'Authion (val d'Anjou) avec notamment les marais d'Andard et de Brain-sur-l'Authion, les prés des Montils, des Butteaux et des Essarts ;
- Val de Loire : bocage du lit mineur de Saint-Lambert-des-Levées et Saint-Martin-de-la-Place, bocage du lit mineur de La Ménitré, Saint-Rémy-la-Varenne et Saint-Mathurin-sur-Loire et bocage du lit mineur de Souzay-Champigny à Dampierre ;
- Val de Vienne : bocage du Véron et autres secteurs encore préservés en amont et aval de Chinon ;
- Saumurois : secteur du Champ des Tessiers à Saint-Just-sur-Dive ;
- plateau du Centre à l'est de Rivarennes ;
- croissant boisé et Savignéen : abords du massif boisé à l'ouest de Gizeux ;
- bocage entre Indre et Loire : sur les communes d'Avoine, Huismes et La Chapelle-sur-Loire.



Maillage bocager - Noyaux relictuels de bocage fonctionnel

(Source : PNRLAT, 2020)

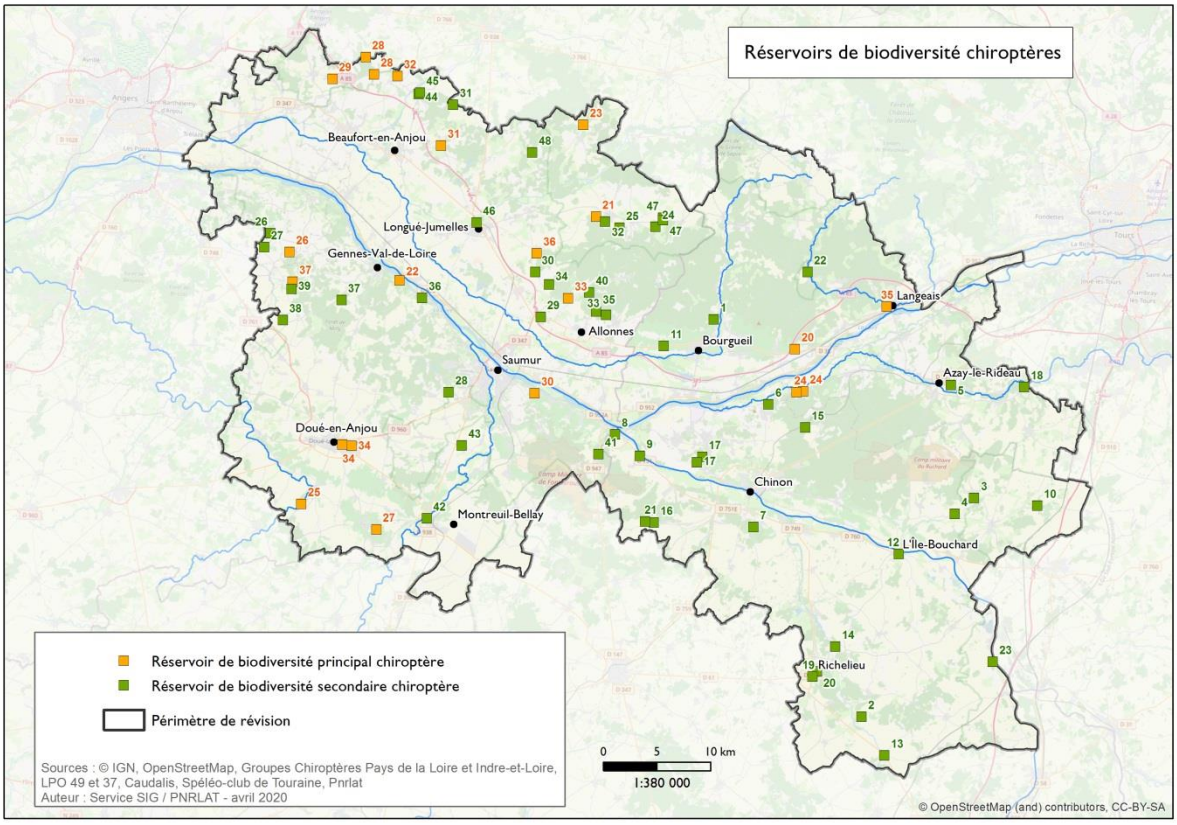
Focus : chauves-souris (Chiroptères)

Du fait de la variété de milieux présents sur son territoire et d'un riche patrimoine bâti et souterrain, le Parc naturel régional offre un important réseau de sites favorables aux chauves-souris. Ces espaces servent de refuge hivernal, de gîte de transit ou de site de reproduction pour des milliers d'individus. Cela confère au territoire un intérêt national pour la conservation de ces petits mammifères (21 espèces sont recensées sur les 34 présentes en France), dont certaines espèces sont emblématiques de nos régions (Grand rhinolophe, Murin de Bechstein, Murin à oreilles échancrées, Grand murin).

Méconnues du grand public, les chauves-souris constituent de remarquables indicateurs de la diversité biologique des écosystèmes, de par leur régime alimentaire insectivore, leur position stratégique au sein des réseaux trophiques, leur spécialisation extrême et leurs adaptations biologiques.

Face à un enjeu aussi fort et avec la participation des associations concernées (Groupes Chiroptères Pays de la Loire et Indre-et-Loire, LPO 49 et 37, Caudalis, Spéléo-club de Touraine), les principaux gites d'hibernation et de reproduction connus sont intégrés dans le plan de Parc naturel régional de la charte 2023-2038. Ces sites, et parfois les zones de dispersion proches du gîte (coteaux, boisements, haies…), sont des réservoirs de biodiversité (prioritaires pour les gîtes d'enjeu national et secondaires pour les gîtes d'enjeu régional).

Les corridors de circulation des Chiroptères sont néanmoins difficiles à déterminer en dehors des éléments « majeurs » (cours d'eau, boisements, haies…) déjà identifiés dans le cadre de la Trame verte et bleue. À ce stade, le Parc naturel régional ne dispose pas encore de suffisamment d'informations pour les cartographier précisément.



Réservoirs de biodiversité associés à un enjeu Chiroptères

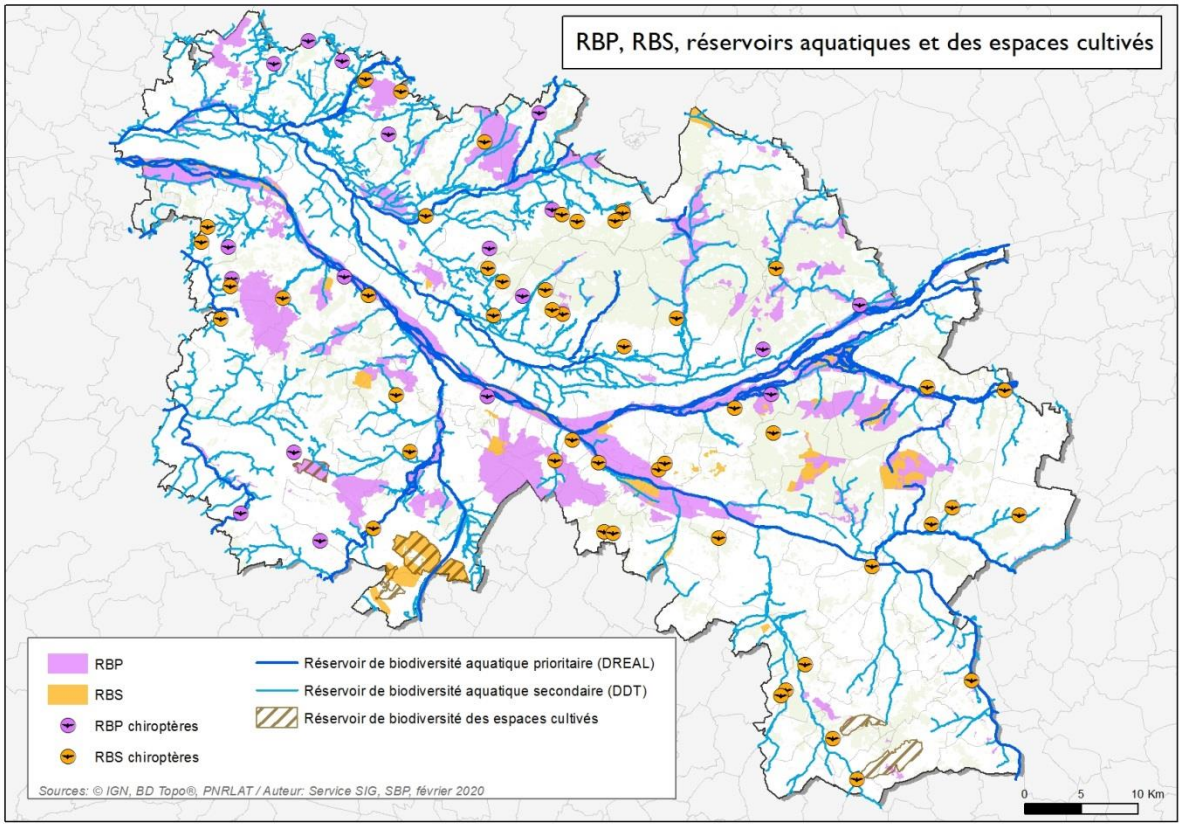
(Source : PNRLAT, 2020)

Représentation au Plan du Parc

Le choix a été fait de représenter la trame verte et bleue au 1/100 000e tel que dans le Plan de Parc :

- le fond de plan est composé de l'occupation du sol, représentant les sous-trames telles que présentées dans le paragraphe précédent et les espaces urbanisés.
- les réservoirs de biodiversité (cf. DOCO n°1 et page 31 de ce document pour les espaces cultivés)

Réservoirs de biodiversité prioritaires et secondaires associés aux réservoirs aquatiques et des espaces cultivés

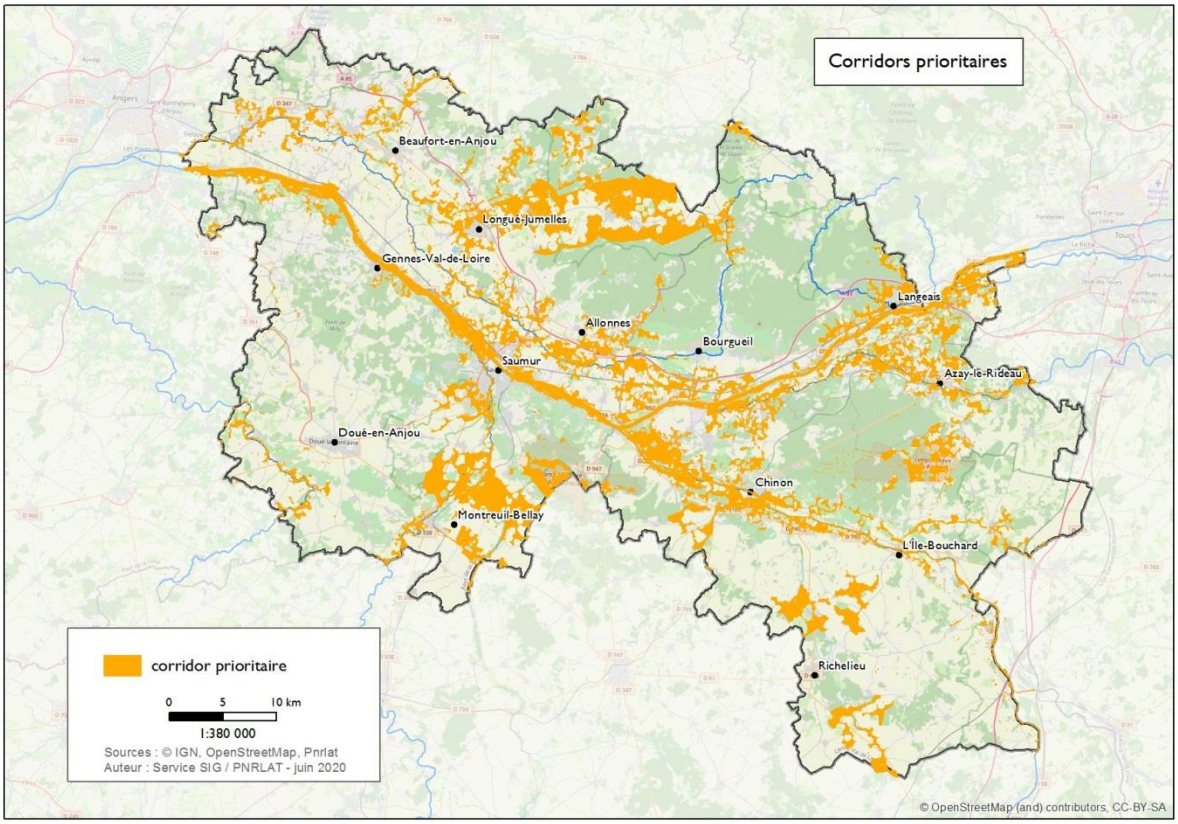


La carte au 1/100 000e localise également les obstacles à l'écoulement tels qu'indiqués dans les liste des cours d'eau 1 et 2 de la DREAL

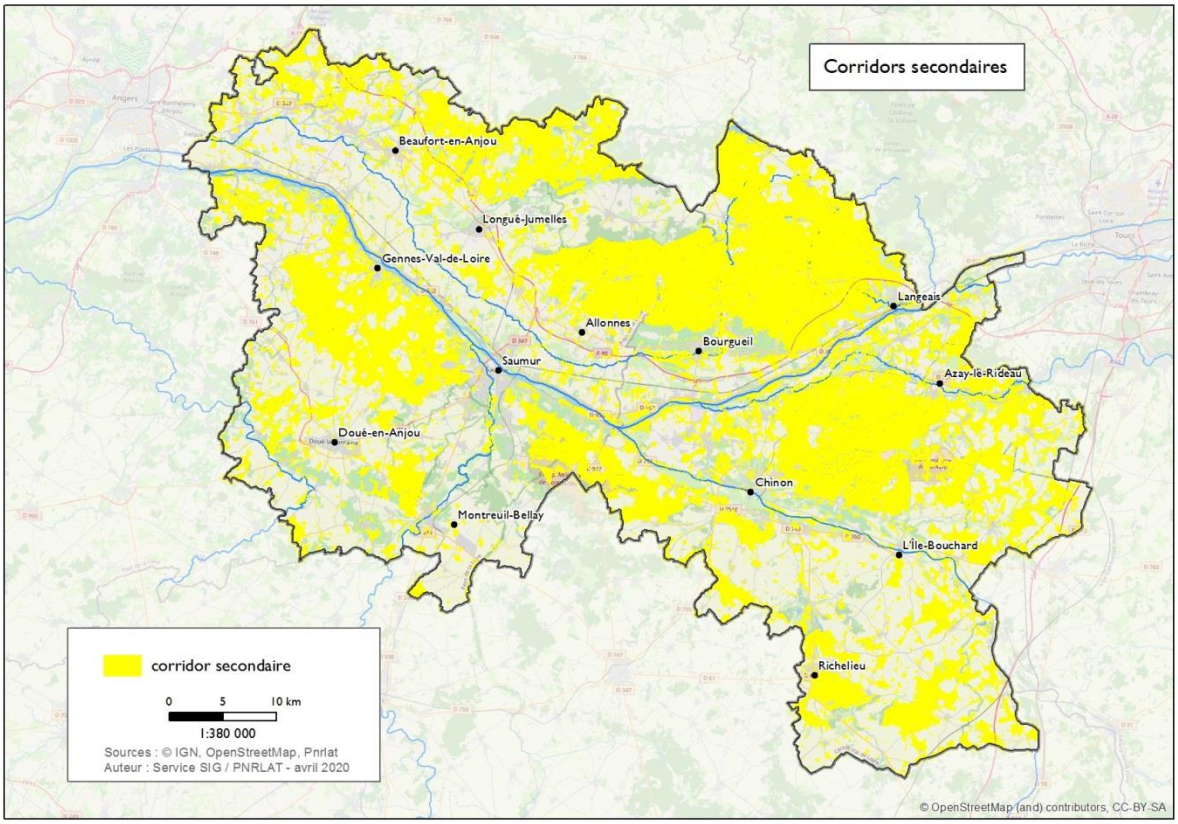
(Source : PNRLAT, 2020)

- une localisation des corridors prioritaires et secondaires à une échelle compatible avec celle des SCOT permet d'apporter les éléments d'information pour les transposer lors de leurs futures évolutions.

Corridors prioritaires du territoire du Parc



Corridors secondaire du territoire du Parc



(Source : PNRLAT, 2020)

Observation n°179

Déposée le 14 Mars 2022 à 11:04
Par ASSOCIATION LES 3 C

Observation:
ENVOI N° 10

Réponse de Mr BECHU à notre LRAR du 14 Février 2022

1 document joint.

angers loire métropole
communauté urbaine

LE PRESIDENT

Messieurs GOUBEAU et NEVEU
Co-Présidents
Association Les 3 C de la Crémaillère
Saint-Mathurin-sur-Loire
49250 LOIRE-AUTHION

Ref. : CB/CC/CP

Angers, le 28 février 2022

Messieurs,

J'ai bien pris connaissance de votre courrier en date du 14 février relatif à la concertation préalable au projet de construction d'un nouveau centre pénitentiaire sur le territoire d'Angers Loire Métropole.

Vous m'interrogez à cet effet sur les raisons qui ont conduit à vouloir réaliser un établissement pénitentiaire de 850 places et à envisager son implantation sur un terrain situé au lieu-dit « Les Landes » à Brain-sur-L'Authion.

Bien que particulièrement attendue par les élus d'Angers Loire Métropole au regard notamment de la vétusté de l'actuelle maison d'arrêt d'Angers, cette décision de construire un tel équipement d'intérêt général n'incombe cependant pas à la communauté urbaine.

Ce projet est un projet d'Etat. Porté par l'Agence publique pour l'immobilier de la Justice (APIJ), établissement agissant pour le compte du Ministère de la Justice, il s'inscrit dans le cadre du programme immobilier pénitentiaire, initié par le Président de la République, visant à créer 15 000 nouvelles places de prison à l'horizon 2027 pour répondre au phénomène de surpopulation carcérale et aux enjeux de modernisation et d'amélioration des conditions de détention.

Au regard de ses compétences en matière d'aménagement du territoire, de gestion du cycle de l'eau, de voirie ou de mobilité, Angers Loire Métropole est naturellement associée au dialogue engagé avec l'Etat sur ce projet aux côtés des autres acteurs institutionnels concernés (communes, Département). A ce titre, nous avons été sollicités pour contribuer à l'identification de lieux d'implantation susceptibles de correspondre aux caractéristiques requises par l'APIJ. Parmi eux, des terrains appartenant à la communauté urbaine ou à la Ville d'Angers (friches industrielles, zones d'activité) comme à des propriétaires privés ont ainsi pu être analysés.

Comme exposé lors de la réunion publique du 3 février organisée dans le cadre de la concertation préalable, deux sites ont finalement été retenus et étudiés par l'APIJ : le site de la Bodinière sur la commune de Trélazé et le terrain dit « Les Landes » situé sur la commune de Loire-Authion. Ce dernier offrirait le meilleur compromis : un terrain d'environ 17 hectares, en majorité en friche horticole, desservi par les infrastructures routières, proche des services publics nécessaires au fonctionnement du futur établissement.

Angers Loire Métropole
83, rue du Mail - BP 80011 - 49020 Angers Cedex 02
Tél. : 02 41 05 50 00 - Fax : 02 41 05 39 00
www.angersloiremetropole.fr

J'ai pu prendre connaissance des sites « alternatifs » proposés à cette occasion dont celui dit du "Gué de Moré" situé sur la commune de Verrières-en-Anjou. Si les caractéristiques foncières de ce terrain appartenant à la SAFER ne paraissent pas répondre aux critères attendus, j'ai néanmoins souhaité qu'un examen plus approfondi de ce site puisse être mené. Toutes les données seront communiquées au garant de la concertation et rendues publiques, conformément aux dispositions prévues.

Dans l'attente, cette question comme celles que vous avez bien voulu nous relayer par ailleurs (accès routiers, transport en commun) pourront être abordées lors de la réunion que vous avez sollicitée auprès de la Communauté Urbaine et qui vous a été proposée ce jeudi 3 mars dans nos locaux, en présence de Jean-Marc VERCHERE, 1er vice-président d'Angers Loire Métropole, de Jean-Charles PRONO, maire de Loire-Authion.

Je vous prie de recevoir, Messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

Bien à vous

Christophe BECHU

Maire d'Angers
Président d'Angers Loire Métropole

Observation n°180

Déposée le 14 Mars 2022 à 11:23
Par Leguillon sylvie
10 route d avalou
49800 brain sur l'authion

Observation:
Comment expliquer mes enfants que, dans un 1er temps, Angers Loire Métropole travaille pendant des jours pour nous présenter des documents sur le nouveau PLUI, qui nous dit qu'il faut préserver entre autres les zones humides (arrêt même dans ce sens de projet St Lambert la Potherie) avec un engagement écrit dans ce nouveau Plan d'Urbanisation, de freiner la consommation foncière et réduire l'impact sur les zones humides de 54 à 18,84 hectares.
De plus, Loire Authion présente dans son dernier bulletin municipal "l'ACTU" (NDLR bulletin municipal n°23 de mars 2022) un diagnostique Agro-écologique travaillé avec la chambre d'Agriculture et le Centre permanent d'Initiative pour l'Environnement Loire-Anjou (CPIE) ;
Et, dans un second temps, des sites identifiés, ne sont pas mis en concurrence dans ce dossier, alors que tous les points les points de vigilance environnementaux sont quasiment inexistant (sans parler de présence de riverains...

Expliquez moi donc comment dire mes enfants, comment on peut justifier de dépenser tout cet argent public dans des études, rapport, etc.... et de s’asseoir sur ces conclusions au profit d'un projet sur surdimensionné de Béton pur, décidé entre petits amis.

Observation n°181

Déposée le 14 Mars 2022 à 11:40
Par GUERET Cindy
5 impasse du trône
49800 Brain-sur-l'Authion

Observation:
Bonjour,

Je me permets de vous contacter dans le cadre de la concertation relative à la construction d'un centre pénitentiaire sur la commune de Brain-sur-l'Authion.
Je sais que mon intérêt particulier a bien peu de poids face à l'argument de l'intérêt public… mais aussi petite soit ma voix, je tenais à m'exprimer, parmi d'autres habitants, afin que les instances publiques aient conscience de l'impact énorme que de telles décisions peuvent avoir sur la vie des particuliers.
J'ai acheté une belle maison en campagne avec mon conjoint en 2012. L'environnement était idéal… nous aimions le calme de la campagne, les grands espaces, tout cela à quelques minutes du centre d'Angers, avec toutes les commodités accessibles à quelques minutes autour de chez nous. Nous avions un vrai projet de vie, projeté loin dans l'avenir. Nous comptions avoir des enfants, et nous bâtir un patrimoine solide afin de les mettre à l'abri plus tard. Notre maison est un ancien corps de ferme, une belle longère pleine de charme, que nous n'avions pas payé très cher car elle nécessitait des travaux. Nous la retapons depuis 10 ans maintenant, nous y avons mis toute notre énergie, tout notre coeur. Nous avons maintenant trois enfants de 6, 3 et 2 ans, et nous leur offrons un cadre de vie idéal. En retapant cette maison, nous avions dans l'idée que notre maison prendrait beaucoup de valeur, cela nous motivait pour la finir, et éventuellement la revendre un jour quand les enfants seront un peu plus grands. Cela nous aurait offert une belle plue-value, et aurait récompensé nos efforts. L'estimation de notre maison, alors même, que l'étage n'était pas encore aménagé, il y a 3 ans par un agent immobilier nous avait confirmé que notre maison avait pris beaucoup de valeur, et nous pensions ainsi de manière beaucoup plus sereine à l'avenir.

Il y a quelques temps, nous avions également pensé revendre une petite partie de notre grand terrain de 8000m2, pour nous aider à terminer les travaux. Notre terrain étant en zone agricole, nous avions demandé une dérogation lors de la révision du PLU. Le refus a été entre autres motivé par l'argument de la préservation des terres agricoles, alors même que cette petite parcelle n'aurait de toute façon plus jamais vocation à être exploitée un jour.
Et il y a quelques semaines, nous apprenions avec stupéfaction que dans l'intérêt publique, (mais aussi politique), un gigantesque projet pénitentiaire recouvrirait de béton des hectares de surfaces agricoles exploitables à quelques centaines de mètres de notre maison… que le flux routier déjà dense serait intensifié, que la route serait élargie, que le calme serait perturbé, que notre coin de campagne n'en serait plus vraiment un… et que par conséquent c'était notre projet de vie tout entier qui était impacté. Qui voudra maintenant acheter une maison d'où l'on peut apercevoir les mirador d'une prison? Tout le travail acharné que nous avons effectué depuis 10 ans pour donner de la valeur à cette vieille bâtisse dans le but d'assurer notre avenir est mis à mal. Combien vaudra notre maison lors de la construction de la prison? Le prix que nous l'avions acheté il y a 10 ans? Nous avons fait tellement de sacrifices, nous sommes amers…

Ce choix d'implantation ne semble pas cohérent au regard du discours politique de la mairie. Lorsque l'on voit sur le bord des routes « zone naturelle protégée », cela n'a plus de sens…
D'autres sites, d'anciennes friches industrielles auraient causé moins de tords aux riverains.
En espérant que nos voix seront entendues, je vous prie d'agréer, monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Cindy Guéret
Arnaud Johanet
Habitants de Brain-sur-l'Authion, 5 impasse du Trône

Observation n°182

Déposée le 14 Mars 2022 à 13:02
Par Perzo Stephane
17 Rte d'avalou
49800 Brain sur l'authion

Observation:
Pour faire suite au retour du courrier de Monsieur Bechu à l'association des 3c, j'aimerais savoir plus précisément quelles sont les caractéristiques foncières demandées ?
Cordialement
Stéphane Perzo

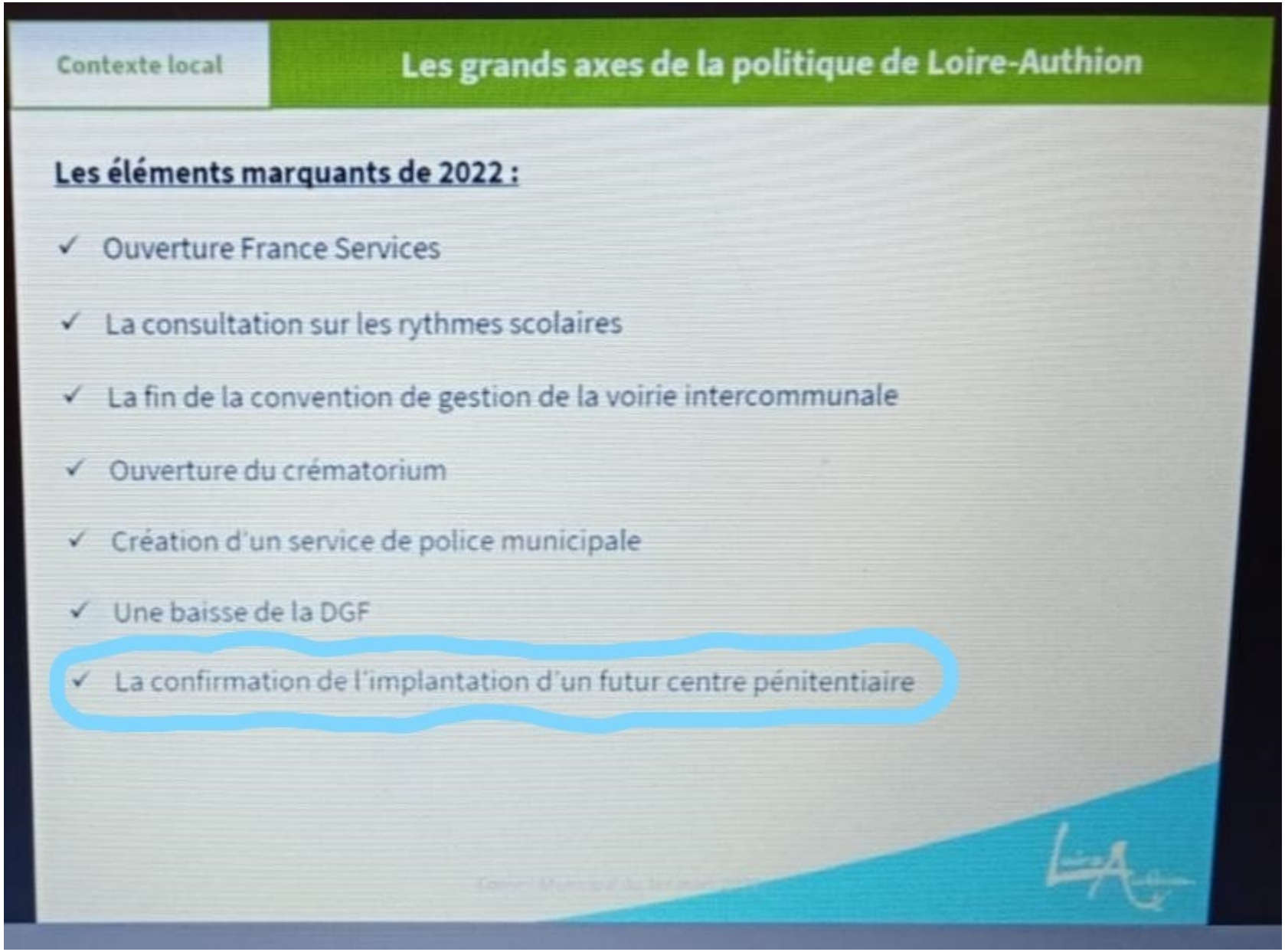
Observation n°183

Déposée le 14 Mars 2022 à 13:22
Par Anonyme

Observation:
Merci de prendre en compte les éléments en pièce jointe.

Comment une diapo illustrant les éléments marquants de 2022 ,présentée lors du dernier conseil municipal de Loire Authion, affirme t il l implantation du centre pénitentiaire, alors que la concertation n est pas terminée et que l enquête d utilité publique n a pas encore débutée??

1 document joint.


Contexte local
Les grands axes de la politique de Loire-Authion
Les éléments marquants de 2022 :
✓ Ouverture France Services
✓ La consultation sur les rythmes scolaires
✓ La fin de la convention de gestion de la voirie intercommunale
✓ Ouverture du crématorium
✓ Création d'un service de police municipale
✓ Une baisse de la DGF
✓ La confirmation de l'implantation d'un futur centre pénitentiaire

Observation n°184

Déposée le 14 Mars 2022 à 14:23
Par Anonyme

Observation:
Une concertation sur les zônes humides à semble t-il été lancée ? Vous confirmez ?
Elle serait terminée depuis le 11//03/22 ? Confirmez vous ?
Dans et pour quel périmètre de Loire Authion a t-elle eu lieu ?
Quelle type d'information disposions nous pour en connaître les tenants et les aboutissants ?
Cette concertation à t-elle un lien avec le projet du centre pénitentiaire ?
Dixit certains agriculteurs, même eux n'ont pas été mis au courant ? Vous confirmez ?

Observation n°185

Déposée le 14 Mars 2022 à 15:23
Par Anonyme

Observation:
Bonjour,

Je suis fermement opposé a la construction de cette prison, cela ca dénaturé notre belle nature!!! sans oublier toutes les nuisances qui y sont associées.
Qu'en ai t'il de l'idée de l'association des 3C de décaler cette construction dans le bois de verrière et replanter le bois sur le site des landes? a pars gêner notre maire Mr Prono car déplacement sur le commune de St Barthelemy , il ne pourrais donc plus avoir ca nouvelle route et ces bus , il n'y aurai aucun problèmes a le faire, cela limiterais l'impact pour les pauvres habitants de la crémaillères qui eux, seront emprisonnés a vie..
Merci pour votre réponse

Observation n°186

Déposée le 14 Mars 2022 à 15:49
Par Anonyme

Observation:
Bonjour ,

Je souhaiterais savoir si une étude a été faite par ALM et /ou l'APIJ sur le site idéal dans le périmètre angevin.
Les landes étant une proposition unique , il aurai été judicieux d'analyser les autres possibilités.
On a , quand même, plus l'impression d'un arrangement entre amis entre Mr Bechu et Mr Levavasseur!! avec Mr Prono qui applaudi
.

Observation n°187

Déposée le 14 Mars 2022 à 16:38
Par Anonyme

Observation:
Bonjour,

Suite a cette aberration d'implantation de prison sur une terre agricole, et sans compter les nuisances que les riverains vont devoir subir au quotidien, l'augmentation de la circulation.
Quelles compensations pourrons nous avoir? il a été établi dans plusieurs documents la perte de valeur de nos biens immobilier, est ce Mr Prono et Loire Authion pourrais faire un geste financier envers les quartiers impactés par cette implantation?
- Suppression ou diminution des impôts fonciers par exemple
- Raccordement gratuit au tout a l'égout et prise en charge des travaux
- Gratuité des bus pour le quartier
- etc....

Au vu du gain estimé à 5.5 millions d'euros par ans par cette implantation, cela devrait faisable pour 150 maisons!

Observation n°188

Déposée le 14 Mars 2022 à 17:49
Par ADIRA Association

Observation:
Point 2 Association ADIRA :

Accès prison : 1 seul accès extérieur est prévu.

Nous ne comprenons pas la réponse apportée à notre observation portant le N°107, concernant l'accès prison, dans laquelle nous demandons un accès côté sortie Pignerolles/St Barthélémy d'Anjou.

"Réponse apportée
Bonjour,
Nous vous invitons à prendre connaissance de la réponse n°30.
Nous ne comprenons pas que vous étendiez votre demande à ce que le centre pénitentiaire, sur la périphérie d'Angers, soit loin d'habitations. Ce n'est ni dans les buts de votre association, ni un critère rédhibitoire de recherche."

Nous renouvelons donc notre demande concernant l'accès prison.

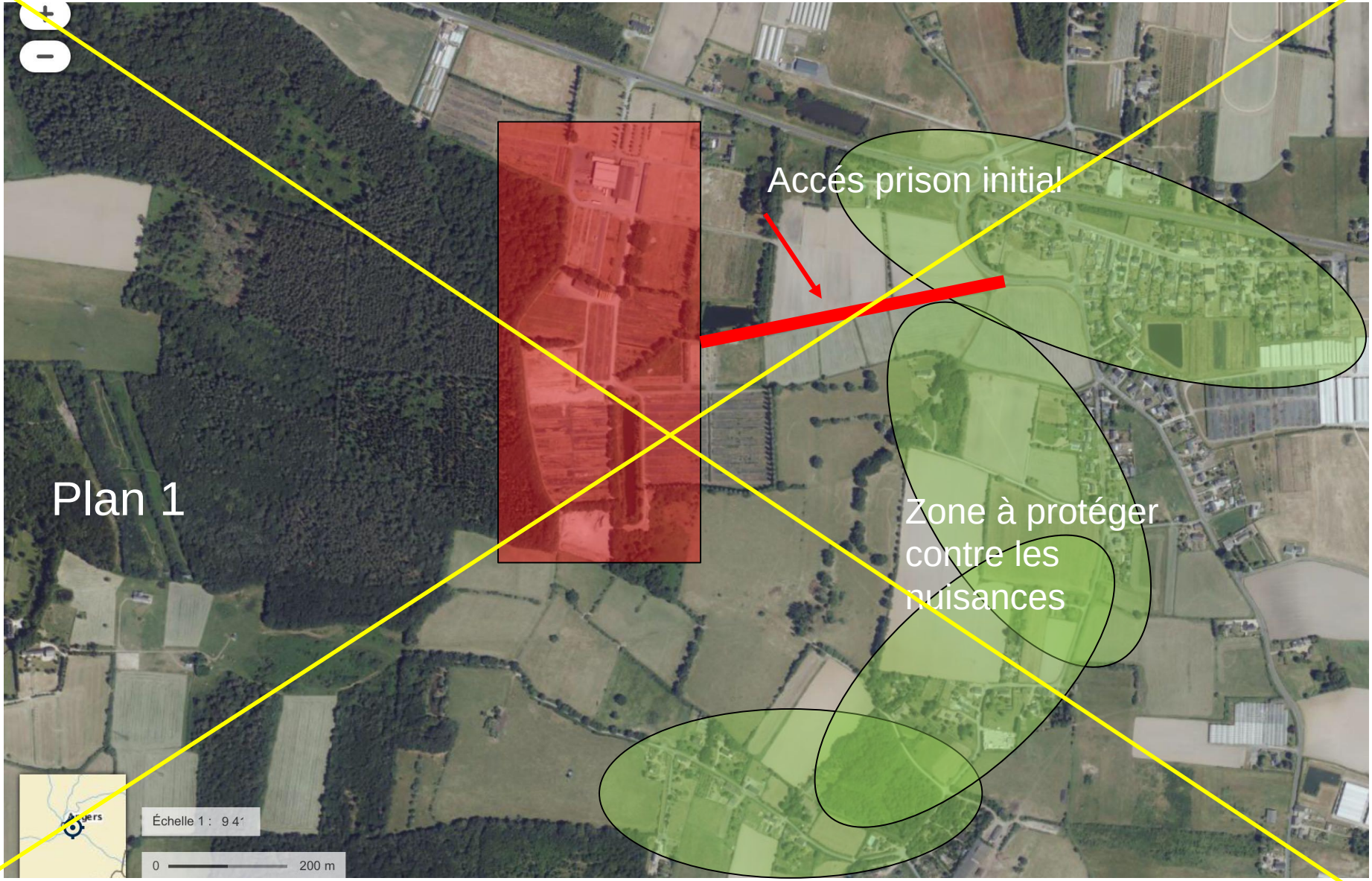
L'accès extérieur prévu dans le projet se situe via le rond-point de la Crémaillère et la route du « puits Huchet ». Celui-ci augmenterait la circulation sur la RD347 jusqu'au rond-point de la Crémaillère. Il augmenterait le trafic routier sur la route de la Chesnaie déjà très empruntée, sous-dimensionnée pour le trafic existant, dangereuse et dont le trafic va s'accroître avec les prochaines constructions dans le bourg de Brain. Et surtout, il traverserait une zone d'habitations. Nous ne voulons pas de cet accès situé juste en face des maisons des riverains sachant qu'il traverse la zone habitée tel que représenté sur le plan 1.

Nous proposons la création d'un accès plus à l'est du site des Landes, création d'un giratoire à la sortie Pignerolles St Barthélémy (Route de Beaufort) avec accès direct à la prison, en longeant ou empiétant sur le Bois de Verrière.

Aujourd'hui la sortie de la route de Beaufort venant de St Barthélémy d'Anjou et allant vers Beaufort (ou Angers) en empruntant la RD347 est un point noir de sécurité qui entraînera des accidents de la circulation très graves (Voir Plan 2).
C'est aussi pour cette raison que nous préconisons la réalisation d'un giratoire pour donner accès à la prison.
Ce nouveau giratoire faciliterait et sécuriserait en même temps la sortie de St Barthélémy d'Anjou, pour les voitures et les camions EUROVIA.
Il permettrait également de créer un accès RD347 / secteur Quantinière (gare de Trélazé et habitations) et un accès via des bus, voie verte cyclable.. de la gare de la Quantinière à la prison, d'Angers/St Barthélémy/la prison.
Il désengorgerait la circulation dans St Barthélémy d'Anjou.
Nous ne pouvons pas envisager que ce sujet de sécurité ne soit pas pris en compte dans le cadre du projet de la prison qui lui-même va engendrer une augmentation du risque d'accident au vue de l'augmentation de la densité de circulation. (Voir Plan 3).

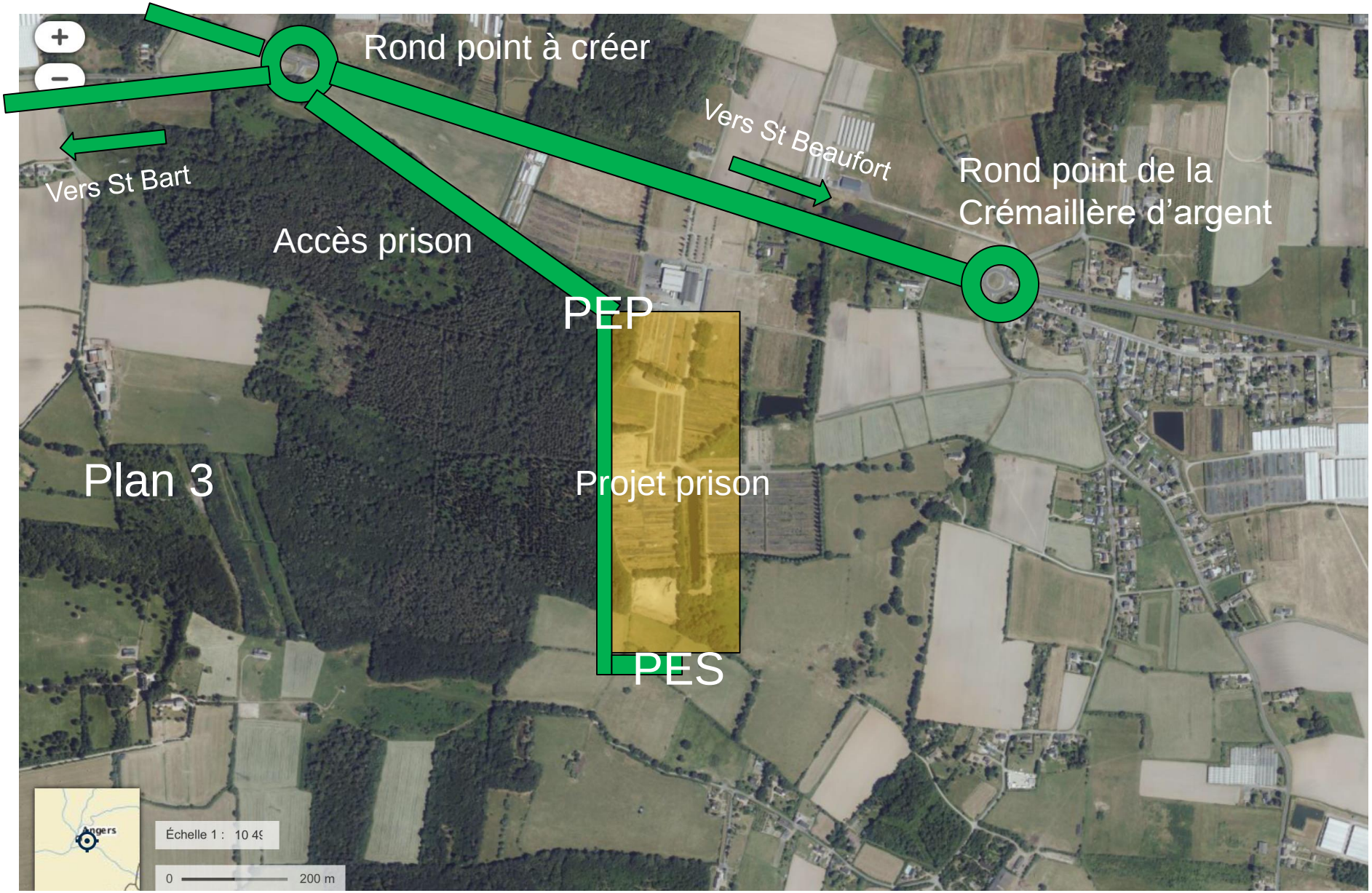
Cette proposition est la proposition n° 1 de l'atelier participatif (cf réunion du 05 février 2022).

2 documents joints.



Zones habitées

NON à l'accès initial prévu



PEP : Porte Entrée Principale , PES : Porte Entrée Secondaire (Exploitation)

Observation n°189

Déposée le 14 Mars 2022 à 18:19
Par ADIRA Association

Observation:
Nouveau point ADIRA : bois de Verrières en zones humides

Nous venons d'apprendre qu'ALM a engagé un inventaire des zones humides sur les zones agricoles et naturelles de son territoire, notamment sur Loire Authion.

On constate qu'une partie des bois de Verrières, précisément toute la partie longeant les terrains Levavasseur (ainsi que les alentours du château classé), se trouveraient inventorier comme zones humides : Heureux hasard ou pure coincidence?

Cet élément ne doit pas servir d'alibi ni nous être opposé, pour refuser l'implantation de la prison dans ce bois.

Les riverains, qui sont des êtres humains, doivent être prioritairement protégés au regard des autres éléments

1 document joint.

Inventaire des zones humides effectives
Communauté Urbaine Angers-Loire-Métropole
CONCERTATION 2022

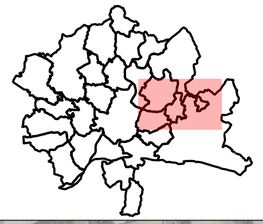
Nom de la carte :
Loire-Autnion (nord-ouest)

MOA : CUALM - MOE : ÉLÉMENT CINQ ; Sources : CUALM, ÉLÉMENT CINQ, IGN

0 500 1 000 1 500 2 000 2 500 3 000 3 500 m

Limites communales

Emprise des zones humides effectives



Document provisoire édité en janvier 2022

La cartographie des Zones Humides Effectives a été établie sur la base d'un travail de terrain réalisé en 2021 (approche pédologique et botanique, d'après la circulaire du 18/01/2010 relative à la délimitation des zones humides).

Il s'agit d'un outil de porter à connaissance, il n'est pas à visée réglementaire et ne peut se substituer à la réglementation en vigueur.

Les zones U et AU sont exclues de cet inventaire.

Écouflant
Verrières en Anjou
Rives du Loir en Anjou
Sarrigné
Le Plessis Grammoire
Saint Barthélemy d'Anjou
Trélazé

Observation n°190

Déposée le 14 Mars 2022 à 18:40
Par Anonyme

Observation:
La recherche foncière en alternative du site de La Bodinière s’est faite exclusivement localement!

La marche du samedi 12 mars a montré notre mobilisation et notre refus d'implantation d'un centre pénitentiaire sur Loire-Authion.

Nous demandons que d’autres sites en périphérie d’Angers, éloignés des habitations et répondant aux critères cités dans votre brochure (30mn du palais de justice, 45mn CHU), soient recherchés et étudiés (friches industrielles ? …).

Observation n°191

Déposée le 14 Mars 2022 à 18:48
Par Anonyme

Observation:
Bonjour,

Je vois dans l'une de vos réponses apportées : "Nous considérons les proches habitants, c'est d'ailleurs l'objet de cette concertation."

Considérer les proches habitants, ce n'est pas seulement leur permettre d'exprimer leurs peurs, c'est surtout et avant tout, les écouter et tenir compte de leurs demandes.

Nous ne voulons pas de centre pénitencier sur Brain sur L'Authion.

Observation n°192

Déposée le 14 Mars 2022 à 19:07
Par Anonyme

Observation:
Bonjour

Je ne reviendrai pas sur les observations faites et les différentes propositions et vos réponses déjà faites.
Mais depuis la parution de votre projet c'est l'écriture sur le choix du terrain qui m'a le plus interpellé.
A savoir.
**Il n'y pas de comparaison avec un autre site pour un projet de cet importance, comme il n'y pas eu d'autre terrain proposé par l'agglo !, donc un travail inachevé…

**Oser dire ; qu'il y a des habitations à l'Est à 200m (p29) et d'écrire que le voisinage et les activités sont éloignées et qu'elles ne sont pas une contrainte (p34) !
A la campagne 200 m ce n'est pas éloigné mais peut être que pour des scribes citadins cela l'est …

**Ecrire plusieurs fois qu'il y a un périmètre de protection de 500m autour de la propriété. (Pourquoi propriété ? les autres habitations sont des propriétés aussi, donc une distance de 500m sera normale aussi.) .Normalement la vie d'une personne a plus de valeur que de vieilles pierres d'une battisse délabrée !!
Dans votre rédaction j'ai l'impression que les habitants ne sont pas considérés comme citoyens, pourtant dans notre République il y le mot « EGALITE » qui ne doit pas être connu de tous les services de l'état !

Monsieur, avec ces 3 remarques (et je ne parle pas du bois classé, des zones humides et de la zone minière) on s'aperçoit que le choix du terrain a été fait à la va-vite et ce depuis le changement de capacité d'ébergement du projet pénitencier. Avec un temps de 4 mois, les études sur de nouveaux terrains n'ont pas pu être faites correctement, ou le projet a été caché depuis longtemps , ou…

C'est une décision politique, de contrainte de délai, de temps, pour maintenir les objectifs du gouvernement, tout cela appuyé par une agglomération angevine sous la botte de son président et des ces relations amicales angevines et autres … Nous sommes peut être pas loin d'intérêts personnels voir financiers (dans ce cas là, cela serait très grave).
En particulier le prix du terrain n'a jamais été évoqué.

Merci de répondre a cette question et si cela n'est pas de votre domaine faire suivre à l'agglo pour réponse :
Quel est le prix d'achat de l'hectare du terrain qui appartient à la « propriété » ?. A-t-il été évalué pour le prix de terres agricoles ou pour le prix de terrains en friche comme vous l'écrivez et comme vous l'avez annoncé dans les médias ?

Cela a pu être déterminant dans les tractations du choix et des intérêts de certaines personnes.

Merci.

Observation n°193

Déposée le 14 Mars 2022 à 19:09
Par Anonyme

Observation:
Monsieur le Garant, Messieurs de l'APIJ,
Nous comprenons tout à fait que la prison actuelle d'Angers ait besoin d'être déménagée car elle est vétuste et indigne.
- Mais, pourquoi avoir choisi uniquement le site des Landes ? Brain-sur-l'Authion est une terre d'agriculture. Depuis un demi-siècle, nous vivons entourés de pépinières, de zones de maraîchage, de pâturages, près de la nature et dans le calme qui caractérise la vie à la campagne. Ce gigantesque projet de construction se situerait sur des terres agricoles (bonne terre végétale, souple, sans cailloux) dont l'agglomération aura un grand besoin dans les années à venir, selon le PAT !
On nous répète pourtant très souvent que l'urbanisation ne doit plus s'étendre sur les terres agricoles !

- Ce lieu choisi présente également une faune et une flore très abondantes et l'artificialisation de ces sols leur nuirait beaucoup et contribuerait à éliminer certaines espèces.
Nous sommes d'autant plus surpris que dans le bulletin municipal de Loire Authion qui vient d'être distribué, 2 pages entières sont consacrées à "l'environnement et cadre de vie" avec en titre "Des espèces rares et menacées à Loire Authion" !!! dont certaines présentes sur notre commune de Brain-sur-l'Authion (entre autres, coccinelle Hyperaspis reppensis, rare en France)

- Ce gigantesque centre pénitentiaire se situerait à proximité d'un quartier très habité. Si cette implantation était confirmée, des nuisances : circulation abondante, bruits continuels avec plus de 1300 personnes EN PERMANENCE à proximité, bruits les soirs d'été, sans doute la nuit, les lumières, etc, seront prévisibles (Vents d'Ouest dominants et maisons majoritairement à 200, 300 et 500 m).

De 400 prisonniers sur le site initialement prévu de la Bodinière, nous passerions à plus de 850, sur le site des Landes !
Avec toutes les contraintes sur ce site : sol humide, risque d'inondations, ancienne mine de fer toute proche, bois classé jouxtant la prison, à côté d'une bâtisse également classée, faune (avec beaucoup d'espèces protégées que nous devons respecter), flore abondante, bonne terre agricole, quartier très peuplé ....
Nous ne comprenons vraiment pas pourquoi le site des Landes a été le seul lieu retenu dans toute l'agglomération angevine pour accueillir la 4ème PLUS GROSSE PRISON DE FRANCE ?

Surtout, lorsque l'on se rend compte que les prisons dernièrement construites, accueillant beaucoup moins de prisonniers, se situent principalement à proximité de zones industrielles ou en pleine campagne.

Alors, dire "Oui à une prison, mais pas chez nous !", n'est pas de l'égoïsme, mais du bon sens, compte tenu de tout ce qui a été cité précédemment.
Beaucoup de personnes se posent cette question : Pourquoi l'Agglomération n'a pas mis à l'étude, sur sa vaste superficie, d'autres terrains ?
Nous sommes persuadés que des terrains disponibles (terres incultes - loin des maisons) avec moins de contraintes et répondant à tous vos critères, existent.

Nous vous remercions pour votre réponse.

Observation n°194

Déposée le 14 Mars 2022 à 20:02
Par 49 CEVA
rue du Cloteau
49800 La Daguenière

Observation:
Bonjour,
Ci-joint la contribution du Collectif Environnement Val d'Authion 49 (CEVA49).
Merci des réponses qui seront apportées par l'ensemble des acteurs concernés

1 document joint.

Projet de centre pénitentiaire de TRELAZE / LOIRE-AUTHION

Collectif Environnement Val d'Authion 49 (CEVA49)

CONTRIBUTION A LA CONCERTATION PREALABLE DANS LE CADRE DU CNDP.

VERSION « LES LANDES » BRAIN SUR L'AUTHION

Interrogations, positionnement et réflexions du Collectif Environnement Val d'Authion 49 (CEVA49)

Les divers projets de maison d'arrêt puis de centre pénitentiaire n'ont pas manqué d'interroger notre association. Le manque de transparence des élus et des institutions, l'opportunité d'un tel établissement et enfin et surtout les multiples impacts environnementaux de ce projet, nous amènent à nous exprimer sur ces divers aspects et à formuler des propositions.

1. Sur le manque de transparence des élus

Nous ne pouvons que déplorer le manque de transparence qui a prévalu dans les premières phases de ce dossier. Il aurait été judicieux d'associer la population du territoire et plus particulièrement les riverains dès le début, ce qui aurait permis de limiter les incompréhensions qui prévalent aujourd'hui.

Nous souhaitons une transparence totale sur ce projet et être informés des tractations entre les élus de Loire Authion et ceux d'Angers Loire Métropole. Nous demandons à ce que les différentes étapes et les modifications soient systématiquement rendues publiques, afin de pouvoir travailler au mieux et en connaissance de cause sur le projet. Depuis les dernières élections municipales, il a beaucoup été fait allusion à la démocratie participative. Il nous semble incompréhensible et incohérent qu'aujourd'hui les élus de Loire Authion ne mettent pas en avant ce qu'ils ont prôné. A ce titre, nous demandons que soit organisée une large consultation de la population sur l'ensemble de ces questions.

Par ailleurs, les élus d'Angers Loire Métropole (ALM) qui ont travaillé et voté le Projet Alimentaire Territorial ont fait le constat que le territoire de Loire-Authion **représente 30% des terres agricoles d'ALM**. Nous nous interrogeons sur l'opportunité de sacrifier des terres agricoles pour construire une telle infrastructure et les équipements environnants (voiries, parkings…).

2. Sur l'opportunité d'une prison de 850 places

Autant il nous semble inconcevable de laisser des détenus et le personnel pénitencier dans un établissement décrit par tous comme, entre autre, insalubre, autant nous ne voyons pas pour quelles raisons l'APIJ sur les instructions du gouvernement en profite pour augmenter la capacité du futur centre de détention.

N'y a-t-il pas déjà suffisamment de places de prisons en France ?

Pourquoi ce plan national de « 15000 places », alors qu'il est prouvé par de nombreuses études que plus il y a de places plus il y a de détenus ?

N'est-il pas temps de revoir la politique carcérale française qui prouve depuis des décennies son inefficacité ? A quand des solutions alternatives pour une meilleure réinsertion ?

Nous n'avons pas besoin de plus de places de prison, mais d'un projet de société qui donne une place digne à chacun, qui mette un terme à la misère et qui renforce les liens de solidarité.

« 850 détenus », ce sont aussi des familles, des proches qui vont devoir se rapprocher ou venir jusqu'ici : logements, transport… où ? Comment ? Alors que les espaces en phase d'urbanisation sont déjà limités pour des raisons environnementales.

L'installation de la prison sur le territoire de Loire-Authion, nous soumet définitivement à l'organisation politique et urbanistique qui en découlera. Notre pouvoir de décision (démocratie participative) nous échappera en grande partie, alors qu'une remarquable mobilisation citoyenne, basée sur l'entraide, la communication, le partage et le respect de l'environnement se développe sur notre territoire. Rappelons aussi que ce territoire est classé patrimoine mondial par l'UNESCO et partie intégrante du Parc naturel régional Loire-Anjou Touraine. Les impacts en termes de transformation du paysage seront sûrement beaucoup plus nombreux que ce qu'on peut imaginer aujourd'hui. Quel signal allez-vous envoyer à tout un chacun pour l'entrée dans ce parc qui démarre par une immense zone artificialisée pour le centre pénitentiaire ?

Tout ceci pour expliquer qu'entre un établissement de 350 personnes et un de 850 personnes, les conséquences sur l'environnement et la bio diversité ne sont pas du tout les mêmes.

3. Sur l'opportunité de l'implantation

Toutes les possibilités de localisations n'ont visiblement pas été proposées/étudiées par Angers Loire Métropole (ALM). Pourtant d'autres sites ont été un temps évoqués et semblent mieux adaptés à ce genre de projet. Il a été suggéré récemment une possibilité sur la commune de Verrière en Anjou. Ce site, au lieu-dit Le Gué Moré, avec des terres agricoles qui sont laissées vacantes depuis de nombreuses années, mais rien... Pourtant cette réserve foncière, à la main d'ALM existe et auraient certainement un impact moindre du point de vue de l'environnement. Elle aurait également le mérite de faciliter les déplacements à la fois des personnes rendant visite à la population incarcérée et des personnels intervenant au sein de

l'établissement, alors que le projet dont on parle actuellement va nécessiter de repenser les accès de voirie vers le centre pénitencier et ceux vers le palais de justice depuis le rond point de la Crémaillère d'argent.

Doit-on à nouveau «artificialiser» des zones nécessaires à l'agriculture ? N'entend-on pas qu'il faut arrêter de bétonner à tout va ? Ne nous explique- t- on pas que les inondations récurrentes (conséquence du dérèglement climatique) sont dues aussi en partie à l'augmentation des zones artificielles ?

Tous les enjeux au titre de la biodiversité, des boisements, des zones humides doivent être analysés. Aujourd'hui, les zones dont on parle sont à la fois une trame verte, une zone boisée protégée, des zones à risque d'effondrement à cause de la proximité des galeries de mines d'ardoise et de fer.

En outre si le site des Landes est positionné à proximité de friches horticoles, il l'est aussi près d'un bois classé dont il est précisé en page 29 du dossier de présentation qu'un déboisement pourrait être envisagé.., il l'est également près de terres agricoles en exploitation dont il est prévu l'expropriation des propriétaires, rien de vraiment anodin…

Empiéter sur des terres agricoles, boisées et/ou humides met à mal les trames vertes, bleues et noires. Un éclairage conséquent en zone naturelle est source de nombreux dérèglements, autant pour la population humaine que pour la faune ou la flore et même s'il est précisé, toujours dans le dossier, que des mesures compensatoires sont prévues, rien ne pourra remplacer une zone naturelle existante par des zones à créer qui n'auront de « naturel » que le nom que nos élus/spécialistes voudront bien leur donner.

Un autre point important concerne le PAT (Projet Alimentaire Territorial déjà cité plus haut) : au moment de rejoindre ALM, n'a-t-on pas entendu que la nouvelle commune de Loire Authion était la bienvenue pour rééquilibrer ce projet ? En effet la majorité des autres communes d'ALM n'ont plus de capacité à installer de nouvelles cultures vivrières sur leurs terres morcelées et recouvertes de lotissements. Après l'arrivée des maraichers nantais qui se développent à tout va sur Loire Authion pour produire de la mâche et des radis de façon industrielle, les habitants devraient accepter de sacrifier à minima 20 ha pour une prison ? Où est la cohérence ?

Les espaces d'urbanisation sont très limités sur le territoire de Loire-Authion : zones inondables, zones humides et zones sauvages à préserver. Toute la partie ligérienne de la nouvelle commune de Loire Authion étant soumise aux règles concernant les risques d'inondation, il n'est plus possible de proposer dans ces zones des options d'urbanisation. Nous ne pouvons pas envisager de donner priorité à la construction d'une prison, alors que le PLUi qui vient d'être validé, vise à protéger les trames vertes, bleues, noires et que Loire-Authion projette des travaux d'urbanisation sur des parcelles déjà fragiles.

Et mieux, les élus envisagent déjà, grâce à l'arrivée de ce nouveau centre pénitencier de créer une « nouvelle commune » sur le territoire en obtenant, comme il l'est précisé à la page 36 du dossier, la viabilisation des terrains autour du nouveau centre. Effectivement la Crémaillère d'Argent étant déjà une zone densément peuplée, le fait de modifier le plan de zonage de ce

hameau va permettre à la commune Loire Authion de lancer lotissements et autres projets sans les services associés, risquant de déséquilibrer la commune déléguée de Brain sur l'Authion et privant d'autant à nouveau notre territoire de terres agricoles.

Est-ce bien raisonnable ? Quoiqu'avec l'argent des contribuables, tout est toujours possible !

Autres questions concernant ce projet :

Le PLUi qui vient d'être adopté par Angers Loire Métropole va être à nouveau révisé.
Quelle instance assumera in fine la charge financière de cette révision?

En outre, dans la phase travaux quelle instance assumerait le surcout du projet s'il s'avérait que les nombreuses galeries des mines d'ardoise et de fer entraînent une augmentation du budget ?

4. Pour un projet adapté au 21ème siècle

Avant de repartir sur un énième projet en béton, sur du béton, peut-on réfléchir à la forme que pourrait prendre ce nouvel établissement ?

Le lien vers l'APIJ qui figure sur le site de la CNDP permet de visualiser les projets en cours. Rien de bien nouveau, malgré le « greenwashing ».

D'autres pays ont choisi de nouvelles solutions. Des universitaires Français et régionaux ont même travaillé et publié le résultat de leurs recherches proposant d'autres options plus efficaces que l'enfermement (voir Observation n°147 de Rescaled).

Pourquoi ne pas profiter de l'occasion qui est offerte pour travailler sur des modèles d'enfermement différents, en faisant participer les premiers concernés que sont les personnels pénitentiaires, les personnels de la Justice (juges, avocats, greffiers…) et les détenus ?

En conclusion et en référence à l'objet de notre collectif, nous espérons que nos arguments seront examinés avec attention et nous attendons des réponses aux questions formulées au cours de cet exposé.

Notre adresse mail :
collectifenvironnentvaldauthion49@laposte.net

Observation n°195

Déposée le 14 Mars 2022 à 20:03
Par 49 CEVA
rue du Cloteau
49800 La Daguenière

Observation:
Bonjour,
Ci-joint la contribution du Collectif Environnement Val d'Authion 49 (CEVA49).
Merci des réponses qui seront apportées par l'ensemble des acteurs concernés

1 document joint.

Projet de centre pénitentiaire de TRELAZE / LOIRE-AUTHION

Collectif Environnement Val d'Authion 49 (CEVA49)

CONTRIBUTION A LA CONCERTATION PREALABLE DANS LE CADRE DU CNDP.

VERSION « LES LANDES » BRAIN SUR L'AUTHION

Interrogations, positionnement et réflexions du Collectif Environnement Val d'Authion 49 (CEVA49)

Les divers projets de maison d'arrêt puis de centre pénitentiaire n'ont pas manqué d'interroger notre association. Le manque de transparence des élus et des institutions, l'opportunité d'un tel établissement et enfin et surtout les multiples impacts environnementaux de ce projet, nous amènent à nous exprimer sur ces divers aspects et à formuler des propositions.

1. Sur le manque de transparence des élus

Nous ne pouvons que déplorer le manque de transparence qui a prévalu dans les premières phases de ce dossier. Il aurait été judicieux d'associer la population du territoire et plus particulièrement les riverains dès le début, ce qui aurait permis de limiter les incompréhensions qui prévalent aujourd'hui.

Nous souhaitons une transparence totale sur ce projet et être informés des tractations entre les élus de Loire Authion et ceux d'Angers Loire Métropole. Nous demandons à ce que les différentes étapes et les modifications soient systématiquement rendues publiques, afin de pouvoir travailler au mieux et en connaissance de cause sur le projet. Depuis les dernières élections municipales, il a beaucoup été fait allusion à la démocratie participative. Il nous semble incompréhensible et incohérent qu'aujourd'hui les élus de Loire Authion ne mettent pas en avant ce qu'ils ont prôné. A ce titre, nous demandons que soit organisée une large consultation de la population sur l'ensemble de ces questions.

Par ailleurs, les élus d'Angers Loire Métropole (ALM) qui ont travaillé et voté le Projet Alimentaire Territorial ont fait le constat que le territoire de Loire-Authion **représente 30% des terres agricoles d'ALM**. Nous nous interrogeons sur l'opportunité de sacrifier des terres agricoles pour construire une telle infrastructure et les équipements environnants (voiries, parkings…).

2. Sur l'opportunité d'une prison de 850 places

Autant il nous semble inconcevable de laisser des détenus et le personnel pénitencier dans un établissement décrit par tous comme, entre autre, insalubre, autant nous ne voyons pas pour quelles raisons l'APIJ sur les instructions du gouvernement en profite pour augmenter la capacité du futur centre de détention.

N'y a-t-il pas déjà suffisamment de places de prisons en France ?

Pourquoi ce plan national de « 15000 places », alors qu'il est prouvé par de nombreuses études que plus il y a de places plus il y a de détenus ?

N'est-il pas temps de revoir la politique carcérale française qui prouve depuis des décennies son inefficacité ? A quand des solutions alternatives pour une meilleure réinsertion ?

Nous n'avons pas besoin de plus de places de prison, mais d'un projet de société qui donne une place digne à chacun, qui mette un terme à la misère et qui renforce les liens de solidarité.

« 850 détenus », ce sont aussi des familles, des proches qui vont devoir se rapprocher ou venir jusqu'ici : logements, transport… où ? Comment ? Alors que les espaces en phase d'urbanisation sont déjà limités pour des raisons environnementales.

L'installation de la prison sur le territoire de Loire-Authion, nous soumet définitivement à l'organisation politique et urbanistique qui en découlera. Notre pouvoir de décision (démocratie participative) nous échappera en grande partie, alors qu'une remarquable mobilisation citoyenne, basée sur l'entraide, la communication, le partage et le respect de l'environnement se développe sur notre territoire. Rappelons aussi que ce territoire est classé patrimoine mondial par l'UNESCO et partie intégrante du Parc naturel régional Loire-Anjou Touraine. Les impacts en termes de transformation du paysage seront sûrement beaucoup plus nombreux que ce qu'on peut imaginer aujourd'hui. Quel signal allez-vous envoyer à tout un chacun pour l'entrée dans ce parc qui démarre par une immense zone artificialisée pour le centre pénitentiaire ?

Tout ceci pour expliquer qu'entre un établissement de 350 personnes et un de 850 personnes, les conséquences sur l'environnement et la bio diversité ne sont pas du tout les mêmes.

3. Sur l'opportunité de l'implantation

Toutes les possibilités de localisations n'ont visiblement pas été proposées/étudiées par Angers Loire Métropole (ALM). Pourtant d'autres sites ont été un temps évoqués et semblent mieux adaptés à ce genre de projet. Il a été suggéré récemment une possibilité sur la commune de Verrière en Anjou. Ce site, au lieu-dit Le Gué Moré, avec des terres agricoles qui sont laissées vacantes depuis de nombreuses années, mais rien... Pourtant cette réserve foncière, à la main d'ALM existe et auraient certainement un impact moindre du point de vue de l'environnement. Elle aurait également le mérite de faciliter les déplacements à la fois des personnes rendant visite à la population incarcérée et des personnels intervenant au sein de

l'établissement, alors que le projet dont on parle actuellement va nécessiter de repenser les accès de voirie vers le centre pénitencier et ceux vers le palais de justice depuis le rond point de la Crémaillère d'argent.

Doit-on à nouveau «artificialiser» des zones nécessaires à l'agriculture ? N'entend-on pas qu'il faut arrêter de bétonner à tout va ? Ne nous explique- t- on pas que les inondations récurrentes (conséquence du dérèglement climatique) sont dues aussi en partie à l'augmentation des zones artificielles ?

Tous les enjeux au titre de la biodiversité, des boisements, des zones humides doivent être analysés. Aujourd'hui, les zones dont on parle sont à la fois une trame verte, une zone boisée protégée, des zones à risque d'effondrement à cause de la proximité des galeries de mines d'ardoise et de fer.

En outre si le site des Landes est positionné à proximité de friches horticoles, il l'est aussi près d'un bois classé dont il est précisé en page 29 du dossier de présentation qu'un déboisement pourrait être envisagé.., il l'est également près de terres agricoles en exploitation dont il est prévu l'expropriation des propriétaires, rien de vraiment anodin…

Empiéter sur des terres agricoles, boisées et/ou humides met à mal les trames vertes, bleues et noires. Un éclairage conséquent en zone naturelle est source de nombreux dérèglements, autant pour la population humaine que pour la faune ou la flore et même s'il est précisé, toujours dans le dossier, que des mesures compensatoires sont prévues, rien ne pourra remplacer une zone naturelle existante par des zones à créer qui n'auront de « naturel » que le nom que nos élus/spécialistes voudront bien leur donner.

Un autre point important concerne le PAT (Projet Alimentaire Territorial déjà cité plus haut) : au moment de rejoindre ALM, n'a-t-on pas entendu que la nouvelle commune de Loire Authion était la bienvenue pour rééquilibrer ce projet ? En effet la majorité des autres communes d'ALM n'ont plus de capacité à installer de nouvelles cultures vivrières sur leurs terres morcelées et recouvertes de lotissements. Après l'arrivée des maraichers nantais qui se développent à tout va sur Loire Authion pour produire de la mâche et des radis de façon industrielle, les habitants devraient accepter de sacrifier à minima 20 ha pour une prison ? Où est la cohérence ?

Les espaces d'urbanisation sont très limités sur le territoire de Loire-Authion : zones inondables, zones humides et zones sauvages à préserver. Toute la partie ligérienne de la nouvelle commune de Loire Authion étant soumise aux règles concernant les risques d'inondation, il n'est plus possible de proposer dans ces zones des options d'urbanisation. Nous ne pouvons pas envisager de donner priorité à la construction d'une prison, alors que le PLUi qui vient d'être validé, vise à protéger les trames vertes, bleues, noires et que Loire-Authion projette des travaux d'urbanisation sur des parcelles déjà fragiles.

Et mieux, les élus envisagent déjà, grâce à l'arrivée de ce nouveau centre pénitencier de créer une « nouvelle commune » sur le territoire en obtenant, comme il l'est précisé à la page 36 du dossier, la viabilisation des terrains autour du nouveau centre. Effectivement la Crémaillère d'Argent étant déjà une zone densément peuplée, le fait de modifier le plan de zonage de ce

hameau va permettre à la commune Loire Authion de lancer lotissements et autres projets sans les services associés, risquant de déséquilibrer la commune déléguée de Brain sur l'Authion et privant d'autant à nouveau notre territoire de terres agricoles.

Est-ce bien raisonnable ? Quoiqu'avec l'argent des contribuables, tout est toujours possible !

Autres questions concernant ce projet :

Le PLUi qui vient d'être adopté par Angers Loire Métropole va être à nouveau révisé.
Quelle instance assumera in fine la charge financière de cette révision?

En outre, dans la phase travaux quelle instance assumerait le surcout du projet s'il s'avérait que les nombreuses galeries des mines d'ardoise et de fer entraînent une augmentation du budget ?

4. Pour un projet adapté au 21ème siècle

Avant de repartir sur un énième projet en béton, sur du béton, peut-on réfléchir à la forme que pourrait prendre ce nouvel établissement ?

Le lien vers l'APIJ qui figure sur le site de la CNDP permet de visualiser les projets en cours. Rien de bien nouveau, malgré le « greenwashing ».

D'autres pays ont choisi de nouvelles solutions. Des universitaires Français et régionaux ont même travaillé et publié le résultat de leurs recherches proposant d'autres options plus efficaces que l'enfermement (voir Observation n°147 de Rescaled).

Pourquoi ne pas profiter de l'occasion qui est offerte pour travailler sur des modèles d'enfermement différents, en faisant participer les premiers concernés que sont les personnels pénitentiaires, les personnels de la Justice (juges, avocats, greffiers…) et les détenus ?

En conclusion et en référence à l'objet de notre collectif, nous espérons que nos arguments seront examinés avec attention et nous attendons des réponses aux questions formulées au cours de cet exposé.

Notre adresse mail :
collectifenvironnentvaldauthion49@laposte.net

Observation n°196

Déposée le 14 Mars 2022 à 20:46
Par Anonyme

Observation:
L'observation 192 est parfaitement juste ! Comment pouvez-vous considérer que les premières habitations à 200 m sont suffisamment éloignées ? C'est tout simplement scandaleux ! Mon conjoint et moi-même sommes concernés, je dirais même lésés/impactés par votre absence de considération à notre égard puisque nous ne sommes pas un obstacle à l'établissement de ce futur centre pénitentiaire alors que nous habitons à 200 m de la limite de propriété de Levavasseur. Nous avons acquis cette maison de charme il y a 15 mois et avons appris par les Voisins de Crémaillère d'argent, le 18/12/21, le projet en cours !! Aucune considération des décideurs de ce projet aberrant ! Des nuits d'insomnies pendant des semaines ont succédé à l'annonce de cette nouvelle !!! Nous sommes venus ici pour vivre à la campagne, au milieu des champs où nos voisines sont des vaches accompagnées de leurs veaux. Nous voyons plusieurs fois par semaine des biches qui viennent manger sur notre terrain et les terrains voisins. Voilà notre quotidien ! Et vous, burocrates, vous arrivez avec votre projet et n'hésitez pas à détruire notre qualité de vie par l'établissement d'une prison destinée à 850 détenus (sur la brochure), puis dès la réunion du 3/02, le nombre est majoré à 888 prisonniers !!! C'est un cauchemar ! A quand l'annonce de 1 000 prisonniers voire plus. Rien ne justifie qu'une prison de cette envergure se trouve à moins de 200 m des habitants. D'autres terrains vous ont été proposés par l'association les 3C. Vous ne pouvez donc plus justifier votre posture qui consiste à dire que seul ce terrain vous a été proposé ! Et la encore, c'est une aberration : vous nous avez demandé de vous proposer d'autre sites !! Mais c'est votre travail, VOUS êtes rétribués avec l'argent public, donc notre argent, pour elaborer ce type de projet donc pour rechercher des sites ajustés à ce projet d'envergure. Pour notre part, nous ne sommes pas rétribués pour effectuer des recherches. Mais face à votre inertie et afin de pouvoir espérer que ce projet soit déplacé vers un autre site dont la dimension serait adaptée, l'association les 3C de la Crémaillère d'Argent a fait le travail. Merci à eux ! Vous ne pouvez donc plus dire que le site des Landes est le seul et unique à l'étude. Nous espérons vivement que les autres terrains feront l'objet d'une étude approfondie par l'APIJ et autres acteurs de ce projet, insensé à l'heure actuelle. Par ailleurs, nous aurions souhaité des élus municipaux qu'ils se préoccupent du bien-être de leurs administrés plutôt que de ne s'intéresser qu'à d'hypothiques contreparties et bénéfices..... A bons entendeurs !!!

Observation n°197

Déposée le 14 Mars 2022 à 20:53
Par LE VOYER Arnaud

Observation:
Le nouveau centre pénitentiaire de 850 places interpellent fortement les associations par sa taille, par la diversité des quartiers et bâtiments à venir qui associera une Maison d'Arrêt et un Centre de Détention (dont la répartition des places n'est pas encore défini ou annoncé) ainsi qu'une prison de femme de 60p.

Ces 3 dispositifs pénitentiaires ont des spécificités d'accueil de détenus très différentes pour des durées de peine différentes avec la mise en place d'une sécurisation des enceintes différentes, et un accompagnement des détenus et des familles également très différents.

Les associations qui concourent au soutien des détenus et des familles travaillent en lien très positif avec l'administration pénitentiaire de la Maison d'Arrêt d'Angers depuis de nombreuses années. Tous se félicitent de la qualité et du respect mutuel existant à Angers entre l'encadrement de la MA actuel et les associations.

Ce lien très complémentaire avec l'administration pénitentiaire local permet de nombreux services, un réel concours des associations à l'humanisation de l'établissement.
L'administration pénitentiaire partout en France reconnait aux associations leur rôle irremplaçable.
Les expériences d'externalisation de ces missions à des sociétés privées a montré la différence entre les services, missions et projets bénévoles avec les missions salariées. Elles ne sont pas de même nature, ne peuvent se substituer. Elles ne doivent pas d'ailleurs s'opposer lorsque la ressource associative devient insuffisante.

Le tissu associatif partout en France est en réelle difficulté depuis de nombreuses années pour renouveler ses membres, ses responsables, rajeunir et former, préserver sa capacité entrepreneuriale, sa dimension innovante. (Impact sociétal, culturel, générationnel, …)
Ces difficultés se sont très sensiblement renforcées avec les 2 années COVID.

Dans ce contexte, les associations sont appelées à se rapprocher pour partager leurs bonnes pratiques, unir leurs ressources, mutualiser leurs actions.
Le passage de 266 places de l'actuelle Maison d'Arrêt à 850places déployées en 3 dispositifs pénitentiaires aux caractéristiques très différentes soulève un véritable défi que la collectivité doit prendre en considération pour éviter de découvrir trop tard que des équilibres irremplaçables ont été rompus.

Dans ce cadre plusieurs recommandent l'étude et la mise en place d'une Maison des Associations à l'extérieur et à proximité de l'enceinte du futur centre avec une implantation également de relai à l'intérieur avec des espaces dédiés.

Le cahier des charges de cette MAISON DES ASSOCIATIONS une fois validée sur son bien fondé par l'APIJ, l'Agglomération et le Département devra faire l'objet d'un Plan de Travail pour aboutir à une préconisation d'espace et de fonctionnement, une approche budgétaire, un cadre de relation redéfini en lien avec l'administration pénitentiaire du site.

Cette élaboration pourrait probablement mobiliser le GACP (Groupement Angevin Concertation Prison unissant les différentes associations locales déclinées du GNCP national). Ce Groupement a montré depuis de nombreuses années sa capacité à bâtir des projets communs.

La réussite de cette réalisation démontrerait la dimension innovante et potentielle des associations de notre territoire si nécessaire dans le soutien et l'accompagnement des fragilités de notre époque.

Un RdV commun avec l'APIJ, les élus de l'agglomération et du département et les associations pourrait assurer un élan et une dynamique tant sur le projet de MdesA que sur un vrai plan de recrutement et de dynamisation projet de chacune d'elles pour être re-ajusté au contraintes du nouveau centre 2027 multidispositifs pénitentiaire.

Observation n°198

Déposée le 14 Mars 2022 à 21:12
Par Anonyme

Observation:
Bonsoir,

Est-ce raisonnable de vouloir bétonner des hectares de terres agricoles pour implanter une prison ?
Avec le dérèglement climatique, ne va-t-on pas vers des inondations répétées ?
Ces terres agricoles ne devraient-elles pas servir au PAT (Projet Alimentaire Territorial) ?
Ne va-t-on pas manquer de bonnes terres agricoles pour plus tard ?

Observation n°199

Déposée le 14 Mars 2022 à 21:13
Par Chapeau Tony
3 impasse du trône
49800 Brain sur l'authion

Observation:
Bonjour,
Nous nous permettons cette observation, en effet nous sommes arrivés sur la commune de brain en 2014, commune paisible au bord de l'authion, le calme de la campagne aux portes d'Angers. Le top en somme pour voir grandir nos enfants.
Malheureusement on entend arriver ce projet de prison à quelques centaines de mètres de la maison, sur des terres agricoles qui plus est !
Nous nous sommes vu, pour notre part, refuser un projet de division de parcelles pour une question "écologique", alors qu'on va venir tuer tout une partie de faune et de flore à coup de béton...

Observation n°200

Déposée le 14 Mars 2022 à 22:57
Par Poirier-Pineau Marie-Annick
La Foresterie
49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Observation:
Je comprends très bien l'opposition des riverains à l'implantation d'une prison d'une telle envergure. Les 3C ont de bons arguments qui justifieraient une grosse réflexion. Rescaled, le secours catholique et maître Salquain ont fait des remarques qui devraient être plus qu'écoutées par les instances dirigeantes.
L'association des voies de Saint-Barth. ainsi que les 3C proposent différents schémas de barreaux routiers pour désengorger le trafic routier sur Saint-Barthélemy-d'Anjou ainsi que celui de la 347. Ne pensez-vous pas que les VOIX de la CAMPAGNE vont s'élever si vous touchez les terres agricoles, pour certaines classées en ZAP, Et la tranquillité des riverains de ces soi-disant futures voies?

Observation n°201

Déposée le 14 Mars 2022 à 23:45
Par COUEDEL PASCAL
31 rue de Walcourt
49124 Saint Barthélémy d'Anjou

Observation:
J'ai deux observations à partager qui mettent en cause la sincérité de la mise en œuvre du processus de concertation.

1. Sur le « respect de la participation du public au processus d'élaboration du projet »

Le dossier accessible au public (versions papier et Internet) qui synthétise l'information sur le projet affirme page 29 du Projet de Construction :
- en titre : « 2 sites ont fait l'objet d'une analyse préalable »
- et en conclusion de cette même page : « l'implantation définitive de l'établissement est l'objet de la concertation ».
Ce qui signifie très logiquement qu'un avis du public est demandé sur le choix qui reste à opérer concernant le site.

Pourtant, il est déjà précisé, page 28, « Pourquoi avoir choisi le site d'étude d'Angers Les Landes ? », qui est le seul présenté aux pages 30 à 35 et 45.

Par ailleurs début septembre 2021, les Maires de Loire-Authion et de Trélazé avaient acté publiquement cette décision en le faisant savoir par la presse locale :
- Le Maire de Trélazé acceptant que le projet de prison n'était plus réalisable sur sa commune au vu de la taille du projet de l'Etat,
- l'Edile de Loire-Authion affirmant qu'il avait refusé de préempter des terres cultivées en Bio pour compléter l'emprise de la Bodinière,
- les deux indiquant avoir l'engagement d'ALM pour qu'une autre implantation soit retenue sur ce secteur Est d'Angers pour y construire une prison.
https://www.ouest-france.fr/pays-de-la-loire/angers-49000/prison-d-angers-avec-l-augmentation-du-nombre-de-places-sa-construction-a-trelaze-en-question-105fe7ea-0c91-11ec-8f66-1caeab7b63b1

En ne présentant qu'un seul site possible contrairement à l'objet de la concertation, la question de l'implantation de ce projet de construction a été de facto fermée avant d'avoir été posée au public.

2. Sur « la qualité, la sincérité et l'intelligibilité des informations diffusées au public » concernant la nature du projet

Le site de la Bodinière, initialement proposé par la commune de Trélazé sur une emprise de 12 Ha, avait été étudié pour 580 détenus maximum, en remplacement de la Maison d'Arrêt trop vétuste du centre d'Angers.

Le Maire de Trélazé en avait fait état en Conseil Municipal et dans la presse locale dès l'année 2014, et le dossier était officiellement suivi depuis 2017 par ALM qui annonçait dès 2018 l'achat des terrains par l'État.
https://www.ouest-france.fr/pays-de-la-loire/angers-49000/angers-le-projet-de-prison-ecarte-puis-retenu-par-le-gouvernement-6011389

L'évolution en juillet 2021 du programme immobilier national du Ministère de la Justice a transformé le projet initial en un Centre de Détention combiné à une Maison d'Arrêt pour un total de 850 places.

Ce nouveau projet nécessitant désormais une emprise de 17 Ha a amené Angers Loire Métropole à proposer le site des Landes sur la commune de Loire-Authion.
Ainsi il est faux de noter (page 11 du dossier) dans « le calendrier du projet » « octobre 2018, annonce [..] du projet pénitentiaire d'Angers Les Landes » puisqu'elle date de trois ans plus tard.

Et le dossier ment par omission, dans son déploiement sur les deux pages 24 et 25 d'explication du projet pénitentiaire, où il évite de préciser dans sa frise synthétique de fin de page que l'établissement pénitentiaire proposé agglomère à la reconstruction d'une

Maison d’Arrêt un Centre de Détention pour des moyennes peines criminelles.

Cette présentation lacunaire et faussée des informations ne peut que masquer aux angevins qu’il s’agit d’un nouveau site destiné à s’adapter à un projet de nature et de taille radicalement différents du projet annoncé depuis 8 ans.

Seule une présentation de la nature exacte du projet devrait pouvoir être soumise au public pour un avis préalable réellement informé.

Observation n°202 (01. Mairie déléguée de Brain-sur-l'Authion)

Déposée le 11 Mars 2022 à 09:14
Par TINCHANT Anne

Observation:
Merci de prendre en compte les éléments en pièce jointe.

1 document joint.

Tinchant Anne

11 mars 2022 après nous avoir dit essayer de reculer sur les bois pour épargner nos terres vous nous avez dit ne pas pouvoir car c'était en zone inondable, hors on ne nous a pas précisé que c'était entrain de se décider qu'il y avait (pour les zones inondables) concertation jusqu'au 11 mars nous l'avons appris à la réunion du 7 mars comme par hasard, juste une petite bande là où vous deviez reculer sur le Haut de la parcelle ??
nous le voyons comme une belle trahison. Indépendants soit disant ?? On n'y croit pas, ci votre parcelle en devient trop étroite chez le voisin vous irez ailleurs.
Pas sur mes terres drainées et hautes comme on m'a été expliqué sur le terrain.
Etant en zone à risque par rapport à la levée de la loire nous avons besoin de terres hautes pour mettre nos animaux en cas de crue; de plus c'est les terres exploitable de bonne heure au printemps étant plus seche

Observation n°203 (01. Mairie déléguée de Brain-sur-l'Authion)

Déposée le 11 Mars 2022 à 09:25
Par TINCHANT Odile

Observation:
Merci de prendre en compte les éléments en pièce jointe.

1 document joint.

tinchant odile
pour la faune et la flore, l'environnement
il y a des terrains nettement plus
pollués de plus nous craignons l'écoulement des
eaux car visiblement personne s'en occupe c'est
à Loire Authion de s'en occuper avant que l'eau arrive dans
les maisons d'Avaloue du moulin d'Avalon.

PROJET DE CONSTRUCTION
Établissement pénitentiaire sur le territoire des communes de Trélazé et Loire-Authion
Mise en compatibilité du PLUi d'Angers Loire Métropole et du SCoT Loire Angers

Réunion publique
Jeudi 3 février 2022

Concertation préalable

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
Liberté
Égalité
Fraternité

APIJ
AGENCE PUBLIQUE POUR L'IMMOBILIER DE LA JUSTICE

Jean-Charles PRONO
Maire de Loire-Authion

Jean-Marc VERCHERE
Vice-président d’Angers Loire Métropole

Pierre ORY
Préfet du Maine-et-Loire

Déroulé de la soirée

INTRODUCTION	**LA CONCERTATION**	ÉCHANGES	**LE PROJET**	ÉCHANGES

Les règles du jeu



Dialogue
et écoute



Recueil des
contributions



Respect des
intervenants

Mode d’emploi pour une réunion réussie

Durant la présentation, nous vous invitons à…



Déposer vos questions ou remarques, sur les fiches en salle ou dans le tchat en ligne

Durant le temps d’échanges, vous avez la possibilité de…



En salle : demander la parole pour intervenir à l’oral
En ligne : continuer à réagir sur le tchat

Les intervenants ce soir

La préfecture du Maine-et-Loire

- Pierre ORY, Préfet du Maine-et-Loire

La Direction Départemental des Territoires

- Catherine GIBAUD, Directrice adjointe

Département du Maine-et-Loire

- Gilles PITON, Conseiller général

La Gendarmerie

- Patrice DUBOIS, Colonel de Gendarmerie

Angers Loire Métropole

- Jean-Marc VERCHERE, Vice-président

Loire-Authion

- Jean-Charles PRONO, Maire

Trélazé

- Lamine NAHAM, Maire

Les intervenants ce soir

Le maître d'ouvrage du projet : l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice

- Directeur opérationnel
- Directeur de programme
- Chef de projet

La Direction de l'Administration pénitentiaire

- Eric BESSON, Chef du bureau de l'immobilier

La Direction interrégionale des services pénitentiaires Bretagne, Normandie et Pays de la Loire

- Marie-Line HANICOT, Directrice interrégionale
- Delphine CLOAREC, Directrice de la Maison d'Arrêt d'Angers
- Véronique MARIN, Ajointe à la Directrice de la Maison d'Arrêt d'Angers

Le Garant de la concertation, désigné par la CNDP

Serge QUENTIN

Et vous ?

Dans quelle ville habitez-vous ?



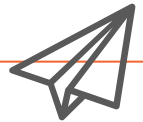
LA CONCERTATION

Serge QUENTIN
Garant de la concertation

Le garant de la concertation

- Le garant a pour mission de **veiller au respect du droit à l'information et à la participation** du public.
- Il est **indépendant** et doit être extérieur aux parties prenantes du débat.
- Rendre compte de la concertation dans le bilan de la concertation, un mois après la fin de celle-ci.

commission nationale du débat public
MA PAROLE A DU POUVOIR



serge.quentin@garant-cndp.fr

M. Serge QUENTIN - CNDP
244, boulevard Saint-Germain,75007 Paris

Pourquoi une concertation ?

La concertation publique préalable est une procédure organisée en amont d'un projet susceptible d'avoir un impact sur l'environnement, le cadre de vie ou l'activité économique d'un territoire.

Les objectifs de la concertation

- Vous informer sur le projet ;
- Recueillir vos avis et contributions y compris les propositions alternatives ;
- Affiner le projet pour mieux l'intégrer dans son environnement.

Le bilan rédigé par le garant

A l'issue de la concertation préalable et dans un délai d'un mois, **le garant rédige un bilan de la concertation** qui :

- **Présente la méthodologie retenue** pour mener la concertation.
- **Expose l'appréciation du garant sur la qualité de la démarche** menée.
- **Fait la synthèse des arguments et des propositions** exprimés par le public.
- **Formule des recommandations à l'attention du maître d'ouvrage** POUR répondre aux questions posées, étudier les propositions restées en suspens et plus largement, sur la manière dont le continuum du droit à l'information et à la participation doit être assuré.

Que se passe-t-il après la concertation ?

Le garant rédige son bilan de la concertation (1 mois)

Le préfet du Maine-et-Loire rédige son bilan au titre de la mise en compatibilité (1,5 mois)

L'APIJ tire les enseignements de la concertation et expose les mesures qu'elle juge nécessaire de mettre en place pour en tenir compte (2 mois)



Documents publiés sur le site de l'APIJ et de la CNDP

Directeur opérationnel de l’APIJ

Qui conduit le projet ?

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
Liberté
Égalité
Fraternité

Le commanditaire

le Ministère de la Justice, nommé aussi « *la chancellerie* »

Son rôle

En lien avec les juridictions locales, le ministère de la Justice est chargé :

- de la **gestion du patrimoine** immobilier judiciaire et pénitentiaire.
- Il **évalue les besoins**.
- et définit la **programmation immobilière**.

Le nouvel établissement pénitentiaire d'Angers est inscrit dans plan immobilier pénitentiaire national.

Le maître d'ouvrage

L'Agence publique pour l'immobilier de la Justice (APIJ)

APIJ
AGENCE PUBLIQUE POUR L'IMMOBILIER DE LA JUSTICE

Son rôle

L'APIJ est le **maître d'ouvrage**.

- Elle **supervise le projet** de construction du futur établissement pénitentiaire d'Angers.
- Elle **coordonne** l'ensemble des acteurs qui interviendront du début à la fin de la réalisation du projet.

L'APIJ est à l'origine du lancement de cette concertation préalable.

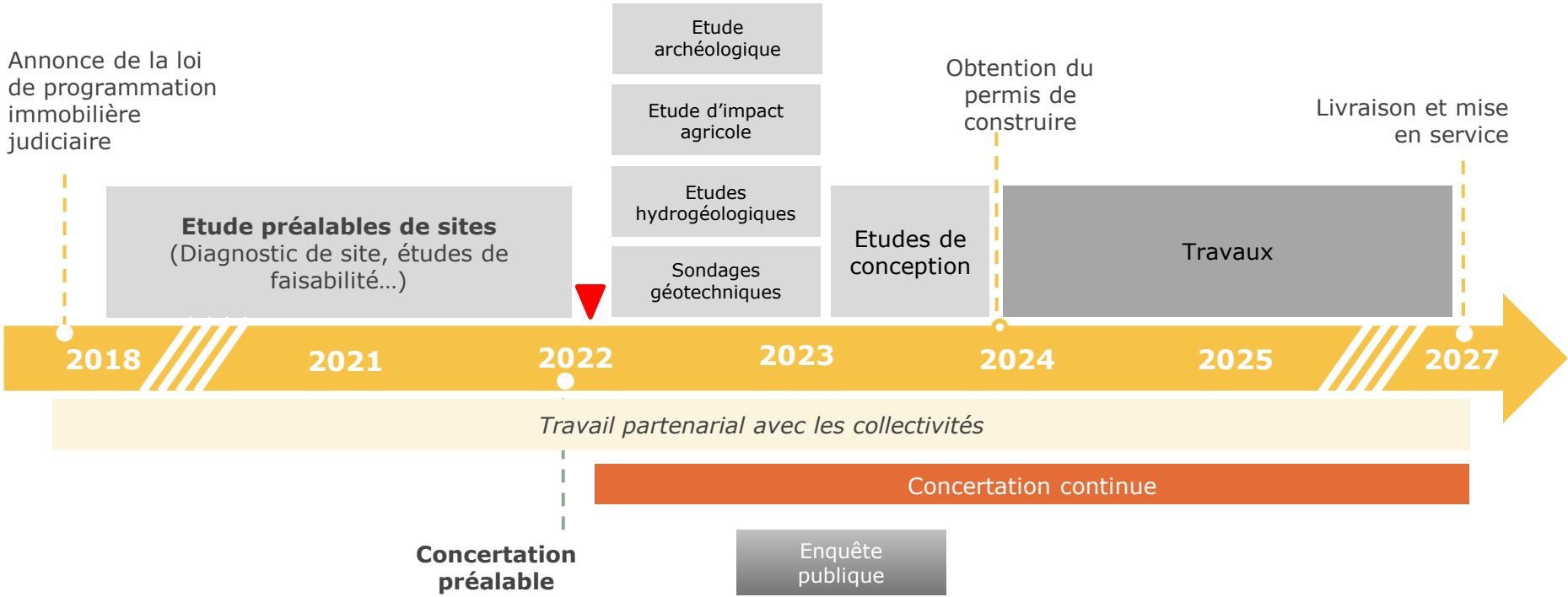
Les acteurs liés au projet

LES COMPÉTENCES SONT RÉPARTIES POUR PERMETTRE UNE COHÉRENCE GLOBALE DU PROJET

- L'APIJ pour le choix du site, l'architecture et la conception de l'établissement
- L'administration pénitentiaire pour l'exploitation, le recrutement des personnels
- La métropole et le département pour les accès à l'établissement
- La communauté urbaine et les communes pour les aménagements et les équipements relatifs à l'arrivée de l'établissement sur le territoire.

Les contributions des habitants alimentent le projet et éclairent les orientations d'aménagement.

Où en sommes-nous ?



Ce que la concertation peut apporter

- La compréhension du projet par le public.
- La compréhension par le maître d’ouvrage des avis et des contributions du public sur le projet présenté.
- Une meilleure décision publique, prise en connaissance de cause.

La concertation depuis le 18 janvier 2022

Près de 50 participants lors des rencontres

+ de 50 avis collectés à ce jour





Les thèmes abordés dans les contributions

- L’historique du projet, le dimensionnement de l’établissement, les sites étudiés, l’implantation précise
- L’insertion paysagère de l’établissement : à quoi va-t-elle ressembler ?
- Les futurs accès au site (routiers, transports en commun)
- L’établissement en exploitation, et le cadre de vie autour
- Les opportunités de développement local (assainissement, aménagement local)
- La valeur immobilière des habitations riveraines
- Les modalités de prise en compte de la faune et la flore
- La politique pénitentiaire et l’immobilier de l’Etat
- Le rôle et la durée de la concertation.



Et vous ?

Y a-t-il d’autres sujets, questions que vous souhaitez aborder ?



LE PROGRAMME IMMOBILIER PÉNITENTIAIRE NATIONAL

Eric BESSON
Chef du bureau de l’immobilier, Direction de l’Administration Pénitentiaire (DAP)

Les objectifs du programme immobilier pénitentiaire national – octobre 2018



Résorber la surpopulation carcérale

La construction de 15 000 places supplémentaires en encellulement individuel devrait être achevées à l'horizon 2027.

- 7 000 places livrées ou en chantier en 2022.
- 8 000 places livrées en 2027



Marie-Line HANICOT
Directrice Interrégionale des Services Pénitentiaires (DISP)

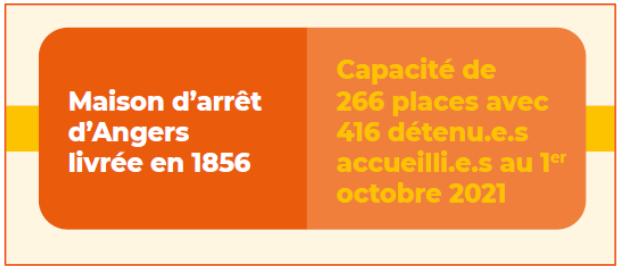
La situation régionale

LES ÉTABLISSEMENTS PENITENTIAIRES

- 24 établissements,
- 7 700 places pour 8 400 personnes hébergées,
- 300 matelas au sol
- Répondre aux besoins de la Justice, avec des conditions dignes d'incarcération et des conditions correctes de travail pour le personnel pénitentiaire.

La situation actuelle à Angers

SITUATION ACTUELLE



- La capacité globale des maisons d'arrêt des Pays de la Loire est de 1 372 places pour 1 968 détenus accueillis.

RÉPONSE PROPOSÉE



* Le quartier de semi-liberté reste localisé dans le centre-ville d'Angers

Un établissement pénitentiaire, qu'est-ce que c'est ?

Le futur établissement pénitentiaire d'Angers accueillera des hommes et des femmes adultes.

- **Les centres de détention** accueillent des personnes détenues condamnées à une peine supérieure à deux ans et qui présentent les meilleures perspectives de réinsertion sociale.

- **Les maisons d'arrêt** reçoivent les personnes :

  - Prévenues en détention provisoire
  - Condamnées dont la peine ou le reliquat de peine < 2 ans.

Ce sont les établissements pénitentiaires présentant le plus de cas de surpopulation carcérale.

Et vous ?

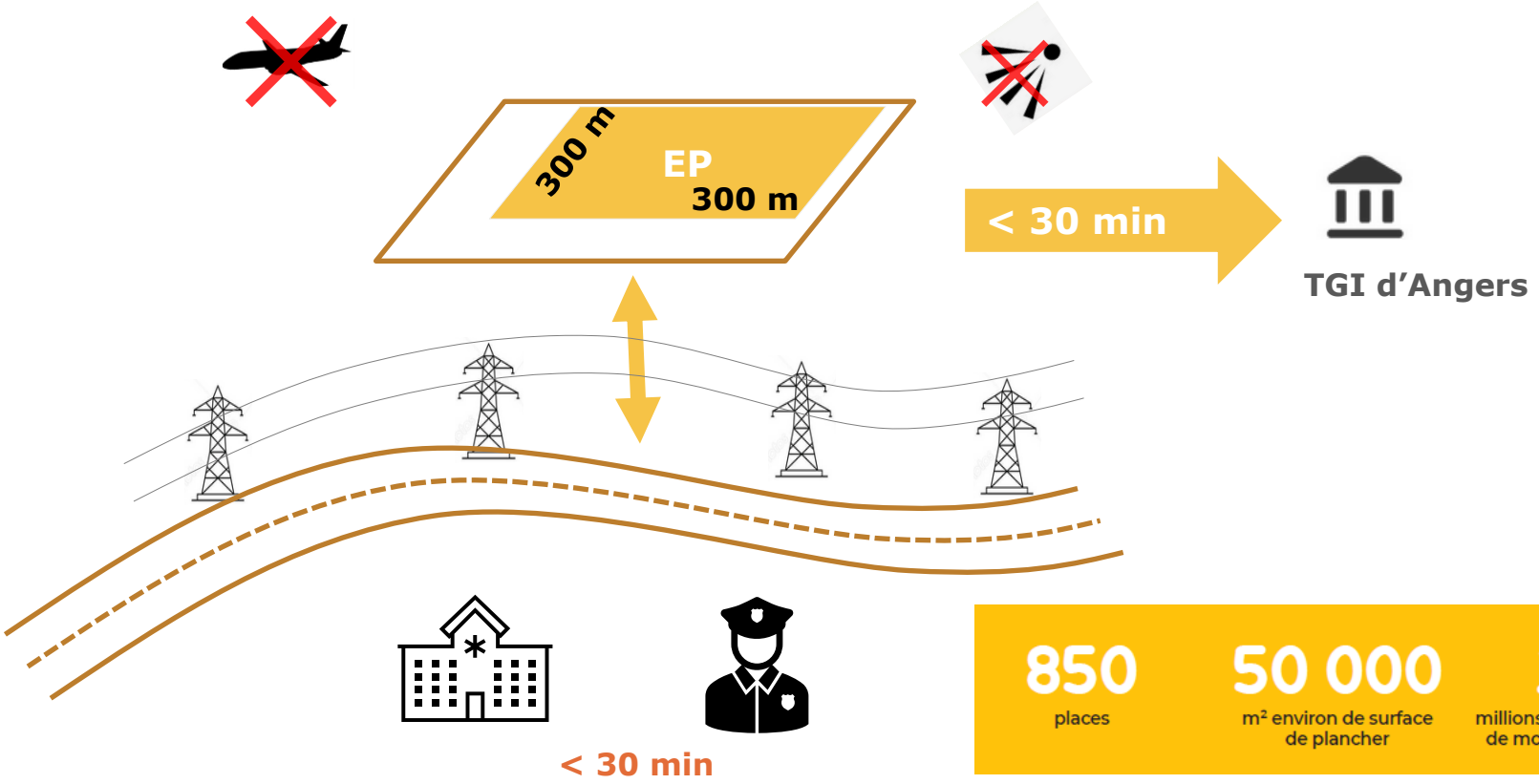
Vous avez la parole !



LE CHOIX DU SITE

Directeur opérationnel

Le choix du site d'implantation



850 places

50 000 m² environ de surface de plancher

130 millions d'euros HT environ de montant prévisionnel

Deux sites à l’étude



Pourquoi avoir choisi le site d'étude d'Angers les Landes ?

LE SITE DE LA BODINIÈRE

Les impacts du projet :

- Expropriations de terrains naturels, agricoles exploités et d'habitations
- Fortes compensations écologiques sur un secteur agricole tendu
- En partie en zone inondable
- Remise en question de la viabilité de certaines exploitations agricoles

LE SITE D'ANGERS LES LANDES

Les impacts du projet :

- Expropriations de terrains naturels et agricoles en friche
- Secteur en friche avec des impacts modérés vis-à-vis de la faune et de la flore
- Hors zone inondable
- Maintien de l'équilibre agricole existant

→ L'IMPLANTATION DÉFINITIVE DE L'ÉTABLISSEMENT EST L'OBJET DE LA CONCERTATION.

Un projet construit en concertation avec le territoire

LE TRAVAIL PARTENARIAL AVEC LES COLLECTIVITÉS

Depuis le début du projet, Angers Loire Métropole et les communes de Trélazé et Loire-Authion sont associées étroitement à l'élaboration du projet.

→ Plus d'une vingtaine de réunions se sont tenues en amont du lancement de la concertation.

L'APPUI DES SERVICES LOCAUX DE L'ÉTAT

La Préfecture du Maine et Loire accompagne l'APIJ dans ses démarches et les divers services de l'État DREAL, Drac, …) apportent leur expertise.

LA PREPARATION DE LA CONCERTATION

De premières rencontres ont eu lieu en amont de la concertation :

- Réunions de présentation en préfecture
- Rencontres avec les riverains en présence du garant
- Rencontre avec le personnel pénitentiaire

Et vous ?

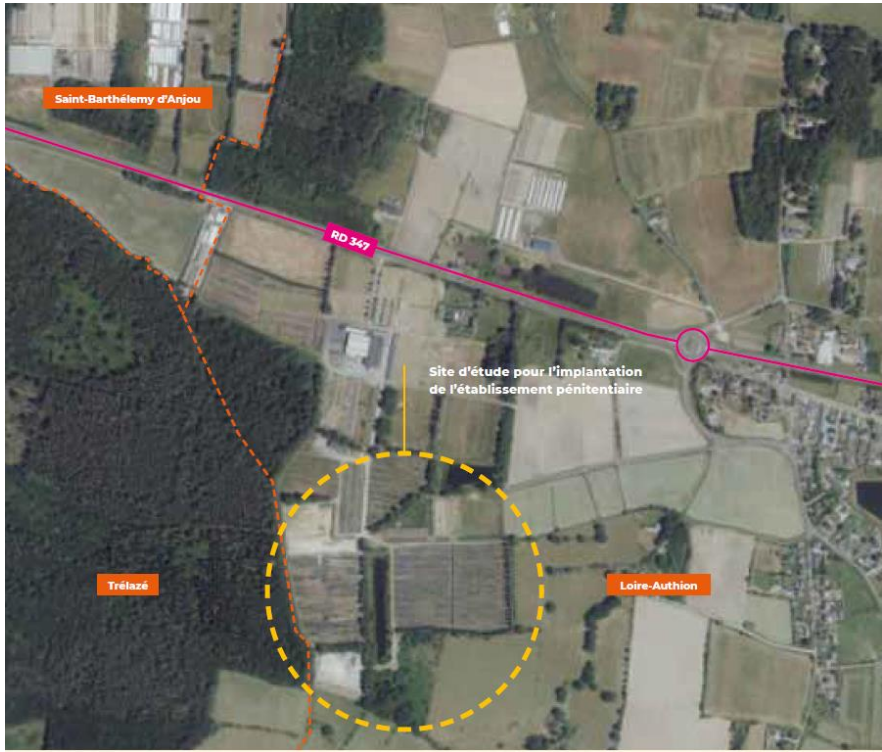
Vous avez la parole !



Directeur de programme

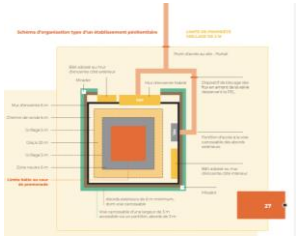
Le site à l'étude

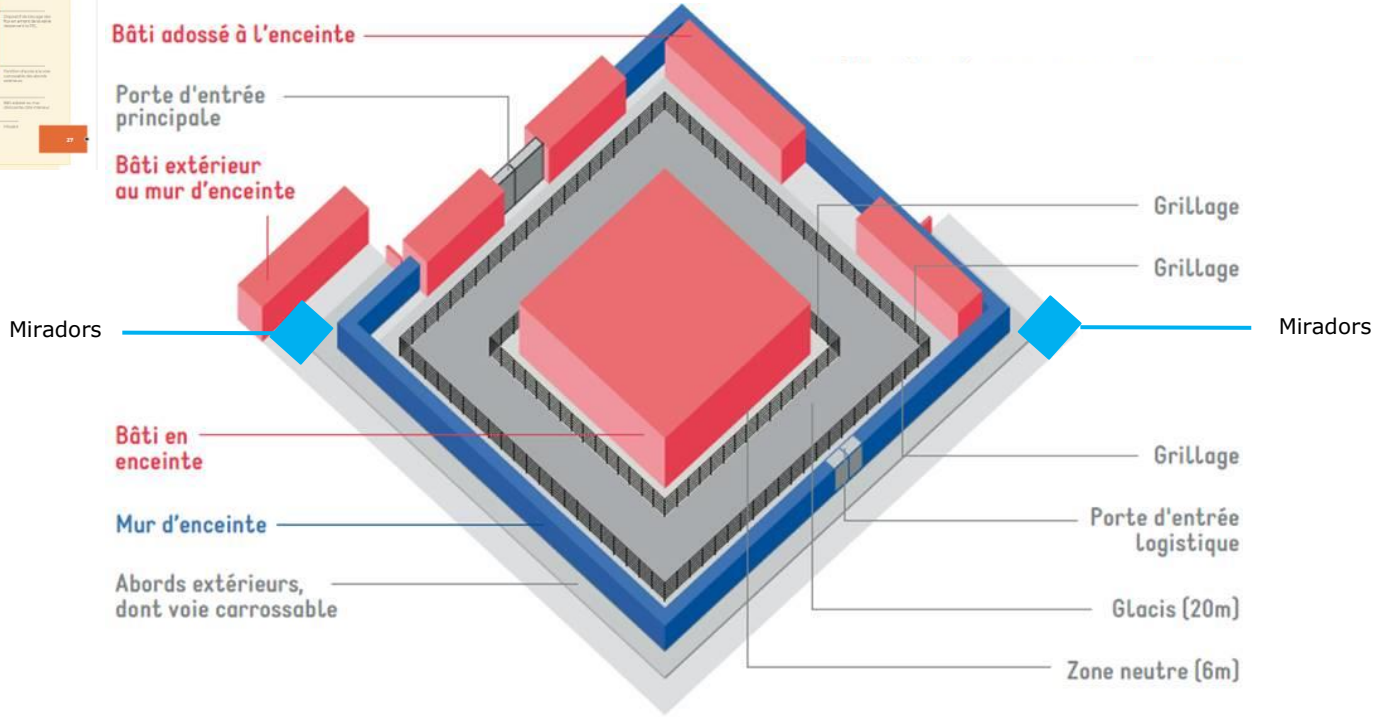
- Le site se localise sur la commune de Loire-Authion, à proximité de Trélazé et de Saint-Barthélemy d'Anjou. Il se situe au sud de la RD 347, axe structurant qui traverse l'Est de la communauté urbaine d'Angers Loire Métropole.
- Il est composé de terrains agricoles en friche et en exploitation.
- Il couvrira une surface d'environ 17,2 ha, l'ensemble du foncier est en propriété privée.
- Les premières habitations sont situés à plus de 200 mètres.
- Il se situe en limite du Bois de Verrières.
- Le site est facilement viabilisable.



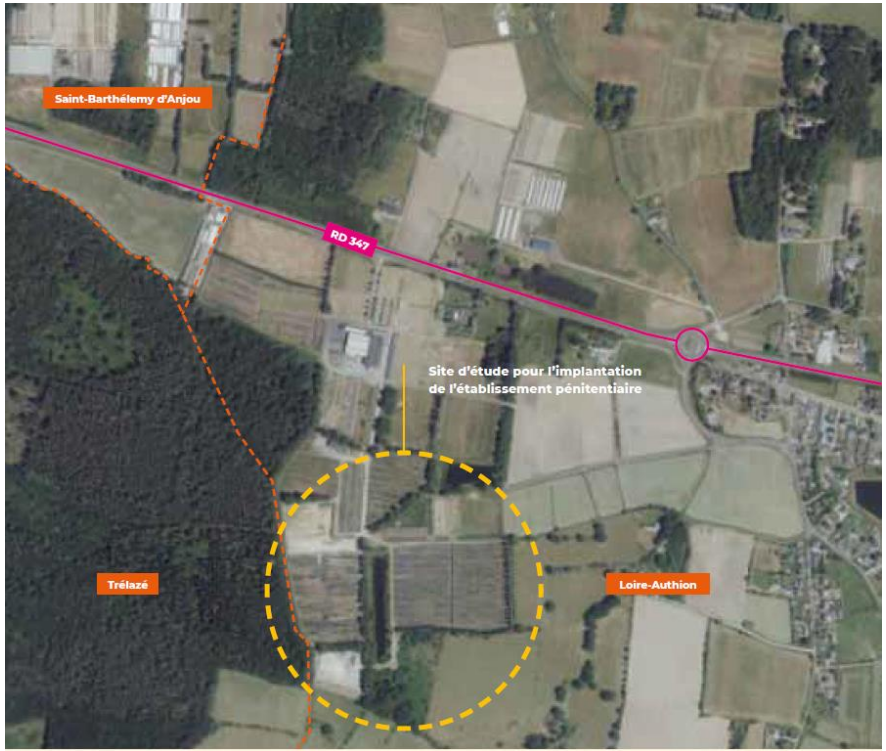
Chef de projet

Le fonctionnement d’un établissement pénitentiaire





L’insertion de l’établissement dans son environnement



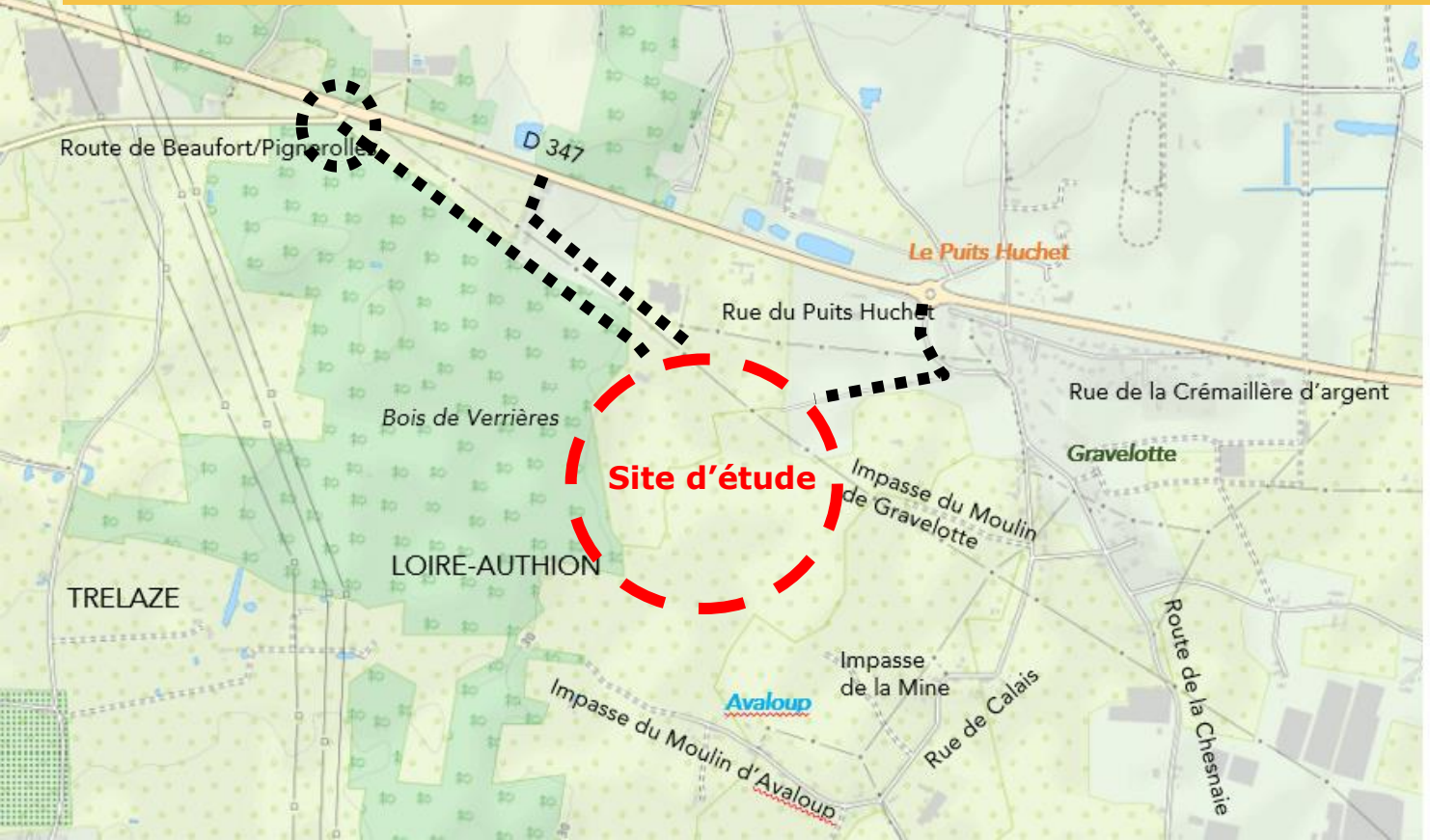
Les données d’entrée des études à venir :

- La prise en compte des riverains et les incidences sonores et visuelles
- La préservation de la faune et la flore
- Les risques naturels
- La topographie, l’hydrographie, l’hydrogéologie, l’archéologie
- L’environnement architectural
- L’accès
- Les infrastructures de transport
- Les infrastructures d’énergie et les réseaux
- Le fonctionnement de l’établissement et la sécurité aux alentours

Les éléments à étudier :

- L’implantation précise de l’établissement
- L’insertion paysagère
- Les accès à l’établissement

Les propositions d’accès à l’établissement pénitentiaire



Une insertion paysagère adaptée au contexte



Centre pénitentiaire de Lavau



Une insertion paysagère adaptée au contexte



VUE SUR L'AXE PRINCIPAL DE L'ENTRÉE



VUE DEPUIS LA VOIE D'ACCÈS AU SITE

Centre pénitentiaire de Lutterbach

Nouvelles réflexions architecturales



Maison centrale de Condé-sur-Sarthe



Centre pénitentiaire de Valence



Centre pénitentiaire de Beauvais



Une insertion paysagère adaptée au contexte



Mess et locaux du personnel Maison d’arrêt Draguignan

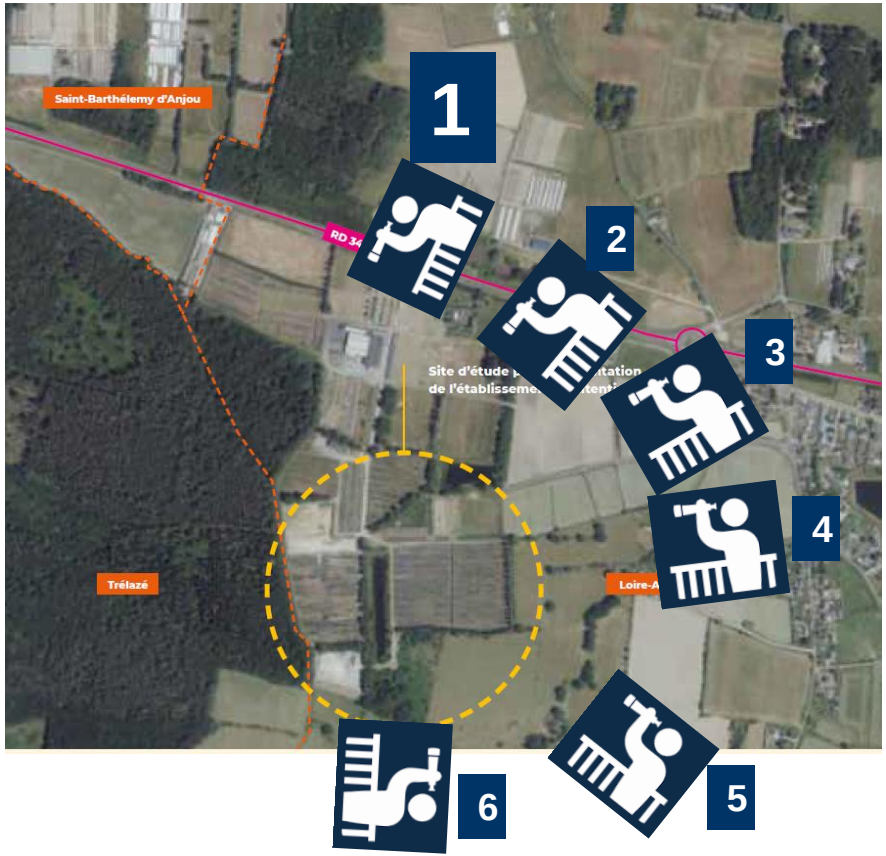


Entrée piétons - Centre pénitentiaire Aix 2



Centre pénitentiaire de Caen

Une insertion paysagère adaptée au contexte du projet



Une insertion paysagère adaptée au contexte

IMAGES 3D - PROJET

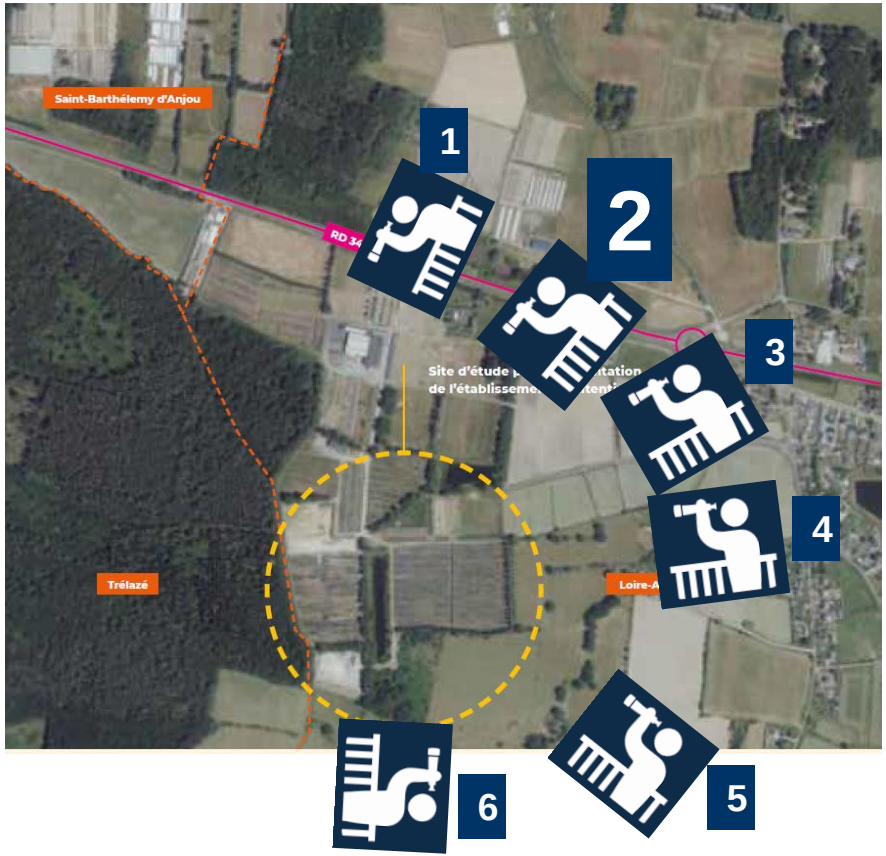


Jeunes sujets



Sujets adultes

Une insertion paysagère adaptée au contexte du projet



Une insertion paysagère adaptée au contexte

IMAGES 3D - PROJET

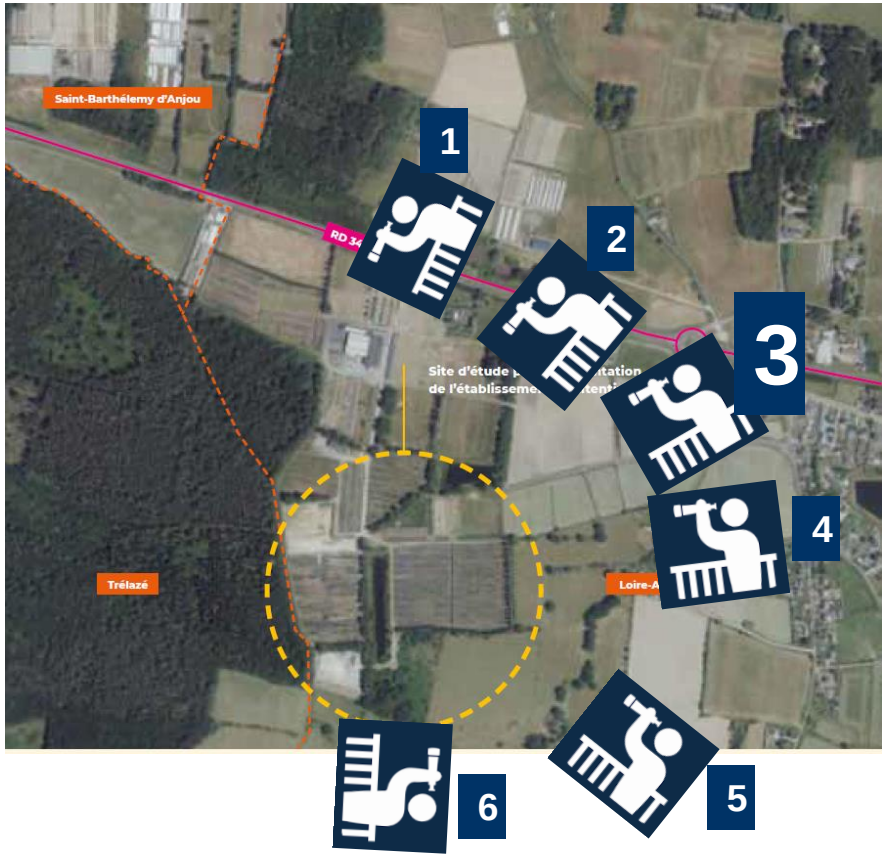


Jeunes sujets



Sujets adultes

Une insertion paysagère adaptée au contexte du projet



Une insertion paysagère adaptée au contexte

IMAGES 3D - PROJET

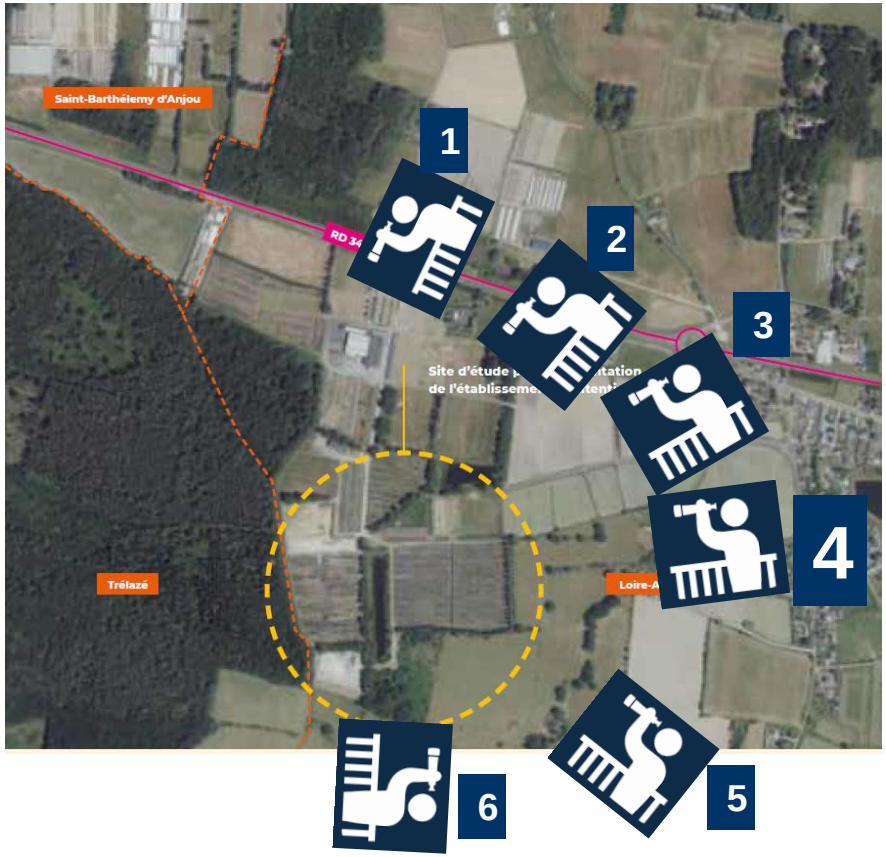


Jeunes sujets



Sujets adultes

Une insertion paysagère adaptée au contexte du projet



Une insertion paysagère adaptée au contexte

IMAGES 3D - PROJET

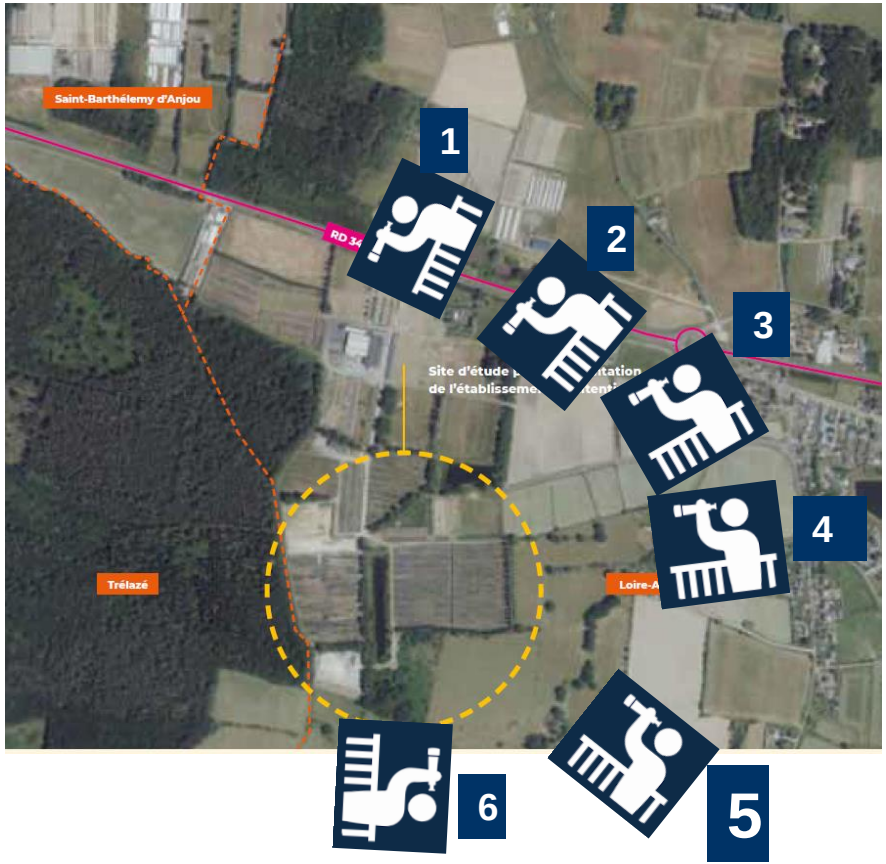


Jeunes sujets



Sujets adultes

Une insertion paysagère adaptée au contexte du projet



Une insertion paysagère adaptée au contexte

IMAGES 3D - PROJET

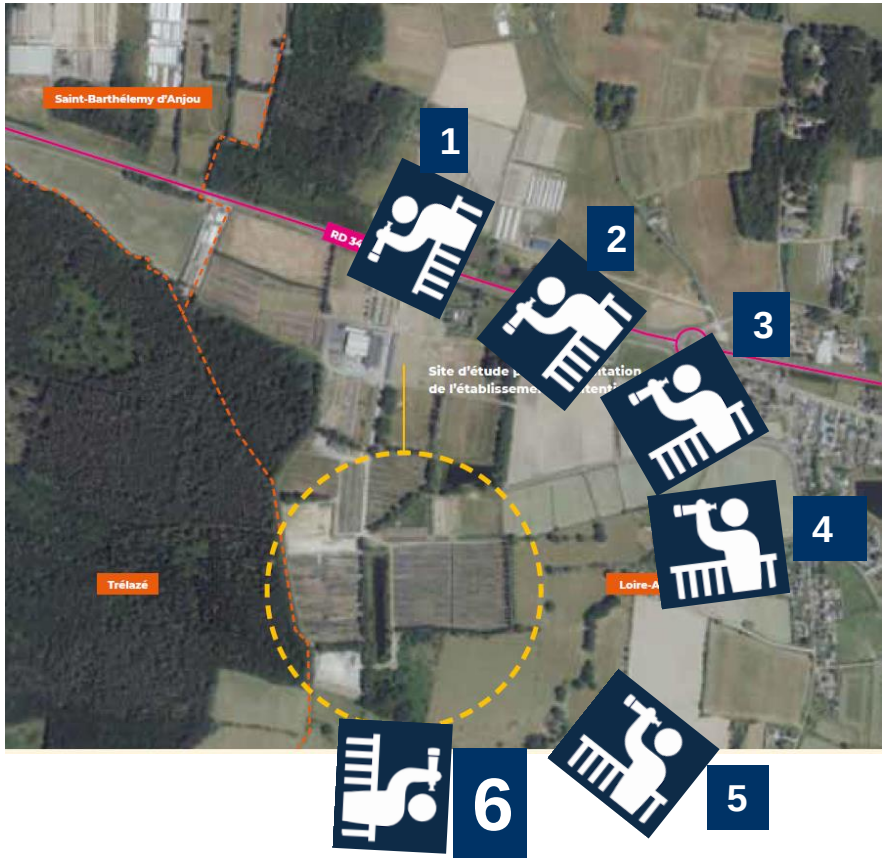


Jeunes sujets



Sujets adultes

Une insertion paysagère adaptée au contexte du projet



Une insertion paysagère adaptée au contexte

IMAGES 3D - PROJET



Jeunes sujets



Sujets adultes

Les bénéfices pour le territoire

CRÉATION D'EMPLOI

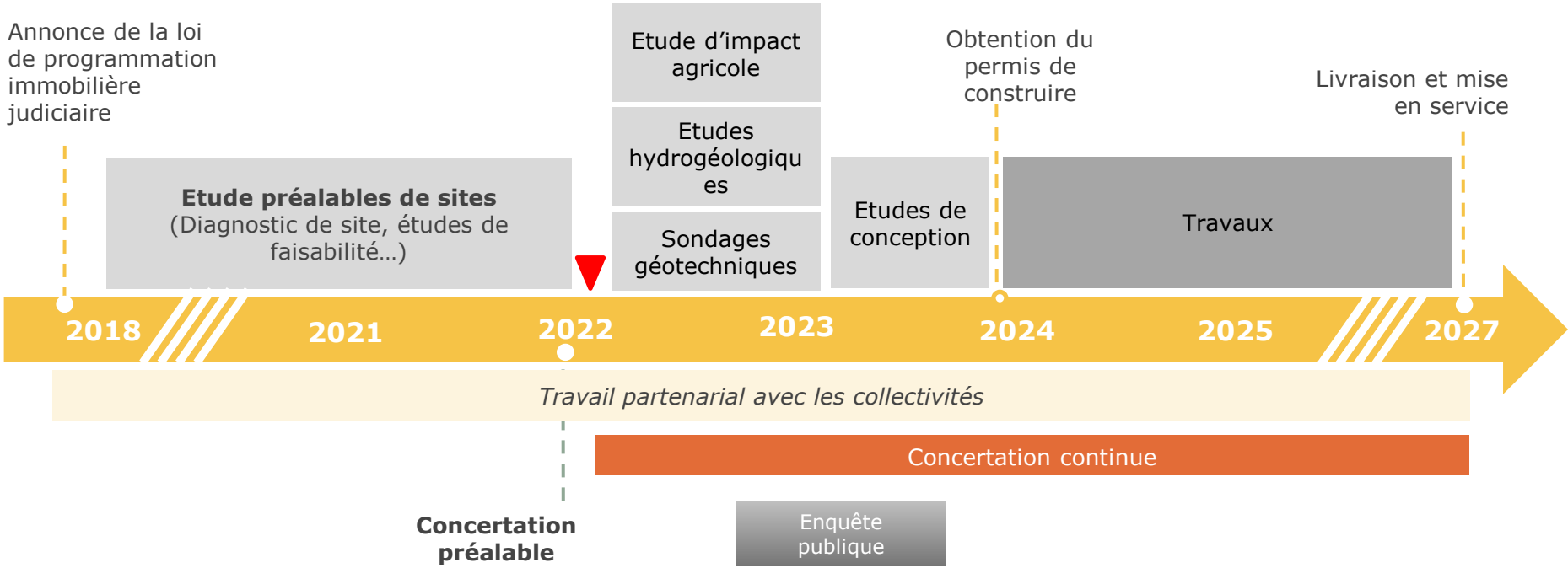
La phase de chantier bénéficiera au tissu économique et à l'emploi local :

- **≈ 360 ouvriers** travaillerons sur place et jusqu'à 600 ouvriers au pic du chantier.
- **≈ 520 emplois** seront créés pour la phase d'exploitation.

LES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES POUR LE TERRITOIRE

- Des flux de commerces liés au fonctionnement de l'établissement représentant un montant estimé de **5,5 millions €HT par an.**
- Augmentation de la dotation globale de fonctionnement.
- Des recettes fiscales indirectes liées à l'arrivée de nouveaux habitants (personnel pénitentiaire notamment).

Où en sommes-nous ?



Et vous ?

Vous avez la parole !



La mise en compatibilité des documents d’urbanisme

Catherine GIBAUD,
directrice adjointe à la préfecture du Maine-et-Loire

La nécessaire mise en compatibilité du PLUi et du SCoT

Actuellement, le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal d'Angers Loire Métropole (PLUi) et le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Loire Angers ne permettent pas la réalisation du projet. Pour le rendre réalisable et assurer la sécurité, la sûreté et la fonctionnalité de l'établissement, la mise en compatibilité de ces deux documents est nécessaire.

> Une mise en compatibilité du SCoT et du PLUi sera donc nécessaire.

> L'utilité publique avérée du projet permet de modifier les grandes orientations du PLUi et du SCoT.

Et vous ?

Vous avez la parole !



CONCLUSION

Enseignements et synthèse

Serge QUENTIN,
Garant de la concertation

Que se passe-t-il après la concertation ?

Le garant rédige son bilan de la concertation (1 mois)

Le préfet du Maine-et-Loire rédige son bilan au titre de la mise en compatibilité (1,5 mois)

L'APIJ tire les enseignements de la concertation et expose les mesures qu'elle juge nécessaire de mettre en place pour en tenir compte (2 mois)



Documents publiés sur le site de l'APIJ et de la CNDP

Jean-Charles PRONO,
Maire de Loire-Authion

Pierre ORY,
Préfet du Maine-et-Loire

S’informer, échanger, contribuer

- ✓ **Le dossier de concertation**
- ✓ **Un dépliant**

Ces deux documents sont consultables en ligne et sur place :

- Mairie déléguée de Brain-sur-l’Authion
- Mairie de Loire-Authion, Trélazé et de Saint-Barthélemy d’Anjou
- Préfecture de Maine-et-Loire

- ✓ **Sur le registre en ligne :**

www.concertation-justice-angers.fr

- ✓ **Sur le registre papier :**

- Mairie déléguée de Brain-sur-l’Authion
- Mairie de Loire-Authion, Trélazé et de Saint-Barthélemy d’Anjou
- Préfecture de Maine-et-Loire

PROJET DE CONSTRUCTION

Établissement pénitentiaire sur le territoire des communes de Trélazé et de Loire-Authion
Mise en compatibilité du PLU d'Angers Loire Métropole et du SCoT Loire Angers

Rendez-vous en atelier
Samedi 5, 9h30
dans la même salle

Inscriptions sur
www.concertation-justice-angers.fr

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
Liberté
Égalité
Fraternité

APIJ
AGENCE PUBLIQUE POUR L'IMMOBILIER DE LA JUSTICE

Projet de construction d'un établissement pénitentiaire sur le territoire des communes de Trélazé et Loire-Authion

Mise en compatibilité du PLUi d'Angers Loire Métropole et du SCoT Loire Angers

Concertation préalable
Jeudi 3 février 2022 - Réunion publique en ligne et en présentiel

SYNTHESE DES ECHANGES

Retrouvez sur le site de l'APIJ
- la vidéo de la réunion publique
- le diaporama présenté lors de cette réunion

INFORMATIONS PRATIQUES

- La réunion s'est déroulée le jeudi 3 février 2022 de 18h30 à 21h30, en présentiel à l'espace Jeanne de Laval de Brain-sur-l'Authion, sur la commune de Loire-Authion. Elle a également été diffusée en streaming en ligne, sur le site de l'APIJ et de la concertation www.concertation-justice-angers.fr.
- Les personnes présentes sur place pouvaient poser leurs questions à l'oral et un dispositif de questions en ligne a été mis en place.
- Personnes présentes : 320 participants en salle et 54 personnes en ligne.
    - En salle, la majorité des participants viennent de Loire-Authion, quelques-uns de Saint-Barthélémy d'Anjou, de Trélazé, de Le Plessis Grammoire.
    - Des associations sont représentées : Les Voies de Saint-Barthélémy, l'association Olivier Giran, les 3C (associations des riverains), Collectif environnement Val d'Authion 49, Adira (association pour la défense des intérêts des riverains d'Avaloup), Adzi (association de défense des riverains de la zone industrielle de Saint-Barthélémy d'Anjou).
- Les échanges étaient animés par Jean-Pierre TIFFON (Agence Eker).
- En tribune étaient présents :
    - Jean-Charles PRONO, Maire de Loire-Authion,
    - Jean-Marc VERCHERE, Vice-président d'Angers-Loire-Métropole,Pierre ORY, Préfet du Maine-et-Loire,
    - Eric BESSON, Directeur, Direction de l'Administration pénitentiaire,
    - Marie-Line HANICOT, Directrice Interrégionale des services pénitentiaires de Bretagne, Normandie, Pays de Loire,
    - Delphine CLOAREC, Directrice de la maison d'arrêt d'Angers,

- Le Directeur opérationnel, APIJ,
- Serge QUENTIN, Garant de la concertation, CNDP.

- Après l'accueil républicain (1), ont été présentés : la concertation préalable et le rôle du garant (2), le Programme immobilier 15 000 et la situation dans l'actuelle maison d'arrêt de Angers (3), le choix du site sur les communes de Trélazé et Loire-Authion pour le projet de construction d'un établissement pénitentiaire (4), et l'insertion du projet dans son environnement (5). Plusieurs temps d'échanges avec les participants ont permis d'échanger sur le projet et les éléments présentés.

---

1 – ACCUEIL REPUBLICAIN

Jean-Charles PRONO, Maire de Loire-Authion, accueille les participants et salue la mobilisation lors des trois permanences en mairie en janvier. Il souligne la qualité des échanges et leur caractère constructif malgré les oppositions et inquiétudes sur le projet.
Il rappelle que le projet de centre pénitentiaire est récent à Loire-Authion. Le conseil municipal réuni la veille a exprimé des attentes quant à l'accueil de cet équipement pour en faire un accélérateur de développement du territoire de Loire-Authion. La prise en compte des riverains doit être au cœur du projet.

Jean-Marc VERCHERE, Vice-président d'Angers-Loire-Métropole, rappelle l'engagement des collectivités locales pour la construction de la nouvelle prison d'Angers. Les candidatures de communes pour accueillir l'établissement ont été nombreuses dans l'agglomération, l'Etat a choisi une implantation dans l'Est de l'agglomération. Il confirme enfin que la communauté urbaine répondra aux sollicitations qui lui sont adressées dans le cadre de ce projet en matière de mobilités, de transports en commun, d'équipements, et d'insertion environnementale.

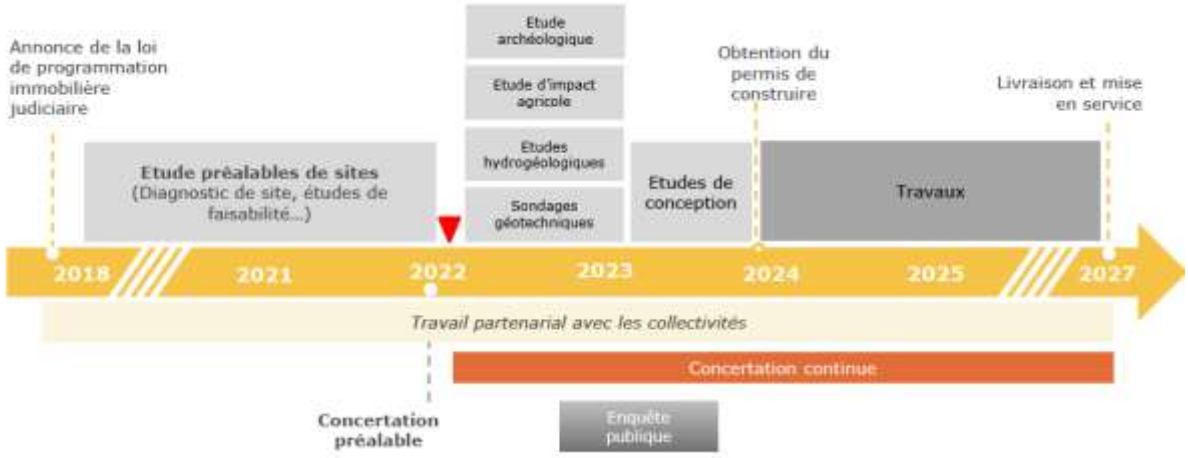
Pierre ORY, Préfet du Maine-et-Loire, confirme l'attente de la nouvelle prison sur le territoire, au regard des conditions actuelles de détention à la maison d'arrêt d'Angers. Il reconnaît les questions et inquiétudes que soulèvent un tel projet, en termes d'environnement, d'agriculture, de desserte, et plus généralement d'impact sur la vie quotidienne. Il appelle l'ensemble des intervenants à la transparence maximale sur le projet dans le cadre de cette concertation qui se déroule sous l'égide d'un garant désigné par la CNDP, autorité indépendante. Il souligne enfin l'importance de l'exercice de la concertation pour l'adaptation du projet.
Au regard de la mobilisation et suite à des demandes de participants, il annonce la prolongation de la concertation, d'une durée de quinze jours. Celle-ci se déroulera donc jusqu' au 14 mars au lieu de se terminer le 28 février 2022.

2 – LA CONCERTATION PREALABLE ET LE RÔLE DU GARANT

Serge QUENTIN, Garant de la concertation, rappelle les objectifs de la concertation préalable et son rôle. Il explique sa mission : favoriser la parole du plus grand monde et inciter à ce qu'une réponse soit apportée à chaque question. L'enjeu est de participer à la co-construction d'un projet qui n'est pas encore décidé. Il invite chacun à l'argumentation, au respect de tous et au caractère constructif des échanges.

Le garant est joignable durant toute la durée de la concertation : serge.quentin@garant-cndp.fr.

Le Directeur opérationnel de l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice présente les intervenants sur le projet.
Le Ministère de la Justice est commanditaire du projet : il évalue les besoins et définit la programmation pénitentiaire.
L'APIJ assure un rôle d'opérateur immobilier et de maître d'ouvrage de plein exercice pour le ministère de la Justice. Dans le cadre de ce projet de construction d'un nouvel établissement pénitentiaire sur le territoire d'Angers Loire Métropole, l'APIJ agit au nom de L'Administration pénitentiaire : elle sélectionne le site, conçoit et construit l'établissement.
Autour de ce projet, d'autres acteurs sont directement liés au projet : l'administration pénitentiaire va, après réalisation et livraison de l'établissement, recruter les personnels, exploiter l'établissement ; Angers Loire Métropole et le Conseil départemental réalisent les accès routiers et en transports en commun à l'établissement, les communes sont en charge des aménagements et équipements nécessaires dans le cadre de l'arrivée de nouvelles familles de personnel pénitentiaire supplémentaire sur le territoire.
La concertation préalable va permettre à l'APIJ de recueillir les avis et contributions sur le projet présenté.
Il présente le calendrier général du projet. La concertation intervient en amont de la phase d'études et continue pendant toute la durée du projet, jusqu'à sa livraison. Fin 2023, l'enquête publique sera organisée sous la responsabilité d'un commissaire enquêteur.



L'établissement devrait être livré en 2027.

Il revient sur ce que peut apporter la concertation :

- La compréhension du projet par le public,
- La compréhension par le maître d'ouvrage des avis et des contributions du public sur le projet présenté,
- Une meilleure décision publique, prise en connaissance de cause.

Depuis le 18 janvier 2022, trois permanences en mairie ont réuni une cinquantaine de personnes. Plus de 50 avis ont été collectés sur les registres en mairie et en ligne.

Ces contributions portent sur les sujets suivants :

- L'historique du projet, le dimensionnement de l'établissement, les sites étudiés, l'implantation précise,
- L'insertion paysagère de l'établissement : à quoi va-t-elle ressembler ?
- Les futurs accès au site (routiers, transports en commun),
- L'établissement en exploitation, et le cadre de vie autour,
- Les opportunités de développement local (assainissement, aménagement local),
- La valeur immobilière des habitations riveraines,
- Les modalités de prise en compte de la faune et la flore,
- La politique pénitentiaire et l'immobilier de l'Etat,
- Le rôle et la durée de la concertation.

ECHANGES AVEC LES PARTICIPANTS

Les participants sont invités à compléter la liste des sujets à aborder ce soir. Plusieurs d'entre eux prennent la parole et citent les thèmes suivants :

- Quelles alternatives à ce projet ?
- Quels autres sites, friches industrielles ont été étudiés, notamment pour éviter l'artificialisation des terres ?
- Quelle ventilation du nombre de détenus par type de quartier de détention ?
- Pourquoi le changement de site ? Pourquoi l'arrêt du projet à Trélazé ? Le site de la Bodinière sera-t-il abandonné ?
- Les modalités pour les habitants de Loire-Authion de s'opposer au projet : un référendum local sur le sujet ?
- Quel impact sur la délinquance dans le territoire d'implantation ?
- Quelles articulations des sujets soumis à concertation : le PLUi, le SCoT, l'établissement pénitentiaire ?
- Quel impact des travaux ?
- Quels accès à l'établissement ?

Le garant de la concertation excuse l'absence du Parc Naturel Régional qui compte contribuer par écrit à la concertation.

Le directeur d'opération de l'APIJ confirme que le site Internet de la concertation couvre l'ensemble des sujets soumis à concertation : projet de construction de l'établissement et mise en compatibilité des documents d'urbanisme.

Le garant confirme qu'il intégrera dans son bilan l'ensemble des sujets.

3 – LE PROGRAMME IMMOBILIER 15 000, REPONSE A LA SURPOPULATION CARCÉRALE

Le plan immobilier pénitentiaire national

Éric BESSON, Directeur, Direction de l'Administration Pénitentiaire (DAP), présente le programme national.

Le Plan Immobilier Pénitentiaire, appelé plan 15 000, a été annoncé par l'État en octobre 2018. Ce plan vise à lutter contre la surpopulation carcérale, en développant l'incarcération individuelle notamment, afin d'améliorer la prise en charge des personnes détenues et les conditions de travail des personnels sur l'ensemble du territoire français. Cela implique la construction de 15 000 places de détention. Ce plan met aussi l'accent sur des alternatives à la détention : placements à domiciles, travaux d'intérêt généraux, etc.

Ce programme immobilier vise aussi à améliorer la réinsertion des détenus, notamment avec la mise en place de dispositifs de travail et de formation en détention, mais également un suivi personnalisé des peines et une architecture favorisant l'apaisement. Ces projets s'inscrivent dans une exigence de sécurité et de sûreté : les contraintes de sécurité, conséquences de la mission de garde dont l'administration pénitentiaire est investie, représentent un facteur essentiel du coût de la construction et du fonctionnement. Ils s'inscrivent également dans une démarche de développement durable : les enjeux environnementaux pris en compte dans la conception, l'exploitation et la maintenance sont la gestion de l'énergie, le confort thermique et la qualité de l'air. Et cela avec une attention particulière à la maîtrise des coûts et des délais.

Aujourd'hui, 84 000 personnes sont écrouées en France dont 70 000 personnes incarcérées or il y a environ 61 000 places.

La construction de 15 000 places supplémentaires se décline en deux vagues : 7 000 places livrées ou en chantier en 2022 et 8 000 places livrées en 2027. Le projet dont nous parlons ce soir fait partie de la seconde vague.

La situation dans l'actuelle Maison d'arrêt de Angers (cf. pages 23-24 du diaporama)

Marie-Line HANICOT, Directrice Interrégionale des Services Pénitentiaires (DISP) évoque la situation carcérale en région Pays-de-la-Loire, Bretagne et Normandie.

24 établissements pénitentiaires dans cette interrégion offrent 7 700 places pour 8 400 personnes hébergées. On compte 300 matelas au sol.

La maison d'arrêt d'Angers actuelle a été livrée en 1856, et a une capacité de 266 places. La capacité globale des maisons d'arrêt des Pays de la Loire est de 1 372 places pour 1 968 détenus accueillis. Or, il s'agit de garantir des conditions dignes pour l'incarcération et pour le travail des agents. La construction du futur établissement va également permettre de mettre en adéquation l'offre pénitentiaire sur le territoire et le besoin judiciaire.

Le nouvel établissement pénitentiaire accueillera 850 détenus, dont 790 hommes et 60 femmes, dans des quartiers maison d'arrêt et des quartiers centre de détention (la ventilation des places entre ces deux quartiers n'est pas encore définie). Le quartier de semi-liberté reste localisé dans le centre-ville d'Angers.
Les centres de détention accueillent des personnes détenues condamnées à une peine supérieure à deux ans et qui présentent les meilleures perspectives de réinsertion sociale.
Les maisons d'arrêt reçoivent les personnes prévenues en détention provisoire ou condamnées dont la peine ou le reliquat de peine est inférieur à 2 ans. Ce sont les établissements pénitentiaires présentant le plus de cas de surpopulation carcérale.
Il n'y aura pas de maison centrale, ni de quartier de prise en charge de la radicalisation.
En réponse à l'intervention d'un participant, Mme HANICOT précise que l'arrivée d'un établissement pénitentiaire a un impact sur le contentieux interne à l'établissement, donc sur l'activité judiciaire. En revanche, il n'y a pas d'impact sur la délinquance dans le voisinage.

ECHANGES AVEC LES PARTICIPANTS

- Un participant revient sur la taille de l'établissement pénitentiaire et s'interroge sur le coût et la qualité de la réinsertion dans de tels établissements : pourquoi ne pas réaliser plusieurs petits établissements ?
- Un participant s'interroge sur le niveau de sûreté de l'établissement et le rapport entre l'accueil de peines courtes et la présence de miradors.
- Ce même participant soulève la contradiction entre l'affirmation que la délinquance dans le voisinage de la prison n'augmentera pas, et la nécessité d'agrandir la gendarmerie, en lien avec le projet d'établissement.
- Il questionne enfin le changement de destination du projet : d'une maison d'arrêt à un centre pénitentiaire : répond-on à un autre projet abandonné ?

M. BESSON précise que les établissements pénitentiaires courants vont aujourd'hui de 600 à 1 200 places. Le sujet est la qualité des conditions de détention, l'environnement immédiat, les visites. Les établissements sont construits comme des petites villes, comme des « campus ». Les quartiers ne dépassent pas 100 à 160 places chacun. Leur conception est faite pour assurer des conditions de détention viables, à une échelle humaine, avec en cœur d'établissement les activités culturelles, d'éducation, sportives, et de travail. L'objectif de l'administration pénitentiaire est de fournir 5 heures d'activités par jour et par détenu.
Il revient sur deux types de structures évoquées par un participant :

- Les structures d'accompagnement à la sortie sont expérimentales. 16 sont en construction en France. Ces petites structures, d'une capacité maximale de 180 places, préparent à la réinsertion et sont situées en ville.
- Les prisons InSERRE sont des établissements à visée expérimentale entièrement centrés sur la formation et le travail et ayant vocation à accueillir des détenus avec un faible reliquat de peine (entre 1 an et 3 ans). La conception et l'organisation de ces établissements doit permettre de construire des partenariats avec les acteurs économiques locaux, d'attirer des entreprises au sein de la structure pour offrir des emplois dans des secteurs diversifiés à forte valeur ajoutée (services, numérique, industrie, artisanat …) et d'impliquer les acteurs

publics locaux pour l'insertion professionnelle des détenus sortant de prisons.3 structures vont être créées en France.

Mme HANICOT précise que le futur établissement pénitentiaire n'accueillera pas que des peines courtes. La région d'Angers a aussi besoin de places en centre de détention.

Le colonel DUBOIS, du groupement de gendarmerie d'Angers, répond aux interrogations sur le sujet de la sécurité. Aujourd'hui, les prisons intègrent dès leur conception les enjeux de sécurité de l'environnement et des riverains. La proximité des équipes en charge d'intervention est importante. La commune de Loire-Authion est attractive, la population augmente. L'agrandissement de la brigade de Loire-Authion est en discussion, du fait de l'augmentation de la population. Il confirme que la gendarmerie accompagnera le projet d'établissement pénitentiaire, si ce projet voit le jour.

ECHANGES AVEC LES PARTICIPANTS

- Une participante s'interroge sur ce qui est décidé ou non dans le projet.
- Un riverain, représentant de l'association des 3C, évoque les nuisances sonores potentielles : les transferts quotidiens des prisonniers par convoi avec sirènes, les déplacements des détenus blessés vers les hôpitaux, les parloirs sauvages, les cris la nuit, la musique dans les cellules, etc. Il parle enfin des vents dominants qui pourraient accroître la gêne sonore pour les riverains.
- Les équipes régionales d'intervention de sécurité sont situées à Rennes : pourquoi ne pas implanter l'établissement ailleurs dans l'agglomération ?

4 – LE CHOIX DU SITE POUR LE PROJET DE CONSTRUCTION DE L'ÉTABLISSEMENT PÉNITENTIAIRE

Le choix du site d'implantation (cf. page 35 du diaporama)

Le Directeur opérationnel au sein de l'APIJ, présente les éléments concernant le choix d'implantation du site.

Le choix du site d'implantation d'un établissement pénitentiaire répond à un cahier des charges strict et il est contraint par de nombreuses caractéristiques. Il faut un terrain de 17 hectares à l'intérieur duquel on pourra insérer un site de forme régulière pour pouvoir y inscrire un carré de 300 x 300 mètres. Le site doit être plat ou présenter des déclivités qui doivent pouvoir être gérées dans le cadre de l'aménagement du site et de la conception du projet. Le site ne doit pas avoir de vues de proximités plongeantes sur l'établissement depuis une position de surplomb (pour éviter les parloirs sauvages et la projection d'objet).

Il doit se situer à proximité d'un commissariat ou d'une caserne de gendarmerie, à proximité d'un Tribunal judiciaire et d'un centre hospitalier. Il doit être situé dans un tissu urbain offrant suffisamment de partenaires publics, associatifs et privés à proximité (mission locale, pôle emploi…) et accessible en transports en commun et raccordé à un réseau routier d'un gabarit de 6 mètres de large minimum. Idéalement, il doit être à proximité d'une zone viabilisée afin de permettre sans grande difficulté le raccordement des bâtiments sur les réseaux divers : eau, assainissement, électricité et téléphone et sauf cas particulier, gaz.

ECHANGES AVEC LES PARTICIPANTS

En réponse aux sollicitations des participants, il précise que l'APIJ n'a pas été destinataire de propositions de friches industrielles comme site d'implantation.
M. VERCHERE confirme qu'il n'y a pas, à sa connaissance, de site disponible de taille suffisante et répondant aux critères qui viennent d'être cités.

- Un représentant de l'association Adira s'étonne qu'il n'y ait pas d'autres sites d'implantation.
- Un représentant de l'association des 3C cite un terrain à Verrières-en-Anjou, sur la RD52, qui appartient à l'agglomération – et s'interroge sur la possibilité d'étudier ce site. Il cite Thomson, que le projet, pour un établissement réduit, permettrait de dépolluer.
- Un participant revient sur l'aménagement d'Etas, un site de 60 hectares à destination d'une zone communautaire dédiée à l'industriel, cité dans le SCoT.

L**e Directeur opérationnel de l'APIJ** revient sur le choix du site et évoque les deux sites étudiés :
Le site de la Bodinière aurait les impacts suivants qui rendent le projet d'établissement pénitentiaire compliqué :

- Expropriations de terrains naturels, agricoles exploités et d'habitations,
- Fortes compensations écologiques sur un secteur agricole tendu,
- En partie en zone inondable,
- Remise en question de la viabilité de certaines exploitations agricoles.

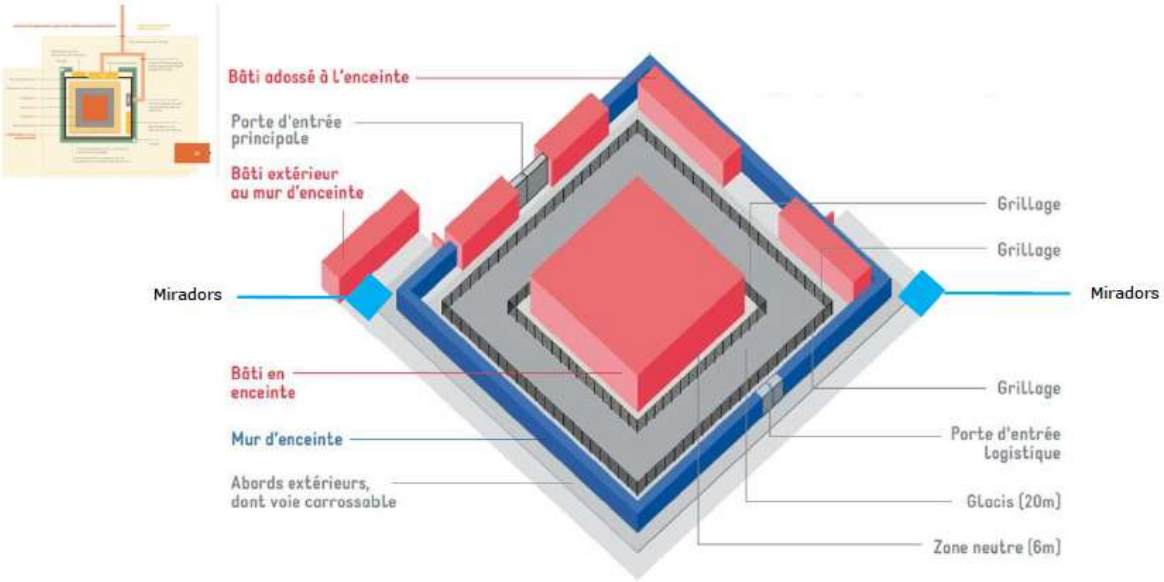
Un nouveau site, légèrement au nord, a été déterminé ensuite : Angers – Les Landes. En partie concerné par des friches agricoles, avec des possibilités d'accès à la RD 347, en partie viabilisé et avec un impact environnemental moindre, ce site présente aujourd'hui le meilleur compromis pour envisager l'implantation de l'établissement pénitentiaire. Cette recherche de sites s'est faite en collaboration étroite avec les collectivités locales et les services locaux de l'Etat. Des rencontres ont eu lieu avec les riverains également, et avec le personnel pénitentiaire.

5- L'INSERTION DU PROJET DANS SON ENVIRONNEMENT

Le Directeur de programme de l'APIJ réexplique l'objectif de la concertation, qui consiste à valider l'étude d'opportunité pour voir s'il est pertinent de poursuivre des études sur ce site.
Il présente les particularités du site à prendre en compte, et précise notamment que le site à l'étude est intéressant car il permet de limiter l'impact sur les terres agricoles. Il se situe en limite du bois de Verrières et est facilement viabilisable.

Le Chef de projet, APIJ, présente l'organisation de principe d'un établissement pénitentiaire.
Au centre, se trouve la zone en détention dans laquelle sont disposés les bâtiments d'hébergement des détenus et les différents bâtiments dans lesquels ils peuvent faire des activités, recevoir des soins ou rencontrer des proches. Autour de de cette zone, s'organise l'établissement pénitentiaire. Il y a une grande zone tampon : une zone de glacis qui s'organise derrière le mur d'enceinte de 6 mètres. Le glacis fait 20 mètres de large : avec les clôtures et le mur d'enceinte, la mise à distance est

de 32 mètres et permet d'éviter les projections et les parloirs sauvages, elle permet aussi de réduire les nuisances acoustiques de l'établissement pénitentiaire.
Le mur d'enceinte encadre une zone de 10 hectares. A l'extérieur du mur, il peut y avoir les locaux d'accueil des familles, les parkings.



Il explique l'ensemble des données d'entrée qui sont prises en compte pour les études à venir pour le projet :

- La préservation de la faune et la flore,
- Les risques naturels,
- La topographie, l'hydrographie, l'hydrogéologie, l'archéologie,
- L'environnement architectural,
- L'accès,
- Les infrastructures de transport,
- Les infrastructures d'énergie et les réseaux,
- Le fonctionnement de l'établissement et la sécurité aux alentours.

En ce qui concerne les accès à l'établissement, il précise la méthode de travail, ouverte, et explique que les alternatives proposées par les participants lors des permanences sont intégrées au projet et vont être étudiées.

<u>La meilleure insertion possible (cf. pages 45 et suivantes du diaporama)</u>

Une série d'exemples d'insertion d'établissements pénitentiaires est présentée ainsi que des images de modélisation de l'insertion du futur établissement sur le site à l'étude. Le projet fera donc l'objet d'une intégration paysagère et d'un traitement architectural adapté.
Le ministère porte la volonté d'inscrire les établissements pénitentiaires dans de nouvelles perspectives architecturales, avec notamment une plus grande intégration dans leur environnement.
A la demande d'un participant, il est précisé que le cahier des charges pour les équipes de conception peut contenir des contraintes en matière de végétation locale à feuilles persistantes.

Les retombées pour le territoire (cf. pages 61 du diaporama)

Le Directeur de Programme de l'APIJ explique que l'implantation d'un établissement pénitentiaire a un impact positif sur l'économie du territoire.
C'est un vecteur pour la création d'emplois. Au cours de la phase chantier, durant les travaux (qui durent trois ans), des compagnons et des ouvriers sont présents sur site avec un pic au maximum d'activité d'environ 600 ouvriers.
Le projet pénitentiaire a également un impact positif sur l'emploi durant sa phase de fonctionnement. Avec la création d'un établissement de cette capacité, ce sont environ 520 emplois qui seront créés.
Par ailleurs, les flux de commerces liés au fonctionnement de l'établissement représentent un montant estimé de 5,5 millions €HT par an.
Il rappelle enfin que les études de faisabilité seront engagées après la concertation, après décision par les pouvoirs publics de l'implantation de l'établissement sur ce site.

ECHANGES AVEC LES PARTICIPANTS

En réponse aux participants, le Directeur de programme de l'Apij revient sur les nuisances sonores et les interactions d'un bâtiment d'hébergement à un autre. Il explique que l'objet de la conception architecturale est de favoriser la sérénité de l'ensemble des occupants, et donc des riverains. Les études intègrent des études acoustiques, avec des relevés pour estimer l'impact du projet et prendre des mesures de réduction de l'impact.

- Les participants en ligne s'interrogent sur les nuisances lumineuses, et les conséquences écologiques sur le site.
- Une participante s'interroge sur la prise en compte des riverains proche du projet et questionne la distance de 200 mètres évoquée comme suffisante entre les habitations et le futur établissement.

Le Directeur de programme de l'APIJ rappelle que le projet initial à La Bodinière impliquait l'expropriation de riverains : le projet était à 60 mètres des premières habitations du hameau d'Avaloup. Il précise que les 7 hectares servent à l'insertion paysagère du projet.

M. BESSON complète au sujet des nuisances sonores et lumineuses : l'éloignement de 200 mètres n'est pas le seul critère. Les quartiers d'hébergement pourraient être implantés vers le bois plutôt que vers les habitations. La présence du mur d'enceinte ainsi que la hauteur des bâtiments d'hébergement (R+3 maximum) vont aussi contribuer à réduire les nuisances sonores. Enfin, les aménagements paysagers joueront aussi ce rôle d'écran acoustique.
Il confirme que les conditions de surveillance impliquent de l'éclairage. En revanche, il s'agit d'un éclairage fonctionnel, similaire à des aménagements urbains. Cette intensité d'éclairage peut être modulée pour répondre à des besoins de gestion d'alerte.

ECHANGES AVEC LES PARTICIPANTS

- Une participante demande à ce que soit prise en compte la décote immobilière des habitations riveraines du futur établissement.
- Un participant invite les porteurs de projet à venir écouter la nature actuelle sur le site.
- Un participant s'interroge sur l'intervention du jour sur la ligne à haute tension sur le site.
  L'Apij répond qu'elle n'est pas propriétaire de terrains aujourd'hui, et qu'elle ne peut en aucun cas intervenir sur site.
- Un participant demande si l'Unesco a été consulté.
  Le Directeur opérationnel de l'Apij explique, que lorsque le site sera déterminé, l'ensemble des acteurs seront consultés.
- Un participant représentant l'association Les Voies de Saint-Barthélémy d'Anjou évoque le projet de contournement Est de la commune et demande s'il sera finalement réalisé.
- Un représentant de l'association des 3C demande à ce que soit présenté l'impact visuel du futur établissement, de jour comme de nuit. Il attire l'attention sur la nécessaire transparence de l'information dans le cadre de la concertation et demande des exemples de visuels d'établissements la nuit.
  Le Directeur opérationnel de l'Apij explique que des images d'établissements existants vont être réalisées de nuit et de jour et seront produites dans le cadre du bilan que l'Apij rédigera en réponse aux recommandations du garant.

Le garant confirme que dans son bilan, l'ensemble des questions et sujets abordés seront listés. Ceux n'ayant pas encore reçu de réponse feront l'objet de recommandations du garant à destination de l'Apij pour que des réponses soient apportées.

- Une participante suggère que l'établissement soit déplacé vers le bois de Verrières, pour s'éloigner des riverains.
- Une participante demande s'il est prévu des logements pour les familles de détenus à proximité du futur établissement.
- Un représentant de l'association Olivier Giran revient sur la problématique de l'hébergement des familles en visite, à ne pas négliger.
  Mme HANICOT répond qu'aucun logement n'est prévu ni pour les familles, ni pour les personnels. M. BESSON explique que des unités de vie familiale et des parloirs familiaux permettent aux détenus de passer du temps avec leur famille. Il s'agit de 12 à 17 appartements de ce type, qui seraient construits dans l'enceinte pénitentiaire.
- Un habitant représentant de l'association Place aux vélos s'interroge sur la configuration des axes et demande des compensations pour les habitants du territoire. Ainsi, les usagers vélo pourraient apprécier une liaison vélo vers Pignerolles entre la RD et le bourg de Brain.
- Un représentant du collectif Environnement Val d'Authion s'interroge sur la capacité de l'Apij à placer l'établissement entre un bois classé et des habitations.
- Une représentante de l'association des 3C s'interroge à nouveau quant aux compensations que les habitants de Loire Authion pourraient retirer du projet.

6 – CONCLUSION

M. VERCHERE, vice-président d'Angers Loire Métropole, revient sur le plan vélo et explique que, si le projet se confirme, les mobilités seront restructurées dans le secteur.
En ce qui concerne la circulation à l'Est du bois de Verrières, il explique que l'établissement pénitentiaire n'a pas d'impact sur cette voie d'accès.

M. PRONO, maire de Loire-Authion, remercie la mobilisation des habitants et salue la qualité des interventions. Il affirme la détermination du conseil municipal à solliciter des réponses et des engagements dans le cadre du projet en faveur des ambitions du territoire.

M. ORY, préfet du Maine-et-Loire, invite chacun à continuer à s'investir dans l'exercice de la concertation, à ce stade de début du projet.

L'équipe de l'APIJ rappelle qu'un atelier de concertation se déroule samedi 5 février sur les sujets suivants : l'insertion de l'établissement, son mode de fonctionnement et ses accès.

M. QUENTIN, garant salue la richesse des interventions. Il invite les participants à continuer à contribuer en ligne jusqu'au 14 mars, date de fin de la concertation. Il précise qu'il rédigera un bilan de la concertation, assorti de recommandations au maître d'ouvrage qui aura ensuite deux mois pour apporter sa réponse. Il rappelle enfin que le processus d'information et de concertation continue ensuite jusqu'à l'enquête publique.

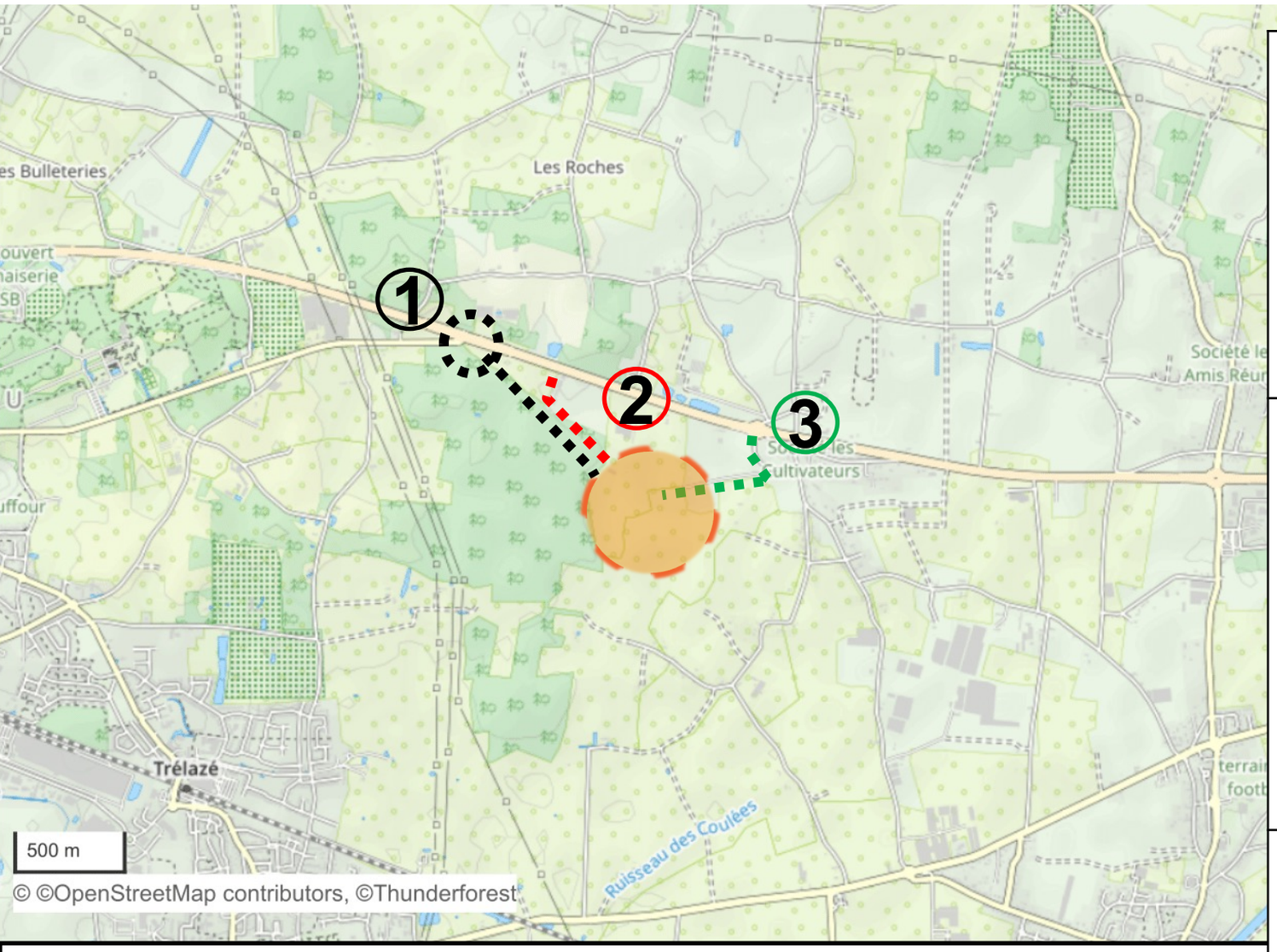


* *
*

Insertion paysagère : si l'établissement était implanté dans ce secteur, quelles mesures faudrait-il mettre en place pour l'insérer au mieux ?



Accès : Les accès au futur établissement pénitentiaire, les circulations dans le secteur



OBSERVATIONS, SUGGESTIONS

	POINTS POSITIFS	POINTS NÉGATIFS
1		
2		
3		

Projet de construction d'un établissement pénitentiaire sur le territoire des communes de Trélazé et Loire-Authion

Mise en compatibilité du PLUi d'Angers-Loire-Métropole et du SCoT Loire Angers

Concertation préalable
Samedi 5 février 2022 – Atelier participatif

SYNTHESE DES ECHANGES

INFORMATIONS PRATIQUES

- L'atelier participatif s'est déroulé le samedi 5 février 2022 de 9h30 à 12h30, en présentiel à l'espace Jeanne de Laval de Brain-sur-L'Authion, sur la commune de Loire-Authion.
- L'atelier a permis d'apporter des réponses complémentaires aux questions posées lors de la réunion publique du 3 février 2022 et d'échanger sur les sujets d'interrogations, identifiés depuis le début de la concertation. Un temps de travail collectif a permis de réfléchir à la future implantation de l'établissement pénitentiaire, à son insertion dans l'environnement local et aux futurs accès.
- Personnes présentes :
  - 29 participants,
  - M. Jean-Charles PRONO, Maire de Loire-Authion,
  - L'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice (APIJ),
  - M. Serge QUENTIN, garant de la concertation (CNDP)

- Les échanges étaient animés par Emilie Walker (Agence Eker).

---

1 – Bref rappel du projet et temps d'échanges

L'objectif de l'atelier participatif est de permettre aux participants d'exprimer leurs contraintes pour que l'établissement pénitentiaire s'intègre au mieux dans son environnement.

Après un bref rappel du projet, un temps d'échanges permet d'apporter des réponses complémentaires à certaines questions posées lors de la réunion publique.

Il est rappelé aux participants que l'intégralité des questions posées, au cours de la concertation préalable, trouveront une réponse pendant la concertation ou dans la réponse du maître d'ouvrage au bilan du garant.

Il est rappelé aux participants, qu'à la demande du public, la concertation préalable a été prolongée jusqu'au 14 mars 2022.

L'APIJ explique aux participants avoir entendu les demandes visant à identifier des sites alternatifs pour l'implantation de l'établissement pénitentiaire. Angers-Loire-Métropole et la préfecture font cette recherche, les éventuels sites alternatifs qui émergeront de la recherche seront analysés. Cela nécessite du temps et l'APIJ ne pourra apporter des éléments de réponses qu'à partir de la mi-juin, au moment du bilan de la concertation. Ces réponses seront publiques et disponibles sur le site internet de la concertation.

- **Un participant se demande comment l'atelier participatif peut traiter des abords de l'établissement pénitentiaire, alors même qu'ils sont situés au-delà du périmètre foncier souhaité pour le projet. Il se dit surpris qu'Angers-Loire-Métropole et la DDT ne soient pas présents.**

Le garant explique que l'atelier permet aux participants de réaliser un travail prospectif et de faire des propositions que le maitre d'ouvrage et ses partenaires étudieront. L'atelier ne vise pas à apporter des réponses aux participants mais à collecter leurs idées. Il est important que les participants formulent et écrivent leurs suggestions, remarques et questions. Ces éléments permettront au projet d'évoluer mais aussi de le remettre en question.

M. PRONO, maire de Loire-Authion, complète en ajoutant qu'il est important de travailler ensemble et de récolter des propositions pour faire évoluer le projet.

- **Des participants reviennent sur l'étude de sites alternatifs. Ils souhaitent connaître la méthode engagée et demandent à ce qu'une étude comparative soit réalisée sur l'ensemble des sites.**

L'APIJ revient sur le processus : avec le lancement du plan 15 000, une équipe particulière de l'APIJ a été mandatée pour chercher des sites en association avec les services locaux de l'Etat et les élus locaux. Cette démarche a permis de lister les différents sites, correspondant au cahier des charges, où une maîtrise foncière serait possible. A l'époque, le site de la Bodinière a été identifié comme potentiellement compatible avec le projet. Les évolutions du projet et le résultat des études environnementales ont conduit à rechercher un nouveau site. L'APIJ s'est ainsi tourné vers Angers-Loire-Métropole pour rechercher une alternative qui a été trouvée dans le domaine privé.

M. PRONO ajoute qu'après l'annonce du redimensionnement de l'établissement, les recherches se sont orientées sur le terrain d'Angers – les Landes, en dialogue avec la Chambre d'agriculture et la préfecture. Les premières réunions, pour évoquer ce nouveau site, ont eu lieu il y a six mois avec l'équipe de l'APIJ.

L'APIJ confirme que les sites proposés au cours de la concertation préalable seront étudiés. La décision finale du site d'implantation sera prise par le ministère de la justice à la suite des échanges qui auront eu lieu pendant la concertation et aux différentes études.

M. PRONO explique avoir eu un contact avec Angers-Loire-Métropole depuis la réunion publique, qui affirme que les propositions de sites alternatifs sont en cours d'étude.

M.QUENTIN, garant de la concertation, rappelle que c'est au moment de l'enquête publique que les habitants pourront s'exprimer à nouveau sur les études menées, afin d'éclairer la décision du préfet.

- **Un participant mentionne une étude réalisée par Isabelle LEROUX, sur les conséquences de l'implantation d'une prison dans un territoire.**

L'étude de Mme Leroux n'est pas connue de l'APIJ. Il est demandé au participant de bien vouloir la communiquer.

- **Un participant, membre de l'association Olivier Giran, rappelle qu'à la lecture de la presse et des commentaires des participants, deux sujets sont liés à la construction de cet établissement pénitentiaire. D'une part le sujet de la politique carcérale nationale, d'autre part les problématiques liées à la localisation de l'établissement, à son dimensionnement et la question des protections et des garanties mise en place pour l'environnement, les riverains, les détenus et le personnel de l'établissement.**

L'APIJ rappelle, qu'en tant qu'opérateur immobilier, elle n'est pas compétente pour aborder les questions relatives à la politique carcérale nationale. Lors de la réunion publique, la Direction de l'Administration Pénitentiaire a présenté un état des lieux des besoins en termes de construction de prison pour le Grand Ouest pour répondre à la surpopulation carcérale. En ce qui concerne les typologies de détention, le futur établissement regroupera un quartier de maison d'arrêt (peines courtes ou préventives) et un centre de détention (peines supérieures à deux ans). L'établissement comptera 60 femmes et 790 hommes.

Le garant rappelle que lors de la concertation préalable les choses ne sont pas arrêtées. Si tout est mis en place pour recevoir et entendre les habitants, c'est pour que, si le projet devait se réaliser, cela soit fait dans les meilleures conditions possibles.

2 –Temps de travail collectif



Les participants étaient répartis en groupes. Ils ont été invités à réfléchir, d'une part à l'insertion paysagère de l'établissement et aux mesures à mettre en place pour qu'il s'intègre au mieux dans son environnement, d'autre part aux accès au futur établissement et aux circulations dans le secteur. Dans ce cadre, l'APIJ a réalisé trois propositions :

- Proposition n°1 : accès à l'établissement par une voie carrossable à créer et connectée au carrefour RD 347 / route de Beaufort
- Proposition n°2 : accès à l'établissement par une voie carrossable à créer et connectée à la RD 347 au niveau de l'exploitation "*les quinze sillons*".
- Proposition n°3 : accès à l'établissement par la

Ci-après sont restitués les travaux des différents groupes.

Groupe 1

<u>Sur l'insertion paysagère du futur établissement</u> :

- Créer des merlons de terre paysager tout le long du pourtour de l'établissement, à l'exclusion de la partie limitrophe du bois de Verrières.
- Installer des dispositifs anti-bruit en limite foncière et sur le mur d'enceinte.
- Implanter le bâtiment R+3 au plus près du bois de Verrières pour limiter les nuisances visuelles pour les riverains.
- Limiter l'éclairage nocturne : les participants demandent si l'éclairage sera le même que celui des serres sur Saint-Barthélemy.

- Installer un grillage extérieur d'au moins 2 mètres en limite de propriété pour dissuader ceux qui souhaiteraient pénétrer dans l'enceinte de l'établissement pénitentiaire.
- Prévoir des rideaux antibruit sur chaque fenêtre des cellules pour diminuer les nuisances sonores et lumineuses.

Sur les accès :

- Rejet catégorique de la proposition n°3
- Contreproposition équivalente à la proposition n°1 avec la condition de transformer le carrefour en patte d'oie en un rond-point pour désengorger la circulation et permettre un accès plus rapide à la gare de Trélazé.

Groupe 2

Sur l'insertion paysagère du futur établissement :

- Construire l'établissement en sous-sol de façon à limiter sa hauteur.
- Mettre en place des merlons paysager.
- Implanter la prison dans le bois de Verrières et replanter le bois (compensation environnementale) sur le site d'Angers – les Landes, pour véritablement réduire l'impact visuel du futur établissement pour les riverains.

Sur les accès :

- Les propositions n°2 et n°3 ne conviennent pas
- La proposition n°1 semble permettre de supporter l'augmentation du trafic

Groupe 3

Sur l'insertion paysagère du futur établissement :

- Créer un merlon paysager et optimiser sa hauteur.
- Planter la végétation dès le début du chantier et des arbres ayant déjà cinq ou six ans d'âge.
- Mettre en place un mur d'enceinte avec des murs en béton architectonique pour adoucir l'impact visuel du mur d'enceinte, le rendre visuellement acceptable.
- 1% artistique : travailler artistiquement le mur d'enceinte et réfléchir à la manière dont le mettre en valeur.
- Il n'est pas sûr que toutes les nuisances aient été préalablement identifiées. Il faut donc garantir que les nouvelles nuisances seront corrigées une fois l'établissement mis en service.
- Implanter les quartiers de détention les plus sensibles côté bois de verrières.
- Planter un arbre pour quatre places de stationnement et faire travailler les entreprises horticoles locales.
- Végétaliser la route d'accès au futur établissement (des deux côtés).
- Privilégier une implantation de l'établissement au plus près du bois de Verrières, même si le site est à la fois sur les communes de Trélazé et de Loire-Authion.
- Installer la voie logistique côté bois de Verrières pour minimiser les impacts pour les riverains.

Sur le chantier :

- Mettre en place une charte chantier en concertation avec les riverains et désigner un référent au sein de l'APIJ et au sein des riverains, chargés de veiller au respect de cette charte.
- Contrôler la phase de chantier dans le secteur de la route de la Chesnais débouchant sur le rond-point de la Crémaillère d'argent.

Sur les accès :

- Installer l'accès à l'établissement à l'embranchement de la route de Pignerolles .
- Refus total que l'accès soit effectué par la route de la Chesnais (proposition n°3).
- Les riverains ont déposé une nouvelle proposition d'accès sur le site de la concertation visant à créer une voie pour rejoindre la D4, permettant un accès à la prison au sud du bois de Verrières, l'implantation devra être faite en préservant le quartier d'Avaloup.

Groupe 4

Sur l'insertion paysagère du futur établissement :

- Inquiétudes quant aux parloirs sauvages, il faut mettre en place une distance de 500 mètres entre les riverains et le futur établissement.
- Mettre en place des talus de végétation, avec des plantes aux feuilles persistantes.
- Veiller à ce que les détenus ne puissent pas voir les jardins des riverains depuis l'établissement.
- Effectuer des études chiffrées pour identifier le volume sonore acceptable pour vivre à côté d'une prison.
- Sanctuariser les terres agricoles autour de l'établissement pour empêcher de futures opérations de densification.
- Placer l'entrée de l'établissement côté nord - nord-ouest et sanctuariser sud - sud est pour que soit limité drastiquement le trafic routier et l'impact du futur établissement.

Sur les accès :

- Nécessiter de concerter avec l'administration pénitentiaire et les riverains.
- Rejet de la proposition n°3 qui engendrerait trop de nuisances.
- Interrogation sur la faisabilité de la proposition n°2 (expropriation du fleuriste, création d'un rond-point, …).
- Accès privilégié proposition n°1 qui permettra de sécuriser la circulation
- Mener intelligemment le projet et le relier au barreau est d'Angers ce qui éviterait d'emprunter les réseaux secondaires pour les transferts de détenus.

Intervention de l'association Olivier Giran

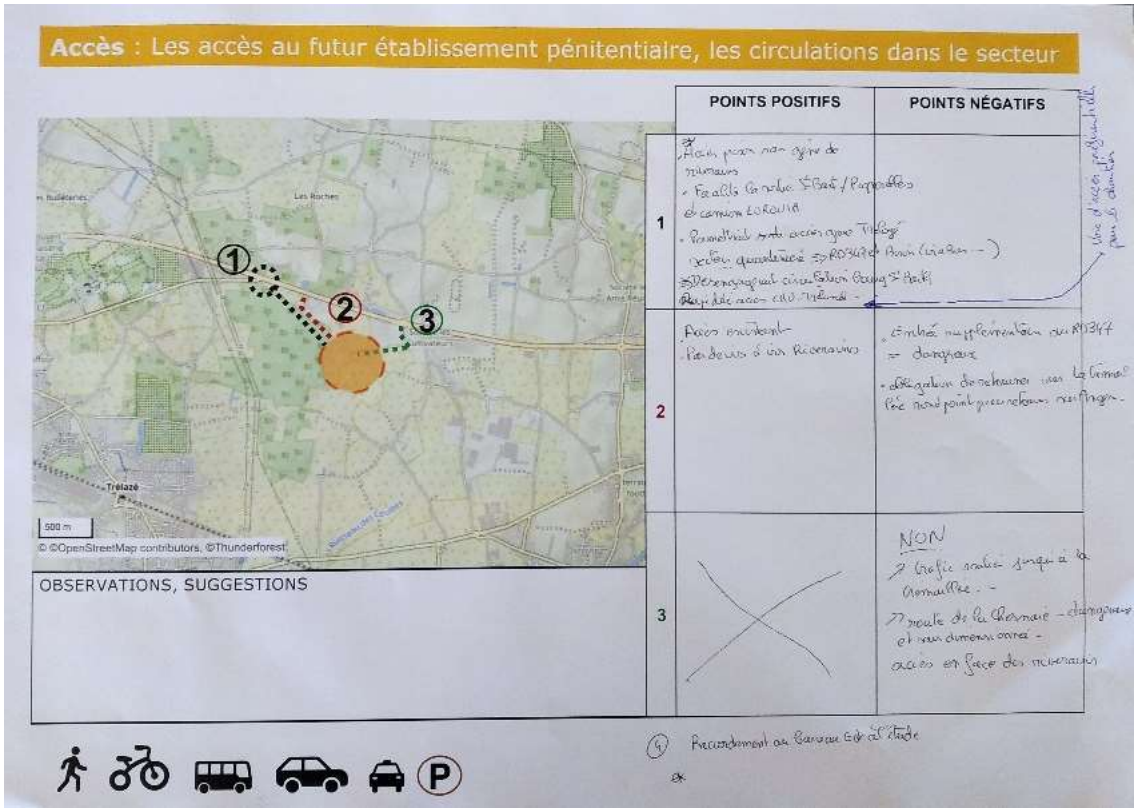
Il est important de garantir la desserte du futur établissement en transport en commun. Il faut mettre en place une liaison de transport en commun rapide. Les parloirs actuellement à la maison d'arrêt hors pandémie et avant l'installation des téléphones dans les cellules, s'élèvent à 150 personnes par jour. L'association rappelle qu'il est possible pour chacun d'être un jour confronté au monde carcéral.

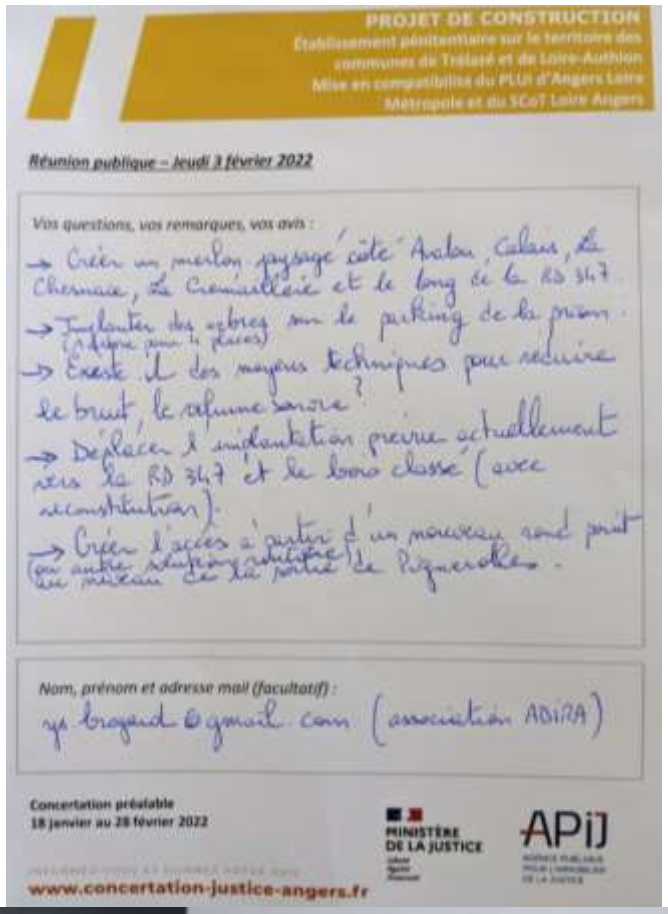
3 – Conclusion

Il est rappelé que toutes les contributions des participants seront prises en compte. Toute question aura une réponse de la part du maître d'ouvrage. Le garant de la concertation formulera dans son bilan des recommandations à l'APIJ.

M.QUENTIN, garant de la concertation, souligne le caractère innovant de la proposition de charte chantier formulée par les participants. Il remercie l'APIJ pour avoir organisé cet atelier participatif qui permet de coconstruire davantage le projet que pendant une réunion publique. Il rappelle que sa mission s'arrête après la remise du bilan du garant mais que la concertation continuera jusqu'à l'enquête publique.

Exemples de rendus des groupes




PROJET DE CONSTRUCTION
Établissement pénitentiaire sur le territoire des communes de Trélazé et de Loire-Authion
Mise en compatibilité du PLUi d'Angers Loire Métropole et du SCoT Loire Angers
Réunion publique – Jeudi 3 février 2022
Vos questions, vos remarques, vos avis :
→ Créer un merlon paysagé côté Arabis, Calais, La Chesnaie, La Cremaillère et le long de la RD 347.
→ Implanter des arbres sur le parking de la prison. (1 départ pour 4 places)
→ Existe-t-il des moyens techniques pour réduire le bruit, le volume sonore ?
→ Déplacer l'implantation prévue actuellement vers la RD 347 et le bois classé (avec reconstitution).
→ Créer l'accès à partir d'un nouveau rond point (ou autre solution) au niveau de la porte de Pignerolles.
Nom, prénom et adresse mail (facultatif) :
yp.bragard@gmail.com (association ADIRA)
Concertation préalable
18 janvier au 28 février 2022
MINISTÈRE DE LA JUSTICE
APIJ
www.concertation-justice-angers.fr



* *

*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

APIJ
AGENCE PUBLIQUE POUR L'IMMOBILIER DE LA JUSTICE

Comité de pilotage

Compte-rendu de réunion du 12 juillet 2021

Objet : **Angers - CP**
Opération de construction d'un établissement pénitentiaire de 850 places

Lieu de la réunion : Préfecture

Participants

PREFECTURE	**Préfecture**
	Préfet
DDT	**Direction Départementale des Territoires**
	Directeur
Grands élus	**Grands Elus**
	Députée 2ème circonscription
ALM	**Angers Loire Métropole**
	Président
	1er vice-président
	Directeur des assemblées, des affaires juridiques et des relations avec les collectivités territoriales
Loire Authion	**Ville de Loire Authion**
	Maire
Trélazé	**Ville de trélazé**
	Maire
DAP	**Direction de l'Administration Pénitentiaire**
	Chef de service PS3
APIJ	**Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice**
	Directrice générale
	Directeur opérationnel
	Directeur de programme
	Chef de projet

Ordre du jour

- Accueil– tour de table des participants
- Présentation des études préalables
- Point sur la recherche foncière
- Prochaines échéances
- Conclusion de la réunion

Synthèse des échanges

Le site retenu et ses enjeux sont présentés.

Les études environnementales doivent être lancées au plus tôt. La procédure d'AOT sera lancée en septembre après prise de contact avec les propriétaires et exploitants.

Sur la base d'une saisine de l'APIJ, le préfet émet un arrêté et le transmet aux maires. Les mairies notifient l'arrêté du préfet, aux propriétaires.

L'accès au futur site pénitentiaire est proposé par le chemin à l'Est qui devra être élargi. Cet accès pose le problème de la continuité de l'exploitation existante qui se trouve de part et d'autre. Une variant par le Nord sera étudiée par l'APIJ (raccordement au niveau de la crémaillère d'Argent à la RD 327).

Les scénarios d'implantation doivent envisager des bâtiments en R+4 afin de diminuer la consommation d'emprises, notamment agricoles. L'APIJ proposera des scénarios complémentaires limitant la consommation de terres agricoles et protégeant les riverains à proximité (merlon paysager).

Le planning prévisionnel de l'opération est présenté avec des objectifs à court terme (concertation préalable, procédures DUP…) et à moyen terme (études en 2023, travaux entre 2024 et 2027, livraison en 2027).

Préparation de la concertation préalable

Les enjeux de la concertation préalable sont présentés :

- saisine de la CNDP en juillet – désignation du garant attendue en septembre
- durée de la concertation : 6 semaines début 2022
- plusieurs scénarios d'implantation proposés

- organisation de la concertation

Préalablement à la période de concertation publique, l'APIJ rencontrera avec l'appui des collectivités et de la préfecture les riverains et propriétaires/exploitants agricoles concernés dès le mois de septembre, ainsi que la Chambre d'Agriculture afin de présenter le projet et ses impacts.

Dès que le garant aura été désigné, il prendra contact avec l'ensemble des acteurs.

La préparation s'effectuera au dernier trimestre 2021 avec la préfecture et les collectivités et permettra d'arrêter le périmètre de la concertation.

Point sur les acquisitions foncières

Une fois le périmètre exact de l'établissement pénitentiaire arrêté après la concertation, l'APIJ mènera les acquisitions foncières amiables lorsque cela est possible. En parallèle, la procédure DUP sera menée et les terrains nécessaires seront acquis par voie d'expropriation.

Un dialogue devra être engagé avec la Chambre d'Agriculture et la SAFER pour, le cas échéant, organiser les acquisitions auprès des propriétaires et exploitants agricoles.

Point sur la viabilisation du site

Le site est assez éloigné des réseaux existants.

Il est rappelé que M. URVOAS, ancien garde des Sceaux, avait par courrier, souligné la question de la prise en charge locale des accès aux réseaux, hors de la desserte de notre site. Les premières approches financières montrent que les coûts sont élevés sur cette opération.

La métropole d'Angers accompagnera l'APIJ sur ces sujets qui pourront aussi bénéficier aux riverains du projet. L'APIJ transmettra en septembre ses besoins (eau potable, usée, puissance électrique…) aux services techniques de l'agglomération.

Prochaines échéances

Il est convenu que l'APIJ organise avec les collectivités locales et la préfecture en septembre :

- une réunion d'information pour les 2 propriétaires riverains immédiats de l'établissement pénitentiaire
- une réunion de présentation aux habitants du hameau d'Avaloup
- une réunion de présentation aux propriétaires et exploitants agricoles impactés par le projet

Une réunion avec la Chambre d'Agriculture sera préalablement organisée avec la préfecture.

Une fois le garant désigné et que le projet lui aura été présenté par l'APIJ, il prendra contact avec la préfecture, les collectivités et la Chambre d'Agriculture pour recueillir les observations et avis sur le projet.

* *

*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

APIJ
AGENCE PUBLIQUE POUR L'IMMOBILIER DE LA JUSTICE

Comité de pilotage

Compte-rendu de réunion du 13 octobre 2021

Objet : **Angers - CP**
Opération de construction d'un établissement pénitentiaire de 850 places

Lieu de la réunion : Préfecture

Participants

PREFECTURE	**Préfecture**
	Préfet
	Secrétaire générale
DDT	**Direction Départementale des Territoires**
	Directrice adjointe
	Chef de Service Urbanisme Aménagement Risques
Grands élus	**Grands Elus**
	Collaboratrice
CD	**Conseil Départemental**
	1er vice-président
ALM	**Angers Loire Métropole**
	1er vice-président
	Directeur de Cabinet
Loire Authion	**Ville de Loire Authion**
	Maire
Trélazé	**Ville de Trélazé**
	Maire
CA	**Chambre d'Agriculture**
	Président
DAP	**Direction de l'Administration Pénitentiaire**
	Chef de service PS3
DISP	**Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires**
	Directrice
APIJ	**Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice**
	Directeur opérationnel
	Directeur de programme
CNDP	**Commission Nationale du Débat Public**
	Garant

Ordre du jour

- Accueil– tour de table des participants
- Présentation des études préalables
- Point sur la recherche foncière
- Prochaines échéances
- Conclusion de la réunion

Synthèse des échanges

En ouverture de la séance, M. le Préfet a relevé que le projet a évolué. Les représentants d'ALM, les élus locaux la préfecture, et l'APIJ ont visité le 30 septembre un terrain privé répondant mieux aux fonctionnalités attendues. Les échanges in situ ont permis à chacun de bien comprendre les enjeux.

1. **Définition de l'établissement**

   Le projet est un établissement à sécurité renforcée de 850 places intégrant notamment des détenus de maison d'arrêt homme (790 places) et femme (60 places), pas de quartier pour mineurs.
   Le quartier de semi-liberté (QSL) est conservé en centre-ville, rue Giran.

2. **Présentation des sites**

   La présentation est une étude comparative des deux sites sur une modélisation à 850 places avec des bâtiments en R+3 + combles (*Cf. support de présentation en PJ*).

   La variante V3 de l'implantation sur le domaine Levavasseur, avec empiètements sur des terrains agricoles plus au sud à définir, est validée en séance à l'unanimité.

   <u>Remarques complémentaires apportées pendant la présentation :</u>

- ABF (courrier) : Il faut que l'implantation prenne en compte les éléments de paysages existants pour conserver des arbres de grande taille à l'horizon 5-10 ans puis 15-20 ans.
- Réseaux : une canalisation d'irrigation en eau brute du SIV passe dans le secteur des Landes.

- Trafic RD 347 : les communes desservies par l'axe demandent au représentant du CD 49 que soient étudiés des travaux d'amélioration de la voie visant à réduire les effets actuels de saturation du trafic qui pourraient exacerber les convois d'extraction de détenus à partir de la mise en service de l'établissement.

Synthèse des deux sites :
Le site appelé "Les Landes" est plus propice à la réalisation de l'établissement.

3. **Concertation**

Pour faciliter la compréhension de tous sur le site unique retenu pour mener la concertation publique, il est proposé que le projet d'emprise soit baptisé "**Angers – les Landes**".

M. Serge QUENTIN a été désigné par la CNDP comme le garant de la procédure de la concertation publique.

La concertation a commencé avec des entretiens informatifs menés par l'APIJ et/ou le garant auprès des premiers impliqués.
Son périmètre restreint intègre les bourgs et hameaux des communes concernées dans un périmètre de 1 à 2 kilomètres autour du projet (périmètre précis à venir à l'étude avec le garant).
Son périmètre élargi est entendu aux communes d'Angers, Trélazé, Loire-Authion, Saint-Barthélemy-d'Anjou.
La concertation continuera par le temps fort de la consultation publique sur 6 semaines – de mi-janvier à fin février 2022 – avec des permanences dans les communes citées supra.
Il sera proposé un communiqué de presse à la préfecture pour lancement de la publicité à réaliser au moins 15 jours avant le début de la consultation du public.

Remarques complémentaires apportées pendant la présentation :
- Les documents d'information édités pour la concertation devront présenter les études ayant conduit au changement de site.

4. **Prochaines échéances**
Prochain comité de pilotage : 22 décembre 2021

* *
*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

APIJ
AGENCE PUBLIQUE POUR L'IMMOBILIER DE LA JUSTICE

Réunion de présentation

Compte-rendu de réunion du 18 novembre 2021

Objet : **Angers - CP**
Opération de construction d'un établissement pénitentiaire de 850 places

Lieu de la réunion : Mairie de Trélazé

Participants

Trélazé	**Ville de Trélazé**
	Maire
	Directeur des services techniques
	Adjoint au directeur des services techniques
	Riverains
APIJ	**Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice**
	Directeur de programme
	Chef de projet
CNDP	**Commission Nationale du Débat Public**
	Garant

Ordre du jour

- Accueil– tour de table des participants
- Présentation des études préalables
- Point sur la recherche foncière
- Prochaines échéances
- Conclusion de la réunion

Synthèse des échanges

L'APIJ rappelle qu'elle a le statut d'un établissement public avec une délégation pour réaliser des palais de justice et des prisons. Elle réunit 130 personnes, dont 11 directeurs de programme, encadrant des chefs de projet. Elle insiste sur sa volonté d'apporter des réponses de suite, tout au long de la concertation et durant la vie du projet de construction qui se terminera à la livraison de l'établissement.

Le garant rappelle que sa mission est de faire que le public puisse être entendu et qu'on lui apporte des réponses. Indépendant, il est là pour accompagner la maîtrise d'ouvrage, les particuliers et les associations.

L'APIJ présente le projet en rappelant les dernières annonces du garde des sceaux sur le dimensionnement, et les incidences sur le foncier de l'établissement. Elle rappelle que le bâtiment existant d'Angers sera démoli et ne servira plus comme prison pour être remplacé par le nouveau dans lequel il sera donné des conditions humaines d'hébergement, là où il n'y en a plus actuellement. Il s'agira d'un établissement à sécurité renforcée, en matière de sûreté et de sécurité.

L'APIJ rappelle en tant que constructeur qu'il s'agit d'une opération vertueuse en termes de développement durable. On installera du photovoltaïque. On prendra toutes les précautions pour limiter les consommations d'eau et énergétique.

L'APIJ explicite le plan masse qui occupe globalement une surface de 17 ha qui ne sont pas entièrement construits. Il y a des espaces extérieurs de stationnement, l'arrivée des personnels, l'accueil des familles pour réaliser des visites. Les gens arrivent par les transports en commun. Les gens attendent que leur tour arrive avant d'aller dans les parloirs.

L'établissement pénitentiaire peut avoir une forme rectangulaire comme sur la diapositive présentée, les deux étoiles représentant les portes. Au pourtour de la détention, il y a un glacis, un espace enherbé, vide de tout pour faciliter la surveillance. Puis à l'intérieur de l'enceinte, il y a toute l'organisation interne avec les hébergements, unité sanitaire, ateliers, les espaces de formation.

L'APIJ demande aux candidats à ce que le projet s'insère le mieux possible dans l'environnement. Le cahier des charges préconise, en termes d'aspect, que les entrées soient aussi qualitatives que celles d'un collège ou un autre équipement. L'objectif est de s'insérer dans l'environnement proche, de trouver architecturalement des liens entre le dedans et dehors, une interpénétration. Les couleurs, la modénature des façades sont choisies. Ces dispositions sont renforcées par le fait qu'on soit à proximité d'une zone boisée.

Un participant demande si au sein des 17 ha, il y a de la végétation et souhaite une explication sur ce qu'est l'interpénétration.

Pour l'APIJ, il doit y avoir une continuité entre le dedans et le dehors en ce qui concerne la végétation, car il y a des espaces paysagers aussi à l'intérieur de l'enceinte.

Un autre participant demande quelles seront hauteurs des bâtiments ?

L'APIJ envisage un projet en R+3 c'est-à-dire 4 niveaux soit 12 m. Elle rappelle que l'établissement étant implanté en recul des riverains, cet éloignement relativise les hauteurs, enfin les premiers bâtiments hors-enceinte sur site sont en R+1.
Sur u autre projet d'établissement sur l'agglomération de Caen, les niveaux du terrain ont été adaptés pour créer des masques par un travail sur les dénivelés et la création de buttes.

L'APIJ présente "Angers – Les landes" qui est le site préférentiel soumis à la concertation préalable. Le site de la Bodinière restant dans la concertation mais présentant plus de contraintes que celui de Loire Authion. Il s'agit d'une zone où les terrains sont en propriété privée.

L'APIJ liste les contraintes d'Angers Les Landes, dont notamment, une maison en partie inscrite au MH, la proximité de la RD347 et ses contraintes acoustiques, et enfin une zone agricole et naturelle. L'APIJ rappelle que la prospection foncière n'est pas arrêtée tant que la concertation n'est pas achevée.

Un participant demande quelles sont les contraintes de la Bodinière ?

L'APIJ rappelle notamment que la zone inondable est très contraignante à cause du Plan de prévention du risque d'inondation. Les contraintes écologiques sont très importantes. On peut détruire du bois classé mais l'APIJ ne souhaite pas nuire au monde agricole du fait des compensations à trouver. Il y a des entreprises agricoles qui fonctionnent en chaîne courte à côté du site, elles sont prises en compte.

Un participant demande si il est fixé un périmètre minimum par rapport aux habitations ?

L'APIJ rappelle qu'il n'y a pas de règles de distance.

La mairie rappelle qu'à l'époque, le projet générait moins de contraintes étant donné le nombre de places, cela expliquait ce choix.

Un participant demande où sera située la route d'accès au nord, ou au sud, les deux ?

L'APIJ indique que le projet se raccordera à partir du rond-point de la crémaillère au nord. Si il y a un développement de la ville, il y aura un accès par le sud. En matière de fonctionnement, l'établissement n'aura besoin que d'un seul accès.

Un participant indique que la RD347 est déjà surchargée.

L'APIJ répond que c'est une question essentielle et qu'elle est à estimer avec le conseil départemental.

La ville rappelle que la caractéristique d'Angers est de ne pas avoir de boulevard ceinture. Ce n'est aujourd'hui plus d'actualité d l'envisager. Il y a eu un renforcement des transports, ce qui a permis d'obtenir la gare et revoir le réseau. La question posée est comment contourner et rejoindre la 347 étant entendu qu'il faudrait rejoindre Océane. Angers est la dernière agglomération à ne pas avoir de ceinture. la concertation va favoriser la réflexion puisque les gens qui travailleront vont aussi vouloir se rapprocher de leur lieu de travail, ce qui milite pour un aménagement de la RD347. Aujourd'hui les riverains de Loire Authion passent par Trélazé, de même pour St Barthélémy. Cet établissement va permettre de négocier et faire des plans à termes

Un participant demande si l'implantation va changer la nature des terrains à côté et où va habiter le personnel ?

La ville rassure en disant que cela ne sera pas un raz de marée.

Un participant demande combien de personnes sont nécessaires pour le faire fonctionner.

L'APIJ répond qu'on peut estimer à environ 300 le nombre de personnes mais qu'ils sont déjà en partie sur la région.

La ville rappelle qu'il ne faut pas oublier les retombées économiques d'environ 5 M€ traités dans la région.

Un participant demande si il y a le tout à l'égout.

L'APIJ indique qu'il n'y a pas de tout à l'égout aujourd'hui sur la zone, l'établissement sera indépendant ou la communauté de communes pourra réaliser une extension de son réseau d'assainissement.

Un participant s'inquiète à nouveau des accès, et plus précisément de l'éventuel besoin d'une voie d'urgence pompiers.

L'APIJ engagera un dialogue avec le SDIS, lorsqu'elle présentera le projet pour réfléchir à l'accessibilité. A priori, il n'y a pas de sujet. Ils demandent d'être autonome en eau, de plus il y a des personnel internes pénitentiaires formés à combattre le feu. En ce qui concerne les extractions, l'administration pénitentiaire pourra les programmer en dehors des heures de fort trafic.

Un riverain commente : « Ça va faire mal pour les urgences si il y a des bouchons ».

Un participant souligne que le ministère est propriétaire d'un terrain à Trélazé ?

L'APIJ indique qu'elle n'a pas mandat concernant le devenir de cette opération. Elle rappelle que la concertation est une levée des doutes, et chacun pourra s'exprimer pouvoir vous exprimer. Elle sera annoncée par des communiqués de presse, et les intéressés pourront s'adresser aussi directement au garant. Le 3 février, une étude un peu plus complète sera présentée, et des gens de l'administration pénitentiaire pourront répondre à vos questions. Ensuite, M. le garant rendra son rapport et puis l'APIJ en tirera des enseignements et des engagements.

Un participant demande quand l'avis définitif sera-t-il connu.

L'APIJ indique que le choix sera officialisé après la concertation. Le site préférentiel est celui d'Angers – Les Landes, mais toutes les infos ne sont pas collectées. S'il est

découvert une contrainte extrêmement importante, le site Landes pourrait être remis en cause.

Un participant fait remarquer qu'il y a une voie romaine qui passe …

L'APIJ confirme le fait qu'il y a des vestiges, et qu'un échange est en cours à ce sujet avec la DRAC.

La ville rappelle que le propriétaire de Trélazé est le plus impacté. La solution est à trouver pour lui avec l'agglomération. M. ROUMILACH a le droit a un dédommagement. C'est une période difficile à cause du SCOT et la non artificialisation des sols, il y a de très fortes restrictions des zones d'activités et d'habitats. Cela s'est complètement réduit avec une augmentation des ZH. Il y a 16 000 demandes de logements sociaux non satisfaites alors qu'on en construit 450 par an. On peut urbaniser 41 ha aujourd'hui sur la zone, ce n'est pas suffisant. Il faut reconstruire la ville sur la ville nous dit-on. Il y a des petits oiseaux, mais il y a aussi des hommes. Vous avez tenu à ce qu'on parle des deux sites pour expliquer ce cheminement, je vous en remercie.

Un participant rappelle qu'on est passé de 400 à 850 détenus, et demande quelle est la fiabilité de cette décision ?

L'APIJ invite à la réunion publique, où l'administration pénitentiaire pourra répondre à cette question.

La ville rappelle que c'est la première fois où on arrive à un engagement formel du GDS, ce qui signifie que le processus de réalisation est enclenché.

L'APIJ affirme que cela sera 850 ou rien, car quand on fait venir un géotechnicien ou un acousticien pour 850 ils ont des commandes par rapport à ces objectifs. Il faut que se stabilise le foncier, pour que toutes les contraintes soient étudiées. L'APIJ ensuite rédigera le cahier des charges, puis il y aura une consultation de niveau européen de grandes entreprises avec des architectes de renommée.

* *
*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

APIJ
AGENCE PUBLIQUE POUR L'IMMOBILIER DE LA JUSTICE

Réunion de présentation

Compte-rendu de réunion du 23 novembre 2021

Objet : **Angers - CP**
Opération de construction d'un établissement pénitentiaire de 850 places

Lieu de la réunion : Visio

Participants

Saint Bathélémy	**Ville de Saint Barthélémy**
	Maire
	Délégué à la sécurité
	Délégué à l'aménagement
APIJ	**Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice**
	Directeur de programme
	Chef de projet
CNDP	**Commission Nationale du Débat Public**
	Garant

Ordre du jour

- Accueil– tour de table des participants
- Présentation des études préalables
- Concertation publique
- Conclusion de la réunion

Synthèse des échanges

L'APIJ, après présentation du support, rappelle l'historique des échanges ayant conduit à préférer le site d'Angers les Landes à celui de Trélazé initialement prévu. Pour le site de la Bodinière, les contraintes sont importantes puisqu'il y a une allée d'accès avec des arbres majestueux, que le terrain est très proche des hameaux, qu'il est de plus en zone inondable, enfin que les diagnostics écologiques font état d'une biodiversité importante. De ce fait, le site est très contraint pour accueillir les 17 ha souhaités. Le nouveau site serait à proximité, près du Bois de Verrières, les études sont en cours pour déterminer sa localisation. Les contraintes apriori sont moins fortes bien que le site soit soumis à l'avis de l'Architecte des bâtiments de France puisqu'inscrit dans un périmètre de 500m depuis la maison de M. LEVAVASSEUR, de plus il existe une zone d'exposition au bruit routier depuis la RD347, et une zone non aedificandi qui correspond à une mine de fer autrefois exploitée. En matière écologique, il y a des haies d'arbres et de plans d'eau, l'emprise est en bordure du bois de Verrières, dans le parc naturel régional. Une étude écologique 4 saisons est en cours. Toutes ces contraintes ne sont pas insurmontables. Enfin, il est rappelé que c'est une zone en friche, particulièrement dans sa partie sud.

L'APIJ souhaiterait pouvoir tenir une permanence sur la ville de Saint-Barthélemy. Elle indique qu'à la suite, une réunion publique et un atelier seront tenus. Il s'agit pour ce dernier de travailler avec le public sur des thématiques particulières.

La ville remercie de ces précisions au regard des informations parfois contradictoires des articles de presse. Elle informe qu'elle ne fera part lors d'un conseil municipal, notamment en réponse à une question d'un groupe minoritaire qui veut en savoir davantage sur ce centre et sur l'intervention de M. QUENTIN.

L'APIJ rappelle que ce qui est communicable à ce jour c'est le calendrier de la concertation puisque le dialogue est engagé avec tout le monde. Un démenti sur sa localisation sur Saint Barthélémy peut tout à fait être publié si la ville le souhaite.

M. le garant rappelle qu'il pas été saisi par un groupe particulier mais que cela est possible et qu'il le redirigera vers l'APIJ. Il indique que c'est la fin de la concertation qui décidera du site définitif. C'est la discussion qui permettra de choisir définitivement.

La ville interroge sur les alternatives possibles.

L'APIJ rappelle l'historique du projet et l'impulsion en septembre pour lancer cette procédure, elle assure qu'il ne lui a pas été proposé d'autres alternatives par les représentants des institutions locales.

Le garant informe qu'il a eu un entretien avec M. VERCHERE et que celui-ci peut être sollicité. Il rappelle que l'APIJ lève les contraintes au fur et à mesure et à ce titre ne peut pas répondre par avance aux questions nécessitant des études.

La ville rappelle qu'il ne s'agit pas aujourd'hui de devancer les réunions publiques, notamment au regard du transport, même si ce côté d'Angers a des problèmes à résoudre. Elle fait état d'une circulation intense sur la 347 aux heures de pointes et pose la question de l'opportunité de revoir les flux. Elle ajoute qu'il y aura forcément une fréquentation supplémentaire du fait de l'installation de cette superstructure alors que d'ores et déjà les mouvements pendulaires matin et soir sont importants.

L'APIJ répond que l'établissement ne dégradera pas les flux de manière significative.

Le garant affirme que les infrastructures de transport devront être revues, notamment les transports en commun. S'agissant de la RD347, il indique que pour l'instant il n'y a pas d'aménagement prévu à ce moment et il faudra réfléchir à l'aménagement. Il s'agira d'un des sujets de discussion de la concertation publique. Le garant rappelle qu'il a une mission de conseil pour la mise en compatibilité des documents d'urbanisme et souligne à nouveau le sujet de la blanchisserie du linge des détenus qui pose question au regard de la loi sur l'eau.

La ville de Saint-Barthélemy confirme sa participation à la publicité de la concertation, désigne ses responsables et confirme la tenue d'une permanence dans ses locaux.

* *
*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

APIJ
AGENCE PUBLIQUE POUR L'IMMOBILIER DE LA JUSTICE

Réunion de présentation au public

Compte-rendu de réunion du 27 novembre 2021

Objet : **Angers - CP**
Opération de construction d'un établissement pénitentiaire de 850 places

Lieu de la réunion : Loire-Authion

Participants

DDT	**Direction Départementale des Territoires**
	Directeur
Loire Authion	**Loire Authion**
	Maire
	Conseillère cabinet du Maire
	50 riverains environ
APIJ	**Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice**
	Directeur opérationnel
	Directeur de programme
	Chef de projet

Ordre du jour

- Accueil– tour de table des intervenants
- Présentation des études préalables
- Concertation du public
- Conclusion de la réunion

Synthèse des échanges

Après la présentation générale du plan 15 000, du site préférentiel et du déroulé de la concertation à venir. Dans les grandes lignes les sujets facteurs d'interrogation pour les riverains du hameau d'Avaloup et de la Crémaillère d'Argent ont reçu des premières réponses par l'équipe de l'APIJ et M. le Maire qui seront précisées et confirmées lors de la concertation :

1. L'intégration de l'établissement dans le paysage (quels aménagements, hauteur des arbres à la mise en service)
   L'insertion paysagère répond aux demandes de l'Architecte des Bâtiments de France et aux suggestions raisonnées du public qui peuvent être prises en charge dans le budget opérationnel.

2. Les nuisances sonores et lumineuses la nuit.
   L'APIJ présentera des images des effets lumineux, quant aux effets sonores, ils sont pris en compte dans les nouvelles modalités de construction en contrariant les parloirs sauvages.

3. La dévaluation du bien immobilier au regard de sa possible revente
   M. le Maire demande à ce qu'on lui prouve qu'il y a une dévaluation foncière au motif de la présence d'un établissement pénitentiaire. Il demande à ce qu'on lui en apporte la preuve. L'APIJ déclare qu'elle n'est pas non plus en capacité de répondre sur ce point malgré les études diligentées.

4. Le sentiment d'injustice entre les protections accordées à l'environnement au regard de celles accordées à la population.
   L'avenir est au rétablissement d'une harmonie durable entre l'homme et son environnement. Le code de l'urbanisme et le code de l'environnement règlent ces rapports.

5. L'aggravation de l'encombrement routier du rond-point de la crémaillère
   L'arrivée de l'établissement est une opportunité pour revoir les flux de déplacement de la zone et possiblement aménager la RD 347.

6. La dégradation de l'environnement visuel en plus des serres sous plastique.
   Aucune observation n'a été formulée à ce sujet.

7. La qualité de la RD 347 et du raccordement de l'accès de l'établissement
   La réponse est la même qu'au sujet n°05

8. Le raccordement de la future prison au réseau des eaux usées, et son prolongement aux habitations non encore raccordées
   M. le Maire précise qu'il ne peut en aucun cas formuler de promesse à ce sujet, mais il souligne l'opportunité de dialogue avec Angers Loire Métropole pour améliorer les conditions d'assainissement.

9. L'emprise sur la friche agricole plutôt que le bois
   La friche agricole est déjà viabilisée alors même que le bois est classé. Il est donc plus logique de préférer cette solution.

10. La pollution visuelle apportée au regard de celle déjà connue dans la culture de la mâche.
    Les bâtiments pénitentiaires sont éclairés la nuit, ils modifieront en partie la perception du paysage.

11. Y-a-t-il des possibilités d'expropriation d'habitations proches du site
    Aucune expropriation de riverains n'est envisagée à ce jour par l'APIJ, hormis celles qui seront incluses dans le périmètre d'implantation du projet.

12. Les raisons d'avoir choisi « ce coin d'Angers »
    Le projet qui s'établissait à Trélazé avait été porté par M. GOUA maire de la commune de longue date. Le nouveau site d'Angers les Landes, répondant au nouveau calibrage à la hausse de l'établissement, a fait l'objet d'un accord de tous les partenaires institutionnels.

13. La possibilité d'une baisse d'imposition compte tenu de la nuisance
    Une baisse ou une remise d'impôts ne sont pas consenties au motif de la construction d'un établissement public. La ville en revanche dispose de moyens supplémentaires indirects pour réaliser des projets.

14. Les autres opportunités, notamment pour de l'habitat, de la zone retenue

Il a été précisé que seul un équipement public d'intérêt général peut justifier d'un changement du classement urbain de la zone, il n'y a donc pas d'autres possibilités d'urbanisation.

15. Les nuisances de chantier

L'APIJ introduit dans les pièces contractuelles la liant avec les entreprises, une obligation de charte faibles nuisances.

* *
*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

APIJ
AGENCE PUBLIQUE POUR L'IMMOBILIER DE LA JUSTICE

Comité de pilotage

Compte-rendu de réunion du 22 décembre 2021

Objet : **Angers - CP**
Opération de construction d'un établissement pénitentiaire de 850 places

Lieu de la réunion : Préfecture
Participants :

PREFECTURE	**Préfecture**
	Préfet
	Secrétaire générale
	DIDD BPEF Référente concertation
DDT	**Direction Départementale des Territoires**
	Directrice adjointe
	Chef de Service Urbanisme Aménagement Risques
Grands élus	**Grands Elus**
	Députée 2ème circonscription
CD	**Conseil Départemental**
	Directeur des routes départementales
ALM	**Angers Loire Métropole**
	Président
	1er vice-président
	Directeur de Cabinet
Loire Authion	**Loire Authion**
	Maire
CA	**Chambre d'Agriculture**
	Président
DAP	**Direction de l'Administration Pénitentiaire**
	Chef de service PS3
DISP	**Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires**
	Directrice
APIJ	**Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice**
	Directeur opérationnel
	Directeur de programme
CNDP	**Commission Nationale du Débat Public**
	Garant

67, avenue de Fontainebleau
94270 LE KREMLIN-BICETRE
Tél : 01 88 28 88 00
www.apij-justice.fr

Ordre du jour

- Accueil– tour de table des participants
- Point sur la recherche foncière
- Point sur la concertation
- Conclusion de la réunion

Synthèse des échanges

L'APIJ a présenté le bilan de ses premiers rendez-vous avec les élus, les futurs riverains, les propriétaires fonciers, les exploitants. La tenue de ces réunions était un engagement de l'agence afin de faciliter la préparation de la concertation se déroule sur 6 semaines à partir du 18 janvier 2022 et entrent dans la dynamique des informations préalables.
Le regroupement des questionnements en 5 grandes thématiques permet de préparer les échanges des permanences et de la réunion publique à venir.
Dans la thématique 2 – projet immobilier et aménagement, les problématiques de voiries, réseaux et accessibilité par les transports en commun nécessiteront une préparation d'un examen en concertation notamment avec ALM, et le département.

Le COPIL retient :

1. Lors de la concertation le MOA expliquera les incidences pour permettre de réfléchir à des adaptations.
2. L'APJ ne présentera pas de *scenario* aux futurs riverains afin de conserver la plus grande latitude d'échanges. De la même façon que l'explication donnée au public sur la démarche intellectuelle ayant conduit à abandonner le site de La Bodinière au profit des Landes, l'APIJ devra présenter que l'emprise en détention est à moins de 200 mètres de toutes habitations.
3. Le processus de concertation :

Pour rappel :

- Démarrage de la concertation le 18/01/2022,
- Information réglementaire dont :
    - Publicité à compter du 03/01/2022,
    - Avis affichés,
- Informations complémentaires au travers des dossiers, dépliants, kakémonos ventilés sur les trois communes,

Les rencontres publiques :

- 3 permanences les 25 et 26 janvier,
- 1 réunion publique le 03 février :
    - Le préfet envisage d'être présent au côté des élus d'ALM, des communes, ou de leurs représentants et accompagné par un représentant de la DDT,
    - Le CD 49 sera représenté du compte-tenu du tropisme du débat autour du trafic de la D 347,
    - Le colonel commandant le groupement de gendarmerie, un représentant le colonel commandant le SDIS 49, le DDSP (à confirmer) seront sollicités.
- 1 atelier participatif (sur la base des 5 grandes thématiques) le samedi 05 février :
    - L'APIJ recollera les questions spécifiques et fera remonter aux services compétents.

Questions techniques abordées :

- ALM envisagerait la mise en œuvre d'un assainissement collectif au bénéfice de l'établissement pénitentiaire et des administrés de Brain-sur-Authion, l'APIJ devant fournir ses études de prédimensionnement.
- Il y aura une enquête de DUP emportant la MEC des documents d'urbanisme ainsi qu'une enquête au titre du code de l'environnement avec DUAE lorsque le projet immobilier sera défini. De plus, l'APIJ précisera le régime ICPE de la future ICPE
- Il est proposé d'organiser la réunion publique dans une salle plus grande à l'Espace Jeanne de Laval sise Rue Jeanne de Laval sur Andard à Loire-Authion. L'APIJ va se rapprocher des services de la ville pour en vérifier la faisabilité ainsi que de son imprimeur pour évaluer les possibilités de modifier les documents informatifs avant publication.
- Il est proposé que le vice-président d'ALM en charge de l'aménagement participe à la réunion avec l'ABF.

L'APIJ propose l'organisation d'une visite du chantier du CP de Caen sur la commune d'If suivie d'un entretien avec le maire de la commune. La date sera calée début janvier 2022 en fonction de la disponibilité des intéressés.

* *
*